GENEVA GRADUATE INSTITUTE

INSTITUT DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES ET DU DÉVELOPPEMENT

GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL AND DEVELOPMENT STUDIES

La génération de la Bulle : Le Japon face à la question libérale, 1970-1990

THESIS
submitted at the Graduate Institute
of International and Development Studies
in fulfilment of the requirements of the
PhD degree in International History and Politics

by

Kai HABEL

Thesis N° 1516

Geneva
2024

La génération de la Bulle :
Le Japon face à la question libérale, 1970-1990

© 2024 Kai HABEL

INSTITUT DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES ET DU DEVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE OF INTERNATIONAL AND DEVELOPMENT STUDIES

La génération de la Bulle : Le Japon face à la question libérale, 1970-1990

THESIS
submitted at the Graduate Institute
of International and Development Studies
in fulfilment of the requirements of the
PhD degree in International History and Politics

by

Kai HABEL

Thesis N° 1516

Geneva
2024

Kai HABEL

Sur le préavis de Mohamed Mahmoud MOHAMEDOU, professeur à l'Institut et directeur de thèse, de Jussi HANHIMAKI, professeur à l'Institut et membre interne du jury, et de Samuel GUEX, professeur associé, département d'études est-asiatiques, Université de Genève et expert externe, la directrice de l'Institut de hautes études internationales et du développement autorise l'impression de la présente thèse sans exprimer par là d'opinion sur son contenu.

Le dépôt officiel du manuscrit, en 4 exemplaires, doit avoir lieu au plus tard le 21 mai 2024.

Genève, le 19 avril 2024

Marie-Laure Salles
Directrice

Thèse N° 1516

RESUME / ABSTRACT

Titre de la thèse / Title of thesis : La génération de la Bulle : le Japon face à la question libérale, 1970-1990

Résumé en français : La thèse explore la question du libéralisme et cherche à saisir les évolutions de la pensée libérale dans le Japon d'après-guerre, afin de déterminer la position de la société nippone vis-à-vis de ce courant philosophique, politique et social. Nous posons l'hypothèse selon laquelle le Japon fut traversé, au cours des années 1970-1980, par un grand élan de libéralisation affectant les structures économiques, sociales, culturelles et identitaires. Cette période se caractérisa non seulement par la conversion du système économique au néolibéralisme, mais aussi par la transformation rapide quoique incomplète des comportements sociaux et des valeurs communes : une certaine forme d'individualisme se vit célébrée, les habitudes de consommation évoluèrent, le statut de la femme s'éleva, les loisirs se diversifièrent, les mœurs se libéralisèrent... L'effondrement de la bulle financière à l'aube des années 1990 s'accompagna néanmoins d'une fissuration de ce processus. Les Japonais passés à l'âge adulte dans les années 1985-1990 se font appeler *baburu-sedai*, ce qui signifie littéralement « génération de la Bulle » : ses membres se singulariseraient par leur comportement frimeur, prétentieux et insouciant. Pourquoi et comment le processus de libéralisation consistant en la garantie puis en l'extension des libertés individuelles a-t-il abouti à l'avènement de la génération de la Bulle, et quelles en ont été les conséquences ? Voici les questions auxquelles tente de répondre la recherche.

English Summary: The thesis explores the theme of liberalism and seeks to determine the evolution of liberal thought in postwar Japan, in order to determine its society's stance towards this philosophical, political, and social movement. We hypothesize that Japan experienced during the 1970s-1980s a great moment of liberalization that affected its economic, social, cultural, and identity structures. This period was characterized not only by the conversion of the economy to neoliberalism, but also by the rapid yet incomplete transformation of social behaviors and common values: some form of individualism was celebrated, consumption habits evolved, women were empowered, leisure activities were diversified, and customs were liberalized. Nevertheless, the collapse of the financial bubble in the early 1990s was accompanied by the interruption of this process. Japanese citizens who came of age in the years 1985-1990 have been called *baburu-sedai*, which means "Bubble generation". Those belonging to this generation are said to be flamboyant, pretentious, and reckless. Why and how did the process of liberalization, defined as the protection and extension of individual freedoms, lead to the emergence of the Bubble generation? The research attempts to answer these questions.

REMERCIEMENTS

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude envers mon superviseur de thèse, le Professeur Mohamed Mahmoud Ould Mohamedou, qui m'a guidé tout au long de ma recherche et dont les propositions, critiques et encouragements ont été déterminants dans la réalisation de ce travail.

Je remercie ensuite mon second lecteur, le Professeur Jussi Hanhimäki, pour ses conseils éclairés et son soutien constant, sans lesquels je n'aurais pas pu mener à bien ce projet académique.

Mes remerciements vont également au Professeur Jean-François Bayart, qui m'a fait découvrir les joies de la recherche universitaire et qui m'a encouragé à entreprendre une thèse de doctorat.

Je suis reconnaissant envers le Professeur Samuel Guex, dont l'expertise et les précieux commentaires m'ont permis d'enrichir mon manuscrit.

Enfin, je remercie infiniment mes proches et mes amis, qui n'ont jamais cessé de me soutenir tout au long de ce projet.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction 5
Questions de recherche 6
Motivations 7
Contexte politique 9
Revue de la littérature 11
Le Japon, pays d'Asie ou d'Occident ? 12
Le libéralisme au Japon 15
Les années 1970-1980 et la génération de la Bulle 17
Cadre conceptuel 22
Le libéralisme 22
L'occidentalisation 26
Libéralisation ou occidentalisation ? 30
Méthodologie et sources primaires 32
Séjours de recherche 36
Autres remarques 37
I. La question libérale 39
Libéralisme et démocratie 39
L'évolution du libéralisme au Japon 48
II. Les transformations politiques et économiques 65
La bulle financière 65
Les tensions commerciales américano-japonaises 66
Les accords du Plaza et du Louvre 76
Les recommandations de l'OCDE 79
La vague néolibérale 83
Nakasone Yasuhiro 89
La réforme fiscale 95
La poursuite des réformes sous Takeshita 100
La politique écologique 102
III. La génération de la Bulle 107
Les « générations » au Japon 107
Une génération raillée 111
La réforme de l'éducation 113
Le ministère du Trésor 120

La frénésie immobilière 125
Les scandales de la Bulle 128
La femme de la Bulle 130
L'égalité hommes-femmes en matière d'emploi....139
Les femmes et la politique 144
Les études féminines 151
Le phénomène *otaku* 154
IV. Démographie et territoire....157
Les évolutions démographiques 157
La politique migratoire....165
La politique territoriale 177
Concentrations et dépeuplements....181
Tokyo, ville globale 185
La province....190
V. La culture de la Bulle 195
Le monde de la nuit....195
La musique de la Bulle....200
Consommation et divertissement 207
Les mangas....209
La cuisine 216
La mode vestimentaire 227
Le cinéma 230
VI. Le climat intellectuel et spirituel 235
La prééminence des libéraux et l'internationalisation 235
Les oppositions intellectuelles et politiques....244
Le monde académique....248
Le Japon et le monde....250
Les nouvelles nouvelles religions 257
La secte Moon 261
La secte Aum....265
VII. L'héritage de la Bulle 269
Le choc 269
L'atterrissage....273
La recherche des coupables....277
La réaction politique 282

La légende noire de la Bulle et le portrait sombre de la génération de la Bulle 289
Les souffrances de la génération de la Bulle.....295
La Bulle et l'identité japonaise 298
La fin de l'optimisme 302
Conclusion 305
Carte du Japon.....317
Chronologie.....318
Glossaire 320
Liste des personnages 330
Bibliographie.....334
Archives 368

INTRODUCTION

Un délicat brouillard de fascination et de mystère entoure le Japon, terre impérissable d'incompréhension et de méprises pour les observateurs étrangers. L'honneur des samouraïs, la violence de leur monde féodal et la subtilité de leurs arts, la modernisation effrénée de Meiji, l'expansionnisme brutal des militaristes, le miracle économique et la société de consommation, l'amabilité des mœurs et une pression sociale violente : autant d'images imposantes et discordantes planant sur l'archipel, sans que ne s'en dégage de franche harmonie ou de direction précise. L'on ne parvient toujours pas, en Occident, à cerner cette nation insulaire, dont l'esprit semble osciller entre plusieurs pôles contraires. Le Japon allierait, dit-on, « tradition et modernité ». Il se situerait à cheval « entre Asie et Occident ». Ces formules ressassées révèlent avant tout ce voile épais dont le pays ne parvient pas à se défaire. Plus de soixante-dix ans après la défaite face aux Alliés, le phénomène de convergence entre les sociétés japonaise et occidentales demeure un postulat fragile et incertain.

À ces interrogations se mêle éventuellement la question du libéralisme et de son évolution au Japon. Aux lendemains de la guerre, le large programme de démilitarisation entrepris par les forces d'occupation comporta plusieurs processus entremêlés mais distincts. Comment qualifier les transformations profondes insufflées au sein de la société japonaise ? S'agit-il d'un processus de modernisation, d'occidentalisation, d'américanisation, de démocratisation, ou plutôt de libéralisation ? Par définition, ces termes s'enchevêtrent, se distinguent difficilement les uns des autres. Il importe malgré tout de les dissocier, parce qu'ils désignent des phénomènes spécifiques, aux accents disparates. La présente thèse se penche principalement sur la question du libéralisme et cherche à saisir les évolutions de la pensée libérale dans le Japon d'après-guerre, afin de déterminer la position de la société nippone vis-à-vis de ce courant philosophique, politique et social.

Nous poserons l'hypothèse selon laquelle le Japon fut traversé, au cours des années 1970-1980, par un grand élan de libéralisation affectant les structures économiques, sociales, culturelles et identitaires du pays. Par la suite, l'effondrement de la bulle financière à l'aube des années 1990 s'accompagna d'une fissuration de ce processus. Si le libéralisme s'imposa sans conteste sur le plan économique, la libéralisation politique et culturelle se solda par un résultat plus mitigé, comme le suggèrent la préservation de structures familiales patrilinéaires[1], la ténacité des inégalités hommes-femmes ou la permanence des hiérarchies sociales

[1] Todd, Emmanuel. *Où en sommes-nous ? : une esquisse de l'histoire humaine*. Paris : Éditions du Seuil, 2017, p. 482

traditionnelles. Les Japonais gardent un souvenir négatif de leurs concitoyens passés à l'âge adulte dans les années 1985-1990. Ces derniers se font appeler *baburu-sedai*, ce qui signifie littéralement « génération de la Bulle ». Cette génération se singulariserait par son comportement frimeur, prétentieux et insouciant : l'on moque dorénavant son indécence, son style vestimentaire tape-à-l'œil, son goût du luxe, ainsi que ses codes sociaux extravagants. Elle serait absorbée par la fête et les loisirs, ce qui la rendrait inapte au travail. La génération de la Bulle représenterait « l'explosion du "moi", le sommet de la jouissance[2] » à « l'ère de l'écroulement de la morale[3] ». La période constitue ainsi un moment charnière dans l'histoire du Japon contemporain, puisqu'elle incarne l'apogée de la culture et des mœurs libérales « américaines » tout en façonnant, en tant que contre-modèle, une certaine idée du Japon. Yamanaka Toshiyuki (nom d'emprunt), ancien juge à la Cour suprême du Japon, affirme :

> Avec la Bulle, toute la société s'est transformée. C'est ainsi que je l'ai ressenti. Il y a eu trois grands moments de mutation dans l'histoire récente du Japon : tout d'abord la restauration de Meiji, ensuite la Seconde Guerre mondiale et enfin la Bulle. Le comportement, la sensibilité et les valeurs des Japonais ont changé. J'ai l'impression qu'un Japonais nouveau, individualiste, a émergé[4].

Une compréhension approfondie de la génération de la Bulle permet d'appréhender des objets encore méconnus, des thématiques négligées jusqu'à présent par les historiens.

Questions de recherche

La thèse cherchera, à travers l'examen de multiples pans de la société nippone et de leur évolution, à répondre à la question suivante, fil conducteur de la recherche :

> Pourquoi et comment le processus de libéralisation consistant en la garantie puis en l'extension des libertés individuelles, à l'œuvre dans le Japon des années 1970-1980, a-t-il abouti à l'avènement de la génération de la Bulle, et quelles en ont été les conséquences ?

[2] Sakamoto, Setsuo & Harada, Yōhei. *Nihon-hatsu! Tatta issatsu de dareto demo umaku tsukiaeru sedairon no kyōkasho*. Tokyo : Toyo Keizai, 2015, p. 117
[3] Masataka, Kin. *Hontō wa kowai baburu-jidai : kyōran to konton no ijigen e GO*. Tokyo : Tetsujinsya, 2013
[4] Entrevue réalisée le 4 novembre 2019.

Répondre à cette vaste interrogation implique de se pencher sur les diverses questions plus restreintes qui la composent. L'on s'interrogera entre autres : De quelle manière les citoyens japonais se représentent-ils les années 1970-1980 et la génération de la Bulle ? Quels ont été les développements notables en matière de culture populaire, de modes vestimentaires, de musique et de divertissement ? Quels étaient les débats intellectuels les plus importants durant les années 1970-1980 ? Un débat entre partisans et opposants d'une libéralisation de la société a-t-il eu lieu, et si oui quels étaient les principaux arguments mis en avant ? Le gouvernement japonais a-t-il été un acteur dynamique du processus de libéralisation de la société ? Existait-il une intention délibérée « d'occidentaliser » ou « d'américaniser » le pays, et si oui pourquoi ? Les États-Unis ont-ils été impliqués dans la libéralisation de la société japonaise, et si oui de quelle manière ?

Motivations

De nombreuses études ont été consacrées au Japon des années 1980, au gonflement de la bulle et à son éclatement[5]. Les mécanismes économiques, monétaires et financiers ont été observés, analysés, décortiqués, anatomisés. Néanmoins, la dimension économique de ces événements étant si prépondérante, l'histoire culturelle, sociale et intellectuelle ne s'est pas encore penchée sur cette période qui regorge de phénomènes notables tels que l'émergence d'un nouvel idéal féminin, la valorisation de « l'internationalisation » des citoyens, l'essor des loisirs nocturnes ou encore l'apparition des groupes de jeunes délinquants surnommés *yankees* ou *furyō*, symboles de l'agitation et du désordre qui ébranlèrent la société nippone. Comme nous le verrons ultérieurement dans la revue de littérature, les travaux académiques portant sur la génération de la Bulle sont extrêmement rares, pour ne pas dire inexistants. C'est pourquoi ce travail explore l'évolution de la pensée libérale dans le Japon d'après-guerre, tout en interrogeant le dialogue qu'entretient la société japonaise avec le libéralisme. Philosophie développée en Occident, son étude soulève nécessairement la question du rapport à cette civilisation. Ces interrogations permettront de déterminer si le Japon s'inscrit dans la lignée des démocraties libérales occidentales ou s'il conserve au contraire un substrat autoritaire ou « illibéral ».

Ce sujet de recherche importe également pour interpeler et reconcevoir la dynamique des relations entre le Japon et son allié traditionnel américain, mais aussi pour appréhender

[5] L'on mentionnera entre autres les œuvres de Hamada Kōichi, William Garside et Tsuruta Hiromi.

l'évolution des rapports entre le Japon et ses voisins asiatiques. De nombreux observateurs considèrent que l'Asie de l'Est représente le noyau, la clef de voûte de la géopolitique mondiale, en raison de la rivalité hégémonique entre les États-Unis et la Chine qui se traduit par une lutte économique, commerciale et financière de plus en plus manifeste conjuguée à l'urgence pour les deux camps d'accroître leur zone d'influence. Le retour de la guerre chaude en Europe suite à l'intervention militaire de la Russie en Ukraine fait craindre une contagion des conflits armés, notamment autour de Taïwan, que la Chine continentale tentera tôt ou tard de récupérer. Une détérioration même relative de l'alliance américano-japonaise constituerait ainsi une véritable catastrophe du point de vue des États-Unis, qui se sont jusqu'à présent appuyés avec assurance sur un pivot régional inébranlable.

Par ailleurs, l'évolution du libéralisme au Japon offre de précieux éclaircissements concernant un problème majeur de philosophie politique dont la pertinence augmente à mesure que perdure la crise de confiance à laquelle sont confrontées les sociétés occidentales. Il s'agit de la relation confuse entre les deux facettes de la pensée libérale : le débat public a en effet tendance à opposer au libéralisme économique, généralement soutenu par la « droite », un libéralisme social – ou sociétal – encouragé par la « gauche ». Le libéralisme politique s'est ainsi teinté d'une ambigüité fondamentale, dont l'expression emblématique se trouve dans l'inéquation entre le *libéral* français et le *liberal* anglo-américain : tandis que le premier fera l'éloge d'un État minimal et d'un marché sans entrave, le second militera en faveur du progrès social contre toute forme de traditionalisme. L'adversaire du *libéral* est le socialiste, lorsque le *liberal* combat le conservateur. S'il pourrait donc sembler raisonnable de mettre en opposition les libéralismes de droite et de gauche, des auteurs tels que Jean-Claude Michéa ont tenté de démontrer comment ces deux courants politiques, loin d'être antagonistes, se renforçaient au contraire mutuellement : « Le libéralisme politique de Benjamin Constant n'est jamais un aller simple. Il inclut toujours, *qu'on le veuille ou non*, le retour à Adam Smith[6]. » La société libérale-libertaire, pour reprendre le terme de Michel Clouscard[7], représenterait ainsi l'accomplissement de la logique libérale, son inéluctable aboutissement. Alors que le Japon des années 1980 semblait corroborer cette hypothèse, ses développements ultérieurs indiqueraient plutôt une certaine compatibilité entre conservatisme politique et libéralisme économique.

[6] Michéa, Jean-Claude. *L'empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*. Paris : Flammarion, 2010, p. 56

[7] Clouscard, Michel. *Critique du libéralisme libertaire : Généalogie de la contre-révolution, de la Révolution française aux Trente Honteuses*. Paris : Éditions Delga, 2005

Comme le révèle le succès croissant des idées se réclamant de « l'illibéralisme », autrement dit du refus du libéralisme en tant « qu'élément central de l'organisation de l'État[8] », les mouvements dits « populistes » articulent une critique de plus en plus énergique face aux doctrines libérales. L'évolution du libéralisme au Japon représente donc un sujet d'une actualité brûlante, à l'heure où les clivages politiques tendent à se recomposer, à la fois sur les scènes nationales et sur le plan international. En matière de politique mondiale, la question du libéralisme au Japon se posera vraisemblablement de manière pressante, au vu de la propension récente à articuler les amitiés et inimitiés en fonction de la nature des systèmes politiques adoptés par les différents États. Tout en restant lucides sur le fait que les intérêts froids des nations se drapent avec cynisme de discours charitables et humanistes, nous constatons que ces rhétoriques, emportées par leur logique propre, finissent par engendrer des effets concrets allant au-delà de leurs motivations originelles. Ainsi, les reproches émis par l'Occident à l'égard de ses concurrents – imperfection du processus démocratique, protection insuffisante des droits de l'homme, séparation inachevée des pouvoirs temporel et spirituel, respect lacunaire de la concurrence économique, perpétuation de traditions ou coutumes jugées poussiéreuses et irrationnelles – risquent, si ce n'est pas déjà le cas, de s'ossifier jusqu'à produire un clivage durable et tenace.

Contexte politique

Au désastre de la Seconde Guerre mondiale succédèrent les troubles de l'occupation, la reconstruction, puis la fulgurante croissance économique que l'on qualifierait de miracle : ce fut avec stupéfaction et engouement que l'on assista à la renaissance d'une nation démolie[9]. L'industrie et les échanges crûrent à une allure effrénée durant les décennies d'après-guerre, jusqu'à propulser le Japon dans le camp des pays développés : en 1968, l'économie nippone parvenait même à se hisser au second rang mondial, derrière les États-Unis. Des coûts militaires réduits, des efforts industriels intelligemment dirigés, des exportations élevées et des progrès technologiques constants contribuèrent au succès japonais. En matière de politique étrangère, le pays avait suivi avec assiduité la stratégie développée par Yoshida Shigeru, premier ministre de 1946 à 1947 puis une seconde fois de 1948 à 1954. La doctrine Yoshida consistait à tirer profit de la catastrophe d'après-guerre en laissant aux États-Unis supporter l'intégralité du

[8] Discours de Viktor Orbán le 26 juillet 2014 à l'université d'été de Bálványos à Tusványos.
[9] Au sujet de la période de haute croissance japonaise, l'on recommandera notamment les travaux d'Uchino Tatsurō et d'Hubert Brochier.

fardeau de la défense. L'article 9 de la Constitution, censé faire obstacle à toute résurgence militariste, s'était rapidement transformé en rempart permettant à l'archipel de se soustraire à une dispendieuse participation militaire. Le Japon avait ainsi pu rester en dehors du conflit coréen, amorcé en 1950, tandis que leurs occupants américains devaient endosser la majeure partie de l'effort de guerre. La menace communiste, dont les frontières progressaient désormais au sein de la péninsule coréenne, conférait paradoxalement au gouvernement nippon un immense pouvoir de négociation vis-à-vis de Washington, dès lors que les États-Unis se devaient de mettre hors de danger un territoire que la nouvelle constitution venait de désarmer. La stratégie de Yoshida permettait non seulement d'accroître la croissance économique, elle facilitait également un rapprochement éventuel avec des voisins asiatiques plus disposés à négocier avec un Japon sans armée. Tandis que le pays restait éloigné de tout engagement militaire, le gouvernement s'adonnait avec entrain à la diplomatie du chéquier, faite de soutiens économiques, d'aides financières et d'investissements, afin d'obtenir des bénéfices sur la scène internationale. Les performances économiques spectaculaires du Japon semblaient démontrer les bienfaits de la doctrine Yoshida et des stratégies industrielles menées depuis la fin de la guerre.

Toutefois, cette surprenante réussite suscita l'inquiétude de ses partenaires et rivaux, qui se mirent à dénoncer la faiblesse des salaires locaux et autres pratiques de concurrence déloyale, le rôle excessif joué par le gouvernement dans l'économie, une monnaie trop faible, ou encore l'existence de nombreuses barrières aux importations. Washington s'irritait de voir son déficit commercial se creuser, tandis que les produits manufacturés japonais – automobiles, téléviseurs, matériels électroniques – inondaient le marché américain. Les États-Unis imposèrent des quotas sur les importations nippones, et le gouvernement japonais accepta, sous la pression, de mettre en œuvre des restrictions « volontaires » aux exportations. Les années 1970-1980 représentèrent donc une période particulièrement tendue pour ce qui fut des relations américano-japonaises, minées par une âpre compétition commerciale et économique.

Sur la scène nationale, le Parti libéral-démocrate (PLD) s'imposa comme l'invincible mastodonte de la jeune démocratie japonaise : depuis sa création en 1955, il gagnait chaque élection et contrôlait sans relâche les rênes du pouvoir. Cette assise se mit néanmoins, à partir des années 1970, à contraster avec une grande instabilité au sommet du gouvernement : victime d'une série de scandales politiques et des luttes entre factions au sein du PLD, le premier ministre ne parvenait plus à se maintenir à son poste dans la durée. Le problème de la succession de Satō Eisaku, chef du gouvernement de 1964 à 1972, bouleversa le délicat équilibre entre factions rivales. Tanaka Kakuei (1972-1974), Miki Takeo (1974-1976), Fukuda Takeo (1976-

1978), Ōhira Masayoshi (1978-1980) et Suzuki Zenkō (1980-1982) se succédèrent au poste de premier ministre sans qu'une figure s'imposât de manière durable. Durant cette décennie, le Japon continua à développer ses infrastructures, tel le système de train à grande vitesse *shinkansen*, malgré l'émergence de difficultés économiques liées aux chocs pétroliers ainsi qu'aux frictions commerciales avec les États-Unis. La priorité du gouvernement japonais consistait en fait à élargir une politique étrangère alors trop unidimensionnelle, en développant ses liens avec la Chine, l'Europe, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est ; les révisions des structures économiques demeuraient une question subsidiaire. Ce fut dans ce contexte qu'un vent de réformes se mit à souffler depuis le monde anglo-saxon : encouragée par Ronald Reagan et Margaret Thatcher, la révolution néolibérale ébranlerait, jusqu'au-delà des États-Unis et de l'Angleterre, les certitudes vétustes et les édifices démodés. Nommé premier ministre en 1982, Nakasone Yasuhiro s'emploierait avec détermination à libéraliser et à internationaliser la société japonaise.

Revue de la littérature

Deux tendances majeures se dégagent des travaux académiques concernant les transformations éprouvées par le Japon au cours des années 1970-1980. Premièrement, les débats se rapportent généralement à l'existence même, puis à l'ampleur de l'occidentalisation au Japon, sans que ne soient examinées les tendances historiques précises. Les hypothèses portant sur l'occidentalisation du Japon contemporain reposent ainsi sur une linéarité douteuse et contestable supposant l'uniformité de la période d'après-guerre. Deuxièmement, les recherches portant sur les années 1970-1980 adoptent majoritairement un angle d'analyse économique, délaissant par conséquent les problématiques sociales, culturelles et intellectuelles. L'histoire de cette période se résumerait ainsi à des considérations principalement économiques, ce dont on ne peut se satisfaire. Quoi qu'il en soit, cette revue de littérature sera structurée autour de trois axes principaux : la place du Japon entre Asie et Occident, l'influence de la pensée libérale au Japon, et enfin l'importance des années 1970-1980.

Le Japon, pays d'Asie ou d'Occident ?

Dans sa *Grammaire des civilisations*, Fernand Braudel s'interrogeait sur le Japon, archipel « clos en lui-même, abandonné à son sort[10] », et pourtant façonné au fil des siècles par les influences étrangères. « Il y a eu très tôt un Japon chinois, à partir du VIe siècle. Il y a, depuis 1868, un Japon occidental qui s'affirme une très grande réussite. Mais chacune de ces expériences essentielles s'est dissoute dans un Japon "japonais" dont l'originalité insulaire n'est pas douteuse[11] », affirme-t-il. Braudel résume ainsi, en ces quelques mots, le sentiment de schizophrénie qui caractérise l'identité nippone depuis un siècle et demi. Dès les premières heures de Meiji, un débat enfiévré divisait la population japonaise entre partisans de l'occidentalisation et défenseurs du panasiatisme. Tandis que les premiers, nourris de la pensée des Lumières, soutenaient avec vigueur la doctrine du *datsu-a nyū-ō*, soit « sortir de l'Asie, rejoindre l'Europe », les seconds invoquaient les racines asiatiques d'un Japon dont la mission devait consister à s'opposer à ce colosse occidental qui avait assujetti, sans grande peine, l'empire du Milieu. Cette interrogation demeure éminemment actuelle en ce début de XXIe siècle. Le Japon fait-il partie de l'Asie ? Est-il devenu un pays occidental ? Braudel se refuse à trancher, estimant que la spécificité du Japon découle justement de sa malléabilité, de sa fidélité « à toutes ses traditions qui coexistent avec une occidentalisation très poussée, accueillie [...] sans réticence, avec empressement, comme un moyen de puissance[12] ».

D'autres auteurs soulignent la singularité du Japon, nation « à cheval entre l'Asie et l'Occident[13] » selon Ming Wan, spécialiste des relations sino-japonaises. Samuel Huntington explique pour sa part que le Japon demeure un « pays culturellement isolé[14] ». Cette « société et civilisation unique en son genre[15] » émanerait de structures culturelles, religieuses et idéologiques particularistes. Huntington réfute ainsi la thèse d'un pays mixte ou hybride : le Japon n'est pas *à la fois* asiatique et occidental, mais plutôt *ni* asiatique, *ni* occidental, ce qui en fait « le plus important pays isolé[16] ».

Les relations amicales entre les États-Unis et le Japon, matérialisées notamment par la solidité de leur alliance militaire, pourraient sembler contredire l'isolement culturel qu'évoque

[10] Braudel, Fernand. *Grammaire des civilisations*. Paris : Flammarion, 2013, p. 383
[11] Ibid.
[12] Ibid. p. 385
[13] Wan, Ming. *Japan between Asia and the West: economic power and strategic balance*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe, 2001, p. 183
[14] Huntington, Samuel P. *Le choc des civilisations*. Paris : Odile Jacob, 1997, p. 192
[15] Ibid.
[16] Ibid. p. 195

Huntington. N'assiste-t-on d'ailleurs pas, depuis la fin de la guerre, à l'américanisation du pays du Soleil-Levant ? Des auteurs tels qu'Enokida Yūichi[17], Igarashi Akio[18] et Iwamoto Shigeki[19] soulignent en effet la propagation soudaine de la culture américaine à partir de l'occupation. L'influence des États-Unis ne se limiterait donc pas à l'instauration par l'administration de MacArthur de nouvelles institutions politiques et économiques : les structures immatérielles de la société nippone – ses mœurs, ses coutumes, ses arts – auraient été bouleversées par l'esprit américain. Le politologue Christian Wirth considère pour sa part que l'alliance américano-japonaise permet de maintenir dans « l'Ouest » un Japon à l'identité flottante et capricieuse, autrement dit jamais acquise à l'Occident[20].

Si l'histoire du Japon moderne pourrait sembler consister en une marche effrénée vers l'occidentalisation, Pierre-François Souyri révèle la complexité des transformations opérées à partir de la chute du shogunat : « La modernisation [...] a pu prendre la forme d'une occidentalisation des manières de faire et de penser, mais en partie seulement[21] ». En effet, les progrès techniques ainsi que le renouvellement des institutions se sont accompagnés d'une valorisation de la morale confucéenne et plus largement de « l'âme japonaise ». Les instigateurs de la modernisation étant naturellement imprégnés des Classiques chinois et japonais, leurs modes de pensée ont eu une influence essentielle sur la teneur de l'occidentalisation[22].

En ce qui concerne la relation du Japon avec la Chine et plus largement avec l'Asie de l'Est, Wilfrido Villacorta soutient que le pays « commence à s'identifier davantage à ses voisins asiatiques[23] » [*traduction par l'auteur*], suscitant ainsi une évolution de sa politique étrangère et de sa vision commerciale. Gilbert Rozman affirme au contraire qu'il existe dorénavant un « fossé béant[24] » [*traduction par l'auteur*] entre les identités nationales japonaise et chinoise. Cet éloignement résulterait de leur histoire tragique, rythmée par les guerres et la colonisation, mais aussi de divergences idéologiques profondes relatives à l'antagonisme de leur système

[17] Enokida, Yūichi. *Sengo no kurushī jidai to amerika-bunka no ryūnyū* [en ligne]. http://www.seinan-gu.ac.jp/pub/100aniv/kiyo/08/08_45-50.pdf (consulté le 27 novembre 2018)
[18] Igarashi, Akio. *"Americanization": An East Asian Perspective* [en ligne]. http://conconflicts.ssrc.org/USA/igarashi/ (consulté le 27 novembre 2018)
[19] Iwamoto, Shigeki. Sengo nihon ni okeru amerikanizēshon : JACK AND BETTY wo tōshite. In : *Kansai gakuin daigaku shakai gakubu kiyō*, 1999, vol. 83, p. 99
[20] Wirth, Christian. Securing Japan in the 'West': The US-Japan Alliance and Identity Politics in the Asian Century. In : *Geopolitics*, 2015, vol. 20(2), p. 303
[21] Souyri, Pierre-François. *Moderne sans être occidental : aux origines du Japon d'aujourd'hui*. Paris : Gallimard, 2016, p. 443
[22] Ibid. p. 446
[23] Villacorta, Wilfrido V. Japan's Asian Identity: Concerns for ASEAN-Japan Relations. In : *ASEAN Economic Bulletin*, 1994, vol. 11(1), p. 79
[24] Rozman, Gilbert. Narrowing the Gap between China and Japan: Three Dimensions of National Identity and the Korean Factor. In : *Japanese Journal of Political Science*, 2013, vol. 14(1), p. 31

politique. Rozman soutient néanmoins que les deux nations possèdent une « identité culturelle commune en tant qu'héritières du confucianisme » et qu'il existe une « culture d'Asie de l'Est[25] » [*traductions par l'auteur*] qu'il s'agirait de promouvoir.

Parallèlement à ces considérations d'ordre social ou culturel, les débats concernant l'identité japonaise se sont longtemps appuyés sur des théories raciales, comme le met en évidence Arnaud Nanta[26]. Afin de déceler « les origines » du peuple japonais, des chercheurs comme Hasebe Kotondo, Suzuki Hisashi, Kanaseki Takeo et Hanihara Kazurō se sont employés à développer des modèles génétiques censés démontrer l'homogénéité raciale ou, au contraire, la généalogie métissée des Japonais. Nanta explique néanmoins que cette « obsession des origines » ne représente pas une spécificité japonaise et découle d'un contexte d'affirmations nationales concomitant au démembrement des empires multiethniques[27].

Dès la fin du XXe siècle, des auteurs tels que le politologue Glenn Hook et l'historien Michael Weiner ont soulevé le phénomène d'internationalisation du Japon. L'ancien premier ministre Nakasone Yasuhiro, en fonction de 1982 à 1987, avait ainsi déclaré vouloir faire du Japon un « État international », une société « ouverte », à travers l'extension et l'intensification de la coopération commerciale, industrielle, financière, éducative et migratoire[28]. Pour l'heure, il semble difficile d'affirmer que le Japon se soit effectivement internationalisé, malgré son ouverture économique corrélative au processus de mondialisation. Le pays se montre par exemple extrêmement strict en matière d'immigration, l'obtention de la nationalité japonaise demeure ardue, tandis que les universités éprouvent beaucoup de peine à attirer des étudiants étrangers.

Les incessantes interrogations quant à l'identité nippone se rapportent donc inévitablement à la place du Japon dans le monde. Tant les penseurs japonais que les historiens étrangers ne parviennent à y apporter de réponse définitive. Imprégné de l'Asie puis de l'Occident, l'archipel ne s'intercale pas aisément dans ces catégories d'analyse parfois trop étroites. L'on croirait observer le Japon naviguer assidûment entre les continents asiatique et américain, dérivant vers la côte ouest des États-Unis ou abordant au contraire le littoral chinois selon les vents. Quoi qu'en penseraient les partisans du *datsu-a nyū-ō*, le caractère occidental de la société nippone demeure abondamment discuté et critiqué.

[25] Ibid. p. 47
[26] Nanta, Arnaud. Physical Anthropology and the Reconstruction of Japanese Identity in Postcolonial Japan. In : *Social Science Japan Journal*, 2008, vol. 11(1)
[27] Ibid. p. 43
[28] Hook, Glenn D. & Weiner, Michael A. *The Internationalization of Japan*. London : Routledge, 2001, pp. 1-3

Le libéralisme au Japon

La question du libéralisme au Japon se confond parfois avec les idées de modernité, de démocratie et d'individualisme, concepts philosophiques et politiques ne pouvant être dissociés de la pensée occidentale et des théoriciens des Lumières. Si le processus d'éclosion du libéralisme dans le Japon de Meiji a été largement étudié, peu d'historiens se sont consacrés à un examen approfondi des évolutions ultérieures de la pensée libérale.

Dans un papier publié quelques mois seulement avant le déclenchement de la guerre du Pacifique, George Sansom expliquait pourquoi le libéralisme ne s'était pas implanté au Japon : une population « traditionnellement disciplinée et obéissante », l'enracinement d'un « vieil esprit de conformisme » et un héritage totalitaire auraient endigué toute possibilité de « révolte idéologique[29] » [*traductions par l'auteur*], rendant dès lors impossible l'enracinement de la pensée libérale. Peter Nosco remet en cause cette conception d'un Japon traditionnellement oppressif et tyrannique : si le respect de l'autorité représenta en effet, à partir des Tokugawa, un élément fondamental de l'idéologie d'État, des valeurs d'insoumission et de non-conformisme se développèrent au sein d'une société nippone remarquablement disparate. Les germes de l'individualité, si chère à la philosophie libérale, auraient donc existé dans le Japon prémoderne. L'historien concède néanmoins qu'il subsiste, dans le Japon contemporain, un certain « consentement confucéen vis-à-vis d'un État paternaliste[30] » [*traduction par l'auteur*].

L'auteur ayant le plus réfléchi sur la question du libéralisme au Japon est certainement Tanaka Hiroshi, historien de la pensée politique. Il fait tout d'abord remarquer que si de nombreux travaux ont été consacrés aux développements du socialisme, du communisme, du conservatisme, ou encore du fascisme au Japon, aucun historien n'a entrepris de recherche approfondie sur l'évolution du libéralisme au sein de l'archipel[31]. Si Tanaka s'en étonne, il ne cherche pas à expliquer cet étrange silence. Il est vraisemblable que le thème précis du libéralisme se soit fondu dans la problématique plus large de la modernisation évoquée précédemment, de telle sorte que le processus d'occidentalisation se conçoit essentiellement comme une libéralisation des structures politiques et sociales. Quoi qu'il en soit, Tanaka soutient qu'il est nécessaire d'étudier la pensée libérale dans le Japon moderne afin de comprendre les trois phases distinctes de démocratisation : le Mouvement pour les libertés et

[29] Sansom, George. Liberalism in Japan. In : *Foreign Affairs*, 1941, vol. 19(3), p. 554
[30] Nosco, Peter. *Individuality in early modern Japan: thinking for oneself*. New York : Routledge, 2018, p. 155
[31] Tanaka, Hiroshi. The development of liberalism in modern Japan: continuity of an idea – from Taguchi and Kuga to Hasegawa. In : *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, 1989, vol. 21(1), p. 259

les droits du peuple des années 1870-1880, la Démocratie Taishō de 1913 à 1926, et enfin la démilitarisation d'après-guerre[32]. Tandis que les élites politiques, qu'elles soient au pouvoir ou dans l'opposition, ont manifesté avec vigueur leur rejet du libéralisme et la défense de l'autoritarisme, de nombreux intellectuels – Fukuzawa Yukichi, Ukichi Taguchi, Katsunan Kuga, Nyozekan Hasegawa – se sont employés à propager les idées libérales au moyen de la presse écrite[33].

Toujours selon Tanaka, les dirigeants japonais reprochaient aux philosophes occidentaux de promouvoir à travers la démocratie libérale une société « trop individualiste, trop épicurienne et trop égocentrique[34] » [*traduction par l'auteur*]. Les élites de Meiji ne s'étaient en effet pas éprises du système parlementaire anglo-saxon, préférant instaurer un régime autoritaire et conservateur inspiré du modèle germanique. Malgré quelques périodes de démocratisation, les instruments du pouvoir se verront peu à peu confisqués par les militaires partisans d'une expansion territoriale rapide. Tanaka explique bien comment les dirigeants japonais ont conçu la modernisation non pas comme un mouvement en faveur des droits individuels, mais bien en tant que processus de renforcement de l'État :

> Les samouraïs n'étaient pas les bourgeois libéraux de Grande-Bretagne ni les intellectuels révolutionnaires des États-Unis ou de France. [...] Les anciens samouraïs dirigeants de Meiji ne s'intéressaient pas à la démocratisation du Japon. [...] Ce qui était nécessaire était une modernisation rapide afin de se défendre contre l'expansion coloniale des puissances occidentales[35] [*traduction par l'auteur*].

Akami Tomoko conteste la thèse selon laquelle les excès autocratiques des autorités japonaises résulteraient du rejet du libéralisme. En s'appuyant sur la distinction entre liberté positive – la capacité d'agir – et liberté négative – l'absence d'obstacle – introduite par Isaiah Berlin, Akami soutient que la virulence du nationalisme, de l'étatisme et de l'impérialisme japonais trouve son origine dans la philosophie libérale, et plus particulièrement dans l'idéalisme allemand. La conception « positive » de la liberté, dès lors qu'elle justifie le renforcement de l'État au nom de la protection contre l'oppression, possède en elle les germes de l'autoritarisme, si bien que « ce que les érudits ont présenté comme des problèmes

[32] Ibid.
[33] Ibid. p. 260
[34] Tanaka, Hiroshi. Modern Japan and Western democracy: the conflict between liberalism and nationalism. In : *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, 1994, vol. 26(2), p. 55
[35] Ibid. p. 57

typiquement japonais pourrait représenter des failles inhérentes au libéralisme[36] » [*traduction par l'auteur*].

Nous mentionnerons deux derniers travaux consacrés au libéralisme au Japon : l'ouvrage de Mary Louise Hanneman, qui explore le développement de la pensée libérale dans le Japon moderne à travers l'œuvre du journaliste et intellectuel Hasegawa Nyozekan[37], ainsi que l'analyse de John Dower ayant trait au processus de démocratisation d'après-guerre[38].

Finalement, s'il existe une certaine confusion quant à la définition même du libéralisme, tous les auteurs semblent souscrire à la conclusion de Tanaka : « Le libéralisme était si fragile qu'il n'est jamais devenu une idéologie dominante dans la politique japonaise avant 1945[39] » [*traduction par l'auteur*]. L'on admet ainsi implicitement que le processus de libéralisation, muselé plus ou moins efficacement durant la période impériale, s'achève à la suite de l'occupation. La question du libéralisme ne se pose alors plus dans le Japon d'après-guerre. Il est nécessaire de reconsidérer cette problématique, car il est probable que les principes du libéralisme ne s'y soient finalement jamais imposés dans leur intégralité. Pour reprendre l'hypothèse d'Emmanuel Todd, il se pourrait que « le pays demeure *officiellement* sous la tutelle de l'idéologie libérale imposée par les États-Unis[40] », mais que ses structures profondes – l'éducation, la famille, la religion – n'en aient pas été affectées.

Les années 1970-1980 et la génération de la Bulle

Peu de travaux académiques se penchent sur cette période de l'histoire japonaise. Si le manque de recul historique justifie en partie cette lacune, il ne l'explique pas entièrement pour autant. Précédées du « miracle économique » et suivies de la « décennie perdue », les années 1970-1980 apparaissent comme une phase de transition – entre le triomphe et le marasme – dont on ne retient principalement que les réformes néolibérales entreprises par le gouvernement Nakasone. L'abolition du monopole d'État sur le sel et le tabac puis les privatisations successives des entreprises de télécommunication, d'aviation et de chemins de fer marquèrent la réduction fulgurante du secteur public. Le Japon abandonna ainsi sa tradition étatiste et

[36] Akami, Tomoko. Nation, state, empire and war: Problems of liberalism in modern Japanese history and beyond. In : *Japanese Studies*, 2005, vol. 25(2), pp. 124-125
[37] Hanneman, Mary Louise. *Hasegawa Nyozekan and liberalism in Modern Japan*. Folkestone : Global Oriental, 2007
[38] Dower, John W. Peace and Democracy in Two Systems: External Policy and Internal Conflict. In : Gordon, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, pp. 3-33
[39] Tanaka, Hiroshi. The development of liberalism in modern Japan: continuity of an idea – from Taguchi and Kuga to Hasegawa. In : *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, 1989, vol. 21(1), p. 259
[40] Todd, Emmanuel, op. cit., p. 23

interventionniste, promouvant désormais une large déréglementation de l'économie. Sa « société sans classe [41] » [*traduction par l'auteur*], ses excédents commerciaux et ses investissements croissants devaient permettre au pays de s'imposer en tant que colosse sur la scène internationale : « Une Pax Nipponica se profile à l'horizon[42] » [*traduction par l'auteur*], annonçait Taira Koji. « Pour la première fois, les Japonais ont le sentiment de ne plus être en retard par rapport aux Occidentaux[43] », affirme Souyri. Qui aurait pu alors imaginer que le Japon entrerait, quelques années plus tard, dans une interminable période de stagnation ?

La stupéfaction vis-à-vis de cet affaissement soudain explique pourquoi la plupart des analyses consacrées aux années 1970-1980 se focalisent essentiellement sur l'économie, délaissant de ce fait de nombreux pans de l'histoire du Japon contemporain. Charles Yuji Horioka tente de remédier à cette monotonie en explorant l'évolution des modes de vie à travers la transformation des habitudes de consommation et d'épargne. Bien que cette thématique soit intrinsèquement liée à l'économie, l'étude des comportements humains permet d'appréhender ces structures immatérielles que représentent la morale ou l'éthique sociale. Horioka conçoit ainsi « l'essor d'une conscience de consommation de masse[44] » [*traduction par l'auteur*], décrit les différences entre hommes et femmes en matière de conduite économique, puis aborde l'impérissable controverse relative à la place du Japon dans le monde : si « les modes de consommation japonais se sont graduellement occidentalisés au fil du temps, [...] la tendance à l'occidentalisation a ralenti ces dernières années[45] » [*traduction par l'auteur*].

L'anthropologue Marilyn Ivy explore le développement de la culture de masse dans le Japon d'après-guerre. Tandis que la radio, le cinéma et la presse écrite représentèrent les moyens de communication privilégiés lors de l'occupation, la télévision s'imposa rapidement en tant que chef de file incontesté de la culture de masse. Des critiques s'élevèrent à partir des années 1970 contre les médias de masse dès lors qu'ils mèneraient à l'instauration d'une « société de contrôle[46] » [*traduction par l'auteur*] dans laquelle l'individu se retrouverait submergé par un flot d'informations standardisées. Face à ces inquiétudes, les adeptes des théories culturelles du

[41] Taira, Koji. Dialectics of Economic Growth, National Power, and Distributive Struggles. In : Gordon, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, p. 184
[42] Ibid.
[43] Souyri, Pierre-François. *Nouvelle…*, op. cit., p. 582
[44] Horioka, Charles Yuji. Consuming and Saving. In : Gordon, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, p. 279
[45] Ibid. p. 290
[46] Ivy, Marilyn. Formations of Mass Culture. In : Gordon, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, p. 253

consommateur affirmaient au contraire que l'on observait une grande diversification des modes de consommation, syndrome de la « mort des masses[47] » [*traduction par l'auteur*].

Jerry Savells puis Yamamiya Yuko se sont penchés sur l'augmentation de la délinquance juvénile au Japon au cours des années 1970-1980. Savells craint qu'un « déclin des mesures communautaires de contrôle social » engendré par l'altération d'une « culture traditionaliste, centrée sur la famille[48] » [*traductions par l'auteur*], n'ait provoqué une augmentation de la violence. Dès lors que la criminalité résulterait principalement de la désagrégation de liens sociaux inhérente au processus d'urbanisation, la montée de la délinquance juvénile s'expliquerait par les mutations apportées à la société japonaise. Professeur de psychologie, Yamamiya considère également que la recrudescence de comportements antisociaux résulte en grande partie des « transformations culturelles [...] ayant affecté la famille, l'école, les relations entre voisins et entre pairs[49] » [*traduction par l'auteur*]. L'auteur s'interroge sur l'attitude violente des jeunes Japonais, tout en explorant les phénomènes de *tōkōkyohi* – l'absentéisme scolaire – et de *hikikomori* – le refus de sortir de sa chambre –, symptômes de l'isolement dont souffre une part importante de la population. La délinquance juvénile résulterait essentiellement « des changements en matière de normes culturelles et de valeurs, de l'amplification de l'anonymat et de l'impersonnalité, de l'émergence de la pseudo-réalité et enfin de la corruption de la culture des jeunes[50] » [*traduction par l'auteur*].

Si les travaux portant sur les années 1970-1980 se révèlent donc peu nombreux, le phénomène de la génération de la Bulle se confronte quant à lui à un véritable désert académique. À nouveau, le caractère exceptionnel des événements économiques – en l'occurrence l'expansion spectaculaire de la bulle spéculative entre 1986 et 1991 – semble avoir occulté toute analyse d'ordre social, culturel ou intellectuel concernant la période. Les mécanismes financiers ayant conduit à l'apparition puis à l'éclatement de la bulle ont été

[47] Ibid.
[48] Savells, Jerry. Juvenile Delinquency in Japan. In : *International Journal of Adolescence and Youth*, 1991, vol. 3(1-2), p. 129
[49] Yamamiya, Yuko. Juvenile Delinquency in Japan. In : *Journal of Prevention & Intervention in the Community*, 2003, vol. 25(2), p. 27
[50] Ibid. p. 43

expliqués en détail, notamment dans les travaux de Hamada Kōichi[51], William Garside[52] ou encore Tsuruta Hiromi et Miyasaka Jackie[53].

Spécialiste des sciences du sport, Harada Munehiko aborde indirectement le thème de la génération de la Bulle à travers l'étude de la relation entre travail et loisirs. L'auteur souligne les transformations apportées à l'activité professionnelle au cours des années de frénésie financière : sous la pression des pays occidentaux qui dénonçaient une forme de dumping social, le gouvernement japonais décida d'encourager la réduction du temps de travail, précipitée en outre par le ralentissement de l'économie[54]. L'on observe alors un écart générationnel entre d'une part de jeunes adultes accordant beaucoup d'importance aux loisirs et d'autre part des travailleurs d'âge mûr absorbés davantage par leur profession. Harada suggère l'émergence d'une « nouvelle classe de loisir[55] » [*traduction par l'auteur*], pour laquelle la recherche du plaisir représente la vertu fondamentale.

Colin Smith s'interroge quant à lui sur l'adaptation des Japonais au nouvel ordre néolibéral. Repoussés aux marges du système économique par le processus de dérégulation, de nombreux individus souffrirent d'attentes sociales et d'aspirations professionnelles désormais en décalage avec la réalité[56]. Qualifiée de *pūtarō* et de *hanninmae*, sobriquets que l'on traduirait respectivement par « glandeur » et « demi-adulte », une fraction importante de la population se retrouva à enchaîner les petits boulots. La précarisation de la jeunesse s'accompagna naturellement d'une transformation des valeurs sociales. Les jeunes Japonais célébreraient désormais la liberté, l'individualité, la flexibilité et l'épanouissement personnel[57], autant de bienfaits inaccessibles pour le *salaryman*, prototype du salarié moyen.

Smith et Harada se penchent ainsi, à travers l'évolution des conditions de travail, sur cette génération de citoyens égarés entre deux modèles de société, symboles d'un Japon en pleine mutation. Leur analyse demeure toutefois essentiellement focalisée sur le marché de l'emploi. Finalement, seule Kurotani Sawa étudie la génération de la Bulle en tant que phénomène

[51] Hamada, Kōichi. *Japan's bubble, deflation, and long-term stagnation*. Cambridge, Massachussetts : MIT Press, 2011
[52] Garside, William Redvers. *Japan's great stagnation: forging ahead, falling behind*. Northampton, Massachussetts : Edward Elgar Publishing, 2012
[53] Tsuruta, Hiromi & Miyasaka, Jackie. The Bubble Economy and Financial Crisis in Japan: Financial Deregulation, Globalization, and Financial Administration. In : *International Journal of Political Economy*, 1999, vol. 29(1), pp. 26-48
[54] Harada, Munehiko. Changing Relationship Between Work and Leisure after the "Bubble Economy" in Japan. In : *Society and Leisure*, 1998, vol. 21(1), p. 209
[55] Ibid. p. 207
[56] Smith, Colin S. The precarious and the transitional: labor casualization and youth in post-bubble Japan. *Children's Geographies*, 2018, vol. 16(1), p. 81
[57] Ibid. pp. 84-84

historique à part entière, à travers les transformations du rôle des femmes qui s'opérèrent au cours des années 1980[58]. L'un des aspects majeurs de la période de la Bulle consista en effet en la libéralisation du travail des femmes, matérialisée par l'adoption en 1986 de la loi sur l'équité en matière d'emploi. Alors que les femmes étaient jusque-là reléguées à des postes de soutien administratif, le passage à l'âge adulte de la *baburu sedai* s'accompagna d'une transformation profonde du marché du travail, qui offrit dorénavant aux femmes la possibilité d'entreprendre une carrière sur le long terme. À partir d'une série d'interviews individuelles, Kurotani décrit les changements survenus au cours des années 1980. Elle évoque ainsi tour à tour la mise en œuvre compliquée de la loi sur l'équité en matière d'emploi, l'évolution des pratiques matrimoniales et plus largement des relations hommes-femmes, le déclin de l'économie familiale, la valorisation des choix individuels, et enfin la dureté des conditions de travail.

Néanmoins, il se pourrait que ces évolutions ne représentent pas une spécificité japonaise. En effet, portées par leur avant-garde anglo-américaine, les sociétés occidentales amorcèrent à partir des années 1980 le fameux tournant néolibéral. Dès lors que des tensions générationnelles en découlèrent, l'expérience japonaise pourrait ne plus apparaître comme une exception, mais au contraire s'inscrire dans un phénomène plus large ayant affecté les pays occidentaux dans leur ensemble. Le terme de « génération X » y est d'ailleurs couramment employé pour désigner les individus nés entre 1965 et 1980, au moment où les troubles économiques – le déclin relatif de l'industrie, l'écroulement du système de Bretton Woods, les chocs pétroliers – mettaient un terme à la période de haute croissance. Katz explique comment ce contexte d'instabilité et d'incertitude contribua au fait que la génération X soit communément perçue comme « perdue, inconnue, désabusée, cynique[59] » [*traduction par l'auteur*]. La *baburu sedai* japonaise, dépeinte comme individualiste et consumériste, ne semble ainsi pas correspondre à l'égarement de la génération X. Il se pourrait cependant que la génération de la Bulle partage des caractéristiques communes avec les baby-boomers nés en Occident entre 1945 et 1965, dont « l'idéal d'autonomie, le rêve de liberté et l'individualisme[60] » produisent un écho manifeste, bien que décalé de plusieurs années.

[58] Kurotani, Sawa. Working Women of the Bubble Generation. In : Kawano, Satsuki, Roberts, Glenda S. & Long, Susan Orpett. *Capturing Contemporary Japan: Differentiation and Uncertainty*. Honolulu: University of Hawaii Press, 2014

[59] Katz, Stephen. Generation X: A Critical Sociological Perspective. In : *Generations: Journal of the American Society on Aging*, 2017, vol. 41(3), p. 15

[60] Oris, Michel. Le baby-boom et les baby-boomers : Explorer l'entrelacement des temps historiques, familiaux et individuels. In : Bonvalet, Catherine, Olazabal, Ignace & Oris, Michel. *Les baby-boomers, une histoire de familles. Une comparaison Québec-France*. Montréal : Presses Universitaires du Québec, 2015, p. 14

Cadre conceptuel

Deux concepts politiques centraux nécessitent un examen approfondi, de par l'importance qu'ils revêtent dans le cadre de cette recherche et de par leur complexité propre : il s'agit, premièrement, du libéralisme et, ensuite, de l'occidentalisation. Il est également nécessaire de s'interroger sur le lien entre les processus de libéralisation et d'occidentalisation : ces deux termes traduisent-ils le même phénomène, ou désignent-ils des développements distincts ?

Le libéralisme

Il est des mots qui ne parviennent, malgré leurs efforts les plus volontaires, à contenir les idées auxquelles ils se réfèrent : de nature souple et inapprivoisée, ces singulières abstractions refusent de s'astreindre à un vulgaire cortège de lettres. Le libéralisme appartient assurément à cette famille de concepts, dont la vaste publicité s'associe à d'impérissables équivoques. Selon l'Académie française, le libéralisme se rapporte à une « doctrine réclamant pour tous la liberté de conscience et d'opinion », mais aussi à une « doctrine économique qui préconise la libre entreprise, la libre concurrence et la liberté des échanges commerciaux[61] ». Cette définition met aussitôt en évidence un attribut fondamental de la pensée libérale, ou plutôt de son acception générale : l'on s'applique à la scinder en deux morceaux, l'un politique et l'autre économique. Il nous semble néanmoins essentiel de penser le libéralisme en tant que système uni et cohérent.

Élaboré à partir du XVIIe siècle par les philosophes des Lumières, le libéralisme est une doctrine philosophique promouvant la garantie puis l'extension des libertés individuelles. Si la pensée libérale a évolué au fil des siècles, se parant selon les époques de teintes plus ou moins bigarrées, elle n'a cessé de célébrer l'individu en tant qu'être souverain et de critiquer toute limitation arbitraire de son champ d'action. Née dans un contexte de conflits religieux et façonnée en réaction à l'absolutisme des monarchies européennes, la philosophie libérale s'est tour à tour opposée aux régimes totalitaires, aux gouvernements dictatoriaux, puis aux États autoritaires. Le libéralisme reproche à ces systèmes politiques de sacrifier la liberté des citoyens au nom d'objectifs déterminés par les dirigeants de manière unilatérale, de telle sorte que chaque individu ne peut plus être maître de son destin.

Les penseurs libéraux reconnaissent néanmoins l'obligation de restreindre certains comportements, sans quoi la société sombrerait inéluctablement dans le chaos. John Stuart Mill

[61] Dictionnaire de l'Académie française [en ligne]. https://www.dictionnaire-academie.fr/article/A9L0718 (consulté le 15 mai 2019)

propose ainsi le principe selon lequel « les hommes ne soient autorisés, individuellement ou collectivement, à entraver la liberté d'action de quiconque que pour assurer leur propre protection. La seule raison légitime que puisse avoir une communauté pour user de la force contre un de ses membres est de l'empêcher de nuire aux autres[62] ». La simplicité de cet énoncé devrait permettre à la société libérale d'encadrer les libertés individuelles de façon raisonnable et juste : les citoyens peuvent faire ce qui leur plaît, à condition de ne pas nuire à autrui. Ainsi devraient être garanties la liberté de conscience, la liberté d'expression, la liberté économique, ou encore la liberté d'association.

Ce précepte souffre pourtant d'une défaillance compromettante : en restant abstrait et silencieux à propos de ce qui « nuit à autrui », ce principe phare du libéralisme ouvre la porte aux passions oppressives et liberticides, qui qualifieront de nuisance tout comportement déplaisant. Michéa s'inquiète de cette carence essentielle et de ses conséquences :

> Sur quelle base décider que le fait de critiquer une religion [...] ne *nuit* pas à l'exercice de la liberté bien comprise des croyants ? Dans quelle mesure, à l'inverse, les enseignements de telle religion sur le statut de la femme ou la nature de l'homosexualité ne portent-ils pas directement atteinte aux « droits des minorités » ? Devant ces questions, multipliables à l'infini, le Droit libéral est obligatoirement en grande difficulté. [...] La pente logique est alors de s'engager progressivement dans la voie d'une *régularisation massive* de tous les comportements possibles et imaginables[63].

Comme mentionné précédemment, acteurs politiques et analystes tendent à différencier le libéralisme économique, de « droite », du libéralisme social, de « gauche ». Ces deux sensibilités attirent effectivement des électorats distincts et souvent antagonistes. Si l'électeur de gauche souhaite s'affranchir, au nom de la liberté, des traditions « obsolètes » et des normes sociales « rétrogrades », il critique généralement le système économique capitaliste au nom de la lutte contre les inégalités. Quant à l'électeur de droite, il s'est longtemps incarné dans la figure du bourgeois conservateur, dont l'hostilité à l'égard de l'État taxateur s'adjoignait à sa défense des valeurs morales qu'il était parvenu à imposer à la société. Cet antagonisme entre libéralismes économique et social masque pourtant l'unicité – et donc la cohérence – de la doctrine philosophique libérale.

Examinons désormais le principe fondamental de primauté du Juste sur le Bien, qui représente assurément l'un des éléments constitutifs du libéralisme. Le terreau dont émerge la

[62] Mill, John Stuart. *De la liberté*. Paris : Gallimard, 1990, p. 74
[63] Michéa, Jean-Claude. *L'empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*. Paris : Flammarion, 2010, pp. 38-39

pensée libérale fut, rappelons-le, imbibé des guerres de religion entre catholiques et protestants, c'est-à-dire des querelles entre systèmes moraux concurrents. Des esprits élevés se désolèrent de cette cruelle ironie selon laquelle le désir d'imposer le Bien et la morale véridique menait aux pires massacres. La sphère politique ne pouvait-elle pas simplement rester neutre vis-à-vis des croyances intimes des individus ? Les philosophes libéraux se mirent ainsi à prôner la séparation des domaines public et privé, tout en adjurant la puissance politique de ne plus s'immiscer dans les questions morales :

> Les membres d'une société ne pourront vivre en paix les uns avec les autres que si le Pouvoir chargé d'organiser leur coexistence est philosophiquement neutre, c'est-à-dire s'il s'abstient, par principe, d'imposer aux individus telle ou telle conception de la vie bonne[64].

Il ne faut plus chercher à changer l'Homme, à le transformer en un être idéal qu'il ne sera jamais ; il s'agit à présent d'établir les institutions capables de canaliser ou d'aiguiller les multiples libertés individuelles. C'est ainsi que l'ordre libéral se fondera sur le droit, fidèle officier de la justice.

L'État libéral est donc un État de droit. Les gouvernants n'y sont plus tout-puissants : ils doivent se soumettre à la loi. L'État de droit institue certains principes inviolables, communément inscrits dans une constitution, auxquels tout dirigeant doit se conformer. Le libéralisme politique se méfie de toute concentration trop importante de l'autorité publique ; il préconisera donc, conformément aux réflexions de Montesquieu, la séparation des pouvoirs. Néanmoins, évitons une confusion usuelle à laquelle le débat public nous a habitués : l'équivalence entre l'État de droit et la démocratie. En effet, les penseurs libéraux portèrent originairement un regard extrêmement critique vis-à-vis des structures démocratiques, susceptibles selon eux d'instituer une dictature de la majorité. Comme l'écrit justement Catherine Audard, « ce n'est pas tant l'État en soi que redoute le libéralisme, même s'il est ambivalent à son égard, que le *despotisme* aussi bien du Prince que de la souveraineté populaire telle qu'elle s'est déchaînée pendant la Révolution française[65] ». La loi ne protège pas simplement du tyran, mais aussi de la masse tyrannique. Ce principe nous paraît d'autant plus important que la crise à laquelle sont actuellement confrontées les démocraties libérales a mis en lumière ce différend profond, qui pourrait sembler, dans un premier temps, contre-intuitif.

---

[64] Ibid. p. 34

[65] Audard, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique, société*. Paris : Gallimard, 2009, pp. 196-197

La querelle peut se résumer en une interrogation : comment l'État de droit doit-il réagir au rejet par le peuple des valeurs libérales ? Il n'est ainsi pas étonnant que les victoires électorales récentes de candidats ou programmes « illibéraux » – l'élection présidentielle américaine de 2016, le référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne quelques mois auparavant, les élections générales italiennes de 2018 puis de 2022, l'élection présidentielle brésilienne de 2018 – aient suscité un certain malaise quant à la légitimité de votes incontestablement démocratiques. La ministre française de l'Environnement Ségolène Royal expliquait ainsi, aux lendemains de la victoire du Brexit, pourquoi l'organisation de référendums représentait une erreur : « Nous croyons en la démocratie, mais nous croyons aux bonnes questions par rapport aux bonnes réponses ». L'ancien eurodéputé écologiste Daniel Cohn-Bendit déclarait quant à lui : « Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison. Quand un peuple vote pour l'extrême droite, quand un peuple vote pour le nazisme, il n'a pas raison, même si c'est le peuple[66] ». Déçu par une démocratie qui semble désormais entraver son développement si ce n'est le saper, le libéralisme ne serait-il pas en train de renouer avec ses origines aristocratiques ? Mill exprimait ainsi ses inquiétudes :

> La volonté du peuple signifie en pratique la volonté du plus grand nombre ou de la partie la plus active du peuple : de la majorité, ou ceux qui parviennent à s'imposer en tant que majorité. [...] Il demeure primordial de limiter le pouvoir du gouvernement sur les individus, même lorsque les détenteurs du pouvoir sont régulièrement responsables devant la communauté, c'est-à-dire devant son parti le plus fort[67].

Face à la tyrannie de la majorité, le libéralisme institue l'État de droit.

La philosophie libérale s'applique donc à concevoir les institutions et structures politiques qui permettraient aux sociétés de se développer en harmonie, sans chercher à améliorer le caractère ou les dispositions morales des éléments qui les composent. Le libéralisme conçoit l'Homme comme un être égoïste, dont les actes demeureront invariablement guidés par ses intérêts individuels. Le projet libéral consiste dès lors à diriger ces passions contradictoires et potentiellement destructrices, afin qu'elles contribuent en fin de compte au bien commun. Kant expose ce mécanisme dans son esquisse de paix perpétuelle :

---

[66] Quinault-Maupoil, Tristan. *Cohn-Bendit : « Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison »* [en ligne]. http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/07/05/25002-20160705ARTFIG00106-cohn-bendit-il-faut-arreter-de-dire-que-le-peuple-a-toujours-raison.php (consulté le 16 mai 2019)

[67] Mill, John Stuart, op. cit., pp. 65-66

> [Il suffit] pour la bonne organisation de l'État (laquelle est certainement au pouvoir des hommes) de combiner entre elles les forces humaines de telle sorte que l'une arrête les effets désastreux des autres ou les annihile elles-mêmes, si bien que le résultat satisfait la raison, comme s'il n'y avait rien de pareil et que chacun se voit contraint d'être, sinon un homme moralement bon, du moins un bon citoyen. Le problème de la constitution d'un État peut être résolu, même, si étrange que cela semble, pour un peuple de démons (pourvu qu'ils soient doués d'intelligence)[68].

Le libéralisme se bâtit donc à partir d'une certaine idée, sombre et désabusée, de la nature humaine.

L'occidentalisation

Lorsque les élites de Meiji brandirent dans les années 1880 leur slogan *datsu-a nyū-ō*, soit « sortir de l'Asie, rejoindre l'Europe », le pouvoir japonais afficha explicitement et sans détour sa volonté d'occidentaliser le pays. Il serait néanmoins erroné de s'imaginer de la part du peuple nippon un rejet consensuel, prompt et commode de son passé : l'arrivée du commodore Perry en 1853 et l'ouverture forcée de l'archipel aux puissances occidentales avaient, dans un premier temps, attisé un rejet violent des États-Unis et de l'Europe, comme en témoigne la formule traditionaliste et xénophobe *sonnō jōi*, cri de ralliement signifiant « révérer l'Empereur, expulser les Barbares ». Face à ce soulèvement conservateur, les penseurs libéraux tels que Fukuzawa Yukichi faisaient l'apologie d'un Occident synonyme de civilisation, tout en adjurant le Japon de s'extirper au plus vite d'une Asie arriérée aux coutumes abrutissantes. Les partisans du *wakon yōsai*, précepte popularisé par l'auteur Mori Ōgai signifiant « âme japonaise, talents occidentaux », considéraient quant à eux que la nation devait s'engager dans une voie médiane réunissant le génie de ces deux mondes. « Rejoindre l'Europe » demeurait donc un précepte ambigu : s'agissait-il d'adopter la culture, les mœurs et les croyances de l'Occident, ou se limiterait-on au contraire à un apport essentiellement technique et scientifique ?

D'un point de vue général, nous dirons d'une société qu'elle « s'occidentalise » lorsque celle-ci se rallie aux structures, aux valeurs, aux croyances ou aux modes de vie adoptés par l'Occident. Le concept se révèle donc d'emblée hautement problématique, car s'il est ardu de s'accorder sur une définition consensuelle de l'Occident, déterminer ses valeurs ou ses modes

[68] Kant, Emmanuel. *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit (première partie de la Métaphysique des meurs), suivis d'un Essai philosophique sur la paix perpétuelle et d'autres petits écrits relatifs au droit naturel*. Paris : A. Durand, 1853, pp. 313-314

de vie s'avère pratiquement impossible, étant donné la diversité, dans l'espace et dans le temps, des sociétés occidentales. Ainsi les structures politiques de l'Occident se rapportent-elles à celles en vigueur aux États-Unis, ou plutôt à celles mises en place par les sociaux-démocrates suédois ? Le mode de vie occidental se réfère-t-il à l'agitation londonienne, ou au contraire à la douceur méditerranéenne ? Enfin, les « valeurs occidentales » désignent-elles celles d'Emmanuel Macron, ou à l'inverse celles de Viktor Orbán ? Convenir des qualités spécifiques communes aux sociétés occidentales se révèle donc extrêmement délicat, d'autant plus que celles-ci subissent continuellement des mutations plus ou moins profondes.

La délimitation spatiale de l'Occident se révèle d'emblée problématique et foncièrement polémique. Philippe Nemo estime que l'aire occidentale se compose de l'Europe de l'Ouest, c'est-à-dire des nations catholiques et protestantes, et de l'Amérique du Nord, soit les États-Unis et le Canada ; l'auteur y ajoute les territoires d'outre-mer, directement administrés par les États susmentionnés, ainsi que l'Australie et la Nouvelle-Zélande[69]. Nemo considère en outre qu'il existe des « pays proches de l'Occident », lesquels se composent des territoires ayant subi, de manière profonde mais incomplète, l'influence occidentale : ce sont les nations d'Europe centrale et d'Amérique latine, les pays orthodoxes, ainsi qu'Israël[70]. De nombreux esprits remettront en cause ces frontières arbitraires et refuseront les justifications qui en seront offertes. Georges Corm conteste ainsi l'antagonisme artificiel entre mondes oriental et occidental, c'est-à-dire l'idée même d'une scission :

> L'origine intellectuelle de cette fracture entre Orient et Occident peut être trouvée dans l'œuvre des linguistes européens, qui ont dessiné la carte des langues à partir d'une division supposée du monde entre peuples sémitiques et peuples indo-européens. [...] Par cette coupure pseudo-scientifique entre Aryens et Sémites, la pensée occidentale peut ainsi se séparer de façon mythologique du monde « sémitique » oriental, créer la ligne de fracture qui organise jusqu'à aujourd'hui les perceptions croisées et contradictoires, voire hostiles, qui dominent les sentiments politiques des deux côtés de la Méditerranée[71].

Paul Valéry qualifiait d'européen tout peuple ayant subi les trois influences de Rome, du christianisme et de la Grèce. Cette conception de l'Europe s'illustre par sa limpidité, tout en ayant le mérite de récuser tout découpage géographique, naturellement superficiel et fatalement éphémère. Au-delà du « petit cap du continent asiatique », Valéry considérait ainsi que les

[69] Nemo, Philippe. *Qu'est-ce que l'Occident ?* Paris : Presses universitaires de France, 2013, pp. 107-109
[70] Ibid. p. 109
[71] Corm, Georges. *Orient-Occident, la fracture imaginaire*. Paris : La Découverte, 2002, pp. 33-36

États-Unis étaient « une projection de l'esprit européen[72] », « une nation déduite et comme développée de l'Europe[73] » ; quant au Japon, il était devenu « une nation asiatique réformée et équipée à l'européenne[74] ». L'essor du colosse américain conjugué au déclin relatif des puissances européennes au cours du XXe siècle a modifié le centre de gravité de cette civilisation gréco-romaine imprégnée du Christ, au point que l'Europe ne représente désormais plus l'axe incontestable de l'Occident, mais seulement l'une de ses parties. Régis Debray décrit ce basculement en ces termes :

> En 1900, un Américain de bon ton est un Européen exilé ; en 2000, un Européen dans le vent est un Américain frustré – ou qui attend son visa. La permutation des dépendances mutuelles s'est dissimulée sous un manteau de pourpre évocateur, l'Occident. On entend par là un espace euro-atlantique aux bords élastiques regroupant la « communauté des démocraties »[75].

La notion d'Occident ou de civilisation occidentale n'est évidemment pas neutre : celle-ci suggère une unité *qui va de soi*, entérinant des alliances et des rivalités pourtant dépourvues d'assise naturelle. L'on rend alors incontestables des divisions raisonnablement contestées, à l'instar de la césure consacrée par Huntington entre civilisations occidentale et orthodoxe. Les délimitations conceptuelles demeurent des actes politiques.

Considérons à présent la dimension religieuse, c'est-à-dire chrétienne, de plus près. Il est indéniable que le christianisme a joué un rôle central dans l'histoire européenne ; il n'est donc pas surprenant que l'on en fasse l'un des piliers de l'Europe. La sécularisation du continent soulève dès lors une question délicate : une Europe déchristianisée est-elle toujours européenne ? De la même manière, peut-on encore qualifier d'occidentale une civilisation ayant perdu sa foi chrétienne ? L'on peut toutefois estimer que l'idéologie des droits de l'homme constitue une émanation du christianisme, l'accomplissement passionné de l'amour du prochain ou la mise en œuvre ardente de son universalisme ; le monde n'est-il pas, comme l'avait écrit Chesterton il y a plus d'un siècle, « plein d'anciennes vertus chrétiennes devenues folles[76] » [*traduction par l'auteur*] ? Quoi qu'il en soit, les évolutions religieuses de l'Europe remettent profondément en cause le lien entre occidentalisation et christianisation. Les deux processus semblent désormais distincts : la conversion au christianisme ne représente plus une condition

[72] Valéry, Paul. *Regards sur le monde actuel et autres essais*. Paris : Gallimard, 1945, p. 97
[73] Ibid. p. 10
[74] Ibid.
[75] Debray, Régis. *Civilisation : comment nous sommes devenus Américains*. Paris : Gallimard, 2017, p. 49
[76] Chesterton, Gilbert K. *Orthodoxy*. New York : Dodd, Mead & Co., 1908, p. 18

indispensable afin de faire siennes les valeurs de l'Occident. En matière d'expansion ou de prosélytisme, les activistes défenseurs des droits de l'homme ont remplacé les missionnaires chrétiens.

La dimension libérale de la civilisation occidentale représente un postulat contestable et contesté : la conversion à un système politique démocratique constitue-t-elle une condition impérative pour faire partie de l'Occident ? Nemo qualifie d'occidental tout pays ayant subi, en plus des trois influences de Rome, du christianisme et de la Grèce, la « révolution papale » des XIe-XIIIe siècles puis les « réformes libérales et démocratiques » à partir des Lumières :

> Ce sont les *cinq* événements qui sont des « miracles », puisque tous sont des solutions de continuité dans l'histoire culturelle, des sauts évolutionnaires. Certains ont concerné aussi des civilisations non occidentales. Mais le propre de l'Occident serait d'avoir été modelé *par tous les cinq* et *par aucun autre*[77].

Autrement dit, pas d'Occident sans libéralisme. Huntington considère également que le monde occidental a engendré les éléments constitutifs de la démocratie libérale, et que celle-ci est devenue un pilier fondamental de l'Occident : la séparation des pouvoirs spirituel et temporel, l'État de droit ou encore l'individualisme fonderaient « le cœur de la civilisation occidentale[78] ». Ainsi les deux auteurs excluent en bloc le continent sud-américain ainsi que les nations d'Europe de l'Est, au motif que ces sociétés ne se seraient pas converties intégralement à la démocratie libérale. Ce raisonnement semble fragile pour deux raisons majeures. Premièrement, le triomphe de la démocratie libérale demeure un phénomène relativement récent dont on ignore l'empreinte qu'il laissera au sein des sociétés qui en furent affectées, contrairement aux influences millénaires de l'ordre romain, de la morale chrétienne et de l'intelligence grecque. Ce n'est finalement qu'après l'effondrement de l'Union soviétique que la démocratie libérale s'est imposée de manière indiscutable comme le système politique représentatif du monde occidental. Il semble dès lors impossible d'affirmer avec certitude que les quelques décennies de démocratie libérale constituent effectivement – et continueront à constituer – l'un des piliers de l'Occident, et non une expérience éphémère. Deuxièmement, faire de la conversion à la démocratie libérale l'une des conditions indispensables pour appartenir à la civilisation occidentale exclut par définition tout système politique dissemblable, et par là même des siècles d'histoire européenne. Le caractère « occidental » dépendrait ainsi

[77] Nemo, Philippe, op. cit., p. 8
[78] Huntington, Samuel P., op. cit., p. 89

d'une donnée capricieuse : qui peut prévoir les évolutions futures des sociétés dites libérales ? Une nation se défait-elle de sa nature occidentale lorsqu'elle adopte un système politique aristocratique ou monarchique ? S'éloigne-t-on de l'Occident dès lors que l'on ne célèbre pas les valeurs libérales ? Les définitions de Nemo et Huntington reposent implicitement sur une conception linéaire des évolutions historiques, dont l'aboutissement consisterait en l'avènement de la démocratie libérale : tout changement de système politique représenterait un « retour en arrière » et même la négation de la civilisation occidentale. Au regard du caractère volatil des idées politiques, nous resterons sceptiques vis-à-vis de toute définition faisant de la démocratie libérale l'une des caractéristiques fondamentales de l'Occident.

L'Occident n'est donc pas une entité inaltérable ; ses formes se meuvent, de même que son caractère. Par conséquent, le phénomène d'occidentalisation décrit des réalités diverses, qui se dessinent en fonction de l'époque. Nous considérerons dès lors qu'une société s'occidentalise lorsqu'elle adopte les structures, les valeurs, les croyances ou les modes de vie *alors en vigueur* dans un Occident compris au sens large, tel qu'esquissé par Valéry. Le processus d'occidentalisation peut être volontaire ou involontaire, promu ou combattu, célébré ou décrié ; ce qui importe sont les effets concrets engendrés dans le pays qui en est affecté.

Libéralisation ou occidentalisation ?

La société japonaise n'échappe pas à l'écoulement du temps : comme toute entité sociale ou politique, elle évolue, change, se transforme. Depuis un siècle et demi, le Japon a subi des mutations profondes, que l'on a assimilées tour à tour à des processus d'européanisation, d'occidentalisation ou d'américanisation. L'on a également dit du pays qu'il se modernisait, qu'il se démocratisait, ou qu'il se libéralisait. Dès lors que nous avons approfondi les deux phénomènes de libéralisation et d'occidentalisation, il s'agit de déterminer si ces concepts permettent une meilleure compréhension de l'histoire contemporaine du Japon.

Précisons tout d'abord que les processus qualifiés d'européanisation ou d'américanisation se réfèrent à des évolutions comparables au mécanisme d'occidentalisation, avec néanmoins un niveau de précision supplémentaire, dès lors qu'ils se rapportent à des espaces géographiques plus spécifiques. Tandis que l'européanisation et l'américanisation impliquent logiquement une occidentalisation, l'inverse n'est bien sûr pas nécessairement vrai. Si les termes d'européanisation et d'américanisation semblent apporter davantage de spécificité, ils se heurtent fatalement aux mêmes difficultés : les États-Unis et l'Europe demeurent des entités hétérogènes, comportant chacune une grande variété de systèmes politiques, mœurs, traditions

et modes de vie. Une société qui s'américanise se convertit-elle au libéralisme des régions côtières ou au conservatisme des plaines ? L'américanisation implique-t-elle le ralliement à une attitude *LGBT-friendly* ou *gun-friendly* ? Ces interrogations se déclinent à l'infini, quelle que soit l'aire géographique de référence, puisque ces espaces – Occident, Amérique, Europe ou autres – ne sont jamais parfaitement homogènes.

Concernant les phénomènes de modernisation et de démocratisation, ils se distinguent du processus de libéralisation malgré l'existence de certaines correspondances. La modernité et la démocratie ne signifient pas le libéralisme : ces concepts se recoupent certes, mais ne s'équivalent pas. La notion de modernité se heurte à d'immenses difficultés pour ce qui est de sa définition. Notons qu'elle suppose une rupture dans le temps – il existait des époques prémodernes, jusqu'à ce que l'humanité ne bascule dans la modernité – et que, selon cette perspective, elle s'oppose à la tradition. La modernisation désigne ce basculement historique, auquel on rattache communément le progrès scientifique et technique, l'urbanisation, l'industrialisation, ainsi qu'une rationalisation générale de la société. Quant au processus de démocratisation, nous avons suggéré précédemment que le libéralisme et la démocratie ne se référaient pas à la même idée politique, bien qu'ils pussent représenter des conceptions complémentaires : le libéralisme est une doctrine promouvant la garantie des libertés individuelles, tandis que la démocratie désigne un système politique dans lequel les citoyens exercent le pouvoir. Une société peut ainsi se démocratiser sans pour autant se libéraliser, comme elle peut à l'inverse se libéraliser sans se démocratiser ; en outre, l'attitude d'une démocratie vis-à-vis des valeurs libérales peut évoluer, de manière positive ou négative. Il n'existe pas de corrélation parfaite entre les deux mécanismes. Notons finalement que, selon l'historiographie japonaise, les processus de modernisation et de démocratisation se rapportent communément à des périodes distinctes. La modernisation du Japon se réfère à l'ensemble des évolutions entreprises à partir de la restauration de Meiji, tandis que la démocratisation concerne principalement la période d'occupation militaire et l'après-guerre.

Une fois exposées ces précisions sémantiques, stipulons à nouveau que cette recherche s'intéresse essentiellement au processus de libéralisation de la société nippone. La question de l'occidentalisation traverse certes l'histoire du Japon contemporain, mais cette notion semble, pour les raisons évoquées précédemment, imprécise à plusieurs égards. La libéralisation apparaît comme un aspect spécifique du phénomène d'occidentalisation, comme l'une de ses formes historiques particulières. Ainsi, le thème central de ce travail concerne la conversion durant les années 1970-1980 de nombreux pans de la société japonaise au libéralisme, dont les valeurs se trouvent être promues avec vigueur par les porte-drapeaux du monde occidental. Il

sera en outre nécessaire d'étudier les rapports que put entretenir la pensée libérale avec d'éventuelles idéologies concurrentes. L'on se penchera entre autres sur les derniers coups d'éclat des mouvements communistes, tel que le groupe armé *Chūkaku-ha* qui commit une série d'attentats durant les années 1980, notamment en réaction aux privatisations mises en œuvre par le gouvernement Nakasone. L'on s'intéressera également aux courants conservateurs, qui ne restèrent pas inactifs, comme le révèle la création en 1974 de l'Assemblée pour défendre le Japon (*Nihon wo mamoru kai*) puis celle, en 1981, de la Conférence nationale pour défendre le Japon (*Nihon wo mamoru kokumin-kaigi*), deux associations qui fusionneront en 1997 pour fonder la puissante organisation nationaliste Nippon Kaigi[79] ; cette incarnation de « l'union des droites » s'apparente en quelque sorte à une société faîtière regroupant en son sein un foisonnement d'associations politiques, culturelles, religieuses et médiatiques. Si le libéralisme prévalait dans le Japon des années 1970-1980, il devait tout de même faire face à des adversaires certes affaiblis, mais déterminés et entreprenants.

Méthodologie et sources primaires

La recherche s'appuie sur une variété de sources : histoire orale sous la forme d'entrevues individuelles, témoignages écrits, journaux et magazines de l'époque qui constituent une source d'informations particulièrement précieuse, rapports et discours officiels, archives qui fournissent des renseignements complémentaires, musiques, films, émissions de télévision, romans et mangas. Cette diversité de sources se justifie par la période historique dont il est question (les années 1970-1980), ainsi que par le caractère de la recherche, centrée sur les aspects sociaux, culturels et intellectuels. Dix-sept entrevues individuelles ont été réalisées dans le cadre de ce travail. Les membres de la génération de la Bulle étant nés approximativement entre 1965 et 1970, ils ont actuellement entre cinquante et soixante ans. Des citoyens plus jeunes et plus âgés ont également été interviewés, afin de comprendre comment le reste de la population perçoit la génération de la Bulle. Dès lors qu'il a pu exister des disparités régionales quant au mouvement de libéralisation des années 1970-1980, j'ai recueilli les témoignages de résidents tokyoïtes mais aussi de citoyens originaires de province.

Les entrevues ont porté principalement sur les expériences personnelles au cours des années 1970-1980 et de la Bulle. Elles n'ont pas suivi une structure entièrement prédéterminée. Un certain nombre de questions précises étaient préparées à l'avance. Quelques thèmes centraux

[79] Fukushima, Hiroki. *Seiken to ittaika suru nihon-saidaikyū no hoshu-dantai « nippon kaigi » to wa nani ka?* [en ligne]. https://blogos.com/article/159736/ (consulté le 5 janvier 2020)

ont pu être approfondis durant la discussion. Ces sujets comprennent les relations familiales, les habitudes de consommation, les rapports hommes-femmes, la culture populaire, la délinquance juvénile (les fameux *yankees* et *furyō*), la vie au travail et la mobilisation politique. J'ai laissé autant que possible les interviewés dicter le rythme et les thématiques de la discussion, ce qui m'a permis de découvrir des phénomènes sociaux que j'ignorais jusqu'alors. Les entrevues se sont déroulées dans des bureaux, dans des cafés, dans des restaurants ou par vidéo.

Les entrevues m'ont aidé à répondre aux questions suivantes : De quelle manière les citoyens japonais se représentent-ils les années 1970-1980 et la génération de la Bulle ? Que pensent les individus appartenant à la génération de la Bulle d'eux-mêmes ? Que pensent les individus n'appartenant pas à la génération de la Bulle de celle-ci ? Les relations familiales se sont-elles transformées, et si oui de quelle manière ? Le rôle des femmes dans la société s'est-il modifié, et si oui de quelle manière ? Quels ont été les développements notables en matière de culture populaire, de modes vestimentaires, de musique et de divertissement ? Existait-il un désir d'adopter des valeurs et des comportements occidentaux ? La génération de la Bulle se rallie-t-elle à certaines idées ou convictions politiques ? Les citoyens japonais considèrent-ils qu'un processus de libéralisation se soit opéré durant les années 1970-1980 ?

La représentativité des individus interrogés a constitué une difficulté. Il a été aisé de rencontrer des Japonais ayant poursuivi des parcours « ordinaires » (si cette épithète signifie quelque chose), mais je n'ai pas pu prendre contact avec les « exclus » de la société nippone. La période de croissance puis l'époque de la Bulle ont mené à la désocialisation ou à l'isolement de quelques groupes. En ce sens, ne pas interroger ces personnes-là a pu conduire à négliger l'un des aspects de la période étudiée, dont les lumières masquent sans doute des récits individuels moins radieux.

Afin d'appréhender le climat intellectuel et idéologique des années 1970-1980, j'ai examiné les journaux et magazines politiques de l'époque. J'ai épluché les publications périodiques suivantes : *Seiron* (正論), *Sekai* (世界), *Zen'ei* (前衛), *Keizai* (経済), *Chūōkōron* (中央公論), *Bungeishunjū* (文藝春秋) et *Shokun* (諸君). Les sensibilités politiques majeures sont représentées dans cet échantillon : *Sekai* est un magazine progressiste, de gauche ; *Seiron*, *Bungeishunjū* et *Shokun* sont des magazines conservateurs, de droite ; *Zen'ei* et *Keizai* sont publiés par le Parti communiste japonais, et adoptent donc un point de vue marxiste ; *Chūōkōron* est plutôt centriste, malgré une touche conservatrice. Pour ce qui est des quotidiens, j'ai consulté les cinq journaux les plus lus au Japon : *Asahi* (朝日新聞), *Yomiuri* (読売新聞), *Mainichi* (毎日新聞), *Nikkei* (日本経済新聞) et *Sankei* (産経新聞), mais également des journaux régionaux tels que le *Hokkaidō*

shinbun (北海道新聞), le *Kyoto shinbun* (京都新聞), le *Yamanashi nichinichi shinbun* (山梨日日新聞) ou le *Chūnichi shinbun* (中日新聞). À nouveau, les cinq quotidiens nationaux englobent les principaux courants politiques : *Asahi* et *Mainichi* suivent une ligne éditoriale progressiste, de gauche ; *Yomiuri* et *Nikkei* sont plutôt conservateurs ; quant à *Sankei*, il défend des opinions nationalistes, de droite. Les anciens numéros des publications susmentionnées ont pu être consultés à la Bibliothèque nationale de la Diète à Tokyo.

Les journaux et magazines m'ont aidé à répondre aux questions suivantes : Quels étaient les débats intellectuels les plus importants durant les années 1970-1980 ? La presse écrite se préoccupait-elle du processus de libéralisation alors à l'œuvre au Japon ? Évoquait-elle un processus d'occidentalisation ? Comment les différents camps politiques se positionnaient-ils par rapport aux transformations sociales et politiques ? Un débat entre partisans et opposants d'une libéralisation de la société a-t-il eu lieu, et si oui quels étaient les principaux arguments mis en avant ? Certains auteurs ou éditorialistes ont-ils souligné un lien entre les libéralisations économique et sociétale ? Les deux processus étaient-ils au contraire vus comme deux phénomènes isolés ?

Afin de découvrir comment les agents du gouvernement percevaient les changements sociaux et culturels à l'œuvre au Japon, je me suis rendu aux Archives nationales du Japon, dont le siège se situe à Tokyo. Le ministère des Affaires étrangères préserve également ses archives diplomatiques, accessibles au public. La plupart des documents conservés sont des dossiers produits par le ministère des Affaires étrangères de la moitié du XIXe siècle au début des années 1980. J'ai consulté les archives diplomatiques afin de vérifier s'il existe un lien entre le processus de libéralisation de la société nippone et la politique étrangère du Japon. Plusieurs hypothèses étaient alors envisageables : il se pouvait que les États-Unis aient poussé le gouvernement japonais à adopter des réformes libérales telles que la promotion du travail des femmes ou l'amélioration des droits des minorités ; la diplomatie japonaise aurait pu embrasser une posture libérale en tant qu'arme de soft power, en opposition aux régimes plus autoritaires ; ou peut-être n'existait-il aucun lien manifeste entre le processus de libéralisation et la politique étrangère du Japon.

Les archives japonaises m'ont aidé à répondre aux questions suivantes : Le gouvernement a-t-il été un acteur dynamique du processus de libéralisation de la société ? Quels ont été les espoirs et les craintes entourant cette évolution ? Le gouvernement était-il inquiet des transformations sociales et culturelles, en particulier durant les années 1980 ? Les dirigeants japonais percevaient-ils un lien entre les libéralisations économique et sociétale ? Existait-il une intention délibérée « d'occidentaliser » le pays, et si oui pourquoi ?

Notons que l'accès aux archives japonaises s'est révélé problématique, pour trois raisons distinctes. La première concerne la durée de rétention de trente ans : même si les documents antérieurs à 1990 étaient censés être consultables, des retards de transmission entre les différents organes ont rendu certains dossiers inaccessibles. Deuxièmement, plusieurs matériaux demeurent « accessibles après vérification », ce qui signifie que les archivistes doivent ratifier la consultation de documents sensibles ou embarrassants. Des informations précieuses peuvent ainsi être dissimulées. Par ailleurs, le processus de vérification peut prendre plusieurs années. Ces délais m'ont empêché de consulter plusieurs dossiers, dont l'inspection dura pour certains plus de trois ans. Enfin, les Archives nationales du Japon indiquent posséder « tous les documents et dossiers des ministères et organismes gouvernementaux […] qui ont été transmis par les ministères et organismes en question[80] » [*traduction par l'auteur*] ; autrement dit, ces derniers peuvent refuser de rendre publique telle ou telle pièce qui pourrait s'avérer compromettante. Les documents accessibles passent donc par plusieurs filtres qui leur ôtent nécessairement une fraction de leur valeur historique.

Comme mentionné précédemment, je souhaitais également déterminer si l'administration américaine avait joué un rôle dans la libéralisation de la société japonaise. Si le gouvernement des États-Unis a fermement encouragé les dirigeants japonais à libéraliser l'économie et le commerce, l'historiographie demeure silencieuse en ce qui concerne les aspects sociaux et culturels. J'ai donc consulté les archives de la Reagan Library à Simi Valley, où sont conservés les documents produits au cours de la présidence Reagan (1981-1989).

Les archives américaines m'ont aidé à répondre aux questions suivantes : Les dirigeants américains étaient-ils soucieux des transformations sociales et culturelles à l'œuvre au Japon, et si oui comment les percevaient-ils ? Les États-Unis ont-ils été impliqués dans la libéralisation de la société japonaise, et si oui de quelle manière ? Les dirigeants américains percevaient-ils un lien entre les libéralisations économique et sociétale ? Existait-il une intention délibérée d'exporter des valeurs « occidentales » au Japon, et si oui pourquoi ?

Les principales sources primaires sur lesquelles le travail s'est appuyé sont, par ordre d'importance, les journaux et magazines, les témoignages écrits, puis les entrevues individuelles. La presse écrite a été éminemment précieuse afin de saisir le climat intellectuel ainsi que les débats idéologiques des années 1980. Les témoignages écrits et l'histoire orale ont été également primordiaux pour ma recherche, puisque je souhaitais enrichir notre compréhension du processus de libéralisation des années 1970-1980 et déterminer en quoi la

[80] National Archives of Japan. *FAQ* [en ligne]. http://www.archives.go.jp/english/gettingstarted/faq.html#Q02 (consulté le 16 décembre 2019)

vie de tous les jours en fut affectée. Enfin, les archives japonaises et américaines m'ont aidé à mesurer le rôle joué par les gouvernements et agences étatiques dans le mouvement de libéralisation. Il aura été intéressant de déterminer si les dirigeants nippons aspiraient à « occidentaliser », de manière proactive, le pays.

Séjours de recherche

Je me suis rendu au Japon à trois reprises au cours de mes recherches : une première fois en octobre 2019, une seconde fois en février-mars 2022 et une troisième fois en février-mars 2023. Je me suis concentré durant ces séjours sur, d'une part, la consultation de sources secondaire et, d'autre part, la recherche ou la collecte des sources primaires décrites précédemment. Concernant l'approfondissement des sources littéraires, je me suis rendu régulièrement à la Bibliothèque nationale de la Diète, où j'ai pu avoir accès à de nombreux ouvrages, magazines et journaux. Quant aux entrevues, j'en ai réalisé dix-sept, avec des individus aux parcours variés, dont quelques caractéristiques se trouvent synthétisées dans le tableau ci-dessous.

Initiales	***Date de l'entrevue***	***Sexe***	***Année de naissance***
K. T.	09.10.2019	Masculin	1963
N. D.	10.10.2019	Masculin	1976
T. M.	10.10.2019	Masculin	1968
T. Y.	14.10.2019	Masculin	1992
O. S.	21.10.2019	Féminin	1963
N. D.	23.10.2019	Masculin	1974
N. M.	28.10.2019	Masculin	1979
T. A.	29.10.2019	Masculin	1961
O. C.	01.11.2019	Féminin	1965
Y. T.	04.11.2019	Masculin	1944
M. C.	04.11.2019	Masculin	1969
F. K.	31.01.2020	Féminin	1962
O. S.	25.03.2020	Masculin	1986
K. A.	12.11.2021	Féminin	1996
P. Y.	09.02.2022	Féminin	1969
N. E.	10.02.2022	Féminin	1959
H. T.	24.03.2023	Féminin	1936

Les entrevues se sont déroulées sans encombre : les personnes interrogées se montraient ouvertes, expansives, et semblaient tout simplement heureuses de discuter de la période de la Bulle. Chaque entrevue se dirigeait vers une direction différente, en fonction de la sensibilité

des interlocuteurs : tandis que les uns faisaient part de leurs expériences personnelles, les autres exposaient davantage leur point de vue vis-à-vis de la période étudiée. Concernant la substance des discussions, plusieurs tendances intéressantes se dégagent. Premièrement, il existe un consensus sur le caractère singulier et extraordinaire de la période de la Bulle : tous s'accordent pour dire que cette époque se démarque par rapport à l'histoire contemporaine du Japon. Ensuite, les individus appartenant à la génération de la Bulle portent un regard relativement positif sur les années 1980, alors que les générations antérieures et ultérieures se montrent davantage réprobatrices. Les personnes interrogées ayant fait l'expérience de la Bulle s'estiment souvent chanceuses d'avoir pu profiter d'une situation économique et sociale fastueuse, tout en regrettant le marasme consécutif dont elles se sentent en partie responsables. Enfin, il subsistait une grande variété de modes de vie durant la Bulle ; si les attitudes, les habitudes et les divertissements caractéristiques de la période en question étaient, par définition, particulièrement en vogue, de nombreux individus demeuraient en dehors de cette ferveur collective et observaient ce faste avec tiédeur.

Autres remarques

Le mot « bulle » sera parfois écrit avec une majuscule, d'autres fois avec une minuscule. La « Bulle », avec une majuscule, se réfère à la période historique et à ce que celle-ci représente en tant que phénomène social, culturel et intellectuel au Japon. La « bulle », avec une minuscule, se rapporte quant à elle au phénomène économique et financier. Ainsi, on écrira que « la bulle a engendré la Bulle » ou que « la Bulle a perduré quelques années après l'éclatement de la bulle ».

Une carte du Japon, une chronologie, un glossaire, une liste des personnages et une bibliographie peuvent être consultés en fin de document.

I. LA QUESTION LIBÉRALE

Libéralisme et démocratie

En ce début de XXIe siècle, il ne viendrait pas à l'esprit d'un penseur libéral de plaider à l'encontre de la démocratie. L'on pourrait presque croire que libéralisme et démocratie sont synonymes, que ces deux notions se rapportent à une réalité politique analogue. D'ailleurs, imaginerait-on quelque citoyen déclarer avec aplomb « Moi qui chéris le libéralisme politique ainsi que les valeurs libérales, je considère que la démocratie est un système profondément néfaste dès lors qu'elle confère à la masse hargneuse un pouvoir dont celle-ci ne sait se servir correctement » ? On le prendrait assurément pour un personnage loufoque, sinon illuminé. Tout libéral devrait faire l'éloge de la démocratie, puisque les deux idéaux se recoupent : Geoffrey Stone explique ainsi que les libéraux sont par définition tolérants et respectueux des différences, ce qui les pousse à soutenir les droits des homosexuels, la souveraineté du peuple et un rôle accru des tribunaux[81] ; selon Paul Starr, le libéralisme prônerait la démocratie, les droits de l'homme, le droit à la liberté civile, la garantie des besoins fondamentaux et la paix[82] ; même son de cloche chez Laurent Joffrin, qui explique que la culture démocratique se fonde sur une « tradition de respect du droit et de la dignité des étrangers », avant d'amalgamer « souveraineté populaire », « droits humains » et « régimes de liberté[83] ».

Pourtant, la combinaison entre libéralisme et démocratie est bien plus embrouillée que ce que l'on pourrait penser de prime abord. Comme l'écrit Raymond Aron,

> démocratie et libéralisme […] ont été maintes fois séparés. […] Trop souvent les démocrates proclamaient : pas de liberté pour les ennemis de la liberté – formule qui permet de justifier tous les despotismes. Trop souvent les défenseurs des libertés n'étaient pas des démocrates, plus soucieux de limiter le pouvoir du peuple et de sauvegarder certaines survivances de l'ancien régime que de fonder l'État post-révolutionnaire sur le suffrage de tous les citoyens[84].

[81] Stone, Geoffrey R. *What Is a Liberal?* [en ligne]. https://www.huffpost.com/entry/what-is-a-liberal_b_2545206 (consulté le 21 janvier 2020)
[82] Starr, Paul. *Why Liberalism Works* [en ligne]. https://prospect.org/features/liberalism-works/ (consulté le 21 janvier 2020)
[83] Joffrin, Laurent. *Le populisme contre le peuple* [en ligne]. https://www.liberation.fr/debats/2019/10/08/le-populisme-contre-le-peuple_1756297 (consulté le 22 janvier 2020)
[84] Aron, Raymond. *Essai sur les libertés*. Paris : Calmann-Lévy, 1976, p. 17

Il suffit en effet d'examiner les plus illustres auteurs libéraux des siècles passés pour constater le gouffre qui sépare leurs aspirations politiques ou philosophiques des présentes démocraties libérales. Thomas Hobbes, dont les idées sur l'état de nature, les droits de l'individu, la souveraineté et la représentation constituent les fondements conceptuels du libéralisme[85], érigeait l'absolutisme monarchique en tant que réponse à la situation originaire et insupportable de guerre de tous contre tous. Edmund Burke, horrifié par les atrocités commises au nom du peuple lors de la Révolution française, considérait que la démocratie, « la chose la plus effrontée et la plus téméraire au monde », mènerait à l'effondrement de la civilisation occidentale[86]. Quant à Herbert Spencer, il dénonçait « la formidable superstition politique » que représentait la toute-puissance des assemblées élues découlant du « droit divin de la majorité », avant d'affirmer que « la fonction du vrai libéralisme dans le futur serait de mettre des limites aux pouvoirs des parlements[87] » [*traduction par l'auteur*]. Même Friedrich Hayek, lorsqu'il défendait les sociétés démocratiques face au péril de la pensée totalitaire, soulignait que le gouvernement par le peuple ne devait être qu'un instrument au service de la liberté :

> La démocratie est essentiellement un moyen, un procédé utilitaire pour sauvegarder la paix intérieure et la liberté individuelle. En tant que telle, elle n'est aucunement infaillible. N'oublions pas non plus qu'il a souvent existé plus de liberté culturelle et spirituelle sous un pouvoir autocratique que sous certaines démocraties[88].

Ce fut durant la guerre froide que les penseurs libéraux se mirent à assimiler la démocratie à un système politique défendant les valeurs qu'ils chérissaient. Au lieu de respecter des définitions succinctes et exactes, ils s'employèrent à circonscrire le concept de démocratie dans un espace de plus en plus réduit, étranglé par une multitude de conditions nécessaires mais non suffisantes qu'ils se plaisaient à amonceler. L'étymologie du terme « démocratie » ne peut pourtant être plus explicite : le peuple (*dêmos*) y exerce le pouvoir (*kratos*), par opposition aux systèmes monarchique (le commandement d'un seul) et oligarchique (le commandement d'un petit nombre). Les intellectuels de tous bords refusèrent cette définition rigoureuse qui, demeurant silencieuse quant à la nature du « peuple » et à ses intérêts, se retrouvait la proie des deux idéologies belligérantes, le libéralisme et le socialisme. Tandis que les marxistes louaient

[85] Manent, Pierre. *Histoire intellectuelle du libéralisme*. Paris : Pluriel, 2012, p. 63
[86] O'Neill, Daniel I. Burke on Democracy as the Death of Western Civilization. In : *Polity*, 2004, vol. 36(2), pp. 203-210
[87] Spencer, Herbert. *The man versus the state*. London : Watts, 1909, pp. 66-88
[88] Hayek, Friedrich A. *La route de la servitude*. Paris : Presses Universitaires de France, 1985, pp. 56-57

les « démocraties populaires » de Staline et de Mao, les libéraux s'ingénièrent à démontrer que la vraie démocratie se trouvait à l'Ouest. Il ne suffisait plus que le pouvoir fût exercé par le peuple pour qu'un système politique fût qualifié de démocratique, il lui fallait désormais respecter des clauses de plus en plus nombreuses : garantir la liberté des citoyens et l'égalité des droits, protéger les minorités, assurer la décentralisation des pouvoirs, défendre les droits de l'homme, promouvoir la tolérance ou encore respecter la laïcité. La démocratie serait libérale, ou elle ne serait pas.

Cet amalgame n'allait pourtant pas de soi : le libéralisme se méfiait en effet du gouvernement de la majorité, dès lors que celui-ci laissait continuellement planer la menace d'une dictature du plus grand nombre. L'on décréta alors que la démocratie correspondait à l'État de droit et que sa mission consistait à défendre les libertés individuelles. Jürgen Habermas, que l'on ne peut pourtant pas qualifier de penseur libéral, théorisa habilement cette imbrication des différents principes, en expliquant que l'application des uns nécessitait obligatoirement la mise en pratique des autres :

> Il n'existe pas simplement, entre l'État de droit et la démocratie, un rapport historique contingent, mais bien un lien conceptuel, ou interne. [Ce lien] s'explique par le fait que les libertés d'action subjectives, offertes au sujet du droit privé, et l'autonomie publique du citoyen sont des conditions de possibilité réciproques. En philosophie politique, ce rapport est généralement présenté d'une façon telle que l'autonomie privée des citoyens sociaux est garantie à la fois par les droits de l'homme (les droits classiques « à la liberté, à la vie et à la propriété ») et par une *domination anonyme des lois*, tandis que l'autonomie politique des citoyens se déduit du principe de souveraineté populaire et prend forme dans l'*autolégislation* démocratique. […] Dès que nous concevons [les droits de l'homme] comme une composante du droit positif, il est évident qu'ils ne peuvent être imposés […] à un Législateur souverain. […] D'un autre côté, sans préjudice de son autonomie, le Législateur ne doit pouvoir prendre aucune décision qui porte atteinte aux droits de l'homme[89].

À vouloir rectifier et assainir la « relation de concurrence inavouée[90] » qui existait entre le principe de souveraineté populaire et les droits de l'homme, Habermas ouvrit involontairement la voie à la subordination du premier aux seconds. En effet, puisque règne entre les deux principes un rapport de légitimation réciproque, chacun peut empiéter sur les prérogatives de l'autre en vertu de leur préservation mutuelle : étant donné que les droits de l'homme résultent de la souveraineté populaire, une décision démocratique allant à leur encontre en étaye

[89] Habermas, Jürgen. *Droit et démocratie : entre faits et normes*. Paris : Gallimard, 1997, pp. 480-485
[90] Ibid., p. 110

paradoxalement la légitimité ; à l'inverse, étant donné que la démocratie ne peut subsister sans la garantie des droits fondamentaux, le non-respect des règles démocratiques, lorsqu'il est justifié par la protection des droits de l'homme, préserve la souveraineté populaire. Le peuple peut dès lors choisir son organisation et ses lois librement, tant qu'il ne porte pas atteinte aux droits sur lesquels repose sa capacité de délibération collective. Les droits de l'homme deviennent alors une entrave, un frein à la toute-puissance démocratique, de sorte que la majorité ne puisse, par exemple, pas voter l'anéantissement de la minorité. Seulement, la définition de ces droits devient alors hautement problématique, puisqu'ils peuvent, au moyen de la pirouette d'Habermas exposée ci-dessus, restreindre la souveraineté populaire au nom de la souveraineté populaire. Mais qui définit les droits de l'homme ? Dans le cas des États appartenant à l'Union européenne, c'est la Charte des droits fondamentaux qui s'en charge : adoptée en 2000 par les différents organes de l'Union (Parlement européen, Conseil des ministres, Commission européenne), elle ne devint contraignante qu'à partir de l'entrée en vigueur en 2009 du traité de Lisbonne, dont la ratification en Irlande, en France et aux Pays-Bas, conclue au mépris du refus exprimé à travers les référendums populaires[91], suscita de vives critiques. Il revient donc en définitive aux juges, qui interprètent des articles parfois vagues et malléables, de fixer l'étendue des droits de l'homme, et par la même occasion le périmètre de la souveraineté populaire. Ce fut ainsi que la philosophie libérale s'appropria, grâce à une brillante acrobatie conceptuelle, les vertus démocratiques dont elle se défiait pourtant originairement. La démocratie libérale résulte d'un mariage de raison dont les protagonistes se sont persuadés de la sincérité.

De nombreux ouvrages traitant de la démocratie – ou de la démocratisation – entretiennent cette confusion. Richard Rose affirme ainsi que la différence entre les États démocratiques et non démocratiques « ne tient pas seulement à l'existence d'élections, mais aussi au respect de l'État de droit. […] Un État viable et l'État de droit sont des conditions préalables à la démocratie[92] » [*traduction par l'auteur*]. Guillermo O'Donnell explique dans un esprit similaire que « l'État de droit est l'un des piliers essentiels sur lesquels repose toute démocratie de haute qualité[93] » et que « la réceptivité du gouvernement aux intérêts et aux besoins du plus

[91] Le traité constitutionnel européen de 2004 fut rejeté par référendums en France (55 % de non) et aux Pays-Bas (62 % de non), ce qui empêcha son entrée en vigueur ; l'on créa à la suite de cet échec le traité de Lisbonne, qui ne fut cette fois-ci pas soumis au vote populaire des Français et des Néerlandais. En Irlande, le référendum constitutionnel de 2008 rejeta le traité de Lisbonne (53 % de non) ; un second référendum fut alors organisé l'année suivante, remporté par le oui à 67 %.

[92] Rose, Richard. Democratic and Undemocratic States. In : Haerpfer, Christian W., Barnhagen, Patrick, Welzel, Christian & Inglehart, Ronald F. *Democratization*. Oxford : Oxford University Press, 2019, pp. 40-43

[93] O'Donnell, Guillermo. Why the Rule of Law Matters. In : Diamond, Larry & Morlino, Leonardo. *Assessing the Quality of Democracy*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2005, p. 3

grand nombre de citoyens ne peut être atteinte que lorsque l'État de droit soutient les dimensions démocratiques des droits, de l'égalité et de la responsabilité[94] » [*traductions par l'auteur*].

Les organisations internationales et non-gouvernementales présentent généralement une acception similaire de la démocratie. Les Nations Unies définissent la démocratie comme « le cadre naturel pour la protection et la réalisation effective des droits de l'homme[95] », avant de compléter : « La démocratie, et la gouvernance démocratique en particulier, signifie que les droits de l'homme et les libertés fondamentales sont soutenus et respectés, permettant ainsi aux peuples de vivre en toute dignité[96]. » La résolution 2002/46 de la Commission des droits de l'homme amalgame admirablement les régimes démocratiques aux valeurs libérales en déclarant :

> [...] les éléments essentiels de la démocratie comprennent le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la liberté d'association, la liberté d'expression et d'opinion, l'accès au pouvoir et son exercice conformément à l'État de droit, la tenue d'élections périodiques libres et honnêtes au suffrage universel et au scrutin secret en tant qu'expression de la volonté du peuple, un système pluraliste de partis et d'organisations politiques, la séparation des pouvoirs, l'indépendance de la magistrature, la transparence et l'obligation pour l'administration publique de rendre des comptes, et des médias libres, indépendants et pluralistes[97].

Le Conseil des droits de l'homme souscrit également à cette opinion lorsqu'il affirme dans la résolution 19/36 que « la démocratie, le développement et le respect de tous les droits de l'homme et des libertés fondamentales sont interdépendants et synergiques[98] ».

Quant aux différents « indices de démocratie » développés par des groupes de réflexion et autres entreprises privées, ils embrassent avec assurance la conception libérale de la démocratie, de sorte que ces mesures évaluent en fait davantage l'adéquation des États concernés aux principes du libéralisme politique que leur caractère démocratique. Par exemple, le Democracy Index calculé par l'Economist Intelligence Unit (EIU) définit la démocratie comme « un

---

[94] Ibid.
[95] Nations Unies. *La démocratie* [en ligne]. https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/democracy/index.html (consulté le 26 novembre 2019)
[96] Ibid.
[97] Résolution 2002/46 de la Commission des droits de l'homme, Nouvelles mesures visant à promouvoir et à consolider la démocratie, E/2002/23 (DATE), http://ap.ohchr.org/documents/F/CHR/resolutions/E-CN_4-RES-2002-46.doc (consulté le 26 novembre 2019)
[98] Résolution 19/36 du Conseil des droits de l'homme, Droits de l'homme, démocratie et état de droit, A/HRC/RES/19/36 (23 mars 2012), https://ap.ohchr.org/documents/dpage_e.aspx?si=A/HRC/RES/19/36 (consulté le 26 novembre 2019)

ensemble de pratiques et de principes qui institutionnalisent et donc protègent la liberté[99] » [*traduction par l'auteur*] dont les caractéristiques principales consisteraient en la formation d'un gouvernement choisi par la majorité, l'existence d'élections libres et justes, la protection des droits des minorités, le respect des droits de l'homme, l'égalité devant la loi et le pluralisme politique[100]. Puis, sur les soixante critères censés mesurer le niveau de démocratie, seuls douze – soit 20 % – touchent au processus électoral, tandis que les autres se rapportent aux « pratiques gouvernementales », à la participation politique, à la « culture politique » et aux libertés civiles. De nombreux critères tels que l'autonomie des minorités ethniques et religieuses, le poids des femmes au parlement, le rejet de dirigeants forts, la séparation de l'Église et de l'État, l'indépendance du pouvoir judiciaire ou la promotion des droits de l'homme sont relatifs au caractère libéral d'un État, et non à son fonctionnement démocratique. Notons que, selon l'indice en question, le Japon se trouve qualifié de « démocratie imparfaite », à cause notamment de faibles taux de participation aux élections.

L'intime confusion entre démocratie, État de droit et droits de l'homme : voici l'habile malentendu qui enténèbre la compréhension de notre époque, dès lors que les processus incontestablement démocratiques mènent de plus en plus fréquemment à des politiques contraires aux principes libéraux. Cette contradiction – qui n'en est donc pas vraiment une – déstabilise les observateurs qui l'interprètent comme une faille franchement paradoxale de la démocratie. Après la victoire du Brexit lors du référendum de 2016 sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Union européenne, Kenneth Rogoff s'est ainsi embarqué dans des explications confuses et condescendantes pour délégitimer le résultat des urnes :

> Le Brexit est un exemple de faillite démocratique. […] Est-ce que la population britannique sait réellement sur quoi elle votait ? Absolument pas. […] L'idée que toute décision obtenue par la majorité serait nécessairement « démocratique » est une perversion des mots. […] Le Brexit aurait dû requérir deux votes populaires espacés d'au moins deux ans, suivi d'une approbation à 60% de la Chambre des communes[101] [*traduction par l'auteur*].

D'autres papiers expliquaient avec assurance pourquoi faire voter le peuple était anti-démocratique : « De nombreux politologues considèrent que les référendums sont confus et

[99] The Economist Intelligence Unit. *Democracy Index 2018: Me too? Political participation, protest and democracy*, p. 46
[100] Ibid.
[101] Rogoff, Kenneth. *Brexit is an example of democratic failure* [en ligne]. https://www.weforum.org/agenda/2016/07/kenneth-rogoff-brexit-is-an-example-of-democratic-failure/ (consulté le 6 janvier 2020)

dangereux. […] Les études ont démontré qu'ils subvertissent souvent la démocratie[102] » [*traduction par l'auteur*]. Quelques mois plus tard, aux lendemains de l'élection de Donald Trump, de nombreux chroniqueurs se sont à nouveau ingéniés à démontrer le caractère soi-disant non démocratique du scrutin : ce vote « injuste, concentré sur sept États[103] » aurait « révélé des signes avancés de détérioration démocratique[104] », tandis que « le collège électoral [aurait] transformé le succès [de Hillary Clinton et des démocrates] en un échec[105] » [*traductions par l'auteur*]. Pour résumer, l'ascension de Trump « prouve[rait] à quel point le populisme est dangereux pour la démocratie[106] » [*traduction par l'auteur*]. En réalité, les principes démocratiques ne sont pas remis en cause par les partis dits « populistes » ; au contraire, ces derniers militent même en faveur de consultations démocratiques plus fréquentes et plus contraignantes, ce qui est naturel dans la mesure où ces mouvements font preuve d'une défiance viscérale vis-à-vis des « élites », assimilées à une oligarchie irrémédiablement corrompue. Cet éloge du peuple – du *dêmos* – face aux classes dirigeantes se joint à une réprobation d'un certain nombre de préceptes libéraux, tels que l'élargissement du marché, le dépérissement du secteur public, l'extension du libre-échange ou encore la liberté de mouvements des facteurs de production.

Si les mouvements populistes constituent un danger pour la démocratie, c'est justement parce qu'ils tirent leur légitimité de l'adhésion populaire. Dès lors que la vision populiste repose sur un clivage peuple-élites, les élections représentent le moment où la « majorité silencieuse » doit triompher des « minorités agissantes ». Une défaite dans les urnes est donc beaucoup plus grave pour un parti populiste que pour les autres mouvements politiques, puisqu'elle contredit le postulat de base de son action. Ainsi, le refus obstiné de Trump et de ses partisans de reconnaître leur défaite lors de l'élection présidentielle de 2020 ne découle pas d'un mépris de la démocratie mais, au contraire, de ce besoin crucial et exacerbé de légitimité populaire : l'échec électoral brise la raison d'être des mouvements populistes.

---

[102] Taub, Amanda & Fisher, Max. *Why Referendums Aren't as Democratic as They Seem* [en ligne]. https://www.nytimes.com/2016/10/05/world/americas/colombia-brexit-referendum-farc-cameron-santos.html (consulté le 6 janvier 2020)

[103] Sanchez, Chris. *'UNDEMOCRATIC': Harry Reid goes in on the Electoral College* [en ligne]. https://www.businessinsider.fr/us/electoral-college-undemocratic-harry-reid-trump-hillary-clinton-2016-12 (consulté le 6 janvier 2020)

[104] Slater, Dan & Way, Lucan Ahmad. *Was the 2016 U.S. election democratic? Here are 7 serious shortfalls* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/01/12/was-the-2016-u-s-election-democratic-we-see-7-serious-shortfalls/ (consulté le 6 janvier 2020)

[105] Kinsley, Michael. *The electoral college is not democratic* [en ligne]. https://www.vanityfair.com/news/2016/12/the-electoral-college-is-not-democratic (consulté le 6 janvier 2020)

[106] McMullin, Evan. *Trump's Rise Proves How Dangerous Populism Is for Democracy* [en ligne]. https://www.nbcnews.com/think/opinion/trump-s-rise-proves-populism-democracy-s-greatest-threat-ncna809521 (consulté le 6 janvier 2020)

Les résultats obtenus par le libéralisme politique en matière d'accroissement des libertés individuelles peuvent sembler étrangement contradictoires. D'un côté, les citoyens des démocraties libérales semblent comme jamais auparavant maîtres de leur destin, grâce à la conquête juridique de droits toujours plus nombreux conjuguée aux innumérables possibilités offertes par les avancées technologiques. De l'autre, un nombre croissant d'individus, ne parvenant pas à s'insérer durablement dans les circuits de création de richesse, ne peuvent plus jouir concrètement de ces libertés abstraites. Les penseurs marxistes avaient formulé une distinction entre libertés formelles et libertés réelles pour accuser la consécration dans la loi de droits largement inaccessibles dans la pratique pour la majorité des citoyens. Une analyse amplement discréditée par le fait que les libertés « réelles » finirent par se matérialiser dans les faits par un collectivisme tyrannique, la surveillance généralisée, les famines et le Goulag. Tragique ironie ! Pourtant, cette distinction conceptuelle souligne une contradiction de fond que l'on ne devrait pas balayer d'un revers de main. Car l'élargissement des libertés juridiques ne s'est pas accompli seul, à l'abri des transformations de la société ; il s'est accompagné d'un mouvement historique de marchandisation, c'est-à-dire d'extension du marché à des sphères qui lui étaient jusqu'alors proscrites. La libéralisation économique promeut la privatisation des activités commerciales et détruit tout obstacle à l'expansion des entreprises, tandis que la libéralisation sociale – ou sociétale – abaisse les barrières morales ou religieuses, perçues comme des entraves archaïques à la liberté individuelle. La conjugaison de ces deux évolutions – l'expansion des libertés individuelles et la marchandisation – aboutit logiquement à la monétisation de toute activité humaine, de sorte que l'accès concret à la liberté, la capacité d'entreprendre telle ou telle action, dépend *in fine* de la fortune de chacun. L'individu fortuné verra sa palette de possibilités effectivement multipliées, tandis que les plus modestes se verront désormais refuser l'accès à des biens et services autrefois publics. L'on pourrait ainsi affirmer, avec une pointe d'impudence, que les démocraties libérales consacrent finalement le règne des *libertés censitaires*.

Contrariée par les angoisses dont les sociétés occidentales ne parviennent à se défaire, la pensée libérale semble, depuis une quinzaine d'années, en crise. Les critiques ne s'en tiennent plus à des aspects techniques ou économiques, mais remettent profondément en cause les valeurs qui sous-tendent l'action politique et les buts qu'elle devrait se fixer. L'on ne se contente plus simplement de discuter des modalités relatives à l'extension des libertés individuelles et de la tolérance, ce sont ces idéaux mêmes qui se trouvent attaqués et décriés. Le libéralisme est de plus en plus perçu comme la racine des maux qui ravagent l'Occident, ainsi que l'illustre Alain de Benoist :

> La culture du narcissisme, la dérégulation économique, la religion des droits de l'homme, l'effondrement du collectif, la théorie du genre, l'apologie des hybrides de toute nature, l'émergence de l'« art contemporain », la télé-réalité, l'utilitarisme, la logique du marché, le primat du juste sur le bien (et du droit sur le devoir), le « libre choix » subjectif érigé en règle générale, le goût de la pacotille, le règne du jetable et de l'éphémère programmé, tout cela fait partie d'un système contemporain où, sous l'influence du libéralisme, l'individu est devenu le centre de tout et a été érigé en critère d'évaluation universel[107].

La critique de la philosophie libérale se concentre prioritairement sur le rapport nébuleux que les individus entretiennent avec la société, auquel le libéralisme répond avec assurance en affirmant la primauté de l'individu. C'est en effet ce dernier, selon les libéraux, qui fonde la communauté, et pas l'inverse ; d'ailleurs, tout groupe humain – tribu, peuple, nation – n'est rien qu'une « construction » illusoire et fictive. Cette vision de l'homme transparaît déjà dans le contractualisme des XVIIe-XVIIIe siècles, qui se figure bien la société comme le produit d'une association volontaire entre individus naturellement isolés. À partir d'un tel postulat, l'individu peut s'extirper de la société sans s'en trouver dénaturé ; au contraire, il retrouverait même sa pureté originelle dès lors que seraient brisés les fers de l'habitude, de la coutume et des traditions irrationnelles. Le lien entre individus et société n'est pourtant pas aussi limpide que veulent le croire les penseurs libéraux. La question de la primauté – sont-ce les individus qui créent la société, ou est-ce celle-ci qui façonne ceux-là ? – renvoie d'une certaine manière au paradoxe de l'œuf et de la poule. Si la société au sens large – c'est-à-dire tout groupe organisé d'animaux – précède évidemment l'humanité, l'on ne peut en revanche dissocier l'homme de la société humaine : selon une approche écosystémique, il est absurde de séparer les deux composantes du couple *Homo sapiens*-société d'*Homo sapiens*, issu des couples antérieurs *Homo*-société d'*Homo*, eux-mêmes originaires de couples hominidés-sociétés d'hominidés encore plus anciens, et ainsi de suite. La société humaine façonne les individus autant que les individus constituent la société. Comme l'affirmait déjà Aristote, l'homme est un animal politique. L'on pourrait par ailleurs ajouter, en s'inspirant de la célèbre citation de Valéry à propos de l'État, que si la société est forte, elle nous écrase, mais si elle est faible, nous périssons[108].

Le courant communautarien, représenté par des auteurs tels que Charles Taylor, Alasdair MacIntyre, Michael Sandel et Alain de Benoist, s'est appliqué à réfuter les postulats libéraux

[107] De Benoist, Alain. *Contre le libéralisme : La société n'est pas un marché*. Monaco : Éditions du Rocher, 2019, p. 11

[108] La citation originale est la suivante : « Si l'État est fort, il nous écrase. S'il est faible nous périssons. »

qui lui semblent, à travers « la dissolution du lien social, l'éradication des identités collectives, la montée des égoïsmes, la disparition des repères et la généralisation du non-sens qui en résulte[109] », conduire à la désintégration des communautés.

Une autre critique que l'on pourrait formuler à l'égard de la philosophie libérale se rapporte à sa prétendue neutralité axiologique. Le libéralisme se veut en effet « neutre » à l'égard des opinions, croyances et valeurs défendues par les individus ainsi que de leurs actions, tant qu'elles ne « nuisent » pas à autrui. Selon ces principes, les libéraux promeuvent la liberté individuelle et la compétition économique, mais proscrivent l'usage de la violence physique dans les relations humaines. L'on pourrait pourtant soutenir que la ruse commerciale, le pouvoir de persuasion ou la mainmise sur les ressources sont autant de qualités qui tourmentent ceux qui en sont victimes. À l'inverse, il ne va pas de soi que la violence physique soit forcément « mauvaise » : la force et le courage physique furent en effet célébrés dans la plupart des sociétés. La noblesse politique tirait bien entendu son origine des combattants, les *bellatores*. Dans le Japon d'Edo, les guerriers se situaient au sommet du système de hiérarchie sociale *shinōkōshō*. Après que le shogunat fut aboli, la nouvelle classe dirigeante continua à valoriser la puissance à travers son Armée impériale, vecteur principal des desseins expansionnistes du Grand Japon. Le fait que la pensée libérale rejette la violence physique en dehors du cadre des interactions sociales acceptables constitue donc un choix arbitraire, préjudiciable aux individus pourvus de force et de courage physique. Le libéralisme peut ainsi être considéré comme une idéologie promue par les intellectuels, marchands, financiers ou artisans dépourvus de vertus guerrières pour neutraliser la classe des combattants ou des militaires et contester leur ordre fondé sur les mérites martiaux.

L'évolution du libéralisme au Japon

Bien entendu, le Japon ne découvrit pas le libéralisme et ses effets à l'aube des années 1980. Les navires noirs du commodore Perry, lorsqu'ils débarquèrent à Uraga en 1853, n'ouvrirent pas seulement les ports nippons au commerce international, ils détournèrent brusquement le regard des dirigeants et des intellectuels vers l'extérieur. Les penseurs japonais découvrirent alors leurs homologues occidentaux, se jetèrent sur leurs ouvrages et se passionnèrent pour leurs idées. Les Lumières et la philosophie libérale firent ainsi une entrée fracassante dans un pays pantelant, au bord d'une crise politique majeure qui mènerait à la chute du shogunat.

[109] De Benoist, Alain, op. cit., p. 104

Il ne faut toutefois pas se méprendre sur la nature du dessein que les intellectuels japonais « libéraux » se mirent à poursuivre. Leur préoccupation prioritaire portait sur « l'ouverture à la civilisation », ou *bunmei-kaika*, et non pas sur la liberté individuelle, qui ne représentait qu'un des aspects de *la* civilisation, aux côtés du progrès technique, de la floraison des sciences ou de la gracieuseté des mœurs. L'on s'intéressa assurément avec ardeur au concept de liberté, dès lors que ce dernier semblait essentiel aux sociétés occidentales, mais il est nécessaire de ne pas confondre l'ordre de prévalence : dans ce Japon à l'aube de sa mutation, il s'agissait avant tout de « devenir civilisé », et non de promouvoir la liberté individuelle. L'on soulignera par ailleurs que si les intellectuels de Meiji qui introduisirent les idées occidentales le firent suivant des initiatives spontanées et privées, l'État des Tokugawa joua un rôle fondamental dans l'avènement du *bunmei-kaika*. Ce fut en effet le shogunat qui fonda dès 1855 le Centre d'entraînement naval de Nagasaki (*nagasaki kaigun denshūjo*), puis, une année plus tard, l'Institut d'investigation des ouvrages barbares (*bansho shirabesho*), deux institutions qui initièrent au Japon le mouvement des Lumières[110]. Le Centre d'entraînement naval recruta des instructeurs néerlandais afin qu'ils enseignassent les « études hollandaises » – c'était ainsi que l'on nommait l'apprentissage des savoirs occidentaux – et les techniques de navigation modernes à de jeunes Japonais sélectionnés par le shogunat, tandis que le Bansho Shirabesho entreprit la traduction des ouvrages européens afin de stimuler l'acquisition des connaissances étrangères, en particulier les sciences dures. À partir de ces projets s'accéléra la pénétration des Lumières, promue d'abord par le shogunat Tokugawa puis ensuite, à partir de la restauration de Meiji en 1868, par le gouvernement impérial. La construction d'un État centralisé et le rattrapage technique étaient donc apparus, dans un premier temps, comme les objectifs principaux de cette ouverture en direction de l'Occident, guidée par un esprit de *wakon yōsai*, slogan signifiant « âme japonaise, talents occidentaux » ; mais à partir des années 1870 se firent davantage entendre les penseurs revendiquant, au nom d'une indépendance nationale qui ne pourrait être préservée sans citoyens rompus à l'autonomie, une réelle révolution des esprits[111]. Un clivage se créa alors entre, d'une part, les partisans de l'élargissement des prérogatives de l'État et, d'autre part, les défenseurs des droits du peuple. Deux conceptions politiques de la modernité s'opposaient : les uns militaient en faveur d'un système autoritaire de type germanique, les autres en faveur d'un régime parlementaire de type britannique[112].

[110] Souyri, Pierre-François. *Nouvelle…*, op. cit., pp. 37-38
[111] Ibid., pp. 63-64
[112] Tanaka, Hiroshi. *Modern…*, op. cit., p. 56

Durant les années 1870-1880 se propagea à travers le pays ce que l'on nommerait par la suite le Mouvement pour les libertés et les droits du peuple (*jiyū minken undō*), qui représenta le premier moment libéral dans l'histoire du Japon moderne. Les tenants des « droits étatiques » (*kokken*), qui insistaient sur la nécessité absolue de renforcer le jeune État de Meiji afin que celui-ci fût en mesure de résister au plus vite aux colosses occidentaux, ne faisaient plus l'unanimité. Une part importante des intellectuels mais aussi d'anciens dirigeants se mirent à soutenir les « droits du peuple » (*minken*) en tant que prérogatives constitutives de la civilisation : selon eux, une nation civilisée se devait de façonner une réelle culture politique, prendre appui sur des assemblées élues, observer la séparation des pouvoirs et, surtout, ériger une constitution[113]. Le mouvement avait émergé au sein de groupes d'anciens samouraïs ayant participé de près ou de loin à la restauration de Meiji, en réaction à ce qu'ils considéraient être une monopolisation du pouvoir de la part d'une élite dirigeante de plus en plus bornée. Mais, très vite, les idées de liberté et de peuple se répandirent parmi les guerriers déclassés, les propriétaires terriens petits et grands, les enseignants, les prêtres, ou encore les marchands : un bouillonnement intellectuel inédit saisit l'archipel, tandis que le gouvernement s'inquiétait d'un mouvement qui semblait de plus en plus passionné et incontrôlable. À partir de 1878 se mirent à fleurir un nombre considérable de sociétés politiques locales dont les membres incluaient de plus en plus de roturiers[114]. L'on y débattait des différents systèmes politiques, anglais, français ou allemand, à la lumière des concepts philosophiques occidentaux ; l'on se passionna notamment pour les théories de Rousseau concernant le contrat social, les droits naturels, la souveraineté populaire et la démocratie directe ou représentative[115]. Sur la scène nationale furent créés en 1881 le Parti libéral (*jiyūtō*) puis l'année suivante le Parti progressiste constitutionnel (*rikken kaishintō*), qui devinrent rapidement les porte-drapeaux des défenseurs des droits du peuple.

Face à cet enthousiasme libéral, l'élite de Meiji se retrouva dans une situation délicate ; le gouvernement hésita dans un premier temps entre l'octroi de concessions et la répression intransigeante, mais il était déterminé à combattre des doctrines politiques qui lui semblaient conduire à l'anarchie, à l'impuissance, et donc *in fine* à la décadence de l'État japonais. Au vu des pressions exercées par les partisans des droits du peuple, la séparation des pouvoirs exécutif et législatif parut inévitable, de même que l'établissement d'une constitution ; le gouvernement

[113] Souyri, Pierre-François. *Nouvelle…*, op. cit., pp. 119-126
[114] Bowen, Roger W. *Rebellion and Democracy in Meiji Japan: A Study of Commoners in the Popular Rights Movement*. Berkeley & Los Angeles : University of California Press, 1980, pp. 107-114
[115] Sakano, Junji. *Meiji demokurashī*. Tokyo : Iwanami Shoten, 2005, pp. 18-52

prit donc en 1875 une série de mesures conciliantes, tandis qu'un décret impérial confirma « la mise en place progressive d'un pouvoir législatif [116] ». Mais, au même moment, il contrebalançait ces concessions par des dispositions visant à limiter la liberté d'expression, ce qui scandalisa bon nombre d'intellectuels[117]. L'État se montrait par ailleurs implacable vis-à-vis des révoltes paysannes qui éclataient çà et là en opposition à la réforme des impôts. Peu à peu, les dirigeants s'enferrèrent dans la restriction des libertés individuelles et la répression : les prises de parole publiques à caractère politique furent interdites aux fonctionnaires, les réunions ne purent plus être tenues sans autorisation, la surveillance policière fut renforcée notamment à travers l'établissement de la gendarmerie militaire *kenpeitai*, des centaines d'associations furent dissoutes et de nombreux journaux furent prohibés [118]. Toutefois, l'administration impériale promit en 1881 l'institution future d'une assemblée nationale et la rédaction d'une constitution, ce qui put représenter une victoire importante pour le mouvement libéral.

Le gouvernement venait en fait de couper l'herbe sous le pied des modérés, tandis que les plus fervents défenseurs des droits du peuple s'adonnaient à des actions de plus en plus brutales. Les assassinats, soulèvements, jacqueries et autres incidents violents se succédèrent à Akita (1881), à Fukushima (1882), à Takada (1883), à Gunma (1884), au mont Kaba (1884), à Chibu (1884), à Iida (1884), à Nagoya (1884), à Osaka (1885) et à Shizuoka (1886). Le mouvement se retrouva donc scindé en deux, entre ceux qui se satisfaisaient des concessions octroyées par le gouvernement et les autres, plus radicaux, qui estimaient que des réformes bien plus profondes étaient nécessaires. Les dirigeants de Meiji parvinrent ainsi, à coups d'accommodements flous et de répression, à endiguer cette fièvre libérale sans modifier substantiellement l'évolution du pays en direction d'un système politique autoritaire. Une constitution fut bel et bien promulguée en 1889, mais son texte, largement inspiré par le modèle prussien, ne contenait que peu d'esprit libéral. L'empereur y fut désigné comme le souverain « sacré et inviolable », détenteur de compétences exécutives et législatives, commandant suprême de l'armée et de la marine, tandis que le parlement, bicaméral, n'obtenait que des pouvoirs limités. La chambre haute, la Chambre des pairs, serait composée de membres de l'aristocratie désignés par l'empereur. Quant à la chambre basse, la Chambre des députés, elle serait élue au suffrage censitaire, auquel seuls les citoyens japonais masculins âgés de plus de 25 ans et payant plus de 15 yens d'impôts nationaux directs pourraient participer, ce qui

[116] Souyri, Pierre-François. *Nouvelle…*, op. cit., p. 124
[117] Ibid., pp. 124-125
[118] Ibid., p. 137

représentait une masse électorale d'à peine plus de 1 % de la population. Le Mouvement pour les libertés et les droits du peuple se soldait donc par un échec, dès lors que la Constitution entérinait un pouvoir impérial prépondérant, affranchi d'un parlement peu représentatif des exigences populaires.

Quelques années plus tard, alors que la nouvelle ère impériale Taishō avait été décrétée en 1912 à la suite du décès de l'empereur Meiji, la société japonaise fut saisie d'un second élan libéral et populaire que les historiens baptisèrent par la suite « Démocratie Taishō » (*taishō demokurashī*)[119]. La période se caractérisa par l'intensification d'exigences démocratiques réapparues dès la fin de la guerre russo-japonaise de 1904-1905, en réaction au traité de paix de Portsmouth que de nombreux citoyens nippons jugèrent bien trop clément envers la Russie et injuste voire injurieux envers leur nation pourtant victorieuse[120]. Le sentiment de défiance vis-à-vis des élites de Meiji s'accroissait, en particulier à l'égard des *genrō*, ces puissants conseillers qui définissaient dans les faits les grandes lignes de la politique nippone malgré une absence évidente de légitimité constitutionnelle. En 1912 s'organisa, à la suite d'une crise gouvernementale qui mit une fois de plus en lumière l'autorité démesurée des *genrō*, le Mouvement pour la protection de la Constitution (*goken undō*) dont le slogan n'était autre que *batsuzoku-daha, kensei-yōgo*, soit « détruire l'oligarchie, défendre le constitutionalisme ». Les manifestations contraignirent finalement le Cabinet à démissionner, ce qui mit en évidence l'influence qu'avait pu acquérir l'opinion publique en quelques années[121].

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la fougue démocratique reprit. Les nouvelles revendications, soutenues principalement par la classe moyenne urbaine récemment constituée, concernaient le renforcement du parlement, l'établissement du suffrage universel, la protection des libertés individuelles, la réforme du système d'imposition ou encore l'amélioration des conditions de vie des plus démunis[122]. Un concept politique inédit fut imaginé afin de concilier système impérial et aspirations démocratiques : le *minponshugi*. La démocratie, que l'on traduisait par *minshushugi* soit « l'idéologie du peuple souverain », ne parvenait pas à s'introduire au sein de la pensée politique japonaise sans remettre en cause l'intégralité d'une doctrine nationale reposant sur la souveraineté impériale. L'avènement de la démocratie aurait signifié la désacralisation et le déclassement de l'empereur, ce qui heurtait les « démocrates »

[119] C'est l'historien et politologue Shinobu Seizaburō qui inventa cette appellation dans le cadre de son livre *Taishō demokurashī-shi* publié en 1954.
[120] Yokote, Shinji. *Nichiro sensō shi*. Tokyo : Chuōkōron-Shinsha, 2005, pp. 195-196
[121] Takayoshi, Matsuo. The Development of Democracy in Japan: Taishō Democracy: Its Flowering and Breakdown. In : *Developing Economies*, 1966, vol. 4(4), p. 623
[122] Ibid., pp. 615-618

dont les critiques visaient fondamentalement l'organisation oligarchique du pouvoir. Le principe de souveraineté populaire était incompatible avec les évolutions modernes amorcées un demi-siècle auparavant lors de la restauration de Meiji. Il fallait par conséquent que la doctrine démocratique en soit déchargée : le *minponshugi* fit donc abstraction du problème de la souveraineté ; qu'importait l'identité du souverain, tant que le pouvoir s'appliquait à défendre les citoyens. À la différence de la démocratie (*minshushugi*) qui consacrait « le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple », le *minponshugi* instituait en quelque sorte « le pouvoir de l'empereur, par le peuple, pour le peuple ».

En matière de politique étrangère, le mouvement démocrate, originellement belliciste et expansionniste, adopta peu à peu une vision pacifiste : il se mit à critiquer dès 1916 la stratégie du gouvernement vis-à-vis de la Chine, puis il s'opposa à la politique coloniale mise en œuvre en Corée[123]. Les démocrates appelaient à rejeter la conquête par les armes afin de nouer avec les nations étrangères des relations saines fondées sur la coopération, le commerce et les échanges[124]. Il ne s'agissait donc pas de promouvoir un retour à l'isolationnisme : cet « expansionnisme pacifique » devait permettre à terme le déploiement d'un « impérialisme libéral » dont le Japon tirerait avantage[125]. Concernant la situation économique, une forte inclination sociale, voire socialiste, transpirait du mouvement, qui militait en faveur d'une réduction des inégalités. L'on pourrait alors s'interroger sur les fondements politiques et idéologiques de la Démocratie Taishō : se rapportaient-ils au libéralisme ou au socialisme, au principe de liberté ou à celui d'égalité ? Les sensibilités libérale et socialiste se rejoignaient en fait sous la bannière d'un progressisme démocratique qui s'opposait aux forces conservatrices incarnées par « l'oligarchie de Meiji ». Le libéralisme représentait bien à l'époque une doctrine « de gauche » ; en ce sens, sa proximité avec le courant socialiste n'avait rien d'étonnant.

Plusieurs événements notables participèrent de l'enthousiasme suscité par le mouvement démocratique. En 1918, une vague d'émeutes provoquée par la hausse brutale du prix du riz provoqua la démission du premier ministre ; son successeur, Hara Takashi, fut le premier chef de Cabinet issu de la Chambre des députés, ce qui lui valut d'être surnommé le « Chancelier roturier », un bel insigne pour cet homme qui refusa toute sa vie de recevoir un titre de noblesse. En 1924 se déclencha le second Mouvement pour la protection de la Constitution, en réponse à la formation d'un gouvernement dont la quasi-totalité des membres étaient issus de la Chambre

[123] Ibid., pp. 226-227
[124] Nolte, Sharon Hamilton. Individualism in Taishō Japan. In : *The Journal of Asian Studies*, 1984, vol. 43(4), p. 677
[125] Han, Jung-Sun N. Envisioning a Liberal Empire in East Asia: Yoshino Sakuzō in Taisho Japan. In : *The Journal of Japanese Studies*, 2007, vol. 33(2), p. 359

des pairs, c'est-à-dire de la noblesse ; les élections suivantes virent triompher les partis constitutionnalistes, qui purent former un nouveau Cabinet composé cette fois-ci de ministres démocrates. En 1925 fut aboli le suffrage censitaire à travers l'adoption de la loi sur les élections législatives (*futsūsenkyo-hō*) qui élargit le droit de vote à tous les hommes de plus de 25 ans. Quelques mois plus tard, les intentions pacifistes des nouveaux dirigeants se matérialisèrent par une réduction importante des effectifs militaires. L'année suivante, la loi sur la médiation des conflits de travail (*rōdōsōgi chōtei-hō*) légalisa le droit de grève[126]. De réelles avancées démocratiques furent donc accomplies durant la période.

Il serait néanmoins déraisonnable d'exagérer les succès obtenus par la Démocratie Taishō en matière de libéralisation. Les dirigeants japonais, qui étaient déjà parvenus quelques décennies auparavant à éteindre le Mouvement pour les libertés et les droits du peuple, firent à nouveau preuve de dextérité pour éviter l'embrasement révolutionnaire qu'ils craignaient tant : chaque concession démocratique fut contrebalancée par une mesure sécuritaire, de manière à neutraliser tout germe de désordre. La loi de préservation de la paix (*chian iji-hō*), promulguée en 1925 au moment même où était instauré le suffrage universel masculin, en représente l'exemple le plus frappant : cette nouvelle mesure, en proscrivant tout regroupement visant à « réformer le *kokutai* » ou à « réfuter le régime de propriété privée », porta gravement atteinte aux libertés d'expression, de conscience et d'association[127]. Le *kokutai*, qui signifie littéralement « corps de la nation », est un concept central de la pensée nationaliste moderne et prémoderne : il désignerait l'essence du Japon, son fil conducteur, l'âme éternelle à laquelle viendraient s'agréger les vicissitudes du temps. À partir de Meiji, le *kokutai* en vint à s'incarner dans la figure de l'empereur, représentant de la lignée ininterrompue des Yamato qui descendrait directement, selon la mythologie, de la déesse du soleil Amaterasu. Les notions de souveraineté et de *kokutai* furent entrelacées, de sorte que le système impérial devint inséparable de l'ordre politique et social nippon ; toute remise en cause du rôle de l'empereur revenait alors à s'attaquer au *kokutai*, à l'âme de la patrie. La loi de préservation de la paix, dont la teneur indiquait clairement la volonté initiale de combattre les idéologies socialistes, communistes et anarchistes, permit finalement au gouvernement de museler tout mouvement d'opposition, dès lors que toute velléité réformiste s'apparentait de près ou de loin à une contestation du *kokutai*. La suite des événements démontrera avec éclat les limites de la Démocratie Taishō, dont les victoires seront vite balayées par l'essor des factions militaires, l'accélération de la politique expansionniste et l'exacerbation des tensions internationales.

[126] Takayoshi, Matsuo, op. cit., p. 635
[127] Ibid.

Après le Mouvement pour les libertés et les droits du peuple durant les années 1870-1880 puis la Démocratie Taishō au cours des années 1910-1920, l'immédiat après-guerre et l'occupation américaine constituèrent le troisième moment libéral. Ce dernier, contrairement aux deux précédents élans de libéralisme, advint dans un contexte historique inédit, marqué par la capitulation du Japon et l'anéantissement de ses desseins impériaux. Les évolutions démocratiques et libérales ne furent donc pas le fruit d'une dynamique interne ; ce sont les États-Unis qui les imposèrent aux vaincus, lesquels subirent en fait, selon les mots de Dower, une sorte de « révolution par le haut » fomentée par une « dictature militaire néocoloniale[128] » [*traductions par l'auteur*]. Si le général MacArthur, désigné Commandant suprême des forces alliées, put jouir durant l'occupation d'une large autonomie vis-à-vis de son administration[129], les exigences de Washington avaient été formulées au préalable, en août 1945, par le Comité de coordination État-Guerre-Marine (*State-War-Navy Coordinating Committee*) dans un document intitulé *United States Initial Post-Surrender Policy for Japan*. Afin que le Japon ne représentât plus une menace pour les États-Unis et qu'un gouvernement « pacifique et responsable » fût institué, une série de réformes devraient être mises en œuvre : le pays devrait être « complètement désarmé et démilitarisé », la population devrait être encouragée à « développer un désir de libertés individuelles et le respect des droits fondamentaux », l'économie devrait être libéralisée, les conglomérats industriels et bancaires devraient être dissouts, l'éducation devrait être expurgée « du militarisme et de l'ultranationalisme » tandis que « l'histoire, les institutions, la culture et les réalisations des États-Unis et des autres démocraties » devraient être enseignées[130]. Une transformation radicale du système monarchique ne représentait pas un objectif primordial ; l'on considérait que l'empereur et l'institution impériale pourraient être préservés, sauf s'il s'avérait finalement qu'ils feraient obstacle aux « objectifs des États-Unis ». En fait, la question de l'empereur tourmentait depuis plusieurs années les responsables américains chargés de préparer l'après-guerre[131] : fallait-il le destituer, au risque d'abattre le dernier pivot de stabilité qu'il resterait au Japon ? fallait-il le maintenir, quitte à faire subsister le symbole du nationalisme nippon ? Au fil des discussions, la majorité des membres du département d'État se persuadèrent que la préservation de

[128] Dower, John W. *Embracing defeat: Japan in the wake of World War II*. New York : W.W. Norton & Company/The New Press, 1999, pp. 69-81
[129] Schaller, Michael. *The American Occupation of Japan: The Origins of the Cold War in Asia*. New York : Oxford University Press, 1985, p. 37
[130] National Diet Library. *United States Initial Post-Surrender Policy for Japan (SWNCC150/4)* [en ligne]. https://www.ndl.go.jp/constitution/shiryo/01/022/022tx.html (consulté le 5 février 2020)
[131] Ward, Robert E. Presurrender Planning: Treatment of the Emperor and Constitutional Changes. In : Ward, Robert E. & Sakamoto, Yoshikazu. *Democratizing Japan: The Allied Occupation*. Honolulu : University of Hawaii Press, 1987, pp. 3-4

l'institution impériale faciliterait l'entreprise des forces d'occupation, lesquelles devraient se focaliser sur la destruction de la classe militaire[132]. Le document du Comité de coordination État-Guerre-Marine corroborait ainsi ces conclusions, tout en laissant la porte ouverte à une éventuelle destitution si la situation l'exigeait.

Les premières mesures mises en œuvre par MacArthur consistèrent en la suppression immédiate des structures liberticides instaurées par les gouvernements japonais successifs afin de museler l'opposition politique. Ainsi, la loi de préservation de la paix de 1925 fut abrogée, les restrictions relatives à la prise de parole et aux rassemblements furent supprimées, la Haute police spéciale (*tokubetsu kōtō keisatsu*) qui faisait office de police de la pensée fut dissoute, certains cadres du ministère de l'Intérieur furent expulsés et les prisonniers politiques – communistes pour la plupart – furent libérés[133]. Ensuite, MacArthur indiqua au nouveau premier ministre Shidehara les réformes à mener : l'égalité civique devrait être instaurée entre les hommes et les femmes, les organisations syndicales devraient être promues, l'éducation devrait suivre une orientation plus libérale, tandis que l'économie devrait être « démocratisée » à travers la dissolution des monopoles[134]. Le commandement suprême des forces alliées s'en prit dès lors aux *zaibatsu*, ces immenses et puissants conglomérats tels que Mitsui, Mitsubishi, Sumitomo et Yasuda dont les liens étroits avec les militaires avaient contribué à la poursuite d'une politique expansionniste favorable à la fois aux ambitions de l'armée et aux désirs des industriels. Une réforme agraire fut également mise en place dans le but, selon les termes de l'occupant, « d'éliminer les obstacles au renforcement des tendances démocratiques [et] de détruire la servitude économique [issue des] siècles d'oppression féodale[135] » [*traduction par l'auteur*]. L'on considérait qu'une concentration trop importante des terres favorisait la perpétuation d'un système autocratique et inégalitaire ; les terrains furent dès lors redistribués en faveur des petits exploitants agricoles, qui purent ainsi devenir propriétaires de leur domaine.

Sur la plan juridique, l'objectif prioritaire de MacArthur consistait en l'élaboration d'une nouvelle constitution pour le Japon. La Constitution de 1889, inspirée du modèle prussien, sanctionnait la souveraineté de l'empereur et lui conférait de larges pouvoirs, tandis que les parlements ne se voyaient attribuer que des compétences restreintes. Les réformes libérales et démocratiques exigées par Washington nécessitaient donc une transformation profonde de la loi fondamentale. Le projet de rédaction d'une nouvelle constitution s'amorça dès les premiers

[132] Ibid., p. 8
[133] Dower, John W. *Embracing…*, op. cit., p. 81
[134] Ibid.
[135] National Diet Library. *SCAPIN-411: Rural Land Reform 1945/12/09* [en ligne]. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885478 (consulté le 17 février 2020)

jours de l'occupation ; tandis que les partis politiques, des organisations privées et autres individus s'employèrent dans un premier temps à publier leurs propres ébauches de constitution, le commandement suprême des forces alliées rédigea lui-même un premier jet, qu'il présenta en février 1946 au gouvernement nippon[136]. Au terme de discussions vives voire tumultueuses entre les occupants et les occupés, les acteurs se mirent d'accord sur un texte extrêmement proche de la version américaine. La seule différence notable concernait la structure du système parlementaire : les Américains l'avaient initialement prévu monocaméral, mais ils acceptèrent finalement qu'il fût composé de deux chambres[137]. La nouvelle constitution embrassait expressément les valeurs démocratiques et libérales promues par l'Occident : le peuple y était désigné comme souverain tandis que l'empereur se trouvait relégué au rang de « symbole de l'État et de l'unité du peuple », les « droits fondamentaux éternels » tels que les droits « à la vie, à la liberté et à la poursuite du bonheur » étaient garantis à des citoyens qui devraient être dorénavant « respectés en tant qu'individus », les discriminations fondées sur la race, les croyances, le sexe ou la condition sociale étaient interdites, le suffrage universel était consacré, les libertés d'opinion, de conscience, de religion, d'expressions, de presse, d'assemblée et d'association étaient assurées, la propriété privée était déclarée « inviolable », la Diète se voyait élevée au rang « d'organe suprême du pouvoir étatique » et ses membres désigneraient le chef du gouvernement[138]. Le texte comprenait en outre une disposition exceptionnelle, censée prévenir toute velléité belliciste du Japon et donc assurer la sécurité des États-Unis : l'article 9, unique en son genre, stipulait la renonciation éternelle à la guerre en tant que droit souverain ainsi que la proscription de toutes forces terrestres, navales et aériennes. Le désarmement et la démilitarisation du pays passeraient donc par le prélèvement perpétuel, entériné par la Loi, d'une partie essentielle de la souveraineté japonaise. La nouvelle constitution fut promulguée en novembre, puis entra en vigueur six mois plus tard, le 3 mai 1947.

L'entreprise de démocratisation ne se bornerait toutefois pas à une série de réformes administratives, institutionnelles et économiques ; la transformation de la société japonaise devrait prendre appui sur un grand remaniement de l'éducation, de la diffusion d'information et de la communication. Les forces d'occupation se révélèrent ainsi particulièrement

[136] McNelly, Theodore H. "Induced Revolution": The Policy and Process of Constitutional Reform in Occupied Japan. In : Ward, Robert E. & Sakamoto, Yoshikazu. *Democratizing Japan: The Allied Occupation*. Honolulu : University of Hawaii Press, 1987, pp. 80-86
[137] Ibid., pp. 87-88
[138] House of Representatives, Japan. *Nihonkoku-kenpō* [en ligne]. http://www.shugiin.go.jp/internet/itdb_annai.nsf/html/statics/shiryo/dl-constitution.htm (consulté le 10 février 2020)

pointilleuses et strictes en matière de propagande[139], dès lors qu'elles étaient convaincues que le militarisme et le nationalisme nippons ne pourraient être annihilés sans une campagne médiatique énergique, fondée notamment sur le contrôle de la radiodiffusion[140]. Alors que les nouveaux responsables japonais espéraient une libéralisation de la presse et des télécommunications, les autorités américaines maintinrent le système de diffusion centralisé existant afin de faciliter leur entreprise de supervision et de censure[141]. À travers le Détachement de censure civile (*Civil Censorship Detachment*), le commandement suprême des forces alliées vérifiait en amont le contenu de chaque programme de radio, avant de s'assurer en temps réel que les décisions du Détachement eussent bien été respectées ; les contrôles s'assouplirent néanmoins à partir de 1947, puis, en dépit des inquiétudes relatives à l'influence grandissante des idées communistes à travers l'archipel, le Détachement fut finalement dissout en 1949. Par la suite, la censure se fit de manière moins directe, à travers l'élaboration de programmes informatifs ou éducatifs, la formation des producteurs et des acteurs, la nomination de collaborateurs hostiles au communisme, ou encore la prohibition des déclarations jugées trop « radicales »[142].

Ces efforts relatifs à la censure et à la « rééducation » des citoyens révèlent la ferme volonté de la part des États-Unis de transformer la société nippone en profondeur, jusqu'à sa conscience même. La démocratisation et la libéralisation du Japon ne devaient pas se limiter à des réformes institutionnelles ; leur succès dépendrait avant tout de l'altération des mentalités. Il s'agissait « d'éradiquer les sources de l'agression », de faire disparaître « la volonté de guerre » en s'attaquant à la psychologie des Japonais : selon le colonel Charles Kades, membre éminent du commandement suprême des forces alliées, la « maladie » que représentait le nationalisme nippon ne pourrait être guérie qu'en « arrachant les racines et les branches » de l'arbre, faute de quoi l'on y « retrouverait de nouvelles branches et la même maladie[143] » [*traductions par l'auteur*]. De manière similaire, Edwin Martin écrivait en 1948 : « le véritable changement doit avoir lieu à l'intérieur de chaque individu japonais. [Ce changement] doit affecter l'étalon de valeurs avec lequel il mesure ses propres performances et celles des autres[144] » [*traduction par*

[139] « Propagande » est compris ici dans un sens neutre tel que défini par le Larousse, c'est-à-dire « l'action systématique exercée sur l'opinion pour lui faire accepter certaines idées ou doctrines ». Le terme ayant acquis une connotation péjorative, l'on parlerait aujourd'hui avec davantage de pudeur de « communication », de « pédagogie » ou de « relations publiques ».
[140] Luther, Catherine A. & Boyd, Douglas A. American occupation control over broadcasting in Japan, 1945-1952. In : *Journal of Communication*, 1997, vol. 47(2), pp. 39-40
[141] Ibid., pp. 41-45
[142] Ibid., pp. 45-51
[143] Dower, John W. *Embracing…*, op. cit., p. 77
[144] Martin, Edwin M. *The allied occupation of Japan*. Stanford : Stanford University Press, 1948, p. 46

l'auteur]. C'est dans ce cadre que doivent être appréhendées les réformes relatives à l'éducation, au culte religieux et au cinéma prescrites par les occupants : le commandement suprême des forces alliées exigea ainsi que le système éducatif inclût « des concepts […] en harmonie avec le gouvernement représentatif, la paix internationale, la dignité de l'individu et les droits de l'homme[145] » ; le shintoïsme d'État fut ensuite aboli dans le but de « libérer le peuple japonais [à travers] la construction d'un nouveau Japon fondé sur les idéaux de paix perpétuelle et de démocratie[146] » ; quant aux œuvres cinématographiques, elles furent expurgées de tous concepts « nationalistes, militaristes et féodaux » tels que « la conformité à un code féodal, le mépris de la vie, la création d'un "esprit guerrier", la singularité et la supériorité des "Yamato", [ou encore] le "rôle spécial du Japon en Asie"[147] » [*traductions par l'auteur*]. Le processus de libéralisation entrepris par les Américains aspirait bien à transformer, au-delà des structures politiques, économiques et sociales, le caractère même du peuple japonais.

La « libéralisation totale » de la société nippone imposée par les États-Unis fut assurément un succès. Contrairement au Mouvement pour la liberté et les droits du peuple des années 1870-1880 et à la Démocratie Taishō des années 1910-1920, le troisième moment libéral parvint à réformer le Japon de manière radicale. Le contexte historique dans lequel il s'accomplit se distinguait considérablement des deux premiers élans de libéralisation qui l'avaient précédé : les périodes troublées et tumultueuses subséquentes à la restauration de Meiji puis à la Grande Guerre ne peuvent être comparées à l'état de ruine auquel devait faire face le Japon d'après-guerre. Le Mouvement pour la liberté et les droits du peuple avait été promu par les couches intellectuelles, les propriétaires terriens, les marchands et les anciens samouraïs mécontents des évolutions de Meiji. La Démocratie Taishō, quant à elle, avait émané principalement de la classe moyenne urbaine. Ces deux mouvements s'étaient opposés à une certaine conception aristocratique – ou oligarchique – du pouvoir, représentée par une élite politique et militaire dont le souci primordial concernait la modernisation du pays. L'on n'insistera jamais assez sur le sentiment d'urgence qui hanta durant trois quarts de siècle – de la restauration de Meiji à la Deuxième Guerre mondiale – les dirigeants nippons ; tenants d'une vision tragique de l'histoire, ces derniers ne craignaient rien de moins que la disparition pure et simple de leur nation, dont les faiblesses seraient exploitées tôt ou tard par les mastodontes occidentaux. Selon leur

[145] National Diet Library. *SCAPIN-178: Administration of The Educational System of Japan 1945/10/22*. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885242 (consulté le 18 février 2020)
[146] National Diet Library. *SCAPIN-448: Abolition of Governmental Sponsorship, Support, Perpetuation, Control and Dissemination of State Shinto (Kokka Shinto, Jinja Shinto) 1945/12/15*. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885515 (consulté le 18 février 2020)
[147] National Diet Library. *SCAPIN-287: Elimination of Undemocratic Motion Pictures 1945/11/16*. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885351 (consulté le 18 février 2020)

conception des rapports internationaux, il fallait s'opposer avec fermeté aux idéaux libéraux, démocratiques, socialistes ou anarchistes qui risquaient de désorganiser la société et d'affaiblir l'autorité étatique, facilitant ainsi une éventuelle colonisation du Japon par les puissances étrangères. Les réformes d'après-guerre furent mises en œuvre sans cette résistance farouche et déterminée des élites nippones conservatrices, dont les projets de grandeur s'étaient noyés dans les profondeurs du Pacifique ; autrefois promues par une coalition de forces contestataires et subversives, les idées libérales furent désormais imposées par les nouveaux dirigeants américains.

Les occupants eurent donc les mains libres pour transformer la société nippone, ce qu'ils accomplirent avec succès : les réformes politiques, économiques et sociales s'implantèrent relativement aisément dans un Japon pacifié et adouci, lequel intégra rapidement le club des démocraties libérales qu'il ne quitterait d'ailleurs plus. Non seulement les institutions japonaises furent démocratisées et stabilisées, mais le pays entreprit une réindustrialisation avisée qui lui permit de réaliser des performances économiques exceptionnelles. La réussite de l'entreprise américaine se mesure dans l'ampleur des changements politiques ainsi que dans leur durabilité : la monarchie constitutionnelle telle qu'instituée durant l'occupation ne fut jamais sérieusement remise en question, de même que le régime parlementaire dominé presque sans relâche depuis 1955 par le Parti libéral-démocrate. En matière de politique étrangère, les gouvernements successifs ne s'écartèrent jamais du pacifisme imposé dans les cœurs et dans la loi par les vainqueurs, malgré l'établissement dès 1954 des Forces d'autodéfense qui constituent depuis lors l'armée japonaise de fait.

Il ne faudrait cependant pas exagérer les effets révolutionnaires de l'immédiat après-guerre dans l'histoire du Japon : l'occupation ne fit en définitive table rase ni du passé nippon dans son ensemble, ni de l'expérience modernisatrice de l'entre-deux-guerres. Dower démontre bien comment les prouesses du Japon pacifiste s'appuyèrent sur les structures et l'organisation mises en place par la bureaucratie militariste d'avant-guerre, notamment en ce qui concerna l'économie, l'industrie, la recherche scientifique ou encore la sécurité sociale : « Plusieurs caractéristiques et accomplissements du Japon d'après-guerre sont profondément enracinés non seulement dans la période d'avant-guerre, mais plus précisément dans la vallée sombre du début de l'ère Shōwa[148] » [*traduction par l'auteur*]. Tout d'abord, les purges ordonnées par les États-Unis n'eurent finalement que peu d'impact sur la composition des politiciens, bureaucrates, industriels et autres acteurs majeurs de la société nippone dont l'expertise acquise durant la

[148] Dower, John W. *Japan in War and Peace: essays on history, culture and race*. London : Fontana Press, 1996, pp. 9-10

guerre en matière de planification et de contrôles économiques facilita l'élaboration d'une stratégie développementaliste fondée sur l'exportation de produits manufacturés[149]. Dans ses mémoires, MacArthur confia avoir été particulièrement réticent à l'égard de mesures punitives qui eurent signifié l'éviction d'agents compétents :

> La déclaration de Potsdam contenait une clause de « purge » qui exigeait que tous les Japonais ayant exercé des activités militaristes et ultra-nationalistes, avant la guerre, fussent démis de toutes leurs fonctions publiques et mis hors d'état d'exercer une influence politique. La sagesse de cette mesure me paraissait fort douteuse. Elle allait nous priver des services d'un grand nombre de fonctionnaires capables et expérimentés qui seraient bien difficiles à remplacer au moment de la réorganisation du nouveau Japon. Je mis la purge en route avec aussi peu de dureté que possible. [...] Dès que le traité de paix eut rendu au Japon sa pleine indépendance judiciaire, toutes nos mesures furent annulées[150].

Une réelle continuité technique et technologique put être observée entre les périodes impériale et démocratique, comme en témoignent l'heureux recyclage des vaisseaux de guerre en navires marchands, le succès des secteurs d'activité développés durant le conflit – la production de caméras, de jumelles et d'instruments de mesure entre autres – ou encore la curieuse reconversion de fabriques de mitrailleuses en usines de machines à coudre[151]. Quant aux *zaibatsu* évoqués précédemment, ils résistèrent dans les faits aux efforts entrepris par les Américains pour les dissoudre : malgré une dilution réelle de la concentration industrielle et une certaine diversification de la propriété, les conglomérats – désormais rebaptisés *keiretsu* – continuèrent à jouer un rôle de premier ordre dans l'économie japonaise d'après-guerre. La structure bancaire, caractérisée à partir des années 1930 par un nombre de plus en plus restreint de compétiteurs, ne fut pas altérée par l'occupation, de même que les pratiques de « prêts stratégiques » octroyés par la Banque du Japon, la banque centrale, en fonction des desseins du gouvernement[152]. La culture d'entreprise fondée sur les emplois à vie et le principe de séniorité date elle aussi des années de guerre, durant lesquelles les autorités nippones, inquiètes des taux élevés de rotation du personnel, promulguèrent une série de lois et d'ordonnances visant à standardiser le système salarial, à travers notamment l'institution d'un premier revenu fixe et

[149] Ibid., pp. 10-14
[150] MacArthur, Douglas. *Dans la guerre du Pacifique – Et autres histoires de ma vie*. Paris : Nouveau Monde éditions, 2020, p. 221
[151] Dower, John W. *Japan…*, op. cit., pp. 15-16
[152] Ibid., pp. 17-18

la garantie de revalorisations à intervalles réguliers, afin de limiter les mouvements trop amples sur le marché du travail[153].

En fait, les structures économiques d'après-guerre, celles du miracle japonais, trouvent leur origine dans l'ardeur dirigiste et planificatrice des militaires. La présence de l'État dans l'économie n'avait fait que s'accroître au fil des conflits, de sorte que s'était constituée une gigantesque bureaucratie composée d'individus dynamiques issus des universités les plus prestigieuses. Pour les nouvelles élites nippones, il allait de soi que l'État devait jouer un rôle fondamental dans la réalisation d'objectifs nationaux, quels qu'ils fussent. Cette conviction profonde ne se trouva pas modifiée par les réformes mises en œuvre durant l'occupation ; dorénavant, les méthodes étatistes ne chercheraient plus à soutenir une politique impériale expansionniste, mais s'appliqueraient à poursuivre une stratégie industrielle et économique de haute croissance. Si cette continuité fut suffisamment manifeste en ce qui concerna le système de santé et de sécurité sociale, elle se révéla particulièrement éclatante au sein du ministère du Commerce extérieur et de l'Industrie, mieux connu sous son acronyme anglais MITI (*Ministry of International Trade and Industry*), qui poursuivit jusqu'aux années 1970 une politique développementaliste fondée sur le contrôle des échanges internationaux, l'identification de secteurs stratégiques, le soutien actif aux industries phares et les conseils aux entreprises : ces méthodes reproduisaient en fait un mode opératoire élaboré et codifié durant les années 1930 par les militaires[154].

Il convient dès lors de reconnaître la portée considérable des transformations d'après-guerre sans pour autant en exagérer le caractère : si les institutions politiques, les objectifs diplomatiques et les cadres idéologiques subirent bel et bien une complète métamorphose, les structures économiques, industrielles et bureaucratiques suivirent des évolutions amorcées auparavant, durant les années de guerre. À partir de l'occupation, le Japon embrassa les idéaux démocratiques et se convertit à un certain esprit libéral ; néanmoins, le caractère dirigiste de l'économie constitua en quelque sorte une résistance à la libéralisation totale d'une société imprégnée de principes étatistes. Le gouvernement nippon ne mit évidemment pas en place un système de planification comparable à ceux en vigueur dans les États communistes ; il s'appliqua au contraire à encadrer la compétition, à promouvoir certains secteurs plutôt que d'autres et à soutenir les producteurs nationaux avec souplesse et énergie. Il ne s'agissait pas de s'opposer aux forces du marché, mais bien de les aiguiller, de les orienter en fonction de cet

[153] Ibid., pp. 19-20
[154] Ibid., pp. 22-26

objectif ancestral, sérieusement compromis par la défaite mais toujours présent, consistant à faire du Japon une grande puissance mondiale.

II. LES TRANSFORMATIONS POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

La bulle financière

Les bulles financières représentent des phénomènes économiques communément qualifiés d'atypiques ou d'aberrants, dont la compréhension requiert l'examen approfondi des conditions psychologiques spécifiques ayant permis leur émergence. Car une bulle se distingue d'un simple mouvement de spéculation haussière sur les prix ; selon Harold Vogel, les bulles se caractérisent par « une frénésie spéculative qui, alimentée par une disponibilité immédiate d'argent et de crédit, invite, favorise et stimule la participation large voire extrême du grand public[155] » [*traduction par l'auteur*]. Si les comportements spéculatifs semblent inhérents à toute société pratiquant l'échange, les phénomènes de bulles impliquent des systèmes bancaires et financiers plus sophistiqués, ouverts à une masse critique d'investisseurs potentiels. C'est pourquoi le terme de bulle fait généralement référence à des épisodes de l'histoire moderne : la tulipomanie néerlandaise du XVIIe siècle, la *South Sea Bubble* de 1720, le mouvement de spéculations immobilières des années 1870, le krach de 1929… Ce qui rend les bulles particulièrement compliquées à saisir réside dans le rôle central que jouent les mécanismes psychologiques. Les études comportementales semblent suggérer que les bulles financières ne peuvent émerger qu'à partir d'un certain terreau psychologique gorgé de confiance et d'optimisme[156], à savoir des éléments certes perceptibles mais difficilement observables, mesurables ou quantifiables. Définir une bulle avec précision s'avère délicat, voire impossible, également d'un point de vue statistique : si l'on pourrait les décrire de manière succincte comme « une déviation à la hausse *conséquente et durable* du prix d'un actif par rapport à sa valeur "intrinsèque"[157] » [*traduction par l'auteur*], chacun appréciera différemment ce qui constitue ou non une « hausse conséquente et durable » des prix, tandis que l'on débattra sur l'existence même d'une quelconque « valeur intrinsèque ».

Revenons un instant sur l'expression même de « bulle » pour désigner les phénomènes introduits ci-dessus. La métaphore évoque assurément l'extrême fragilité des prix, dont le gonflement repose sur l'air, sur le vent, autrement dit sur rien de tangible. Elle fait également allusion au caractère éphémère de ces mouvements haussiers dont chaque accroissement

[155] Vogel, Harold L. *Financial market bubbles and crashes: features, causes, and effects*. Cham, Switzerland : Palgrave Macmillan, 2018, p. 3
[156] Ibid., pp. 12-13
[157] Ibid., p. 17

supplémentaire augmente le risque d'éclatement. Enfin, une bulle disparaît en un instant, sans laisser de trace de son ampleur momentanée. Les bulles se forment et s'évanouissent, comme si rien ne s'était produit ; les prix s'envolent puis s'effondrent, pour retrouver finalement leur niveau initial. Pourtant, les bulles économiques et financières impliquent des retombées concrètes, parfois désastreuses, sur la vie des gens. La frénésie boursière modifie le comportement des citoyens et la relation entre eux, elle produit de nouvelles attentes, de nouvelles envies, de nouveaux plaisirs. Puis, lorsqu'éclate la bulle, de nombreux individus se retrouvent dépouillés, expulsés d'une illusion qui était parvenue, à travers des mécanismes économiques fascinants, à s'approprier la réalité. La métaphore de la bulle n'exprime peut-être ainsi pas suffisamment les dangers d'un phénomène dont les retombées matérielles peuvent ébranler des nations entières. Le Japon en fit l'amère expérience à ses dépens.

Comment le miracle économique japonais et la période de haute croissance ont-ils pu déboucher sur l'avènement d'une bulle financière ? Afin de répondre à cette interrogation, il est nécessaire de remonter légèrement en amont et d'étudier les circonstances internationales de l'époque, en particulier les tensions commerciales qui envenimèrent pendant deux décennies le dialogue entre le Japon et les États-Unis. Car les historiens de l'économie et autres économistes s'accordent pour souligner l'influence centrale d'un événement survenu en 1985 : la signature des accords du Plaza. Cet accord relatif au marché des changes, fruit de négociations entre le Japon, les États-Unis, l'Allemagne de l'Ouest, la France et le Royaume-Uni, ne peut être appréhendé sans retracer l'évolution troublée des relations américano-japonaises. Ce furent en effet les « performances commerciales désastreuses des États-Unis[158] » [*traduction par l'auteur*] qui poussèrent alors l'administration américaine, exhortée par les grands producteurs nationaux de produits manufacturés, à déprécier le dollar afin de stimuler les exportations et de rendre les importations moins attractives. La signature des accords du Plaza en 1985 résulta donc de déséquilibres commerciaux persistants entre les différents pôles économiques du camp occidental.

Les tensions commerciales américano-japonaises

Les tensions commerciales entre les États-Unis et le Japon étaient une donnée récurrente de l'après-guerre : dès les années 1950, les producteurs de textile américains se plaignaient des prix jugés trop faibles proposés par leurs concurrents nippons. Sous la pression de Washington,

[158] Henning, C. Randall & Destler, I. M. From Neglect to Activism: American Politics and the 1985 Plaza Accord. In : *Journal of Public Policy*, 1988, vol. 8(3/4), p. 319

le gouvernement japonais s'était résigné en 1957 à introduire, pour une période de cinq ans, des restrictions volontaires aux exportations[159]. La fin des années 1960 correspondit pour le commerce du textile à une nouvelle période de tensions entre le Japon et les États-Unis qui se traduisit par l'exploitation de cette thématique par Richard Nixon durant la campagne présidentielle de 1968. Le candidat républicain fit de la réduction des importations de textile une promesse de campagne et, une fois arrivé à la Maison-Blanche, entama des négociations qui se révèleraient difficiles avec le Japon, la Corée du Sud, Taïwan et Hong-Kong[160]. Afin d'offrir une compensation à la partie nippone, la diplomatie américaine eut l'idée de lier la question du textile à une éventuelle restitution d'Okinawa. Cette tactique s'avéra concluante, puisqu'elle mena à la signature d'un accord en janvier 1972, quelques mois avant le retour d'Okinawa au Japon[161]. Ce marchandage fut raillé au pays du Soleil-Levant, de telle sorte que se répandit la formule « acheter de la corde avec du fil » (*ito de nawa wo kau*), en référence au nom d'Okinawa qui signifie littéralement « la corde du grand large » ; cette expression sarcastique suggérait donc que l'on avait quémandé Okinawa (la corde) en sacrifiant l'industrie textile (le fil).

Un nouveau sujet de litige était apparu entre-temps : l'acier. En 1969, les États-Unis avaient amené les Européens et les Japonais à mettre en place des restrictions volontaires aux exportations concernant l'acier[162]. Initialement prévues pour une période de trois ans, les mesures de restrictions avaient été reconduites en 1972 ; mais après leur levée en 1974, les producteurs américains mécontents se mirent à signer une multitude de pétitions dénonçant le dumping prétendument pratiqué par leurs concurrents internationaux, notamment japonais[163]. En 1978, les États-Unis instaurèrent un mécanisme de prix gâchette (*trigger price mechanism*) qui, malgré une courte interruption de mars à octobre 1980, perdurerait finalement jusqu'en 1982[164]. Le mécanisme de prix gâchette consistait à définir une valeur de référence au-dessous de laquelle le prix des biens importés ne devrait pas descendre, faute de quoi une enquête pour dumping serait aussitôt engagée. Mais les diverses mesures prises par Washington depuis plus d'une décennie ne satisfaisaient toujours pas les producteurs d'acier américains. Un nouveau

[159] Urata, Shujiro. US-Japan Trade Frictions: The Past, the Present, and Implications for the US-China Trade War. In : *Asian Economic Policy Review*, 2020, vol. 15(1), p. 145
[160] 30. Briefing Paper Prepared for President Nixon. In : *Foreign Relations of the United States*, 1969-1976, Volume XIX, Part 2, Japan, 1969-1972 [en ligne]. https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1969-76v19p2/d30 (consulté le 14 septembre 2023)
[161] Urata, Shujiro, op. cit., p. 146
[162] Yoshimatsu, Hidetaka. Japan's policy on steel trade disputes with the United States: a comparative analysis. In : *The Pacific Review*, 2007, vol. 20(3), p. 275
[163] Ibid.
[164] Urata, Shujiro, op. cit., p. 147

cycle de restrictions volontaires aux exportations fut ainsi mis en place en 1984 : il fut décidé au sujet des importations d'acier nippon qu'elles ne pourraient pas dépasser 5,8 % de la consommation américaine totale[165].

Après le textile et l'acier, ce fut au tour des télévisions japonaises d'être la cible des industriels états-uniens. En 1968, le Comité des importations de l'Association américaine des industries électroniques (Import Committee of the U.S. Electronics Industries Association) déposa auprès du département du Trésor une pétition affirmant que les producteurs de télévisions nippons procédaient à un dumping illégal[166]. Le gouvernement américain donna raison à ses industriels en 1971, mais ne prit pas immédiatement des mesures concrètes pour les protéger[167]. En 1977, les deux pays conclurent un « arrangement de commercialisation ordonnée » (*Orderly Marketing Agreement*) limitant pour une durée de trois ans les exportations de télévisions couleur du Japon aux États-Unis à 1 750 000 pièces par année, ce qui représentait une réduction de plus de 40 % par rapport aux ventes de 1976[168].

À la fin des années 1970, les exportations de voitures japonaises aux États-Unis devinrent le nouveau sujet de discorde entre les deux pays. L'industrie automobile américaine, qui s'était retrouvée passablement affaiblie par les deux chocs pétroliers, s'alarma du succès croissant des modèles économes en carburant proposés par leurs concurrents nippons[169]. Ce fut dans ce contexte qu'en 1979, le mythique constructeur Chrysler, alors troisième producteur américain, fut sauvé *in extremis* de la faillite par l'administration Carter, affolée par les effets catastrophiques qu'aurait entraîné un éventuel dépôt de bilan[170]. Cet événement fit apparaître au grand jour les faiblesses de l'industrie automobile états-unienne, qui entama aussitôt une grande campagne à l'encontre des voitures japonaises, présentées comme la cause principale de ses difficultés économiques. Le syndicat United Auto Workers et l'entreprise Ford déposèrent en 1980 une pétition auprès de la Commission du commerce international (International Trade Commission) pour réclamer la mise en place de restrictions aux

[165] Ishikawa, Yasuhiro. Nichibei bōeki masatsu to amerika tekkō hogo bōeki seisaku no tenkai – 1969-1992 nen. In : *Keizai ronsō*, 1995, vol. 155(4), p. 27
[166] Choate, Pat. *Japan and the Big Squeeze* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1990/09/30/japan-and-the-big-squeeze/0fb1617e-8756-4390-a776-f1619d59869a/ (consulté le 15 septembre 2023)
[167] Ibid.
[168] Hovey, Graham. *U.S. and Japan Sign Pact On Cut for Color TV Sets* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1977/05/21/archives/us-and-japan-sign-pact-on-cut-for-color-tv-sets-protectionist.html (consulté le 15 septembre 2023)
[169] Urata, Shujiro, op. cit., p. 147
[170] Cole, Robert J. *Politics and Jobs: Chrysler Corporation's $1.5 Billion Bailout* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1979/11/04/archives/politics-and-jobs-chrysler-corporations-15-billion-bailout.html (consulté le 15 septembre 2023)

importations, mais celle-ci leur donna tort, arguant que le déclin des constructeurs américains résultait de la récession, des taux d'intérêt élevés et de l'évolution de la demande des consommateurs[171]. Mécontente de cette décision, l'industrie automobile états-unienne se tourna vers le Congrès pour faire prévaloir ses intérêts ; des parlementaires présentèrent ainsi des projets de loi prévoyant l'instauration de quotas d'importation pour les voitures nippones[172]. Quelques semaines après son intronisation en 1981, le nouveau président Reagan constitua un groupe de travail (*task force*) chargé de résoudre le problème des importations automobiles japonaises[173]. Au terme de mois de discussions, le groupe de travail soutint la solution devenue habituelle des restrictions volontaires aux exportations. Le 1er mai 1981, Tokyo et Washington signèrent un accord prévoyant des quotas d'exportation pour une durée de trois ans : les constructeurs nippons ne seraient pas autorisés à vendre plus de 1 680 000 véhicules aux États-Unis la première année, une limite qui ne pourrait être rehaussée qu'en cas de redressement de l'industrie américaine[174]. Après que l'accord eut pris fin en 1984, le gouvernement japonais décida, afin d'échapper à de nouveaux reproches de la part de leur allié, de prolonger le système de quotas tout en en relevant le plafond : les producteurs nippons seraient autorisés à exporter aux États-Unis 1 850 000 véhicules en 1985[175]. Puis, l'année suivante, la limite fut relevée à 2 300 000 pièces. Finalement, ce régime de restrictions volontaires aux exportations perdura jusqu'en 1994, plusieurs années après l'éclatement de la bulle.

Tandis que les Américains s'inquiétaient de l'avenir de leur industrie automobile, les producteurs de semi-conducteurs s'étaient mis à leur tour à protester contre la concurrence nippone. Inventeurs du transistor au sortir de la Seconde Guerre mondiale puis du circuit intégré à la fin des années 1958, les États-Unis avaient été les champions incontestés des semi-conducteurs jusqu'au milieu des années 1970. L'industrie japonaise avait commencé à connaître dès cette époque un développement fulgurant. La part du Japon dans la production mondiale de semi-conducteurs augmenta d'année en année, jusqu'à dépasser celle des États-

[171] Urata, Shujiro, op. cit., p. 148
[172] Feenstra, Robert C. Voluntary Export Restraint in U.S. Autos, 1980-81: Quality, Employment, and Welfare Effects. In : Baldwin, Robert E. and Krueger, Anne O. *The Structure and Evolution of Recent U.S. Trade Policy*. Chicago: University of Chicago Press, 1984, p. 37
[173] Cohen, Stephen D. *The Route to Japan's Voluntary Export Restraints on Automobiles: An Analysis of the U.S. Government's Decision-Making Process in 1981* [en ligne]. https://nsarchive2.gwu.edu/japan/scohenwp.htm (consulté le 14 septembre 2023)
[174] Tharp, Mike. *U.S. and Japan Agree on Ceilings for Car Shipments Through 1983* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1981/05/01/business/us-and-japan-agree-on-ceilings-for-car-shipments-through-1983.html (consulté le 14 septembre 2023)
[175] Urata, Shujiro, op. cit., p. 148

Unis en 1986[176]. Portée par les entreprises NEC, Toshiba, Hitachi, Fujitsu, Mitsubishi Electric ou encore Matsushita (renommé Panasonic en 2008), l'industrie nippone détenait même plus de 50 % du marché mondial à la fin des années 1980. Les producteurs américains, mécontents de leur brusque déclin, s'étaient organisés pour former en 1977 la Semiconductor Industry Association (SIA), groupe de pression qui défendrait leurs intérêts auprès des dirigeants américains[177]. Le département de la Défense considérait qu'au vu de leur application militaire, les semi-conducteurs représentaient un sujet crucial pour la sécurité nationale et qu'une dépendance commerciale dans ce domaine constituait un risque pour la souveraineté du pays. La SIA dénonçait la « fermeture » d'un marché japonais qu'il s'agissait dès lors de déverrouiller. En 1985, plusieurs plaintes pour dumping furent déposées contre les firmes japonaises, notamment par les entreprises Micron, Intel, AMD et National Semiconductor, mais également par le département du Commerce lui-même[178]. En 1986, des négociations difficiles eurent lieu entre Tokyo et Washington. Elles aboutirent à la conclusion, le 2 septembre, d'un accord prévoyant plusieurs dispositions : premièrement, une plus grande ouverture du marché nippon aux producteurs étrangers de semi-conducteurs ; ensuite, un mécanisme de surveillance permettant à Tokyo de contrôler la quantité et le prix des exportations de semi-conducteurs ; enfin, la suspension des enquêtes pour dumping menées alors contre les entreprises japonaises. Une note annexe prévoyait en outre que les firmes américaines capteraient dans les cinq ans au moins 20 % des parts du marché nippon des semi-conducteurs[179].

Considérant que Tokyo tardait à mettre en application les dispositions de l'accord sur les semi-conducteurs, Reagan décida le 17 avril 1987 d'imposer un tarif douanier de 100 % sur plusieurs produits électroniques japonais, tels que les ordinateurs, les télévisions couleur et divers outils électriques, dont les ventes s'étaient élevées l'année précédente à 300 millions de dollars[180]. Cette décision brutale et spectaculaire représentait le point d'orgue du long cycle de tensions commerciales entre les deux alliés : la dernière fois que les États-Unis avaient imposé des sanctions contre le Japon remontait à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Alarmé par la tournure des événements, le premier ministre nippon Nakasone organisa en urgence une

[176] Langlois, Richard & Steinmueller, W. Edward. Strategy And Circumstance: The Response Of American Firms To Japanese Competition In Semiconductors, 1980-1995. In : *Strategic Management Journal*, 2000, vol. 21(10-11), p. 1163

[177] Zeng, Ka. *Trade Threats, Trade Wars: Bargaining, Retaliation, and American Coercive Diplomacy*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2004, pp. 130-131

[178] Irwin, Douglas A. The U.S.-Japan Semiconductor Trade Conflict. In : Krueger, Anne O. *The Political Economy of Trade Protection*. Chicago: University of Chicago Press, 1996, pp. 8-9

[179] Ibid., p. 11

[180] Boyd, Gerald M. *President Imposes Tariff on Imports Against Japanese* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1987/04/18/business/president-imposes-tariff-on-imports-against-japanese.html (consulté le 2 mars 2022)

visite à Washington du 29 avril au 1er mai pour essayer de convaincre Reagan de revenir sur sa décision[181]. Les discussions se soldèrent néanmoins par un échec : les sanctions seraient bien mises en œuvre. Face aux inquiétudes relatives au risque d'une éventuelle escalade entre les deux plus grandes économies mondiales, le représentant américain au Commerce Clayton Yeutter, convaincu que son pays se trouvait en position de force, déclara : « Cette relation comporte des enjeux bien trop importants pour que le Japon songe sérieusement à des représailles[182] » [*traduction par l'auteur*]. Le gouvernement Nakasone ne prendrait en effet aucune contre-sanction à l'égard des États-Unis ; il s'appliquerait au contraire à accélérer la mise en œuvre des restrictions que Washington lui sommait d'imposer aux producteurs nippons. Bien qu'une partie des sanctions fût levée en novembre 1987, les Japonais durent accepter que des restrictions fussent maintenues jusqu'à la signature d'un nouvel accord sur les semi-conducteurs en 1991[183].

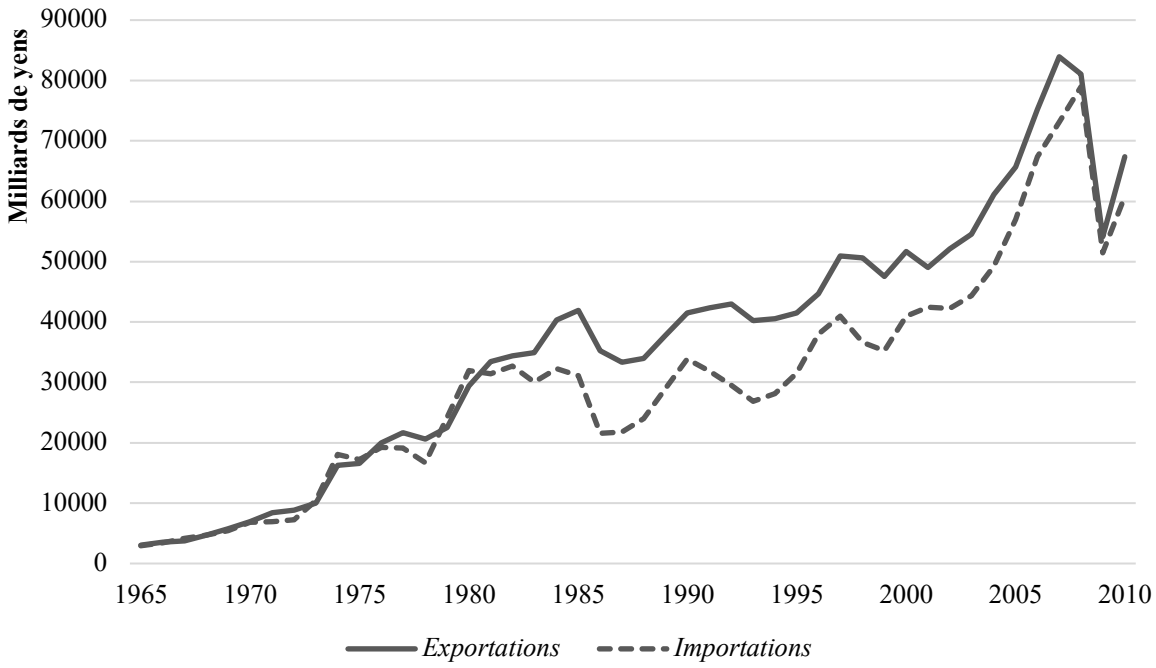
Comme le suggère ce rapide survol des tensions commerciales américano-japonaises, les relations économiques entre les deux alliés furent particulièrement difficiles durant l'après-guerre, surtout à partir des années 1970 lorsque la prédominance des États-Unis fut menacée par la fin du système de Bretton Woods, la survenance des chocs pétroliers et l'essor du Japon. Ce fut dans ce contexte que s'amorça la vague de dérégulation, reprise et amplifiée par les *Reaganomics*, ensemble de mesures néolibérales mises en œuvre par l'administration Reagan : réduction des dépenses publiques, baisse des impôts, assouplissement de la régulation... Ces efforts ne suffisaient pourtant pas, comme le prouvait la persistance du double déficit du budget et de la balance commerciale. Cette dernière était particulièrement affectée par les échanges avec le Japon, dont la nouvelle puissance économique se fondait sur un modèle industriel et exportateur accompli.

L'imposition de restrictions « volontaires » aux exportations avait satisfait les États-Unis pour ce qui était du textile, de l'acier et des télévisions couleur, mais les entreprises japonaises étaient restées trop robustes dans les domaines des voitures et des semi-conducteurs[184]. Au fil des ans, l'industrie nippone avait réagi aux pressions américaines en se spécialisant dans les

[181] Oberdorfer, Don. *Nakasone Asks Reagan to Lift Trade Sanctions Against Japan* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/05/01/nakasone-asks-reagan-to-lift-trade-sanctions-against-japan/0a532d78-6357-48ca-a450-1c797a8d108a/ (consulté le 17 septembre 2023)
[182] Ibid.
[183] Yoshimatsu, Hidetaka. Agreement, Guidance and Preferences: The U.S.-Japan Semiconductor Dispute Revisited. In : *Asian Perspective*, 1998, vol. 22(2), p. 222
[184] Kondō, Makoto. Gyōsei-kaikaku to "minkatsu". In : Komine, Takao. *Baburu/defure-ki no nihon keizai to keizai seisaku, dai 1 kan: Nihon keizai no kiroku – dai 2 ji sekiyu kiki e no taiō kara baburu hōkai made (1970 nendai – 1996 nen)*. Tokyo : Economic and Social Research Institute, 2011, p. 5

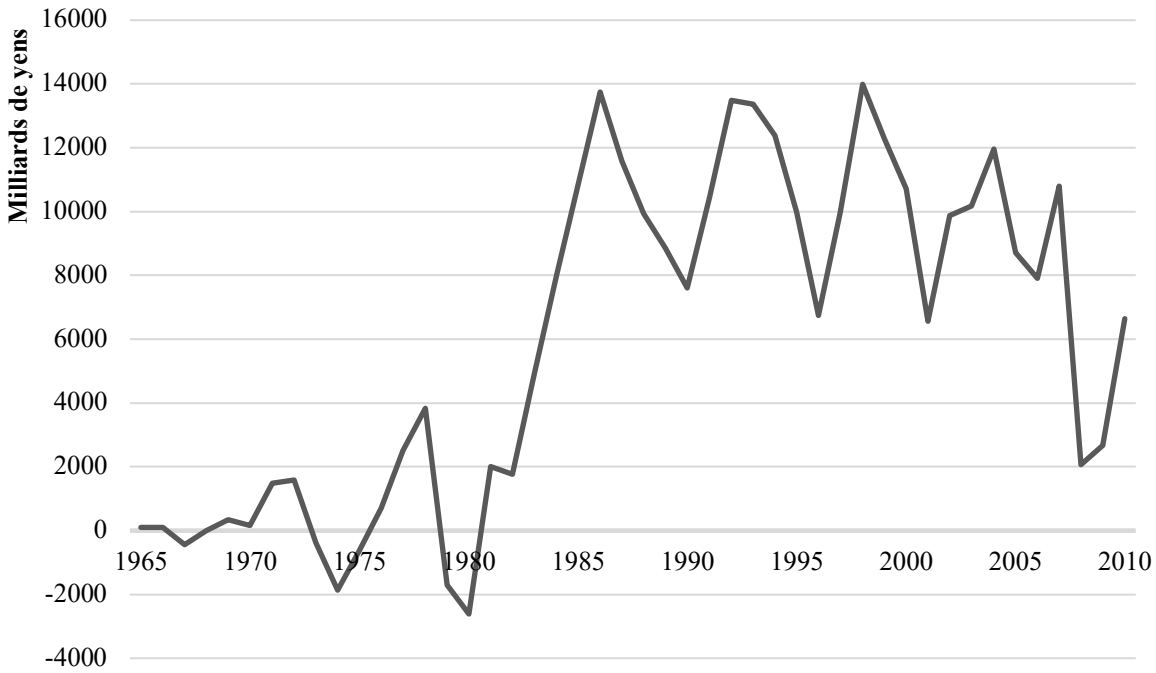
produits haut de gamme et en se tournant vers des domaines de plus en plus avancés d'un point de vue technologique.

Graphique 1: Commerce extérieur du Japon (prix constants)



Source : Trade Statistics of Japan

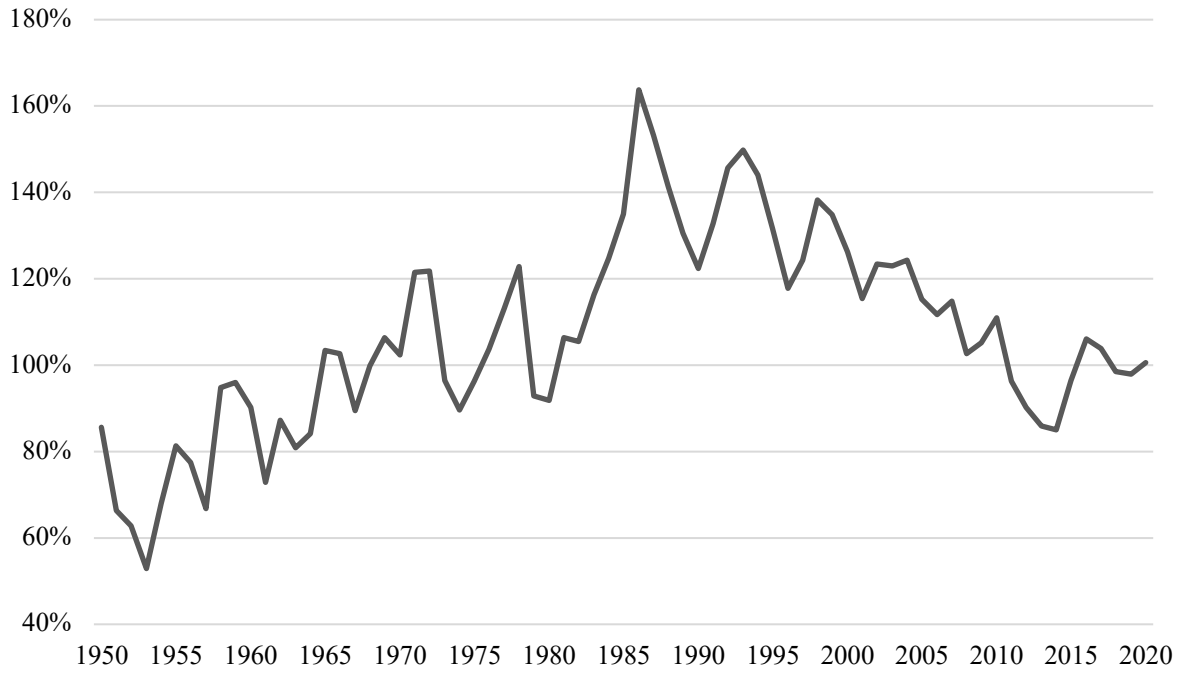
Graphique 2: Balance commerciale du Japon (prix constants)



Source : Trade Statistics of Japan

Comme le montrent les graphiques 1, 2 et 3, la croissance des exportations japonaises ne faiblissait pas ; à partir du début des années 1980, leur progression, conjuguée à la stagnation des importations, avait mené à une amélioration impressionnante de la balance commerciale et du taux de couverture (rapport exportations/importations). À Washington, alors que l'on avait cherché pendant plusieurs années, à travers les diverses pressions commerciales, à satisfaire des groupes d'intérêt bien précis – les producteurs de textile, d'acier, etc. –, les exportations nippones étaient progressivement devenues un gigantesque défi national dès lors qu'elles mettaient en péril la supériorité technologique des États-Unis. La vieille méthode des restrictions volontaires aux exportations ne suffisait plus.

Graphique 3: Taux de couverture



Source : Trade Statistics of Japan

En 1985 furent établis les *market-oriented sector-selective talks* (MOSS), un forum de négociations commerciales entre le Japon et les États-Unis visant à accélérer l'ouverture du marché nippon en s'attaquant aux obstacles tarifaires et non-tarifaires se rapportant à un certain nombre de secteurs spécifiques, à savoir les télécommunications, l'électronique, les équipements médicaux, les produits pharmaceutiques, la sylviculture et les pièces automobiles[185]. Cette initiative reposait sur le postulat selon lequel la suppression des barrières

[185] United States General Accounting Office. *U.S.-Japan Trade: Evaluation of the Market-Oriented Sector-Selective Talks* [en ligne]. https://www.gao.gov/products/nsiad-88-205 (consulté le 23 février 2022)

commerciales au Japon mènerait mécaniquement à un accroissement des exportations américaines. Comme l'explique un rapport du *Government Accountability Office* rédigé en 1988, le forum ne s'apparentait pas à de véritables « négociations », puisque les États-Unis réclamaient du Japon qu'il révisât sa politique commerciale de manière unilatérale, sans contrepartie de la part de Washington[186]. Les entreprises américaines se montrèrent globalement satisfaites des résultats obtenus à l'issue des MOSS, en particulier pour ce qui fut des secteurs des télécommunications, des équipements médicaux et des produits pharmaceutiques, mais ne s'en contentèrent pas puisqu'elles demandèrent à leur gouvernement de continuer à mettre la pression sur les Japonais afin que ces derniers ne risquassent pas de « penser en avoir fait assez[187] » [*traduction par l'auteur*].

Le néolibéralisme reaganien, idéologiquement fervent de libre-échange, dut s'associer à un réalisme mercantile faisant la promotion de mesures protectionnistes. Reagan décida en 1985 d'instituer un comité d'urgence dédié aux tensions commerciales (*trade strike force*) dans le but d'élaborer une stratégie pour faire face à des concurrents accusés de recourir à des « pratiques déloyales[188] ». Les conclusions de ce comité furent de recommander la déposition de plaintes contre le Japon au sujet des semi-conducteurs et contre Taïwan à propos du respect de la propriété intellectuelle[189]. Ce résultat constitua un nouvel exemple du succès du nationalisme économique aux États-Unis. Il existait une tension fondamentale entre les principes de libre-échange défendus par l'administration Reagan et les intérêts des producteurs américains : mal à l'aise avec cette contradiction, les dirigeants souhaitèrent se convaincre que les difficultés rencontrées par leurs exportateurs n'étaient pas dues à l'accroissement de la concurrence internationale mais au contraire à un manque d'ouverture des marchés. C'est pourquoi l'on privilégiait les solutions consistant à prescrire au Japon des réformes libérales. L'efficacité de ces dispositions n'étant néanmoins pas évidente, l'on imposait en parallèle d'ordinaires mesures protectionnistes, bien plus directes et percutantes.

Au sein de l'opinion publique nippone, les pressions extérieures relatives aux pratiques commerciales suscitèrent des réactions contrastées. Les uns s'en offusquaient, considérant que les États-Unis et les pays européens forçaient injustement le Japon à prendre des dispositions

[186] Ibid.
[187] Ibid.
[188] Hershey, Robert D. Jr. *Reagan Selects Trade 'Strike Force'* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1985/10/03/business/reagan-selects-trade-strike-force.html (consulté le 19 septembre 2023)
[189] Farnsworth, Clyde H. *Reagan Trade Panel Accuses Japan and Taiwan* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1985/11/14/business/reagan-trade-panel-accuses-japan-and-taiwan.html (consulté le 19 septembre 2023)

allant à l'encontre de ses propres intérêts économiques. Oshio Takashi, professeur de littérature allemande, fulminait à la fois contre les puissances européennes et contre un Japon qui se laissait lamentablement se faire marcher dessus : « La question est de savoir comment gérer l'ignorance des Européens, fondement de leur effronterie et de leur égocentrisme, tout en surmontant la paresse mentale autistique des Japonais[190] » [*traduction par l'auteur*]. Selon Oshio, le Japon servait de bouc émissaire à l'impuissance des économies européennes :

> Pour dire les choses de manière directe, il est ahurissant de voir les pays européens accuser le Japon d'être responsable de tous leurs maux, de la baisse de leur compétitivité sur la scène internationale à la hausse du taux de chômage et de l'inflation, en passant par la détérioration de leur balance commerciale[191] [*traduction par l'auteur*].

D'autres observateurs se montraient davantage conciliants vis-à-vis des Occidentaux, estimant que leurs demandes étaient légitimes et compréhensibles. Teramura Sōji commentait ainsi avec complaisance :

> Nous n'avons pas besoin de nous énerver au motif que les autres sont devenus irrités et émotifs. Si l'on compare notre situation au golf, il s'avère simplement que nos partenaires demandent au Japon de leur accorder un handicap. [...] Bien entendu, le Japon n'accordera pas ce handicap pour toujours. Il suffit juste de jouer à ce « golf économique » en fonction des forces en présence. [...] Notre pays n'accordera pas éternellement de handicap ; le jour viendra où les États-Unis et la Communauté européenne nous en accorderont à leur tour. L'on peut donc affirmer qu'en vue de ce jour, il est dans notre intérêt national d'accorder un tel handicap[192] [*traduction par l'auteur*].

Le gouvernement japonais voulut éviter à tout prix la voie de la confrontation. Sa stratégie à l'égard des pressions américaines oscilla ainsi entre temporisation et obéissance. Le bien-fondé de cette approche est contestable : en se montrant excessivement accommodant, Tokyo envoya en effet le message selon lequel il céderait systématiquement face aux menaces de leur partenaire. Dans un rapport interne rédigé en 1988, l'administration présidentielle insistait sur le fait que « le Japon s'était jusqu'alors montré réticent à entreprendre de nouvelles ouvertures conséquentes de son marché sans des pressions intenses de l'extérieur, généralement des États-Unis », et que Washington « n'avait fait des progrès que lorsque des menaces claires de

[190] Oshio, Takashi. "Nichiō masatsu" wo ika ni ikiruka. In : *Chūōkōron*, 1982, vol. 97(5), p. 103
[191] Ibid., p. 108
[192] Teramura, Sōji. Gomakashi wa mō kikanai shijōkaihō. In : *Chūōkōron*, 1982, vol. 97(5), p. 101

représailles étaient présentes[193] » [*traductions par l'auteur*]. Le rapport recommandait donc de poursuivre une stratégie offensive et bruyante, puisque « les Japonais bénéficiaient de la diplomatie calme » et qu'il était préférable de « mettre le gouvernement nippon sur la défensive[194] » [*traductions par l'auteur*].

Les accords du Plaza et du Louvre

L'une des idées défendues par les États-Unis durant les années 1980 était qu'il était nécessaire de libéraliser le système financier japonais. Ce dernier était traditionnellement centré autour des banques : l'expression « système de convoi » (*gosōsendan-hōshiki*) était utilisé pour décrire cette structure[195]. Néanmoins, à partir des années 1970, la dépendance des entreprises vis-à-vis des banques avait commencé à se réduire : d'une part, les firmes avaient davantage de fonds propres et, d'autre part, les modes de financement se diversifiaient. Puisque les grandes entreprises s'éloignaient des banques, ces dernières, en quête de nouveaux clients, élargirent leur champ de recherche et se mirent à accorder un nombre croissant de prêts aux petites et moyennes entreprises ainsi qu'aux agences immobilières[196]. Ces prêts étaient assurément plus risqués, mais les banques avaient trouvé un moyen de se prémunir contre les éventuelles faillites : l'utilisation généralisée de la propriété foncière comme garantie de crédit.

Un vaste éventail de mesures économiques (*sōgō keizai-taisaku*) fut annoncé par le gouvernement en octobre 1983 : elles comprenaient une augmentation des investissements publics, une baisse des impôts (taxe sur le revenu, taxe d'habitation), une série de privatisations, la promotion de l'investissement privé, la baisse des taux d'intérêt, l'ouverture des marchés (stimulée notamment par la baisse des tarifs douaniers) et l'augmentation des importations ; par ailleurs, le Japon indiquait qu'il participerait désormais davantage au financement des organisations internationales[197]. Ce programme allait dans le sens des réformes économiques mises en avant par Washington.

Quelques semaines plus tard, en novembre 1983, le ministère japonais des Finances et le département du Trésor des États-Unis s'accordèrent pour établir le Comité américano-japonais

[193] *U.S. Trade Policy and Strategy Towards Japan*, 12 février 1988. Crippen, Dan L.: Files, 1987-1988, Office of the Chief of Staff, Series I: Subject File, H – L (Legislative Strategy), Box 7, Ronald Reagan Library, Simi Valley, États-Unis
[194] Ibid.
[195] Park, Sungbin. Nihon no kin'yū shisutemu ni okeru amakudari to ginkōkan kyōsō. In : *Kōkyō seisaku kenkyū*, 2004, vol. 4, p. 95
[196] Kondō, Makoto, op. cit., pp. 5-6
[197] Gaimushō. *Gaikō seisho : waga gaikō no kinkyō, 1984 nenban (dai 28 gō)* [en ligne]. https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/bluebook/1984/s59-contents.htm (consulté le 17 janvier 2021)

yen-dollar[198]. Les États-Unis expliquaient que la sous-évaluation du yen découlait de la rigidité du système financier nippon, qu'il s'agissait alors de libéraliser au plus vite. Le Comité publia en mai 1984 un rapport intitulé « Libéralisation de la finance et internationalisation du yen : situation présente et perspectives » (*Kin'yū no jiyūka oyobi en no kokusaika ni tsuite no genjō to tenbō*), dans lequel était détaillé un programme de libéralisation du système financier nippon dont le principe directeur devrait être l'avancement de la responsabilité individuelle[199].

Le 22 septembre 1985, à l'initiative de l'administration américaine, les ministres des Finances et dirigeants de banques centrales du Japon, des États-Unis, de l'Allemagne de l'Ouest, de la France et du Royaume-Uni se réunirent à New York, au Plaza Hotel, afin de s'accorder sur une harmonisation des taux de change. Les États-Unis souhaitaient enrayer l'accroissement incessant de leur déficit commercial et diminuer les excédents japonais et allemands afin de rétablir un certain équilibre entre les balances commerciales. Une réévaluation des taux de change devait permettre de rendre les produits américains plus attractifs par rapport aux biens japonais et allemands ; l'on décida ainsi de déprécier le dollar par rapport au yen et au Deutsche Mark. L'on insista bien sur le fait que cet accord permettrait d'éviter la résurgence de mesures protectionnistes, considérées alors comme des maux à éviter à tout prix.

L'appréciation du yen se produisit de manière brutale : alors que le taux de change du dollar en yen s'élevait à 260 au début de l'année et à 240 à la veille des accords du Plaza, la valeur du dollar se mit à décliner de manière continue jusqu'à atteindre 120 yens en décembre 1987. L'industrie japonaise s'en retrouva naturellement esquintée. Le prix des produits nippons avait doublé aux États-Unis en quelques années, et les restrictions « volontaires » aux exportations continuaient à peser sur la performance des entreprises. Les dirigeants japonais n'étaient plus parvenus à résister aux pressions grandissantes de leurs partenaires commerciaux ; ils espéraient désormais renouveler leur modèle économique en délaissant leur stratégie historique bâtie sur l'exportation de biens manufacturés pour se tourner vers les investissements à l'étranger[200]. La brusque appréciation du yen avait fait beaucoup de mécontents au Japon, en particulier du côté des exportateurs, mais elle avait permis aux établissements ayant amassé d'importantes réserves dans leur monnaie nationale de voir leurs ressources s'accroître rapidement. Les investissements en direction des États-Unis étaient devenus bien moins coûteux, et cette nouvelle donne se répercuta aussitôt dans l'attitude des compagnies nippones :

[198] Kazusaka, Takashi. Kin'yū bigguban to kin'yū kaikaku no shikaku. In : *Kikan keizai kenkyu*, 1999, vol. 22(1), p. 33
[199] Ibid.
[200] Mihut, Marius Ioan. Plazza Acord and the "Explosion" of the Japanese FDI. In : *Procedia Economics and Finance*, 2014, vol. 15, p. 723

les sorties nettes d'investissements directs à l'étranger explosèrent, passant de 6,44 milliards de dollars en 1985 à 50,78 milliards en 1990[201] ; en cinq ans à peine, elles furent multipliées par huit.

Les mouvements brusques sur le marché des changes occasionnées par les accords du Plaza inquiétèrent les dirigeants des États concernés, qui décidèrent de se rencontrer une nouvelle fois afin de s'accorder sur la stabilisation des taux. Les ministres des Finances et dirigeants de banques centrales des cinq pays signataires des précédents accords – Japon, États-Unis, Allemagne de l'Ouest, France et Royaume-Uni –, auxquels s'adjoignirent leurs homologues canadiens, se réunirent le 22 février 1987 à Paris, au Musée du Louvre. Ils déclarèrent que « de nouvelles variations substantielles des taux de changes entre leurs monnaies risquaient de porter atteinte à la croissance et aux perspectives d'ajustements », et qu'il était nécessaire de « coopérer étroitement afin de stabiliser les taux de change à leur niveau actuel[202] » [*traduction par l'auteur*]. Le dollar, qui valait alors un peu plus de 150 yens, continua néanmoins à se déprécier pour atteindre 120 yens à la fin de l'année. L'appréciation du yen, donc, se perpétuait, au grand dam des exportateurs japonais.

Le gouvernement craignait que cette succession d'événements défavorables ne provoquât une situation de récession. Une décennie auparavant, le Japon avait fait l'expérience d'une appréciation brutale du yen à la suite de l'annonce par Richard Nixon de la fin de la convertibilité du dollar en or en 1971 puis à la suppression des changes fixes deux ans plus tard : les exportations en avaient été si rudement affectées que l'économie japonaise, par ailleurs frappée par le premier choc pétrolier de 1973-1974, était entrée momentanément en récession. Aux lendemains des accords du Plaza, l'archipel devait à nouveau faire face à une appréciation violente du yen, laquelle mettait à mal plusieurs secteurs clefs de son industrie. Le Cabinet se démena pour éviter un affaissement de la demande intérieure ; il s'engagea dans une politique budgétaire expansive, stimulée par une augmentation des investissements publics ; en outre, il demanda à la Banque du Japon – dont l'indépendance juridique ne date que de 1998 – d'assouplir sa politique monétaire à travers l'abaissement répété des taux directeurs. Le taux d'escompte, qui avait été fixé à 9% en 1980, ne s'élevait déjà plus qu'à 5% à la veille des accords du Plaza, à la suite desquels il fut abaissé à cinq reprises pour atteindre finalement 2,5% en 1987.

[201] Données de la Banque mondiale.
[202] Déclaration des ministres des Finances et des gouverneurs de banques centrales des pays du G6 (accords du Louvre).

Le gouvernement japonais prit donc des mesures trop extrêmes pour combattre cet éventuel ralentissement économique que les dirigeants redoutaient terriblement après les accords du Plaza et l'appréciation brutale du yen. L'administration entreprit des politiques budgétaire et monétaire expansives dans le but d'éviter une récession, mais elle avait grandement surestimé la détérioration de la demande intérieure. Cette dernière, bien qu'affaiblie par la baisse des exportations, avait été dopée par la chute soudaine du prix du pétrole, encore amplifiée par le renforcement du yen. Enchanté par la conjoncture, l'on commença à se féliciter de cette situation économique singulière dont on ne parvenait plus à percevoir les inconvénients ; il devint même courant d'évoquer les « triples mérites » pour désigner la combinaison entre le faible prix du pétrole, un yen fort et les taux bas[203]. L'économie japonaise entra dans une situation de surchauffe, et les prix se mirent à augmenter de façon anormale, en particulier dans le secteur de l'immobilier. Les marchés financiers observaient également des taux de croissance inédits, en témoignèrent des indices boursiers devenus incontrôlables. Une bulle immobilière et financière s'était formée, qui bouleverserait en profondeur l'histoire du Japon contemporain, sur le plan économique bien sûr, mais aussi en matière de normes sociales et de mœurs.

Les recommandations de l'OCDE

Les États-Unis n'étaient pas les seuls acteurs sur la scène internationale à promouvoir la libéralisation de l'économie japonaise. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), dont le Japon était devenu membre en 1964, publiait également des recommandations allant dans ce sens. Dans un rapport publié en 1984, l'organisation soulignait l'importance de libéraliser les marchés des capitaux :

> Les banques et les autres institutions qui se sont développées dans un environnement moins difficile, mieux protégé, devront d'adapter. Mais le rythme du changement ne doit pas être si rapide qu'il compromette la stabilité financière. [...] Néanmoins, résister à la dynamique du changement serait mettre les institutions japonaises en mauvaise position pour exploiter pleinement les nombreuses innovations récemment introduites sur le marché des services financiers. [...] Il semble que les conditions soient particulièrement favorables pour opérer un changement progressif, mené avec doigté[204].

[203] Noguchi, Yukio. *Sengo keizaishi : watashitachi wa doko de machigaeta noka*. Tokyo : Tôyôkeizai, 2015, p. 192
[204] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1984*. Paris : Éditions OCDE, 1984, p. 74

L'OCDE était ainsi en faveur d'une libéralisation plus poussée, mais elle faisait encore preuve de prudence : il était essentiel de préserver la « stabilité financière ». Le rapport de l'année suivante se montrait déjà plus intrépide, insistant sur les bienfaits de la politique de l'offre, notamment dans le secteur immobilier :

> Il serait utile d'agir sur l'offre – par exemple, par des mesures de déréglementations – de façon à créer des conditions propices à une forte croissance de la demande du secteur privé. On pourrait aussi étudier la possibilité d'encourager la construction résidentielle par une offre accrue de prêts hypothécaires et un assouplissement des conditions d'attribution des crédits. Une réforme des multiples réglementations qui régissent le secteur de la construction constituerait un complément majeur de ces mesures[205].

L'organisation se montrait absolument transparente quant à la doctrine économique qu'elle promouvait :

> Les mesures visant à éliminer les obstacles au libre jeu des forces du marché, tant en ce qui concerne les marchés de produits que ceux de capitaux, sont en soi recommandables, car elles conduisent à une meilleure répartition des ressources et à des gains d'efficacité. [...] Les initiatives prises ces dernières années pour ouvrir davantage les marchés japonais ont été salutaires. Il faut espérer que le nouveau programme d'action triennal récemment arrêté par les pouvoirs publics permettra dans une large mesure de réduire la protection dont bénéficie le secteur agricole et de démanteler les obstacles qui entravent les importations de produits manufacturés, et qu'il rendra plus transparentes les réglementations[206].

Le document préconisait ensuite l'ouverture du marché nippon au nom du rôle central que devait désormais jouer le pays sur la scène internationale, argument qui serait repris abondamment par les politiciens japonais :

> L'adoption de nouvelles mesures d'ouverture des marchés japonais n'en demeure pas moins essentielle. Étant donné son poids et sa position-clé dans l'économie mondiale, le Japon doit maintenant jouer un rôle pilote dans la mise en place d'un système commercial ouvert et multilatéral[207].

[205] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1985*. Paris : Éditions OCDE, 1985, p. 86
[206] Ibid., pp. 86-87
[207] Ibid., p. 87

Le rapport de 1987 était encore plus ambitieux que les versions précédentes, semblant indiquer que toute mesure de déréglementation était, par principe, bénéfique à l'économie nippone :

> Bien qu'il soit difficile de dire précisément à quel niveau se situe le système de réglementation japonais par rapport à celui des autres grands pays de l'OCDE, il est incontestable que dans bon nombre de cas, une déréglementation ne pourrait que renforcer les mécanismes de marché, améliorer l'efficience économique et libérer une part importante de la demande latente. Les mesures prises récemment pour assouplir la réglementation qui pesait lourdement sur le secteur du logement vont dans la bonne direction. D'autres réformes – y compris des modifications du régime fiscal actuel, des réglementations urbaines, etc. – seront manifestement nécessaires pour accroître l'offre de terrains, ce qui permettra à la construction de logements de se développer sans pour autant faire monter les prix. En laissant jouer la concurrence, une déréglementation dans le secteur de l'information et des communications pourrait aussi créer un environnement particulièrement favorable à l'expansion de l'investissement, au progrès technique et à une amélioration des services offerts aux consommateurs[208].

Avec le recul, ces recommandations paraissent déraisonnables dès lors que le secteur immobilier japonais était en pleine surchauffe. Les tenants du néolibéralisme considéraient alors pourtant qu'il suffisait de stimuler l'offre pour combattre efficacement la hausse des prix. L'OCDE était sûre de ses principes. Dans le rapport de 1988, elle reconnaissait les efforts de déréglementation consentis par l'économie nippone, mais signifiait qu'il était nécessaire de poursuivre cette politique :

> Au cours de ces quelques dernières années, de vastes réformes ont rendu de nombreux secteurs de services plus sensibles aux exigences du marché. La privatisation a touché de nombreux secteurs clés. Les consommateurs n'en tireront pleinement profit que lorsque ces mesures pourront s'appuyer sur d'autres initiatives en faveur de la concurrence. La réforme de la réglementation a été menée avec plus ou moins de vigueur selon les secteurs. Il semblerait justifié de déréglementer davantage les transports aériens[209].

Le raisonnement restait le même d'année en année : tout problème économique devait être résolu par un accroissement de la concurrence et un assouplissement de la réglementation. Ainsi, le rapport de 1989 indique :

[208] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1987*. Paris : Éditions OCDE, 1986, p. 102
[209] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1988*. Paris : Éditions OCDE, 1988, p. 103

> Le niveau élevé du coût de la vie au Japon par rapport à la plupart des autres pays Membres donne à penser qu'une intensification de la concurrence dans le secteur non manufacturier pourrait jouer un rôle important en permettant aux consommateurs d'avoir plus facilement accès aux produits, notamment aux importations, à des prix comparables à ceux qui ont cours à l'étranger. Étant donné la médiocrité de l'habitat dans les zones urbaines, les rares terrains disponibles devraient être utilisés de manière plus efficiente grâce à l'assouplissement des diverses réglementations et à une réforme de la fiscalité[210].

Même lorsqu'il devint impossible d'ignorer le problème de l'explosion des prix du foncier et de la spéculation immobilière, l'organisation continua à promouvoir son remède miracle, à savoir la déréglementation :

> La hausse spectaculaire des prix des terrains depuis 1987 soulève de graves problèmes du point de vue des objectifs de stabilité et d'équité : elle a accentué les inégalités dans la répartition des patrimoines et alimenté le crédit en valorisant la garantie fournie par l'emprunteur, tant dans le secteur des entreprises que dans celui des ménages. La politique d'argent à bon marché menée au début de la phase actuelle d'expansion a indéniablement favorisé la hausse du foncier urbain, mais la cause première de ce renchérissement est la relative rareté des terrains en zone urbaine. Il n'empêche que cette rareté est inutilement accentuée par certains aspects des règles relatives à l'occupation des sols et à la construction, ainsi que par le système fiscal, ces facteurs se conjuguant pour restreindre l'offre de terrains et encourager la demande spéculative de terrains urbains, au lieu de promouvoir une utilisation efficiente de ces espaces[211].

Le rapport de 1990 poursuivait :

> Malgré des progrès notables en matière de réforme structurelle, de fortes distorsions imputables à l'action des pouvoirs publics subsistent dans plusieurs secteurs de l'économie, du fait notamment de la protection de l'agriculture, de la fiscalité immobilière et de certains aspects de la règlementation. Ces distorsions renchérissent artificiellement les prix intérieurs et accentuent une pénurie naturelle de terrains, surtout pour le logement. Il faut poursuivre énergiquement l'effort actuel de réforme dans ce domaine, de manière à faciliter l'internationalisation rapide de l'économie japonaise[212].

Malgré l'éclatement de la bulle immobilière et financière, l'organisation ne changea pas de cap, continuant sans relâche à promouvoir les réformes néolibérales à tous les niveaux :

---

[210] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1989*. Paris : Éditions OCDE, 1989, pp. 113-114
[211] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1990*. Paris : Éditions OCDE, 1990, p. 100
[212] Ibid., p. 103

> On a pu reprocher aux réformes en cours ou envisagées de ne pas aller assez loin dans certains secteurs. On notera en particulier que les réglementations arbitraires au niveau local restent courantes dans l'application de la loi sur les magasins de détail[213].

Ainsi, l'OCDE ne cessa d'encourager les mesures de déréglementation et de libéralisation durant la seconde moitié des années 1980. Ce discours continuerait jusqu'au années 2000, mais perdrait peu à peu de son importance.

La vague néolibérale

Le mouvement de libéralisation des années 1980 se matérialisa dans des transformations substantielles des structures politiques, économiques et financières. Un grand projet « d'internationalisation » du Japon s'était mis en marche, sous l'impulsion de politiciens réformateurs qui espéraient secouer un système d'après-guerre qui leur semblait désormais désuet. L'homme qui symbolisa le mieux cette aspiration fut sans doute Nakasone Yasuhiro, premier ministre de 1982 à 1987 : il s'employa durant ses cinq années à la tête du gouvernement à mettre en œuvre les nombreuses réformes qui lui paraissaient essentielles afin de faire du Japon une nation centrale au sein du système globalisé. De tels bouleversements nécessitaient ce que Nakasone nomma, au cours d'un discours devant la Diète, le « règlement définitif de la politique d'après-guerre » (*sengo-seiji no sōkessan*)[214]. Afin de faire face à un monde ébranlé par les chocs pétroliers et le ralentissement de la croissance, la nation devait se plonger dans une nouvelle ère : tout devrait être repensé, tout devrait être reconstruit.

Les cercles politiques japonais s'étaient progressivement faits à l'idée que le modèle centré autour des exportations de produits manufacturés ne parviendrait bientôt plus à garantir l'expansion économique de leur nation. Le dirigisme industriel qui avait permis au Japon de se hisser aux sommets de l'échiquier mondial se trouvait désormais sous le feu des critiques occidentales, principalement américaines. L'interventionnisme étatique était soudainement considéré par les États-Unis comme un obstacle scandaleux à la compétition, une détestable injustice qu'il s'agissait de corriger au plus vite. Washington sommait les dirigeants nippons de mettre en œuvre les réformes nécessaires au rééquilibrage des balances commerciales, faute de quoi le Japon aurait à faire face à des sanctions de plus en plus lourdes. Les deux protagonistes de ce conflit combattaient bien entendu à armes inégales, puisque l'un se trouvait depuis la fin

[213] OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1991*. Paris : Éditions OCDE, 1991, p. 125
[214] NHK Archives. *"Sengo seiji no sōkessan" nakasone shushō taijin* [en ligne]. https://www2.nhk.or.jp/archives/movies/?id=D0009030698_00000 (consulté le 6 novembre 2023)

de la guerre dans une position de subordination vis-à-vis de l'autre. En matière de pouvoir de négociation, la position japonaise s'était d'autant plus détériorée que la crainte de voir l'archipel basculer dans le camp marxiste s'était estompée. Une opposition frontale aux États-Unis, à savoir une franche guerre commerciale, ne fut jamais envisagée à Tokyo ; l'on ne pouvait s'imaginer adopter une posture combative et pugnace vis-à-vis de la superpuissance américaine, avec qui le perdant de la guerre du Pacifique était parvenu à créer, nonobstant un passé on ne peut plus conflictuel, une relation privilégiée. Les dirigeants nippons ne voyaient pas d'autre solution que de se plier aux revendications de leur allié, qui plaidait donc avec vigueur en faveur d'une libéralisation de l'économie japonaise. Dès 1978, le premier ministre Fukuda Takeo déclarait ainsi devant le Parlement :

> Le problème qui doit être résolu en priorité concerne notre excédent commercial. Nous devons nous appliquer à augmenter les importations via l'adoption d'une économie organisée autour de la demande intérieure, à participer activement au cycle de négociation du GATT de Tokyo, à abaisser les tarifs douaniers, à supprimer les restrictions aux importations, à renforcer la libéralisation et à ouvrir nos marchés[215] [*traduction par l'auteur*].

L'année suivante, toujours devant la Diète, Ōhira Masayoshi, qui venait de succéder à Fukuda au poste de premier ministre, affirmait à son tour qu'il était nécessaire d'accroître la demande intérieure, d'encourager l'ouverture du marché vis-à-vis de l'étranger et de développer « les exportations faisant plaisir aux pays partenaires[216] », dans le but de « mettre en œuvre une gestion économique approuvée par la communauté internationale[217] » [*traduction par l'auteur*]. L'attitude compréhensive, voire docile, du gouvernement japonais devait permettre l'apaisement des tensions commerciales dont il craignait les effets dévastateurs. Outre ces considérations géostratégiques, la vague néolibérale originaire du monde anglo-saxon déverserait sur l'archipel les fondements idéologiques indispensables à une réforme profonde du système d'après-guerre.

Le néolibéralisme se réfère à un courant de pensée économique apparu aux États-Unis dans les années 1970 en réponse à la situation de stagflation qui mettait alors en péril les perspectives de croissance. Cette nouvelle doctrine prétendait apporter une solution aux problèmes du chômage et de l'inflation, dont la combinaison avait mis à mal les outils keynésiens

[215] Discours de Fukuda Takeo le 21 janvier 1978 lors de la 84e session ordinaire de la Diète
[216] Discours d'Ōhira Masayoshi le 25 janvier 1979 lors de la 87e session ordinaire de la Diète
[217] Ibid.

traditionnels[218]. Les remèdes promus par les néolibéraux permettaient surtout de rehausser les profits des grandes entreprises : comme l'expliquent Robert Chernomas et Ian Hudson, « les politiques néolibérales transférèrent les risques économiques de l'État et de l'entreprise aux travailleurs[219] » [*traduction par l'auteur*]. Parmi les principales figures du néolibéralisme figurent Milton Friedman, apôtre du monétarisme et chef de file de l'École de Chicago, le philosophe et économiste Friedrich Hayek, George Stigler, Sam Peltzman, Gary Becker, James Buchanan ou encore Gordon Tullock. Ces théoriciens prônaient le libre cours des forces du marché, la réduction des interventions de l'État dans l'économie, les mesures de dérégulation et l'allègement du secteur public à travers les politiques de privatisations. Ronald Reagan aux États-Unis et Margaret Thatcher au Royaume-Uni adhérèrent à cette vision économique et s'attelèrent à mettre en œuvre les principes du néolibéralisme dans leur pays respectif.

À l'instar de leurs inspirateurs occidentaux, les néolibéraux japonais soutenaient que leurs mesures permettraient de restaurer les justes équilibres économiques que les apôtres de la pensée keynésienne avaient absurdement détraqués. Le journaliste économique Yoshitomi Masaru déclarait ainsi en 1983 : « Les politiques néolibérales tentent de corriger des idéologies de plein-emploi et d'État-providence devenues démesurées[220] » [*traduction par l'auteur*]. L'économiste Kanō Yoshikazu faisait également part de son enthousiasme vis-à-vis de ce nouveau courant économique :

> Je pense que la privatisation constitue l'une des doctrines clefs des années 1980. La privatisation représente le moyen de répondre, aux lendemains des avancées technologiques et des processus d'internationalisation-libéralisation opérés durant les années 1970-1980, à la désuétude des entreprises publiques et des syndicats[221] [*traduction par l'auteur*].

Le gouvernement japonais embrassa dès le milieu des années 1980 les principes du néolibéralisme. Plusieurs privatisations retentissantes furent décidées : en 1985, Nippon Telegraph and Telephone Public Corporation et Japan Tobacco and Salt Public Corporation furent privatisés et renommés respectivement Nippon Telegraph and Telephone Corporation (NTT) et Japan Tobacco ; puis, en 1987, ce fut au tour de la Japanese National Railways (JNR)

[218] Chernomas, Robert & Hudson, Ian. *The Profit Doctrine: Economists of the Neoliberal Era*. Londres : Pluto Press, 2017, p. 24
[219] Ibid., p. 25
[220] Yoshitomi, Masaru. Shin-jiyūshugi no rekishi-teki yakuwari – Murakami Yasusuke shi "shin-jiyūshugi keizai-seisaku hihan" ni kotaeru. In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(2), p. 126
[221] Kanō, Yoshikazu. Mineika kiseidanwa wa sekai no chōryū – atarashī shidōgenri wo motomete. In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(1), p. 212

de passer dans les mains du privé, en devenant au passage Japan Railways (JR)[222]. La même année, l'État vendit toutes les parts qu'il détenait dans Japan Airlines (34,5 % du total)[223]. La dérégulation des secteurs de la télécommunication, du tabac, du sel, des transports ferroviaires et de l'aviation civile, conjuguée à la privatisation de leur entreprise phare, représentait un choix politique fort qui entérinait le vaste mouvement de réformes économiques.

L'un des symboles de la conversion politique au néolibéralisme et à « l'internationalisme économique » fut la publication en 1986 du rapport Maekawa (*Maekawa ripōto*), qui annonça une transformation en profondeur de l'économie nippone. Le rapport de onze pages, rédigé par le Groupe de recherche pour l'élaboration d'une structure économique propice à la coopération internationale (*Kokusai kyōchō no tame no keizai kōzō chōsei kenkyūkai*), organe consultatif mis sur pied par le premier ministre Nakasone, proclamait en guise de préambule :

> Aujourd'hui, notre pays se trouve à un moment historique où il doit opérer une transition majeure dans sa politique économique traditionnelle et son mode de vie national. Sans une telle transition, le développement de notre pays est impensable. À l'avenir, il est impératif que le gouvernement établisse comme objectif politique à moyen terme de réduire le déséquilibre de la balance des paiements avec constance et de manière internationalement harmonieuse. [...] Notre important excédent commercial est fondamentalement enraciné dans la structure économique de notre pays, notamment du fait de son orientation vers l'exportation. Il est impératif de mettre en œuvre des mesures révolutionnaires d'ajustement structurel dans notre pays et de travailler à l'élaboration d'une structure économique internationalement coordonnée [224] [*traduction par l'auteur*].

En vue de cette future transition économique, le rapport présentait une série d'objectifs politiques généraux : renforcer le régime de libre-échange, améliorer l'accès au marché nippon, promouvoir la déréglementation, augmenter la demande intérieure et les importations, libéraliser les marchés financiers, ou encore réformer un système fiscal jugé trop favorable à l'épargne[225]. Des mesures plus spécifiques étaient ensuite préconisées : par exemple, pour accroître la demande intérieure, l'on recommandait la mise en œuvre d'une politique de logement active et la promotion du développement urbain, à travers notamment la construction

[222] Baijal, Pradip. From Nationalisation to Privatisation: UK and Japan. In : *Economic and Political Weekly*, 2000, vol. 35(13), p. 1106
[223] Toyama, Yoshihiro. Privatization of public enterprises and its problems in Japan. In : *International Journal of Social Economics*, 1998, vol. 25(2/3/4), p. 394
[224] Kokusai kyōchō no tame no keizai kōzō chōsei kenkyūkai. *Hōkokusho* [en ligne]. https://www.komazawa-u.ac.jp/~kobamasa/lecture/japaneco/maekawarep.htm (consulté le 6 septembre 2023)
[225] Ibid.

de nouvelles zones résidentielles. Le texte précisait que cet effort d'expansion foncière et immobilière devrait être soutenu par des mesures de déréglementations et d'incitations fiscales. Concernant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le rapport préconisait la réduction du temps de travail de manière à adopter le même rythme de travail que celui en vigueur dans les pays occidentaux. Au sujet de la politique industrielle, le Groupe Maekawa appelait à une « transition vers une structure industrielle internationalement harmonieuse[226] » [*traduction par l'auteur*], une formule délibérément ambiguë signifiant en fait le transfert des usines à l'étranger et la désindustrialisation relative de l'archipel. Quant à l'augmentation des importations, le rapport annonçait l'élimination des obstacles non tarifaires aux échanges, tout en suggérant la mise en œuvre de campagnes publiques pour encourager les citoyens à acheter davantage de produits importés. Un volet était également consacré au soft power nippon, lequel devrait être développé à travers la promotion de la langue japonaise à l'étranger et l'intensification de la coopération universitaire.

La publication du rapport Maekawa suscita des réactions disparates. Iida Tsuneo, alors professeur à l'International Research Center for Japanese Studies, considéra que ce texte était peu intéressant dès lors que les autorités parlaient déjà depuis plusieurs années de renforcer la demande intérieure et d'ouvrir le marché[227]. Selon Iida, les observateurs politiques s'attendaient à découvrir des chiffres précis et des objectifs concrets, mais le rapport se limita à énoncer des principes généraux. Le professeur révélait par ailleurs la teneur d'une discussion particulièrement intéressante qu'il avait eue avec Maekawa peu après la publication du rapport :

> Je dis à M. Maekawa : « Je pense que la valeur de ce rapport repose sur son abstraction ainsi que sur sa quasi-vacuité. » À cela, Maekawa me répondit honnêtement, avec un sourire en coin : « Je ne sais pas bien si vous me complimentez ou si vous me raillez, mais vous avez raison quant au fait que nos calculs ne donnaient pas de résultat satisfaisant. » Puis il ajouta : « Mais si l'on écrit de telles choses, les États-Unis vont se fâcher »[228] [*traduction par l'auteur*].

Au contraire d'Iida qui ne percevait pas la portée du rapport Maekawa, Ishihara Shintarō souligna le bouleversement moral induit par ce texte, qui encourageait des comportements dénigrés jusqu'alors dans la société japonaise :

[226] Ibid.
[227] Iida, Tsuneo. "Amerika no jubaku" kara no dakkyaku. In : *Bungeishunjū*, 1989, vol. 67(13), p. 106
[228] Ibid., p. 107

> L'un des oracles du rapport Maekawa stipulant qu'il ne faudra désormais plus épargner mais au contraire dépenser, la maturité que l'on nous prescrit revient à exiger des citoyens qu'ils vivent dans le plus grand excès. [...] Alors que l'on nous expliquait jusqu'à hier que la figure idéale était Ninomiya Kinjirō[229], on nous dit soudainement qu'à partir d'aujourd'hui celui-ci est remplacé par Ohara Shōsuke[230] : il est naturel que l'on s'inquiète de la confusion née parmi la population[231] [*traduction par l'auteur*].

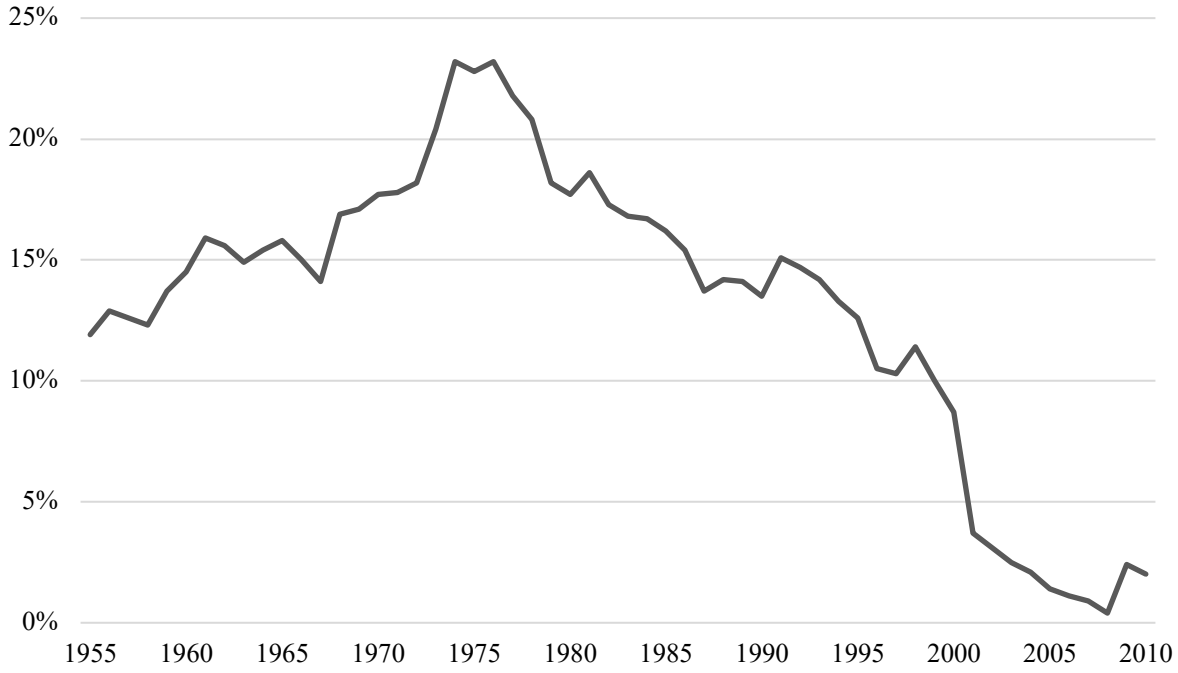
Ninomiya Kinjirō, aussi connu sous le nom de Ninomiya Sontoku, était un penseur de la fin de l'époque Edo rendu célèbre par ses théories économiques empreintes de considérations éthiques et religieuses. Sa doctrine intitulée *hōtoku shisō*, que l'on pourrait traduire par « pensée de la gratitude rendue », se fondait notamment sur les concepts de *bundo* et de *suijō* : tandis que le *bundo* impliquait une consommation personnelle mesurée et juste, c'est-à-dire adaptée aux besoins de chaque individu, le *suijō* prescrivait l'épargne, l'investissement et le partage. Les principes économiques de Ninomiya avaient été édifiés à partir d'une conception de la société qu'il s'agit de souligner : les communautés étaient envisagées comme des ensembles fragiles dont l'harmonie était menacée par l'intempérance et les excès potentiels de ses membres. Cette représentation contredit radicalement l'un des postulats libéraux de base selon lequel les vices privés mèneraient au bien public. Quant à Ohara Shōsuke, il est un personnage fictif dont les malheurs sont évoqués dans la chanson folklorique *Aizubandaisan*. Le pauvre se serait ruiné à force de dormir jusqu'à tard, de boire sans modération et de fainéanter toute la journée. Ohara Shōsuke incarne donc le jouisseur qui finit inévitablement par dilapider ses économies. En invoquant l'une après l'autre les figures du sage Ninomiya Kinjirō puis de l'oisif Ohara Shōsuke, Ishihara Shintarō relevait la violence et l'étrangeté des transformations morales soudainement promues par l'État nippon.

Les statistiques relatives au taux d'épargne révèlent un changement de comportement notable des consommateurs nippons. Le graphique 4 ci-dessous décrit l'évolution du taux d'épargne moyen des ménages japonais. Les tendances sont claires : alors que le taux d'épargne augmente continuellement jusqu'à la moitié des années 1970, il décroît depuis lors fortement jusqu'à atteindre des niveaux dérisoires au cours des années 2000. Il passa ainsi en trente ans de 23,2 % en 1976 à seulement 1,1 % en 2006. Il est donc intéressant de noter que les prescriptions du rapport Maekawa furent suivies et qu'en matière d'économie, les Japonais,

[229] Ninomiya Kinjirō (1787-1856), ou Ninomiya Sontoku, était un penseur de l'ère Edo, particulièrement connu pour ses idées concernant l'économie et l'agriculture.
[230] Ohara Shōsuke est un personnage de fiction apparaissant dans la chanson folklorique *Aizubandaisan*.
[231] Ishihara, Shintarō. Yoka-jidai no akumu : raiseiki no yoin (6) – "rejua-jidai" to iu kakegoe no shita ni hisomu gyōsei no fusakui ga hōchi suru kiken na wana. In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(12), p. 185

selon l'analogie d'Ishihara, s'éloignèrent de Ninomiya Kinjirō et se rapprochèrent d'Ohara Shōsuke.

Graphique 4: Taux d'épargne des ménages japonais



Source : Cabinet Office, *Heisei 27 nendo nenji keizai zaisei hōkoku (keizai zaisei seisaku tantō daijin hōkoku)*

Nakasone Yasuhiro

La vague néolibérale eut lieu sous les mandats de Nakasone Yasuhiro. Avant son arrivée au pouvoir, la situation politique demeurait flottante et abreuvée d'incertitudes, même si la majorité des acteurs étatiques semblaient désormais convaincus de la nécessité de mettre en œuvre des changements structurels. Ce fut dans ce contexte singulier que Nakasone fut investi premier ministre par la Diète le 27 novembre 1982. Après de longues années passées dans les hautes sphères du pouvoir – il fut nommé dès 1959-1960 ministre des Sciences et des Technologies, puis en 1967-1968 ministre des Transports, ministre de la Défense en 1970-1971, à nouveau ministre des Sciences et des Technologies en 1972, ministre de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie entre 1972 et 1974, et enfin ministre de la Gestion administrative entre 1980 et 1982 –, Nakasone atteignait enfin la consécration. Il faisait partie depuis une dizaine d'années des figures phares du paysage politique nippon, si bien que son nom figurait, aux côtés de Tanaka Kakuei, Miki Takeo, Fukuda Takeo et Ōhira Masayoshi, comme l'un des

piliers du *sankakudaifukuchū*, formule désignant les cinq personnages les plus éminents de la scène politique japonaise, tous membres du Parti libéral-démocrate – le terme *sankakudaifukuchū* se compose de cinq sinogrammes, chacun représentant le nom ou le prénom de l'un des politiciens en question. Néanmoins, contrairement à ses quatre confrères, Nakasone ne s'était pas encore hissé à la tête du gouvernement, ce qui le plaçait légèrement en retrait par rapport à ces derniers ; cette injustice serait désormais corrigée.

Il convient ici de rappeler quelques spécificités du système politique japonais, dont la forme assurément démocratique contrastait avec des pratiques que l'on pourrait qualifier de clientélistes, voire de claniques. Le parlementarisme nippon, dominé jusqu'alors sans partage par les seuls libéraux-démocrates, faisait des luttes de factions au sein du PLD un sujet bien plus important, du moins d'un point de vue politicien, que les affrontements entre partis. Les factions, appelées *habatsu* en japonais, ne sont pas de simples coteries informelles telles qu'elles peuvent exister dans toute organisation humaine. Les *habatsu* sont en fait des groupes quasi-institutionnalisés : leurs membres sont déclarés, ils se rencontrent régulièrement lors des réunions hebdomadaires, les portefeuilles ministériels sont distribués en fonction du poids de chaque faction, les postes clés au sein du parti sont attribués équitablement...[232] Le politologue Kohno Masaru n'hésite ainsi pas à décrire le *habatsu* comme « l'unité organisationnelle centrale[233] » des partis politiques nippons.

Deux types d'explications s'affrontent concernant l'émergence puis la perpétuation du système de factions au Japon : des explications *culturalistes* d'une part et *institutionnalistes* d'autre part.

Selon la première doctrine, la prépondérance des relations clientélistes dans le monde politique découlerait des normes culturelles nippones telles que le respect aigu des hiérarchies, l'importance accordée au principe de séniorité, ou encore l'observance stricte des règles de patronage. Des auteurs tels que Richardson et Flanagan affirment ainsi que la structure singulière de la politique japonaise tirerait son origine de la relation *oyabun-kobun* et de son poids au sein de la société nippone[234]. Développé à la fin du XVIIe siècle, ce système de parenté rituelle s'inspire du lien parent-enfant (*oya-ko*) afin de reproduire, dans le cadre de rapports professionnels, économiques ou politiques, les hiérarchies familiales et le code de conduite qui

[232] Park, Cheol Hee. Factional Dynamics in Japan's LDP since Political Reform: Continuity and Change. In : *Asian Survey*, 2001, vol. 41(3), p. 430
[233] Kohno, Masaru. Rational Foundations for the Organization of the Liberal Democratic Party in Japan. In : *World Politics*, 1992, vol. 44(3), p. 369
[234] Richardson, Bradley M. & Flanagan, Scott C. *Politics in Japan*. Boston: Little, Brown and Company, 1984, p. 102

en découle : le patron (*oyabun*) prend soin de ses protégés (*kobun*), lesquels honorent une obligation morale de fidélité à son égard ; les « enfants » entretiennent ensuite entre eux une relation fraternelle respectant la séniorité (l'aîné est l'*anikibun*, le cadet est l'*otōtobun*), et lorsqu'un protégé introduit à son tour un nouveau membre, ce dernier devient aussitôt le petit-fils (*magobun*) du grand patron (*ōoyabun*)[235].

Les institutionnalistes considèrent quant à eux que la prééminence des factions découle directement du système électoral d'après-guerre, celui que les Japonais nomment « scrutin à circonscriptions moyennes » (*chūsenkyokusei*) et qui correspond en fait au système de vote unique non transférable[236]. L'appellation de « scrutin à circonscriptions moyennes » tire son origine des différents régimes électoraux expérimentés au Japon à la suite de l'institution de la Diète impériale en 1890. Durant trois décennies, le système de vote pour la chambre basse oscilla entre deux méthodes : le « scrutin à petites circonscriptions » (*shōsenkyokusei*), en vigueur de 1890 à 1898 puis de 1920 à 1924, et le « scrutin à grandes circonscriptions » (*daisenkyokusei*), utilisé entre 1902 et 1917[237]. Le « scrutin à petites circonscriptions » était un scrutin uninominal majoritaire : il n'y avait qu'un seul élu par circonscription, ce qui signifiait que le territoire national était divisé en autant de circonscriptions qu'il y avait de représentants. Quant au « scrutin à grandes circonscriptions », il s'agissait d'un scrutin plurinominal majoritaire : les circonscriptions, dont les limites avaient été redéfinies, élisaient désormais plusieurs députés – jusqu'à treize pour le plus district le plus dense[238]. Si la typologie japonaise des systèmes électoraux peut paraître confuse, c'est parce qu'elle s'aligna initialement sur la classification occidentale et sur sa distinction cardinale entre procédés uninominal et plurinominal, tout en nommant ces différents modes de scrutin sur la base d'un critère distinct, à savoir la taille des circonscriptions. Ainsi, le « scrutin à circonscriptions moyennes » introduit en 1928 était, à l'instar du « scrutin à grandes circonscriptions », un scrutin plurinominal ; seulement, les modalités relatives à la répartition des votes avaient été renouvelées grâce à l'introduction du vote unique non transférable[239]. Comme les circonscriptions avaient été redécoupées de telle façon que chacune élût désormais entre trois et cinq députés, leurs nouvelles dimensions, plus grandes qu'au moment des scrutins *shōsenkyokusei* mais plus

[235] Ishino, Iwao. The Oyabun-Kobun: A Japanese Ritual Kinship Institution. In : *American Anthropologist*, 1953, vol. 55(5), pp. 696-698
[236] Kawato, Sadafumi. Chūsenkyokusei-kenkyū to shinseido-ron. In : *Senkyo kenkyū*, 2000, vol. 15, p. 5
[237] Shimizu, Yuichirō. Nihon no senkyoku wa dō tsukuraretaka : kūkanteki seiji seido no shiten wo kangaeru. In : *Nenpō seijigaku*, 2016, vol. 67(2), p. 14
[238] Ibid., pp. 20-21
[239] Naraoka, Sochi. The background of the introduction of the medium-sized constituency system in 1925. In : *The Annuals of Japanese Political Science Association*, 2009, vol. 60(1), p. 42

petites que lors les scrutins *daisenkyokusei*, furent bonnement qualifiées de « moyennes » – d'où l'appellation « scrutin à circonscriptions moyennes ». Cette classification laisse malencontreusement entendre que le *chūsenkyokusei* serait un système électoral à mi-chemin entre les processus uninominal et plurinominal, ce qu'il n'est pas ; c'est pourquoi les puristes préféreront parler de *daisenkyoku tanki-hiijōshiki tōhyō* [240], soit « scrutin à grandes circonscriptions avec vote unique non transférable ».

Après quelques tâtonnements durant l'immédiat après-guerre, le scrutin à circonscriptions moyennes survécut à la vaste réforme du système électoral mise en œuvre dans le cadre du processus de démocratisation. Le vote unique non transférable se déroule ainsi : les électeurs votent dans leur circonscription pour un seul candidat ; les candidats sont ensuite triés en fonction de leur résultat, et les mieux classés sont élus dans les limites du nombre de sièges établi au préalable – généralement entre trois et cinq[241]. Afin de remporter le maximum de sièges, les partis politiques doivent préparer une liste de candidats en tenant compte de deux écueils : si le nombre de candidats est trop important, les votes risquent de se disperser ; s'il ne l'est pas assez, ou si un candidat se démarque trop des autres, les votes seront « gaspillés ». Prenons l'exemple d'un parti politique assuré de remporter 60 % des suffrages dans une circonscription où un score de 20 % suffit pour être élu. La stratégie optimale consisterait alors à présenter trois candidats de même calibre afin qu'ils obtiennent chacun 20 % des voix et qu'ils conquièrent ainsi trois sièges. Si le parti, par excès de confiance, présente six candidats similaires, chacun d'eux recevra 10 % des voix et aucun n'atteindra le pourcentage requis pour être élu. Au contraire, si le parti, par excès de prudence, ne soutient qu'un seul candidat, ce dernier obtiendra 60 % des voix, un score certes flatteur mais qui ne rapporte qu'un siège au parti, soit deux de moins que s'il avait opté pour la stratégie optimale : en ce sens, l'excès de 40 % sera « gaspillé ». Un phénomène analogue se produira si l'un des candidats en venait à surclasser ses concurrents, quand bien même le parti en présenterait le nombre adéquat ; en effet, une répartition trop inégale des suffrages entre les différents candidats – par exemple 50 % pour le premier et 5 % pour les deux suivants – occasionnera un manque à gagner pour le parti – en l'occurrence deux sièges, puisque seul sera élu le candidat ayant atteint 50 %.

C'est donc ce système électoral que les institutionnalistes considèrent être la cause principale de la prééminence des factions : dès lors que des candidats d'un même parti doivent rivaliser au sein d'une même circonscription, ils recherchent naturellement à l'intérieur de leur famille politique le soutien de « sous-groupes », lesquels prennent rapidement la forme de

[240] Maeda, Hiroshi. Teisū zesei to senkyo seido. In : *The Review of Tokuyama University*, 1986, vol. 25, p. 84
[241] Naraoka, Sochi, op. cit., p. 42

factions[242]. S'inspirant de la Loi de Duverger, qui affirme que le scrutin uninominal majoritaire à un tour favorise l'émergence du bipartisme, Kohno Masaru soutient même que le nombre de ces « sous-groupes » découle directement de la taille des districts électoraux : dès lors que le système d'après-guerre prévoit l'élection de trois à cinq candidats par circonscription, l'on peut s'attendre à ce que le nombre de factions ne dépasse pas cinq[243].

Depuis que Satō Eisaku avait démissionné en 1972 de son poste de premier ministre, la faction Tanaka occupait sur l'échiquier politique une place prépondérante, si ce n'est hégémonique, qu'elle était parvenue à conserver en dépit des déboires judiciaires, à partir de 1974, de son charismatique chef de file. Si ce dernier avait été conduit à se retirer du gouvernement après la publication dans le magazine *Bungeishunjū* d'un article le suspectant d'avoir tiré profit de sa fonction étatique afin d'accroître son empire immobilier, et que sa possible implication dans l'affaire Lockheed l'empêchait de recouvrer une place dans l'exécutif, Tanaka s'était rapidement reconverti en faiseur de rois tapi dans l'ombre ; celui que l'on surnommait désormais *yami-shōgun*, soit le « shogun des ténèbres », demeurait un acteur incontournable de la politique japonaise. C'était donc grâce au patronage de Tanaka que Nakasone avait pu être nommé premier ministre. Les opposants et autres détracteurs du nouveau chef du gouvernement le dénommèrent aussitôt Tanakasone[244], afin de souligner sa subordination envers l'omnipotent shogun des ténèbres ; Nakasone pouvait apparaître alors comme une simple marionnette, un premier ministre fantoche désigné uniquement pour servir de bouche-trou en attendant le retour probable d'un Tanaka ayant réussi à se débarrasser de ses problèmes judiciaires. Surtout, Nakasone se créa dès son arrivée à la tête du Cabinet de nombreux ennemis au sein du PLD en raison de son partage des postes ministériels jugé inéquitable : au mépris des normes officieuses régissant les rapports entre factions, le premier ministre avait fait la part belle aux partisans de Tanaka en nommant notamment Gotōda Masaharu au poste de Secrétaire général du Cabinet[245]. En dépit de ces débuts compliqués, Nakasone s'imposerait bientôt comme un premier ministre populaire, particulièrement charismatique et influent, dont la longévité politique impressionnerait puisqu'il resterait à la tête du gouvernement pendant cinq ans, de 1982 à 1987, ce qui représente une durée conséquente au pays du Soleil-Levant.

[242] Park, Cheol Hee, op. cit., p. 431
[243] Kohno, Masaru, op. cit., pp. 389-390
[244] Imahori, Morimichi. *"Yūjō" no kage de shinkeisen tanaka kakuei moto shushō e no tegami nakasone yasuhiro shi "yami shōgun" ni katezu* [en ligne].
https://www.sankei.com/article/20180528-QZPSYDXU3ZLPDDTRRDLFTQPFEA/ (consulté le 7 mars 2023)
[245] Uchida, Kenzō. Kaizu naki funade – shin saishō no kyozō to jitsuzō. In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(1), p. 98

D'un point de vue électoral, Nakasone dut affronter quelques difficultés en tant que chef du Parti libéral-démocrate, mais il parvint toujours à rebondir. Son premier accroc survint au lendemain des élections législatives de décembre 1983, lorsque son parti perdit, de peu, la majorité absolue des sièges à la Chambre des représentants. Le PLD parvint à trouver rapidement une solution : il gouvernerait dès lors avec l'appui du Club néolibéral (*shinjiyū kurabu*) et de ses huit élus. Cette coalition perdura deux ans et demi, jusqu'à ce que Nakasone, qui souhaitait depuis recouvrer le contrôle total de la chambre basse, annonçât le 2 juin 1986 la dissolution de la Chambre des représentants. Le premier ministre expliquerait avoir médité cette dissolution dès janvier mais « avoir fait semblant de dormir, avoir fait le mort » : ce fut pourquoi cet événement fut surnommé *shindafuri kaisan*, soit la « dissolution de la mort feinte »[246]. La date de l'élection à la Chambre des représentants fut fixée au 6 juillet 1986, le même jour que l'élection à la Chambre des conseillers. Cette double élection législative vit la victoire écrasante de Nakasone et des libéraux-démocrates qui emportèrent 300 sièges sur 512, soit 50 de plus que lors du précédent scrutin. Ayant soudainement perdu de sa pertinence, le Club néolibéral fut dissout et la plupart de ses membres rejoignirent le PLD. Le premier parti du Japon pouvait exulter. Ce triomphe serait pourtant suivi d'une période de déclin pour les libéraux-démocrates, qui verraient leur majorité réduite en 1990, puis renversée trois ans plus tard.

En matière d'idées politiques, Nakasone se présentait comme un champion du néolibéralisme. Anticommuniste et réformateur, il se rêvait en fait en Reagan japonais. Il adhérait à la vision défendue entre autres par les professeurs Satō Seizaburō, Kōyama Ken'ichi, Kumon Shunpei et Kōsaka Masataka, qui peuvent être considérés à des degrés divers comme les cerveaux du gouvernement à partir du mandat d'Ōhira (1978-1980). Ces politologues promouvaient un « renouveau du conservatisme » qui devait passer par l'élimination des derniers reliquats du Japon impérial. Leur « conservatisme » s'appuyait sur la promotion des droits de l'homme, de l'État de droit, de l'égalité hommes-femmes...[247] Ces conseillers se présentaient comme des conservateurs car ils abhorraient l'avenir radieux promis par les communistes, mais ils étaient en fait des progressistes libéraux. Inspirée par les politiques thatchériennes et reaganiennes, l'administration Nakasone entreprit de nombreuses réformes internes pour transformer une nation jugée encore rétrograde dans bien des domaines : modèle économique, système fiscal, éducation, organisation du territoire...

[246] Kiyomiya, Shin'ichi. *Kokkai bōtō kaisan wa kako 3 rei – izure mo jimintō ga shōri* [en ligne]. https://www.sankei.com/article/20170924-PK3F46PLAJJ6HOSGOQRA5L34EY/ (consulté le 20 juin 2021)
[247] Shirai, Satoshi, op. cit., p. 69

La réforme fiscale

Le système fiscal nippon d'après-guerre avait été élaboré durant l'occupation américaine, conformément aux recommandations des rapports Shoup de 1949 et 1950[248]. Ces deux rapports, rédigés par un groupe d'experts fiscalistes dirigé par l'économiste Carl Shoup, avaient servi de base à la restructuration de l'imposition japonaise. L'équipe de Shoup préconisait l'élaboration d'un système centré sur l'impôt sur le revenu des particuliers ; les fiscalistes américains recommandaient dans cette optique de réduire l'imposition sur le revenu des entreprises, tout en prônant une baisse de l'impôt national qui serait compensée par une augmentation des impôts locaux (préfectoraux et municipaux)[249]. Malgré quelques modifications notables, notamment au sujet de l'imposition sur les gains en capital que les Japonais préférèrent ne pas augmenter, le gouvernement nippon mit en œuvre la plupart des mesures recommandées par les rapports Shoup ; le professeur Ishi Hiromitsu, spécialiste en finance publique, affirme ainsi que cette réforme fiscale peut être considérée comme l'une des plus réussies au monde[250].

Le système fiscal d'après-guerre n'était pourtant pas parfait, et certaines de ses caractéristiques se retrouvaient souvent au centre des critiques. Parmi ses principaux défauts étaient mises en avant une imposition excessive du travail et une taxation trop faible du capital (imposition sur les dividendes et les intérêts), un décalage encore amplifié par le fait que la première était presque automatique tandis que la seconde se basait sur l'auto-déclaration[251]. Plusieurs mesures, telles que la décision datant de 1953 de ne plus taxer les plus-values réalisées sur les ventes de valeurs mobilières, ou l'introduction en 1963 du système du *maruyū* prévoyant des exemptions d'impôt sur les petites épargnes, contribuaient à la faible imposition du capital[252]. Cette structure devait servir à encourager l'épargne, l'augmentation du patrimoine et la croissance économique.

L'on reprochait en outre au système fiscal nippon d'exacerber les « inégalités horizontales » entre différents types de travailleurs, à cause de la diversité des régimes auxquels ils étaient soumis. La formule « 10-5-3-1 » était utilisée pour dénoncer cette injustice : elle signifiait que, par rapport aux salariés – les *salarymen* – qui déclaraient l'intégralité de leurs revenus, les

[248] Shoup, Carl S. *The Tax Mission to Japan, 1949-1950* [en ligne]. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNABP721.pdf (consulté le 19 septembre 2023)
[249] Ibid.
[250] Ishi, Hiromitsu. Historical Background of the Japanese Tax System. In : *Hitotsubashi Journal of Economics*, 1988, vol. 29(1), pp. 14-15
[251] Noguchi, Yukio. The Changing Japanese Economy and the Need for a Fundamental Shift in the Tax System. In : *The American Economic Review*, 1992, vol. 82(2), p. 226
[252] Ibid.

entrepreneurs ne déclaraient que 50 % de leurs bénéfices, les agriculteurs 30 % et les politiciens seulement 10 %[253]. La volonté de mettre fin aux traitements fiscaux préférentiels s'était accrue au fil des ans. Par ailleurs, les déséquilibres concernant l'impôt sur le revenu étaient aggravés par le phénomène de *bracket creep*, parfois traduit en français par « progression à froid » ou « effet multiplicateur de l'inflation » : dans un régime d'impôt progressif, l'inflation, au vu de la hausse nominale des revenus qu'elle provoque, fait passer les contribuables dans un barème de perception plus élevé, ce qui entraîne un alourdissement réel de l'imposition et, *in fine*, une perte de pouvoir d'achat[254].

Les premiers projets de réforme profonde du système d'imposition avaient émergé à la fin des années 1970, lorsque le gouvernement Ōhira avait proposé l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée ainsi qu'une révision des avantages fiscaux. Le ralentissement de la croissance mondiale à la suite des chocs pétroliers avait eu un effet négatif sur l'économie nippone et sur les recettes fiscales ; dès lors que le déficit budgétaire se creusait, l'idée d'une réforme de l'imposition avait grandi au sein du PLD[255]. Ce projet s'était toutefois heurté à une grande impopularité au sein de la population et avait été dès lors mis de côté.

Malgré une claire amélioration de la situation budgétaire, le gouvernement Nakasone avait relancé l'idée d'une réforme fiscale. Cette entreprise découlait principalement d'une volonté de diversifier la source des revenus fiscaux en réduisant l'imposition directe au profit de l'imposition indirecte. Nakasone souhaitait que les dirigeants nippons s'inspirassent de la réforme fiscale américaine entreprise par l'administration Reagan en 1986. Le 29 juin, Nakasone déclarait lors d'un discours à Toyama : « Les politiciens doivent diriger rondement [la réforme du système fiscal]. L'on ne pourra jamais produire quelque chose de similaire au plan américain si l'on demande aux fonctionnaires du ministère des Finances de préparer un projet de réforme[256] » [*traduction par l'auteur*]. Ces propos étaient révélateurs des réticences auxquelles il avait affaire au sein de son administration ainsi que de son mépris de la machine étatique, qu'il associait à la lourdeur et à l'immobilisme. Ils définissaient en outre l'exemple à suivre : l'Amérique de Reagan. Le premier ministre n'était pas le seul à vouloir s'inspirer d'un modèle extérieur. L'économiste Homma Masaaki écrivait ainsi au début des années 1990 qu'une révision de l'imposition sur le capital était indispensable à la fois pour favoriser

[253] Homma, Masaaki. Tax Reform in Japan. In : Ito, Takatoshi & Krueger, Anne O. *The Political Economy of Tax Reform*. Chicago: University of Chicago Press, 1992, p. 72
[254] Noguchi, Yukio. *The Changing…*, op. cit., p. 226
[255] Homma, Masaaki, op. cit., p. 69
[256] Cheng, Tzu-Chen. The Failure to Introduce the Consumption Tax in the Nakasone Cabinet. In : *Kokusai kōkyō seisaku kenkyū*, 2009, vol. 14(1), p. 199

« l'équité verticale » et pour se mettre en conformité avec les « standards internationaux »[257]. Ainsi, au-delà des raisons rationnelles, la réforme fiscale de la fin des années 1980 résulta sans doute d'un désir d'imitation du modèle américano-international. Le Japon devait cesser d'être « étrange » et se résoudre enfin à faire « comme les grands ».

Fortifié par la victoire du PLD aux élections législatives de juillet 1986, le gouvernement Nakasone accéléra dans son projet de réforme. La Commission consultative de la fiscalité, établie un an auparavant par le premier ministre, publia en octobre un plan de réforme reposant sur quatre piliers : une baisse de l'imposition sur le revenu, en particulier pour les travailleurs bénéficiant d'un salaire moyen ; une diminution du taux d'imposition sur les sociétés ; l'abolition de l'exemption d'impôt sur les petites épargnes ; et l'introduction d'un impôt indirect sur la consommation sous la forme d'une taxe sur la vente[258].

Cette dernière proposition provoqua immédiatement une levée de boucliers de la part des commerçants, qui ne voulaient pas être les grands perdants de la réforme à venir. Le gouvernement semblait pourtant décidé à introduire un impôt indirect, malgré la vive opposition de certains secteurs, notamment celui de la distribution, et de fortes dissensions au sein du patronat. L'on hésitait toutefois encore sur la forme exacte que devrait prendre ce nouvel impôt ; les débats se focalisaient désormais sur deux options : une taxe sur la valeur ajoutée ou, comme le prévoyait le plan établi par la Commission consultative de la fiscalité, une taxe sur la vente. Au fil des semaines, il apparut de plus en plus clairement que la seconde alternative serait choisie. Le gouvernement se résolut donc à affronter une immense opposition rassemblant entre autres les associations de consommateurs, les groupes d'entrepreneurs, les PME, le secteur manufacturier, la grande distribution (les chaînes de magasins et les grands magasins) et les syndicats de travailleurs[259]. Outre les raisons économiques, l'on reprochait vivement à Nakasone d'avoir déclaré durant la campagne électorale de 1986 qu'il ne serait pas question d'instaurer un nouvel impôt indirect. Le premier ministre avait tenté de persuader la foule en proclamant : « Pourriez-vous imaginer que ce visage puisse mentir ? » Il s'avérerait donc qu'il avait menti.

La cote de popularité de Nakasone, de son gouvernement et du PLD avait été affectée par ce projet de réforme fiscale. Les libéraux-démocrates subirent une première alerte en mars 1987, dans le contexte de l'élection spéciale dans la préfecture d'Iwate d'un siège à la Chambre des conseillers après le décès du sénateur libéral-démocrate Isurugi Michiyuki. Le candidat

[257] Homma, Masaaki, op. cit., p. 74
[258] Ibid., p. 76
[259] Cheng, Tzu-Chen, op. cit., p. 204

socialiste Ogawa Jin'ichi remporta 64 % des voix, ce qui représenta un triomphe stupéfiant pour un PSJ n'ayant pourtant obtenu qu'un score médiocre lors des législatives de juillet 1986 – 26 % – et dont la dernière victoire électorale à Iwate remontait à 1962 ; en ne récoltant qu'à peine 30 % des suffrages, le PLD subit quant à lui un camouflet. Les médias parlèrent alors du « choc d'Iwate » en se demandant si cet événement représentait un simple accroc pour la majorité ou s'il était révélateur d'un désaveu plus profond[260]. Les avis divergeaient au sein du gouvernement quant à l'attitude à adopter face à ce mécontentement populaire aigu. Le vice-premier ministre Kanemaru Shin voulut par exemple faire marche arrière et reconsidérer le projet de taxe sur la vente, mais Nakasone souhaitait persévérer et mettre en œuvre une réforme qui lui tenait particulièrement à cœur[261].

La colère de la population ne faiblissait pas : un mois après le choc d'Iwate, le PLD subissait une nouvelle défaite lors des élections locales unifiées d'avril 1987. Le premier ministre sentit qu'il ne parviendrait pas à passer en force sur ce sujet. Le gouvernement se résolut finalement à faire marche arrière : la taxe sur la vente de 5 % ne verrait jamais le jour.

D'autres réformes de la fiscalité furent néanmoins mises en œuvre, telle qu'une simplification de la structure des tranches d'imposition dont le nombre passait de quinze à douze, une baisse du taux d'imposition pour les revenus les plus bas et les plus hauts, l'introduction d'une déduction pour les époux ou épouses des travailleurs salariés censée remédier à une situation excessivement avantageuse pour les entrepreneurs, une révision du système *maruyū* d'exemption d'impôt sur les petites épargnes et une légère réduction du taux d'imposition des sociétés[262].

Au terme de la longue bataille politique qu'avait représentée la réforme fiscale, Nakasone devait désormais s'occuper de sa succession. Trois personnalités éminentes du Parti libéral-démocrate étaient pressenties pour lui succéder : le secrétaire général Takeshita Noboru, le président du conseil exécutif Abe Shintarō – gendre de l'ancien premier ministre Kishi Nobusuke et père du futur premier ministre Abe Shinzō – et le ministre des Finances Miyazawa Kiichi. Ces trois jeunes notables, surnommés par la presse les *new leaders* (*nyūrīdā*), étaient entrés depuis plusieurs mois en compétition pour accéder à la tête du gouvernement[263]. Le 4

[260] Haberman, Clyde. *Downfall of Nakasone? It Could Be a Tax Plan* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1987/04/04/world/downfall-of-nakasone-it-could-be-a-tax-plan.html (consulté le 25 septembre 2023)
[261] Cheng, Tzu-Chen, op. cit., p. 204
[262] Homma, Masaaki, op. cit., pp. 78-79
[263] Shapiro, Margaret. *Japanese Campaign Opens Quietly* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/10/09/japanese-campaign-opens-quietly/9ac63328-2016-4be9-b5f8-280165df6543/ (consulté le 27 septembre 2023)

juillet 1987, Takeshita avait formé une nouvelle faction baptisée *keiseikai* qui était immédiatement devenue le bloc majoritaire au sein du parti. Il se présentait donc en position de force. Le 20 octobre 1987, au terme de longues discussions entre le premier ministre, les cadres du parti et les *new leaders*, Nakasone désigna Takeshita pour lui succéder[264]. Le 6 novembre, la Diète entérina ce choix en élisant ce dernier premier ministre. La longue page Nakasone prenait fin.

L'héritage de Nakasone peut être difficile à juger. L'on se rappelle parfois certaines phrases choc et déclarations controversées – il avait notamment déclaré en 1986 que le niveau éducatif moyen des États-Unis était relativement bas à cause de ses nombreuses minorités noires, portoricaines et mexicaines, ce qui avait provoqué un tollé outre-Pacifique[265]. Ces polémiques demeurent néanmoins anecdotiques par rapport à son action politique et diplomatique. Le journaliste Philippe Pons présente Nakasone en les termes suivants :

> Parmi les premiers ministres japonais, plutôt ternes depuis la chute de Kakuei Tanaka en 1974, il fut celui qui bénéficia de la plus grande aura à l'étranger. Parlant anglais, entretenant une relation personnelle avec Ronald Reagan, il apparut comme un grand homme politique du Japon d'après-guerre. Il s'efforça de donner un tour « présidentialiste » à sa fonction[266].

Il était clair que le personnage se démarquait parmi ses pairs. Nakasone était particulièrement charismatique, grand – il mesurait presque un mètre quatre-vingts – et élégant. Il n'avait pas cette aura de fonctionnaire qui émane habituellement des ministres japonais. Sur les photos où il apparaît aux côtés de ses homologues américains ou européens, on le sent totalement à l'aise. En fait, son style et son allure étaient ceux des dirigeants occidentaux.

D'un point de vue idéologique, Nakasone fut un néolibéral jonglant entre nationalisme et internationalisme. Il justifiait intellectuellement cette ambivalence en considérant que sa patrie nippone ne pourrait prospérer qu'en « s'internationalisant ». En dépit du fait qu'il appelait à un « règlement définitif de la politique d'après-guerre », son cadre mental était celui du pays défait : au fond de lui, il était persuadé que la société japonaise, malgré son essor économique,

---

[264] Shapiro, Margaret. *New Leader of Japan Elected by Parliament* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/11/07/new-leader-of-japan-elected-by-parliament/417b6112-5f1b-4cea-8ed6-a8e4e4587337/ (consulté le 27 septembre 2023)

[265] Burgess, John. *Nakasone Suggests Minorities Put U.S. Society Behind Japan's* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1986/09/24/nakasone-suggests-minorities-put-us-society-behind-japans/aa67c979-4dff-42e7-9a13-ba93f4a07c1f/ (consulté le 27 septembre 2023)

[266] Pons, Philippe. *Yasuhiro Nakasone, ancien premier ministre du Japon, est mort* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/11/29/yasuhiro-nakasone-ancien-premier-ministre-du-japon-est-mort_6020987_3382.html (consulté le 27 septembre 2023)

était toujours « en retard » par rapport aux États-Unis. Il fallait nécessairement que le Japon délaissât ses particularités, perçues comme des imperfections, et se convertît aux structures économiques, commerciales et administratives américaines. En matière de politique étrangère, le politologue Shirai Satoshi écrit : « C'est durant [la période Nakasone] que s'impose la vision fausse selon laquelle les intérêts du Japon et des États-Unis ne sont jamais divergents[267] » [*traduction par l'auteur*]. Cette observation peut s'articuler avec la réflexion précédente : durant l'ère Nakasone, le gouvernement nippon se rangea systématiquement du côté de l'Amérique, car il ne pouvait pas entrer en confrontation avec le pays qu'il considérait comme son modèle. Lorsque son dernier mandat de premier ministre prit fin, Nakasone envoya un courrier au ton complice à son ami Reagan dans lequel il se félicitait d'avoir pu contribuer à la réalisation « d'une meilleure économie mondiale » et à la « consolidation de la solidarité occidentale[268] » [*traductions par l'auteur*]. Il terminait sa lettre par une métaphore inspirée du baseball : « À partir d'aujourd'hui, je ne serai plus en capacité officielle d'être ton "receveur", mais je serai ton "*cheerleader*" le plus enthousiaste et observerai avec passion, depuis le banc, tes lancers[269] » [*traduction par l'auteur*].

S'il sortit du lot en termes de charisme, Nakasone ne défendit pas des idées politiques allant à contre-courant de l'air du temps. Sa doctrine libérale et internationaliste était largement partagée au sein du PLD depuis le début des années 1980, et le mouvement de réformes continua après la fin de son dernier mandat. Il fut davantage le symbole d'une époque que son inspirateur.

La poursuite des réformes sous Takeshita

L'une des missions prioritaires de Takeshita fut de poursuivre la réforme fiscale amorcée par son prédécesseur. Le second volet de mesures fut préparé et introduit au plein milieu de la Bulle, dans un contexte d'effervescence financière et économique ; dès lors que le budget était largement excédentaire, il ne s'agissait pas de chercher à stabiliser les recettes de l'État, encore moins de les augmenter. Le plan de réformes de l'administration Takeshita, présenté devant la Diète en juillet 1988, s'articulait autour de quatre mesures phares : une baisse de l'impôt sur le revenu allant de pair avec une simplification de la structure des tranches d'imposition, une

[267] Shirai, Satoshi. Taibei-jūzoku dai-ni-sedai to shite no nakasone-seiken. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi. *1980 nendai*. Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, p. 60
[268] *Lettre de Nakasone Yasuhiro à Ronald Reagan*, 6 novembre 1987. WHORM Subject File, CO078 Japan, 578000-584999, Box 113, Ronald Reagan Library, Simi Valley, États-Unis
[269] Ibid.

uniformisation des taux d'imposition des sociétés, la mise en place d'un impôt sur les plus-values réalisées lors de la vente de valeurs mobilières – un impôt qui avait été, rappelons-le, aboli en 1953 – et l'introduction d'un impôt indirect sur la consommation qui prendrait la forme, cette fois-ci, d'une taxe sur la valeur ajoutée[270]. Au vu de l'immense colère qu'avait provoquée l'année précédente le projet de taxe sur la vente, la proposition de TVA était la plus délicate à mettre en œuvre. Malgré les efforts du gouvernement pour promouvoir sa réforme fiscale, tous les sondages réalisés auprès de la population indiquaient un rejet massif de ce nouvel impôt[271].

L'administration Takeshita décida de passer en force : une taxe à la consommation (*shōhi-zei*) de 3 % fut introduite en 1989. La mise en place de ce prélèvement obligatoire était compensée par l'abrogation de nombreux impôts nationaux – taxe d'accise (*buppin-zei*), impôt sur le sucre (*satō shōhi-zei*), taxe d'entrée (*nyūjō-zei*), taxe sur les cartes à jouer (*toranpurui-zei*), taxe de voyage (*tsūkō-zei*) – et régionaux – impôt sur l'électricité (*denki-zei*), sur le gaz (*gasu-zei*), taxe sur le bois (*mokuzai hikitori-zei*)[272]. Par ailleurs, plusieurs impôts liés à la consommation se substituaient à d'autres : la taxe sur les installations récréatives (*goraku-shisetsu riyō-zei*) était ainsi remplacée par la taxe sur le golf (*gorufu riyō-zei*), la taxe sur la restauration (*ryōri inshoku tō shōhi-zei*) était abandonnée au profit d'un impôt régional spécial sur la consommation (*tokubetsu chihō shōhi-zei*), les taxes sur le tabac étaient révisées...[273]

La taxe d'accise nippone avait un effet redistributif, car elle portait uniquement sur des produits considérés comme de luxe. Au contraire, la nouvelle taxe à la consommation s'appliquait à tous les biens et services, y compris aux produits de première nécessité, lesquels n'étaient jusqu'alors pas concernés par la taxe d'accise. L'on refusait désormais de catégoriser les différents produits au nom d'un principe de parité ; le gouvernement rejetait le positionnement moral qui sous-tendait implicitement le droit d'accise et décidait de déléguer cet arbitrage au marché. L'idéologie néolibérale transparaissait donc clairement dans cette dimension de la réforme fiscale. Par ailleurs, en matière de justice économique, la taxe à la consommation peut être considérée comme un impôt inéquitable dès lors qu'il affecte davantage les ménages à bas revenus, obligés de consacrer, par rapport aux ménages aisés, une part plus importante de leur budget à la consommation. Ce phénomène mécanique, conjugué à

[270] Homma, Masaaki, op. cit., pp. 80-82
[271] Ishi, Hiromitsu. Japan's VAT and Its Aftermath. In : *Hitotsubashi Journal of Economics*, 1992, vol. 33(1), p. 29
[272] Uemura, Toshiyuki. Kakei no kansetsu-zei futan to shōhi-zei no kongo: buppin-zei jidai kara shōhi-zei jidai no jikkō zeiritsu no suii [en ligne]. https://www.jbaudit.go.jp/koryu/study/mag/pdf/j33d02.pdf (consulté le 28 septembre 2023)
[273] Kanbe, Yūdō. *Tabako-zei wa sara ni hikiageru beki ka: tabako shōhi yokusei no kanten kara* [en ligne]. https://www.nli-research.co.jp/report/detail/id=61677?pno=2&site=nli (consulté le 28 septembre 2023)

l'abolition de la taxe d'accise sur les produits de luxe, allait dans le sens d'un accroissement des inégalités économiques.

La politique écologique

Les problématiques environnementales revêtent une importance particulière au Japon. Dès lors que les croyances ancestrales shinto accordent à la nature un caractère divin, l'écologie ne concerne pas seulement les Hommes : il est question des dieux de la montagne, des prairies, des océans, des rivières, du vent ou encore du feu. La pensée occidentale, de la doctrine chrétienne à la philosophie des Lumières, se représente une nature au service des Hommes. Cette différence est significative. En outre, les Japonais, frappés depuis toujours par les séismes, typhons, tsunamis et inondations, connaissent mieux que quiconque l'âme capricieuse de la nature. L'examen des thématiques environnementales se doit de prendre en compte cette spécificité nippone.

L'écologie devint un sujet controversé durant la période Meiji, lorsque l'État encouragea une industrialisation rapide du pays et l'adoption des conceptions occidentales ; aux partisans de la modernisation, qui avaient intériorisé la séparation entre l'Homme et la nature, s'opposaient les traditionalistes, révoltés par la destruction d'un élément fondamental de l'identité japonaise[274]. La relation étroite entre écologie et religion peut être observée à travers la figure du célèbre naturaliste Minakata Kumagusu. Né à Wakayama en 1867, une année avant la restauration de Meiji, Minakata étudia aux États-Unis puis continua ses recherches en Angleterre[275]. Lorsqu'il rentra dans son pays natal, il s'engagea avec passion dans une lutte politique conjuguant des considérations à la fois environnementales et spirituelles. En 1906, le gouvernement promulgua un décret pour accélérer la mise en œuvre d'un vaste projet de regroupement des sanctuaires (*jinja-gōshi*) : sauf exception, chaque ville ou village ne serait dorénavant autorisé qu'à honorer un seul sanctuaire[276]. Cette politique était dictée avant tout par une volonté uniformisatrice : il s'agissait de « rationaliser » l'organisation du culte shinto en l'allégeant et en le hiérarchisant. L'impact de cette l'entreprise fut considérable : par exemple, dans la préfecture de Wakayama d'où était originaire Minakata, le nombre de

[274] Bichler, Regina M. Harm and Harmony—Concepts of Nature and Environmental Practice in Japan. In : *Histories*, 2023, vol. 3, pp. 69-70
[275] Pulvers, Roger. Japan's Wild Scientific Genius: Minakata Kumagusu. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2008, vol. 6(1), pp. 1-7
[276] Kato, Sadamichi. The Three Ecologies in Minakata Kumagusu's Environmental Movement. In : *Organization & Environment*, 1999, vol. 12(1), pp. 85-86

sanctuaires fut réduit en quelques années de 3721 à environ 600[277]. Si le naturaliste s'était insurgé contre cette politique, c'était notamment parce qu'elle menait à la destruction des *chinju no mori*, les « forêts des divinités protectrices ».

L'archipel des kamis est parsemé de ces bosquets épais, entourés d'une aura mystérieuse, au cœur desquels repose un sanctuaire retranché du domaine profane ; il faut, pour accéder à cet habitacle des dieux, traverser un portail *torii*, frontière entre les deux mondes, puis cheminer le long d'un sentier étroit. Minakata s'opposa violemment au décret sur le regroupement des sanctuaires, car il craignait que les écosystèmes centrés autour des *chinju no mori* ne fussent détruits. Par ailleurs, les sanctuaires, qu'ils fussent petits ou grands, s'inscrivaient au centre de la vie rurale : les célébrations, les fêtes et diverses autres coutumes gravitaient autour d'eux. Leur disparition entraînerait donc l'étiolement des communautés villageoises[278]. L'engagement écologiste de Minakata se fondait ainsi sur des préoccupations d'ordre à la fois biologique et sociologique nées d'une polémique administrative et religieuse. Malgré les efforts de Minakata et l'émergence d'une importante résistance populaire, les deux décrets de 1872 et 1906 sur le regroupement des sanctuaires mèneraient à la fermeture d'environ un tiers de ces sites sacrés[279].

L'industrialisation du Japon de Meiji engendra des problèmes environnementaux et sanitaires liés à la pollution. L'un des exemples les plus marquants fut le cas des mines de cuivre d'Ashio, situées dans la préfecture de Tochigi. À partir des années 1880, la contamination des eaux et des sols avait gravement affecté le village de Yanaka, lequel se trouvait en aval des mines : les cultures étaient anéanties et les poissons ne survivaient plus[280]. Les villageois, affolés par la situation, avaient dans un premier temps sollicité l'aide de l'État ; puis, devant l'inaction de celui-ci, ils s'étaient résolus à manifester leur mécontentement devant le palais impérial ; la police était intervenue, et la marche s'était transformée en un affrontement violent[281]. Après des années d'hésitations, le gouvernement prit des mesures pour essayer d'améliorer la situation ; il confirma notamment que l'exercice du droit de propriété ne devait pas porter atteinte aux intérêts légaux d'autrui[282].

Les problématiques écologiques resurgirent durant les années 1950-1960, période de haute croissance et d'essor industriel. L'un des cas les plus médiatisés fut la mise en évidence de la

[277] Ibid., p. 86
[278] Seda, Yoshiyuki. *Shinwa kara gendai made ikki ni tadoru nihon shisō*. Tokyo : Nippon Jitsugyō Publishing, 2017, p. 409
[279] Ibid.
[280] Kawashima, Shiro. A Survey of Environmental Law and Policy in Japan. In : *North Carolina Journal of International Law*, 1995, vol. 20(2), p. 234
[281] Ibid.
[282] Ibid.

maladie de Minamata, causée par le rejet de méthylmercure par une usine pétrochimique dans la mer de Yatsushiro[283]. La maladie de Minamata, qui provoqua de graves dommages physiques et neurologiques chez des milliers de personnes, fut cataloguée, avec la maladie de Minamata de Niigata, la maladie Itai-Itai de Toyama et l'asthme de Yokkaichi, comme l'une des « quatre grandes maladies liées à la pollution » (*yondai kōgai-byō*)[284]. La population nippone prit conscience des effets potentiellement mortels de la dégradation de l'environnement, et la classe politique réagit en passant une série d'actes législatifs, dont la loi fondamentale de lutte contre la pollution (*kōgai taisaku kihon-hō*) de 1967 et la loi pour la protection de l'environnement naturel (*shizen kankyō hozen-hō*) de 1972 ; quant au gouvernement, il créa en 1971 l'Agence de l'environnement, ancêtre du ministère de l'Environnement institué trente ans plus tard[285]. Ces efforts furent rapidement couronnés de succès. Dès le milieu des années 1970, le gouvernement put se targuer d'avoir réduit la pollution de l'eau et de l'air dans de nombreuses régions, ainsi que d'avoir établi plusieurs aires protégées et parcs naturels[286].

Sumikura Ichirō, qui a rejoint l'Agence de l'environnement en 1991, considère que le milieu des années 1980 correspondit à « la fin de la réussite[287] » [*traduction par l'auteur*] pour l'écologie nippone. Il dressait un tableau noir de la situation en 1998 :

> La politique environnementale de l'époque manquait totalement de vision sur la manière de transformer notre société dans son ensemble en une société durable et plus respectueuse de l'environnement. Au sein de la deuxième plus grande économie mondiale, la production de masse, la consommation de masse et l'élimination de masse des déchets, mises en œuvre sans une prise en compte suffisante de l'environnement, sont devenus une partie encore plus intégrale des activités socio-économiques et du mode de vie de la population. En conséquence, le Japon est touché par des problèmes environnementaux profondément enracinés dans notre société moderne, tels que la pollution de l'air due à l'utilisation généralisée des véhicules, la contamination par les eaux usées domestiques et l'augmentation rapide de la quantité de déchets. L'utilisation croissante de substances chimiques provoque une pollution environnementale supplémentaire. Les émissions de gaz à effet de serre augmentent malgré l'engagement du gouvernement de les réduire aux niveaux de 1990. En ce qui concerne la conservation de la nature, les zones naturelles locales disparaissent et la nature s'efface de plus en

[283] Harada, Masazumi. Minamata Disease: Methylmercury Poisoning in Japan Caused by Environmental Pollution. In : *Critical Reviews in Toxicology*, 1995, vol. 25(1), pp. 1-24
[284] Kawashima, Shiro, op. cit., pp. 239-240
[285] Sumikura, Ichiro. A Brief History of Japanese Environmental Administration: A Qualified Success Story? In : *Journal of Environmental Law*, 1998, vol. 10(2), p. 241
[286] Ibid., pp. 245-247
[287] Sumikura, Ichiro, op. cit., p. 241

plus du quotidien. En résumé, le Japon a échoué en matière de durabilité[288] [*traduction par l'auteur*].

Au Japon, les années 1980 représentèrent effectivement une période de stagnation en matière d'action environnementale. Les problèmes sanitaires majeurs tels que l'émergence de maladies liées à la pollution ayant été résolus, le désir de régulation s'estompa. De plus, le secteur privé, dont les profits avaient été réduits par les coûts engendrés par la réglementation écologique, s'opposait à la mise en place de nouvelles normes. Du côté des dirigeants politiques, l'on pouvait craindre que l'économie se retrouvât éreintée par des mesures excessives. C'est par exemple la thèse de l'enseignant Seda Yoshiyuki, selon qui la mise en œuvre de politiques environnementales fut un facteur déterminant dans le ralentissement de la croissance nippone[289].

Au moment où l'action écologique marquait le pas au Japon, le monde occidental commençait à se soucier sérieusement des problèmes environnementaux transnationaux : on découvrait en 1985 le trou dans la couche d'ozone au-dessus de l'Antarctique, en 1986 survenait la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, l'Amérique du nord était touchée en 1988 par une vague de chaleur extrême qui donna lieu à un grave épisode de sécheresse... Les États réagirent à travers des initiatives internationales telles que la signature du protocole de Montréal en 1987 et la création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) l'année suivante. Selon le professeur de relations internationales Miyaoka Isao, ce volontarisme soudain ne s'expliquait pas uniquement par des considérations scientifiques : à l'heure où la Guerre froide était sur le point de se terminer, les pays développés étaient à la recherche d'une nouvelle identité collective et « l'environnementalisme global » venait répondre à cette aspiration[290]. Miyaoka compare ainsi l'écologisme mondial aux droits de l'homme, dès lors que les deux doctrines établissent des normes internationales auxquelles les individus, les entreprises et les États sont appelés à se conformer[291].

Ce fut alors que se développa au sein des cercles dirigeants nippons l'idée selon laquelle le Japon pourrait se positionner à la tête de ce nouveau combat. L'environnementaliste Matsui Saburō expliquait ainsi que la diplomatie nippone pourrait acquérir un rayonnement international en prenant le leadership sur les questions environnementales : « Si le Japon fait de la lutte contre la pollution le pilier de sa politique d'aide extérieure, cela le différenciera sensiblement des autres pays développés et correspondra à une forme de soutien sensée et

[288] Ibid., pp. 241-242
[289] Seda, Yoshiyuki, op. cit., p. 381
[290] Miyaoka, Isao. Japan's Global Environmental Policy in the late 1980s and early 1990s: Changing from an Eco-Outlaw to a Green Contributor. In : *Social Science Japan*, 1999, vol. 16, p. 7
[291] Ibid.

originale [292] » [*traduction par l'auteur*]. À l'heure où le gouvernement souhaitait internationaliser le pays et jouer un rôle actif sur la scène mondiale, l'émergence de l'écologisme global put apparaître comme une occasion à ne pas manquer.

La diplomatie environnementale japonaise s'articula autour de l'aide publique au développement et de la promotion des technologies vertes dans les pays du Sud[293]. Cette politique extérieure visait plusieurs objectifs : contribuer à la protection de l'environnement, augmenter le rayonnement du Japon à l'étranger, renforcer les liens avec les économies émergentes et soutenir la technologie de pointe nippone en favorisant des partenariats public-privé internationaux.

Cette entreprise était néanmoins accueillie avec scepticisme par certains partenaires et activistes occidentaux, qui percevaient le Japon comme un « prédateur environnemental » consentant à une consommation élevée de poisson et autorisant la chasse à la baleine[294]. En outre, l'écologisme nippon, centré autour de la lutte contre la pollution, différait sensiblement du nouvel environnementalisme global, dont les deux fers de lance étaient la protection de la couche d'ozone et la réduction des émissions de dioxyde de carbone. Dans les forums internationaux, le Japon se montra à plusieurs reprises hésitant, mettant plusieurs années à ratifier la Convention de Vienne sur la protection de la couche d'ozone de 1985 puis le protocole de Montréal de 1987, s'opposant longuement à une proposition américano-européenne durant la conférence de Londres sur la protection de la couche d'ozone en 1989 – il se résigna à l'accepter le dernier jour des négociations – et refusant, la même année, l'établissement d'objectifs chiffrés lors de la Conférence de Noordwijk sur le climat[295]. Cette attitude réticente se dissiperait au cours des années 1990, de même que les critiques occidentales sur un Japon destructeur de l'environnement, devenues désuètes dès lors que l'économie nippone ne constitua plus une menace pour l'hégémonie américaine.

[292] Matsui, Saburō. Kankyō gaikō koso nihon no kirifuda. In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(9), p. 201
[293] Okano-Heijmans, Maaike. Japan's "green" economic diplomacy: environmental and energy technology and foreign relations. In : *The Pacific Review*, 2012, vol. 25(3), pp. 341-342
[294] Miyaoka, Isao, op. cit., p. 8
[295] Ibid.

III. LA GÉNÉRATION DE LA BULLE

Les « générations » au Japon

En 2017, un clip musical réalisé par le club de danse du lycée Tomioka enflammait les réseaux sociaux nippons : la vidéo, intitulée *Bubbly Dance*[296], mettait en scène une trentaine de jeunes Japonaises accoutrées à la mode des années 1980, se trémoussant au rythme euphorique des discothèques, ces établissements si emblématiques de la Bulle. Vêtues de robes *bodycon* moulantes aux couleurs vives et ornées de paillettes, dressées sur de hauts talons noirs assortis à leur sac à main et parées d'ostensibles colliers à perles, les lycéennes reproduisent avec humour une époque qu'elles se représentent enjouée et un peu grotesque. Les danseuses apparaissent richement fardées, les lèvres recouvertes d'un rouge écarlate et les paupières tapissées de larges bandes turquoise, tandis que leur longue chevelure associe aux ondulations de style *sobāju* (*sauvage* prononcé à la japonaise) une frange *tosaka* – en crête – ou *sudare* – les *sudare* désignent les stores japonais faits de bois ou de bambou. Bien entendu, aucune n'a oublié d'équiper son blazer de ces épaulettes tant prisées durant la Bulle, accessoires indispensables pour quiconque désirait souligner sa carrure, manifestation physiologique d'un caractère musclé et d'un esprit hardi. Durant la chorégraphie, chaque mouvement, chaque arrêt, chaque expression du visage rappelle la fougue, la passion et la frénésie de ces années fastes. Quant aux paroles, elles contiennent certaines locutions propres aux années 1980, aujourd'hui complètement démodées, telles que *shimoshimo* (*moshimoshi*, soit « allô », dit à l'envers), *ottamage* (formule exprimant la surprise) ou *ketsukacchin* (l'expression, qui signifie littéralement « avoir le cul tendu », était employée pour témoigner d'un emploi du temps chargé). Ce bouillonnement de danses, de chants, de lumières et de couleurs compose un tableau cocasse, reflet d'une époque qui tranche de manière violente et extravagante avec l'image que l'on se fait de la société japonaise : ce tableau, c'est celui de la génération de la Bulle !

De la même manière que les Occidentaux parlent volontiers de générations X, Y et Z, les Japonais ont pris l'habitude d'établir des distinctions, par définition subjectives, entre les différents groupes d'âges. Les expressions parfois poétiques, quelquefois curieuses, se multiplient pour décrire telle ou telle catégorie de la population : ainsi la « génération des ruines fumantes » (*yakeato-sedai*), celle « du nodule » (*dankai-no-sedai*), la « nouvelle humanité » (*shinjinrui*), la « génération de la période glaciaire » (*hyōgaki-sedai*), la « génération

[296] La vidéo peut être visionnée à l'adresse web suivante : https://www.youtube.com/watch?v=Lxr9tvYUHcg (consulté le 2 juin 2020)

détendue » (*yutori-sedai*), ou encore la « génération de l'éveil » (*satori-sedai*) se côtoieraient au sein de la société nippone d'après-guerre. De nombreuses interrogations surviennent aussitôt quant à l'origine et à l'utilisation de ces termes : Qui s'occupe de ce découpage générationnel ? Qui attribue aux différentes générations leur dénomination ? Comment ces expressions se popularisent-elles ? Qui en fait usage, et dans quel but ?

Notons dans un premier temps que s'il n'existe évidemment pas de consensus général concernant le découpage des générations, certaines catégories se sont imposées dans le langage courant, de sorte que leur réalité est désormais largement admise. Les diverses catégories générationnelles se rapportent généralement aux citoyens d'après-guerre, même si certains termes désignant des générations antérieures à la Seconde Guerre mondiale existent également. À la génération des ruines fumantes, qui comme son nom le laisse deviner se réfère aux Japonais ayant vécu la guerre, succède la génération du nodule dont les membres sont nés entre 1947 et 1949. Cette appellation étonnante, tirée du titre d'un roman de Sakaiya Taichi publié en 1976, fait référence à la protubérance, due à l'explosion des naissances durant les années 1947-1949, qui se dessine sur la pyramide des âges. Ensuite vient la « génération blasée » (*shirake-sedai*), née dans les années 1950-1960 et considérée comme insensible aux luttes idéologiques et politiques, en opposition avec leurs aînés qui s'illustrèrent notamment par leur participation aux violentes manifestations étudiantes de 1968-1969. À la génération blasée succède la génération de la Bulle, objet de notre recherche, elle-même suivie de la « génération de la période glaciaire », dont la dénomination évoque la stagnation économique et le gel du marché du travail. Quant aux générations nées à partir de la fin des années 1980, les appellations de « génération détendue » et de « génération de l'éveil » se sont imposées. La génération détendue aurait prétendument été affectée par les réformes de l'éducation, lesquelles auraient conduit à une baisse de sévérité, de rigidité, mais aussi d'exigence. Pour sa part, la génération de l'éveil – *satori* est un terme bouddhique signifiant un état d'éveil spirituel – ferait preuve d'une vaste indifférence pour les plaisirs matériels.

L'on aura compris qu'à chaque génération se trouve accolée un certain nombre de caractéristiques, ou stéréotypes, au grand désarroi des pourfendeurs de l'essentialisme. Ainsi la génération du nodule partagerait un idéal bourgeois, affectionnerait les valeurs du travail et serait attachée au respect de la hiérarchie ; la génération blasée serait flegmatique, impassible, et ferait preuve de tiédeur vis-à-vis des enjeux politiques ; la génération de la Bulle est réputée matérialiste, vaniteuse et tape-à-l'œil ; la génération de la période glaciaire serait moins encline à fonder une famille, tandis qu'elle préférerait l'épargne à la consommation ; la génération détendue, quant à elle, accorderait davantage d'importance aux loisirs qu'à la réussite

professionnelle ; la génération de l'éveil, enfin, se distinguerait par son absence d'avarice, son détachement à l'égard des biens matériels et son tempérament casanier. Si la tendance naturelle consistant à classer sa population en fonction de l'âge s'observe plus ou moins dans toute société, il se peut qu'un tel découpage en « générations », avec tant de détails et de caractéristiques précises, représente une spécificité japonaise. Selon Sakamoto Setsuo et Harada Yōhei, cette spécificité tient surtout au fait d'accorder davantage d'importance aux générations qu'à d'autres attributs sociaux tels que le lieu de résidence, l'ethnie, la religion ou le revenu[297].

Les traités de marketing et les manuels de gestion des ressources humaines en particulier font grand usage de ces catégories sociales, dont les caractéristiques intéressent grandement les entreprises. Ce type de découpage selon l'âge permettrait de cerner grossièrement les habitudes de consommation des différents clients tout en indiquant le comportement adéquat à adopter vis-à-vis de ses collègues, de ses supérieurs hiérarchiques ou de ses subalternes.

Un certain nombre de remarques concernant le concept même de catégorie humaine s'impose. Le mouvement constructiviste – ou déconstructiviste – qui domine actuellement les sciences sociales s'applique à mettre en évidence la nature artificielle de toute catégorie sociale – nationale, raciale, religieuse, sexuelle – afin d'en dénoncer les effets discriminants, oppressants et tyranniques. Chaque auteur s'emploie à réfuter tour à tour l'existence des nations, des civilisations, des cultures, des religions, des classes et des genres, de manière à ce qu'aucun groupe social, par essence « construit », ne s'érige entre l'individu et l'humanité. Le positionnement consistant à réfuter toute catégorie d'analyse au-dessus de l'individu renvoie en fait à un principe foncièrement libéral, puisque le libéralisme philosophique, pourfendeur à ses origines de la société d'ordres, ne reconnaît lui aussi que les individus. Finalement, la doctrine constructiviste et la négation de la notion même de catégorie sociale ne reproduiraient-elles pas simplement, bornée aux sciences humaines, la célèbre querelle des universaux, qui opposa au Moyen Âge les réalistes, qui considéraient que les concepts possédaient une existence réelle indépendamment de l'esprit humain, aux nominalistes, qui estimaient au contraire que tout objet représentait une construction subjective de la langue ?

Explicitons désormais les postulats ontologiques sur lesquels repose cette thèse. Si l'on se positionne par rapport à la sempiternelle controverse philosophique quant à l'existence indépendante du réel, la présente analyse épouse une conception nominaliste – l'on pourrait dire constructiviste – du monde. Néanmoins, l'on s'inscrira en faux contre le paradigme du

[297] Sakamoto, Setsuo & Harada, Yōhei, op. cit., p. 4

constructivisme social. Ce positionnement – appréhension nominaliste du réel et refus des principes constructivistes en sciences sociales – pourrait sembler de prime abord contradictoire. L'on soutiendra que le constructivisme social se montre trop tempéré là où il devrait être radical, et trop radical là où il devrait être tempéré. Il ne va pas au bout de sa logique propre lorsqu'il borne sa critique aux institutions, aux identités collectives et aux phénomènes sociaux, sans aborder l'individu, et l'humanité même, en tant que constructions sociales. La séparation entre l'Homme et l'animal découle d'une certaine conception de ce que nous sommes, de même que la distinction que nous opérons entre les êtres pourvus d'une conscience et les autres organismes vivants. L'humanité en tant que catégorie d'analyse ne représente pas une réalité universelle, comme l'affirment les mouvements antispécistes et autres groupes de défense des animaux, et comme l'affirmeront sûrement les futurs activistes antirégnistes, qui auront fait un pas supplémentaire vers une conscience universelle à travers leur combat en faveur des végétaux, des champignons ou des bactéries. L'on pourrait soutenir par ailleurs que les individus n'existent pas, qu'ils ne sont eux aussi que des constructions sociales, dès lors que les milliards de cellules qui nous composent se renouvellent en permanence. Bref, le constructivisme social ne représente finalement qu'une version étriquée de la doctrine philosophique nominaliste, appliquée uniquement aux communautés se dressant entre l'individu et l'humanité dans son ensemble : ses soubassements sont donc intrinsèquement libéraux d'une part et humanistes d'autre part.

Le constructivisme social se montre néanmoins trop radical lorsqu'il méprise ou condamne l'existence même des catégories humaines. Lorsque ses tenants définissent tel phénomène social comme une « construction sociale », ils sous-entendent habituellement qu'il est par conséquent injustifié et illégitime. Le mécanisme de catégorisation n'est pourtant pas néfaste en soi, il est même essentiel pour comprendre le monde qui nous entoure. Comme l'a enseigné le psychologue Jean Piaget, la catégorisation – ou classification – représente un processus cognitif indispensable, qui permet d'ordonner le chaos originel en un univers cohérent. Toute catégorie exprime une construction de l'esprit, justifiée dès lors qu'elle permet de comprendre, de déchiffrer et d'agir sur la réalité matérielle. La nature subjective du processus de catégorisation ne le rend pas pour autant préjudiciable : il ne peut par essence qu'être relatif, car comme l'a écrit Schopenhauer, « tout ce qui existe, existe seulement pour le sujet[298] ». Refuser par principe – et non par empirisme – l'emploi de telle ou telle catégorie entrave

[298] Schopenhauer, Arthur. *Le monde comme volonté et comme représentation*. Paris : Presses universitaires de France, 1998, p. 27

gravement l'entendement du monde. L'Homme se doit de penser à son échelle, au risque de perdre la maîtrise de la seule réalité qui vaille véritablement pour lui, la réalité humaine.

C'est par ailleurs une erreur de fond que de croire que la catégorisation implique un déterminisme impérieux. En termes statistiques, l'on dirait que l'existence d'une différence significative entre deux échantillons ne signifie pas que chaque individu appartenant au premier échantillon diffère de chaque individu appartenant au second. Les statistiques nous offrent en outre quelques notions précieuses pour appréhender les catégories sociales sans pour autant tomber dans l'observation déterministe : les mesures triviales telles que la moyenne, le mode, l'écart type ou le coefficient de détermination devraient inspirer conceptuellement les analyses qualitatives des historiens et autres chercheurs en sciences sociales enfermés dans une dichotomie fallacieuse entre essentialisme et constructivisme.

Revenons-en, après cette longue parenthèse concernant le constructivisme social, à la question des « générations ». Conformément aux éclaircissements formulés ci-dessus, nous ne rejetterons pas par principe les catégories générationnelles ; au contraire, nous en jugerons dans un premier temps la pertinence conceptuelle et la valeur explicative avant de nous prononcer sur leur légitimité. Michel Foucault lui-même, lorsqu'il invitait à « tenir en suspens » les discours et notions « qu'on ne problématise pas et qu'on laisse valoir de plein droit », rajoutait aussitôt : « Non point, certes, les récuser définitivement, mais secouer la quiétude avec laquelle on les accepte ; […] définir à quelles conditions et en vue de quelles analyses certaines sont légitimes[299] ». Ce sera donc avec vigilance et circonspection que nous traiterons de la génération de la Bulle. Mais nous en traiterons tout de même.

Une génération raillée

Comme expliqué précédemment, la génération de la Bulle souffre d'une image négative : elle serait frivole, superficielle, égoïste et inapte au travail. Ces traits présumés tranchent de manière évidente avec les vertus – ou stéréotypes – que l'imaginaire collectif associe à la tradition japonaise. L'on pensera en premier lieu au bushido, le code de conduite des samouraïs, qui prône l'honneur, la loyauté, le courage ou encore la politesse. À l'époque moderne, les soldats de l'Armée impériale étaient réputés dévoués voire fanatiques, se battant jusqu'à leur dernier souffle. Dans l'après-guerre, le travailleur nippon était vanté pour son sérieux et sa diligence. Toutes ces figures plus ou moins fantasmées obéissaient au respect du groupe,

[299] Foucault, Michel. *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard, 1969, p. 37

servaient leur mission avec assiduité et poursuivaient un but qui les dépassait. La génération de la Bulle, individualiste et jouisseuse, apparaît donc comme l'antithèse de ses prédécesseurs. Soulignons que le portrait défavorable de la *baburu sedai* est partagé principalement par les jeunes générations, qui sont perçues quant à elles comme plus calmes, renfermées et ennuyeuses.

Nishikawa Daichi (nom d'emprunt), employé dans une multinationale japonaise, était encore collégien puis lycéen durant la Bulle. Il dit percevoir l'effet qu'a eu la bulle puis son éclatement sur la psychologie de la population nippone :

> Je pense avoir grandi dans une ambiance d'optimisme. Mais quand je regarde les générations suivantes, je vois bien qu'elles sont fondamentalement pessimistes. Après la Bulle, les entreprises ont dû se restructurer et licencier des employés. Il est devenu de plus en plus difficile de trouver un travail tandis que les salaires n'augmentaient pas. Cette grande incertitude a eu un effet sur la psychologie des jeunes générations[300].

Nemoto Masayuki (nom d'emprunt) travaille à Tokyo dans une multinationale britannique. À l'instar de Nishikawa, il était encore lycéen lorsque la Bulle a éclaté. Son image de la génération de la Bulle est particulièrement négative :

> La génération de la Bulle me paraît manquer de sens commun. Elle a forcément un rapport particulier à l'argent. Cette génération a pu trouver du travail sans peine, puis, quand les choses se sont dégradées, ce n'est pas elle qui a dû payer les pots cassés, mais les générations suivantes. Beaucoup de jeunes gens ont donc souffert de cette nouvelle donne, mais je pense que la génération de la Bulle ne peut pas se rendre compte de cette réalité. Quand on lui dit que les jeunes ne parviennent pas à trouver un travail, elle se dit que ça ne la regarde pas. C'est en tout cas l'impression que j'ai[301].

Murakami Chihaya (nom d'emprunt) était universitaire durant la Bulle. Murakami fait donc partie de la génération de la Bulle, mais il a de la peine à s'y identifier dès lors qu'il resta en dehors de l'effervescence générale :

> Je n'ai jamais vraiment été dans l'ambiance de la Bulle. Je n'allais par exemple pas en boîte. Quand je voyais les images des discothèques, je me disais que ça avait l'air fatiguant et que ça ne menait sûrement pas au vrai bonheur. Je trouvais cette activité décadente. J'étais un garçon sérieux : je passais mes journées sur les courts de tennis à m'entraîner. Mais j'avais des amis qui vivaient la période à fond. Je me rappelle un camarade qui avait reçu de l'argent de ses parents pour s'acheter des actions. Il s'en était

[300] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[301] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.

> donc achetées, puis les cours montaient tellement qu'il a énormément gagné. Avec ses gains, il s'est acheté une voiture[302].

Murakami résume ses sentiments à l'égard de cette génération, grisée par un contexte économique aberrant : « La Bulle a été comme une drogue, une illusion. Elle a rendu les gens bizarres. Ils ne travaillaient plus de manière assidue, ne menaient plus une vie sérieuse[303]. » Le journaliste économique Nagano Kenji explique lui aussi que l'explosion des prix transforma la mentalité des Japonais :

> Ces événements furent suffisants pour détruire le sens des valeurs. Tout le monde se rendait compte que le travail sérieux n'en valait pas la peine, et le sentiment d'injustice des démunis par rapport aux possédants se répandit. Puis, tandis que l'avidité et le ressentiment tourbillonnaient, la population fut emportée par l'euphorie. Plus personne ne pouvait arrêter ce processus[304] [*traduction par l'auteur*].

Cette image d'un tourbillon revient régulièrement. Plusieurs observateurs dont Nagano fait partie comparent l'accélération de la transformation des valeurs culturelles au déchaînement des valeurs marchandes.

La réforme de l'éducation

Il va sans dire que chaque génération est largement façonnée par son système éducatif, élément central du développement cognitif et psychologique durant les années de formation. À partir du milieu des années 1980, le Japon s'engagea dans une vaste réforme de l'éducation. Le processus commença en 1984, lorsque fut créé le Comité temporaire de l'éducation (*rinji kyōiku shingikai*) en tant que commission ad hoc auprès du premier ministre. Le Comité produirait, au cours de trois années de travail, quatre rapports qui susciteraient un large débat national et serviraient de base à la troisième réforme majeure du système éducatif nippon, après celles de Meiji, caractérisée par l'introduction de la méritocratie et des méthodes occidentales modernes, et de l'après-guerre, marquée par les principes démocratiques et égalitaristes[305].

À la veille de cette nouvelle grande réforme, l'école japonaise était vantée à travers le monde pour son excellence. Fujita Hidenori, professeur en sciences de l'éducation, souligne cette

[302] Entrevue réalisée le 4 novembre 2019.
[303] Ibid.
[304] Nagano, Kenji. *Baburu: nihon meisō no genten*. Tokyo : Shinchōsha, 2016, p. 2
[305] Fujita, Hidenori. Education Reform and Education Politics in Japan. In : *The American Sociologist*, 2000, vol. 31(3), p. 43

apparente contradiction selon laquelle les dirigeants nippons souhaitèrent transformer leur système éducatif à l'heure où il semblait justement avoir démontré son efficacité :

> La haute qualité de l'enseignement et de l'apprentissage [au Japon] a été démontrée par les trois études comparatives internationales sur les performances des élèves en mathématiques et en sciences menées par l'International Association for the Evaluation of Educational Achievement (IEA) en 1964-70, 1978 et 1994-95. À chaque fois, les scores moyens des élèves japonais se situaient parmi les trois meilleurs pays. Les résultats de ces études comparatives et la réussite économique du Japon d'après-guerre ont attiré l'attention des autres pays sur le système éducatif nippon, qui a été hautement apprécié, en particulier à partir des années 1980.
> Il est cependant très ironique que le Japon ait lancé la troisième grande réforme de l'éducation au moment même où de nombreux autres pays s'intéressaient au système éducatif nippon et cherchaient à s'en inspirer[306] [*traduction par l'auteur*].

En fait, les critiques avaient commencé à se multiplier à l'égard d'une école certes louable d'un point de vue purement instructif mais condamnable quant à ses effets sur la psychologie des élèves. En 1985, le journaliste Hosaka Nobuto, qui serait élu une décennie plus tard à la Chambre des représentants, rédigeait un article alarmiste au sujet du système éducatif : « Des ténèbres sans pareilles sont en train de renverser l'école japonaise[307] » [*traduction par l'auteur*]. Hosaka avait été choqué par un incident qui s'était produit quelques mois plus tôt à Osaka : deux lycéens, harcelés depuis plusieurs semaines par un de leurs camarades de classe, avaient décidé de mettre fin à leur calvaire en assassinant leur oppresseur à coups de marteau. Les détails de l'homicide étaient particulièrement sordides : les meurtriers, transportés par l'ivresse de la vengeance, avaient arraché les yeux de leur proie à l'aide de l'arrache-clou avant de jeter le corps dans une rivière. Ce fait divers épouvantable venait s'ajouter à une série de drames liés au harcèlement scolaire : suicides de souffre-douleurs, lynchages, représailles sanglantes... Les médias notaient une augmentation inquiétante de ce type d'incidents et s'interrogeaient sur les causes de celle-ci. Hosaka estimait que la violence scolaire résultait de la rigidité du système éducatif nippon, qu'il n'hésitait pas à comparer à une organisation militaire[308]. Selon le journaliste, il était urgent de « libérer l'école[309] » [*traduction par l'auteur*], c'est-à-dire de desserrer la discipline et de se mettre davantage à l'écoute des élèves.

[306] Ibid.
[307] Hosaka, Nobuto. Chissoku suru kyōshitsu no jiyū – "kōnai bōryoku" kara "ijime" e. In : *Sekai*, 1985, vol. 470, p. 81
[308] Ibid., p. 89
[309] Ibid., p. 90

Quelques mois après l'article de Hosaka, le politologue Kōyama Ken'ichi rédigeait à son tour un papier réprouvant avec véhémence le système éducatif japonais. L'auteur amorçait sa réflexion en évoquant le suicide d'un élève de onze ans prénommé Osamu. Selon Kōyama, sa personnalité singulière mettait en colère la maîtresse d'école, qui s'acharnait à faire en sorte qu'il devînt « comme les autres » ; le politologue estimait ainsi que le jeune garçon devait être considéré comme « l'une des tristes victimes de ce système éducatif uniformisateur qui tue l'individualité[310] » [*traduction par l'auteur*]. Le verdict était sans équivoque :

> Ce qui a conduit Osamu à la mort, c'est cette éducation uniformisatrice qui ne se soucie que de faire entrer les enfants dans le moule rigide et stéréotypé de la « figure enfantine », c'est un professeur, une école et un système qui n'ont cessé d'étouffer son individualité. Il est nécessaire de comprendre que les enfants mûrissent, aussi bien physiquement que mentalement, beaucoup plus vite que la génération de leurs parents et de leurs professeurs ; ils sont également beaucoup plus individualisés et divers[311] [*traduction par l'auteur*].

La plupart des écoles n'étaient heureusement pas touchées par ce genre de drame, mais les cas de violences et de vandalismes augmentaient. Honda Takako (nom d'emprunt), qui fut enseignante à Fukuoka puis à Nagasaki avant de déménager à Tokyo, se remémore un incident révélateur de cette tendance :

> Je me rappelle la montée de la délinquance et de la violence dans les écoles. Un soir – ça devait être en 1981 – le collège où étudiait ma fille m'a appelé en urgence. Les toilettes, les portes et les plafonds de l'école avaient été détruits. En matière de discipline, un écart avait commencé à se creuser entre les différentes écoles, entre les différents quartiers. J'habitais dans un quartier aisé, mais des logements subventionnés avaient été construits dans les environs. On nous a dit que les coupables étaient les enfants des HLM[312].

De plus en plus de voix s'élevaient contre une école qui, bien que vantée pour ses qualités didactiques, semblait nuire gravement au bien-être des enfants et des adolescents. Le développement d'une culture de l'intimidation et des brimades, la banalisation de la violence scolaire, l'explosion de l'absentéisme scolaire et l'augmentation des suicides chez les jeunes

[310] Kōyama, Ken'ichi. Monbushō kaitai ron – kokuei, haikyū-sei kyōiku no shūen. In : *Bungeishunjū*, 1985, vol. 63(4), p. 171
[311] Ibid.
[312] Entrevue réalisée le 24 mars 2023.

étaient autant de phénomènes dont s'alarmait l'opinion publique[313]. L'excès de compétition poussait les élèves à se surmener : ils se rendaient quotidiennement aux interminables cours du soir, bourraient leur crâne de savoirs stériles et enchaînaient les concours dans l'espoir d'intégrer les meilleurs établissements. L'on commença à parler de « l'enfer des examens » (*juken jigoku*) pour décrire cette situation particulièrement préoccupante.

L'on critiquait en fait, à travers le problème de l'éducation, la société nippone dans son ensemble, en particulier sa gestion de l'individu – et de l'individualité – vis-à-vis de la communauté. Le germaniste Nishio Kanji, partisan de la libéralisation, affirmait ainsi :

> La société japonaise de « l'harmonie » semble à première vue humaine dès lors qu'elle permet un certain degré de superfluité, mais elle est en fait une société particulière de l'efficience qui aspire petit à petit l'individualité et la passion romanesque, rapetisse les êtres humains et provoque l'affaissement du courage. Elle est aussi une société qui exclut les individus dotés d'un don spécial ou d'un pouvoir inhabituel. L'organisation scolaire nippone n'a été qu'une institution ayant servi loyalement cette société[314] [*traduction par l'auteur*].

Le politologue Kōyama, cité précédemment, insistait lui aussi sur cette notion d'individualité, en soutenant qu'il était désormais nécessaire de promouvoir une idéologie « individualiste »[315]. Le choix des mots était particulièrement intéressant : Kōyama évitait d'employer le terme habituel *kojinshugi*, qui signifie littéralement « l'idéologie de l'individu », et préférait faire l'éloge du *koseishugi*, « l'idéologie de l'individualité ». Si les deux vocables se traduisent en français de la même manière par « individualisme », la nuance est importante dans l'esprit des lecteurs nippons. *Kojinshugi* comporte une forte connotation négative : il s'agit d'un individualisme égoïste et autocentré. *Koseishugi* suggère en revanche l'éloge de l'individualité, c'est-à-dire de la spécificité de chacun.

S'il s'était formé une forme de consensus quant à la nécessité d'amender le système éducatif, les avis divergeaient dès lors qu'il était question d'élaborer des solutions concrètes. Tandis que les organisations patronales et les représentants du monde des affaires insistaient sur le besoin « d'individualiser » l'instruction, les syndicats des enseignants tels que l'influente Japan Teachers' Union (*Nikkyōso*), réputée de gauche, appelaient à relâcher un degré de compétition devenu insoutenable en abolissant par exemple les examens d'entrée au lycée. L'historien Peter

[313] Fukumoto, Michiyo. Rinji kyōiku shingikai-go no kyōikuseido kaikaku ni kansuru ichikōsatsu: shōwa 50 nendai ikō no tokubetsu katsudō-ron no bunseki wo fumaete. In : *Kyōikuseido-gaku kenkyū*, 1995, vol. 2, p. 211
[314] Nishio, Kanji. Naze rinkyōshin tōshin wa munaiyō ni owattaka – kyōiku kaikaku no genten ni kaere. In : *Chūōkōron*, 1985, vol. 100(8), p. 145
[315] Kōyama, Ken'ichi, op. cit., p. 173

Cave relève que malgré ces différences de sensibilité, les deux camps partageaient l'opinion selon laquelle les réformes devaient avoir pour but principal de promouvoir la liberté de l'élève[316].

L'économiste Katō Kan considérait que le problème fondamental de l'école se situait dans le manque d'imputabilité des professeurs ; l'élaboration de mesures libérales favorisant la compétition, entre les instituts d'une part et les professeurs de l'autre, aurait ainsi permis de rectifier cette défaillance[317]. Katō fustigeait l'attitude immobiliste des « bureaucrates du ministère de l'Éducation » qui faisaient part de leurs doutes vis-à-vis de ces réformes qui risquaient, selon ces derniers, d'engendrer d'importantes inégalités entre les élèves, lesquels se trouveraient répartis, en fonction de critères financiers ou géographiques, dans des établissements aux niveaux excessivement disparates – des arguments que l'économiste rejetait en bloc. Quant aux éventuelles réticences de certains enseignants, Katō tenait des propos étonnants au regard de son ardeur « libérale » : « La libéralisation se fonde bien entendu sur les principes du libéralisme. Les élèves ne seront pas simplement lâchés dans la nature. Il faudra donc que les professeurs qui contestent le libéralisme quittent leur poste[318] » [*traduction par l'auteur*].

L'économiste Sawa Takamitsu faisait part d'une réflexion notable au sujet de ce qu'il nommait « les deux libéralisations », à savoir celles de l'économie et de l'éducation. Il notait tout d'abord que « beaucoup de gens ressentent une répulsion physiologique à l'égard de la "libéralisation", considérant qu'il ne faudrait pas transposer de "viles" logiques économiques aux lieux "saints" de l'éducation[319] » [*traduction par l'auteur*]. Sawa s'irritait de cette défiance injustifiée qu'il estimait propre aux penseurs japonais, excessivement tatillons à son goût ; il les enjoignait ainsi de devenir, à l'image de leurs homologues européens ou américains, un peu moins scientifiques et davantage philosophes, autrement dit de délaisser quelque peu la méthode pour s'imprégner d'idéal. Voici comment Sawa expliquait ce décalage qu'il observait entre les esprits nippons et occidentaux à l'égard des principes libéraux :

> La plupart des Japonais, adeptes de la primauté de la science, ne se satisfont pas de la « philosophie » du libéralisme et réclament en vain sa justification « scientifique ». Ce comportement s'explique certainement par la différence entre les intellectuels

[316] Cave, Peter. Educational Reform in Japan in the 1990s: 'Individuality' and other uncertainties. In : *Comparative Education*, 2001, vol. 37(2), pp. 176-177
[317] Yayama, Tarō & Katō, Kan. "Kyōiku no jiyūka" no doko ga warui. In : *Shokun!*, 1985, vol. 17(4), pp. 126-135
[318] Ibid., p. 129
[319] Sawa, Takamitsu. Futatsu no "jiyūka" – kyōiku to keizai arui wa ōbei to nihon. In : *Chūōkōron*, 1985, vol. 100(10), p. 54

> conservateurs d'Occident, soucieux de « conserver » une société libre, et les intellectuels conservateurs du Japon, désireux de « bâtir » une société libre [320] [*traduction par l'auteur*].

Mais le point central de la réflexion de Sawa concernait cette idée de « double libéralisation », qui faisait écho aux analyses de Michéa exposées précédemment : la philosophie libérale forme un tout, et la disjonction entre ses composantes économique et sociale (ou sociétale) est à la fois fallacieuse et illusoire. Sawa relevait donc cette unicité, tout en critiquant ceux qui refusaient de la concevoir : « On ne peut pas simplement dire "l'éducation c'est l'éducation, l'économie c'est l'économie" et dissocier les deux éléments[321] » [*traduction par l'auteur*].

Kōyama intégrait également la question de l'éducation dans le cadre plus large de la libéralisation de la société japonaise dans son ensemble. Le politologue appelait ses concitoyens à rompre avec « l'idéologie uniformisatrice d'avant-guerre du totalitarisme de droite[322] » et « l'idéologie uniformisatrice d'après-guerre du totalitarisme de gauche[323] » qu'il renvoyait dos à dos [*traductions par l'auteur*]. Il désirait manifestement l'avènement d'un nouveau « moment libéral », dont la dimension et la profondeur surpasseraient les trois précédents :

> Lorsque l'on réexamine l'histoire de notre éducation moderne, il apparaît que la question de la liberté dans l'éducation n'a jamais été traitée pleinement et frontalement. La question a certes été abordée au cours des trois périodes du Mouvement pour les libertés et les droits du peuple, de la Démocratie Taishō et des réformes d'après-guerre, mais ces entreprises étant incomplètes à chaque fois, la « liberté » en est venue à être perçue comme une idéologie dangereuse[324] [*traduction par l'auteur*].

Notons tout de même qu'une minorité d'esprits réactionnaires fustigeaient ces velléités réformatrices, bâties selon eux sur une interprétation absolument erronée de la situation : le délabrement de l'école n'était pas le produit d'une discipline trop stricte, mais au contraire d'un relâchement de plus en plus généralisé. L'essayiste politique Yayama Tarō accusait ainsi l'idéologie égalitariste de la Nikkyōso, fondement selon lui des multiples troubles au sein des institutions scolaires :

---

[320] Ibid., p. 66
[321] Ibid., p. 65
[322] Kōyama, Ken'ichi, op. cit., p. 181
[323] Ibid.
[324] Ibid.

> Le chaos actuel de l'éducation n'est que le résultat du désordre provoqué par des enseignants qui, au nom de l'égalité des droits, ont brouillé la place des parents et des enfants, des professeurs et des élèves, voire des hommes et des femmes[325] [*traduction par l'auteur*].

Le Comité temporaire de l'éducation publia entre 1985 et 1987 quatre rapports. Le premier recommandait de réformer la « société de diplômes » (*gakureki shakai*) – l'expression était utilisée pour critiquer l'importance démesurée accordée aux titres académiques –, de libéraliser les critères de sélection pour l'entrée à l'université, de réorganiser l'école secondaire sur une durée de six ans et d'introduire un système de crédits dès le lycée ; le second présentait un programme pour favoriser « l'apprentissage tout au long de la vie » (*shōgai gakushū*, calqué du concept américain du *lifelong learning*), transformer l'enseignement primaire, secondaire et supérieur en le « flexibilisant » et revoir le financement public de l'éducation ; le troisième proposait une série de réformes telles que la révision des manuels scolaires et le développement du sport à l'école ; quant au quatrième, il résumait les trois précédents rapports et préconisait une restructuration du ministère de l'Éducation[326]. Globalement, le Comité expliquait que le système éducatif nippon manquait de souplesse, qu'il devait se moderniser au plus vite afin de pouvoir s'adapter à un monde en pleine mutation. Il était question de « libéraliser l'éducation » et de valoriser « l'individualité » ainsi que la créativité dans le cadre de l'internationalisation de la société nippone.

À propos de cette internationalisation, un rapport interne du Comité rédigé en 1985 révèle l'enthousiasme démesuré de certains de ses membres. L'un d'eux se réjouissait par exemple de ce qui serait selon lui « la première ouverture engendrée de l'intérieur » et annonçait que « le XXIe siècle serait une ère où l'on ne pourrait plus penser la distinction entre un Japonais et un étranger[327] » [*traduction par l'auteur*]. Un autre expliquait que la population devait comprendre que l'internationalisation était à la fois inexorable et nécessaire ; la transformation de l'école et le développement du *lifelong learning* permettraient de façonner un « être humain international[328] » [*traduction par l'auteur*]. Plusieurs mesures étaient proposées pour favoriser ce processus : le recrutement d'enseignants étrangers, l'amélioration des programmes

[325] Yayama, Tarō. Kyōiku no hōkai. In : *Shokun!*, 1981, vol. 13(1), p. 204
[326] Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology. *Rinji kyōiku shingikai no tōshin* [en ligne]. https://www.mext.go.jp/b_menu/hakusho/html/others/detail/1318297.htm (consulté le 2 octobre 2023)
[327] *Dai 29 kai sōkai (kugatsu ichi hachi nichi) niokeru "kokusai ka e no taiō" nitsuite no omona iken (yōshi)*, 19 septembre 1985. Rinji kyōiku shingikai kokusai ka nikansuru iinkai, gaiyō (sono 3), dai ni ji kotae kabuto soan, shō 62 monbu 20447100, Archives nationales du Japon, Tokyo, Japon
[328] *Kokusaika ni kansuru iinkai hōkoku (shian)*, 27 novembre 1985. Rinji kyōiku shingikai kokusai ka nikansuru iinkai, gaiyō (sono 3), dai ni ji kotae kabuto soan, shō 62 monbu 20447100, Archives nationales du Japon, Tokyo, Japon

d'échanges, l'adoption de la rentrée en septembre pour s'accorder avec le calendrier scolaire occidental, augmenter les heures de cours consacrées aux langues étrangères...

Le gouvernement s'activa dès lors pour mettre en œuvre les propositions du Comité, et la Diète accepta entre 1987 et 1992 quatorze projets de lois concernant l'éducation[329]. Les fondements de la nouvelle « éducation détendue » (*yutori kyōiku*) avaient été posés. Fujita Hidenori, professeur en sciences de l'éducation mentionné précédemment, qualifie ce mouvement de réforme de « néolibéral et néoconservateur[330] » [*traduction par l'auteur*]. Ce qualificatif s'avère à moitié erroné : si le caractère néolibéral de la réforme est indéniable, celle-ci ne comportait aucune dimension conservatrice ou néoconservatrice, bien au contraire. Ce projet de réforme fut le produit de deux tendances : d'une part, l'essor d'une philosophie libérale – ou néolibérale – insistant sur la nécessité de placer l'individu au centre de l'enseignement, et d'autre part, un désir d'internationalisation se traduisant par un alignement sur les standards occidentaux. Selon Cave, les réformes servirent un agenda « progressiste » plutôt que néolibéral[331]. Au vu des éléments historiques présentés antérieurement, cette analyse peut s'avérer exacte, bien que le caractère néolibéral de cette vaste entreprise ne puisse pas être minoré.

Le ministère du Trésor

De nombreuses transformations relatives au monde du travail se produisirent au cours de la Bulle, époque de bouleversements économiques et sociaux. À l'heure de la dérégulation, des privatisations et de la financiarisation, de nouveaux métiers surgirent tandis que d'autres s'éclipsaient. Certaines professions voyaient leur cote rabaissée, pendant que d'autres voyaient la leur s'envoler. La période de la Bulle fut par exemple un âge d'or pour la publicité et les agences de communication. Le secteur avait connu une croissance constante au cours de l'après-guerre, stimulé notamment par la démocratisation de la télévision, mais sa progression s'accéléra à partir de la seconde moitié des années 1980. Entre 1985 et 1991, le nombre de publicitaires augmenta de 44 % à travers l'archipel, en réponse à une demande qui explosait[332]. Sur cette même période, le total des dépenses publicitaires passa de 3,5 milliards de yens à 5,7

[329] Ministry of Education, Culture, Sports, Science and Technology. *Rinji kyōiku shingikai tōshin no jisshi jōkyō* [en ligne]. https://www.mext.go.jp/b_menu/hakusho/html/others/detail/1318298.htm (consulté le 2 octobre 2023)
[330] Fujita, Hidenori, op. cit., p. 43
[331] Cave, Peter, op. cit., p. 187
[332] Furukawa, Satoshi. Nihon kokunai ni okeru ōte kōkoku gaisha no jigyōsho haichi to sono saihen. In : *Keizai chirigaku nenpō*, 2018, vol. 64, p. 77

milliards, soit une augmentation de plus de 60 %[333]. Ces évolutions firent dire au sociologue Kashima Takashi que les années 1980 correspondirent à « l'ère de la publicité[334] » :

> Bien entendu, la publicité existait bien avant les années 1980. Néanmoins, c'est durant cette période qu'elle s'enchaîne au quotidien des citoyens, tant et si bien qu'il devient banal de saisir la « physionomie de l'époque » au travers de la réclame[335] [*traduction par l'auteur*].

Outre le secteur de la publicité, ce fut bien entendu le monde de l'immobilier et de la finance qui connut l'expansion la plus impressionnante. Cet essor s'accompagna pourtant d'évolutions délétères, dont la plus représentative fut l'apparition des *jiageya*, les agents sans scrupules spécialisés dans le rachat de terrains. Dans le secteur public, les fonctionnaires du ministère du Trésor connaissaient leur dernière période de gloire.

L'*ōkurashō*, le ministère du Trésor, était traditionnellement l'un des employeurs les plus prestigieux du pays. Le rêve de tout parent était de voir son enfant rejoindre l'institution maîtresse des finances et du budget de l'État. Une anecdote révèle le prestige extraordinaire dont bénéficiait le Trésor durant les années 1980 : plusieurs magazines consacraient des reportages aux nouvelles recrues du ministère, à la manière de célébrités[336]. Ce lustre contribuait au développement d'un certain sentiment de supériorité au sein des employés et d'une culture maison qualifiée d'hautaine par ses détracteurs, en même temps qu'il créait des jalousies et des tensions.

L'*ōkurashō* entretenait des relations ambiguës avec le gouvernement et le monde politique. Le ministère était responsable devant le premier ministre, tout en se sachant plus informé et plus compétent ; il aurait dû tenir compte des points de vue de la classe politique et de l'opinion publique, mais il s'en désintéressait. Au fond, le ministère souhaitait administrer le pays sans le concours des politiciens. Il pensait que cela valait mieux pour tout le monde. Cette situation de prééminence pouvait inquiéter certains observateurs de la vie publique nippone. Le critique politique Miyagawa Takayoshi résumait ainsi l'état des choses : « Le ministère contrôle l'argent, donc il contrôle le gouvernement, et donc il contrôle la nation[337] » [*traduction par*

[333] Enomoto, Satoru & Matsuda, Shuji. The Development of Advertising Industry and Advertising Agency. In : *Kokusaigaku kenkyū*, 2012, vol. 1, p. 32
[334] Kashima, Takashi. Daremo ga kōkoku wo kataru shakai. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 290
[335] Ibid., p. 291
[336] Hasumi, Seiichi. *Shōgen: baburu densetsu*. Tokyo : Takarajimasha, 2018, p. 126
[337] Jordan, Mary. *Japan Cracks Down on Bribery as Financial Scandal Broadens* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1998/01/30/japan-cracks-down-on-bribery-as-financial-scandal-broadens/a9a137e1-eb3c-4c3f-baf6-481186a4aacb/ (consulté le 12 février 2020)

l'auteur]. La journaliste Sheryl WuDunn insistait également sur la puissance excessive qu'avait acquise le Trésor :

> Les tentacules du ministère touchent à tant d'aspects de la vie politique et économique que leurs agents exercent un pouvoir qui n'a pas de pendant en Occident. Le ministère est traditionnellement plus influent que le premier ministre ou qu'aucun parti politique, et dès lors qu'il dirige la seconde économie mondiale, le plus petit de ses agissements peut perturber les marchés financiers aux quatre coins du globe[338] [*traduction par l'auteur*].

Une expression particulièrement révélatrice de l'arrogance qui régnait au sein du Trésor s'était répandue parmi les fonctionnaires : « *Warera fuji-san, hoka wa narabi no yama* », soit « nous sommes le mont Fuji, les autres sont une chaîne de reliefs[339] ». Autre exemple de cette grande condescendance, cette fois-ci à l'égard des hommes publics, Saitō Jirō, vice-ministre des Finances de 1993 à 1995, aimait demander de manière rhétorique : « Comment pourrait-on confier ce pays à des types qui deviennent politiciens par héritage ?[340] » [*traduction par l'auteur*] Mais ce mépris affiché masquait peut-être une certaine crainte. La journaliste Tanaka Atsushi résumait ainsi la situation : « Les bureaucrates, brûlant d'orgueil, se targuaient de tenir les rênes de l'État ; et pourtant, leur méfiance vis-à-vis des politiciens leur collait invariablement à la peau[341] » [*traduction par l'auteur*].

Cette situation apparaissait de plus en plus aberrante, voire carrément scandaleuse. Les médias japonais, toujours en verve pour trouver des surnoms choc, en étaient arrivés à qualifier Saitō de « premier ministre de l'ombre[342] » [*traduction par l'auteur*]. Ce pouvoir démesuré constituait un réel problème démocratique. Sans se référer explicitement au cas spécifique de l'*ōkurashō*, le politologue Kawato Sadafumi résume ainsi le problème :

> La bureaucratie détient les connaissances et les techniques spécifiques à l'administration. C'est la raison fondamentale pour laquelle les politiciens, qui constituent le « principal », délèguent aux bureaucrates, qui assument la fonction « d'agent ». Seulement, cette délégation représente une épée à double tranchant pour le principal, car les bureaucrates

[338] WuDunn, Sheryl. *Scandal Erodes the Power of Japan's Bastion of Fiscal Austerity* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1998/03/17/business/international-business-scandal-erodes-power-japan-s-bastion-fiscal-austerity.html (consulté le 5 février 2021)
[339] Hayashi, Tetsuya. *Kasumigaseki erīto kanryō no kakoku de mukuwarenai sekai* [en ligne]. https://toyokeizai.net/articles/-/225470?page=3 (consulté le 2 octobre 2023)
[340] Tanaka, Atsushi. Kūzen no baburu-jidai wo umidashita "ōkurashō shihai" to sono shūen. In : Hasumi, Seiichi, op. cit., p. 170
[341] Ibid.
[342] Ibid., p. 173

> peuvent utiliser leur expertise à l'encontre des intérêts des politiciens. Du moment où l'on considère qu'il est préférable de confier le pouvoir décisionnaire aux experts-bureaucrates, ces derniers prendront des décisions qui s'opposent aux choix politiques déterminés par les élus[343] [*traduction par l'auteur*].

L'auteur présente ce développement comme un problème commun aux États modernes, sans insister sur les spécificités japonaises. Il est en effet exact que les démocraties, dès lors qu'elles ont recours à des administrations non élues, sont menacées par ce dérèglement. Les électeurs comme les politiciens craignent donc de perdre leur pouvoir décisionnel. On rappellera par exemple qu'en France, Bercy est souvent qualifié, à tort ou à raison, « d'État dans l'État ». L'expression « État profond », popularisée ces dernières années par les mouvements populistes, se réfère également à cette inquiétude.

Les années 1980 représentèrent les derniers instants de l'âge d'or de l'*ōkurashō.* Durant la décennie suivante, le ministère du Trésor serait peu à peu rattrapé par des affaires de corruption. L'on découvrit tout d'abord que certains bureaucrates recevaient des pots-de-vin de la part des banques et autres institutions financières[344]. Éclata alors en 1998 l'affaire dite des « *shabu-shabu* sans culotte » : il s'avérait que les fonctionnaires du ministère organisaient régulièrement des repas d'affaires au « Loulan », un restaurant dont le caractère douteux, déjà fortement suggéré par son emplacement au centre du quartier chaud de Kabukichō, était confirmé par la spécialité du chef, un *shabu-shabu* – déclinaison japonaise de la fondue chinoise – préparé par des serveuses en minijupes ne portant pas de culotte[345].

La classe politique n'allait pas laisser passer une telle occasion. Il était l'heure de faire payer à l'*ōkurashō* son insubordination et son éternelle arrogance. En phase avec l'Agence des procureurs publics (*kensatsuchō*) et le Bureau d'enquêtes spéciales (*tokubetsu sōsabu* ou *tokusōbu*), le gouvernement châtia les membres du Trésor : destitutions, démissions forcées, sanctions pécuniaires, blâmes...[346] Cent-douze bureaucrates, principalement du ministère des Finances mais également de la Banque du Japon et d'autres institutions publiques, furent concernés par cette purge. Trois d'entre eux se suicidèrent[347].

---

[343] Kawato, Sadafumi. *Giin-naikakusei*. Tokyo : University of Tokyo Press, 2015, p. 179
[344] Isoyama, Tomoyuki. *"23 nen mae yori akiraka ni shobun ga karui" kōkyū kanryō no "chōzetsu settai" wa madamada owaranai* [en ligne]. https://president.jp/articles/-/43880?page=1 (consulté le 3 octobre 2023)
[345] Kawai, Kaoru. *"Nō-pan shabu-shabu" to "mune sawatte ii?" wo yurusu zannen na soshiki* [en ligne]. https://news.yahoo.co.jp/expert/articles/eecf78d422feeb3bdfd975e985368826842f3d00 (consulté le 3 octobre 2023)
[346] Tanaka, Atsushi, op. cit., pp. 180-182
[347] Ibid.

Katō Kōichi, ancien Secrétaire général du Cabinet devenu entre-temps Secrétaire général du Parti libéral-démocrate, annonça à cette occasion :

> Il y aura un transfert de pouvoir drastique des bureaucrates vers les politiciens. Au cours de l'année précédente, les bureaucrates qui étaient considérés comme les meilleurs et les plus brillants du pays, s'occupant de toute la gestion politique, se sont révélés moins efficaces et compétents que nous le pensions. Il est maintenant temps pour nous autres politiciens de conduire notre propre politique[348] [*traduction par l'auteur*].

Notons que le Bureau d'enquêtes spéciales (*tokusōbu*), qui joua un rôle central dans cette purge, est parfois suspecté au Japon d'être le bras armé des Américains, notamment en raison du fait qu'il ait été établi par le commandement suprême des forces alliées durant l'occupation. Philippe Mesmer, journaliste au *Monde*, présente ainsi le redoutable *tokusōbu*, protagoniste notamment dans les affaires Lockheed, Recruit et Carlos Ghosn :

> « Quand le huitième étage bouge, un frisson parcourt Nagatacho », dit-on dans les rues de ce quartier où bat le cœur de la politique japonaise. Le bureau d'enquêtes spéciales est installé au niveau huit du ministère de la justice et, depuis cette position hautement stratégique, le service lutte contre la délinquance en col blanc : corruption, évasion fiscale, atteintes aux règles commerciales ou à celles sur les monopoles privés. Fort de près de cent cinquante personnes, dont une quarantaine de procureurs sélectionnés parmi les meilleurs, qui fouillent les poubelles politico-financières du pays depuis sa création, en 1947.
> [...] Pour inquiétant qu'il soit, ce service a également sa part d'ombre. Héritier d'une structure ayant travaillé pour l'administration américaine d'occupation, il est parfois soupçonné d'être toujours sous l'influence des États-Unis[349].

Quoi qu'il en soit de la véracité de ces soupçons envers le *tokusōbu*, l'*ōkurashō* sortit grandement affaibli de cette opération médiatico-judiciaire à son encontre. Le Cabinet entreprit une série de restructurations visant à réduire l'influence du Trésor. En 1998 fut établie l'Agence de supervision financière (*kinyūkantoku-chō*), à laquelle fut attribuée des compétences jusqu'alors détenues par le ministère, tandis que le Département bancaire (*ginkō-kyoku*) et le Département des valeurs mobilières (*shōken-kyoku*), qui étaient chargés de la supervision et du

[348] WuDunn, Sheryl, op. cit.
[349] Mesmer, Philippe. *Le redoutable bureau d'enquêtes spéciales aux trousses de Carlos Ghosn* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2018/11/30/le-redoutable-bureau-d-enquetes-speciales-aux-trousses-de-carlos-ghosn_5390846_4500055.html (consulté le 3 octobre 2023)

contrôle des établissements financiers, furent fermés[350]. En 2000, le Département de la planification financière (*kinyūkikaku-kyoku*) fut à son tour fermé[351]. L'année suivante, une vaste réforme administrative touchant au fonctionnement et à la structure du gouvernement entraîna la recomposition du ministère ; le prestigieux *ōkurashō* – littéralement « ministère du Grand Trésor » – fut renommé à cette occasion *zaimushō* – « ministère des Finances ». Alors qu'il pourrait au demeurant sembler anecdotique voire insignifiant, ce changement de nom choqua un certain nombre de citoyens. Le politicien Matsuda Manabu, ancien membre du ministère, explique avoir été outré par l'indifférence ayant accompagné ce qu'il tient pour un grave reniement :

> *Ōkurashō* est le nom d'un office public établi il y a 1400 ans sous le règne de l'empereur Yūryaku ; en outre, cette appellation ne découle pas du chinois, mais tire au contraire son origine de notre langue ancestrale Yamato, ce qui octroyait au ministère une coloration unique. [Lorsque le changement de nom fut décidé,] je constatai avec étonnement que les Japonais constituaient un peuple dépourvu de toute conscience nationale. S'ils avaient été pourvus d'un tempérament respectueux de l'histoire et des traditions, on eut assisté à une opposition bien plus importante[352] [*traduction par l'auteur*].

La frénésie immobilière

Dans le secteur privé, le métier de *jiageya* devint l'un des sombres symboles de la période de la Bulle. Les *jiageya* étaient des agents spécialisés dans le rachat de parcelles de terrain. Ils étaient devenus des acteurs économiques de premier plan en raison du boom immobilier sans précédent qui s'était traduit par un foisonnement de projets ambitieux impliquant l'utilisation de vastes surfaces. Les villes japonaises n'étaient pas simplement rénovées ou modernisées ; elles subissaient un véritable changement d'échelle, dans la mesure où des domaines jusque-là morcelés se retrouvaient amalgamés pour permettre ensuite l'édification de bâtiments gigantesques. Les *jiageya* allaient négocier avec chaque propriétaire afin de lui racheter ses terres, lesquelles verraient leur valeur et leur rentabilité multipliées à la faveur de leur regroupement. Bien entendu, la tâche des *jiageya* s'avérait d'autant plus ardue que le projet de reconstruction nécessitait l'acquisition d'un périmètre étendu, puisqu'il fallait alors convaincre

[350] Itō, Osamu. Kin'yū gyōsei. In : Zaimushō zaimu sōgō seisaku kenkyūjo zaiseishishitsu. *Heisei zaiseishi : Heisei moto 12 nendo. dai 6 kan, kin'yū*. Tokyo : Hakuhōsha, 2019, p. 143
[351] Ibid., p. 170
[352] Matsuda, Manabu. *"Zaimushō" de ushinawareta "ōkurashō" to iu na no kokkaishiki to zaimushō kaitai-ron* [en ligne]. https://ameblo.jp/matsuda-manabu/entry-12377478082.html (consulté le 16 février 2021)

une foule disparate d'individus parmi lesquels se trouvaient immanquablement des éléments intraitables, absolument résolus à ne pas céder leur parcelle. Agacés par ces propriétaires réfractaires, les *jiageya* se firent de plus en plus pressants et menaçants, usant de méthodes abusives voire carrément illégales : intimidation, chantage, appels téléphoniques incessants, tapage nocturne, dégradations diverses... Il s'agissait de pourrir à tout prix le quotidien de ces entêtés ! Les victimes, dont le nombre explosa dans la seconde moitié des années 1980, se rendirent vite compte que ces opérations pernicieuses étaient organisées par des groupes de yakuzas sans scrupules, mandatés d'une manière ou d'une autre par les promoteurs immobiliers. Ces malfaiteurs faisaient preuve d'une créativité déroutante et effrayante en matière de harcèlement. Une résidente d'Osaka raconta ainsi comment sa vie fut transformée en enfer après qu'elle eut refusé une offre de rachat : en à peine huit mois, la plupart des vitres de sa demeure furent brisées, ses murs furent recouverts de graffitis, l'on vint sonner à sa porte à toute heure du jour et de la nuit, des plats qui n'avaient jamais été commandés lui furent régulièrement livrés, le premier étage fut mystérieusement infesté d'une horde de mille-pattes venimeux, et l'on finit carrément par s'introduire chez elle en son absence pour mettre le feu aux tatamis, imbibés au préalable de kérosène[353].

Le propriétaire d'un magasin de pâtisseries traditionnelles japonaises *wagashi* décrivit les menaces qu'il dut subir dès lors qu'il refusait d'abandonner sa petite boutique, au-dessus de laquelle il résidait :

> Les *jiageya* ont entamé leurs visites plus d'une année avant l'incident final. Je me rappelle qu'ils ont commencé en disant : « On te file 3 millions de yens et tu pars d'ici. » Dès lors que j'ai refusé leurs offres, on m'a retiré l'enseigne du magasin, on a détruit la porte à coups de pied... Je recevais sans cesse des appels où la personne à l'autre bout du fil demandait : « Je suis bien aux pompes funèbres ? »[354] [*traduction par l'auteur*]

La propriété de ce malheureux confiseur fut finalement incendiée le 30 septembre 1986, après des mois d'intimidations.

Les techniques de harcèlement n'avaient pas à atteindre un tel niveau de violence pour être efficaces : par exemple, l'une des pratiques les plus courantes consistait à enfermer dans une maison avoisinante des chiens affamés qui, percevant l'odeur savoureuse de poulets soigneusement disposés dans des pièces rendues inaccessibles, ne cessaient d'aboyer et de

[353] Chandler, Clay. *Thugs Run the Real Estate 'Closings' in Some of Japan's Boom Towns* [en ligne]. https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-1990-06-24-9002210664-story.html (consulté le 20 mai 2021)
[354] Saitō, Takao. Seishin no gareki nippon baburu no tsumeato (1) jiage sōdō no atosaki. In : *Sekai*, 1998, vol. 648, p. 161

gémir[355]. Au vu de ces procédés sordides qui se firent de plus en plus fréquents, l'on comprend sans peine pourquoi les *jiageya* furent perçus durant les années 1980 comme des personnages extrêmement dangereux, étroitement liés au monde du crime. L'on ne pouvait que trembler devant cette alliance redoutable qui s'était tacitement liée entre les banques, les agences immobilières, les *jiageya* et les yakuzas ; dès lors qu'il était question de terrains et d'immeubles, les actes les plus vils perpétrés par les individus les moins fréquentables bénéficiaient, en définitive, du soutien des conglomérats.

Le phénomène, qui avait pris naissance à Tokyo dans la seconde moitié des années 1980, frappa ensuite lourdement Osaka avec un décalage de quelques années. Bien que les deux villes fussent les plus sévèrement affectées, le fléau des *jiageya* toucha également les nombreuses régions périphériques, telles que le Tōhoku ou les îles de Shikoku et d'Okinawa[356].

On peut affirmer avec le recul que le *jiageya* servit d'intermédiaire entre la pègre et le secteur privé. Tandis que les entreprises immobilières flirtaient dangereusement avec le monde du crime, les yakuzas s'assimilaient à l'univers du business. Le géographe Philippe Pelletier explique à ce propos : « L'ambiance spéculative et frénétique [de la Bulle] modifie la nature du yakuza qui passe du voyou plus ou moins sophistiqué, illégal, à l'homme d'affaires aux marges de la légalité[357] ». Cette évolution ne toucha pas l'archipel de manière uniforme, ce qui engendra un décalage entre les différentes régions. Toujours selon Pelletier :

> Dans le Kansai, le Yamaguchi-gumi monopoleur représente les yakuzas « à l'ancienne », brutaux, instinctifs, reposant sur des valeurs et une vision traditionnelles, tant dans le registre idéologique que dans la stratégie souvent conçue comme court-termiste. [...]
> [Dans le Kantō,] Les *yakuza* y sont tout aussi brutaux, mais leur système de valeurs et leur fonctionnement sont moins folkloriques, plus composites [...]. Plus proches des innovations de la place financière mondiale qu'est en train de devenir la capitale japonaise, ils saisissent les nouvelles dynamiques de l'économie capitaliste voire du système politique japonais. D'une certaine façon, certains chefs de gangs ne cultivent plus la nostalgie de l'empire avec ce que cela implique de chimère politique ou idéologique[358].

[355] Chandler, Clay, op. cit.
[356] Saitō, Takao, op. cit., p. 167
[357] Pelletier, Philippe. *L'Empire des Yakuza : Pègre et nationalisme au Japon*. Paris : Le Cavalier Bleu, 2021, p. 181
[358] Pelletier, Philippe, op. cit., p. 184

Les scandales de la Bulle

En 1990 éclata l'affaire Itoman, un scandale de malversation et d'abus de confiance qui allait mener en quelques années à la disparition de l'entreprise éponyme. Itoman était une *sōgō shōsha*, un type de sociétés commerciales propres au système japonais spécialisées dans les importations et les exportations. Ces sortes de maisons de négoce étaient affiliées à l'un des grands conglomérats, les fameux *keiretsu* ; Itoman faisait ainsi partie du groupe Sumitomo, et recevait son financement de la prestigieuse Sumitomo Bank[359]. En proie à une situation compliquée à la suite du choc pétrolier de 1973, Itoman avait considérablement diversifié ses activités sous la direction de son nouveau président Kawamura Yoshihiko, ancien employé de la Sumitomo Bank : l'entreprise, qui était jusqu'alors spécialisée dans le commerce de textile, avait dans un premier temps élargi son champ d'action pour englober d'autres secteurs, avant de s'embarquer carrément dans des opérations spéculatives sans lien avec le commerce international. L'un des nouveaux directeurs d'Itoman promus par Kawamura, Itō Suemitsu, lequel s'était fait remarquer pour ses talents de *jiageya*, poussa la boîte à contracter des prêts démesurés pour financer des projets immobiliers extravagants, tels que la construction de terrains de golf et de complexes de loisirs qui ne verraient jamais le jour ; Itō prescrivit par ailleurs l'achat de nombreux tableaux et autres œuvres d'art auprès de son complice Heo Yeongjung, un homme d'affaire d'origine coréenne, à des prix largement surévalués[360]. Les ennuis avec la justice commencèrent dès lors que l'on se rendit compte de l'existence d'un « trou » de 300 milliards de yens dans le bilan de l'entreprise (environ 2,1 milliards de dollars au 1er janvier 1990) : comment une telle somme avait-elle pu disparaître ? Qui avait bien pu mettre la main sur cet argent ? Les soupçons se concentrèrent rapidement sur les deux compères Itō et Heo : c'est alors que l'on découvrit les nombreuses pratiques frauduleuses auxquelles ils s'étaient adonnés au détriment d'Itoman. Il s'avéra que les deux acolytes, en plus d'être des escrocs patentés, entretenaient des liens embarrassants avec le monde du crime organisé, et plus précisément avec le tout-puissant Yamaguchi-gumi[361]. L'on put dès lors légitimement craindre

[359] McCarthy, Terry. *Japan's Crime Incorporated: The years of the bubble economy lured Japan's yakuza gangs to muscle into big business. Terry McCarthy in Tokyo explores their corporate web* [en ligne]. https://www.independent.co.uk/news/business/japan-s-crime-incorporated-the-years-of-the-bubble-economy-lured-japan-s-yakuza-gangs-to-muscle-into-big-business-terry-mccarthy-in-tokyo-explores-their-corporate-web-1479105.html (consulté le 4 octobre 2023)

[360] Jameson, Sam. *Leading Bank Caught Up in Newest Scandal: Japan: Six people with ties to a trading company backed by Sumitomo Bank were charged with illegal stock transactions and fraudulent art deals* [en ligne]. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-07-24-fi-281-story.html (consulté le 19 mai 2021)

[361] Itō, Hirotoshi. Sengo saidai no keizai jiken "itoman jiken" ga shōsha shita baburu jidai no imi to honshitsu. In : Hasumi, Seiichi. *Shōgen baburu densetsu*. Tokyo : Takarajimasha, 2018, pp. 111-112

que les 300 milliards eussent pu atterrir dans la trésorerie des yakuzas... Brisé par ce gigantesque scandale, Itoman fut racheté en 1993 par Sumikin Bussan, une autre *sōgō shōsha* faisant partie du conglomérat Sumitomo. La maison-mère fut, bien entendu, également éclaboussée par cette affaire. Tout d'abord, son président mythique Isoda Ichirō, surnommé « l'empereur de la Sumitomo Bank » (*sumitomo-ginkō no tennō*) voire simplement « l'empereur » (*tennō*), dut démissionner[362]. Puis, ses dangereux « partenaires » se retournèrent contre elle : des dizaines d'attaques au cocktail Molotov visant les résidences des cadres du groupe Sumitomo eurent lieu en 1993, avant que le directeur d'une succursale de la banque fût retrouvé assassiné à Nagoya le 14 septembre 1994[363]. Les médias s'alarmèrent de l'émergence au Japon du « terrorisme d'entreprise[364] ».

Cela faisait plusieurs années que Sumitomo s'était engagé dans une pente glissante. En 1986, le groupe avait racheté la banque Heiwasōgo, qui était alors surnommée « la tirelire du monde des ténèbres » (*yami no sekai no chokinbako*) en référence aux liens étroits qu'elle entretenait avec les groupes de yakuzas[365]. Les domaines de la légalité et de l'illégalité s'entremêlaient, se mariaient. Le critique politique Sataka Makoto fustige cette évolution en faisant mention « des banques devenues yakuzas et des yakuzas devenus banques[366] » [*traduction par l'auteur*].

L'affaire Itoman est depuis lors considérée au Japon comme « le scandale économique qui symbolise l'époque de la Bulle[367] » [*traduction par l'auteur*]. Le journaliste économique Umezawa Masakuni écrivait au sujet de l'affaire : « La plus grande spécificité de la Bulle Heisei fut l'entrelacement, la parfaite harmonie entre l'ombre et la lumière. [...] Les lignes de démarcation sont devenues floues ; l'on ne pouvait plus distinguer le bon grain de l'ivraie[368] » [*traduction par l'auteur*]. La confusion morale suscitée par cette brusque reconfiguration des valeurs pouvait être déstabilisante. Dans un article de 1986 consacré à l'évolution des pratiques bancaires, le journaliste économique Matsuda Taku s'inquiétait, au regard de l'explosion des prix de l'immobilier et du débridement des comportements financiers, de « l'avènement de la

[362] Sejimo, Hideo. *"Tennō" to yobareta bankā Isoda Ichirō shi wo otta 2 nen* [en ligne]. https://www.jnpc.or.jp/journal/interviews/34839 (consulté le 4 octobre 2023)
[363] Le Monde. *Une série d'intimidations et d'assassinats de dirigeants Le Japon découvre le "terrorisme d'entreprise"* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/archives/article/1994/09/17/une-serie-d-intimidations-et-d-assassinats-de-dirigeants-le-japon-decouvre-le-terrorisme-d-entreprise_3847744_1819218.html (consulté le 4 octobre 2023)
[364] Ibid.
[365] Pelletier, Philippe, op. cit., pp. 186-187
[366] Sataka, Makoto. *"Yakuza-ka shita ginkō" no tenkei – sumitomo ginkō. Isoda-kin mamire no jinzai ga kyakkō abiru jidai* [en ligne]. https://magazine.logi-biz.com/pdf-read.php?id=1451 (consulté le 1 juin 2021)
[367] Itō, Hirotoshi. Sengo saidai no keizai jiken "itoman jiken" ga shōsha shita baburu jidai no imi to honshitsu. In : Hasumi, Seiichi. *Shōgen baburu densetsu*. Tokyo : Takarajimasha, 2018, p. 109
[368] Umezawa, Masakuni. Konzen ittai datta "omote" to "ura" no shakai. In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, pp. 42-44

société-casino au Japon[369] » [*traduction par l'auteur*]. Le monde des affaires semblait alors délaisser le travail honnête et l'assiduité pour le jeu d'argent et l'artifice.

La femme de la Bulle

Les années 1980 et la période de la Bulle représentent un moment de redéfinition des relations hommes-femmes et du rôle de chacun au sein de la société nippone. La génération de la Bulle consacre la femme, qui se retrouve adorée, adulée, vénérée, idolâtrée. L'on n'attend plus de la femme qu'elle gouverne le foyer avec grâce et douceur ; désormais, elle devient une séductrice décomplexée, symbole d'une époque luxurieuse et voluptueuse. Les femmes de la Bulle jouissent dès lors d'une image paradoxale, estimées pour leur caractère et dénigrées pour leur désinvolture. Elles seraient dynamiques mais manipulatrices, scintillantes mais superficielles, libres mais inconstantes. Selon Sakamoto, les femmes de la Bulle « sont clairement prééminentes, ce sont elles qui dominent la culture », tandis qu'en matière de relations amoureuses « la relation de pouvoir entre hommes et femmes s'est inversée[370] » [*traductions par l'auteur*]. Les femmes deviennent actives et compétitives non seulement sur le marché du travail mais aussi dans la recherche d'un partenaire. L'expression des « trois hauts » (*sankō*) se popularise pour désigner les attentes des femmes vis-à-vis de leur futur mari : haute éducation, haute stature, haut revenu. Cette nouvelle norme de la femme proactive engendrera néanmoins la mise à l'écart de celles qui ne parviendront pas à assouvir les ambitions individuelles de leurs temps : les femmes célibataires de plus de trente ans seront désormais considérées comme des *makeinu*, expression particulièrement péjorative signifiant « perdantes » ou « ratées ».

Parmi les expressions emblématiques de la Bulle figurent les sobriquets *asshī-kun* (アッシー君), *messhī-kun* (メッシー君), *mitsugu-kun* (ミツグ君) ou encore *tsunagu-kun* (ツナグ君), employés par les jeunes femmes pour désigner un certain type d'hommes dont elles avaient réussi à conquérir le cœur. Ces surnoms, compliqués à traduire en français, se composent tous du suffixe *kun*, habituellement rattaché au nom (ou prénom) d'amis masculins proches ou de subordonnés, précédé des néologismes *asshī* (アッシー), *messhī* (メッシー), *mitsugu* (ミツグ) et *tsunagu* (ツナグ), lesquels dérivent respectivement de *ashi* (足), *meshi* (飯), *mitsugu* (貢ぐ) et *tsunagu* (繋ぐ), soit « jambes », « bouffe », « entretenir » et « brancher ». Les femmes de la

[369] Matsuda, Taku. Nihon ni mo yattekita "kajino shakai". In : *Chūōkōron*, 1986, vol. 101(8), p. 104
[370] Sakamoto, Setsuo & Harada, Yōhei, op. cit., pp. 128-130

Bulle faisaient appel à leur *asshī-kun* – soit leurs « jambes » ou leurs « pattes » – lorsqu'elles devaient se déplacer en voiture ; puis, lorsqu'elles avaient faim, elles sollicitaient *messhī-kun* – « Bouffe » – qui les inviterait au restaurant ; après le repas, *mitsugu-kun* – le « boursier » – serait toujours disponible pour leur acheter un sac ou un bijou ; enfin, si un problème de câbles survenait chez elles avec la télévision ou un autre appareil électronique, *tsunagu-kun* – le « connecteur » – viendrait pour rebrancher les fils. Bien entendu, seule une minorité de Japonaises disposaient de *asshī-kun*, *messhī-kun*, *mitsugu-kun* et *tsunagu-kun*, mais la pratique s'était largement répandue au point de devenir un réel phénomène de société. L'on ne se cachait pas, entre filles, d'avoir des valets ; au contraire, certaines s'en enorgueillissaient même, puisque cela démontrait leurs talents de séductrices et le « pouvoir » qu'elles pouvaient avoir sur les hommes.

Ōkubo Chika (nom d'emprunt), désormais dirigeante au sein d'une multinationale japonaise, faisait partie des femmes qui profitaient des services d'un *asshī-kun*. À l'époque, elle ne trouvait pas cette relation particulièrement bizarre :

> Quand on y repense, c'était un peu méchant, mais lorsque je sortais de soirée et que je ne savais pas comment rentrer, j'appelais mon *asshī-kun* qui se précipitait pour venir me chercher. Il savait bien qu'il était un *asshī-kun*, mais ça ne le dérangeait pas plus que ça. Je pense qu'il avait du plaisir à conduire avec une jolie fille assise à ses côtés. Comme il avait l'air content de son rôle, je n'hésitais pas à l'appeler pour qu'il me conduise d'un endroit à un autre. Il n'avait sûrement pas grand-chose à faire d'autre[371].

Si Ōkubo considérait normal qu'une femme ait son *asshī-kun* et son *messhī-kun*, elle se montrait plus perplexe au sujet des *mitsugu-kun* :

> J'avais des amies qui avaient leur *mitsugu-kun*. Dès qu'elles voyaient un sac qui leur plaisaient, elles l'appelaient pour qu'il le lui offre. Je trouvais quand même ça bizarre. Mais bon, les *mitsugu-kun* étaient certainement contents de pouvoir faire des cadeaux. C'était peut-être gagnant-gagnant[372].

L'on promouvait dans les médias l'image de la femme indépendante, de la femme protagoniste. La spécialiste de mode Kawamoto Keiko, s'exprimant au sujet de la femme idéale des années 1980, annonçait un nouvel impératif, à la fois esthétique et psychologique : « Il ne faut pas se maquiller pour les hommes, mais pour faire ressortir sa beauté brute. C'est à cela

[371] Entrevue réalisée le 1 novembre 2019.
[372] Ibid.

que sert le maquillage[373] » [*traduction par l'auteur*]. La femme devait se positionner au centre de son existence et de cette nouvelle ère qui s'ouvrait devant elle.

Il ressort de nombreux témoignages que les femmes se sentirent particulièrement cajolées durant l'époque de la Bulle. Harimoto Yōko (nom d'emprunt), qui a commencé à travailler en 1988, se confie à ce sujet :

> La Bulle a été une époque durant laquelle les femmes ont été choyées. Je pense que les femmes ont été favorisées en tant que femmes. C'étaient elles qui menaient le bal. Les hommes leur offraient toujours le repas, venaient les chercher en voiture, payaient pour les voyages, leur offraient des cadeaux coûteux... Les femmes avaient souvent un cortège de prétendants tous plus serviables les uns que les autres. Ça nous paraissait alors totalement normal[374].

Nakamura Eiko (nom d'emprunt), qui travaillait en tant que guide touristique pendant la Bulle, partage ce constat :

> Durant la Bulle, les femmes ont été adulées. On nous offrait des cadeaux splendides pour notre anniversaire, à la Saint-Valentin et à Noël. D'une manière générale, je trouve que la société japonaise est patriarcale. C'est aussi le cas aujourd'hui. Mais durant l'époque de la Bulle, les hommes adulaient les femmes. Ces dernières ont eu beaucoup de plaisir au cours de cette période[375].

Ce « privilège féminin » se manifestait également dans le monde du travail, notamment lors des *settai*, les repas d'affaires. Une femme interviewée par le journaliste Ōmiya Tōyō déclarait à ce sujet : « Seules les femmes ont pris du bon temps. Un collègue masculin de la même génération que moi, qui était alors dans sa vingtaine, ne recevait que peu d'invitations et n'avait pas d'économies[376] » [*traduction par l'auteur*]. Si ces propos sont certainement exagérés, ils attestent d'un sentiment largement partagé selon lequel les femmes furent particulièrement choyées durant la Bulle.

Shīne Yamato, une conseillère de rédaction renommée, observa depuis les premières loges cette prépondérance féminine dans le domaine culturel. Cofondatrice et rédactrice en chef du magazine *Hanako* inauguré en 1988, Shīne comprit rapidement que les jeunes femmes adultes,

[373] Kawamoto, Keiko. 80 nendai bijo no jōken. In : *Chūōkōron*, 1982, vol. 97(6), p. 50
[374] Entrevue réalisée le 9 février 2022.
[375] Entrevue réalisée le 10 février 2022.
[376] Ōmiya, Tōyō. Sugosugiru baburu settai densetsu. In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 46

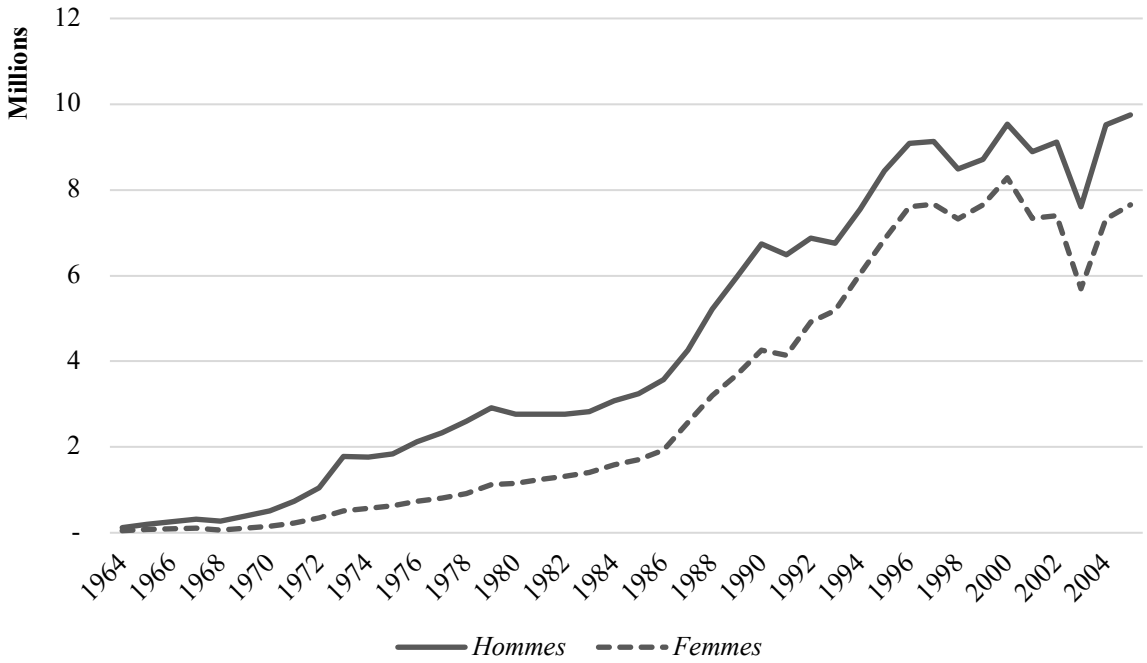
prises « d'une envie soudaine et insatiable d'achats, de nourriture et de voyages[377] » [*traduction par l'auteur*], constituaient les nouvelles protagonistes des arts et loisirs ; elle voulut ainsi que le lecteur type de *Hanako* fût une femme célibataire de 27 ans travaillant dans la capitale. En vue d'attirer ce lectorat dynamique et lucratif, il fut décidé que le slogan du magazine serait « *Kyaria to kekkon dake ja iya* », soit : « Non, je ne me contente pas de carrière et de mariage[378] ». La formule était particulièrement intéressante dès lors qu'elle ne se limitait pas au rejet devenu conventionnel de la condition de mère au foyer : elle égratignait tout autant la figure de la *working woman* absorbée par son travail, autrement dit ennuyeuse. Ces quelques mots sont ainsi révélateurs de la manière dont les femmes s'étaient imprégnées de l'esprit de la Bulle. Les clients publicitaires de *Hanako* expliquaient à Shīne s'attendre à ce que les lectrices allassent « une fois par semaine au restaurant, une fois par mois à un concert, une fois par an en voyage à l'étranger[379] » [*traduction par l'auteur*]. Le milieu des affaires lorgnait cette femme nouvelle, active et extravertie.

Le cas des voyages à l'étranger atteste le désir de découvertes exprimé par la génération de la Bulle, en particulier par les femmes : Shīne rappelait que parmi les trois millions de Japonais âgés de 20 à 29 ans à avoir effectué un séjour à l'étranger en 1990, environ 1,7 million étaient des femmes, soit 57 % des voyageurs[380].

Les graphiques 5, 6, 7, 8, 9 et 10 ci-dessous montrent l'évolution du nombre de voyages à l'étranger réalisés chaque année par les citoyens nippons entre 1964 et 2005. L'on observe tout d'abord une augmentation continue du nombre de séjours jusqu'à la fin des années 1990, à l'exception d'une brusque contraction en 1968 (-20 %) et de deux courtes périodes de recul correspondant respectivement au second choc pétrolier (-3 % en 1980) et à l'éclatement de la bulle (-3 % en 1991) (voir graphiques 5 et 9). Les taux de croissance annuels les plus impressionnants se situent entre 1969 et 1973 – ils varient entre 35 % et 64 % –, mais les périodes 1976-1979 et 1986-1990 donnent également lieu à des accroissement importants, de 10 % à 16 % durant le premier intervalle puis de 11 % à 24 % lors du second (voir graphique 9).

[377] Shīne, Yamato. "Hanako" to 80 nendai towa nandatta noka. In : Kawai, Hayao & Ueno, Chizuko. *Gendai nihon bunka ron 8: yokubō to shōhi*. Tokyo : Iwanami Shoten, 1997, p. 78
[378] Ibid., p. 82
[379] Ibid.
[380] Ibid., p. 81

Graphique 5: Voyages à l'étranger



Source : Immigration Services Agency of Japan

Graphique 6: Voyages à l'étranger (20-24 ans)

Source : Immigration Services Agency of Japan

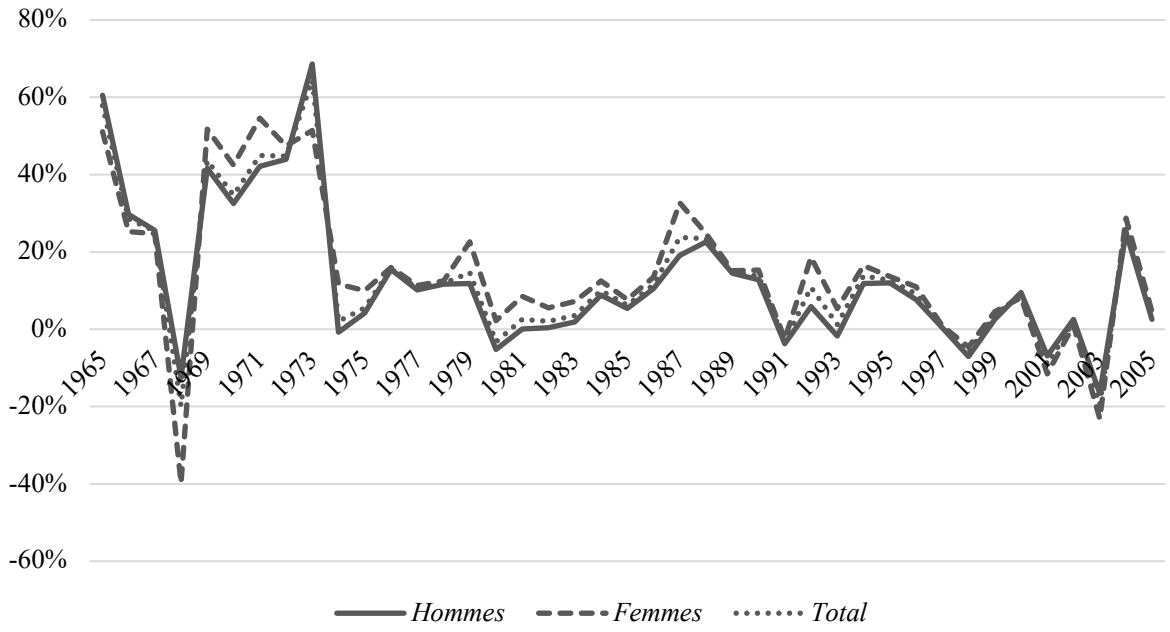
Graphique 7: Voyages à l'étranger (25-29 ans)

Source : Immigration Services Agency of Japan

Graphique 8: Voyages à l'étranger (30-34 ans)

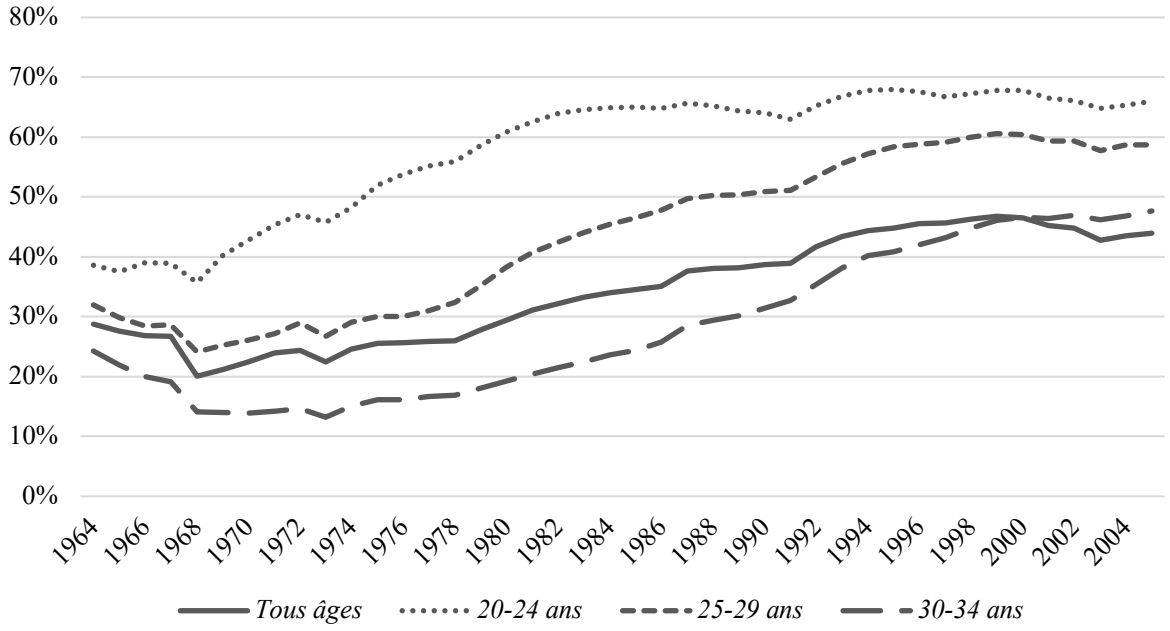
Source : Immigration Services Agency of Japan

Graphique 9: Taux de croissance annuel du nombre de voyageurs à l'étranger (%)



Source : Immigration Services Agency of Japan

Graphique 10: Proportion des femmes parmi les voyageurs à l'étranger



Source : Immigration Services Agency of Japan

Notons qu'à partir de 1974 jusqu'en 1999, les taux de croissance sont constamment plus élevés chez les femmes, ce qui indique un phénomène de rattrapage qui ne saute pas forcément aux yeux sur le graphique 5. Cette ascension féminine apparaît clairement dans le pourcentage de femmes parmi les Japonais ayant voyagé à l'étranger : alors que cette proportion n'est que de 20 % en 1968, elle ne cesse de croître pour atteindre 47 % en 1999 (voir graphique 10). Les femmes deviennent même rapidement majoritaires chez les adultes de moins de 30 ans : parmi les 20-24 ans, la barre des 50 % est franchie dès 1975, tandis que les 25-29 ans dépassent ce seuil en 1988, au plus fort de la Bulle. Chez les 20-24 ans, le pourcentage se stabilise aux alentours des 65 % dès le début des années 1980, ce qui représente une disparité notable. Les graphiques 6 et 7 témoignent également de cette propension saisissante des jeunes Japonaises à se lancer à la découverte de contrées lointaines.

Durant la Bulle, les séjours à l'étranger étaient communément organisés par une agence de voyages. L'ancienne guide touristique Nakamura Eiko, citée précédemment, a vécu de l'intérieur cet âge d'or du tourisme japonais :

> En tant que guide touristique, j'ai été amenée à voyager dans plusieurs pays. Nous séjournions toujours dans des hôtels luxueux et dînions dans des restaurants haut de gamme. À l'époque, je ne me demandais pas pourquoi notre agence avait tant de succès, mais j'ai compris quelques années plus tard que nous étions alors en pleine bulle économique[381].

Fukuda Kiko (nom d'emprunt), désormais professeure de japonais à Genève, a été elle aussi au contact direct de l'enthousiasme et de la soif de consommation des touristes nippons durant cette période :

> Quand je suis arrivée à Genève en 1987, j'ai commencé à travailler dans un magasin de souvenirs. Le propriétaire cherchait à engager des employés japonais parce que le nombre de touristes nippons avait explosé. En tant que Japonais, il était à l'époque très facile de trouver un travail. Le magasin débordait de clients japonais : en une journée, une douzaine de cars pouvaient se succéder pour déverser des grappes de touristes japonais qui se ruaient sur tout ce qui était exposé. Le car s'arrêtait devant le magasin, le guide criait : « Vous avez trente minutes ! », les touristes se pressaient de faire leurs achats, puis remontaient dans le car qui repartait de suite. On vendait énormément de montres. Chaque touriste japonais repartait avec deux modèles. C'était incroyable. Les Japonais avaient l'air heureux de dépenser leur argent[382].

[381] Entrevue réalisée le 10 février 2022.
[382] Entrevue réalisée le 31 janvier 2020.

En dehors des voyages, le dynamisme des femmes de la Bulle se manifestait, selon Shīne, à travers leur engouement pour les marques de luxe. Ces dernières se focalisaient d'ailleurs sur la clientèle féminine, en négligeant quelque peu sa contrepartie masculine :

> À ce moment-là, il n'y avait rien pour attirer l'attention et l'argent des jeunes hommes. Un gouffre s'était ouvert en matière d'information entre les femmes et les hommes de 25-30 ans ; s'imposait l'idée selon laquelle c'étaient les femmes qui avaient la capacité d'agir, c'étaient les femmes qui connaissaient le monde[383] [*traduction par l'auteur*].

La créativité et la liberté féminines s'observèrent également à travers des détails à première vue anecdotiques de la vie quotidienne. Ainsi, les étudiantes développèrent de façon spontanée un style calligraphique arrondi, baptisé *marumoji*, qui fut perçu comme souple, mignon et intrinsèquement féminin[384]. Ce phénomène est d'autant plus intéressant que, traditionnellement, les alphabets nippons étaient genrés : les katakanas, formés de lignes droites et d'angles aigus, étaient perçus comme « masculins », tandis que les hiraganas, composés de courbes, étaient « féminins » (*onna moji* ou *onna de*).

Durant la Bulle, la femme modèle était dynamique, élégante et aguicheuse. Naturellement, certaines citoyennes ne correspondaient pas ou ne voulaient pas correspondre à cet idéal. Lorsqu'elle travaillait à Tokyo au milieu des années 1980, Fukuda Kiko, citée précédemment, avait une collègue et amie qui semblait se désintéresser totalement de ces normes. Les autres employées, dans le vent, se moquait de son originalité :

> J'avais une amie à la banque qui ne s'était absolument pas imprégnée de l'ambiance de la Bulle. Elle avait un caractère très indépendant ; elle ne se laissait pas emporter par l'air du temps. Contrairement aux autres employées de la banque, elle ne portait pas uniquement des habits de marques. Elle était donc perçue par ses collègues comme bizarre et terne. Un jour, elle m'a proposé de faire un petit voyage. C'est alors qu'elle m'a emmenée au célèbre sanctuaire d'Izumo, dans la préfecture de Shimane. Ce choix de destination était surprenant de la part d'une jeune femme. Quand je suis entrée dans le sanctuaire, j'ai ressenti des frissons. J'y retourne régulièrement depuis. De nos jours, Izumo est toujours bondé, mais quand j'y suis allée pour la première fois avec cette amie, il n'y avait personne. Depuis lors, il est devenu normal que les jeunes aillent au sanctuaire, mais quand j'ai commencé à travailler c'était quelque chose de très bizarre[385].

---

[383] Shīne, Yamato, op. cit., p. 87

[384] Chō, Hidetoshi. *"Marumoji" wa kieta noka: kōkan nikki de shiyō no 40 dai josei mo kakezu… LINE "emoji" ni ikiru "kawaii" seishin* [en ligne].
https://www.sankei.com/article/20160113-M7R74IXTQ5KM3AEPJQOQOEYBKQ/ (consulté le 4 novembre 2023)

[385] Entrevue réalisée le 31 janvier 2020.

À cette amie discrète, intellectuelle et férue de tradition, la Bulle ne seyait guère.

L'égalité hommes-femmes en matière d'emploi

L'évolution du rôle des femmes dans la société ne se limita pas à une redéfinition des relations familiales et privées ; la sphère politique se saisit activement de cette problématique et encouragea les transformations qui lui semblaient souhaitables, notamment sur le marché du travail. Ainsi, la loi de 1972 sur le bien-être des femmes ayant un emploi (*kinrōfujin fukushi-hō*), qui cherchait timidement à améliorer les conditions d'existence d'une population jugée particulièrement vulnérable, fut modifiée en profondeur et renommée en 1986 « loi sur l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi » (*danjo koyō kikai kintō-hō*).

L'adoption de la loi sur l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi faisait suite à la signature par le Japon, le 17 juillet 1980, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, puis à sa ratification le 25 juin 1985. Plusieurs observateurs conservateurs réprouvèrent ce calendrier, arguant que les transformations annoncées de la répartition sexuelle du travail résultaient en fait de pressions extérieures aberrantes dans la mesure où elles aspiraient à transposer des problématiques propres aux sociétés occidentales au reste de l'humanité. L'essayiste politique Yayama Tarō déclarait ainsi :

> Pour être libérées d'une existence subordonnée aux hommes, les femmes doivent devenir indépendantes en obtenant un travail : voilà le souhait des femmes blanches. Mais qu'en est-il des femmes japonaises ? Dans la société nippone, la répartition des rôles entre les hommes et les femmes résulte de valeurs citoyennes communes. Le système du *shūshin koyō*[386] est né à partir de ces valeurs. *A contrario*, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été façonnée à partir des valeurs des sociétés blanches. [...] Nous refusons que les valeurs étrangères propres aux sociétés blanches nous soient imposées[387] [*traduction par l'auteur*].

Mais si Yayama rejetait avec tant de fermeté le féminisme américain, ce n'était pas uniquement en raison de ses airs néocoloniaux : l'aspect le plus délétère de ce mouvement résidait, selon l'essayiste, dans ses racines libérales et sa nature individualiste :

> Le *Women's Lib* insiste pour que l'on considère les femmes non en tant que femmes mais en tant qu'individus. Il désire l'apogée de l'individualisme à travers la négation de

[386] Système d'emploi à vie.
[387] Yayama, Tarō. "Danjo koyō byōdō-hō" wa nihon wo tsubusu. In : *Shokun!*, 1984, vol. 16(5), pp. 251-252

> toute division traditionnelle des rôles entre les hommes et les femmes. Il pense que l'émancipation des femmes ne peut se faire qu'en réfutant les concepts mêmes de répartition sexuelle des tâches ou de famille, autrement dit en réduisant les êtres humains à l'état de simples individus[388] [*traduction par l'auteur*].

Le journaliste Yamaki Hiroyuki faisait également référence au colonialisme occidental lorsqu'il affirmait que l'entrée en vigueur de la loi sur l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi représentait « un grand événement comparable à l'arrivée des navires noirs[389] » [*traduction par l'auteur*], à savoir ceux du commodore Perry. Yamaki comparait ce changement de législation à un véritable séisme, marquant « le passage d'une gestion de type groupiste à une gestion centrée autour des compétences individuelles[390] » [*traduction par l'auteur*]. L'auteur faisait ensuite part de son inquiétude vis-à-vis d'un tel chambardement : « Si l'on continue ainsi, le régime de travail qui a été minutieusement construit à partir de la fin de la guerre sombrera dans la confusion[391] » [*traduction par l'auteur*]. Il concluait, troublé mais fataliste :

> Il est évident que la survie de l'ancienne gestion à la japonaise fondée sur le groupisme deviendra compliquée. Le monde des entreprises de notre pays vient d'entrer dans l'ère des « compétences individuelles » en tant qu'idéologie de la gestion du personnel[392] [*traduction par l'auteur*].

La philosophe Hasegawa Michiko dénonçait elle aussi le « néocolonialisme des Blancs », s'indignant que les Occidentaux dictassent aux autres civilisations de s'aligner sur leurs valeurs : « La Convention internationale qui prescrit cette loi ne respecte absolument pas la culture des pays et des peuples[393] » [*traductions par l'auteur*]. Hasegawa comparait l'ordre culturel à un écosystème, plus ou moins fragile, potentiellement mis en péril par l'altération de l'une de ses composantes ; c'était cela qui se trouvait menacé par l'adoption de normes imposant l'égalité entre les hommes et les femmes en matière d'emploi :

[388] Ibid., p. 248
[389] Yamaki, Hiroyuki. Danjo koyō-hō ga kaeru nihon-teki keiei. In : *Bungeishunjū*, 1985, vol. 63(12), p. 270
[390] Ibid.
[391] Ibid.
[392] Ibid., p. 275
[393] Hasegawa, Michiko. "Danjo koyō byōdō-hō" wa bunka no seitaikei wo hakai suru. In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(5), p. 78

> L'effondrement de sa culture en tant que système [...] signifie la perte d'un mode de vie, la perte d'un espace, la perte de son *temps* ; en un mot, cela signifie que les êtres humains perdent la possibilité de vivre en tant qu'êtres humains[394] [*traduction par l'auteur*].

Bien que la quasi-totalité de la gauche soutînt l'entrée des femmes sur le marché du travail, certaines voix marxistes firent part de leur méfiance vis-à-vis d'évolutions leur semblant dictées par des logiques capitalistes. La journaliste et essayiste Masuda Reiko craignait ainsi que l'énergie des femmes, sous les oripeaux de la « libération », fût insidieusement captée par le capital et que les conceptions féministes provoquassent l'étiolement de la solidarité au sein des classes défavorisées :

> Ce qui viendra ensuite sera une réforme complète de la loi sur les normes du travail, laquelle accompagnera l'accaparement de la force de travail interne par un petit groupe d'élites, hommes et femmes, de même que l'établissement d'un troupeau de travailleurs intérimaires composé majoritairement d'hommes et de femmes d'âge moyen ou avancé. La loi sur l'égalité, associée à la suppression des protections inscrites dans la loi sur les normes du travail, prépare admirablement les deux évolutions que sont l'acheminement d'une minorité d'élites féminines vers le capital et l'apport de travailleurs intérimaires ou à temps partiel[395] [*traduction par l'auteur*].

Masuda avait le courage de mettre en avant une réalité que la gauche refusait de voir : loin de constituer une « conquête » des classes populaires ou d'un quelconque prolétariat, le mouvement pour l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi faisait partie intégrante du programme néolibéral et internationaliste institué par le PLD. Dès lors que ces réformes soi-disant « en faveur *des* femmes » satisfaisaient en fait principalement la bourgeoisie féminine, un net clivage apparut entre les femmes actives et les femmes au foyer.

Hasegawa Michiko, mentionnée précédemment, estimait que la loi sur l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi provoquerait la disparition de la femme au foyer, pourtant essentielle au bon fonctionnement de la maison et à l'éducation des prochaines générations ; la nouvelle législation dépréciait par ailleurs l'immense travail réalisé par les ménagères, rabaissées injustement au rang de citoyennes « inactives[396] ». Par ailleurs, la philosophe

[394] Ibid., pp. 81-82
[395] Masuda, Reiko. Josei wa hataraki yasuku naruka – danjo koyō kintō-hō shikō wo mae ni. In : *Sekai*, 1986, vol. 486, p. 18
[396] Hasegawa, Michiko, op. cit., pp. 85-86

craignait que le lien vital entre les deux sexes se dégradât, passant d'une relation subtile d'interdépendance, de coopération et de complémentarité à un vulgaire rapport de rivalité[397].

L'avocate et essayiste Satō Kinko contestait les arguments de Hasegawa, affirmant que la transformation des structures familiales traditionnelles était non seulement inéluctable mais également largement souhaitable, puisqu'elle offrait aux femmes la possibilité de se consacrer à des tâches jusqu'alors inédites. Satō écrivait avec une certaine condescendance « qu'il n'était plus possible pour la femme japonaise d'aller se réfugier comme auparavant dans la maternité[398] » [*traduction par l'auteur*], laissant ainsi supposer la supériorité de la *working woman*, maîtresse de son destin, sur la mère de famille n'ayant choisi d'enfanter qu'à défaut de mieux. L'avocate raillait d'ailleurs les propos de Hasegawa en déclarant : « Voilà une thèse qui vient assurément titiller la frustration et la conscience victimaire des femmes au foyer, de même que leur rancœur et leur jalousie à l'égard des femmes qui travaillent[399] » [*traduction par l'auteur*]. Satō reprochait ensuite à Hasegawa de célébrer la figure de la ménagère alors que cette dernière était diplômée de la prestigieuse université de Tokyo et professeure de philosophie à l'université de Saitama. Ces critiques acerbes exprimaient le désaccord profond qui s'était installé au sein de la population féminine ; deux idéaux, deux styles de vie s'affrontaient, chacun s'estimant à la fois plus légitime et plus méritant que l'autre. Tandis que la femme active dépeignait le rôle de maîtresse de maison sous les traits de l'asservissement, la femme au foyer se félicitait d'être affranchie du fardeau du travail. Mais c'était bien la première qui était conquérante, en position de force face à une opposante attelée à défendre un modèle vieillissant : l'ère était à la libéralisation, et la femme-consommatrice ne pouvait se réaliser pleinement qu'à travers l'indépendance économique.

L'essayiste féministe Fujitani Atsuko répondit également aux propos de Hasegawa, sur un ton bien plus serein que celui de Satō. Fujitani ne procédait pas à des attaques ad hominem ; elle n'entrait pas non plus dans la logique de confrontation opposant les femmes actives aux femmes au foyer. Ses arguments se rapportaient au contraire aux présupposés sociohistoriques sur lesquels se fondaient les critiques de Hasegawa. L'essayiste faisait ainsi part de son désaccord :

> Son erreur fondamentale est de se représenter « l'homme au travail, la femme à la maison » comme une répartition sexuelle des tâches caractéristique de la culture

[397] Ibid., p. 87
[398] Satō, Kinko. Onna ga shokugyō wo mottemo nihon-bunka wa kowarenai. In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(8), pp. 166-167
[399] Ibid., p. 168

> japonaise, et de considérer que la subversion de ce modèle serait le produit d'une « vision occidentale ». Cela risque de surprendre, mais je considère que c'est justement la fixe répartition sexuelle du travail qui a détruit l'écosystème culturel de notre pays[400] [*traduction par l'auteur*].

Fujitani affirmait qu'à la différence de l'Occident qui s'était construit à partir d'un « patriarcat de la chasse » (*fukeiteki shuryō shakai*), la société japonaise était basée sur un « matriarcat agricole » (*bokeiteki nōkō shakai*), ce qui expliquait pourquoi la culture et les arts y étaient dominés par les femmes ; ce n'était qu'à partir de la fin du XIIe siècle que les hommes avaient acquis une prééminence culturelle, du fait de l'essor de la classe guerrière, réalisé au détriment de la cour impériale, et de l'introduction de la morale néo-confucéenne[401]. Quant à la « traditionnelle » répartition des tâches louée par Hasegawa, ce serait en fait l'adoption au XIXe siècle des pratiques capitalistes occidentales qui l'aurait engendrée.

Quoi qu'il en fût des origines de la répartition sexuelle du travail, les années 1980 virent les femmes prendre de plus en plus de place au sein des entreprises japonaises. Fukuda Kiko, la professeure de japonais citée précédemment, raconte ses premiers pas sur le marché de travail :

> J'ai travaillé dans une grande banque pendant trois ans et demi, de 1983 à 1986. Au fil des ans, j'ai senti l'effervescence monter graduellement. Les employés étaient de plus en plus occupés. C'est quelque chose que j'ai ressenti de manière très forte. La banque recevait les clients de 9 h du matin à 3 h de l'après-midi, puis les choses sérieuses commençaient : il fallait vérifier les transactions du jour, et cela durait jusqu'au soir. À cette époque, les femmes étaient protégées : après 9 h du soir, la banque donnait à ses employées des bons de taxi pour qu'elles puissent rentrer facilement à leur domicile. Les hommes étaient moins bien traités : on leur disait de dormir dans un coin du bureau. Aujourd'hui, les hommes et les femmes doivent être traités de manière égale, mais quand j'ai commencé à travailler le management se faisait encore à l'ancienne[402].

La transformation du rôle des femmes au sein des entreprises et de la société nippones eut des conséquences importantes pour les universités. Tandis que l'université japonaise durait normalement quatre ans, il existait des établissements particulièrement prisés par les jeunes femmes appelés *tanki daigaku* ou *tandai* : c'étaient des « universités courtes » dont le cursus durait deux ans. Fukuda, qui a étudié dans une *tandai*, explique pourquoi ces institutions ont progressivement perdu de leur attrait au point de devenir marginales :

---

[400] Fujitani, Atsuko. Koteiteki seibetsu bungyō koso bunka no seitaikei wo hakai suru – seitaikei wa koteiteki na mono dewa naku kahenteki na mono nanoda. In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(11), p. 127
[401] Ibid., p. 127
[402] Entrevue réalisée le 31 janvier 2020.

> Les *tandai* ont peu à peu disparu, tandis que les filles optaient pour les universités normales offrant des programmes de quatre ans. Cela est dû au recul de l'âge du mariage. Autrefois, les employeurs préféraient engager des filles sorties des *tandai*, car ils se disaient qu'elles resteraient plus longtemps au sein de l'entreprise que les diplômées des universités normales. Il était habituel pour une femme d'arrêter de travailler lorsqu'elle se mariait, et comme l'âge moyen du mariage était d'environ 25 ans, ces deux années d'études supplémentaires faisaient une grande différence. Depuis, l'âge du mariage a reculé et de plus en plus de femmes ont continué à travailler même après le mariage. Les *tandai* faisaient donc de moins en moins sens et elles ont naturellement disparu[403].

Les femmes et la politique

Parallèlement à la question de l'égalité en matière d'emploi, les dirigeants nippons s'engagèrent à éliminer toutes les lois et les réglementations discriminatoires envers les femmes. La loi sur la nationalité fut ainsi modifiée en 1984, de sorte que les personnes dont le père était étranger pussent recevoir la citoyenneté nippone[404]. Jusqu'alors, les mères japonaises ne transmettaient pas leur nationalité à leurs enfants. Cette révision représentait une évolution majeure. Autre exemple plus modeste en termes d'impact social mais tout de même significatif, il fut décidé en 1989 qu'au lycée, les cours d'éducation ménagère, jusqu'alors réservés aux filles, seraient désormais suivis par les garçons également[405].

Un changement de terminologie révélateur se produisit durant les années 1980. Alors que la classe politique et les médias avaient débattu jusqu'alors de la « question des épouses » (*fujin-mondai*) pour traiter des problématiques féministes, ils se mirent à parler de la « question des femmes » (*josei-mondai*)[406]. La formule *fujin-mondai* était fâcheuse puisqu'elle laissait entendre que seules les citoyennes mariées méritaient la considération de la société, tandis que les femmes célibataires se retrouvaient mises de côté car exclues du discours public. Grâce à la généralisation de l'expression *josei-mondai*, la femme était dorénavant envisagée comme un être indépendant et plus uniquement en tant que conjointe.

L'élévation du statut des femmes allait de pair avec l'évolution des stratégie matrimoniales et de la planification familiale. Certains observateurs voyaient un lien entre la baisse continue

[403] Ibid.
[404] Chung, Erin Aeran & Kim, Daisy. Citizenship and Marriage in a Globalizing World: Multicultural Families and Monocultural Nationality Laws in Korea and Japan. In : *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 2012, vol. 19(1), pp. 210-211
[405] Miyashita, Rieko. Kōtōgakkō-kateika no danjo-kyōshū-jitsugen made no giron. In : *Journal of the Japan Association of Home Economics Education*, 2010, vol. 53(3), p. 185
[406] Sechiyama, Kaku. "Joseimondai" no hachijū-nendai. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 167-168

de la natalité et une forme de résistance féminine à l'égard de structures sociales inadaptées. Le sociologue Sechiyama Kaku explique ainsi : « Les années 1980 sont l'époque durant laquelle les femmes, en choisissant de ne pas fonder de famille, entament une résistance silencieuse à l'encontre d'une société japonaise qui ne favorise pas l'éducation des enfants[407] » [*traduction par l'auteur*]. Cette analyse semble néanmoins excessive : si Sechiyama signifie simplement que la natalité est freinée par certaines caractéristiques de la société nippone, il a sûrement raison ; mais si l'auteur suggère que seules les femmes (et pas les hommes) procèdent à une forme de désobéissance civile en refusant consciemment de faire des enfants, il s'égare.

La figure politique représentant le mieux le rôle grandissant des femmes au sein de la société nippone est certainement Doi Takako. Née en 1928 dans la ville de Kobe, Doi avait connu une scolarité brillante qui l'avait menée à intégrer l'École professionnelle pour femmes de Kyoto[408], où elle étudia les langues étrangères, puis l'Université Dōshisha, où elle effectua une maîtrise de droit[409]. Au terme de sa formation, elle rejoignit le corps professoral pour enseigner le droit constitutionnel, domaine dans lequel elle s'était spécialisée. Son parcours politique singulier commença en 1965, lorsqu'elle fut nommée membre du Comité du personnel (*jinjiiinkai*) de la ville de Kobe : elle était la première femme à être admise dans ce type de comité[410]. Quatre ans plus tard, Doi se présentait aux élections législatives en tant que candidate socialiste et était élue à la Chambre des représentants. Elle faisait alors ses premiers pas sur la scène politique nationale, au sein de l'opposition. Sa présence médiatique augmenta rapidement à partir du début des années 1980, tandis qu'étaient débattues avec vigueur des questions relatives au statut des femmes, telles que l'égalité en matière d'emploi et la transmission de la nationalité par la mère. Petit à petit, la constitutionaliste grimpait dans la hiérarchie de son parti en même temps que sa popularité auprès du public augmentait.

Le 8 septembre 1986, Doi Takako bouleversait le paysage politique en étant élue présidente du Parti socialiste japonais : c'était la première fois qu'une femme se hissait à la tête d'un parti politique majeur au Japon. Le prestige de celle que l'on appelait dorénavant affectueusement *O-Taka-san* (les affixes *o* et *san* sont des particules honorifiques, utilisées en témoignage de respect) croissait, à l'instar de son parti qui convainquait de plus en plus d'électeurs. Le tour de force réalisé par le Parti socialiste lors des élections à la Chambre des conseillers de 1989 – sur

[407] Sechiyama, Kaku, op. cit., p. 170
[408] L'École professionnelle pour femmes de Kyoto (*Kyōto joshi senmon gakkō*) serait renommée Université pour femmes de Kyoto (*Kyōto joshi daigaku*) en 1949.
[409] Doi, Takako. *Doi Takako : mai wei*. Tokyo : Shuppan shinsha, 1987, p. 184
[410] Ibid., p. 195

les 126 sièges en jeu[411], le PSJ en conquit 46, tandis que le PLD, jusqu'alors irrésistible, n'en obtint que 36 – fut attribué en grande partie à la personnalité de sa présidente, si bien que l'on se mit à parler de *Boom Doi* (*doi būmu*), de *Boom O-Taka-san* (*otakasan būmu*) ou de *Boom Madone* (*madonna būmu*) pour désigner l'enthousiasme que suscitaient alors les socialistes[412]. Doi ne s'était donc pas contentée de présider un parti influent, elle l'avait fait gagner ! En quelques années à peine, ses succès personnels et collectifs étaient venus bousculer les nombreux observateurs qui doutaient fermement des capacités des femmes à s'illustrer sur la place publique. Au-delà de la figure de Doi, la Chambre des conseillers dans son ensemble s'était considérablement féminisée à la suite des élections de 1989 : pas moins de 22 candidates faisaient leur entrée à la chambre haute, alors que ce nombre n'avait, lors des quatorze élections précédentes, jamais dépassé 10 ; 17,5 % des élus (22 sur 126) étaient donc des femmes, ce qui représentait une petite révolution puisque ce pourcentage avait jusque-là oscillé entre 4 % et 8 %[413]. Cette évolution avait pu être pressentie dès 1977, année où le nombre de femmes candidates à la Chambre des conseillers avait doublé par rapport à l'élection précédente (36 en 1977 contre 18 en 1974) ; ensuite, après un net recul en 1980 (à nouveau 18), les candidatures féminines avaient véritablement explosé : 55 en 1983, 82 en 1986 et 146 en 1989[414]. Soulignons que ce dernier total de 146 femmes candidates ne sera, au cours des dix élections suivantes, jamais égalé[415].

Le pari de la féminité engagé par le PSJ avait été accueilli par ses adversaires avec scepticisme et persiflage. Quelques semaines avant le scrutin, le ministre de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche Horinouchi Hisao faisait part de sa défiance vis-à-vis du mouvement de féminisation promu par les socialistes : « Les femmes ont déjà beaucoup de travail à réaliser au sein du foyer. Je suis dubitatif quant à l'efficacité de la stratégie de la Madone. Je doute que les femmes puissent être utiles dans le monde de la politique[416] » [*traduction par l'auteur*]. Le ministre s'en prenait ensuite personnellement à Doi, qu'il accusait de ne pas remplir son rôle

[411] L'élection à la Chambre des conseillers, la chambre haute de la Diète, a lieu tous les trois ans ; entre 1970 et 2001, les élections portaient sur la moitié des 252 sièges (soit 126 sièges) qui composaient la Chambre des conseillers. Le nombre total de députés a ensuite légèrement fluctué ; depuis 2022, l'on compte 248 parlementaires.
[412] Iwamoto, Misako. *"Kamisama, futsu sama, takako sama" to netsuretsu ni shiji saretaga... "shushō ni mottomo chikakatta onna" doi takako no henkaku wa naze shippai shiteshimatta no ka* [en ligne]. https://bunshun.jp/articles/-/48114 (consulté le 7 novembre 2023)
[413] Chiffres du ministère des Affaires intérieures et des Communications présentés dans le rapport *Sangiin-giin tsūjōsenkyo kekkachō* publié en 2018 et consultable sur le site web du Bureau des Statistiques du Japon, e-Stat.
[414] Ibid.
[415] Quant au pourcentage de femmes candidates, qui s'élevait à 22 % en 1989, il fluctuera entre 19 % (en 1992) et 28 % (en 2001 et 2018).
[416] Nagamine, Masaki. *San'in-sen chokuzen! Arigata meiwaku na "ōenenzetsu" okotoba shū* [en ligne]. https://nikkan-spa.jp/1150195 (consulté le 25 août 2020)

de femme au sein de la société : « Elle n'est pas mariée. Elle n'a même pas eu d'enfant. Comment pourrait-elle faire un bon premier ministre ?[417] » [*traduction par l'auteur*] Le célibat de la nouvelle chef des socialistes était un thème fréquemment mis en avant par ses détracteurs dans le but de la discréditer. Ainsi, au cours d'un rassemblement libéral-démocrate organisé en janvier, l'ancien vice-premier ministre Kanemaru Shin avait souligné avec insistance l'absence de conjoint de Doi, tout en laissant entendre que cette « carence » suspecte était vivement décriée au sein même de la gauche. Au cours d'une discussion informelle, alors que Kanemaru mentionnait le nom de Thatcher, des membres du PSJ lui auraient rétorqué, railleurs : « L'on ne peut pas comparer [Doi] à Thatcher. Thatcher connaît les hommes. Thatcher a un mari. Doi Takako n'a pas de mari. Elle ne connaît pas les hommes[418] » [*traduction par l'auteur*]. Kanemaru avait assuré avoir trouvé la remarque non seulement cocasse mais surtout particulièrement pertinente. Si une femme voulait comprendre les lois intrinsèquement masculines des affaires publiques, elle se devait d'être mariée et d'avoir fondé une famille. Cette conception des femmes en politique était pourtant sur le point de s'effondrer : en délaissant le PLD au profit des socialistes lors de l'élection à la Chambre des conseillers, les citoyens japonais allaient désavouer le conservatisme de leurs dirigeants tout en exprimant leur adhésion à une vision plus égalitaire des relations hommes-femmes.

Il serait toutefois incorrect de réduire les élections de 1989 à un plébiscite concernant la valeur des femmes en politique. Le PLD traversait une période déplorable, empoisonnée par le scandale Recruit – une affaire de corruption impliquant l'entreprise de ressources humaines Recruit, dont les dirigeants avaient versé des pots-de-vin à des hauts fonctionnaires, à des industriels influents et à de nombreux politiciens, pour la plupart libéraux-démocrates –, l'introduction en avril d'une taxe à la consommation de 3 %, les craintes relatives à une éventuelle libéralisation des importations de riz et, pour relever le tout, la révélation en juin d'une affaire de mœurs concernant le premier ministre Uno Sōsuke[419]. Ce dernier avait été désigné chef du gouvernement le 2 juin 1989 pour remplacer Takeshita Noboru, poussé à la démission du fait de son implication dans le scandale Recruit et du mécontentement populaire suscité par l'introduction de la taxe à la consommation. Bien que ministre des Affaires étrangères sous Takeshita, Uno n'était pas une figure charismatique de la vie politique nippone ; sa nomination au poste de premier ministre tenait principalement au fait qu'il faisait partie des

[417] Ise Shimbun. *2019 nen 8 gatsu 12 nichi (getsu)* [en ligne]. https://www.isenp.co.jp/2019/08/12/35167/ (consulté le 6 novembre 2023)
[418] Iwamoto, Misako. Josei wo meguru seijiteki gensetsu. In : *Nenpō seijigaku*, 2003, vol. 54, p. 31
[419] Ishikawa, Masumi. Nihon shakaitō: saigo no kōbō to suimetsu. In : *Bulletin of Niigata University of International and Information Studies, Department of Information Culture*, 1999, vol. 3, p. 41

rares membres éminents du PLD n'ayant pas été compromis par l'affaire Recruit. L'on imagine donc sans peine le dépit que durent ressentir les libéraux-démocrates lors de la parution le 6 juin 1989, soit trois jours après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, d'un article dans lequel une ancienne geisha s'épanchait sur la relation malsaine qu'elle avait entretenue, quatre ans auparavant, avec Uno. Elle reprochait à celui qui se présentait pourtant comme un parangon de droiture et d'honnêteté ses agissements « immoraux » ainsi que son comportement « vaniteux, pompeux et grossier », en particulier vis-à-vis des femmes[420]. Les déboires n'en finissaient plus pour le PLD, qui apparaissait toujours davantage, aux yeux des citoyens japonais, comme un parti d'individus malhonnêtes. Ainsi, si le succès des candidates féminines représenta un aspect notoire des élections de 1989, ces dernières consacrèrent avant tout le désamour des électeurs vis-à-vis d'une droite magouilleuse, malséante et suffisante. Il est somme toute probable que le PLD aurait connu le même genre de débâcle quel que fût son adversaire.

Ces réserves quant à la portée effective de la stratégie « féministe » adoptée par les socialistes ne doivent tout de même pas masquer la profonde redéfinition du rôle des femmes en politique qui s'est exprimée à travers ce scrutin. En effet, s'il semble difficile d'attribuer à la seule volonté de féminisation des affaires publiques la victoire de la gauche, les résultats indiquent que, de manière générale, les électeurs ne rechignèrent pas à voter pour une femme. Malgré l'état déplorable dans lequel se morfondait le PLD, le pari engagé par les troupes de Doi demeurait risqué, comme en témoignent les propos dédaigneux de Horinouchi et Kanemaru mentionnés précédemment, qui reflétaient certainement le scepticisme de bon nombre de citoyens. La victoire du PSJ fut dès lors révélatrice d'un changement de mentalité perceptible depuis plusieurs années, mais que l'on ne parvenait pas à mesurer avec justesse : il semblait encore peu probable que la transformation des relations hommes-femmes possédât la solidité et l'ancrage nécessaires pour affecter la composition de la Diète. Comme le relèvent Yanai Michio et Tanifuji Etsushi, les élections de 1989 dévoilèrent au grand jour un mouvement de féminisation qui s'était discrètement propagé au sein de la politique nippone dès la seconde moitié des années 1960, date à partir de laquelle les femmes avaient commencé à s'engager activement dans la résolution de problèmes locaux tels que la gestion des déchets, le contrôle de la pollution, l'assainissement des eaux ou encore la lutte contre les contaminants

[420] Weisman, Steven R. *Ex-Geisha Accuses Uno Of a Dangerous Liaison* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1989/06/10/world/ex-geisha-accuses-uno-of-a-dangerous-liaison.html (consulté le 26 août 2020)

alimentaires[421]. L'expérience acquise aux niveaux municipal puis préfectoral permit ensuite à un nombre croissant de femmes de se familiariser avec les rouages des partis et d'assimiler les codes de la politique. La multiplication des candidatures féminines lors de scrutins nationaux doit se comprendre à l'aune de ce processus.

Si la question du statut des femmes se retrouva au centre de ces élections, ce fut également en raison de l'affaire de mœurs impliquant le premier ministre Uno. Bien qu'il puisse de prime abord paraître anecdotique, cet incident tient, en raison des réactions d'indignation qu'il suscita dans l'opinion publique, une place non négligeable dans l'histoire des relations hommes-femmes au Japon. Davantage que sur les faits en eux-mêmes, ce serait sur l'emballement médiatique qu'il s'agirait d'attirer l'attention. Uno ne fut en effet accusé d'aucune infraction à la loi : nul texte ne lui interdisait de s'offrir les services d'une geisha, et l'adultère ne constitue, dans le Japon d'après-guerre, plus un délit. Il n'avait commis aucune fraude, aucune violence à l'égard de son ancienne maîtresse. Les critiques se révélaient strictement d'ordre moral : le chef du gouvernement ne pouvait pas se comporter avec les femmes d'une manière aussi vile, aussi indigne. Cette large réprobation constituait une réaction inédite ; l'on considérait habituellement que les aventures intimes ou extraconjugales des politiciens relevaient exclusivement d'une sphère privée qu'il convenait de protéger, du moins officiellement. Les rumeurs abondaient certes, mais elles n'entamaient en rien la popularité des personnalités concernées[422]. Par ailleurs, il était admis au sein de la profession que les journalistes tussent ce type de ragots, au nom d'une retenue coutumière que nul n'aurait songé à questionner[423]. Avec le cas Uno, cette pudeur vola brusquement en éclats. L'on notera que cet embrasement médiatique inédit comporta une dimension transnationale qu'il s'agirait de ne pas négliger. En effet, les révélations de l'ex-geisha publiées dans le magazine *Sunday Mainichi* ne furent reprises, dans un premier temps, par aucun autre organe de presse nippon influent ; ce silence ne fut brisé qu'outre-Pacifique, lorsque le *Washington Post* releva lesdites accusations en évoquant un « scandale sexuel » susceptible d'esquinter un « tabou japonais ancestral »[424,425].

[421] Yanai, Michio & Tanifuji, Etsushi. *Dai jūgo kai sangiin tsūjōsenkyo no tokushitsu to ichizuke* [en ligne]. https://www.jstage.jst.go.jp/article/jaes1986/5/0/5_0_51/_article/-char/ja/ (consulté le 28 août 2020)
[422] Yoshikawa, Kei. *"Furin giwaku" ga hōjirareta seijika wa? Yamao Shiori shi e no "bunshunhō" de furikaeru* [en ligne]. https://www.huffingtonpost.jp/2017/09/07/immoral_a_23199757/ (consulté le 15 septembre 2020)
[423] Ibid.
[424] Motoki, Masahiko. *Heisei banka – ichi zasshi henshūsha no zangeroku* [en ligne]. https://www.data-max.co.jp/article/29685 (consulté le 17 septembre 2020)
[425] Hiatt, Fred. *Sex Scandal Hits New Leader* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1989/06/07/sex-scandal-hits-new-leader/ad08285a-d0d5-4263-91be-20f8f3b241ae/ (consulté le 17 septembre 2020)

Ce furent donc les réactions que suscita l'incident dans les médias étrangers, principalement américains, qui poussèrent les journaux nationaux à se saisir de l'affaire.

Sachant bien que sa décision de divulguer la vie intime du premier ministre serait réprouvée par une partie de l'opinion, le rédacteur en chef du *Sunday Mainichi* Torigoe Shuntarō justifia ce choix éditorial en insistant sur la nécessité de s'affranchir des « valeurs japonaises » désuètes et immorales : « La conscience féminine, de même que la position sociale des femmes, est en train de changer. [...] En tant que membre des nations avancées, le Japon ne peut plus simplement s'accrocher à ses traditions[426] » [*traduction par l'auteur*]. Deux visions de l'éthique politique commencèrent alors à s'affronter : les uns imploraient la protection de la sphère privée, soutenant que les politiciens n'avaient pas à recevoir d'injonctions morales concernant leurs relations intimes ; les autres affirmaient que la sacro-sainte déférence vis-à-vis des hommes d'État devait être reconsidérée au plus vite, faute de quoi la société japonaise conserverait ses relents archaïques. Les partisans de l'exemplarité rappelaient qu'aux États-Unis, le démocrate Gary Hart avait été poussé à se retirer de la course pour la présidentielle de 1988 à la suite d'une tempête médiatique suscitée par des soupçons d'adultère. Le Japon devait donc s'inspirer de cet exemple s'il souhaitait s'éloigner encore davantage de son passé asiatique bourré de pratiques rétrogrades. La question de la prostitution ne manqua évidemment pas de diviser les féministes et autres progressistes, partagés entre ceux qui voyaient en cette pratique immémoriale la marque d'une inégalité indigne entre les sexes, et les autres qui invoquaient la liberté que devaient avoir les femmes d'utiliser leur corps comme bon leur semblait. Le monde des geishas, ce concentré de vertus et d'esthétique traditionnelles, fut particulièrement irrité par l'initiative de l'ancienne courtisane. La matrone de l'établissement – l'*okāsan*, c'est-à-dire la « maman » – se montra sèche vis-à-vis de celle dont elle s'était jusqu'alors occupée : « Je comprends un peu pourquoi elle voulait s'exprimer. Mais une vraie geisha ne parle jamais[427] » [*traduction par l'auteur*].

L'affaire Uno symbolisa la discorde suscitée par les profondes évolutions qui traversaient alors la société japonaise. Le scandale portait à la fois sur la réforme des relations hommes-femmes dans leur ensemble et sur la moralisation des coutumes politiques, tandis qu'en arrière-fond des débats se dressait invariablement le modèle américain qu'il s'agissait d'imiter. L'on observa une réaction hybride de la part de la frange progressiste nippone, tiraillée entre un positionnement clairement libéral en ce qui concerne le statut des femmes et des vues moralisantes quant à l'intimité des personnalités politiques. Cette ambiguïté s'explique par le

[426] Ibid.
[427] Ibid.

fait que le ressort fondamental de l'incident ne fut pas un élan de libéralisation, mais plutôt une volonté d'américanisation qu'une large partie de l'opinion assimilait à un progrès inéluctable. Les États-Unis, les pratiques politiques qui y étaient en vigueur et le fonctionnement de leur société louée pour son égalitarisme revenaient sans cesse au cœur des discussions. L'on brandissait par ailleurs le « rôle international » que devait désormais endosser le Japon et qui appelait à une adhésion sans réserve aux standards démocratiques occidentaux. En déclarant espérer voir « les pays étrangers décrier le Japon[428] » [*traduction par l'auteur*] en raison du faible statut dont les femmes y jouissaient, l'ancienne amante d'Uno mettait en évidence le rapport étroit qui liait cette anecdotique affaire de mœurs au phénomène de première importance que représentait l'internationalisation de l'archipel souhaitée par les réformateurs néolibéraux.

Les études féminines

À l'image de la scène politique, le monde intellectuel et académique nippon fut remué par une importante poussée féministe. Celle-ci se traduisit par le développement des « études féminines » (*joseigaku*) à partir des années 1970. Il semblerait que le terme *joseigaku*, traduction directe de l'anglais *women's studies*, eût été utilisé pour la première fois en 1974[429]. La Société japonaise de recherche sur les études féminines (*Nihon joseigaku kenkyūkai*) fut fondée quelque temps plus tard, en 1977. L'année suivante se tint la Conférence internationale de Tokyo sur les études féminines : c'était la première fois qu'un congrès consacré aux études féminines était organisé sur l'archipel. Ehara Yumiko, sociologue spécialiste du féminisme nippon, considère que cette conférence marqua la naissance des études féminines au Japon[430]. Deux ouvrages qui serviraient de socle académique au développement d'un nouveau champ de recherche seraient publiés l'année suivante : *Joseigaku nyūmon* (« Introduction aux études féminines ») de Fujitani Atsuko et *Joseigaku kotohajime* (« Commencement des études féminines ») d'Iwao Sumiko et Hara Hiroko[431]. Cet apparent dynamisme cachait pourtant encore une certaine indifférence de la part de la population. Ehara explique ainsi :

[428] Weisman, Steven R., op. cit.
[429] Watanabe, Kazuko. Japanese Women's Studies. In : *Women's Studies Quarterly*, 1994, vol. 22(3/4), p. 74
[430] Ehara, Yumiko, Yanagida, Eino & Long, Paula. Japanese Feminism in the 1970s and 1980s. In : *U.S.-Japan Women's Journal. English Supplement*, 1993, vol. 4, p. 52
[431] Ibid.

> Le mouvement de libération nippon ne bénéficia pas d'un grand soutien public durant ces années. À la fin des années 1970, de nombreuses personnes, dont Iwao Sumiko, considérèrent que le mouvement était moribond et que les thématiques controversées qu'il avait popularisées s'étaient éparpillées, en dépit du fait que l'on se situait en pleine décennie [des Nations unies] pour les femmes. Les femmes semblaient désorientées. Bien que certaines d'entre elles aient cherché à reconstruire un discours et à soulever des questions à travers des écrits savants plutôt qu'au moyen de manifestations tape-à-l'œil, les études féminines ne réussirent pas à attirer l'attention du public, restant éclipsées par les avancées législatives[432] [*traduction par l'auteur*].

L'une des difficultés auxquelles dut alors faire face le mouvement féministe japonais fut l'apparition de dissensions importantes en son sein. Watanabe Kazuko explique ainsi que le développement des études féminines créa une césure entre les féministes académiciennes, imprégnées des concepts américains, et les activistes, qui reprochaient aux premières leur sectarisme et leur élitisme[433]. Il est inévitable qu'émerge dans une certaine mesure un sentiment de rivalité entre les uns qui privilégient la réflexion et les autres qui valorisent l'action ; néanmoins, lorsque la désunion devient trop importante et que ces deux groupes ne parviennent plus à coopérer, le mouvement dans son ensemble devient vulnérable.

Stimulées par le développement des *joseigaku*, les premières célébrités féministes émergèrent au cours des années 1980, à commencer par la sociologue Ueno Chizuko, professeure à l'Université de Tokyo[434]. Ueno publia en 1982 *Sekushi gyaru no daikenkyū*, soit « La grande étude de la sexy girl », qui devint rapidement un best-seller au Japon. D'autres figures telles que la peintre Miyasako Chizuru, l'écrivaine Ochi Keiko, la psychologue et éducatrice Ogura Chikako, la sociologue Ochiai Emiko et la journaliste Aoki Yayoi émergèrent en tant que visages du féminisme nippon[435].

Un nombre croissant d'universités se mirent à proposer des cours d'études féminines. Selon une série de sondages réalisés par le Centre national d'éducation des femmes (*Kokuritsu fujin kyōiku kaikan*, rebaptisé en 2001 *Kokuritsu josei kyōiku kaikan*), la proportion d'institutions d'enseignement supérieur offrant des cours d'études féminines passa de seulement 0,7 % en 1983 à 24,3 % en 1992[436]. Deux universités, la Tokyo Woman's Christian University et l'Université pour femmes d'Ochanomizu, inaugurèrent en 1993 des programmes de Master en

[432] Ibid., p. 53
[433] Watanabe, Kazuko, op. cit., p. 76
[434] Prideaux, Eric. *Chizuko Ueno: Speaking up for her sex* [en ligne].
https://www.japantimes.co.jp/life/2006/03/05/people/chizuko-ueno/ (consulté le 4 octobre 2023)
[435] Ehara, Yumiko, op. cit., p. 54
[436] Watanabe, Kazuko, op. cit., p. 78

études féminines ; l'Université d'Ochanomizu créa même à l'occasion un programme doctoral en études féminines[437].

Le gouvernement japonais joua un rôle actif dans la promotion des études féminines. Il établit ainsi en 1977 le Centre national d'éducation des femmes, mentionné précédemment, sous la juridiction du ministère de l'Éducation ; le Centre offrit des séminaires et des cours de formation, donna des renseignements sur les études féminines et servit de plateforme de mise en réseau[438]. Le gouvernement créa ensuite à travers tout le pays plusieurs centaines de « bureaux des femmes », lesquels proposèrent à la population locale des cours d'études féminines[439]. Cette proactivité s'expliquait notamment par le fait que le Japon avait signé en 1980 la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et qu'il faisait son maximum pour se conformer aux standards internationaux. Les statistiques confirment la grande attention portée alors par le gouvernement aux thématiques féminines. En 1985, un quart des formations pour adultes proposées par le ministère de l'Éducation était ainsi lié à la question des femmes[440].

Durant les années 1980, les débats conceptuels au sein du féminisme nippon se concentrèrent autour de quatre thèmes principaux : le travail des femmes, la famille, l'écologie et la postmodernité. La question de l'emploi des femmes, traitée précédemment, opposait ceux qui voyaient en la carrière un moyen d'émancipation et les autres qui estimaient au contraire que cette « libération » dissimulait en fait une soumission au marché. Second sujet de discorde, la thématique familiale mit aux prises les détracteurs des structures traditionnelles patriarcales considérées comme forcément oppressives et les esprits plus prudents appelant, à l'instar d'Ochiai Emiko, à la prise en compte des facteurs émotionnels tels que l'amour maternel et l'attachement familial, obstacles à la désintégration de la famille moderne[441]. La troisième controverse concerna l'écoféminisme : ses tenants établissaient une correspondance entre la femme et la nature, ce qui était perçu par certaines, à commencer par Ueno Chizuko, comme une forme d'essentialisation renforçant les stéréotypes de genre[442]. Quant au quatrième grand débat, il se rapportait à la pensée postmoderne et à sa critique des structures sociales et intellectuelles occidentales. Alors que les féministes japonaises s'étaient jusqu'alors inspirées de leurs homologues américaines pour ensuite critiquer le fonctionnement de la société nippone,

[437] Ibid., p. 79
[438] Ibid., pp. 77-81
[439] Ibid., p. 82
[440] Ibid.
[441] Ehara, Yumiko, op. cit., p. 60
[442] Ueno, Chizuko. Feminisms in Japan since the second wave to the present. In : Liu, Jieyu & Yamashita, Junko. *Routledge Handbook of East Asian Gender Studies*. London: Routledge, 2019, p. 80

elles étaient désormais invitées à remettre en cause la modernité en tant que production de l'Occident ; une réflexion s'était dès lors engagée sur le bien-fondé d'un « féminisme japonais », ce qui avait fait naître des inquiétudes quant au développement d'une nouvelle forme d'ethnocentrisme[443].

Le passage au cours des années 1980 d'un féminisme différentialiste insistant sur les vertus de la féminité à un féminisme postmoderne réfutant toute forme d'essentialisme représenta une évolution qu'il s'agit de souligner. La sociologue Inoue Teruko était l'une des représentantes du premier courant. Elle définissait les études féminines comme « l'étude des femmes, par les femmes, pour les femmes[444] ». Cette conception du féminisme perdit peu à peu du terrain au cours de la décennie, surtout dans les campus universitaires. Ce fut dans ce contexte que se propagea la *jendā-ron*, soit la « théorie du genre », qui se heurta de plein fouet aux théories défendues jusqu'alors par les féministes[445]. Sechiyama écrit à ce propos : « L'une des spécificités du féminisme des années 1980 consiste en la disparition, au sein du monde académique, des positions différentialistes[446] » [*traduction par l'auteur*]. Symbole de ce changement, l'on préférera dorénavant parler de « théorie du genre » (*jendā-ron*) que de « féminisme » (*feminizumu*)[447].

Le phénomène *otaku*

Si les années 1980 furent marquée par la transformation du rôle et du statut social des femmes, il est également intéressant de relever certaines évolutions relatives à la condition masculine, en particulier l'émergence du phénomène *otaku*. Le terme *otaku* signifie littéralement « chez vous » ou « votre maison », mais il désigne également, depuis maintenant quelques décennies, une catégorie d'individus solitaires et isolés, passionnés par les *anime*, les mangas et les jeux vidéo. Les termes « français » qui se rapprochent le plus de l'idée d'*otaku* sont peut-être ceux de *geek* et de *nolife*. L'on commença à parler de ce nouveau groupe social que constituaient les *otaku* vers le milieu des années 1980[448]. Leur image était terriblement négative : les *otaku* étaient perçus comme des êtres bizarres et asociaux, incapables de communiquer avec le monde extérieur et se réfugiant dans des formes de divertissement

[443] Ehara, Yumiko, op. cit., p. 66
[444] Ibid., p. 61
[445] Sechiyama, Kaku, op. cit., p. 173
[446] Ibid., p. 174
[447] Ibid.
[448] Gushiken, Yuji & Hirata, Tatiane. Processes of Cultural and Media Consumption: The Image of 'Otaku', from Japan to the World. In : *Intercom-RBCC*, 2014, vol. 37(2), pp. 135-136

immatures. Le contraste avec la femme de la Bulle est saisissant : alors que celle-ci est extravertie et séduisante, l'*otaku* est reclus et peu attirant. Ce portrait était déjà peu flatteur, mais un fait divers épouvantable le dégrada encore davantage. Entre 1988 et 1989, un homme d'une vingtaine d'années nommé Miyazaki Tsutomu kidnappa, viola et assassina quatre petites filles. Les détails abominables de ces meurtres choquèrent la population. Il s'avéra que Miyazaki était un passionné de films d'horreur, de mangas et d'*anime* pédopornographiques ; il fut alors surnommé « le meurtrier *otaku* » par les médias[449]. S'ensuivit un rejet des *otaku*, désormais décrits comme des pervers détraqués et des assassins potentiels. Ils étaient la personnification de la décadence sociale et de la dégénérescence de la jeunesse nippone[450].

Les *otaku* furent particulièrement stigmatisés à cause de leur rapport aux femmes et à la sexualité[451]. À défaut de chercher à entretenir des relations amoureuses, de nombreux *otaku* se tournaient vers les personnages fictifs. Il y eut une prolifération de jeux vidéo de séduction, tandis que les figurines féminines d'*anime* connaissaient un immense succès. La « fille » idéale était mignonne et délicate ; elle était en de nombreux aspects davantage « enfant » que « femme ». Même s'il est question de personnages de fiction, l'on ne peut pas ignorer la dimension manifestement pédophile qui transparaît dans ces goûts.

Ce dernier aspect s'observe encore plus nettement à travers l'apparition des *lolicon*, un phénomène qui choque énormément dans le monde occidental. Le terme *lolicon*, contraction de « *Lolita complex* », désigne les individus attirées sexuellement par les jeunes filles pré-adolescentes[452]. Alors que ce penchant est condamné dans la plupart des pays, il est plus ou moins « toléré » au Japon : d'un point de vue juridique, la pédopornographie virtuelle (dessins, mangas, *anime*, jeux vidéo...) n'y est pas illégale[453]. Apparu durant les années 1980, le *lolicon* idéalise la figure de la *shōjo*, la jeune fille, en qui il voit la pureté et l'amour désintéressé[454]. La sexualisation de la *shōjo* s'explique notamment par l'ambiguïté permise par le dessin et la caricature : l'artiste pouvant attribuer n'importe quel âge au personnage qu'il crée, les œuvres pornographiques jouissent d'une marge de tolérance extrêmement large. Malgré l'immense émotion suscitée par l'affaire Miyazaki Tsutomu et les tentatives politiques pour réguler les

[449] Tsutsui, William B. Nerd Nation Otaku and Youth Subcultures in Contemporary Japan. In : *Education About Asia*, 2008, vol. 13(3), p. 14
[450] Ibid.
[451] Saitō, Tamaki, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi. Nyūaka, otaku, yankī. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 134-138
[452] Ibid., pp. 140-144
[453] Takeuchi, Cory Lyn. Regulating lolicon: toward Japanese compliance with its international legal obligations to ban virtual child pornography. In : *Georgia Journal of International & Comparative Law*, 2015, vol. 44, p. 198
[454] Galbraith, Patrick W. Lolicon: The Reality of 'Virtual Child Pornography' in Japan. In : *Image & Narrative*, 2011, vol. 12(1), p. 87

productions fictives obscènes, le phénomène *lolicon* fut, de façon surprenante, toléré par la société nippone au nom de la liberté artistique[455].

À bien des égards, l'*otaku* représente l'antithèse de la Bulle. Il est solitaire, terne et tapi dans l'obscurité, cependant que l'époque est à la fête et aux illuminations. Il se passionne pour la fiction et le fantastique à l'ère du matérialisme et du consumérisme. Il est attiré par la délicatesse et l'innocence, alors que la société célèbre la femme active, sûre d'elle et sensuelle. Pourtant, l'*otaku* incarne également, en un sens, le comble de l'individualisme, dès lors qu'il reste à l'écart de sa communauté, qu'il ne se soucie guère du regard d'autrui et qu'il préfère cultiver son monde intérieur. Ce non-conformisme s'accorde parfaitement avec les principes de la Bulle.

[455] Takeuchi, Cory Lyn, op. cit., pp. 204-206

IV. DÉMOGRAPHIE ET TERRITOIRE

Les évolutions démographiques

Un taux de fécondité largement inférieur au seuil de renouvellement, une population déclinante et vieillissante, un taux d'activité en baisse, un système de sécurité sociale mis sous pression... Depuis maintenant plusieurs décennies, les problématiques démographiques tourmentent les dirigeants japonais. La chute de la natalité amorcée au milieu des années 1970 annonçait une inéluctable décroissance démographique. Depuis 2010, la population japonaise diminue effectivement, et cette tendance n'est pas près de s'inverser puisque le taux de fécondité, passé en dessous de 2 enfants par femme en 1975, stagne depuis une trentaine d'années autour de 1,3-1,4 (voir graphique 12). Selon des prévisions publiées par le ministère du Territoire, des Infrastructures, des Transports et du Tourisme, la population japonaise pourrait baisser dramatiquement jusqu'à moins de 50 millions en 2100, soit quasiment le même niveau qu'en 1900[456]. Si, comme le dit la formule généralement attribuée à Auguste Comte, « la démographie, c'est le destin », le Japon s'apprête à affronter des temps particulièrement durs...

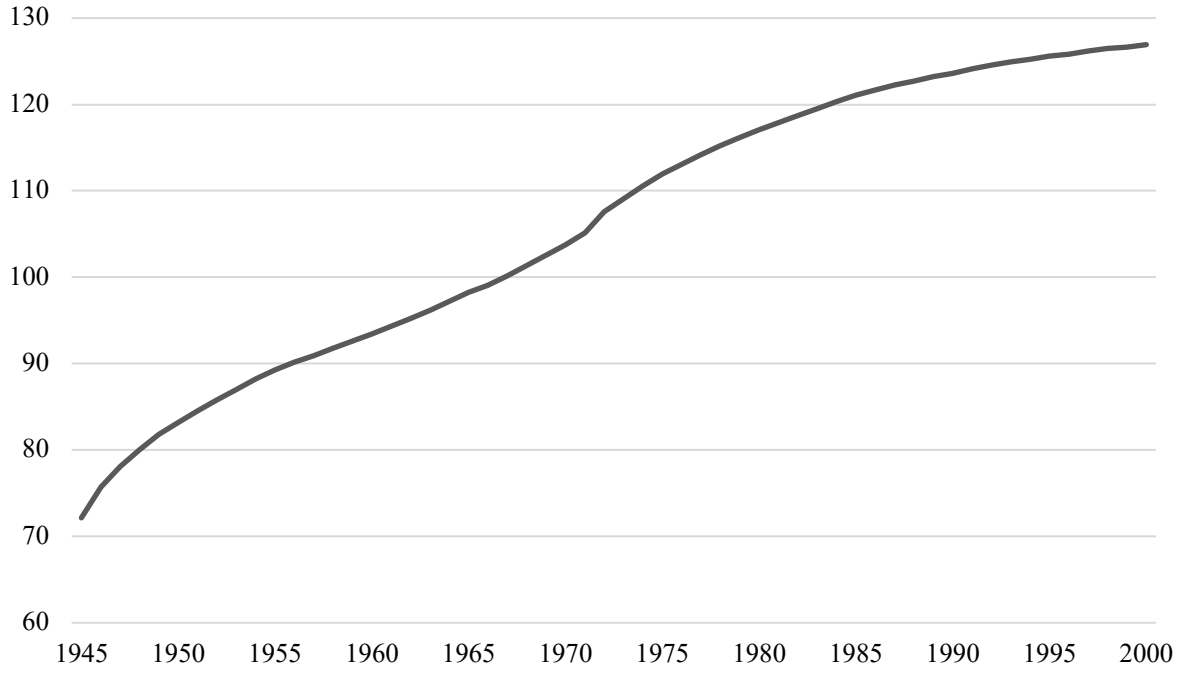
Le graphique 11 ci-dessous montre l'évolution de la population totale au Japon entre 1945 et 2000 : en un peu plus d'un demi-siècle, elle passe de 72 millions à 127 millions. Bien que la concavité de la courbe indique un ralentissement continu de la croissance – le léger rebond que l'on observe en 1972 correspond à l'intégration dans les statistiques de la population d'Okinawa, rétrocédé le 15 mai par les États-Unis –, ce graphique ne permet ni de se rendre compte de la situation désastreuse dans laquelle se trouve la démographie nippone ni d'identifier les divers éléments qui la mettent en péril. Pour ce faire, il est judicieux d'analyser les chiffres de la fécondité et du mariage.

L'évolution du taux de fécondité durant l'après-guerre semble s'articuler en quatre temps. Tout d'abord, une chute rapide qui voit le taux de fécondité passer de 4,5 en 1947 à 2,0 en 1957 ; ensuite, une quinzaine d'années de stagnation, voire de légère croissance, durant lesquelles le taux fluctue entre 2,0 et 2,2 ; puis, à partir de 1974-1975, un long déclin qui ne prend fin qu'en 2005, année à partir de laquelle un nouvel équilibre semble avoir été atteint autour de 1,3-1,4 enfant par femme, un taux bien en deçà du seuil de renouvellement des générations de 2,1 (voir graphique 12). Au vu de ces dynamiques historiques, le période de la

[456] Kokudo shingikai seisaku bukai chōki tenbō iinkai. *"Kokudo no chōki tenbō" chūkan torimatome gaiyō* [en ligne]. https://www.mlit.go.jp/common/000135837.pdf (consulté le 8 septembre 2023)

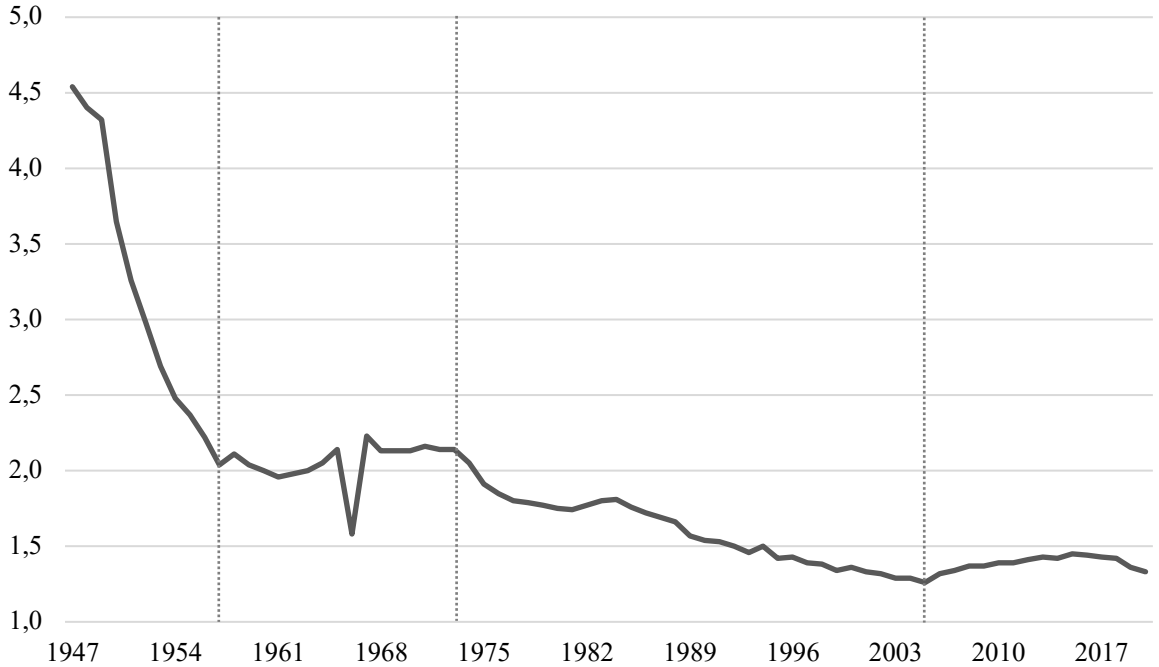
Bulle ne correspond pas à un moment de rupture ; elle s'inscrit en continuité d'une tendance amorcée au milieu des années 1970.

Graphique 11: Population japonaise (en millions)



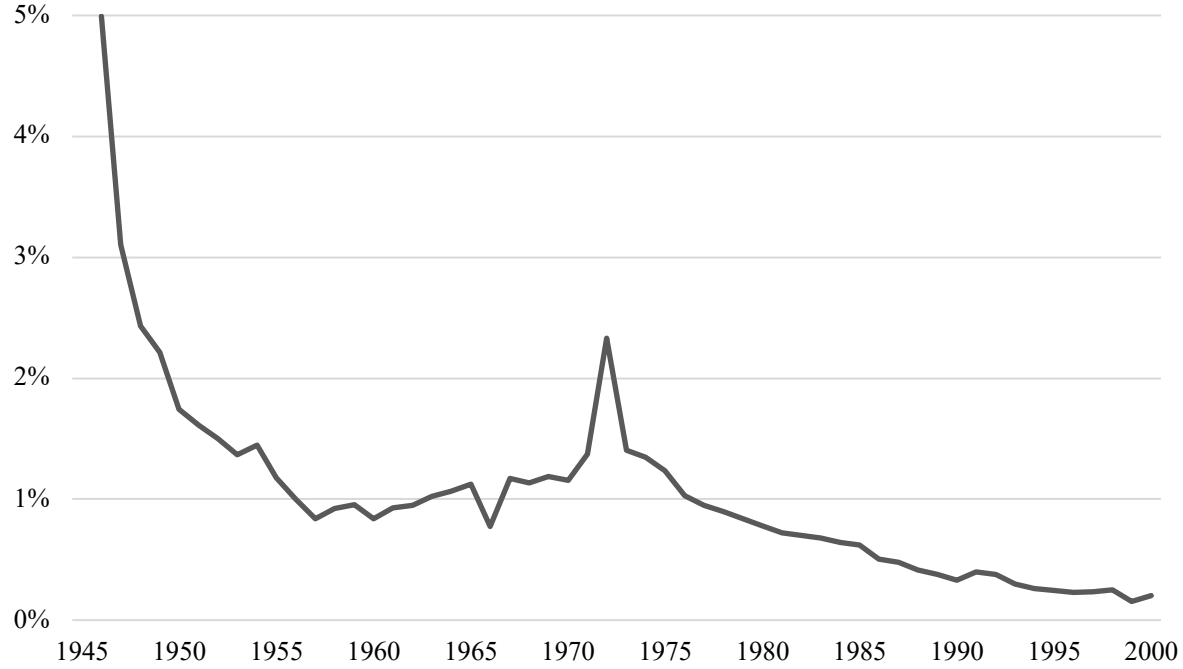
Source : Ministère des Affaires intérieures et des Communications (*Jinkō suikei*)

Graphique 12: Taux de fécondité au Japon (enfants par femme)



Source : Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (*Jinkōdōtai-chōsa*)

Graphique 13: Taux de croissance annuel de la population japonaise



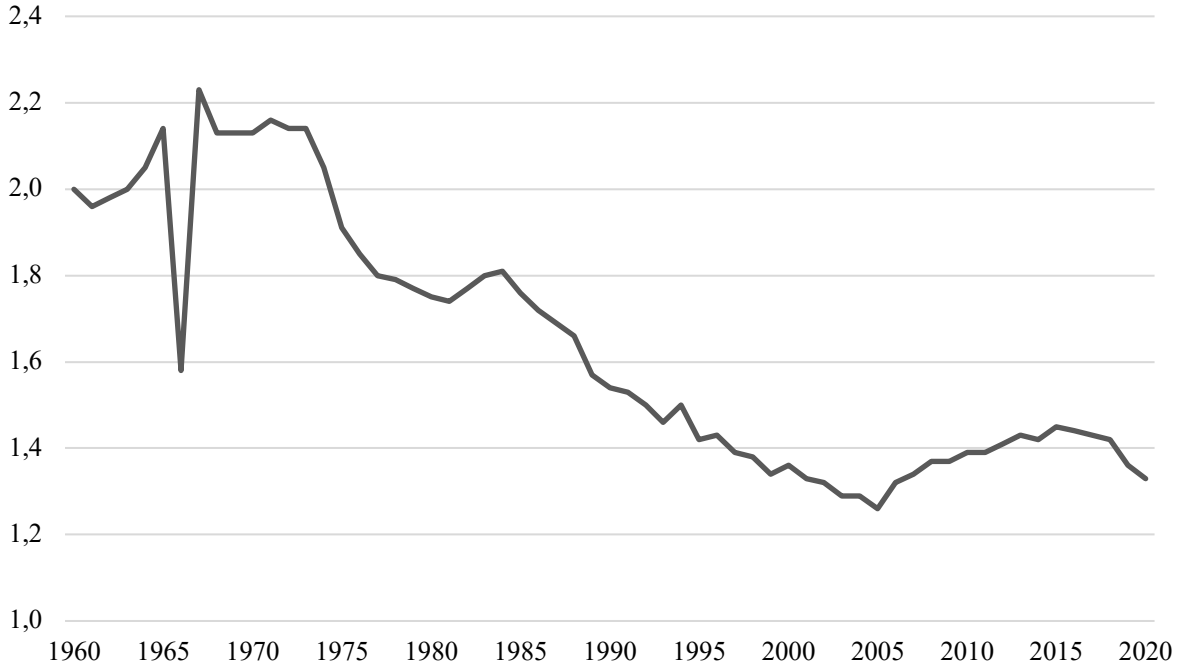
Source : Ministère des Affaires intérieures et des Communications (*Jinkō suikei*)

L'on observe clairement deux anomalies, deux données à première vue aberrantes, sur le graphique 13 : la première en 1966, la seconde en 1972. La brusque chute de 1966 découle d'un phénomène intéressant ayant trait à des croyances ancestrales. Il s'avère que 1966 était, d'après l'astrologie chinoise, une année du cheval de feu (*hinoe-uma* en japonais) – le calendrier chinois comporte douze animaux et cinq éléments (le feu, la terre, le métal, l'eau et le bois) qui s'associent entre eux pour créer soixante combinaisons (singe d'eau, dragon de métal, et ainsi de suite). Selon la superstition, les femmes nées une année du cheval de feu auraient des changements d'humeur si violents qu'elles seraient destinées à assassiner leur époux ; elles seraient donc, à cause de cette curieuse croyance, plus difficiles à marier[457]. De nombreux couples ont donc préféré ne pas avoir d'enfant cette année-là, soit de peur de donner naissance à une fille au caractère exécrable, soit, ce qui est plus probable, par crainte de voir leur enfant désavantagée sur le marché matrimonial. Concrètement, le taux de fécondité au Japon passa de 2,14 enfants par femme en 1965 à 1,58 en 1966, avant de remonter l'année suivante à 2,23[458]. Il sera intéressant de voir si, comme c'est fort probable, ce phénomène se reproduira en 2026, prochaine année du cheval de feu.

[457] Suzuki, Emi & Kashiwase, Haruna. *The curse of the Fire-Horse: How superstition impacted fertility rates in Japan* [en ligne]. https://blogs.worldbank.org/opendata/curse-fire-horse-how-superstition-impacted-fertility-rates-japan (consulté le 7 septembre 2023)
[458] Chiffres du ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales du Japon (*Jinkōdōtai-chōsa*)

La seconde anomalie sur le graphique 13, qui concerne le taux de croissance annuel pour l'année 1972, a été évoquée précédemment : elle provient de la réintégration de la population d'Okinawa dans le recensement national suite à la restitution de la préfecture le 15 mai 1972.

Graphique 14: Taux de fécondité au Japon (enfants par femme)



Source : Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (*Jinkōdōtai-chōsa*)

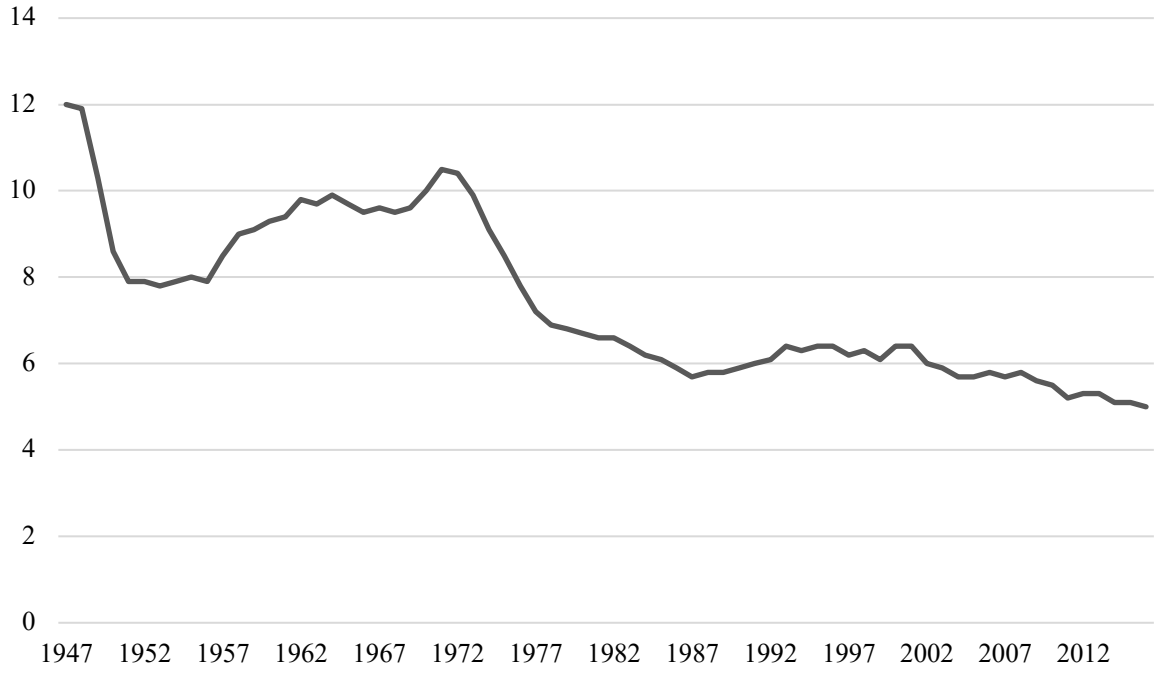
La démographe Tsuya Noriko souligne la différence de nature entre les deux phases de déclin du taux de fécondité : tandis que la première, qui dure de la fin de la guerre jusqu'au milieu des années 1950, est principalement due à la diminution du nombre d'enfants par couple, la seconde, qui commence dès le milieu des années 1970, s'explique par la baisse du taux de nuptialité chez les jeunes[459].

Le graphique 15 ci-dessous représente l'évolution du taux de nuptialité au Japon entre 1947 et 2016. Le taux de nuptialité correspond au nombre de mariages durant l'année par rapport à la population totale ; il s'exprime habituellement en pour mille. L'on observe sur le graphique deux périodes de forte baisse : la première de 1947 à 1951, au cours de laquelle le taux chute de 12,0 ‰ à 7,9 ‰, et la deuxième de 1972 à 1987, durant laquelle il recule de 10,4 ‰ à 5,7 ‰. La seconde phase de décroissance prend fin pendant la Bulle, mais il ne se produit pas de

[459] Tsuya, Noriko O. Below-Replacement Fertility in Japan: Patterns, Factors, and Policy Implications. In : Rindfuss, Ronald R. & Choe, Minja Kim. *Low and Lower Fertility: Variations across Developed Countries*. Cham : Springer, 2015, p. 87

renversement spectaculaire : le taux remonte légèrement, stagne une dizaine d'années, puis entame une nouvelle baisse sur un rythme relativement modéré.

Graphique 15: Taux de nuptialité au Japon (‰)



Source : Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (*Jinkōdōtai-chōsa*)

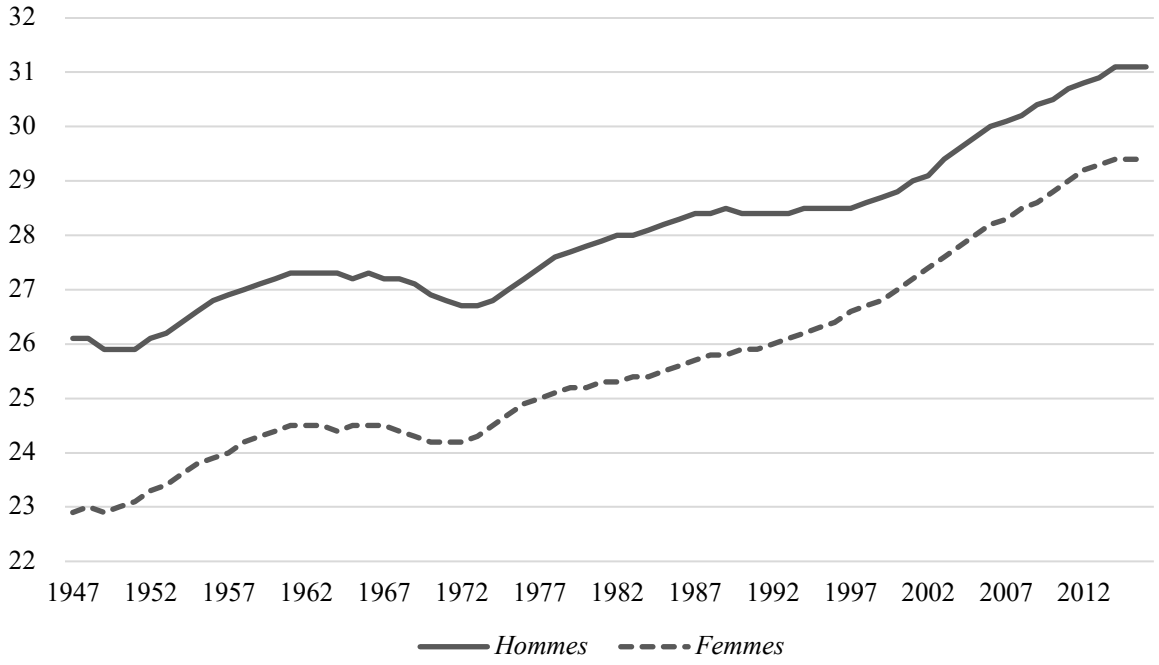
La baisse tendancielle du nombre de mariages s'explique en partie par la hausse régulière de l'âge moyen lors du premier mariage : entre 1947 et 2016, il est passé de 26,1 ans à 31,1 ans pour les hommes et de 22,9 ans à 29,4 ans pour les femmes (voir graphique 16). L'on notera au passage que l'écart de l'âge moyen entre les hommes et les femmes lors du premier mariage s'est peu à peu réduit, passant de 3,2 années en 1947 à 1,7 en 2016, et que la période durant laquelle cet écart a le plus diminué (de 2,7 années en 1989 à 1,7 en 2002) correspond aux années suivant immédiatement la Bulle. La réduction de la différence entre les hommes et les femmes de l'âge du mariage est donc le fait de la génération de la Bulle.

Au-delà d'un simple recul de l'âge du mariage, la société japonaise d'après-guerre a été marquée par une large extension du célibat. À partir du milieu des années 1970, la proportion de citoyens ne s'étant jamais mariés a fortement augmenté dans toutes les catégories d'âge. Chez les femmes de 25-29 ans, la proportion a bondi de 18 % en 1975 à 60 % en 2010 ; chez les 30-34 ans, elle est passée sur la même période de trente-cinq ans de 8 % à 35 % ; et chez celles de 35 à 39 ans, elle a augmenté de 5 % à 23 %[460]. Chez les hommes, le pourcentage

[460] Ibid., p. 89

d'individus n'ayant jamais connu le mariage est passé, toujours sur la même période, de 48 % à 72 % chez les 25-29 ans, de 14 % à 47 % pour les 30-34 ans et de 6 % à 36 % pour les 35-39 ans[461]. Quant à la proportion de citoyens ne s'étant jamais mariés au cours de leur vie, elle s'est accrue entre 1950 et 2022 de 1,5 % à 10,6 % pour les femmes et de 1,5 % à 20,1 % chez les hommes[462]. Le plus inquiétant est que, au vu des tendances clairement croissantes, cette augmentation impressionnante ne semble pas près de prendre fin.

Graphique 16: Âge moyen lors du premier mariage au Japon



Source : Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (*Jinkōdōtai-chōsa*)

Parmi les causes du recul de l'âge du mariage et de la hausse du célibat, Tsuya insiste sur la discordance entre l'émancipation économique des femmes d'une part et la persistance des inégalités dans la répartition des tâches domestiques d'autre part[463]. La démographe explique que les femmes tendent à délaisser le mariage car elles ne veulent (ou ne peuvent) plus gérer les affaires familiales en plus de leur vie professionnelle ; l'auteure affirme à la suite de ce raisonnement que la promotion de relations plus égalitaires au sein du foyer permettrait de faire remonter les taux de nuptialité et de fécondité au Japon[464]. Bien que le décalage entre parité

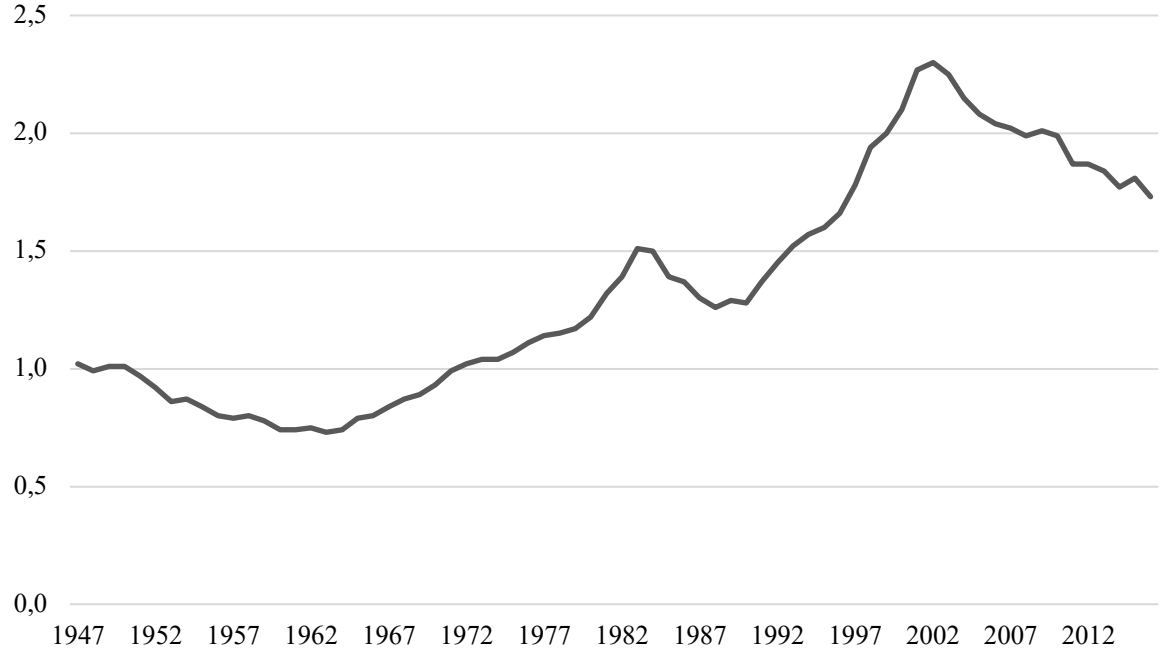
[461] Ibid.
[462] Gender Equality Bureau Cabinet Office. *Shōgai mikekkon ritsu no suii (danjo betsu)* [en ligne]. https://www.gender.go.jp/about_danjo/whitepaper/h25/zentai/html/zuhyo/zuhyo01-00-20.html (consulté le 11 septembre 2023)
[463] Tsuya, Noriko O., op. cit., pp. 98-99
[464] Ibid, p. 99

économique et inégalités domestiques soit bien réel et qu'il puisse effectivement être une source importante de tensions au sein des couples nippons, il semble exagéré de l'ériger en tant qu'élément explicatif du recul du mariage. Si l'on observe les statistiques relatives aux tâches ménagères au sein des pays de l'OCDE, les nations européennes les plus égalitaires en la matière sont la Suède (les hommes effectuaient 39 % du travail domestique en 2010), le Danemark (38 % en 2001), la Norvège (37 % en 2010/11), la Finlande (33 % en 2009/10), les Pays-Bas (32 % en 2016) et l'Estonie (32 % en 2009/10)[465] ; pourtant les taux de nuptialité en 2019 ne s'y élevaient respectivement qu'à 4,7 ‰, 5,3 ‰, 4,0 ‰, 4,0 ‰, 3,7 ‰ et 5,1 ‰[466], ce qui représente des niveaux comparables, si ce n'est inférieurs, à ceux que connaissent le Japon (4,8 ‰ en 2019[467]), où les hommes n'effectuent que 9 % des tâches ménagères (chiffre en 2016)[468]. Il serait nécessaire de réaliser une étude statistique plus approfondie pour se prononcer avec certitude sur la question, mais la thèse de Tsuya selon laquelle la baisse du nombre de mariages serait aggravée par le décalage entre l'émancipation économique des femmes et les inégalités dans la répartition des tâches domestiques semble à première vue peu plausible.

L'évolution du taux de divorce au Japon est également une donnée intéressante qu'il s'agit de commenter (le taux de divorce, qui correspond au nombre de divorces durant l'année par rapport à la population totale, peut être considéré comme le pendant du taux de nuptialité). Il commence à croître à partir du milieu des années 1960, passant en quatre décennies de 0,7 ‰ en 1963 à 2,3 ‰ en 2002 (voir graphique 17). Le taux recule néanmoins de manière évidente au cours d'une période bien précise : entre 1984 et 1990, au plein milieu de la Bulle. Ce recul soudain, en contradiction avec la tendance de plus long terme, est probablement dû à la conjonction de deux facteurs : premièrement, la baisse continue du nombre de mariages à partir du milieu des années 1970 qui diminue arithmétiquement le nombre potentiel de séparations au cours des années suivantes, et deuxièmement, l'effervescence économique qui a fait disparaître une grande partie des problèmes financiers, sources de tension au sein des couples.

[465] OECD. *Balancing paid work, unpaid work and leisure* [en ligne]. https://www.oecd.org/gender/balancing-paid-work-unpaid-work-and-leisure.htm (consulté le 11 septembre 2023)
[466] Eurostat. *Marriage and divorce statistics* [en ligne]. https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Marriage_and_divorce_statistics#Fewer_marriages.2C_fewer_divorces (consulté le 11 septembre 2023)
[467] Cabinet Office. *Dai 1 bu: shōshika taisaku no genjō (dai 1 shō 3)* [en ligne]. https://www8.cao.go.jp/shoushi/shoushika/whitepaper/measures/w-2021/r03webhonpen/html/b1_s1-1-3.html (consulté le 11 septembre 2023)
[468] OECD, op. cit.

Graphique 17: Taux de divorces au Japon (‰)



Source : Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales (*Jinkōdōtai-chōsa*)

La démographie japonaise se trouve dans une situation précaire, mais elle est loin d'être un cas isolé. Parmi ses voisins asiatiques, la Chine et la Corée du Sud connaissent désormais des taux de fécondité inférieurs à ceux du Japon (respectivement 1,2 et 0,8 enfant par femme en 2021, contre 1,3 au Japon[469]). Les sociétés occidentales ne se portent pas fondamentalement mieux : les taux de fécondité ne s'y élevaient en 2021 qu'à 1,2 en Espagne, 1,3 en Italie, 1,3 en Pologne, 1,4 au Portugal et 1,4 au Canada[470]. Mis à part la Géorgie (2,1) et les îles Féroé (2,3), aucune nation occidentale n'atteint un taux de fécondité égal ou supérieur au seuil de remplacement.

La comparaison entre les diverses situations démographiques est toutefois rendue compliquée par une différence majeure entre le Japon et le reste des pays occidentaux : la politique migratoire. Face à une situation de déclin démographique, les responsables politiques peuvent tenter d'encourager l'accueil d'immigrés et de main-d'œuvre étrangère. Malgré un certain assouplissement ces dernières années, le Japon a traditionnellement maintenu une ligne particulièrement restrictive en matière d'immigration.

[469] The World Bank. *Fertility rate, total (births per woman)* [en ligne]. https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?most_recent_value_desc=false (consulté le 12 septembre 2023)
[470] Ibid.

La politique migratoire

D'après les analyses génétiques les plus récentes, les Japonais seraient principalement issus du mélange entre deux peuples, les chasseurs-cueilleurs de la période Jōmon, présents sur l'archipel depuis environ 16 500 ans, et les agriculteurs originaires d'Asie de l'Est continentale ayant immigré il y a environ 2800 ans[471]. Tandis que les indigènes furent progressivement assimilés ou repoussés vers l'est, les nouveaux arrivants continuèrent à entretenir des liens avec le continent. Le terme *toraijin* est aujourd'hui utilisé pour désigner les populations ayant migré de la péninsule coréenne au Japon durant la période s'étendant approximativement de 800 av. J.-C. à 600 apr. J.-C[472]. Ce fut à partir du VIe siècle qu'une conscience « japonaise » commença à se former et que l'archipel se détacha culturellement et politiquement du continent asiatique. Depuis lors, le Japon choisit la voie de l'isolement, ou du moins de l'éloignement. Le territoire nippon ne fut plus touché par d'importantes vagues migratoires jusqu'à son ouverture forcée par les Occidentaux.

Le professeur de droit Kondo Atsushi divise l'histoire migratoire japonaise moderne en six moments distincts : de 1639 (date d'expulsion des Portugais par le shogunat) à 1853 (arrivée du commodore Perry), la période d'isolation et l'absence d'immigration ; de 1853 à 1945, la période d'ouverture se traduisant par une large émigration et une immigration coloniale ; de 1945 à 1951, la période du contrôle strict des flux migratoires ; de 1951 à 1981, la période d'immigration restreinte ; de 1981 à 1990, la période d'acceptation des réfugiés et d'amélioration des droits des étrangers ; et enfin, de 1990 à aujourd'hui, la relative ouverture aux *nikkeijin* (les descendants de Japonais expatriés) et aux travailleurs non qualifiés[473]. L'après-guerre fut une époque de fermeture, mais cette ligne se trouva légèrement remise en cause à partir du début des années 1980.

De nos jours, il est de bon ton de dénoncer « le mythe de l'homogénéité japonaise ». Les partisans de la thèse de l'hétérogénéité nippone mettent en avant le poids des influences étrangères, principalement coréennes et chinoises, tout en insistant sur l'existence des minorités ethniques aïnoues et okinawaïennes. Ils expliquent finalement qu'au vu de cette pluralité, le

[471] Watanabe, Yusuke & Ohashi, Jun. Modern Japanese ancestry-derived variants reveal the formation process of the current Japanese regional gradations. In : *iScience*, 2023, vol. 26(3), p. 1
[472] Rhee, Song-nai, Aikens, C. Melvin & Barnes, Gina L. *Archaeology and History of Toraijin: Human, Technological, and Cultural Flow from the Korean Peninsula to the Japanese Archipelago c. 800 BC–AD 600*. Oxford : Archaeopress, 2021, p. 1
[473] Kondo, Atsushi. Development of Immigration Policy in Japan. In : *Asia and Pacific Migration Journal*, 2002, vol. 11(4), p. 415

Japon a toujours été une nation multiculturelle[474]. Ce raisonnement, issu du refus politique et idéologique de toute pensée anthropologique uniformisatrice, est assez faible. Ses adeptes souhaitent certainement réprouver les théories ethno-nationalistes apparues dès l'époque Edo, mais ils enfoncent malheureusement des portes ouvertes en expliquant qu'un groupement humain n'est jamais entièrement homogène. Cette question ne doit pas être appréhendée en termes absolus et atemporels, mais au contraire de manière relative et historique. Ainsi, que ce soit d'un point de vue ethnique ou culturel, le Japon contemporain est, quoi que l'on veuille en dire, plus « homogène » que les sociétés états-unienne, canadienne ou française, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il est un bloc uniforme.

Cette relative homogénéité s'explique notamment par le fait que le pays a adopté depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale une politique migratoire restrictive. Malgré sa puissance économique et ses hauts standards de vie qui constituent des facteurs d'attractivité, le Japon ne peut toujours pas être considéré comme une terre d'accueil. L'immigration, relativement peu nombreuse, y est principalement asiatique (essentiellement coréenne, chinoise et philippine) et, dans une moindre mesure, américaine (majoritairement états-unienne et brésilienne). De nombreux observateurs critiquent la gestion migratoire du Japon, qu'ils considèrent d'une part trop restrictive et d'autre part défaillante quant à l'intégration des nouveaux arrivants. Erin Aeran Chung souligne la particularité du Japon en la matière, expliquant par exemple qu'il est « la seule démocratie industrielle avancée qui ne reconnaît pas le droit à la réunification familiale pour les travailleurs migrants[475] » [*traduction par l'auteur*]. L'auteure insiste sur le caractère anormal du cas nippon : « Tandis que les autres pays industrialisés sont confrontés au défi d'intégrer les immigrés d'*après-guerre*, le Japon doit gérer les conséquences de son échec à intégrer les immigrés d'*avant-guerre* et leurs descendants[476] » [*traduction par l'auteur*].

Cette situation ne s'explique pas par un cadre légal particulièrement hostile. La citoyenneté japonaise, qui repose sur le droit du sang, peut être également acquise à travers la naturalisation. Officiellement, les conditions pour obtenir la nationalité ne sont pas particulièrement ardues : il faut avoir été domicilié au Japon pendant au moins cinq ans, avoir fait preuve d'une conduite adéquate et être en mesure de subvenir à ses besoins[477]. Dans les faits, le processus s'avère

[474] Narzary, Dharitri Chakravartty. The Myths of Japanese 'Homogeneity'. In : *China Report*, 2004, vol. 40(3), p. 319
[475] Chung, Erin Aeran. *Immigration and Citizenship in Japan*. New York : Cambridge University Press, 2010, p. 13
[476] Ibid., p. 3
[477] Ministry of Justice. *Nationality Q&A* [en ligne]. https://www.moj.go.jp/EN/MINJI/minji78.html#a08 (consulté le 5 octobre 2023)

certes long et rigoureux[478], mais tout de même pas insurmontable. De plus, avant d'être éligible à une naturalisation, les résidents étrangers bénéficient de plusieurs types d'aides sociales telles que l'aide au logement, l'assurance chômage et l'assurance santé[479]. Depuis le début des années 1970 et le procès contre la société Hitachi concernant les discriminations en matière d'emploi, les étrangers font face à moins d'obstacles à l'embauche et peuvent être employés dans la fonction publique[480]. La naturalisation a été légèrement facilitée en 1984 par la révision de la loi sur la nationalité, évoquée précédemment, qui portait sur deux points majeurs : premièrement, la transmission de la citoyenneté japonaise par la mère et plus uniquement par le père ; deuxièmement, l'abolition de l'usage selon lequel les candidats à la naturalisation devaient adopter un nom japonais. Il n'existait pas de règle explicite concernant cette pratique, mais le ministère de la Justice « recommandait » que les personnes souhaitant être naturalisées se choisissent un nouveau nom japonais, et les autorités locales appliquaient généralement cette politique non officielle[481]. Ce bref survol des conditions de naturalisation ne permet pas de comprendre pourquoi le Japon peine à intégrer les nouveaux arrivants. L'explication se situe en partie dans le passé impérial et assimilationniste du pays.

Plus de deux millions de sujets coloniaux résidaient au Japon au sortir de la Seconde Guerre mondiale[482]. À la fin du conflit, les dirigeants nippons et l'occupant américain envisagèrent le retour des populations immigrées dans leur pays d'origine ; dans ce but, un programme de rapatriement fut organisé par le commandement suprême des forces alliées[483] tandis que la nationalité japonaise fut retirée aux anciens sujets coloniaux[484]. Cette dernière mesure ne consistait pas en une quelconque sanction à l'égard des individus déchus de leur citoyenneté ; elle était une manière de mettre fin à l'entreprise impériale nippone. Il existait en effet un lien étroit entre nationalité et colonisation. Sous l'empire, la naturalisation était obligatoire, donc le fait de retirer la nationalité japonaise pouvait être considéré comme une « libération ». Des deux millions de Coréens présents sur le territoire nippon à la fin de la guerre, environ 1,3 million furent rapatriés avant la fin de l'année 1945, puis le rythme des départs ralentit fortement dès

[478] Ito, Masami. *Many angles to acquiring Japanese citizenship* [en ligne]. https://www.japantimes.co.jp/news/2011/12/27/reference/many-angles-to-acquiring-japanese-citizenship/#.XoVUytNKh-U (consulté le 23 octobre 2023)
[479] Takao, Yasuo. Foreigners' Rights in Japan: Beneficiaries to Participants. In : *Asian Survey*, 2003, vol. 43(3), p. 529
[480] Ibid., p. 537
[481] Kondo, Atsushi, op. cit., pp. 417-418
[482] Chung, Erin Aeran, op.cit., p. 70
[483] Ibid., p. 72
[484] Ibid., p. 36

lors que seuls 82 900 regagnèrent la Corée l'année suivante[485]. Dès les premiers mois de 1946, des bateaux de rapatriement quittaient les côtes japonaises à moitié vides[486].

Il s'avérait que de nombreux Coréens et Taïwanais refusaient tout simplement d'être rapatriés, tandis que d'autres retournaient sur l'archipel de manière clandestine. Certains d'entre eux se montraient particulièrement dynamiques sur le marché noir et se livraient à diverses activités illégales telles que la production de liqueurs interdites, ce qui menait régulièrement à des confrontations avec les forces de l'ordre[487]. Des conflits intercommunautaires éclataient inévitablement. L'exemple le plus marquant de ces tensions fut l'incident de Shibuya survenu le 19 juillet 1946, un affrontement meurtrier opposant la police, des groupes de yakuzas japonais et la mafia taïwanaise[488]. Particulièrement inquiet de la situation, le commandement suprême des forces alliées souhaita, d'une part, encourager le rapatriement des étrangers et, d'autre part, assimiler, au moyen de la naturalisation, ceux qui refusaient de s'en aller[489]. Cette politique se heurta pourtant à l'incompréhension des autres acteurs. Les nouvelles autorités japonaises avaient une conception restreinte de la nationalité ; il leur semblait naturel qu'un Coréen ou un Taïwanais n'était pas un Japonais. La naturalisation massive leur semblait dès lors un concept illogique. Quant à la communauté coréenne, elle condamnait ceux qui choisissaient de se naturaliser, une position qu'elle continua de défendre jusqu'au début des années 1980[490]. Au vu des crimes commis par l'armée nippone sur la péninsule, le changement de nationalité lui semblait représenter un acte de trahison. Il y eut donc un accord tacite entre les dirigeants japonais et les immigrés coréens : l'on ne pousserait pas à l'assimilation et consentirait à une forme de communautarisme silencieux. L'une des conséquences de ce choix politique fut la formation, dans de nombreuses villes et parfois à l'orée de villages, de bidonvilles coréens, les *tongne*, qui subsistèrent jusqu'à la fin des années 1960[491].

Ainsi, les Coréens restés au Japon à la fin de la guerre ne s'assimilèrent pas. Le manque de velléité assimilationniste de la part du gouvernement nippon conjugué à une inclination séparatiste de la société coréenne aboutit à « la création d'une communauté étrangère

[485] Takemae, Eiji. *Inside GHQ: the Allied occupation of Japan and its legacy*. New York : Continuum, 2002, p. 448
[486] Morris-Suzuki, Tessa. *Borderline Japan : Foreigners and Frontier Controls in the Postwar Era*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. 55
[487] Chatani, Sayaka. Revisiting Korean Slums in Postwar Japan: Tongne and Hakkyo in the Zainichi Memoryscape. In : *The Journal of Asian Studies*, 2021, vol. 80(3), p. 598
[488] Yang, Zizhen. From "Empire Subjects" to "Overseas Chinese in Japan": The Shibuya Incident and the Legal Status of Taiwanese in Early Postwar Japan. In : *Nihon Taiwan gakkai-hō*, 2012, vol. 14, p. 70
[489] Chung, Erin Aeran, op.cit., p. 75
[490] Ibid., p. 37
[491] Chatani, Sayaka, op. cit., pp. 587-588

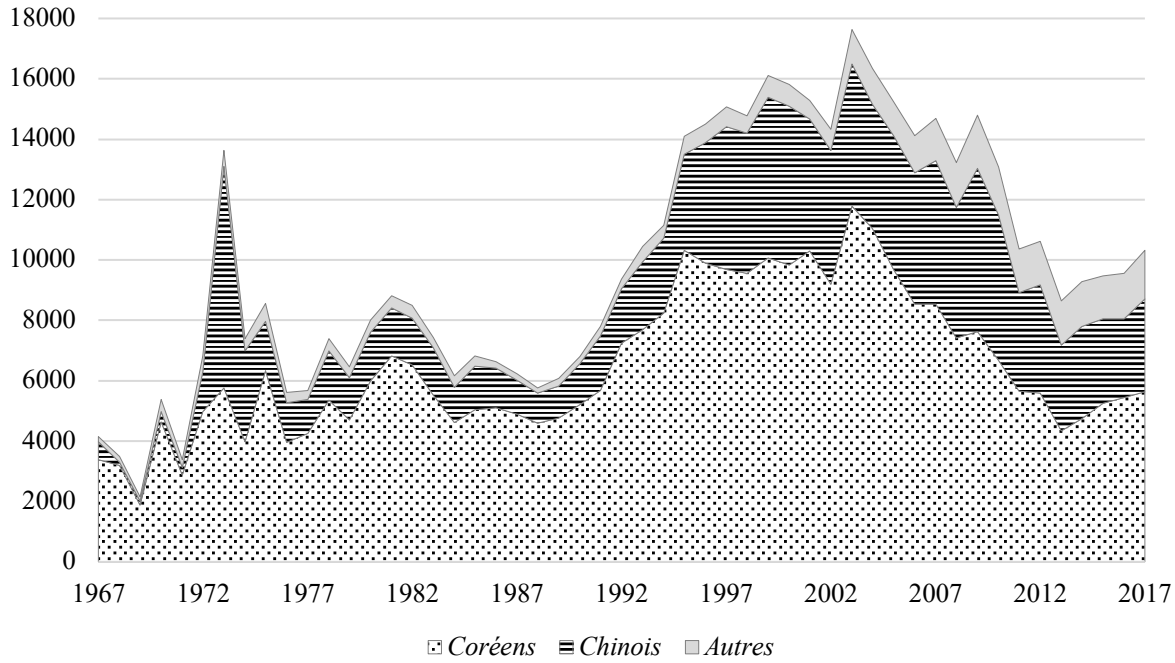
permanente au Japon[492] » [*traduction par l'auteur*]. Les deux puissantes associations communautaires coréennes Mindan (Union des résidents coréens du Japon, proche de Seoul) et Chongryon (Association générale des Coréens résidant au Japon, proche de Pyongyang) exhortaient leurs ressortissants à ne pas s'assimiler à la société japonaise : elles réprouvaient toute naturalisation, mettaient en garde contre l'acculturation et appelaient à ne pas s'immiscer dans les affaires politiques nippones[493]. Cette dernière consigne eut pour effet le développement d'une communauté étrangère apolitique et particulièrement discrète : elle ne posait donc aucun problème pour les autorités japonaises.

Un aspect particulièrement intéressant de l'histoire de l'immigration coréenne au Japon fut la problématique des noms. La politique du *sōshi-kaimei* (« création d'un nom de famille et changement de prénom ») avait été instaurée en deux temps, en 1939 puis 1940, dans le but d'assimiler les Coréens en « japonisant » leur nom et prénom[494]. Le système fut abrogé après la défaite de 1945, mais la pratique se perpétua sous d'autres formes. D'une part, comme mentionné précédemment, le ministère de la Justice continua à « recommander » le changement de nom. D'autre part, de nombreux Coréens choisirent d'adopter, sans renoncer à leur « vrai » nom coréen, un nom japonais dans le but de faciliter leur intégration : ils jongleraient donc avec leur nom officiel coréen – le *honmyō* – et leur nom de la vie courante japonais – le *tsūmei*[495]. Un sondage réalisé en 1994 révélait que 83,3 % des Coréens du Japon utilisaient un *tsūmei*[496].

L'autorité des associations communautaires Mindan et Chongryon se dégrada durant les années 1970[497]. Le rejet de l'assimilation s'était avéré une politique illusoire : les enfants d'immigrés coréens avaient naturellement appris à vivre « à la japonaise », et ceux qui faisaient l'expérience d'un retour en Corée en revenaient souvent désenchantés. Le nombre de naturalisations augmentait progressivement (voir graphique 18). Ce fut dans ces conditions qu'émergea le mouvement *zainichi* des droits civiques, attaché à promouvoir l'intégration politique des résidents permanents coréens[498]. L'une des associations phares de ce mouvement était le Mintōren, le Conseil de coordination pour la lutte contre les discriminations ethniques, qui encourageait la résolution de cas concrets au niveau local.

[492] Chung, Erin Aeran, op.cit., p. 23
[493] Ibid., p. 51
[494] Kokubu, Mari. Gakkō hyaku nenshi kara miru chōsenjin jidō no hajime shi kaimei. In : *Researches of Educational History in Asia*, 2020, vol. 28-29, p. 43
[495] Yim, Young Cheol. A Sociolinguistic Study on the Use of Names of Korean Residents in Japan. In : *Kokugogaku*, 1994, vol. 179, p. 40
[496] Ibid.
[497] Chung, Erin Aeran, op.cit., pp. 89-91
[498] Ibid., p. 96

Graphique 18: Nombre de naturalisations



Source : Ministry of Justice, Civil Affairs Bureau

L'une des campagnes les plus médiatisées portées par des activistes coréens fut le mouvement anti-empreintes digitales des années 1980. Depuis l'entrée en vigueur en 1952 de la loi sur l'enregistrement des étrangers (*gaikokujin tōroku-hō*), ces derniers devaient être en possession d'un certificat d'enregistrement et avoir leurs empreintes digitales inscrites dans les données de l'État[499]. Après une trentaine d'années d'existence, ce système commença à être remis en cause : en 1985, plus de dix-mille étrangers répartis dans au moins trente-cinq préfectures refusèrent de se faire prendre leurs empreintes digitales[500]. En réponse à ces refus, soutenus par une large partie de la communauté coréenne du Japon mais également par plusieurs gouvernements et élus locaux, le premier ministre Nakasone annonça une réforme de la procédure pour 1987 : l'on ne demanderait désormais aux étrangers de n'enregistrer leurs empreintes digitales qu'une seule fois au cours de leur vie, alors qu'ils devaient jusqu'alors les réenregistrer tous les cinq ans (et même tous les trois ans avant 1980) ; ceux qui refuseraient d'enregistrer leurs empreintes digitales devraient par contre renouveler leur permis de résidence tous les deux ans, contre cinq ans normalement[501]. En 1992, le gouvernement nippon abolit l'obligation d'enregistrement des empreintes digitales pour les résidents spéciaux permanents

[499] Komai, Hiroshi. Immigrants in Japan. In : *Asian and Pacific Migration Journal*, 2000, vol. 9(3), p. 313
[500] Strausz, Michael. Minorities and Protest in Japan: The Politics of the Fingerprinting Refusal Movement. In : *Pacific Affairs*, 2006/2007, vol. 79(4), p. 650
[501] Ibid., p. 654

(*tokubetsu eijūsha*) – ce statut avait été introduit un an auparavant pour désigner les anciens sujets coloniaux et leurs descendants –, une décision qui serait étendue en 1999 à tous les résidents étrangers[502]. Le règlement relatif aux empreintes digitales serait néanmoins réintroduit quelques années plus tard, en 2007, au nom de la lutte antiterroriste[503].

L'intégration de l'immigration d'avant-guerre ne fut pas la seule problématique relative à la politique migratoire nippone des années 1970-1980. Un débat important s'ouvrit au moment de la crise des réfugiés d'Indochine provoquée par la défaite du Sud-Vietnam en 1975. Le Japon n'avait pas de tradition d'asile, mais la relative proximité de ce foyer d'exode le plaçait au centre des regards. Les États-Unis faisaient ainsi pression pour que le Japon accueillît une part des réfugiés[504]. En 1978, le gouvernement nippon accepta de recevoir un faible nombre de réfugiés, puis le programme d'aide fut progressivement élargi jusqu'à ce que le pays s'engageât à en accueillir dix-mille[505]. Ce chiffre peut sembler faible, mais cette décision représentait alors pour le Japon un développement notable.

Le pays convint progressivement à ouvrir ses frontières aux personnes en situation de détresse. Cet engagement se traduisit par les ratifications successives du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) en 1979, puis de la Convention relative au statut des réfugiés en 1982. En réponse à la crise des réfugiés et en conformité avec les accords internationaux qu'il s'était mis à ratifier, le Japon modifia sa législation nationale. L'Ordonnance de 1951 sur le contrôle des migrations fut ainsi amendée en 1982 et renommée à l'occasion « loi sur le contrôle des migrations et la reconnaissance des réfugiés » (*shutsunyūkoku kanri oyobi nanmin nintei-hō*) ; la nouvelle législation stipulait que les personnes ayant obtenu le statut de réfugiés bénéficiaient des mêmes avantages que les citoyens japonais et les ressortissants étrangers en matière de sécurité sociale[506]. Par ailleurs, le texte instaurait des nouveaux statuts de résidence, ceux de « séjour court » et de « formation », tandis que le statut de travailleur était élargi à de nouveaux secteurs d'activité[507].

---

[502] Migration News. *Japan: End to Fingerprinting?* [en ligne]. https://migration.ucdavis.edu/mn/more.php?id=1784 (consulté le 10 octobre 2023)
[503] Kubota, Yoko. *Japan fingerprints foreigners as anti-terror move* [en ligne]. https://www.reuters.com/article/us-japan-fingerprinting-idUST23858020071120 (consulté le 10 octobre 2023)
[504] Morris-Suzuki, Tessa, op. cit., p. 236
[505] Ibid., p. 237
[506] Ministry of Foreign Affairs of Japan. *Refugees* [en ligne]. https://www.mofa.go.jp/policy/refugee/japan.html (consulté le 10 octobre 2023)
[507] Saito, Jun. *Historical Background of the Japanese Restrictive Immigration Policy* [en ligne]. https://www.jcer.or.jp/english/historical-background-of-the-japanese-restrictive-immigration-policy (consulté le 10 octobre 2023)

Tessa Morris-Suzuki estime que les autorités nippones organisèrent avec soin l'accueil des réfugiés ; quatre centres d'hébergement furent aménagés dans les villes de Himeji (préfecture de Hyōgo), Yamato (Kanagawa), Ōmura (Nagasaki) et Shinagawa (Tokyo), au sein desquels les nouveaux arrivants purent suivre non seulement des cours de japonais intensifs mais également des sessions d'information portant sur la société nippone et son quotidien ; par ailleurs, des programmes de formation professionnelle furent dispensés tandis que des entreprises, principalement des PME opérant dans le secteur industriel, étaient contactées pour trouver des offres d'emploi[508].

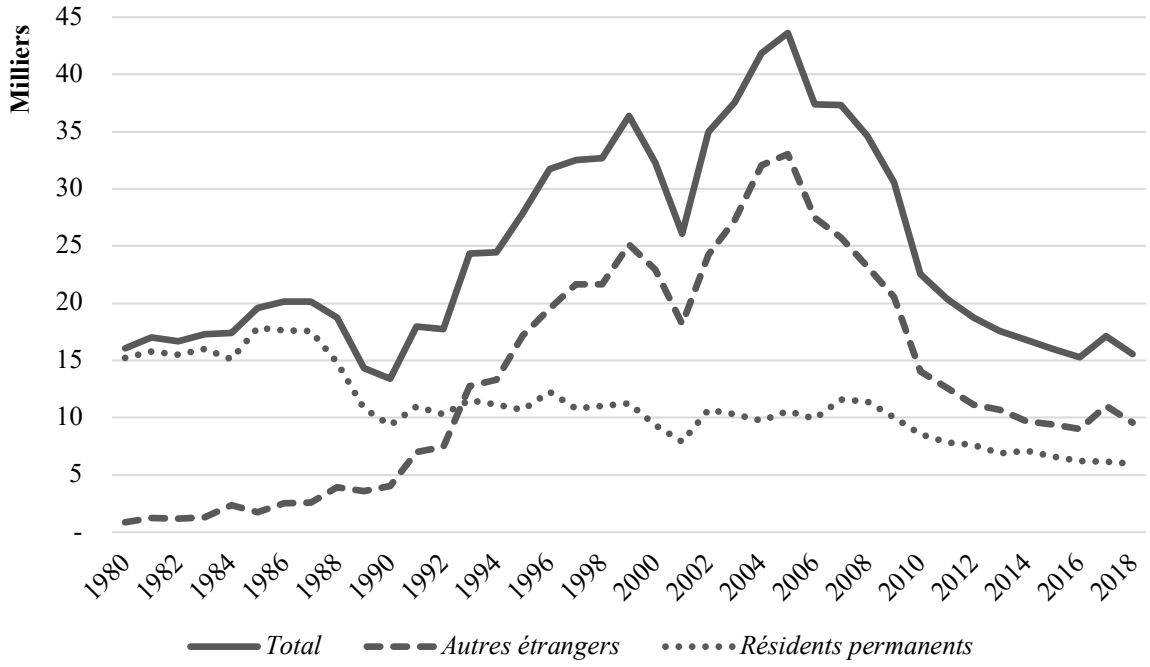
Le gouvernement poursuivit la réforme de sa politique migratoire. Il proposa en 1989 d'amender la loi sur le contrôle des migrations et la reconnaissance des réfugiés ; les nouvelles dispositions entrèrent en vigueur le 1er juin 1990[509]. Le but premier de ces amendements était de promouvoir l'immigration légale de travail tout en dissuadant l'immigration illégale. La loi prévoyait des peines lourdes – jusqu'à trois ans de prison ou une amende pouvant atteindre deux millions de yens – pour tout employeur ou intermédiaire embauchant en connaissance de cause des travailleurs en situation irrégulière[510]. Par ailleurs, la nouvelle législation facilitait le retour des *nikkeijin*, terme désignant les descendants de Japonais expatriés, ce qui mena à de nombreuses arrivées en provenance d'Amérique latine, en particulier du Brésil[511]. Cette politique d'ouverture aux *nikkeijin*, présentée alors comme une forme de libéralisation, révèle la vision ethnique que les dirigeants nippons avaient alors de la communauté nationale. Ils considéraient, à tort ou à raison, que l'intégration d'étrangers ethniquement japonais était plus aisée que celle d'autres populations. Ce choix montre que l'État-nation nippon repose dans une large mesure sur une conception ethnique de la nationalité, à la différence de pays comme les États-Unis ou la France qui en ont adopté une conception culturelle.

Le sociologue Komai Hiroshi explique que la ligne directrice du gouvernement japonais en matière de politique migratoire fut constamment de s'assurer de la préservation de la sécurité publique[512]. Depuis l'éclatement des tensions intercommunautaires dans l'immédiat après-guerre, les dirigeants nippons craignaient que l'immigration ne menât à une augmentation de la criminalité. Le mouvement d'ouverture amorcé dans les années 1980 fut toujours accompagné d'une grande prudence à cet égard. Le graphique 19 ci-dessous montre l'évolution du nombre de crimes et délits commis par des étrangers depuis 1980. L'on note une légère chute à la fin

[508] Morris-Suzuki, Tessa, op. cit., p. 238
[509] Komai, Hiroshi, op. cit., p. 315
[510] Ibid.
[511] Ibid., p. 316
[512] Ibid., p. 312

de la décennie suivie d'une forte augmentation pendant quinze ans, jusqu'en 2005. Si l'on analyse ces chiffres en fonction du type d'étrangers impliqués, deux observations s'imposent : premièrement, le nombre de crimes et délits commis par les résidents permanents chute à la fin des années 1980, se maintient à un niveau faible durant deux décennies, puis se remet à diminuer ; deuxièmement, le nombre de crimes et délits commis par les autres étrangers augmente sensiblement durant les années 1980, s'accroît rapidement pendant les quinze années suivantes, puis diminue brusquement à partir du milieu des années 2000.

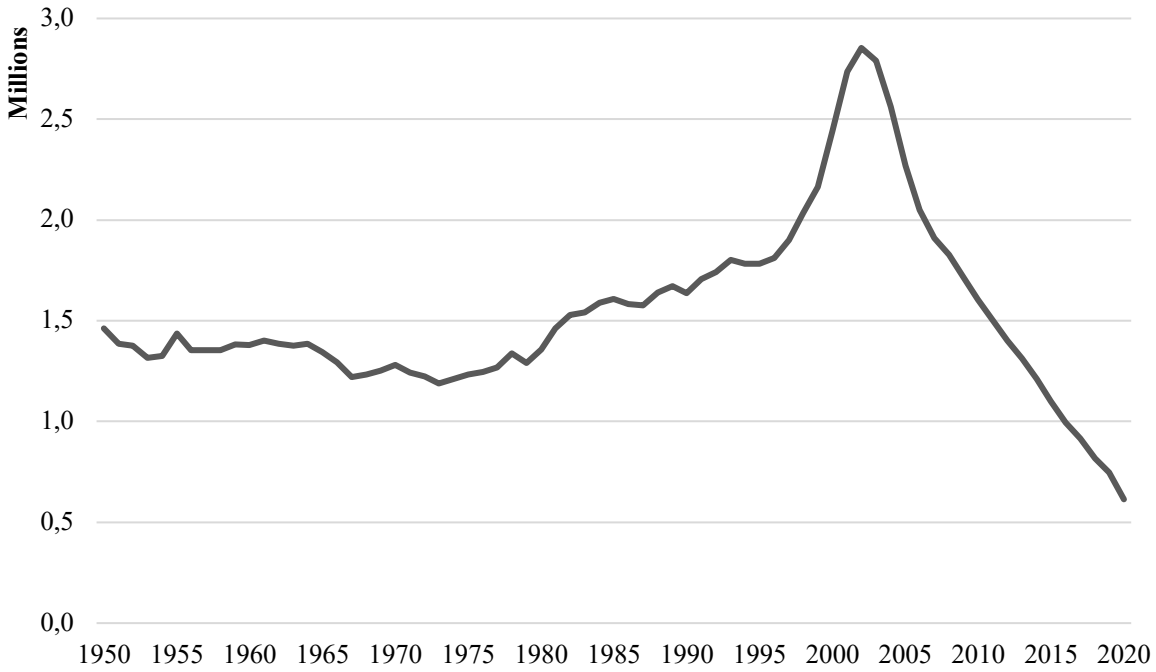
Graphique 19: Nombre de crimes et délits commis par des étrangers



Source : National Police Agency

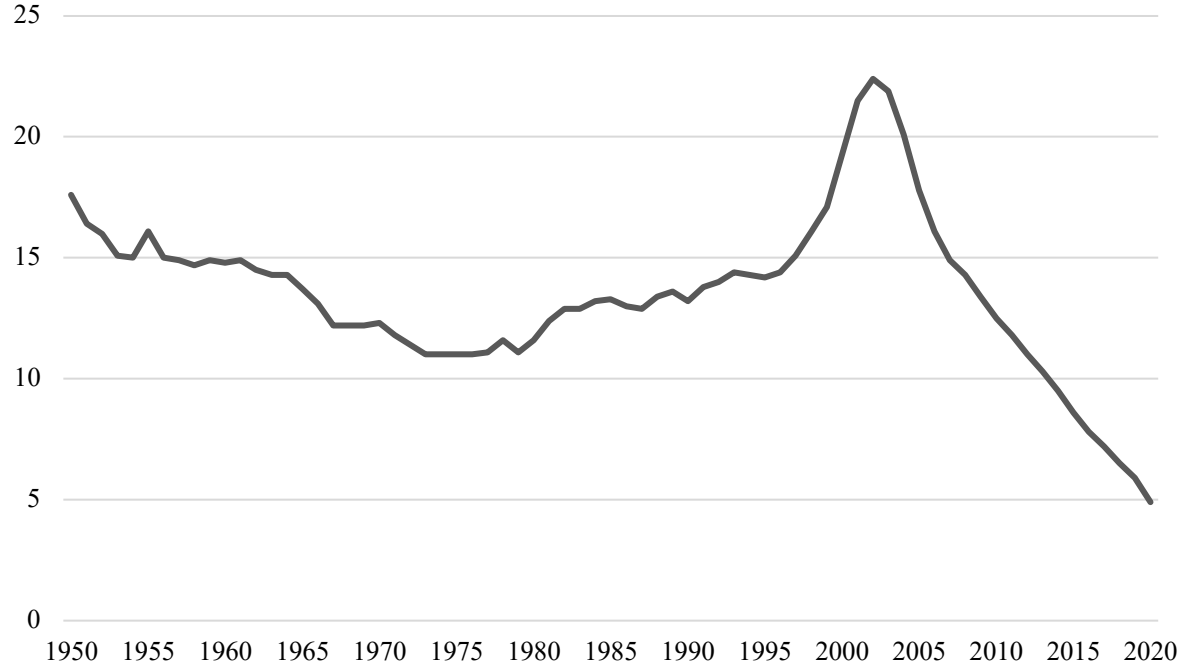
Notons que les années durant lesquelles le nombre de crimes et délits commis par des étrangers augmente correspondent à une période de hausse généralisée de la criminalité. Les graphiques 20 et 21 représentent respectivement l'évolution du nombre de crimes et délits constatés par la police et la variation du taux de criminalité à partir de 1950. Les courbes indiquent qu'après une baisse continue de la criminalité entre 1950 et 1975, celle-ci commence à croître avant d'exploser à la fin des années 1990 puis de chuter tout aussi brusquement à partir du milieu des années 2000.

Graphique 20: Nombre de crimes et délits constatés par la police



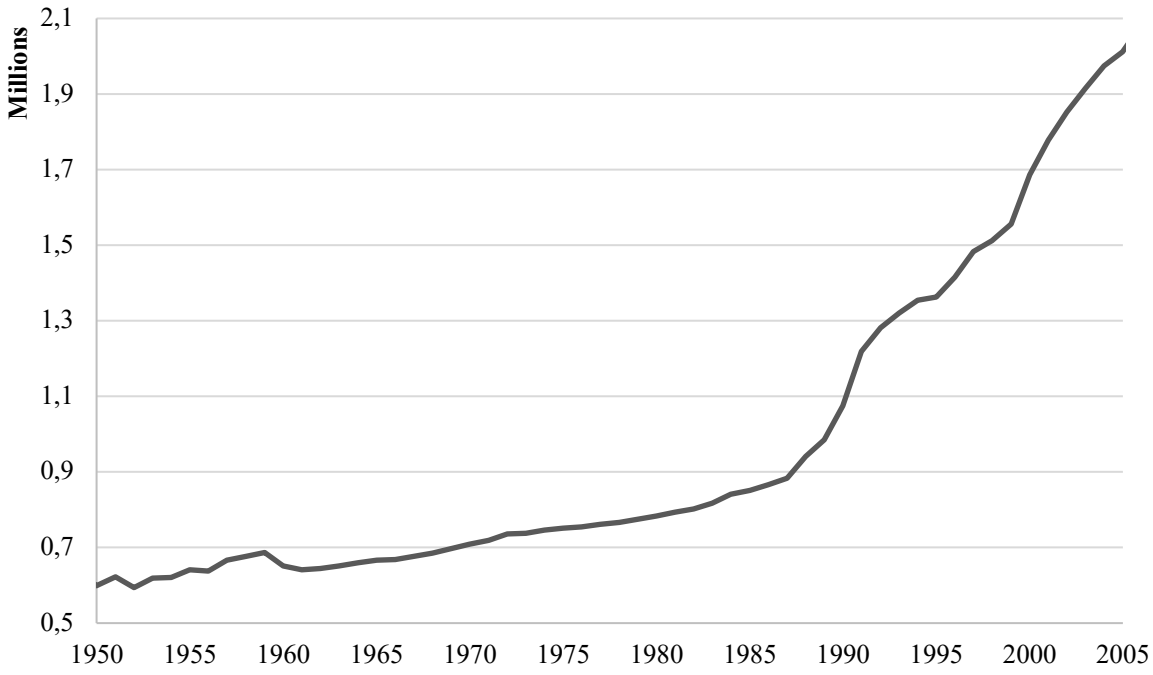
Source : National Police Agency

Graphique 21: Taux de criminalité (pour 1000 personnes)



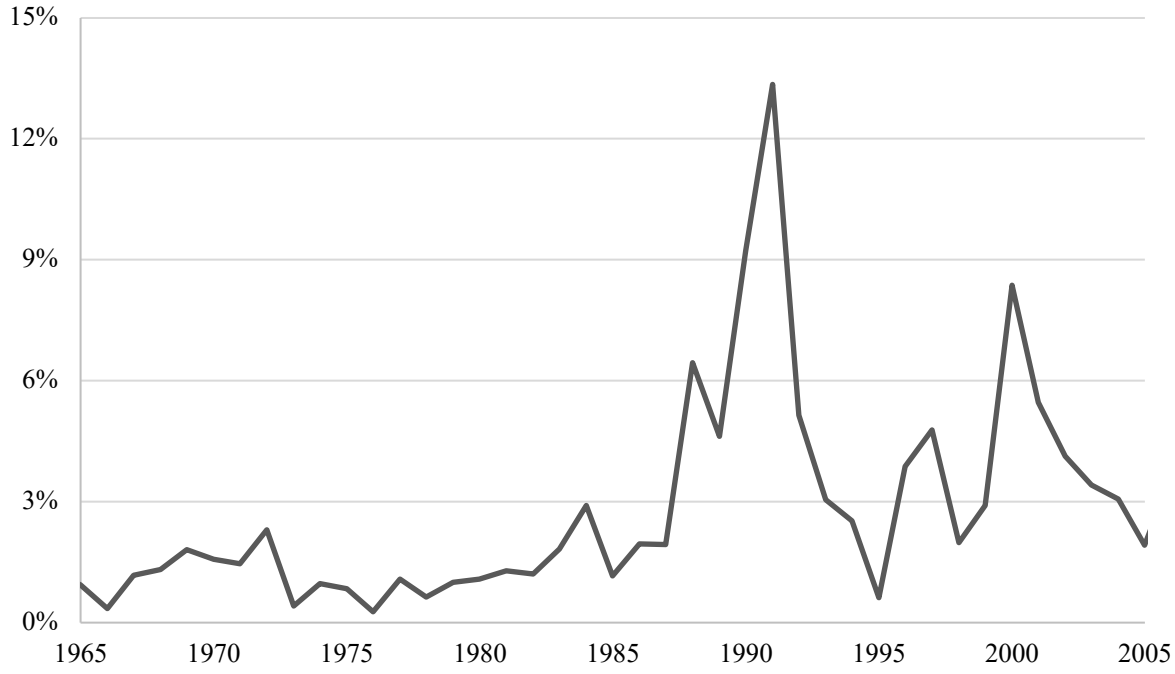
Source : National Police Agency

Graphique 22: Population étrangère au Japon



Source : Judicial System and Research Department, Minister's Secretariat and Immigration Bureau (MoJ)

Graphique 23: Croissance de la population étrangère au Japon (%)

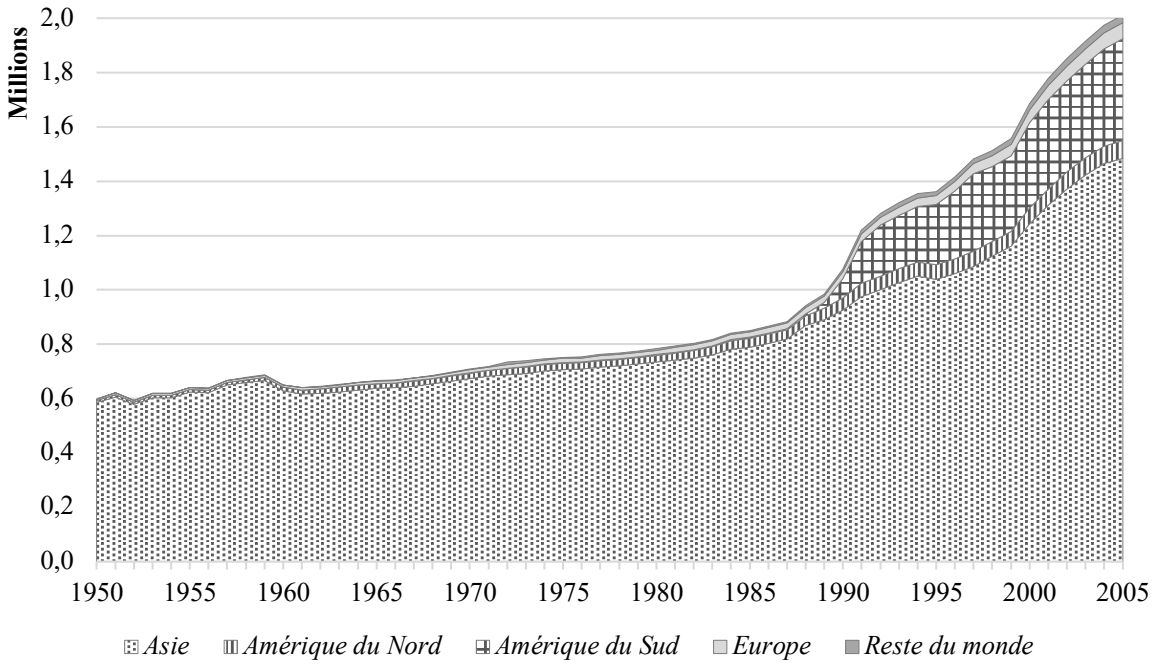


Source : Judicial System and Research Department, Minister's Secretariat and Immigration Bureau (MoJ)

Le mouvement d'ouverture amorcé durant les années 1980 mena à un accroissement notable de la population étrangère au Japon. Le graphique 22 ci-dessus montre l'évolution du nombre d'étrangers à travers l'archipel. Le total augmente brusquement à la fin des années 1980 et au début des années 1990, lorsque le pays met en place sa nouvelle loi sur le contrôle des migrations. Ce développement s'observe d'autant mieux sur le graphique 23, qui indique en pourcentages la croissance de la population étrangère. Alors que celle-ci ne progressait que de 1 ou 2 % jusqu'au milieu des années 1980, elle s'accroît soudainement de 6,5 % en 1988, 4,6 % en 1989, 9,2 % en 1990 et même 13,4 % en 1991.

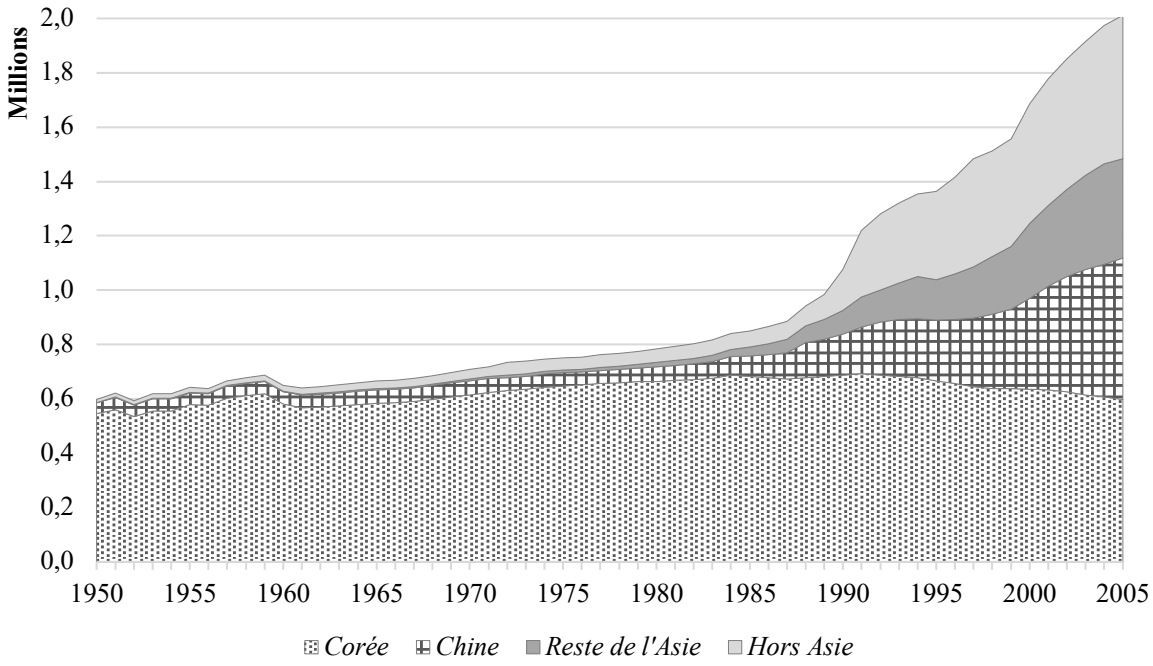
Lorsque l'on analyse ces statistiques en fonction du lieu d'origine, l'on se rend compte que la brusque augmentation de la population étrangère survenue au tournant des années 1990 s'explique en grande partie par l'immigration des *nikkeijin* en provenance d'Amérique du Sud (voir graphique 24). Les graphiques 24 et 25 montrent que, jusqu'à la fin des années 1980, l'immigration au Japon était essentiellement asiatique ; à partir de ce moment, le nombre d'immigrés originaires de pays situés hors d'Asie augmente sensiblement, mais si l'on prend en compte le caractère « japonais » des *nikkeijin* – point hautement contestable –, même cette immigration non asiatique s'avère, en fait, « ethniquement » asiatique.

Graphique 24: Population étrangère au Japon, selon le lieu d'origine



Source : Judicial System and Research Department, Minister's Secretariat and Immigration Bureau (MoJ)

Graphique 25: Population étrangère au Japon, selon le lieu d'origine



Source : Judicial System and Research Department, Minister's Secretariat and Immigration Bureau (MoJ)

Quoi qu'il en soit, le Japon s'ouvrit indéniablement à partir de la fin des années 1980. La population étrangère crut rapidement, et les Japonais virent de plus en plus souvent des types de visages et des morphologies auxquels ils n'étaient pas habitués. L'essayiste Kogawa Tetsuo se félicitait des évolutions démographiques qu'il percevait alors :

> Ce qui a le plus changé ces dernières années à Hatagaya, où j'habite, c'est l'augmentation du nombre d'étrangers dans la ville. De plus, ces étrangers originaires d'Amérique du Sud, du Moyen-Orient, d'Afrique et de l'Asie du Sud-Est ayant davantage la peau foncée que blanche, l'ambiance de Hatagaya ressemble parfois à celle d'Union Square à New York[513] [*traduction par l'auteur*].

Le multiculturalisme devait être célébré. Il faisait très *American*.

La politique territoriale

Dans bon nombre de pays d'Occident, la récente redéfinition des clivages politiques a replacé au centre des débats la question territoriale. Jusqu'alors, la clarté du processus de globalisation avait laissé présager des lendemains heureux et intelligibles : les entraves aux

[513] Kogawa, Tetsuo. *Kokusaika no yuragi no naka de*. Tokyo : Iwanami Shoten, 1991, p. 80

échanges s'estomperaient, les mouvements d'individus, de biens et d'idées s'accéléreraient, les cultures se comprendraient, le monde s'homogénéiserait et les conflits disparaîtraient. Grâce au progrès technique, les distances s'amenuiseraient et les obstacles physiques s'évaporeraient : la mort de la géographie était programmée. Ces espérances se sont depuis lors avérées illusoires. À défaut de se contracter, l'espace s'est en fait restructuré : reliées entre elles de manière toujours plus étroite, les métropoles s'enrichissaient et se complexifiaient alors même que les territoires excentrés, positionnés à l'écart des divers circuits transnationaux, s'appauvrissaient. Le référendum sur le Brexit puis l'élection présidentielle américaine de 2016 ont tour à tour révélé cette rupture géographique, susceptible d'engendrer une lutte politique âpre et durable. Dans l'Hexagone, la crise des Gilets jaunes amorcée en 2018 a mis en lumière le lourd déclassement dont souffrait cette « France périphérique » théorisée par Christophe Guilluy[514]. Le Japon semble épargné par des clivages territoriaux d'une telle ampleur : bien que les partis progressistes obtiennent de meilleurs résultats dans les grands centres urbains que dans les zones rurales, l'écart demeure relativement léger. L'homogénéité dont on se plaît si souvent à affubler la nation japonaise se rapporterait-elle également à l'organisation de son territoire ? En dépit des montagnes, des volcans, des mers et des détroits, le pays aurait-il été aplani par une gestion éclairée des différentes régions et préfectures qui le composent ? En fait, les problématiques territoriales avaient été débattues avec ardeur durant les années 1970-1980, à la suite de l'annonce en 1972 par Tanaka Kakuei, alors ministre du Commerce et de l'Industrie, du projet *Nihon-rettō kaizō-ron*, un plan grandiose de « restructuration de l'archipel nippon ».

À partir des années 1960, la politique territoriale nippone se caractérisa par deux tendances majeures : d'une part la décentralisation, soit une plus grande latitude offerte aux autorités municipales, et d'autre part la dérégulation, c'est-à-dire un allègement de la planification[515]. Ces mesures étaient censées répondre aux problèmes engendrés par l'urbanisation fulgurante d'après-guerre tels que la hausse de la pollution ou la destruction de l'environnement que l'opposition imputait au volontarisme industriel et économique du PLD.

En 1968 fut promulguée la nouvelle loi sur la planification urbaine (*toshikeikaku-hō*), qui remplaçait l'ancienne loi de 1919. La législation prévoyait la délégation d'une partie des compétences relatives à la planification aux préfectures et aux municipalités ; par ailleurs, les « zones de planification urbaine » furent divisées entre les « zones de promotion urbaine », dans

[514] Guilluy, Christophe. *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris : Flammarion, 2014

[515] Sorensen, André. Uneven Processes of Institutional Change: Path Dependence, Scale and the Contested Regulation of Urban Development in Japan. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 2011, vol. 35(4), p. 720

lesquelles les promoteurs pourraient jouir d'une planification facilitée et d'une règlementation simplifiée, et celles « de contrôle urbain », dans lesquelles s'appliqueraient des restrictions en matière d'urbanisation[516].

La loi sur les immeubles en zones urbaines (*shigaichi kenchikubutsu-hō*) de 1919 imposait aux bâtiments une hauteur maximale de 100 *shaku*[517] (environ 30 mètres) et même de 65 *shaku* (environ 20 mètres) dans les zones résidentielles. Ces restrictions avaient été décrétées pour des raisons d'hygiène (ensoleillement, pollution de l'air) et de sécurité (incendies, tremblements de terre), mais également dans le but de fluidifier la circulation, car on estimait que les hauts édifices, synonymes d'une concentration particulièrement élevée d'individus allant et venant, généraient des encombrements sur les routes environnantes[518]. La préservation du paysage urbain ne faisait alors pas partie des arguments avancés par le législateur.

La loi sur les normes de construction (*kenchiku kijun-hō*), qui avait succédé en 1950 à la loi sur les immeubles en zones urbaines, subit une révision importante en 1970 : les restrictions de hauteur furent abrogées, à l'exception d'une limite de 10 mètres dans les « zones réservées aux constructions basses[519] ». Au regard des progrès réalisés dans les techniques de construction, le maintien de ces limitations ne semblait plus justifié. Du point de vue des promoteurs immobiliers, l'abrogation de la limite de hauteur s'apparenta à l'éclatement d'une digue : le début des années 1970 serait une période de renouvellement urbain caractérisé par la construction d'imposants bâtiments tels que les *manshon*, complexes résidentiels témoignant d'un certain standing[520]. Cet essor des *manshon* provoqua néanmoins la colère de nombreux habitants, qui se plaignaient du fait que ces gros immeubles privaient les riverains de lumière naturelle ; des mouvements locaux se coalisèrent pour convaincre l'État de légiférer en la matière, de sorte qu'un niveau d'ensoleillement minimal fût garanti aux résidents[521]. Ces mobilisations se révélèrent fructueuses, car le gouvernement s'empressa de prendre des mesures concrètes : en 1976, un amendement apporté à la loi sur les normes de construction introduisit de nouvelles dispositions relatives au droit à l'ensoleillement.

La dérégulation territoriale et immobilière acquit un élan nouveau sous les années Nakasone. Ces politiques accélérèrent un mouvement de mutation urbaine caractérisé, dans les centres-

[516] Hasegawa, Jun'ichi. Drafting of the 1968 Japanese City Planning Law. In : *Planning Perspectives*, 2014, vol. 29(2), p. 231
[517] Le *shaku* est une ancienne unité de mesure japonaise. Un *shaku* équivaut à 10/33 m, soit environ 30,3 cm.
[518] Ōsawa, Akihiko. Shigaichi kenchikubutsu-hō ni okeru zettai takasa seigen no seiritsu to hensen ni kansuru kōsatsu : yōto-chiiki no 100 shaku (31 m) kisei no settei konkyo ni tsuite. In : *The Journal of the Land Institute*, 2008, vol. 16(1), p. 52
[519] Ibid., p. 57
[520] Sorensen, André, op. cit., p. 722
[521] Ibid.

villes, par le déclin des bâtiments d'habitation au profit des immeubles de bureaux et des espaces commerciaux[522]. Le ministère de la Construction (*kensetsushō*) prescrivit aux gouvernements locaux d'assouplir leur règlementation, à travers notamment l'augmentation du coefficient d'occupation des sols[523], la reconversion d'espaces résidentiels en zones commerciales, la réduction des restrictions dans les zones de planification urbaine ou encore la suppression de certaines obligations dont se plaignaient les promoteurs immobiliers[524]. Par ailleurs, le gouvernement s'engagea dans une politique de privatisation des terres qui fut à l'origine de plusieurs cessations notables, telles que les ventes de la zone résidentielle de Nishitoyama à Shinjuku (1984), de la gare de triage de Shinagawa (1984), du site de l'Institut de recherche et de formation juridiques dans l'arrondissement de Chiyoda (1985), des logements de l'Agence forestière à Roppongi (1986) et de la résidence de la Japanese National Railways dans le quartier de Kudankita (1987)[525].

Entre 1983 et 1988, le nombre de bâtiments d'habitation crût de 4,7 % sur l'archipel[526]. Les maisons individuelles, qui représentaient aux deux dates environ 90 % des bâtiments d'habitation, connaissaient un développement disparate en fonction de leur hauteur : alors que le nombre de maisons à deux étages (en comptant le rez-de-chaussée) augmentait de 12,1 %, celui des maisons de plain-pied diminuait de 7,9 %. Les maisons mitoyennes se raréfièrent (-12,5 %), qu'elles fussent de plain-pied (-17,8 %) ou à étage (-5,8 %). Les immeubles collectifs connaissaient quant à eux un essor spectaculaire, puisque leur nombre progressait de 17 % entre 1983 et 1988. Cette poussée se répartissait inégalement selon la dimension de l'édifice ; tandis que le nombre d'immeubles de deux étages ou moins croissait de 8,6 %, les bâtiments se composant de plus de trois étages se multipliaient à un rythme bien plus élevé : 39,8 % pour les immeubles de trois à cinq étages, 54 % pour ceux de six à dix étages et 50,9 % pour ceux de plus de onze étages. Au sein de cette dernière catégorie, le nombre de tours de plus de quinze étages était même multiplié par deux (ce qui signifie donc un taux de croissance

[522] Hayakawa, Kazuo & Hirayama, Yōsuke. The impact of the *minkatsu* policy on Japanese housing and land use. In : *Environment and Planning D: Society and Space*, 1991, vol. 9(2), p. 153

[523] Le coefficient d'occupation des sols (COS) est défini comme le rapport entre la surface *cadastrale* d'un immeuble (les surfaces des différents étages sont additionnées) et la superficie du terrain récepteur. Le COS diffère du coefficient d'emprise au sol (CES), lequel correspond au rapport entre la surface *occupée* (seule la surface au sol est prise en compte) d'un immeuble et la superficie du terrain récepteur.

[524] Hayakawa, Kazuo & Hirayama, Yōsuke, op. cit., pp. 153-154

[525] Kondō, Makoto, op. cit., p. 117

[526] Statistiques du ministère des Affaires intérieures et des Communications, consultables à l'adresse web suivante :
https://www.e-stat.go.jp/stat-search/files?page=1&layout=datalist&toukei=00200522&tstat=000001127155&cycle=0&year=20180&month=0&tclass1=000001140366 /

de 100 %). Ces statistiques attestent de la transformation abrupte des zones d'habitation, soudainement parsemées de *manshon* et autres complexes massifs.

Concentrations et dépeuplements

À partir des années 1960 s'amorça un processus de dépeuplement du cœur de Tokyo – les fameux 23 arrondissements – au profit de la banlieue. Ce phénomène s'apparentant à une « excavation du centre-ville[527] » [*traduction par l'auteur*] est connu comme « l'effet donut » ou « effet beignet », car le milieu se vide au profit de la périphérie.

La préfecture de Tokyo se compose d'une partie orientale constituée de 23 « arrondissements spéciaux » (*tokubetsu-ku*) qui correspondent à l'ancienne ville de Tokyo, dissoute le 1er juillet 1943 en tant qu'entité administrative distincte, ainsi que d'une partie occidentale, plus vaste mais moins peuplée, nommée « région de Tama » (*tama-chiiki*)[528]. L'agglomération de Tokyo déborde au-delà de la capitale au sens strict, de telle sorte qu'il est fréquemment fait mention d'un « Grand Tokyo » composé des préfectures environnantes. Ce concept est pertinent dans la mesure où la ville ne se trouve pas entrecoupée par les frontières préfectorales : elle est une masse urbaine continue, au sein de laquelle les individus se meuvent sans habituellement se soucier des subdivisions administratives qu'ils traversent. Notons qu'il n'existe pas de délimitation unique et manifeste de ce Grand Tokyo ; il en existe au contraire diverses définitions, qui correspondent à des réalités géographiques et urbanistiques plus ou moins distinctes. Ainsi, la « Région capitale » (*shutoken*) englobe, outre Tokyo, les sept préfectures de Saitama, Chiba, Kanagawa, Ibaraki, Tochigi, Gunma et Yamanashi ; quant à la formule « une capitale et trois préfectures » (*itto sanken*), elle désigne un territoire plus étroit, constitué par Tokyo au centre, Saitama au nord, Chiba à l'est et Kanagawa au sud. Ce second bornage correspond le mieux à l'agglomération urbaine centrée autour de Tokyo, même si les quatre préfectures concernées comprennent également des zones montagnardes ou rurales.

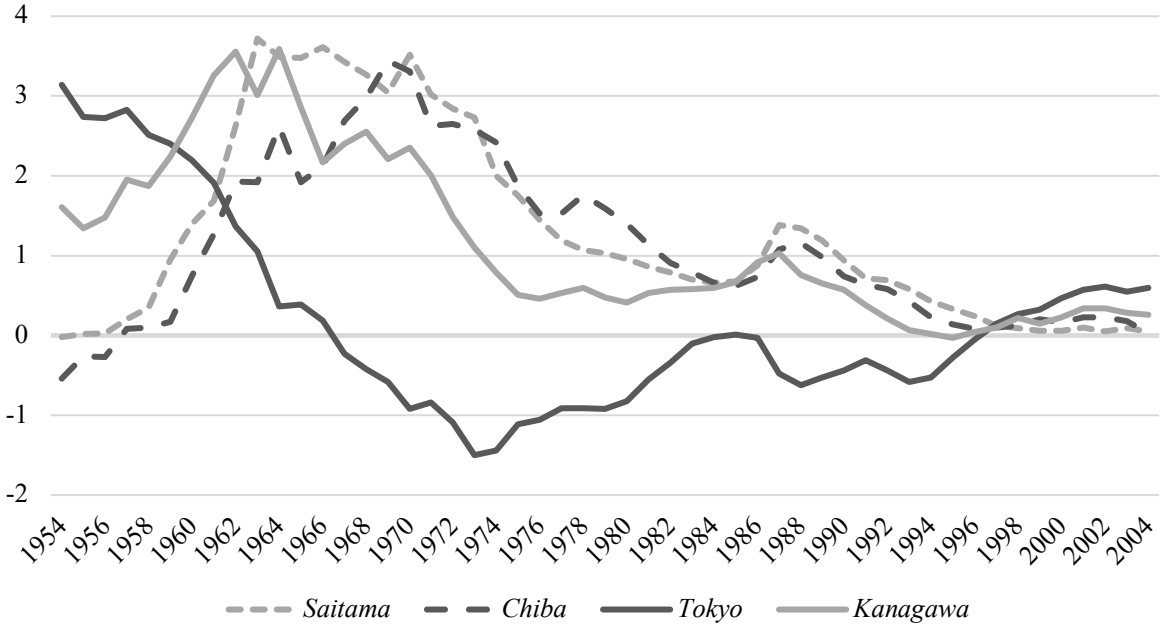
La banlieue de Tokyo se compose donc de la région de Tama, c'est-à-dire la partie occidentale de la capitale, ainsi que des trois préfectures limitrophes situées au nord (Saitama), au sud (Kanagawa) et à l'est (Chiba). Le développement des zones suburbaines, concomitant au dépeuplement du centre, s'observe dans les chiffres. Les graphiques 26 et 27 témoignent de

[527] Tōkyō-to toshiseibi-kyoku toshizukuri seisaku-bu kōiki chōsei-ka. *Tōkyō no toshizukuri no ayumi*. Tokyo : Shinkosha Printing, 2019, p. 94

[528] La *région* de Tama (*tama-chiiki*) ne doit pas être confondue avec la *ville* de Tama (*tama-shi*), laquelle fait partie des 30 municipalités composant la région.

ce phénomène. Le premier graphique retrace le solde migratoire interpréfectoral, soit la différence entre l'immigration et l'émigration interpréfectorales au cours d'une période donnée, rapporté à la population ; un taux positif signifie donc que la préfecture est attirante par rapport au reste du pays, tandis qu'au contraire, un taux négatif indique que le reste du pays est attirant par rapport à la préfecture.

Graphique 26: Solde migratoire interpréfectoral rapporté à la population (%)

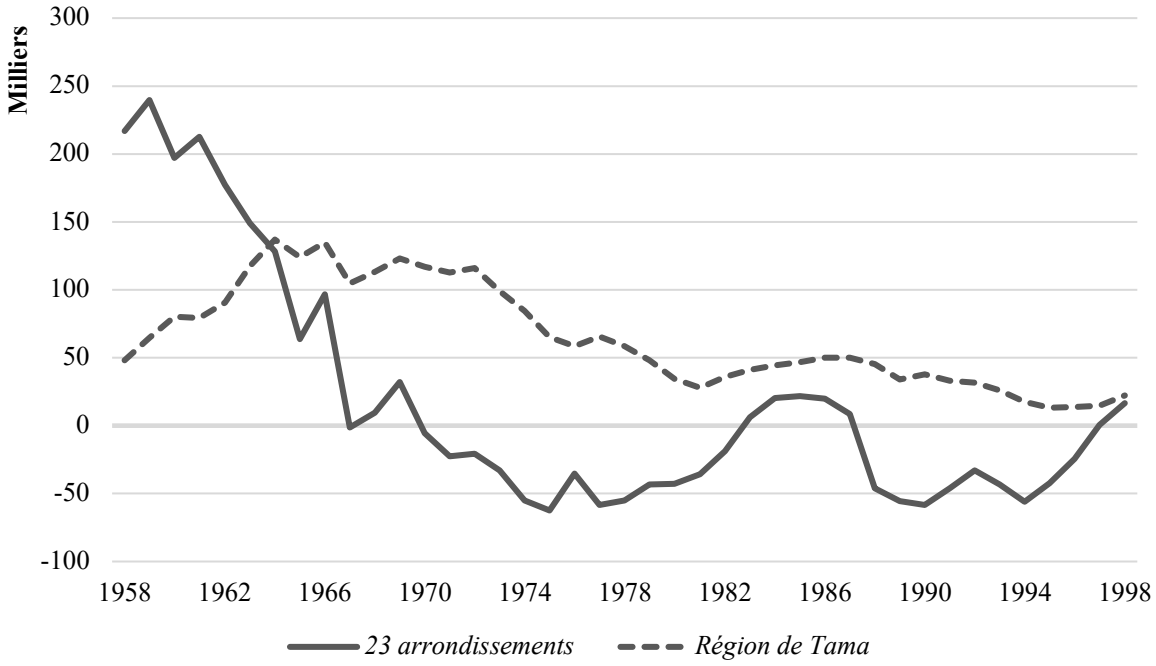


Source : Statistical Survey Department, Statistics Bureau, Ministry of Internal Affairs and Communications

Quatre courbes sont représentées sur le graphique : elles se rapportent aux préfectures de Tokyo, Saitama, Chiba et Kanagawa, autrement dit à la région *itto sanken*. Jusqu'au milieu des années 1960, le solde migratoire de Tokyo reste positif, bien que le taux suive une nette tendance baissière. À partir de 1967, ce solde devient négatif ; il le restera durant trois décennies, en dépit de certaines périodes durant lesquelles l'exode ralentit clairement (1973-1985, 1988-1991, dès 1993). Les trois courbes représentant les préfectures de Saitama, Chiba et Kanagawa suivent des trajectoires qui se ressemblent fortement ; si Kanagawa bénéficie dans les années 1950 d'un solde migratoire supérieur à ceux de Saitama et Chiba, les trois taux convergent rapidement et dépassent celui de Tokyo vers 1960. Les trois préfectures connaissent alors un afflux de résidents impressionnant, leur solde migratoire oscillant pendant plus d'une décennie entre 2 et 4 % avant de régresser peu à peu, sans pour autant devenir négatif. L'on constate que la courbe de Tokyo d'une part et celles des trois préfectures d'autre part se comportent de

manière remarquablement symétrique, en d'autres termes « en miroir », surtout à partir de 1973 : il est évident qu'un mécanisme de vases communicants est à l'œuvre.

Graphique 27: Variation totale de la population à Tokyo



Source : Tokyo Metropolitan Government, Statistics Division, Bureau of General Affairs

Le graphique 27 décrit la variation totale de la population, qui tient compte à la fois de la variation naturelle (l'écart entre les naissances et les décès) et du solde migratoire, dans la préfecture de Tokyo. Le première courbe se rapporte aux 23 arrondissements tandis que la seconde concerne la région de Tama. La croissance démographique à l'intérieur des arrondissements spéciaux diminue tout au long des années 1960 et durant la première moitié de la décennie suivante ; elle connaît ensuite une hausse à partir de 1976-1977 jusqu'au milieu des années 1980, puis replonge momentanément avant de suivre une tendance plus ambiguë. Entre 1970 et 1996, la variation totale est négative, ce qui signifie une baisse de la population, excepté durant une courte période s'étalant de 1983 à 1987. La deuxième courbe, relative à la région de Tama, décrit un comportement bien différent : elle croît jusqu'au milieu des années 1980, puis baisse graduellement sans toutefois atteindre le seuil de zéro – ce qui signifie que, sur la période étudiée, l'accroissement de la population est continu. Les deux graphiques 26 et 27 témoignent du dépeuplement du cœur tokyoïte, qu'une partie importante de la classe moyenne décida de quitter pour s'installer dans cette vaste périphérie composée de la région de Tama, ainsi que des préfectures de Saitama, Chiba et Kanagawa.

En étirant les distances puis en dissociant les lieux de travail, d'habitation, de consommation et de loisirs, ces transformations urbaines avaient altéré la structure des relations sociales. Une part de plus en plus large de la population en était venue à se porter d'un espace à un autre pour y exercer une activité spécifique, sans avoir le temps ni le besoin d'y nouer des liens personnels. Cette désintégration spatiale provoquait naturellement la désagrégation des liens de voisinage et, *in fine*, l'étiolement des communautés conjugué à l'individuation des citadins.

L'extension et le développement de la banlieue épousèrent le tracé du réseau ferroviaire, ce qui explique pourquoi l'urbanisation de Tokyo prit dans un premier temps la forme d'une pieuvre aux multiples tentacules. Cet agencement spatial ressortit nettement durant la Bulle, à travers l'évolution des prix de l'immobilier : l'augmentation des valeurs foncières était d'autant plus forte que le bien se situait à proximité des principales lignes ferroviaires. Raphaël Languillon-Aussel expose ce phénomène en faisant mention d'une logique de « double centralité » qu'il définit ainsi : « un effet gradient à l'échelle régionale vis-à-vis de l'éloignement du centre métropolitain qu'est le cœur de Tokyo ; un effet gradient à l'échelle locale vis-à-vis des centres ferroviaires des principales radiales qui partent de l'anneau de la Yamanote-*sen* [la ligne circulaire située au cœur de Tokyo][529]. »

Le fait que le Japon des métropoles soit une société du train pourrait être un élément dont les conséquences vont au-delà de simples implications territoriales et urbanistiques. Sur ce point, l'on observe un contraste remarquable avec les États-Unis, monde de la voiture par excellence. D'un point de vue philosophique, le transport collectif et sa rigidité ne conviennent pas à un modèle individualiste célébrant la liberté. Mais il se peut également que les principes de l'individualisme entravent de manière concrète le développement d'un réseau de transport public, en particulier ferroviaire. À la différence du bus, dont le trajet peut être modifié sans peine, le train nécessite l'installation de voies ferrées et la construction de gares, ce qui implique un investissement conséquent et une planification sur le temps long. Dans un tissu urbain libéralisé et fluide, cet investissement s'avère trop risqué. L'on pourrait donc se demander si le triomphe du train au Japon s'explique uniquement par le profil de ses villes, étendues dans l'espace et densément peuplées, ou si les structures « communautaristes » n'ont pas contribué à cette évolution. Le développement du réseau ferroviaire constitue possiblement la solution optimale, voire « naturelle », aux engorgements inhérents à ce type d'agglomérations populeuses, mais il se pourrait que la mentalité des habitants influence également ce choix.

[529] Languillon-Aussel, Raphaël. *La Bulle spéculative des années 1985-1991 au Japon, à l'origine des formes urbaines actuelles ?* [en ligne]. http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/japon/corpus-documentaires/bulle-speculative (consulté le 10 décembre 2021)

Le train japonais regorge pourtant de contradictions en matière de dualité individu-communauté. Il est certes l'archétype du moyen de transport collectif, mais il règne en son sein une indifférence généralisée. Par considération pour les autres usagers, il y est interdit de boire et manger, de téléphoner ou encore de parler fort. Le souci pour autrui mène donc paradoxalement au silence, à l'absence presque totale d'interaction sociale. Aux heures de pointe, les corps s'entassent mais les regards ne se croisent jamais. Le train japonais est en quelque sorte le symbole de l'agglomération et de l'isolement collectif.

Tokyo, ville globale

Durant les années 1980, les dirigeants nippons s'enthousiasmèrent pour le projet de « ville globale » ou de « cité mondiale » qu'ils se mirent à imaginer pour leur gigantesque capitale. Tokyo devrait s'ériger comme l'un des centres d'un monde globalisé en se positionnant au cœur des axes de communication ; pour ce faire, il lui faudrait notamment résoudre les problèmes liés à la surconcentration, rehausser les standards de vie et améliorer les infrastructures urbaines[530]. Derrière ce plan à l'intitulé prestigieux poignait ainsi un enchaînement de lieux communs. Le sociologue Machimura Takashi relève d'ailleurs l'extrême similitude entre la vision exposée par les autorités nippones et celles affichées à la même époque par d'autres gouvernements et instituts de recherche[531]. Il était à chaque fois question de « système global », « d'économie mondiale interconnectée », de « réseaux de capitaux et d'information » dans lequel les grandes villes entreraient en compétition pour s'imposer en tant que « nœud central » (*central node*). Les dirigeants japonais se contentaient en fait de reprendre à leur compte des concepts en vogue popularisés par les urbanistes John Friedman et Goetz Wolff dans leur article intitulé *World city formation: an agenda for research and action* (1982)[532] ou par l'économiste et sociologue Saskia Sassen, auteure de *The Global City: New York, London, Tokyo* (1991)[533]. Les tenants de la « ville globale » tokyoïte croyaient mettre en avant un projet grandiose et novateur. Il s'avérait pourtant conceptuellement pauvre, surtout lorsqu'on le comparait aux utopies architecturales et urbanistiques nippones développées par le mouvement métaboliste durant les années 1960.

[530] Machimura, Takashi. Symbolic Use of Globalization in Urban Politics in Tokyo. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 1998, vol. 22(2), p. 183
[531] Ibid.
[532] Friedmann, John & Wolff, Goetz. World city formation: an agenda for research and action. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 1982, vol. 6(3), pp. 309-344
[533] Sassen, Saskia. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton : Princeton University Press, 1991. 480 p.

Le mouvement métaboliste avait émergé de l'esprit de jeunes architectes japonais désireux de révolutionner leur discipline et, à travers celle-ci, la société dans son ensemble. L'idée centrale des métabolistes était que les villes, de même que les habitations qui les composent, devraient dorénavant s'inspirer des organismes vivants, et plus particulièrement des processus de multiplication et de renouvellement cellulaires, afin de répondre aux défis posés par un accroissement démographique que l'on imaginait alors devoir durer[534]. La vision métaboliste se fondait sur le mouvement, l'impermanence, l'adaptabilité ; il fallait que les agglomérations du futur combinassent mégastructures robustes, consacrées à la circulation des citoyens ou au transport des énergies, et ramifications modulables, tels que les lieux de résidence, remplaçables dès qu'ils deviendraient obsolètes.

Le mouvement donna naissance à des projets absolument mirobolants tels que le plan de 1960 pour la baie de Tokyo imaginé par Tange Kenzō, la cité océanique flottante de Kikutake Kiyonori, la ville agricole sur pilotis géants de Kurokawa Kishō et la « cité dans le ciel » d'Isozaki Arata. Si les projets mentionnés ci-dessus ne se concrétisèrent jamais, d'autres initiatives plus réalistes furent menées à bien. L'on pense en premier lieu à la Nakagin Capsule Tower (Kurokawa Kishō, 1970-1972), édifice iconique du mouvement métaboliste, mais également au Yamanashi Culture Hall (Tange Kenzō, 1966), au Shizuoka Press and Broadcasting Center (Tange Kenzō, 1966), au Kyoto International Conference Center (Ōtani Sachio, 1964-1966) ou encore à l'Expo Tower de Suita (Kikutake Kiyonori, 1968-1970).

Le métabolisme donnait corps à un futurisme à la fois génial et lugubre. Ses créations révolutionnaires, au gigantisme vertigineux et déshumanisant, semblaient répondre à des critères esthétiques jusqu'alors inconnus. Ses utopies étaient pourtant difficiles, si ce n'était impossibles, à réaliser : éreinté par sa démesure, le mouvement s'essouffla peu à peu avant de s'éteindre à la fin des années 1970[535].

Par rapport aux métabolistes, les partisans de « Tokyo ville globale » étaient bien plus pragmatiques et bien moins ambitieux. Ceux-ci n'avaient pas l'esprit créatif et artistique de leurs aînés. Afin de devenir une véritable ville globale, la capitale nippone se devait d'attirer les capitaux tout en trouvant des réponses concrètes à ses problèmes. La nouvelle vision conjuguait une volonté centralisatrice sur le plan national à des desseins décentralisateurs à

[534] Wang, Tian. *A Brief History of Metabolism in Architecture* [en ligne]. https://architizer.com/blog/inspiration/stories/history-of-metabolism/ (consulté le 12 octobre 2023)
[535] Ibid.

l'intérieur de Tokyo : il s'agissait d'encourager la création de plusieurs pôles, censée empêcher la formation d'embouteillages et d'engorgements[536].

Le gouvernement métropolitain de Tokyo défendit dès 1982 ce projet de mégalopole polycentrique dans un rapport intitulé « Plan à long terme pour Tokyo : My Town Tokyo – objectif XXIe siècle », dans lequel furent préconisés le développement de centres secondaires (*fukutoshin*) ainsi que l'expansion de la région de Tama autour des villes de Tachikawa, Hachiōji et Machida[537]. Le rapport mentionnait six centres secondaires – Shinjuku, Shibuya, Ikebukuro, Ueno-Asakusa, Kinshichō-Kameido et Ōsaki –, auxquels un second rapport publié en 1986 en ajouterait un septième – Waterfront City. Le second rapport adjoignait la ville d'Ōme et le secteur de Tama New Town aux pôles de la région de Tama.

Il est difficile d'évaluer le succès de cette politique polycentriste, car une telle entreprise nécessite d'isoler l'impact des mesures étatiques des nombreux autres facteurs économiques et sociaux. Saito Asato et Andy Thornley estiment que la stratégie des autorités s'avéra « partiellement efficace[538] » [*traduction par l'auteur*], dans la mesure où, parmi les centres secondaires mis en avant, certains se développèrent fortement – Shinjuku et Shibuya – alors que d'autres stagnèrent ; en outre, des quartiers n'appartenant pas aux plans à long terme, tel que Shiodome, connurent une expansion considérable, ce qui indiquerait que les logiques de marché ne se soumirent pas aux scenarios conçus par le gouvernement.

Les données publiées par le Bureau du développement urbain du gouvernement métropolitain de Tokyo mettent en évidence le développement rapide des centres secondaires durant les années 1980-1990 : entre 1986 et 1996, Shinjuku, Shibuya, Ikebukuro, Kinshichō-Kameido connurent une croissance particulièrement élevée ; dans la région de Tama, Hachiōji et Tachikawa crûrent à un rythme soutenu ; mis à part la ville d'Ōme, tous les pôles se développèrent vigoureusement[539]. Mais le territoire dont le développement se révéla le plus fulgurant fut celui de Waterfront City, terre-plein composé des quatre quartiers d'Odaiba, Aomi, Ariake-Nord et Ariake-Sud s'étendant sur 442 hectares. La transformation de cette île artificielle répondait aux desseins modernisateurs et polycentristes des autorités, qui avaient exposé à partir du second « Plan à long terme » de 1986 leur volonté de faire de Waterfront

[536] Saito, Asato & Thornley, Andy. Shifts in Tokyo's World City Status and the Urban Planning Response. In : *Urban Studies*, 2003, vol. 40(4), p. 670
[537] Yoshida, Itsuki. Relations between Urban Structure and Transport Planning in the Tokyo Metropolitan Area. In : *Chigaku Zasshi*, 2014, vol. 123(2), p. 242
[538] Saito, Asato & Thornley, Andy, op. cit., p. 672
[539] Tōkyō-to toshiseibi-kyoku toshizukuri seisaku-bu kōiki chōsei-ka, op. cit., p. 90

City le septième centre secondaire. Ce nouveau site devait devenir un pôle internationalisé ultramoderne dédié aux technologies de l'information et de la communication[540].

L'île artificielle eut rapidement des allures de quartier futuriste. On y construisit ainsi le FCG Building, le Tokyo International Exhibition Center ou encore le Telecom Center. Le FCG Building est le siège de la chaîne de télévision privée Fuji TV : cet édifice avant-gardiste aux teintes métalliques se compose de rectangles rigides, de larges espaces vides et d'une imposante sphère semblant flotter à travers cette armature terne. Il fut conçu par l'une des figures majeures du métabolisme Tange Kenzō et construit entre 1993 et 1996. Le Tokyo International Exhibition Center, également appelé Tokyo Big Sight, est un palais des congrès inauguré en 1996. Le bâtiment principal représente quatre pyramides inversées dont chaque pointe semble « plantée » dans une des quatre étroites tours de verre faisant office de piliers. Quant au Telecom Center, construit entre 1993 et 1996, il est un imposant bloc rectangulaire, percé en son centre, recouvert de belles vitres bleues à effet miroir. Waterfront City abrite également de grands hôtels tels que le Meridien Grand Pacific Tokyo (ouvert en 1998) et le Nikko Tokyo (ouvert en 1998, rebaptisé Hilton Tokyo Odaiba en 2015) ; de vastes immeubles de bureaux tels que le Daiba Frontier Building (ouvert en 1995), le Tradepia Odaiba (ouvert en 2001), dont le nom est la contraction des mots anglais *trade* et *utopia*, ou encore le DiverCity Tokyo (ouvert en 2012) ; ainsi que des complexes de loisirs, à commencer par Palette Town (ouvert en 1999). On y trouve enfin une réplique de la statue de la Liberté, installée une première fois en 1998 puis de manière définitive en l'an 2000. Le symbole est parlant.

Le gouvernement japonais utilisa le narratif de « ville globale » et d'un Tokyo « internationalisé » pour annoncer une formidable restructuration urbaine, mais ses mesures se résumèrent finalement, outre l'élaboration par le gouvernement métropolitain de « plans à long terme », à une série de privatisations et de dérégulations[541]. Mis à part la conception de Waterfront City qui aboutit à un résultat époustouflant – des quartiers entiers ultramodernes surgis de la mer –, les autres aspects de la « ville globale » demeurèrent modestes.

Machimura souligne le caractère inédit de cette politique, qui semblait délaisser le reste de l'archipel au nom de l'épanouissement de la capitale :

> Dans le Japon d'après-guerre, la politique nationale de développement territorial se concentrait principalement sur les zones non métropolitaines, car son objectif fondamental était de résoudre les problèmes liés aux déséquilibres économiques

[540] Ibid., p. 92
[541] Ueno, Junko. The Impact of Deregulation and Urban Development. In : *The Annals of Japan Association for Urban Sociology*, 2008, vol. 26, pp. 102-106

> régionaux. Ainsi, faire du développement urbain de Tokyo une politique nationale majeure représentait un changement radical par rapport à la ligne traditionnelle[542] [*traduction par l'auteur*].

Cet aspect est particulièrement important. En effet, le grand plan d'expansion-globalisation de Tokyo ne faisait pas l'unanimité, et les voix discordantes en appelaient au respect du « développement homogène » du pays, principe essentiel de l'économie d'après-guerre[543]. Il s'était jusqu'alors agi de ne pas créer de déséquilibres trop importants entre la capitale et la province en promouvant la croissance dans les régions périphériques. Avec le projet « Tokyo ville globale », ce principe était complètement abandonné.

Le professeur de droit Nakagawa Dō expliquait que, dans le domaine foncier tout du moins, le mouvement de privatisations correspondait à la survivance de logiques féodales propres à la société nippone : « Dans le Japon actuel, nous peinons à percevoir le caractère public de la terre. Ceci est le résultat du vacillement de notre conscience nationale et de la perpétuation, sous une forme modifiée, d'un contrôle foncier féodal[544] » [*traduction par l'auteur*]. Cette analyse semble infondée, dès lors que la vague néolibérale provenait du monde anglo-américain et affectait l'ensemble de l'Occident, mais elle illustre la volonté de concilier le rejet des politiques de privatisations avec une vision progressiste.

Parmi les autres évolutions urbaines notables, l'on pourrait mentionner le phénomène de féminisation de certaines villes décrit par Noemí Gómez Lobo, Tsukamoto Yoshiharu et Diego Martín Sánchez[545]. Les auteurs s'intéressent au cas de Jiyūgaoka, un quartier dont le nom signifie littéralement « colline de la liberté ». Après la fin de la Seconde Guerre mondiale, Jiyūgaoka s'est restructuré au fil des ans en fonction et autour des « femmes en tant que consommatrices[546] » : les rues regorgent de magasins visant une clientèle féminine tels que les confiseries – au Japon, le sucré est associé au féminin –, les boutiques de mode et les salons de beauté, tandis que se sont développés à travers le quartier les zones piétonnes et les espaces verts[547]. L'examen des différentes catégories d'établissements commerciaux et de leur évolution à travers le temps révèle que les magasins considérés comme « féminins » (*Female*

[542] Machimura, Takashi. The Urban Restructuring Process in Tokyo in the 1980s: Transforming Tokyo into a World City. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 1992, vol. 16(1), p. 118
[543] Honma, Yoshihito. *Doboku kokka no shisō: Toshiron no keifu*. Tokyo : Nihon keizai hyoronsha, 1996. 376 p.
[544] Nakagawa, Dō. Kōkyōsei naki kokumin-shuken no kiketsu – chika tōki no bunka kōzō. In : *Chūōkōron*, 1987, vol. 102(13), pp. 150-151
[545] Gómez Lobo, Noemí, Yoshiharu, Tsukamoto, & Martín Sánchez, Diego. Jiyūgaoka as Women's Realm: A Case Study on Tokyo Genderfication. In : *The Plan Journal*, 2019, vol. 4(2), pp. 403-427
[546] Ibid., p. 403
[547] Ibid., p. 404

Charged Contents) connaissent un accroissement considérable durant les années 1980-1990 ; le développement des établissements « masculins » durant les années 1980 semble à première vue également impressionnant, mais il reflète en fait uniquement la multiplication des bars, pubs et boîtes de nuit, classés de façon discutable dans la catégorie *Male Charged Contents*[548]. Gómez Lobo, Tsukamoto et Sánchez réalisent ensuite une analyse topographique à partir des données relatives aux types de magasins pour montrer que les zones féminines (*female-charged areas*) n'ont cessé de croître depuis les années 1960 tandis que les zones masculines (*male-charged areas*) ont progressivement régressé après les années 1980[549].

La province

Comme expliqué précédemment, le projet de transformation de Tokyo en « ville globale » représenta un changement majeur du point de vue de la relation capitale-province. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les dirigeants nippons avaient encouragé un « développement homogène » de l'archipel en investissant de manière significative dans les différentes régions. Avec la vague de privatisations et de dérégulations, le territoire japonais fut remodelé par les logiques du marché. Il se produisit alors un phénomène de convergence des villes nippones, qui se mirent à se ressembler toujours davantage. L'historien Narita Ryūichi affirme ainsi que les années 1980 correspondirent à une période de « standardisation et d'homogénéisation[550] » de l'archipel, de « tokyoïsation[551] » du reste du Japon [*traductions par l'auteur*].

Ce phénomène de standardisation et d'homogénéisation s'expliqua notamment par les investissements conséquents consentis dans les infrastructures de transport. De nombreuses autoroutes furent ouvertes au cours des années 1980 : l'autoroute *chūō* reliant Tokyo et Aichi, l'autoroute *chūgoku* reliant Osaka et Yamaguchi (la préfecture située à l'extrémité occidentale de l'île principale de Honshū), l'autoroute *kan-etsu* reliant Tokyo et Niigata, l'autoroute *tōhoku* reliant Saitama et Aomori (la préfecture située tout au nord de Honshū) et enfin l'autoroute *hokuriku* reliant Niigata et Shiga. Entamée dans les années 1970, la construction de ces autoroutes s'acheva dans les années 1980. Autre projet majeur pour améliorer l'interconnexion de l'archipel, le Grand pont de Seto reliant la région de Shikoku (l'une des quatre grandes îles du pays) à Honshū fut inauguré en 1988. Concernant le réseau ferroviaire, deux nouvelles lignes

[548] Ibid., pp. 411-412
[549] Ibid., p. 416
[550] Hirano, Keiichirō, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi. Chihō, feiku, herumesu. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 208
[551] Ibid.

de *shinkansen* furent mises en service en 1982 : la ligne Jōetsu reliant Saitama et Niigata et la ligne Tōhoku reliant Tokyo et Aomori.

Outre les infrastructures de transport, de nombreux travaux d'envergure furent entrepris en province. L'île artificielle *Port Island* à Kobe fut construite en 1981 ; le centre commercial LaLaport ouvrit ses portes en 1981 à Funabashi ; le Tsukuba Center building, un imposant complexe comprenant un hôtel, une salle de concert, des bureaux, des magasins et des restaurants, fut inauguré dans la préfecture d'Ibaraki en 1983 ; un Disneyland fut construit à Chiba en 1983 ; le centre de villégiature de Tomamu fut aménagé à Hokkaido en 1983... Ces grands projets contribuaient au développement de la province, mais ils ne plaisaient pas à tout le monde. Le sociologue Wakabayashi Mikio se désolait ainsi de la multiplication de constructions de style postmoderne, « sans lien avec le climat, l'histoire et la culture locale[552] » [*traduction par l'auteur*]. L'homogénéisation des villes mentionnée précédemment était en effet également due au succès d'une architecture « lisse », conforme à la production de masse[553].

Concernant l'archipel d'Okinawa, restitué au Japon en 1972, il était, au début des années 1980, moins développé que le reste du pays : cette situation représenta une opportunité pour les promoteurs immobiliers qui entreprirent la construction d'hôtels et de complexes touristiques[554]. Le développement économique de l'archipel allait de pair avec sa japonisation. Un exemple notable de cette standardisation fut la décision en 1978 de faire passer le sens de circulation automobile du côté droit au côté gauche, conformément à la norme en vigueur dans le reste du pays.

La prolifération des complexes de loisirs ne se cantonna pas à Okinawa : à partir de la seconde moitié des années 1980, il s'en construisit à travers tout le pays. Les *resorts* comprenant hôtels, restaurants, piscines, terrains de golf et pistes de ski surgirent çà et là, ce qui put susciter la colère de certains habitants désespérés de voir leur belle campagne soudainement transfigurée. L'engouement des citadins et des promoteurs pour les *resorts* s'inscrivait dans l'ambiance récréative de la Bulle que l'on n'imaginait alors pas prendre fin de sitôt. L'éditorial du quotidien Yomiuri du 13 décembre 1986 appelait à un développement libre et décentralisé de ces complexes devenus indispensables à « l'ère des grandes vacances[555] » [*traduction par l'auteur*]. Nemoto Masayuki, employé dans une multinationale britannique cité précédemment,

[552] Wakabayashi, Mikio. Nameraka de kinshitsu na kūkan ga kenzaika shihajimeta jidai. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 281-282
[553] Ibid., p. 283
[554] Ibid., p. 286
[555] Yomiuri (éditorial non signé). « *Rizōto kichi wo kankatsu ni suruna* », 13 décembre 1986

se remémore les moments agréables qu'il passa durant son enfance dans un de ces nouveaux *resorts* :

> Quand j'étais enfant, j'allais souvent en vacances avec ma famille à Tateshina Senkyo Toshi, un complexe de loisirs situé dans la préfecture de Nagano. Mon père avait acheté une carte de membre – elle a dû d'ailleurs certainement lui coûter une fortune ! –, donc on y allait dès que l'occasion se présentait. Le complexe avait été construit sur une montagne : il comprenait un hôtel, des résidences secondaires, des restaurants, un golf, une piscine, des aires de jeux... L'hiver, on pouvait même faire du ski. J'y ai vraiment plein de bons souvenirs[556].

Les *resorts* s'adressaient principalement à une clientèle urbaine cherchant à se ressourcer dans un cadre naturel, loin de l'agitation des villes. Afin de promouvoir la création des complexes de loisirs, le gouvernement introduisit en 1987 la loi sur la maintenance des aires de récréation (*sōgō hoyō chiiki seibi-hō*), aussi appelée loi sur les *resorts* (*rizōto-hō*)[557]. Les divers mouvements d'opposition à l'édification de ces complexes gagnèrent cependant en importance, et une grande partie de l'opinion publique entendait cette colère. L'éditorial du quotidien Asahi du 16 août 1989 fustigeait « le développement sauvage des *resorts*[558] » [*traduction par l'auteur*], prédisant l'apparition dans un futur proche de complexes abandonnés au milieu de la nature. L'éditorial de Yomiuri du 22 août 1989 dénonçait pareillement le « développement chaotique des *resorts*[559] » [*traduction par l'auteur*] et réclamait une plus grande régulation et un encadrement plus strict des initiatives privées.

Le boom des *resorts* prit brusquement fin avec le dégonflement de la bulle immobilière et financière. Comme l'avait prédit l'éditorial d'Asahi, de nombreux complexes furent laissés à l'abandon. Nemoto Masayuki raconte ce qu'il advint de Tateshina Senkyo Toshi :

> L'autre jour, je me suis demandé ce qu'était devenu cet endroit, donc je suis allé voir sur Internet. Il s'avère que le complexe a fait faillite il y a maintenant plusieurs années et qu'il a été complètement abandonné. C'est devenu une sorte de ville fantôme. C'est très triste[560].

[556] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.
[557] Funck, Carolin. When the Bubble Burst: Planning and Reality in Japan's Resort Industry. In : *Current Issues in Tourism*, 1999, vol. 2(4), p. 333
[558] Asahi (éditorial non signé). « *Rizōto rankaihatsu wa gomenda* », 16 août 1989
[559] Yomiuri (éditorial non signé). « *Muchitsujo na rizōto kaikaku wa komaru* », 22 août 1989
[560] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.

À l'instar de Tateshina Senkyo Toshi, un grand nombre de *resorts* se sont depuis lors transformés en *haikyo*, c'est-à-dire en ruines, ou villes fantômes. Les *haikyo* constituent aujourd'hui l'un des symboles lugubres de l'éclatement de la Bulle et du déclin économique qui s'en est suivi.

Indépendamment de la question des complexes de loisirs, les mutations du territoire étaient loin de faire l'unanimité, surtout en dehors de la capitale. L'économiste Miyamoto Ken'ichi critiquait ainsi le « centralisme tokyoïte » se matérialisant à travers les plans néolibéraux du gouvernement Nakasone :

> Le rôle de la province étant défini entièrement dans le cadre d'une répartition des fonctions conçue en faveur du Grand Tokyo, les réseaux de transport mis en valeur ne contribuent nullement aux régions pour elles-mêmes : ils ne sont en fait qu'un moyen permettant de raccorder la province au Grand Tokyo[561] [*traduction par l'auteur*].

Miyamoto relève l'un des effets néfastes du processus de globalisation, à savoir l'appauvrissement des régions périphériques au profit de pôles majeurs désormais reliés entre eux.

La politique du gouvernement central, l'essor économique de la capitale et le bouillonnement culturel à l'œuvre dans les zones urbaines purent aggraver les dissentiments entre les Tokyoïtes et les provinciaux. Ces derniers pouvaient avoir une image extrêmement négative de Tokyo, qu'ils associaient à la folie de la Bulle et à une forme de décadence. L'écrivain Hirano Keiichirō écrivait ainsi :

> J'avais des sentiments très négatifs vis-à-vis de Tokyo. [...] En voyant à la télévision ces Tokyoïtes assotés par la Bulle, je me disais qu'ils étaient vraiment stupides. Je me disais ne pas vouloir devenir ce genre d'être humain, et je souffrais à l'idée de devoir y construire mon avenir. [...] Mais la province ne me plaisait pas non plus. Je n'y voyais aucun débouché[562] [*traduction par l'auteur*].

Hirano souffrait du mépris des urbains à l'égard de la population rurale. Il n'appréciait pas le sarcasme des humoristes, particulièrement acerbes vis-à-vis des plus vulnérables : « On se moquait des laiderons et des campagnards[563] » [*traduction par l'auteur*], écrivait-il avec amertume. Le professeur de psychologie Oda Susumu dénonçait lui aussi une atmosphère

[561] Miyamoto, Ken'ichi. 4 zensō "4 zensō" to "shin-jiyūshugi" no hasan. In : *Sekai*, 1987, vol. 500, p. 46
[562] Hirano, Keiichirō, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 207
[563] Ibid.

intellectuelle vaniteuse promouvant les « discriminations contre les “campagnards” et les “paysans”[564] » [*traduction par l'auteur*] :

> Le « péquenaud-bullying » à l'égard de régions spécifiques, consistant en des blagues malsaines et de mauvais goût que l'on ne peut même pas considérer comme de l'humour, était devenu en 1985 l'un des thèmes les plus populaires dans le monde du spectacle, au point d'être repris dans les musiques populaires et les vaudevilles[565] [*traduction par l'auteur*].

Le monde rural, sa lenteur et sa relative pauvreté semblaient bien ridicules aux yeux de Tokyoïtes transportés par la frénésie et le luxe de la Bulle. La fin du « développement homogène » avait exacerbé les divergences territoriales en matière de prestige socioculturel.

[564] Oda, Susumu. Ijime jidai no renkan kōzō – shakai byōri 1985. In : Chūōkōron, 1985, vol. 100(8), p. 84
[565] Ibid.

V. LA CULTURE DE LA BULLE

Comme toute époque, la période de la Bulle vit émerger de nouvelles tendances et de nouveaux loisirs. De vastes évolutions traversèrent les arts et la culture populaire, de la musique à la mode vestimentaire, en passant par le cinéma, la télévision, la littérature, le manga, la cuisine, le sport, l'automobile ou encore les jeux vidéo. Des formes inédites d'amusements et de divertissements se développèrent au sein de la génération de la Bulle, telles que les virées en discothèque, les sorties de ski, les excursions en voitures de luxe, les voyages à l'étranger, les soirées romantiques à l'hôtel… Toutes ces innovations survinrent dans le cadre plus large d'une transformation radicale des habitudes de consommation correspondant à l'émergence au Japon d'une véritable culture de masse que l'on qualifie parfois de *sezon bunka*, ou « culture Saison », en référence au conglomérat Saison Group, colosse aujourd'hui disparu de la distribution. L'essayiste Kogawa Tetsuo, cité précédemment, décrivait ainsi l'atmosphère radieuse dans laquelle baignait la capitale :

> Les rues achalandées de Tokyo étaient devenues lumineuses depuis déjà un bon moment, mais leur éclat est passé récemment à un degré supérieur. Les teintes des néons sont devenues bien plus colorées qu'auparavant, tandis que leur design commence à être raffiné. Ce ne sont pas simplement l'intensité des lumières et leurs couleurs qui sont devenues flamboyantes : les façades et les vitres des bâtiments se succédant le long des rues sont également devenues somptueuses[566] [*traduction par l'auteur*].

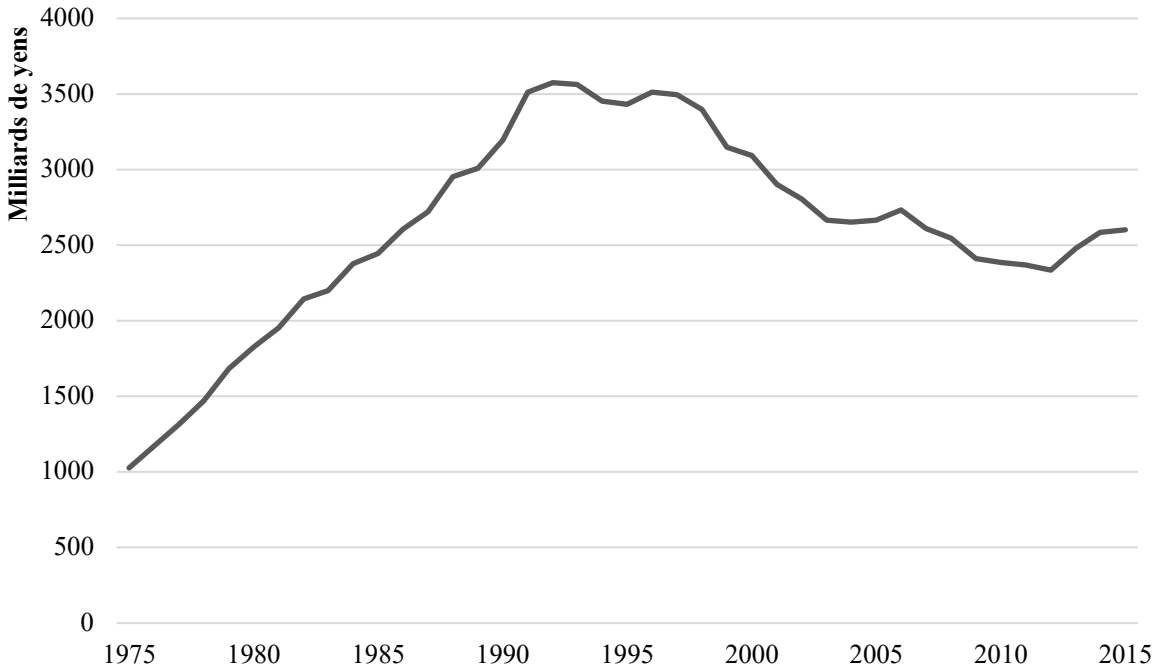
Le monde de la nuit

L'un des symboles les plus marquants de la génération de la Bulle sont les *disuko*, ou discothèques, prises d'assaut par la jeunesse à partir de la seconde moitié des années 1970. Certaines boîtes sont devenues des lieux mythiques, tels que le Maharaja Tokyo dans le quartier d'Azabu-jūban ou le Juliana's Tokyo à Shibaura, deux noms qui évoquent le faste et la somptuosité de la Bulle.

Cet engouement pour le monde de la nuit s'observe à travers les statistiques relatives au marché de la restauration. Réalisé à partir de données fournies par le Foodservice Industry Research Institute, le graphique 28 témoigne de l'extension constante du marché des bars, cabarets et boîtes de nuit jusqu'au début des années 1990, suivie de son net recul durant les décennies suivantes.

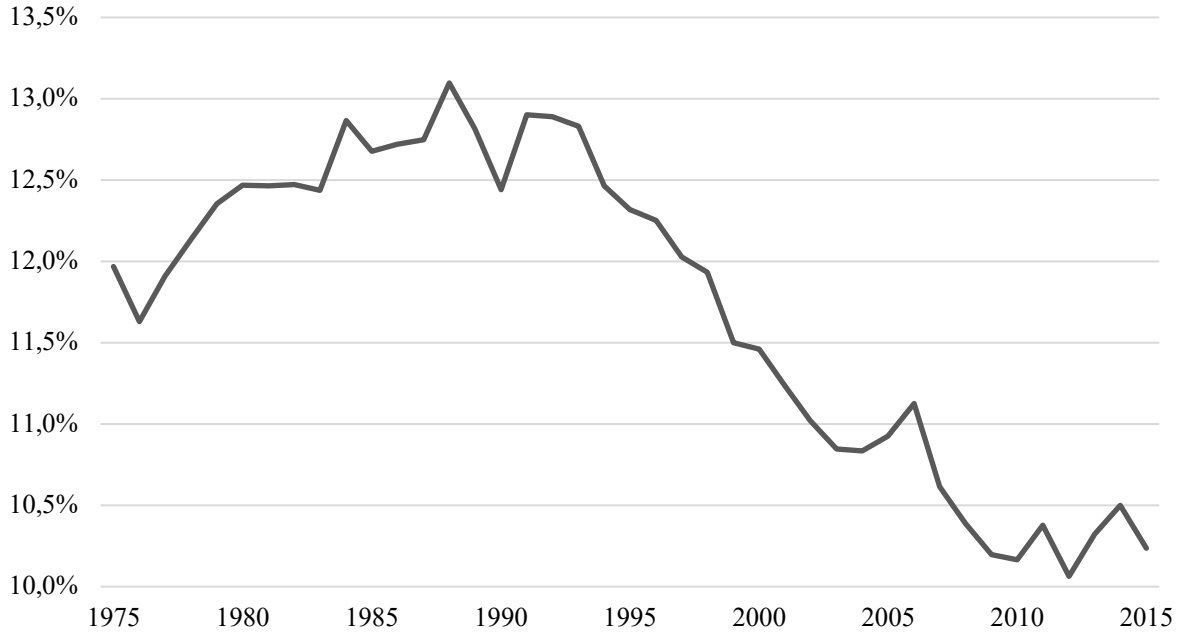
[566] Kogawa, Tetsuo, op. cit., p. 2

Graphique 28: Taille du marché des bars, cabarets et boîtes de nuit



Source : Foodservice Industry Research Institute (*Shoku no anzen/anshin zaidan*)

Graphique 29: Part du marché des bars, cabarets et boîtes de nuit relative à celui de la restauration dans son ensemble



Source : Foodservice Industry Research Institute (*Shoku no anzen/anshin zaidan*)

Comme il se pourrait néanmoins que cette régression soit due à un ralentissement touchant tous les types de restaurants, il est nécessaire de considérer le marché des bars, cabarets et boîtes de nuit par rapport à celui de la restauration dans son ensemble. C'est ce que propose le graphique 29 ci-dessus. Son tracé confirme la progression des débits de boissons au cours des années 1970-1980 : leur poids dans le marché de la restauration croît effectivement de manière régulière, passant de 12,0 % en 1975 à 13,1 % en 1988. Puis, après quelques années de stagnation, la courbe esquisse une forte chute qui ne semble toujours pas prendre fin – le pourcentage passe même sous la barre des 10 % à partir de 2016 (hors graphique).

Les *disuko* ouvrirent leurs portes durant la seconde moitié des années 1970. La grande fête pouvait commencer. La population se prit aussitôt au jeu. Les surfaces étroites des discothèques ne parvinrent rapidement plus à contenir la passion débordante des Japonais pour la danse. À partir de 1979, des groupes d'adolescents et de jeunes adultes commencèrent à se rassembler sur la zone piétonne de Harajuku, à Tokyo, dans le but de pratiquer le *step dance*, un style de danse venu des États-Unis mettant l'accent sur le mouvement des pieds et des jambes. Très vite, le mouvement prit une ampleur impressionnante : tous les dimanches, des milliers d'individus vêtus des tenues les plus extravagantes s'attroupaient autour de radiocassettes pour danser et faire la fête ; la ferveur atteint bientôt les autres quartiers tokyoïtes tels que Kichijōji et Ikebukuro, tandis que des rassemblements similaires étaient organisés en province. Les participants furent dénommés les *takenokozoku*, soit « la tribu des pousses de bambou », en référence à la Boutique Takenoko d'où provenaient leurs costumes clinquants, aux déclinaisons infinies de couleurs. La Boutique Takenoko demeure, aujourd'hui encore, une adresse mythique dont la vitrine flamboyante attire infailliblement l'œil curieux des innombrables touristes et locaux traversant la rue Takeshita, située au centre de Harajuku.

Ōkubo Chika, dirigeante au sein d'une multinationale japonaise citée précédemment, se rappelle sa passion pour la danse et les discothèques. Elle se confie avec gaieté :

> J'étais encore collégienne lorsque je suis allée en *disuko* pour la première fois. C'était dans le quartier de Kichijōji, près d'où habitaient mes parents. Le concept était tout nouveau. Je voulais voir de mes propres yeux à quoi cela ressemblait. Au lycée, j'allais souvent en discothèque, au moins deux fois par mois. On sortait dans les quartiers de Shinjuku et Shibuya. J'aimais beaucoup les soirées « surfeurs » : on s'habillait en surfeurs pour aller danser sur des musiques du Sud ! Le weekend, je dansais aussi avec les *takenokozoku*. On s'habillait en rose et on avait un maquillage spécial. Les garçons se maquillaient aussi. C'était très beau, ça leur allait très bien. On dansait tous en rond, au milieu de la rue, à Harajuku et à Kichijōji. On était parfois une dizaine, d'autres fois une centaine. Les rues étaient fermées aux voitures, mais il y avait beaucoup de passants

> qui nous regardaient avec amusement. Comme on se sentait observé, on dansait avec d'autant plus d'entrain. On avait l'impression d'être des célébrités. À l'université, j'avais moins de temps pour la danse : quand je n'étudiais pas, je préférais m'amuser avec les groupes d'activités ou en organisant des petites escapades, par exemple à Karuizawa, un lieu de villégiature situé à trois heures de Tokyo en voiture. On faisait aussi beaucoup de tennis, on allait au ski, on buvait... Je prenais énormément de plaisir. J'ai recommencé à aller en discothèque quand je me suis mise à travailler. On allait au Maharaja, au King & Queen, au Tulia et au Red Shoes. C'était une ambiance incroyable, typique de la Bulle. Les filles dansaient sur les podiums, munies d'éventails à plumes. Ça draguait dans tous les sens. Mais une fois que la bulle a éclaté, ces discothèques ont fermé leur porte les unes après les autres[567].

Kakitani Tetsuya (nom d'emprunt), designer à Tokyo, se remémore lui aussi cet engouement collectif pour les discothèques :

> Au lycée, j'allais toutes les semaines en discothèque. Certains de mes camarades y allaient tous les soirs. Je me souviens d'un ami qui faisait partie du club de rugby : il terminait l'entraînement vers 19 h, allait vite se doucher puis partait tout de suite en boîte. J'habitais à cette époque dans le dortoir de l'école. On devait être rentré pour 18 h 30 en semaine, 22 h le samedi. On s'enfuyait donc par la fenêtre pour pouvoir aller en discothèque, à Shinjuku, Shibuya ou Roppongi. Un préfet venait parfois nous réveiller vers 2 h ou 3 h du matin pour vérifier si tout le monde était bien là. Malgré le risque, je voulais absolument aller en boîte pour faire la fête avec mes camarades. Les soirs de semaine, j'entraînais mes pas de danse dans ma chambre en attendant de sortir le weekend. On était vraiment passionné. Cet engouement était né au Japon avec la sortie du film *Saturday Night Fever*, La fièvre du samedi soir. Je m'étais dit en voyant ce film : « C'est donc comme ça que l'on s'amuse à l'étranger ! » On allait souvent aux soirées « surfeurs ». Pour avoir l'air de surfeurs, on allait en boîte en Coccinelle et on accrochait un surf sur le toit. On allait aussi beaucoup aux soirées RnB. On essayait alors de s'habiller comme des Afro-Américains. On était fasciné par leur style[568].

Si la ferveur des *disuko* s'était emparée de l'archipel, certains citoyens préféraient y rester étranger et observer de loin cette effervescence nouvelle. Ce fut le cas de Tanaka Masaru (nom d'emprunt), étudiant à l'université durant la Bulle devenu depuis lors employé dans une des principales sociétés de télécommunication du pays :

> Je suis allé une fois ou deux en discothèque, mais je n'aimais pas ça. D'un point de vue personnel, l'époque de la Bulle n'a pas été un grand moment de folie. Certains de mes

[567] Entrevue réalisée le 1 novembre 2019.
[568] Entrevue réalisée le 9 octobre 2019.

> amis y allaient trois ou quatre fois par semaine, mais ce n'était pas la majorité. J'étais dans une école d'ingénieurs, donc il n'y avait pas beaucoup de fêtards. Je dirais que seul un camarade sur cinq était accro aux boîtes de nuit. Cette proportion était bien plus élevée parmi les étudiants en humanités[569].

Les *salarymen* participèrent à la grande fête également dans le cadre de leur travail. Les dîners d'affaires, les *settai* et les soirées d'entreprise se déroulaient dans une ambiance enivrée. Murakami Chihaya, cité précédemment, évoque ces pratiques révélatrices d'une conjoncture exceptionnelle :

> Les entreprises dépensaient beaucoup d'argent pour les frais de représentation. Il fallait toujours arroser les clients. On les invitait d'abord au restaurant, puis on allait dans deux ou trois autres établissements, notamment là où des filles servaient de l'alcool. Je dirais que cette grande générosité a commencé à se contracter à partir de 1995[570].

Dans ce contexte, on s'imagine sans peine qu'il était difficile de passer du temps auprès de sa famille ou de s'adonner à ses loisirs. Nakata Denji (nom d'emprunt), qui était encore collégien et lycéen à Kobe durant la Bulle, avait ainsi peu l'occasion de voir son père :

> Mon père travaillait énormément durant la Bulle. Il rentrait rarement à la maison. Le lieu privilégié des négociations commerciales était l'*izakaya* ou le bar – là où on pouvait boire. Les partenaires commerciaux allaient dans un restaurant, puis dans un autre, puis dans un bar, puis dans un cabaret, etc. Il était normal d'aller dans quatre ou cinq établissements différents. Comme il n'y avait plus de train à l'heure où la soirée d'affaire se terminait, tout le monde rentrait en taxi[571].

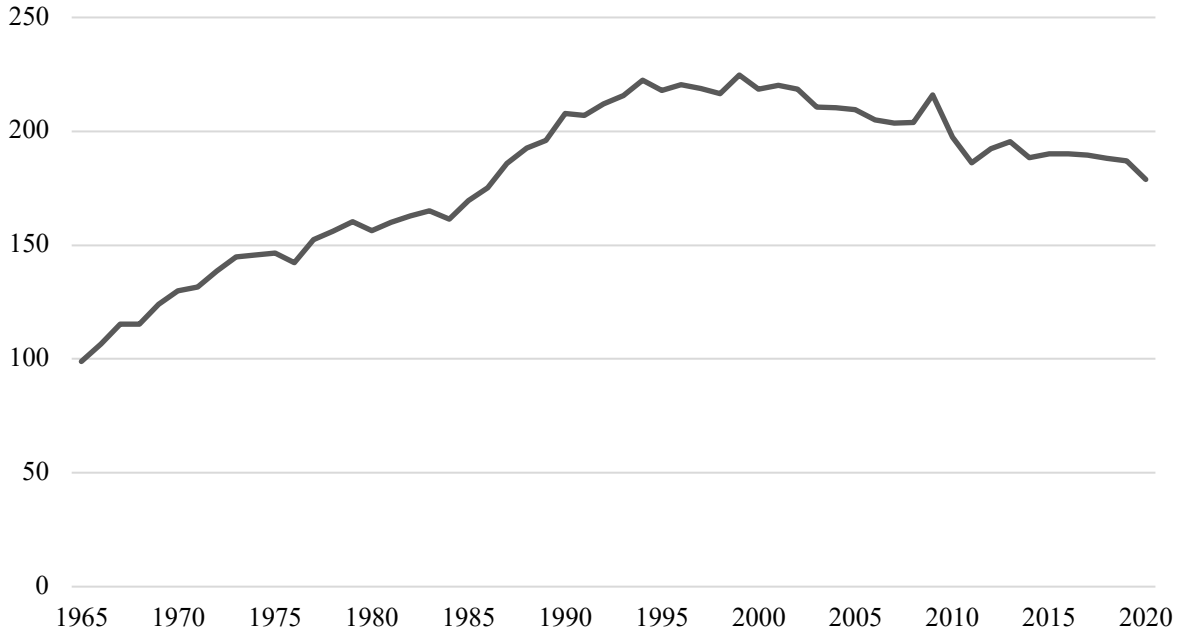
L'atmosphère festive se ressent dans les statistiques relatives à la consommation d'alcool. Le graphique 30 ci-dessous représente la consommation journalière de boissons alcoolisées par habitant ; on y observe à partir de 1965 une augmentation relativement régulière de la consommation qui se prolonge jusqu'au début des années 1990, décennie marquée par une stagnation annonciatrice d'une diminution à partir de l'an 2000. Durant l'époque de la Bulle, la consommation d'alcool s'accroît fortement : alors qu'entre 1976 et 1984 le taux de croissance annuel moyen est de 1,1 %, ce chiffre atteint les 4,3 % entre 1984 et 1990.

[569] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[570] Entrevue réalisée le 4 novembre 2019.
[571] Entrevue réalisée le 23 octobre 2019.

Nemoto Masayuki, employé dans une multinationale britannique cité précédemment, observe au quotidien cette propension qu'ont ses aînés à faire la fête et à s'alcooliser :

> Les membres de la génération de la Bulle boivent énormément. Ils enchaînent les verres, les uns après les autres. Ils sont plein d'énergie. Ils ont l'idée que plus on boit, mieux c'est. Les jeunes générations boivent quant à elles beaucoup moins[572].

Graphique 30: Consommation journalière de boissons alcoolisées par habitant (g)



Source : Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (*Shokuryō jukyū hyō*)

La musique de la Bulle

L'atmosphère culturelle de la Bulle s'observe de manière particulièrement intelligible à travers la musique. C'était l'époque de la musique et des artistes américains. Les Japonais avaient les oreilles tournées vers l'extérieur et surtout vers l'Amérique. L'écrivain Hirano Keiichirō, mentionné précédemment, écrit à ce propos : « J'étais persuadé que la musique japonaise était nulle, et que la musique étrangère était formidable[573] » [*traduction par l'auteur*]. La désaffection de la culture nippone par les Japonais eux-mêmes s'étendait au-delà

[572] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.
[573] Hirano, Keiichirō, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 213

de la musique. Ils raffolaient des émissions télévisées et des films américains, se passionnaient pour la cuisine occidentale et s'habillaient avec les marques de luxe européennes. Cette atmosphère faisait dire à Hirano : « Durant les années 1980, je ne pensais absolument pas que le Japon était culturellement attrayant[574] » [*traduction par l'auteur*]. L'écrivain faisait part d'un sentiment alors largement partagé au sein de la population nippone. L'historien Narita Ryūichi résume ainsi l'image qu'il avait de la culture japonaise : « une culture aride, des films ringards[575] » [*traduction par l'auteur*]. L'on ne peut être plus clair.

En matière de musique, les artistes nippons essayaient de s'inspirer de leurs homologues occidentaux. Les titres qui se vendaient adoptaient des airs « américains ». La passion pour les États-Unis se ressentait à travers plusieurs succès musicaux. Choisi comme musique de générique de la série télévisée *Necchū jidai - keiji-hen*, le titre *California Connection* (1979) de Mizutani Yutaka dépeint une Amérique chaude et sensuelle, à la fois lointaine et profondément désirée. La douceur californienne est une promesse, un monde où l'on rêve de s'établir :

> Les villes se rengorgeant en zigzag
> Tu te retournes et ton sourire ondoie
> Quand nos regards se croisent, je montre du doigt
> J'aimerais qu'un jour on y aille tous les deux
> Ce ciel bleu lointain
> Il doit exister un amour qui dépasse les mots
> Cette saison qui brûle ardemment est notre idéal
> Je vais t'y emmener
> La foule des villes qui va et vient scintillante
> Tu prends fermement mon bras
> Tu t'arrêtes et tu viens me parler
> J'aimerais qu'un jour on y habite tous les deux
> Dans ce vent doux
> Si on lance notre rêve, il traversera le ciel
> À travers cette saison bleu azur
> On voit notre lendemain
> J'aimerais qu'un jour on y aille tous les deux
> Ce ciel bleu lointain
> Il doit exister un amour qui dépasse les mots
> Cette saison qui brûle ardemment est notre idéal
> Je vais t'y emmener[576]

[574] Ibid., p. 215
[575] Ibid.
[576] Traduction par l'auteur.

La chanson *American Feeling* (1979) du groupe Circus fut rendue célèbre par un spot publicitaire de JALPAK, l'agence de voyages établie par la compagnie aérienne Japan Airlines. Les paroles, un peu niaises, débordent d'une confiance et d'une insouciance que les Japonais associaient alors à cette terre outre-Pacifique. On y ressent l'excitation qui s'emparait des âmes aventurières découvrant les voyages en avion et la plongée dans l'immensité du ciel, préambules à l'immersion dans le bouillonnement américain :

> Le courrier aérien de ta part
> Je le relis au-dessus du ciel
> Derrière la fenêtre, le ciel bleu
> La couleur de l'amour, sans la moindre parcelle d'ombre
> Les jours de l'aventure qui nettoient le cœur
> J'ai fait une promesse à ce ciel libre
> Tu es la seule personne que j'aime
> À partir d'aujourd'hui, je ne douterai plus
> Je suis à présent un vent de cobalt
> *Feeling in America, in America*
> En cette saison scintillante
> Je vais te serrer dans mes bras, *it's America*
> Au bout de cette aventure solitaire
> Je pensais toujours à toi
> Oui, j'ai remarqué pour la première fois
> Ta poitrine est l'aéroport de l'amour
> Je suis à présent un vent de cobalt
> *Feeling in America, in America*
> En cette saison scintillante
> Je vais te serrer dans mes bras, *it's America*[577]

À travers *Sunshine Love* (1980), Sugi Masamichi fait appel à une série de stéréotypes censés évoquer l'art de vivre américain : le cabriolet, les teenagers, le jukebox... Il oppose par ailleurs des États-Unis solaires (« *sunshine* », « éblouissant », « blondeur ») à son lieu d'origine embrumé (le chanteur est né à Fukuoka sur l'île de Kyūshū puis, à l'âge de huit ans, a déménagé à Tokyo) :

> Le *sunshine love* éblouissant que j'ai vu en rêve
> Le *sunshine love* que tout le monde recherche en traversant l'océan
> Cette Amérique lointaine et rêvée
> Le vent qui souffle dans le cabriolet

[577] Traduction par l'auteur.

C’est l’ombre de Liverpool, on ne le trouve nulle part
Les teenagers qui écoutent le jukebox
Le monde sans amour est un passé lointain
Chère camarade de jeu à la blondeur ondulante
Est-ce que l’amour est dilué comme le café ?
Moi qui ai grandi dans une ville couverte de brume
Je ne parviendrai pas à aimer comme il se doit une déesse éblouissante
La paume de cette main
Le *sunshine love* qui ruisselle
Je me suis rendu compte que tu n’étais qu’un rêve
Tu n’étais qu’un rêve
Looking for sunshine love[578]

Le titre *Omoikiri American* (1982) d’Anri traite d’une rupture amoureuse : une femme au cœur brisé noie son chagrin en visitant, seule, la Californie. Légère et libérée, elle se veut, telle la brise, « complètement *American* » :

Quand on ouvre la fenêtre, la mer de Santa Monica
Le chandail porté négligemment est bleu marine
À l’heure qu’il est, tu as reçu mon courrier aérien
Et tu comprends tout
Je le savais, même quand tu me serrais dans tes bras
Tu pensais toujours à quelqu’un d’autre
Complètement *American*, je choisis un parfum que j’aime
Et je pars en vacances, plus libre que quiconque
Complètement *American*, je suis une brise qui suit ses envies
Donc j’agite la main de façon décontractée
À présent, je te dis adieu
Un palmier qui ondule, quand on se met à marcher d’un pas léger
On entend une nouvelle musique
Je me suis rappelée de l’éclat du soleil
Quand on passe sa main devant, en restant tel que l’on est
On voit plein de choses quand on part à l’aventure
C’est pourquoi je vais changer, sans partir à ta recherche
Complètement *American*, je choisis un parfum que j’aime
Et je vais à un concert, mes vacances solitaires
Complètement *American*, je suis une brise qui suit ses envies
Donc j’agite la main da façon décontractée
À présent, je te dis adieu[579]

[578] Traduction par l’auteur.
[579] Traduction par l’auteur.

La chanson *AMERICA* (1986), interprétée par Hamada Shōgo, dépeint une rencontre amoureuse sur une autoroute californienne entre un homme japonais lassé de Tokyo et une jeune danseuse américaine pleine de rêves :

> Nous avons fait du stop sur l'autoroute reliant Los Angeles à San Francisco, 1984
> Cette fille est une danseuse
> Elle rêvait du jour où elle danserait à New York
> Je voulais simplement fuir Tokyo
> *We were lookin' for America*
> L'*American dream* des films
> Maintenant encore, *America*, je me rappelle du visage scintillant de cette fille
> Le tabac, les canettes de bière et cet amour qu'on appelle tristesse
> Nous les avons partagés sur le lit grinçant d'un motel
> Les phares qui coulent sur la fenêtre
> Le rock and roll qui passe à la radio
> Cette fille qui frissonnait en disant : « Serre-moi plus fort »
> *We were lookin' for America*
> L'*American dream* des films
> Maintenant encore, *America*, je me rappelle du visage scintillant de cette fille[580]

À travers son titre *Song for U.S.A.* (1986), le groupe de rock The Checkers témoigna du fort sentiment de nostalgie que suscita la figure des États-Unis chez les artistes nippons ayant admiré sans relâche la créativité de leurs homologues et modèles américains :

> *This is the Song for U.S.A.*
> Mes vieux amis disparus dans les vagues du temps
> Venez ici aujourd'hui
> Et chantez cette même chanson
> *This is the Song for U.S.A.*
> Le dernier rêve des États-Unis
> La preuve que nous avons parcouru la même époque
> *Sing for all*[581]

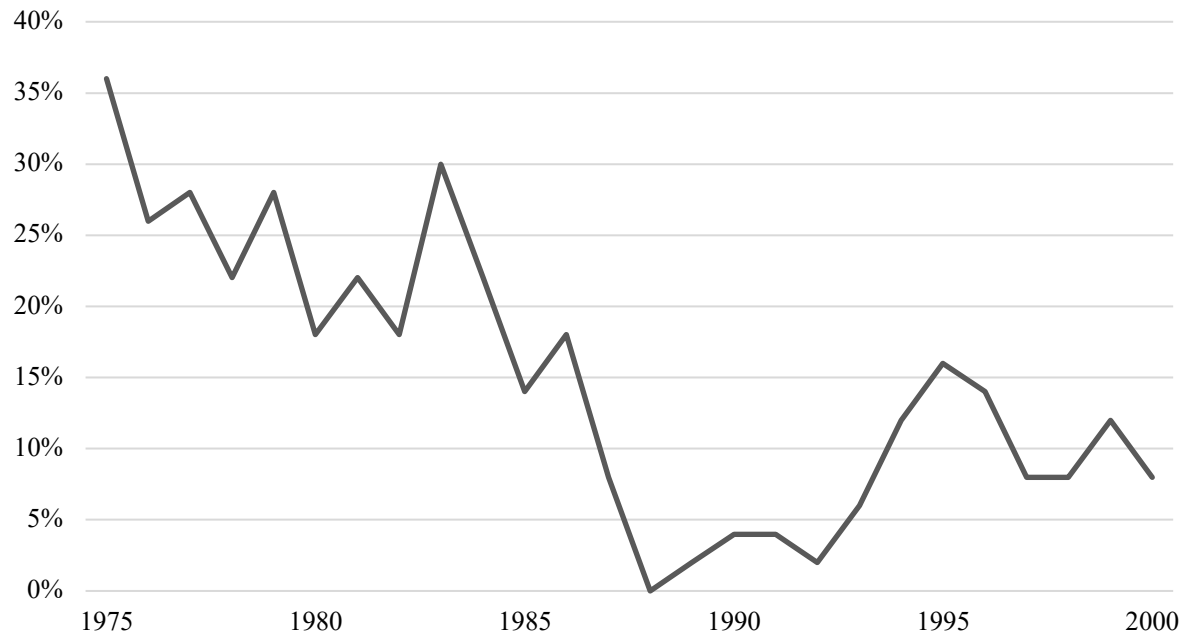
Chacune des chansons rapportées ci-dessus présente les États-Unis – incarnés la plupart du temps par la Californie – sous un jour éminemment favorable. L'Amérique est ensoleillée, chaude, légère, libre. Elle est systématiquement un rêve, une espérance, un idéal. Au contraire,

[580] Traduction par l'auteur.
[581] Traduction par l'auteur.

lorsque le Japon est brièvement évoqué dans *Sunshine Love* et *AMERICA*, il ne l'est que pour exprimer la lassitude des artistes à son égard.

Afin de mesurer le succès des artistes étrangers au Japon, il peut être intéressant de parcourir les classements musicaux, notamment ceux établis par la société nippone Oricon. À partir du classement annuel *Oricon Albums Chart*, lequel liste les cinquante albums les plus vendus durant l'année, il est aisé de mesurer parmi ces hits la proportion de productions étrangères (voir graphique 31). L'établissement de l'*Oricon Albums Chart* remonte à 1970, mais le classement ne comportait alors que les dix albums les plus vendus ; la liste fut étendue à cinquante en 1975. Cette année-là, dix-huit albums étaient produits par des musiciens étrangers, soit 36 % des plus grands succès commerciaux. Étonnamment, ce pourcentage tend à baisser au fil des années, jusqu'à atteindre 0 % en 1988, en plein milieu de la Bulle. Puis, malgré une légère remontée, le taux se stabilise durant les années 1990 autour des 10 %.

Graphique 31: Pourcentage de titres étrangers dans le top 50 des albums vendus (classement Oricon Albums Chart)



Source : Oricon Chart

Comment expliquer ce phénomène qui semble de prime abord aller à l'encontre du postulat selon lequel la Bulle aurait représenté un grand moment d'américanisation culturelle ? Pourquoi les albums produits à l'étranger ne se vendent-ils plus pendant la Bulle ? Cette contradiction apparente s'explique par la transformation de la musique populaire nippone, qui s'appliqua tout au long des années 1980 à copier le genre américain ou du moins à en intégrer les éléments

caractéristiques. Cet élan d'imitation transparaissait d'ailleurs dans le titre des chansons, désormais souvent en anglais. Quelques exemples parmi les singles les plus vendus : *DESIRE* (1986), *Gypsy Queen* (1986), *BLONDE* (1987) et *Dear Friend* (1990) de Nakamori Akina, *My Revolution* (1986) de Watanabe Misato, *STAR LIGHT* (1987) et *Diamond Hurricane* (1988) de Hikaru GENJI, *Strawberry Time* (1987) de Matsuda Seiko, *DAYBREAK* (1988) et *TIME ZONE* (1989) d'Otokogumi, *Diamonds* (1989) et *OH YEAH!* (1990) de Princess Princess ou encore *Say Yes* (1991) de Chage and Aska. Il était en outre de plus en plus fréquent que les titres mélangeassent du japonais et de l'anglais : par exemple, *Romantic ga tomaranai*[582] (1985) de C-C-B, *Oretachi no rockabilly night*[583] (1985) et *I love you, SAYONARA*[584] (1987) de THE CHECKERS, *Rakuen no door*[585] (1987) de Minamino Yōko, *Dakishimete tonight*[586] (1988) de Tahara Toshihiko, *Ai ga tomaranai Turn It Into Love*[587] (1989) et *Namida wo misenaide Boys Don't Cry*[588] (1989) de Wink, *Ima sugu kiss me*[589] (1990) de Lindberg ou *Jealousy wo nemurasete*[590] (1990) de Himuro Kyōsuke. Dans une logique similaire, les paroles des chansons intégraient dorénavant systématiquement quelques phrases ou mots en anglais, un procédé certes quelque peu cocasse mais censé faire forte impression. Non seulement les instruments, les sons et les rythmes tentaient de reproduire les musiques occidentales, mais les titres et les paroles se convertissaient également, à travers la langue anglaise, à la culture américaine. En raison de cette vaste conversion des auteurs-compositeurs, les Japonais amateurs de musique retrouvèrent peu à peu dans les titres nationaux ce qu'ils allaient rechercher jusqu'alors à l'étranger. La scène musicale nippone connut donc durant les années 1980 un processus d'imitation-remplacement des artistes occidentaux qui culmina pendant la Bulle.

La musique japonaise se construisit ainsi une identité nouvelle à la fin des années 1980. En 1988 fut fondée J-Wave, une station de radio spécialisée dans la diffusion de *yōgaku*, vocable signifiant littéralement « musique occidentale » quoique désignant, dans les faits, des créations essentiellement américaines. De temps à autre, J-Wave diffusait des chansons japonaises, mais uniquement celles qui n'étaient « pas inférieures aux mélodies occidentales[591] » [*traduction par l'auteur*] ; le terme J-pop, abréviation de *Japanese pop*, fut alors inventé pour désigner ces

[582] *Romantic* ne s'arrête pas
[583] Notre *rockabilly night*
[584] *I love you*, au revoir
[585] Le *door* du paradis
[586] Prends-moi dans tes bras *tonight*
[587] L'amour ne s'arrête pas *turn it into love*
[588] Ne montre pas tes larmes *boys don't cry*
[589] *Kiss me* tout de suite
[590] Laisse dormir la *jealousy*
[591] Sugita, Hideki. *Kaigai no ryūkō kzūshū shi nezuku: ongaku bijinesu kara miru J-POP to nihon shakai* [en ligne]. https://www.todaishimbun.org/j-popjapansociety20200804/ (consulté le 4 juin 2021)

productions nippones jugées dignes d'occuper les ondes de J-Wave. Le groupe Southern All Stars, le chanteur-compositeur Yamashita Tatsurō ou encore le musicien Ōtaki Eiichi faisaient partie des figures les plus en vogue de cette nouvelle génération d'artistes japonais aspirant à égaler leurs homologues occidentaux[592].

L'industrie musicale nippone connut un bouleversement soudain qui se traduisit par la montée fulgurante d'un jeune label, Being, lequel endossa rapidement le rôle de porte-drapeau de la J-Pop. Révélé aux yeux du grand public en 1986 avec la sortie du single *Season in the Sun* du groupe Tube, Being propulsa au-devant de la scène des artistes tels qu'Oda Tetsurō et Ōguro Maki, ainsi que plusieurs groupes musicaux parmi lesquels figurèrent B'z, Zard, B.B.Queens, T-Bolan, Wands, Zyyg, Deen ou encore Manish. La stratégie commerciale de Being consistait à multiplier les partenariats avec les producteurs de séries télévisées et les agences publicitaires, afin que les musiciens que le label patronnait pussent surfer sur les plus grands succès du petit écran[593]. Ce fut ainsi que Being et ses protégés envahirent brusquement le quotidien des Japonais, à travers les *dramas*, les *anime* et la publicité ; il était devenu impossible pour quiconque regardait un tant soit peu la télévision de passer à côté de ces nouvelles mélodies. La *Being Boom* battait son plein ! En outre, deux évolutions technologiques vinrent amplifier cette ferveur : premièrement, l'invention puis la commercialisation des CD (les *Compact Discs*) par Sony et Philips dès 1982 ; deuxièmement, l'inauguration à Okayama, en 1985, du premier *karaoke box*, un établissement comprenant, contrairement aux salles de karaoké classiques, plusieurs cabines individualisées[594]. Le développement de la J-pop s'opéra donc dans un contexte inédit, caractérisé par l'abondance d'émissions télévisées et l'introduction de nouvelles technologies musicales. La première moitié des années 1990 correspondit ainsi au règne inopiné et incontestable de Being sur une scène musicale nippone recomposée.

Consommation et divertissement

L'explosion du pouvoir d'achat des citoyens coïncida avec une modification éclatante des habitudes de consommation. Les Japonais s'éprirent par exemple d'enthousiasme pour les voitures de luxe. Les amateurs d'automobiles étaient bien sûr férus de véhicules étrangers – BMW, Mercedes, Porsche, Ferrari, Rolls Royce et autres Jaguar –, mais ils se mirent également

[592] Ibid.
[593] Shin, Akiko. *90 nendai J-pop hitto kyoku nyūmon* [en ligne]. https://like-start.com/archives/30916 (consulté le 8 juin 2021)
[594] Hiruma, Takashi. *Kyoku erabi wa denwachō no yō na "buatsui hon" mukashi natsukashi karaoke bokkusu no rekishi wo furikaeru* [en ligne]. https://urbanlife.tokyo/post/32681/2/ (consulté le 9 juin 2021)

à affectionner les modèles locaux, produits notamment par Nissan, Toyota et Honda, auxquels on assigna le dénominatif de *haisokā*, abréviation, prononcée à la japonaise, de *high society car*. Toyota s'imposa comme le champion des *haisokā*, grâce à ses illustres modèles Soarer, Crown, Mark II, Cresta et Chaser. Les Honda Legend et Inspire, la Mazda Luce ou encore la Mitsubishi Diamante suscitèrent elles aussi l'admiration des connaisseurs. Quant à la Nissan Cima, commercialisée dès 1988, elle fut non seulement un immense succès commercial mais aussi le symbole industriel d'une nation prospère ayant intégré les codes de la somptuosité et de l'exubérance à l'occidentale. Aux côtés des nouvelles générations de berlines Cedric et Gloria, la conception de la Cima élevait, aux yeux des consommateurs nippons, la maison Nissan au niveau des plus grands virtuoses de l'automobile. En à peine quatre ans, près de 130 000 Cima furent écoulées[595] : cette performance était le témoignage de l'impressionnant accroissement du pouvoir d'achat des ressortissants japonais, qui pouvaient dorénavant se permettre de s'offrir les produits les plus luxueux. L'on appela ainsi « phénomène Cima » (*shīma genshō*[596]) cette transformation spectaculaire de la demande japonaise correspondant à la nouvelle prospérité que connaissait l'archipel.

L'engouement des jeunes Japonais pour les voitures haut de gamme alla de pair avec l'apparition de nouvelles formes de loisirs et de divertissements. Avec des amis ou en couples, en adoptant fréquemment la formule « deux filles, deux garçons », l'on prenait la voiture et se rendait à la campagne, au bord de mer ou en montagne, afin d'y pratiquer les activités à la mode : tennis, golf, ski... Même sans destination ni but précis, l'on aimait faire de simples tours en auto, pour profiter du trajet en lui-même – une pratique que l'on nomme *doraibu*, de l'anglais *drive*. La conduite représentait donc un passe-temps, un hobby chic qui s'entremêlait avec tous ces loisirs importés d'Occident, évocateurs d'une aisance frivole et d'un certain standing. Est-ce un hasard si les trois sports branchés de l'époque – tennis, golf et ski – reposent sur la maîtrise du geste, de la technique, bien davantage que sur l'agressivité et la force ? Au-delà d'une symbolique de classe évidente, il se pourrait que les jeunes Japonais aient aspiré à reproduire à travers le mouvement de leur corps l'idéal de légèreté et de somptuosité auquel souscrivait alors la société. Le baseball, où l'on doit inévitablement se jeter dans la boue et se rouler dans la terre, témoignait probablement d'une âpreté en décalage par rapport aux félicités de la Bulle...

Le ski était devenu en quelques années la pratique glamour par excellence, comme en atteste l'immense succès recueilli au Japon par le film *Emmène-moi au ski* (*watashi wo sukī ni*

[595] Kitanishi, Kōichi. *'Cima genshō' ga maneita nissan no keieikiki* [en ligne]. https://business.nikkei.com/atcl/gen/19/00029/032600002/ (consulté le 13 juillet 2020)
[596] Ibid.

tsuretette), une comédie romantique mettant en scène une histoire d'amour entre deux amateurs de sport d'hiver. Pour répondre à une demande exponentielle, des stations de ski furent construites à travers le pays à un rythme sans précédent[597]. De la même manière, la passion des Japonais pour le golf entraîna la multiplication du nombre de terrains et l'explosion des prix des cartes de membre. Cette ferveur ne fit toutefois pas que des heureux : la construction effrénée de nouveaux « parcours » provoqua l'exaspération de certains habitants, qui exprimaient leurs inquiétudes par rapport à la pollution engendrée par ces grands travaux, à l'utilisation massive d'insecticides et à la destruction d'espaces naturels[598]. À partir du début des années 1990, plusieurs projets durent être abandonnés face à la colère des locaux, notamment à Karuizawa[599] et à Fujimikōgen[600]. Comme un symbole, ce fut durant le dégonflement de la Bulle que l'expansion du golf, sport individuel et onéreux, fut combattue au nom du bien commun.

Les mangas

La frontière séparant le dessin de la narration graphique étant ténue, il est difficile de déterminer avec précision les origines du manga. L'on considère généralement que les *emaki* ou *emakimono*, rouleaux enluminés mêlant dessins, peintures et calligraphies apparus à l'époque Nara au VIIIe siècle, constituent l'un des arts précurseurs du manga. Fortement inspirés des rouleaux enluminés chinois à leurs débuts, les *emakimono* nippons acquirent au cours de la période Heian (VIIIe-XIIe siècles) un style distinctif que l'on nomma *yamato-e*, en opposition aux peintures dites *kara-e* rapportées du continent[601]. Durant leur âge d'or aux XIIe et XIIIe siècles, les *emakimono* reproduisent des contes, des récits littéraires (les *Rouleaux illustrés du Dit du Genji*), des chroniques religieuses (les *Rouleaux des légendes du mont Shigi*), des fables satiriques (les rouleaux *Chōjū-jinbutsu-giga* ou *Chōjū-giga*, représentant des animaux anthropomorphiques), des hagiographies ou encore des épopées militaires (les *Rouleaux illustrés des invasions mongoles*)[602].

[597] Greenfield. *Nihon no sukī bunka to baburuki no daimeishi "sukī būmu" no jidai kōshō kara manabu mono to wa!?* [en ligne]. https://greenfield.style/article/5005/ (consulté le 6 novembre 2023)
[598] Asahi (éditorial non signé). « *Kirawareru gorufujō dewa komaru* », 2 juin 1989
[599] Asahi (article non signé). « *Gorufujō keikaku wo dannen : karuizawa machi – jūminra no hantai tsuyoku* », 15 avril 1990
[600] Asahi (article non signé). « *Tomin gorufujō dannen – nagano ken no kisei de tokettei* », 13 avril 1990
[601] Iwao, Seiichi, Iyanaga, Teizō, Ishii, Susumu, Yoshida, Shōichirō, Fujimura, Jun'ichirō, Fujimura, Michio, Yoshikawa, Itsuji, Akiyama, Terukazu, Iyanaga, Shōkichi, Matsubara, Hideichi. 45. Yamato-e. In : *Dictionnaire historique du Japon*, volume 20, 1995, pp. 79-80
[602] Ibid.

À l'époque Edo (XVIIe-XIXe) se développa une nouvelle forme d'art pictural appelée *toba-e*, en honneur au moine artiste Toba Sōjō (1053-1140) à qui l'on attribue – d'ailleurs peut-être à tort – les rouleaux *Chōjū-giga*. Les *toba-e* étaient des peintures comiques, des caricatures représentant des personnages loufoques, des scènes de la vie quotidienne, des animaux saugrenus ou parfois même des monstres tels que les *oni*, ces effrayants diables cornus du folklore nippon. Composés d'un mélange fascinant de lignes à la fois brutes et déliées, sobres en couleurs et dépouillés de fignolage, les *toba-e* sont parfois considérés comme les « mangas d'Edo » en raison notamment de leur commercialisation sous forme de recueils imprimés à partir du début du XVIIIe siècle[603].

Parallèlement au succès des *toba-e* émergèrent les *kusazōshi*, petits livres illustrés d'une dizaine de pages réunissant dessins et textes. Les *kusazōshi* étaient différenciés en fonction de leur public cible : les *akahon* ou « livres rouges », appelés ainsi du fait de la couleur rouge – en fait plutôt orange ou corail – de la page de couverture, étaient principalement destinés aux enfants ; les *aohon*, « livres bleus » dont les pages de couverture originairement vert pistache sont de nos jours devenues, du fait de la décoloration, jaunes, et les *kurohon*, « livres noirs » à la couverture effectivement noire, visaient un public adulte ; quant aux *kibyōshi* ou « couvertures jaunes », ils se caractérisaient par leur humour qui plaisait particulièrement aux hommes de lettres – il est intéressant de noter que ce type de catégorisation se retrouve dans les mangas modernes, qualifiés de *shōnen*, *shōjo*, *seinen* ou *seijin* en fonction de leur lectorat cible. Au fil des années, les auteurs de *kusazōshi* voulurent raconter des histoires plus complexes et donc plus longues, ce qui aboutit à l'essor des *gōkan*, albums pouvant comporter jusqu'à une centaine de pages.

Les estampes *ukiyo-e*, les « images du monde flottant », sont fréquemment citées parmi les précurseurs du manga[604], d'autant plus que le terme « manga », qui pourrait se traduire par « dessins hasardeux » mais dont l'origine exacte demeure incertaine, fut popularisé par le célèbre Hokusai lorsque celui-ci publia à partir de 1814 ses carnets de croquis *ukiyo-e* (les *Hokusai manga*). Toutefois, la filiation entre *ukiyo-e* et manga est contestable, puisque ceux-là consistaient en des estampes isolées et non en une série d'images racontant une histoire ; il est probable que l'*ukiyo-e* ait eu une influence esthétique sur le développement du manga, mais dès lors que ce dernier consiste avant tout en un style de narration graphique, il est exagéré d'affirmer l'existence d'un lien direct entre ces deux formes d'art.

[603] Ito, Kinko. A History of *Manga* in the Context of Japanese Culture and Society. In : *The Journal of Popular Culture*, 2005, vol. 38(3), p. 459
[604] Ibid., pp. 459-460

Mis à part les premiers *emakimono* qui furent des reproductions d'œuvres chinoises, les techniques picturales décrites jusqu'ici avaient été conçues au fil d'évolutions artistiques spécifiquement japonaises, ou du moins peu marquées par les influences étrangères. Avec l'arrivée des navires noirs et des Occidentaux, ce processus endogène fut bouleversé : les peintres et dessinateurs nippons furent mis au contact d'un style occidental qu'ils voulurent dès lors maîtriser. Les Japonais découvrirent ainsi le caricaturiste britannique Charles Wirgman, fondateur en 1862 du magazine satirique illustré *Japan Punch* ; correspondant de l'*Illustrated London News* de 1861 à 1887, Wirgman avait décidé de rendre compte, sous la forme de dessins humoristiques, de la situation politique et sociale du Bakumatsu – la fin du shogunat Tokugawa – puis de Meiji dans un journal qui serait publié à Yokohama pendant vingt-cinq ans, jusqu'en 1887[605]. Cette même année, le Français Georges Ferdinand Bigot, arrivé dans la ville portuaire cinq ans auparavant, lança un nouveau journal satirique titré *Tôbaé* ; successeur pour ainsi dire du *Japan Punch*, *Tôbaé* adopta une posture plus offensive vis-à-vis du gouvernement nippon, auquel Bigot, grand admirateur de la société d'Edo, reprochait de s'être précipité sans précaution dans un processus excessif d'occidentalisation[606].

Le « père du manga moderne » émana de cet environnement artistique singulier où se télescopèrent des esthétiques qui s'ignoraient jusqu'alors, contexte propice à l'avènement de styles nouveaux. Né à Tokyo en 1876, Kitazawa Rakuten apprit de son père les techniques du *nihonga* – la peinture japonaise traditionnelle – puis s'initia à la peinture occidentale à l'institut Daikōkan auprès de Horie Masaaki, artiste nippon formé auprès de peintres italiens[607]. À l'âge de 19 ans, Kitazawa rejoignit le magazine de langue anglaise publié à Yokohama *Box of Curios*, où il fit la rencontre du dessinateur australien Frank Arthur Nankivell qui lui enseigna les techniques de la bande dessinée occidentale ; à 23 ans, il fut engagé en tant qu'illustrateur par le journal *Jiji shimpō*, fondé par le célèbre intellectuel Fukuzawa Yukichi ; puis, à 29 ans, il s'inspira de la revue illustrée satirique américaine *Puck* pour lancer son propre magazine, qu'il intitulerait *Tokyo Puck*[608]. Kitazawa réalisait des caricatures politiques isolées, mais concevait également des bandes dessinées qu'il nommait « manga ». Celui qui est communément considéré comme le premier *mangaka* (dessinateur de manga) professionnel fut donc un artiste que l'on qualifierait de nos jours d'« engagé » et dont les œuvres ne peuvent être dissociées de

[605] Ibid., pp. 460-461
[606] Ishida, Kanta. *Georges Bigot: A Parisian artist in Meiji Japan* [en ligne]. https://japannews.yomiuri.co.jp/culture/art/20210610-54133/ (consulté le 24 juillet 2023)
[607] Saitama-shi. *Nihon kindai manga no senkusha: Kitazawa Rakuten ryakunenpu* [en ligne]. https://www.city.saitama.jp/004/005/002/003/001/002/p002472.html (consulté le 24 juillet 2023)
[608] Ibid.

leur contexte politique et social. Michael Lewis estime que Kitazawa, qu'il définit comme un « provocateur de la culture populaire » (*popular culture provocateur*), ne cessa de décrire et de dénoncer les maux d'une société japonaise en pleine mutation, notamment les inégalités économiques, la cruauté des nouveaux riches (*narikin*) et la hausse des prix des produits de première nécessité tel que le riz[609]. Kitazawa devint le chef de file de la première génération de journalistes-*mangaka*, parmi lesquels doivent également être mentionnés Okamoto Ippei, illustrateur du journal *Asahi* à partir de 1912, et Kondō Kōichiro, dont les dessins enrichirent dès 1915 le journal *Yomiuri*. Les œuvres de ces deux artistes cadets de Kitazawa d'une dizaine d'années eurent un tel succès auprès des lecteurs que l'on se mit à parler de « l'époque Ippei-Kōichiro » (*Ippei-Kōichiro jidai*). L'établissement en 1915 de la Société de manga de Tokyo (*Tokyo manga kai*), qui deviendrait en 1923 la Société japonaise de manga (*Nihon manga kai*), confirma l'avènement d'une nouvelle ère pour la bande dessinée nippone. Fruit de la rencontre des styles picturaux japonais et occidentaux mais surtout d'un contexte politique et social propice à la satire, le manga moderne dut certainement son développement au deuxième moment libéral que représenta la Démocratie Taishō. Dans les années qui suivirent, le climat de plus en plus radical, la montée du militarisme et la progression de la censure, renforcée en particulier par la loi de préservation de la paix de 1925, mirent un frein brutal à l'expansion du manga[610]. Puis, pendant la guerre du Pacifique, les artistes participèrent bon gré mal gré à la propagande officielle à travers la publication d'œuvres favorables aux objectifs fixés par l'État, notamment les *zōsan manga*, dont le but était d'encourager les ouvriers à accroître leur productivité afin de soutenir l'industrie nippone[611].

L'immédiat après-guerre correspondit à un retour du manga satirique, dont les critiques et moqueries se portèrent sur les anciens dirigeants et militaires qui avaient mené le pays à la défaite. Dès lors que la censure était désormais mise en œuvre par le commandement suprême des forces alliées, les années du « manga d'État » se poursuivaient bien que les sujets de railleries et les tabous eussent été chamboulés : les *mangaka* demeuraient *in fine* au service de l'administration en place, qu'elle fût impériale ou d'occupation, et discréditaient ses adversaires. Un tournant majeur eut pourtant lieu au début des années 1950 avec l'essor des mangas pour enfants : ce fut alors qu'émergèrent les Hasegawa Machiko, créatrice de *Sazae-san* (1946-1974), Tezuka Osamu, auteur de *La Nouvelle Île au trésor* (1947), du *Roi Léo* (1950-1954) et d'*Astro,*

[609] Lewis, Michael. Kitazawa Rakuten as Popular Culture Provocateur: Modern Manga Images and Riotous Democracy in Early Twentieth-Century Japan. In : Otmazgin, Nissim & Suter, Rebecca. *Rewriting History in Manga: Stories for the Nation*. New York : Palgrave Macmillan, 2016, pp. 29-55
[610] Ito, Kinko, op. cit., p. 464
[611] Ibid., p. 465

le petit robot (1952-1968), Fukui Eiichi, créateur d'*Igaguri-kun* (1952-1960), ou encore Sugiura Shigeru, auteur de *Sarutobi Sasuke* (1954-1955)[612]. Le manga s'éloigna dès lors de la satire politique pour devenir l'un des formats privilégiés des histoires pour enfants. Malgré l'apparition dans les années 1960 du style *gekiga* destiné aux adultes, les mangas furent généralement associés aux aventures comiques, au divertissement et à la légèreté.

Les années 1980 correspondirent au développement des mangas *shōnen*, qui fascineraient un large public nippon avant de s'exporter dans le monde entier. Visant à l'origine les jeunes garçons – *shōnen* signifie littéralement « garçon » –, le genre donna naissance à des histoires de plus en plus complexes qui plurent également aux adultes, à la fois hommes et femmes. Parmi les œuvres pionnières, l'on mentionnera *Muscleman* (1979-1987) de Shimada Takashi et Nakai Yoshinori, *Dr Slump* (1980-1984) de Toriyama Akira, *Captain Tsubasa* (1981-1988) de Takahashi Yōichi, *Hokutō no Ken* (1983-1988) de Hara Tetsuo, *City Hunter* (1985-1991) de Hōjō Tsukasa, *Saint Seiya* (1986-1990) de Kurumada Masami, *JoJo's Bizarre Adventure* (1986-) d'Araki Hirohiko, *Ranma ½* (1987-1996) de Takahashi Rumiko, *Hajime no Ippo* (1989-) de Morikawa George, *Slam dunk* (1990-1996) d'Inoue Takehiko ou encore *Yū Yū Hakusho* (1990-1994) de Togashi Yoshihiro. La plupart de ces œuvres suivent un procédé narratif appelé *nekketsu*, que l'on pourrait résumer ainsi : un héros – un garçon ou un jeune homme – mû par un rêve grandiose part à l'aventure afin de le réaliser ; au fil de sa quête, il se mesure à toute sorte d'adversaires, soit sous la forme d'un combat physique fantastique (*Hokutō no Ken*, *Saint Seiya*, *JoJo's Bizarre Adventure*, *Yū Yū Hakusho*) ou dans le cadre d'une compétition sportive (football dans *Captain Tsubasa*, boxe dans *Hajime no Ippo*, basketball dans *Slam dunk*). Le genre *nekketsu* valorise ainsi la camaraderie, l'ambition, le courage et l'effort physique. Durant les années 1980, c'est-à-dire à ses débuts, il met en avant une virilité forte et juste qui rappelle grandement celle que promeut la figure du super-héros américain. Les protagonistes de *nekketsu* possèdent alors souvent une carrure et une musculature impressionnantes (Muscleman dans le manga éponyme, Kenshiro dans *Hokutō no Ken*, Saeba Ryō dans *City Hunter*, Jonathan Joestar dans *JoJo's Bizarre Adventure*), tandis que leur caractère allie droiture et bravoure.

L'œuvre qui fit réellement connaître les mangas à travers le monde est certainement *Dragon Ball* (1984-1995) de Toriyama Akira. Toute une génération de garçons et d'adolescents fut marquée par les combats extraordinaires du héros Son Goku, aux prises avec des ennemis – humains ou extraterrestres – de plus en plus forts. À la fois précurseur et archétype du genre

[612] Ibid., p. 466

nekketsu, *Dragon Ball* eut une influence considérable sur les nouveaux dessinateurs de manga et ouvrit la voie aux *One Piece* (1997-) d'Oda Eiichirō, *Hunter x Hunter* (1998-) de Togashi Yoshihiro, *Naruto* (1999-2014) de Kishimoto Masashi, *Bleach* (2001-2016) de Kubo Tite, *Fairy Tale* (2006-2017) de Mashima Hiro ou encore *My Hero Academia* (2014-) de Horikoshi Kōhei. L'on notera que les protagonistes de *nekketsu* évoluèrent au fil des ans, à la fois physiquement et mentalement : du héros excessivement musclé et sûr de sa force dans les années 1980, il se transforma durant les années 2000 en un personnage sensible, à l'allure svelte voire fluette.

Débutée pendant la période de la Bulle, la série *Parasite* (1988-1995) d'Iwaaki Hitoshi soulève des questionnements intéressants quant à la nature humaine et au concept de rationalité. Cette œuvre de science-fiction retrace l'histoire d'un jeune lycéen, Shin'ichi, dont la main droite se fait coloniser par un mystérieux parasite. Cette espèce encore inconnue d'endoparasite cherche à s'infiltrer dans des cerveaux humains pour en prendre le contrôle, mais il s'avère que le spécimen ayant attaqué Shin'ichi a manqué son coup et n'est parvenu à s'emparer que de sa main droite : dès lors, le protagoniste est forcé de cohabiter avec cette créature bizarre qu'il nomme Migī, dotée d'une intelligence impressionnante mais dépourvue de toute émotion. En dépit de leurs capacités cognitives hors-normes, les parasites ne parviennent pas à comprendre la rationalité humaine, qu'ils jugent incohérente : pourquoi les hommes éprouvent-ils de la compassion pour autrui ? Pourquoi des individus vont-ils jusqu'à se sacrifier pour en sauver d'autres ? Soudainement plongés dans ces interrogations, Shin'ichi et Migī doivent collaborer malgré leur incompréhension mutuelle pour affronter les défis qui se présentent devant eux. L'un des intérêts majeurs de l'œuvre réside dans son examen critique des concepts de rationalité et d'utilité, fondements de la théorie de l'*homo œconomicus*. L'on constate en effet au fil du récit que quand bien même la nature de la rationalité humaine nous échappe de par sa complexité, elle est en tout cas loin de correspondre à une rationalité individualiste ou égoïste. Le fait que *Parasite* ait été publié durant la Bulle, période de redéfinition de la relation entre l'individu et le groupe, est donc particulièrement intéressant.

L'époque de la Bulle correspondit à l'âge d'or du *yankī manga*, ou manga *yankee*[613]. Comme son appellation l'indique, le genre se caractérise par le récit d'une histoire mettant en scène des *yankees*, c'est-à-dire des jeunes délinquants. Le terme *yankee* se réfère toutefois à un groupe social bien particulier : ses représentants sont des lycéens indisciplinés portant un large uniforme noir et abordant une coiffure dite « Regent style », variante de la banane à la Elvis

[613] Saitō, Tamaki, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 147-150

Presley. Le style et l'apparence sont des éléments essentiels pour le *yankee*, qui est en quelque sorte le pendant japonais de la racaille de banlieue française.

Un aspect particulièrement intéressant de ce type de délinquants est leur organisation et leur respect des hiérarchies à l'intérieur de leur groupe. Ōkubo Chika, dirigeante au sein d'une multinationale japonaise déjà citée à plusieurs reprises, se remémore les différentes catégories de *furyō* – voyous – et les relations qu'ils entretenaient entre eux :

> Au collège (12-15 ans), les *furyō* et les *yankī* se retrouvaient la nuit en sortant de chez eux en passant par la fenêtre, sans se faire voir de leurs parents. Ils parlaient entre eux de tout et de rien dans l'obscurité. Les plus rebelles fumaient et buvaient de l'alcool. D'autres faisaient des tours en moto. Peut-être que certains parents se rendaient compte que leur enfant s'éclipsait la nuit, mais ils ne savaient pas comment réagir. Il y avait deux types de *furyō* : les *kōha*, c'est-à-dire les « durs », et les *nanpa*, les « souples ». Les « durs » étaient très sérieux dans leur rôle de *furyō*. Quand je dis qu'ils étaient sérieux, ça veut dire qu'ils ne posaient pas de problèmes aux gens dans l'espace public. Les « souples » étaient moins disciplinés : ils se livraient à des actes de vandalisme et importunaient les filles dans la rue. Les *bōsōzoku*, les clans de motards, faisaient partie des « durs ». Ils organisaient des bagarres entre eux, mais suivaient des règles assez strictes : ils ne devaient pas avoir recours à des techniques de triche, respectaient les duels à un contre un, partaient au combat si un de leurs membres se faisait tabasser... Les affrontements éclataient parfois dans les établissements scolaires. Il y avait également des bagarres entre *furyō* de différentes écoles. Chaque école avait son *banchō*, le chef des délinquants. Pour devenir *banchō*, il fallait prouver qu'on était le plus fort à la bagarre. Pour être tout à fait exact, il y avait même deux *banchō* : le *omote-banchō*, le chef « officiel », et le *ura-banchō*, le chef de l'ombre. Ce dernier était souvent plus fort physiquement, mais il manquait d'habileté relationnelle. Les relations entre écoles rivales étaient donc gérées par le *omote-banchō*. Le système était donc très hiérarchisé : il y avait dans chaque collège un *omote-banchō* faisant office de chef de clan, un *ura-banchō* auquel on faisait appel lorsqu'une grande force de frappe était requise, les délinquants de troisième année qui faisaient partie de la garde rapprochée du *banchō*, ceux de deuxième année qui devaient se préparer à reprendre le flambeau et, tout en bas de l'échelle, les petits nouveaux qui devaient s'occuper de toutes les tâches ingrates. Les professeurs avaient peur et ils n'osaient rien dire[614].

Le manga *yankee* met en scène leur culture rebelle et leur recours régulier à la violence. Les thèmes récurrents sont le courage physique, le refus de l'autorité, l'amitié virile et l'esprit de corps. Les *yankees* sont au cœur de rivalités entre écoles : ils organisent des bagarres et des rixes, souvent pour venger l'un des leurs qui se serait fait tabasser par un groupe rival. L'on

[614] Entrevue réalisée le 1 novembre 2019.

citera parmi les *yankī manga* les plus connus *Be-Bop High School* (1983-2003) de Kiuchi Kazuhiro, *Racaille Blues* (1988-1997) de Morita Masanori, *Kyō Kara Ore Wa!!* (1988-1997) de Nishimori Hiroyuki ou encore *Crows* (1990-1998) de Takahashi Hiroshi. Le genre valorise la puissance et l'indocilité comme des formes de liberté. Le harceleur s'y trouve célébré, au contraire du souffre-douleur qui est méprisé.

Parallèlement aux *shōnen* s'adressant principalement à un public jeune et masculin continuèrent à se développer les mangas *shōjo*, destinés aux filles, et les *seinen*, écrits pour les adultes. Parmi les œuvres *shōjo* culte, l'on citera *Glass no Kamen* (1976-1997) de Miuchi Suzue, *Yūkan Club* (1981-) d'Ichijō Yukari, *Tokimeki Tonight* (1982-1994) d'Ikeno Koi, *Chibi Maruko-chan* (1986-1996) de Sakura Momoko et *Sailor Moon* (1991-1997) de Takeuchi Naoko. Quant aux *seinen*, les œuvres *Maison Ikkoku* (1980-1987) de Takahashi Rumiko, *Touch* (1981-1986) d'Adachi Mitsuru, *Yawara!* (1987-1993) et *Master Keaton* (1988-1994) d'Urasawa Naoki connurent un succès considérable.

Que ce fût pour les *shōnen*, les *shōjo* ou les *seinen*, les scénarios des mangas se complexifièrent toujours davantage au cours des années 1980, rendant certaines œuvres absolument passionnantes à la fois pour les enfants et les adultes. Cet élan favorisa la formation de « communautés de fans » à travers le pays, qui se retrouvaient pour parler de mangas[615]. Ce phénomène ne fit que s'amplifier avec le développement d'Internet. Aujourd'hui, les communautés de fans du monde entier discutent et débattent en permanence de leurs œuvres préférées sur les forums et les réseaux sociaux.

La cuisine

Les habitudes alimentaires japonaises connurent des évolutions notables se rapportant, de près ou de loin, à l'occidentalisation et à l'enrichissement de l'archipel. Il va sans dire que le Japon et sa société sont, à l'instar des autres pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, indissociables de la rizière, pour tout ce que cela implique en matière d'alimentation, d'économie, d'organisation du territoire et de hiérarchie sociale. La majeure partie de l'île principale de Honshū étant traversée par un climat subtropical humide caractérisé par des fortes chaleurs en

[615] Sakura, Tomomi. Otaku-karuchā no genryū to tayō na sei. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 305-306

été et des précipitations abondantes, la société nippone se construisit dans un environnement idéal à la culture du riz.

À ce propos, Braudel explique au sujet des civilisations asiatiques la relation essentielle entre riziculture, végétarisme et densité démographique :

> L'Occident, mangeur de blé ou de céréales succédanées du blé, a dû adopter très tôt, en raison de cet usage, le système des jachères et des rotations de cultures, sans lequel la terre s'épuise rapidement et alors le blé cesse tout rapport. Une partie de la terre a donc été donnée automatiquement à la prairie et aux herbages, d'autant que le travail du blé réclame une aide animale considérable.
> Au contraire, le riz occupe tous les ans le même espace, indéfiniment. La plus grosse partie du travail se fait à la main. Le buffle ne sert qu'aux labours légers dans la boue de la rizière. Partout, un jardinage minutieux, attentif, se fait à la main. Dans ces conditions, se nourrir de viande serait un gaspillage fantastique. Les animaux devraient être nourris de grains. L'homme préfère les manger lui-même.
> La première conséquence de ce régime est de permettre un plus fort accroissement démographique que tout autre système faisant place aux aliments d'origine animale. Six ou huit paysans peuvent se nourrir sur un seul hectare, s'ils ont une alimentation uniquement végétarienne. À surface égale, le rendement humain du végétal s'avère indiscutablement supérieur aux autres. Il explique le pullulement des « foules d'Asie »[616].

Au Japon, la centralité du riz et l'absence de tradition pastorale expliquèrent pendant longtemps la faible consommation de viande. Néanmoins, la population n'en était pas pour autant végétarienne puisque l'archipel, enveloppé par les mers, parcouru de cours d'eau et recouvert de rizières irriguées, était une terre idéale pour les pêcheurs. Harada Nobuo, historien des modes de vie, considère que ces conditions menèrent à la naissance d'une « culture [alimentaire] du riz et du poisson[617] ».

Le riz acquit une dimension sacrée que l'on observe notamment dans les croyances et rites shinto. Célébrée à travers tout le pays dans de nombreux sanctuaires, notamment au Fushimi Inari-taisha à Kyōto, la divinité du riz et des céréales Inari occupe ainsi une place primordiale dans les cultes locaux. Dans la vie quotidienne, les Japonais ont l'habitude de déposer en offrande du riz, du saké – qui est, rappelons-le, un alcool à base de riz –, du sel et de l'eau dans le *kamidana*, petit autel installé dans chaque maison. Il est également intéressant de mentionner

[616] Braudel, Fernand, op. cit., p. 236
[617] Harada, Nobuo. *Nihon shoku no rekishi* [en ligne].
https://www.maff.go.jp/j/keikaku/syokubunka/culture/pdf/02_rekishi.pdf (consulté le 28 juillet 2023)

l'existence d'un adage célèbre affirmant la présence de sept dieux dans chaque grain de riz : *hitotsubu no okome niwa shichinin no kamisama ga iru*.

Comme expliqué précédemment, la prééminence du riz et l'absence de tradition pastorale qui en découle accouchèrent d'une alimentation faible en viande, qui se limitait en gros à la consommation occasionnelle de gibiers tels que le sanglier et le cerf. La place marginale occupée par la viande fut encore détériorée par des décisions politico-religieuses : l'empereur Tenmu promulgua ainsi en 675 l'édit d'interdiction de la viande (*nikushoku kinshi rei*), produit d'un mélange de considérations bouddhiques et de superstitions plus anciennes se rapportant aux récoltes de riz[618].

Au XVIe siècle, les Japonais découvrirent grâce à l'arrivée des Portugais certains éléments de la nourriture occidentale, laquelle fut étiquetée « cuisine des barbares du sud » : les tempuras, la préparation *nanbanzuke* ou encore les gâteaux castella, inspirés respectivement des plats frits, de l'escabèche et du *pão de ló*, furent élaborés à cette époque[619]. Mais ce fut bien à la suite de la restauration de Meiji que la cuisine occidentale fut introduite au Japon pour de bon. Dans un premier temps, de nombreux restaurants dits « occidentaux » ouvrirent leurs portes dans les grandes villes. Tandis que l'on apprenait à apprécier le pain, les boulangeries se multipliaient à travers le pays. Au même moment, de nouveaux légumes faisaient leur apparition dans les épiceries : maïs, pommes de terre, haricots, oignon, épinard, chou, laitue, asperges, persil...[620] Il se produisit dans ce contexte un engouement particulier pour le pot-au-feu de bœuf (*ushinabe*), dont la consommation revêtit une dimension politique et civilisationnelle. Fleurit à ce moment-là une maxime révélatrice de l'air du temps : « Qui ne mange pas de pot-au-feu de bœuf ne s'ouvre pas »[621]. L'ouverture dont il était ici question était l'ouverture au monde, à l'Occident, à la modernité. Absente des menus nippons depuis des siècles, la viande devenait l'un des symboles de la modernisation du pays. Fukuzawa Yukichi publia ainsi en 1870 un article intitulé *Nikushoku no setsu* (« Opinion sur le fait de manger de la viande »), dans lequel il prônait la consommation de viande et de produits laitiers pour des raisons à la fois culturelles et de santé[622]. Ce fut dans ce contexte intellectuel qu'en 1871, l'édit d'interdiction de la viande, promulgué en 675 et resté en vigueur pendant près de 1200 ans, fut aboli par l'empereur Meiji. Bien qu'applaudie par les occidentalistes et partisans de la modernisation, cette décision choqua

[618] Ibid.
[619] Katayose, Makiko. Nanban ryōri no rūtsu wo motomete: ajia kakuchi ni ikizuku miwaku no yūgō-ryōri. In : *Food Culture*, 2013, vol. 23, p. 11
[620] Harada, Nobuo, op. cit.
[621] Ibid.
[622] Fukuzawa, Yukichi. *Nikushoku no setsu* [en ligne].
https://www.aozora.gr.jp/cards/000296/files/47343_42900.html (consulté le 3 août 2023)

une partie de la population plus traditionaliste. Le 18 février 1872, dix fervents shintoïstes attaquèrent le palais impérial en réclamant le rétablissement de l'édit et, d'une manière plus générale, le rejet des pratiques apportées par les étrangers ; au terme de cette folle entreprise, quatre des assaillants furent tués, un fut grièvement blessé et les cinq autres furent arrêtés[623]. La réaction violente de ces dévots témoigne de la profondeur des transformations culturelles prescrites alors par le jeune gouvernement de Meiji.

La rencontre des saveurs occidentales – ou diffusées par les Occidentaux – et japonaises donna naissance à certains plats devenus depuis lors des incontournables de la gastronomie nippone : le *karēraisu* (riz au curry), les *korokke* (croquettes de purée de pomme de terre), le *tonkatsu* (porc pané et frit), l'*omuraisu* (omelette farcie au riz) et l'*anpan* (pain fourré à la pâte de haricots rouges) en sont de bons exemples. Vers la fin de l'époque Meiji, l'on se mit à parler de *wayōsecchū-ryōri*, que l'on traduirait par « cuisine de compromis nippo-occidental », pour désigner les mets issus de ce métissage culinaire[624].

La Seconde Guerre mondiale et la défaite face aux États-Unis provoquèrent un bouleversement des habitudes alimentaires des Japonais. Une fois les épisodes de famines surmontés, la société nippone eut peu à peu accès aux produits étrangers, tel que le pain qui se présentait comme un substitut naturel du riz et qui s'était d'autant plus démocratisé que les aides alimentaires fournies par les Alliés comportaient une part importante de farine[625]. Selon Morita Akira, spécialiste des politiques agricoles et alimentaires dans le Japon d'après-guerre, les transformations des habitudes furent facilitées, d'une part, par une défiance généralisée à l'égard de ce qui était perçu comme « traditionnel » et, d'autre part, par la généralisation du salariat qui entraîna un bouleversement des modes de vie et des besoins nutritifs[626]. Sans minimiser le rôle que jouèrent ces éléments, il s'agit de rappeler que les causes principales de l'évolution des habitudes alimentaires furent la forte croissance économique et l'enrichissement de la population, l'expansion du commerce international, le développement des supermarchés et le progrès technologique, lequel se matérialisa dans la démocratisation du réfrigérateur domestique et de la cuisinière à gaz.

Selon Harada, les habitudes alimentaires et la gastronomie furent frappées durant l'époque de la Bulle par une « vague de diversification[627] » [*traduction par l'auteur*]. Considérée depuis

[623] Majima, Ayu. Nikushoku to iu kindai : meijiki nihon ni okeru shokuniku gunji juyō to nikushokukan no tokuchō. In : *Asian cultural studies (Special issue)*, 2002, vol. 11, p. 214
[624] Minami, Naoto. Nihon ni okeru seiyō no shokubunka dōnyū no rekishi. In : *Kokusai kenkyū ronsō*, 2004, vol. 18(1), pp. 95-96
[625] Harada, Nobuo, op. cit.
[626] Morita, Akira. Nihon no shoku no henka no sengoshi. In : *Nōgyō kenkyū*, 2021, vol. 34, pp. 277-284
[627] Harada, Nobuo, op. cit.

Meiji comme le summum du raffinement, la cuisine française devint soudainement accessible à une classe moyenne ravie de découvrir ces nouvelles saveurs dans des décors néoclassiques composés d'une argenterie éblouissante, de nappes blanches, de chaises médaillon style Louis XVI, de lustres en cristal et d'une moquette bordeaux ; cette élégance, si longtemps fantasmée, s'épanouissait désormais au cœur des villes japonaises[628] ! L'ouverture en 1984 du restaurant gastronomique *La Tour d'Argent* à Tokyo, à deux pas du palais d'Akasaka où séjournent les chefs d'État étrangers lors de leurs visites officielles, attestait à la fois d'un engouement culinaire vif, d'une soif ardente de somptuosité et de cette prospérité inédite dont se délectaient les citoyens nippons.

Le restaurant français fut aussitôt bien davantage qu'un lieu de gastronomie et de découverte culinaire : il devint l'espace du dîner romantique, le territoire que l'on foulait pour marquer le coup. Les magazines masculins tels que *Popeye* et *Hot-Dog PRESS*, deux géants des années 1980, recommandaient à leurs lecteurs – les sommaient, même – d'inviter leur compagne au restaurant français pour démontrer leur attachement et leur sérieux[629]. Pour être réussi, un rendez-vous amoureux devait désormais cocher la case « restaurant français ».

Parallèlement aux mets français furent introduits divers plats étrangers. Les Japonais découvrirent les subtilités de la cuisine italienne, qu'ils appelèrent alors *itameshi*, contraction d'*itaria no meshi*, soit « nourriture d'Italie ». Contrairement aux restaurants français excessivement solennels et corsetés au sein desquels on n'osait parfois à peine discuter, l'*itameshi* fut servi dans un cadre plus décontracté et festif, inspiré de la joyeuse trattoria et de son ambiance guillerette. À ce propos, la journaliste culinaire Hatanaka Mioko considère que la gaieté du restaurant italien conjuguée à son atmosphère « décontractée et anti-formelle[630] » [*traduction par l'auteur*] correspondit parfaitement à l'esprit festif de la Bulle. Hatanaka se remémore le décor d'*Il Boccalone*, ouvert en 1989 dans le quartier d'Ebisu à Tokyo et devenu rapidement l'un des établissements culte de l'époque :

> À l'instant où l'on ouvrait la porte résonnait un « *Buonasera* ! » radieux, en italien. Un morceau de jambon cru pendait depuis le plafond de la cuisine ouverte, et les murs étaient recouverts de posters de Serie A. C'était le stéréotype du restaurant italien, encombré, tel qu'on pouvait se l'imaginer. [...] Ce genre d'établissements *itameshi*, que

[628] Hatanaka, Mioko. Gurume-ka, mukokuseki-ka, soshite herushī-ka. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 71-72
[629] Enami, Noriyuki. *"Itameshi" "tiramisu būmu" towa nandatta noka? Baburu jidai ni bakuhatsuteki na ryūkō wo makiokoshita butaiura* [en ligne]. https://r.gnavi.co.jp/g-interview/entry/yajirobe/4558 (consulté le 4 septembre 2023)
[630] Ibid.

l'on se mit à appeler « restaurants de type *buonasera* », ouvrirent alors les uns après les autres[631] [*traduction par l'auteur*].

Parmi les plats italiens, l'on s'éprit tout particulièrement du tiramisu, qui devint rapidement l'un des symboles de la culture culinaire de la Bulle. Son succès fit suite à la parution en 1990 d'un article du magazine *Hanako* présentant le tiramisu comme « la nouvelle reine des desserts italiens » et affirmant avec autorité : « Désormais, la femme citadine doit connaître tous les restaurants où l'on mange de bons tiramisus[632] » [*traduction par l'auteur*].

Il se produisit également un engouement pour les plats d'Asie du Sud-Est, appelés maladroitement « cuisine ethnique » (*esunikku ryōri*), expression témoignant manifestement d'une vision du monde occidentalocentrée et biaisée : tandis que les spécialités européennes se retrouvent classées par nation, les plats élaborés par le reste de l'humanité – Asie du Sud-Est, Moyen-Orient, Afrique et Amérique latine – sont gauchement qualifiés « d'ethniques ». Employé dans ce contexte, le terme « *esunikku* » on ne peut plus vague implique en outre un rang moindre, voire un niveau de civilisation inférieur, dès lors qu'il renvoie à une image « sauvage ». Les Japonais commencèrent également à parler durant la Bulle de cuisine « apatride » (*mukokuseki ryōri*) pour désigner toutes sortes de plats ne se rattachant pas à une tradition gastronomique nationale spécifique[633]. Au moment où l'appétit de la population grandissait se développait en parallèle le souci de la diète. Les plats équilibrés et *healthy* – prononcez *herushī* – prospéraient, les régimes farfelus se succédaient et les boissons énergétiques commençaient à être commercialisées (Pocari Sweat en 1980, Aquarius en 1983)[634]. Un vent de nouveauté et de créativité soufflait sur l'alimentation.

La passion pour la nourriture se retrouvait également dans les mangas, en particulier *Oishinbo*, dont la publication commença en 1983. Écrit par Kariya Tetsu et dessiné par Hanasaki Akira, *Oishinbo* retrace les aventures de Yamaoka Shirō, journaliste culinaire amené à goûter les mets du monde entier dans sa quête du « menu ultime ». L'œuvre connut tout de suite un succès phénoménal et contribua grandement à l'émergence du *gurume būmu*, ou « boom gourmet », une expression faisant référence à l'engouement soudain de la population

[631] Ibid.
[632] Yamaguchi, Yukiko. *Kazukazu no suītsu būmu wo tsukutta zasshi "Hanako" no sugosa* [en ligne]. https://www.excite.co.jp/news/article/E1450071598013/ (consulté le 4 septembre 2023)
[633] Aco, Mari. *Ryōri bangumi no rekishi wa, ryōri bunkashi sonomonoda* [en ligne]. https://toyokeizai.net/articles/-/183208?page=3 (consulté le 13 octobre 2023)
[634] Takeda, Takeshi. *Kenkō shokuhin heisei monogatari : kenkō shokuhin shijō 30 nen no furikaeri* [en ligne]. https://global-nutrition.co.jp/blog/heiseistory201907/ (consulté le 13 octobre 2023)

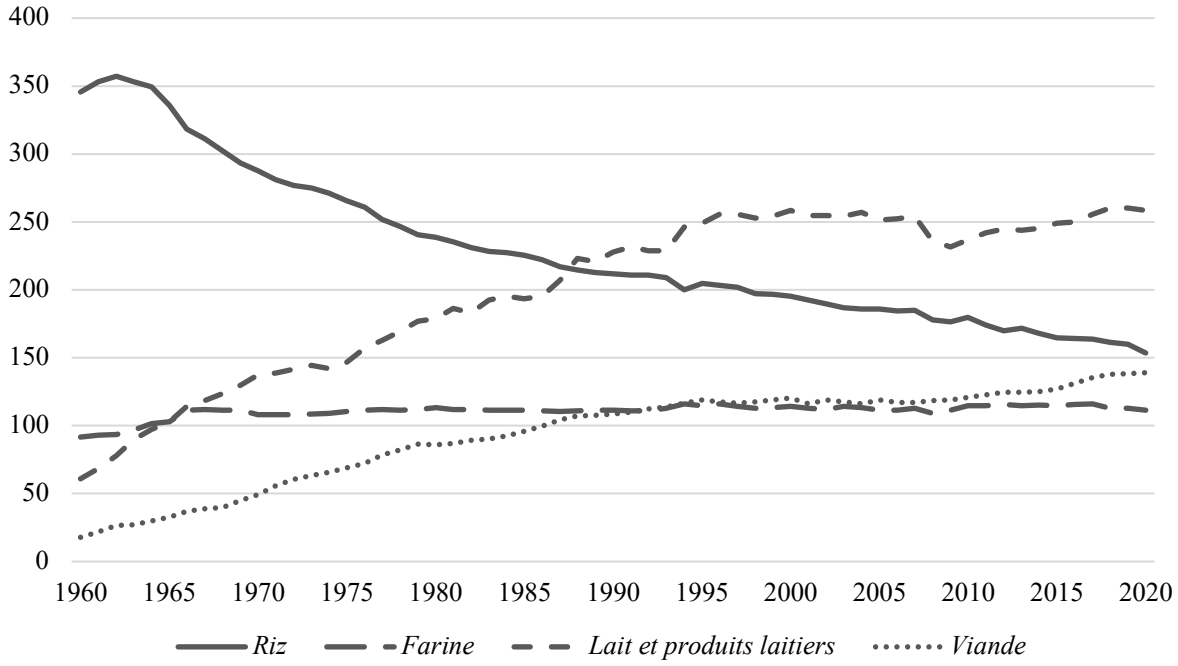
nippone pour la cuisine et les nouveautés culinaires à partir du milieu des années 1980[635]. *Oishinbo* fut publié pendant plus de trente ans et comprend à l'heure actuelle pas moins de cent-onze tomes, mais il fut mis en pause en 2014 à la suite d'un emballement médiatique provoqué par un passage contredisant les propos du gouvernement et des autorités locales au sujet de la catastrophe nucléaire de Fukushima de 2011 et de ses effets sur la santé de la population (le protagoniste est victime de saignements de nez soudains alors qu'il se rend dans les environs de la centrale nucléaire)[636]. Malgré cette fin regrettable, l'œuvre fait partie des mangas les plus lus au Japon, avec plus de 135 millions de livres vendus au total, soit une moyenne de 1,2 million de copies écoulées par tome (selon les chiffres de 2020)[637] ; en outre, le manga culinaire s'est depuis lors imposé comme un genre en soi et a donné naissance à de nombreux best-sellers tels que *Cooking Papa* (1985-) d'Ueyama Tochi, *Aji Ichi Monme* (1986-) d'Abe Zenta et Kurata Yoshimi, *Yakitate!! Ja-pan* (2002-2007) de Hashiguchi Takashi, *Toriko* (2008-2016) de Shimabukuro Mitsutoshi, *Hell's Kitchen* (2010-2014) de Nishimura Mitsuru et Amaji Gumi, ou encore *Food Wars!* (2012-2019) de Tsukuda Yūto et Saeki Shun.

Les habitudes alimentaires des Japonais subissaient des transformations profondes, notamment en matière de répartition des apports énergétiques. Soulignons tout d'abord que les années 1980 ne vinrent pas enrayer la chute de la consommation de riz amorcée au début des années 1960. Comme le montre le graphique 32 ci-dessous, le recul du riz est un phénomène continu que rien ne semble endiguer ou ralentir. Alors que la consommation journalière moyenne de riz par habitant était de 357 grammes en 1962, elle n'a cessé depuis de diminuer : 288 grammes en 1970, 239 en 1980, 212 en 1990, 195 en 2000... En 2020, le total ne s'élevait plus qu'à 154 grammes, soit moins de la moitié que soixante ans auparavant. Parmi les causes de cet effondrement sont couramment évoqués la diversification des aliments, le vieillissement de la population – les personnes âgées dépensent moins d'énergie et consomment de ce fait moins de féculents –, la tendance à éviter les glucides pour ne pas grossir, la proportion de plus en plus faible des individus se faisant à manger et le succès grandissant des plats cuisinés. Selon plusieurs sondages réalisés auprès de la population japonaise, la raison la plus souvent citée

[635] Ukita, Asuku. *"Ryōri – gurume manga" rankingu, ichii wa "oishinbo"! "Sanpiryōron attemo yappari ninki"* [en ligne]. https://woman.mynavi.jp/article/140507-56/ (consulté le 5 septembre 2023)
[636] McCurry, Justin. *Gourmet manga stirs up storm after linking Fukushima to nosebleeds* [en ligne]. https://www.theguardian.com/world/2014/may/22/gourmet-oishinbo-manga-link-fukushima-radiation-nosebleeds (consulté le 5 septembre 2023)
[637] Kakinoki, Hazumu. *Daininki anime "oishinbo" kōshiki YouTube channeru kaisetsu zen 121 episōdo ga kikangentei de muryōhaishin kettei! Gensakusha Kariya Tetsu shi ga komento* [en ligne]. https://prtimes.jp/main/html/rd/p/000000042.000036036.html (consulté le 5 septembre 2023)

derrière le recul du riz est que sa cuisson est pénible et trop longue, surtout lorsque l'on est pressé, notamment le matin avant d'aller au travail[638, 639].

Graphique 32: Consommation journalière par habitant (g)



Source : Ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche (*Shokuryō jukyū hyō*)

Le graphique 32 montre, outre les statistiques relatives à la consommation de riz, l'évolution de la consommation individuelle journalière de farine – et donc du pain –, des produits laitiers et de la viande. Le premier élément qui saute aux yeux est l'augmentation spectaculaire de la consommation de lait et de produits laitiers jusqu'à la moitié des années 1990 : d'une moyenne de 61 grammes par jour en 1960, elle s'accroît fortement jusqu'à dépasser les 250 grammes en 1996, date à partir de laquelle les chiffres se stabilisent. Une autre donnée marquante est la croissance continue de la consommation de viande, qui passe de 18 grammes par jour en 1960 à 139 grammes en 2020, soit presque huit fois plus. Alors qu'en 1960 un Japonais mangeait en moyenne 346 grammes de riz, 61 grammes de produits laitiers et 18 grammes de viande, il en consommait en 2020, dans le même ordre, 154, 259 et 141 grammes. Si ces tendances se poursuivent, la consommation de viande dépassera celle du riz dans quelques années à peine. Cette évolution constitue une transformation majeure au vu des habitudes alimentaires

[638] Kobayashi, Yusuke & Ōtsuki, Akira. Wakamono no kome banare no gen'in wo akiraka ni suru tame no chōsa bunseki. In : *Jōhōchishikigakkaishi*, 2018, vol. 28(2), pp. 186-193

[639] Shirai, Kazu, Nakaya, Yumi, Nagamura, Shōta, Nishida, Takuma, Hosogoe, Yūto & Yodo, Naho. *Nihonjin wa naze kome wo tabenakunatta noka? Kome shōhi genshō no yōin bunseki* [en ligne]. https://www.kwansei.ac.jp/cms/kwansei/pdf/department/economics/0000108555.pdf (consulté le 4 août 2023)

séculaires décrites précédemment, dans lesquelles le riz occupait une place centrale et même sacrée. Le fait que la viande, dont la consommation fut officiellement interdite pendant 1200 ans, et le lait se soient à tel point implantés dans une société autrefois dépourvue de tradition pastorale est impressionnant.

Il ne semble toutefois pas que les années 1980 et l'époque de la Bulle aient altéré, accéléré ou freiné ces tendances. Bien que les courbes des consommations de riz et de produits laitiers se croisent en 1988 en plein milieu de la Bulle, ce timing, bien que symboliquement marquant, doit être interprété comme une simple coïncidence.

L'alimentation des citoyens nippons se diversifiait et « s'internationalisait ». Cette internationalisation ne se résumait d'ailleurs plus à un processus unilatéral : ce fut en effet durant les années 1980 que les Occidentaux découvrirent les spécialités de l'archipel, un phénomène que les Japonais appellent communément *nihon-shoku boom* (« boom de la cuisine nippone »). L'une des raisons couramment évoquées pour expliquer le succès de la cuisine japonaise à l'étranger est le fait qu'elle soit réputée particulièrement saine et équilibrée : les aliments sont variés et les quantités légères, la plupart des mets utilisent des doses réduites de sel, de sucre et de matières grasses, les repas sont relativement peu calorifiques tandis que leur apport nutritionnel est riche et diversifié.

Aux États-Unis, les inquiétudes croissaient concernant la malnutrition. Le Comité spécial du Sénat des États-Unis sur la nutrition et les besoins humains (*United States Senate Select Committee on Nutrition and Human Needs*), communément appelé « Comité McGovern » d'après le nom de son président, le sénateur démocrate George McGovern, avait ainsi été formé sous l'administration Johnson en 1968 pour étudier le problème de la sous-alimentation sur le territoire américain et proposer des solutions pour y remédier ; après quelques années de recherches, le Comité avait constaté que la question majeure n'était pas tant la sous-alimentation que la malnutrition et, surtout, la surnutrition. Le Comité publia en 1977 un rapport intitulé *Dietary Goals for the United States*, soit « les objectifs alimentaires pour les États-Unis », dans lequel on affirmait que les citoyens américains s'étaient mis à délaisser les fruits, les légumes et les produits céréaliers au profit d'une consommation excessive de matières grasses et de sucre, une tendance alarmante au vu des risques accrus de problèmes cardiaques, de cancers, de maladies cardiovasculaires, de diabètes, d'artérioscléroses et de cirrhoses du foie.[640] Le rapport McGovern fixait des objectifs nutritionnels – éviter les cas de surpoids en ajustant la consommation individuelle de calories, augmenter la consommation de glucides

[640] Select Committee on Nutrition and Human Needs United States Senate. *Dietary Goals for the United States*. Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 1977, p. 1

complexes (produits céréaliers et légumineuses) et réduire celle de sucre raffiné, de matières grasses, de cholestérol et de sel, remplacer la consommation de graisses saturées par celle de graisses insaturées – et suggérait de modifier certaines habitudes alimentaires : manger davantage de fruits, légumes et céréales complètes, consommer moins de produits gras et sucrés, etc.[641] Dans ce contexte, la cuisine nippone apparut graduellement, à la fois aux yeux des Japonais qu'à ceux des Occidentaux, comme un contre-modèle à la nourriture américaine, désormais considérée comme particulièrement malsaine. En 1980, le ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche du Japon publia un papier intitulé « Direction générale de la politique agricole pour les années 1980 » (*80 nendai no nōsei no kihon hōkō*), dans lequel étaient mises en avant les habitudes alimentaires des citoyens nippons : l'on expliquait notamment que l'équilibre entre les trois macronutriments que sont les protéines, les lipides et les glucides, dont le ratio de consommation s'élevait alors respectivement à 13 %, 25,5 % et 61,5 %, était idéal[642].

Les premiers produits japonais à s'exporter avaient été, à partir des années 1960, la sauce soja, l'exhausteur de goût Ajinomoto (également appelé glutamate monosodique ou glutamate de sodium), ainsi que les nouilles instantanées[643]. Mais le plat qui devint le symbole de la cuisine nippone à l'étranger fut, bien entendu, le sushi : il s'imposa soudainement vers la fin des années 1970 dans les restaurants américains, principalement à Los Angeles et à New York, avant de surgir dans d'autres métropoles telles que Londres, Singapour ou São Paolo, puis de prospérer dans le monde entier[644]. Namimatsu Nobuhisa, spécialiste de l'histoire agricole, rappelle pourtant que ce succès ne fut pas immédiat. Lorsqu'il débarqua aux États-Unis au milieu des années 1960, le sushi se heurta à la réserve des consommateurs américains : il leur paraissait étrange, voire invraisemblable, de manger du poisson cru, tandis que les algues séchées, le *nori*, n'étaient à leurs yeux pas appétissantes[645]. Ce fut alors qu'apparut au début des années 1970 le *California roll*, sushi de type *maki* (rouleau) contenant notamment de l'avocat, du concombre et du crabe ou du surimi, et dont la particularité était d'être roulé « à l'envers », c'est-à-dire avec la feuille d'algue à l'intérieur. S'il existe plusieurs versions contradictoires concernant la paternité du plat – les uns affirment qu'il aurait été créé par Mashita Ichiro, cuisinier dans un restaurant de Los Angeles, d'autres soutiennent que le mérite en reviendrait à Ken Seusa, lui aussi restaurateur à Los Angeles, d'autres encore considèrent

[641] Ibid., p. 4
[642] Kumakura, Isao. *Nihon no dentōteki shokubunka to shite no washoku* [en ligne]. https://www.maff.go.jp/j/keikaku/syokubunka/culture/pdf/01_washoku.pdf (consulté le 3 septembre 2023)
[643] Namimatsu, Nobuhisa. Dentōshoku "sushi" no henbō to gurōbaruka. In : *Kyōto sangyō daigaku nihon bunka kenkyūjo kiyō*, 2019, vol. 24, p. 38
[644] Ibid.
[645] Ibid., pp. 59-60

que le véritable inventeur fut Tōjō Hidekazu, cuisinier basé à Vancouver – il ne fait aucun doute que le *California roll*, exemple parfait de métissage culinaire ou de « cuisine fusion », contribua grandement à faire connaître le sushi aux États-Unis en le rendant plus accessible aux palais et esprits occidentaux. En une décennie, le sushi parvint à séduire les gastronomes des plus grandes villes américaines, européennes et asiatiques, puis se démocratisa au cours des années 1990 pour être finalement connu de tous. L'on notera que cette démocratisation tira notamment parti de l'apparition des *kaitenzushi*, ces restaurants servant leurs sushis sur des tapis roulants, généralement connus à l'étranger sous l'appellation *sushi trains*[646]. Le sushi dut ainsi son succès fulgurant sur la scène gastronomique internationale à son adaptabilité, telle que le montre l'exemple du *California roll*, ainsi qu'au fait qu'il se présenta, à travers les *kaitenzushi*, comme une expérience tant ludique que culinaire.

L'adaptabilité du sushi offrit de multiples possibilités d'innovations et de mélanges : outre le *California roll*, le *Philadelphia roll* à base de saumon et de fromage à la crème, le *B.C. roll* composé de saumon et de concombre, le *dynamite roll* contenant une crevette en tempura, le *spicy tuna roll* fait de thon épicé s'imposèrent comme de véritables incontournables en Occident, ou du moins aux États-Unis, en dépit de l'hostilité de certains puristes attachés aux recettes « classiques ». Il existe désormais une multitude de sushis « locaux », spécifiques à un pays ou à une région du monde : le *spider roll* au crabe et l'éclatant *volcano roll* en Amérique du Nord, le très épicé *Tampiko roll* au Mexique, le *monkey roll* à la banane au Brésil, le *golden California roll* contenant de la confiture de framboise en Pologne... Désormais, le sushi se développe, se transforme et se réinvente hors du Japon.

Au fil des ans, l'intérêt pour la cuisine nippone ne fit que croître : selon les chiffres du ministère de l'Agriculture, des Forêts et de la Pêche, le nombre de restaurants japonais à l'étranger passa d'environ 24 000 en 2006 à 55 000 en 2013, 89 000 en 2015, 118 000 en 2017, 156 000 en 2019 et 159 000 en 2021, soit presque sept fois plus en quinze ans[647]. Parmi le total de 2021, l'on notera que la répartition régionale est très inégale : 63 % de ces restaurants se situent en Asie, 20 % en Amérique du Nord et 10 % en Europe, tandis que seuls 5 % se trouvent en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient réunis. Le déséquilibre important entre ces proportions indique qu'en matière de rayonnement culturel, l'internationalisation du Japon demeure un phénomène qui varie grandement en fonction des différentes régions du monde.

[646] Ibid., p. 63

[647] Export and International Affairs Bureau, Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries. *Kaigai ni okeru nihonshoku resutoran no kazu* [en ligne]. https://www.maff.go.jp/j/shokusan/eat/attach/pdf/160328_shokub-13.pdf (consulté le 3 septembre 2023)

La mode vestimentaire

L'évolution des rapports entretenus par le Japon avec le reste du monde se manifesta de manière éclatante dans le domaine de la mode. Les développements de l'industrie vestimentaire révélèrent le caractère ambigu de « l'internationalisation » à laquelle aspirait la société nippone, déterminée à embrasser les codes occidentaux tout en faisant rayonner son génie national renouvelé. À partir des années 1970, quelques stylistes japonais s'immiscèrent dans le cercle privilégié des grands créateurs : établi depuis quelques années à Paris, Takada Kenzō fonda en 1970 son illustre label Kenzo ; en 1973, Issey Miyake (ou Miyake Issei) présenta sa collection lors de la première Semaine de la mode de Paris ; des couturiers tels que Yamamoto Kansai et Mori Hanae commençaient également à se faire un nom. Puis, dès le début des années 1980, les amateurs de mode découvrirent à travers les stylistes Kawakubo Rei, fondatrice de la marque Comme des Garçons, et Yamamoto Yōji un style inédit, extravagant et détonnant, dans lequel on crut apercevoir des caractéristiques spécifiquement « japonaises ». La journaliste Antigone Schilling explique en quoi ces deux artistes, en transgressant les codes, avaient bouleversé les podiums parisiens :

> [Kawakubo et Yamamoto arrivèrent] avec, dans leurs bagages, une mode au style très en rupture avec un Occident élégant où le vêtement, le plus souvent dans un registre de quasi séduction, mettait le corps en valeur. [...] Le noir, l'asymétrie, le non fini (bords francs, effilochés), la déconstruction, mais aussi la présence de trous, imposèrent une esthétique anti-mode, destroy, voire pré-grunge[648].

Contrairement à Kenzo, qui s'était élevé au sommet du stylisme en mettant en scène une explosion de couleurs et de motifs, Miyake, Kawakubo et Yamamoto proposaient des coupes sombres, déstructurées et révolutionnaires que l'on qualifierait bientôt « d'avant-gardistes »[649]. Dans un registre plus cynique, les formules « Hiroshima chic » et « post-atomique » furent imaginées pour désigner le style de Kawakubo et Yamamoto, en référence à l'apparence accidentée et apocalyptique de leurs collections[650, 651].

---

[648] Schilling, Antigone. *Avec le temps, la mode japonaise est devenue une quasi-norme* [en ligne]. http://www.slate.fr/story/169782/mode-japon-haute-couture-revolution-noir-destructure-vetements-defiles-annees-1980 (consulté le 22 février 2021)
[649] Kawamura, Yuniya. The Japanese Revolution in Paris Fashion. In : *Fashion Theory*, 2004, vol. 8(2), p. 196
[650] Hyzagi, Jacques. *Rei Kawakubo's redical chic* [en ligne]. https://www.theguardian.com/fashion/2015/sep/20/rei-kawakubo-radical-chic (consulté le 23 février 2021)
[651] Frankel, Susannah. *Perpetual Revolution: The Paradox of Yohji Yamamoto* [en ligne]. https://www.anothermag.com/fashion-beauty/11129/perpetual-revolution-the-paradox-of-yohji-yamamoto (consulté le 24 février 2021)

Selon Miyake, « durant les années 1980, les créateurs de mode nippons amenèrent un nouveau type de créativité ; ils apportèrent quelque chose que l'Europe n'avait pas[652] » [*traduction par l'auteur*]. Quelque chose que l'Europe jugea, dans un premier temps tout du moins, bizarre. La sociologue Kawamura Yuniya rapporte les réactions éberluées de journalistes de mode découvrant un genre encore inconnu : « Le drapage asymétrique, les superpositions étranges, les chaussures bizarroïdes et le maquillage tout autant bizarroïde (avec des oreilles rouges et pas de rouge à lèvres) étaient tous présents, de même que le sentiment archaïque qui émanait des vêtements[653] » [*traduction par l'auteur*]. D'autres observateurs se montrèrent bien plus féroces dans leur critique, telle Janie Samet découvrant avec sidération la collection Comme des Garçons : « Dans la chienlit générale, des coups de ciseaux torpillent les vestes ou réduisent un trench à un empiècement qu'on enfile sur une blouse en papier d'emballage froissé... Décadence et caricature de clodos[654]. » Aux réactions interloquées ou moqueuses se mêlaient pourtant des applaudissements et des éloges. Les plus compréhensifs crièrent vite au génie.

Le caractère subversif et populaire des tenues avant-gardistes découlait de leur conception même : certaines d'entre elles s'inspiraient, par exemple, des costumes de pêcheurs et fermiers nippons. À la différence d'une Mori qui « apportait à l'Occident le luxe et la beauté ultimes du Japon à travers l'utilisation de produits culturels japonais adaptés à l'esthétique occidentale[655] » [*traduction par l'auteur*], Miyake, Kawakubo et Yamamoto faisaient fi de l'allure noble et délicate pour introduire un panache plébéien, rustre mais audacieux. Mori aspirait, selon ses mots, à « joindre la tradition orientale au système vestimentaire occidental[656] » [*traduction par l'auteur*] ; quant aux avant-gardistes, ils prétendaient bâtir un style novateur, aux accents révolutionnaires. Ces derniers instituaient même une rupture radicale, voire le rejet des normes japonaises. Kawakubo explique ainsi avoir été profondément influencée par le mouvement féministe, auquel le nom de sa marque, Comme des Garçons, résonne comme un hommage, de même que par la culture punk, qu'elle avait découverte dans la Londres des années 1970-1980, mais pas par le sens esthétique nippon :

> Je construis mes œuvres de l'intérieur, à défaut de répondre à la demande de vêtements sexualisés et ostentatoires. [...] Être née au Japon est un accident. Il n'y a pas de

[652] Kawamura, Yuniya, op. cit., p. 196
[653] Ibid., p. 202
[654] Schilling, Antigone, op. cit.
[655] Kawamura, Yuniya, op. cit., p. 217
[656] Ibid.

> corrélation directe avec mes créations. [Mon travail] est une chose très personnelle – tout vient de l'intérieur[657] [*traduction par l'auteur*].

À travers son usage généreux du noir et son refus de mettre en valeur les formes charnelles, Kawakubo se dressait – avec quelques années d'avance – contre la mode de la Bulle, étincelante et flamboyante, caractérisée par les costumes tape-à-l'œil et les robes moulantes ; pourtant, la créatrice avait pleinement intériorisé les valeurs libérales et cosmopolites que l'on célébrait alors tant au Japon, ce pays dont elle se croyait affranchie. Yamamoto semble avoir suivi une démarche similaire quant au désir de dissimuler une sensualité trop brusque :

> Mon point de départ était une volonté de protéger le corps humain. Voilà le commencement : cacher les corps des femmes. Il s'agit de la sexualité, il s'agit de la protéger. [...] Lorsque je me suis mis à créer les vêtements pour ma ligne Y's en 1977, mon seul souhait était que les femmes portent des habits d'hommes[658] [*traduction par l'auteur*].

En revanche, Yamamoto se montre moins catégorique que son confrère en ce qui concerne sa relation au Japon. S'il n'apprécie pas être qualifié de « designer japonais », il reconnaît l'existence d'une certaine connexion qu'il associe à un « échange exotique[659] » [*traduction par l'auteur*].

En quelques années, les créateurs nippons se retrouvèrent au centre des regards. Lors de la Semaine de la mode de Paris automne-hiver 1983, la journaliste Barnadine Morris écrivait :

> Au cours du premier jour d'une série de plus d'une semaine de défilés, l'accent dominant était japonais.
> Il y a quelques années, les créateurs japonais ont commencé à présenter leurs collections ici, devant des salles vides. Maintenant, tout le monde arrive un jour plus tôt que d'habitude pour assister à leurs défilés. Le roulement de tambour a annoncé la collection Comme des Garçons de Kawakubo Rei, la plus forte et la plus créative des créateurs tokyoïtes. Voici le look japonais moderne dans sa forme la plus pure. Les traditionalistes peuvent le railler, mais ils ne peuvent pas l'ignorer. Les vêtements sont amples, forts et étranges. Ils ne semblent pas provenir d'une autre culture, mais d'une autre planète. Ils ne peuvent pas être décrits en termes conventionnels[660] [*traduction par l'auteur*].

---

[657] Hyzagi, Jacques, op. cit.
[658] The Talks. *Yohji Yamamoto: "People Have Started Wasting Fashion"* [en ligne]. https://the-talks.com/interview/yohji-yamamoto/ (consulté le 24 février 2021)
[659] Ibid.
[660] Morris, Bernadine. *Japan Goes Own Way in Paris* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1983/10/15/style/japan-goes-own-way-in-paris.html (consulté le 16 octobre 2023)

Le succès grandissant du Japon en matière de mode vestimentaire se matérialisa par l'organisation en avril 1985 de la première édition de la Tokyo Prêt-à-Porter Collection, de l'établissement en juillet du Council of Fashion Designers, Tokyo (CFD Tokyo) par les six créateurs Issei Miyake, Kawakubo Rei, Matsuda Mitsuhiro, Mori Hanae, Yamamoto Kansai et Yamamoto Yoji, puis de l'inauguration en novembre de la Tokyo Collection, qui deviendrait rapidement l'une des semaines de la mode les plus suivies dans le monde[661].

Au moment où les créateurs japonais brillaient à l'international, l'enrichissement de la population nippone et l'ouverture économique du pays se traduisirent par un engouement pour les marques de luxe occidentales. À partir de 1985 se produisit une explosion des importations de marques étrangères telles qu'Armani, Versace, Gucci et Prada, tandis que les stylistes étrangers comme Norma Kamali, Donna Karan, Calvin Klein ou Ralph Lauren étaient portés aux nues[662].

Si Tokyo est considéré de nos jours comme l'une des capitales de la mode, elle le doit ainsi certainement au tournant qu'ont représenté les années 1980. L'essayiste Tanigawa Naoko abonde dans ce sens : « On peut affirmer que les années 1980 sont la période durant laquelle, pour la première fois, les marques japonaises rivalisent avec leurs homologues occidentales[663] » [*traduction par l'auteur*].

Le cinéma

Les Japonais découvrirent le septième art au crépuscule du XIXe siècle. La première expérience « cinématographique » consista en l'organisation de séances de kinéscope par l'armurier Takahashi Shinki, d'abord à Kobe en novembre 1986 puis à Osaka et Tokyo[664]. L'année suivante furent importés le Cinématographe des frères Lumière et l'appareil de projection Vitascope de Thomas Edison[665]. Les premiers caméramans nippons, Asano Shirō, Shibata Tsunekichi, Shirai Kanzō et Komada Kōyō, apparurent dans la foulée, filmant dans les

[661] Fashionsnap. *Tōkyō korekushon wa dono yō ni shite hajimatta no ka? Rekishi to henkaku* [en ligne]. https://www.fashionsnap.com/article/tokyo-collection-history/ (consulté le 16 octobre 2023)
[662] Tanigawa, Naoko. Arayuru aitemu ga detsukushita shifuku no jidai. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 199-200
[663] Tanigawa, Naoko, op. cit., p. 200
[664] Simon, Pascale. Chronologie : Les premières années du cinéma au Japon (1896-1920). In : *Ebisu*, 2001, vol. 26, p. 93
[665] Ibid.

rues tokyoïtes les scènes de la vie quotidienne et le mouvement des geishas[666]. Le cinéma japonais était né.

Bien qu'importée d'Occident, cette nouvelle forme d'art s'inscrivit au pays du Soleil-Levant dans son propre héritage culturel. Le critique de cinéma et journaliste Max Tessier souligne cette spécificité :

> Si le cinéma français entretient à ses origines des rapports privilégiés avec la littérature, tandis que le cinéma américain est dès le début fondamentalement « physique », le cinéma japonais est indubitablement issu du théâtre traditionnel, dont le kabuki est l'expression la plus populaire. [...]
> Pendant toute sa période « primitive », le cinéma est tributaire du théâtre, qu'il s'agisse du kabuki, ou d'autres formes de la scène comme le *shingeki* (« nouveau théâtre » inspiré par l'Occident) ou le *shimpa* (tendance modernisée du kabuki)[667].

La première moitié du XXe siècle fut marquée au Japon par l'immense succès du cinéma muet et des *benshi*, les conteurs de films[668]. Succédèrent à cette période d'essor et de créativité une quinzaine d'années de contrôle politique, exercé tour à tour par le gouvernement impérial puis par l'occupant américain. Tessier écrit à propos de la seconde phase de censure :

> [...] Tout esprit militariste et « médiéval » devait être éradiqué, ce qui laissait le champ large aux responsables de cette nouvelle censure et aux lois antitrust. Un certain nombre de films historiques furent ainsi interdits pour propagation supposée de « l'esprit féodal » [...]. En bref, tout film portant sabre et kimono était suspect de « féodalisme » ![669]

Les années 1950 sonnèrent la fin de la censure et correspondirent à l'âge d'or du cinéma nippon. Les Occidentaux découvrirent avec enthousiasme les œuvres de Kurosawa Akira (*Rashōmon* en 1950, *Vivre* en 1952, *Les Sept Samouraïs* en 1954), Mizuguchi Kenji (*La Vie d'O'Haru femme galante* en 1952, *Les Contes de la lune vague après la pluie* en 1953, *L'Intendant Sansho* et *Les Amants crucifiés* en 1954) et Ozu Yasujirō (*Printemps tardif* en 1949, *Été précoce* en 1951, *Voyage à Tokyo* en 1953), les « trois rois[670] » du cinéma japonais.

---

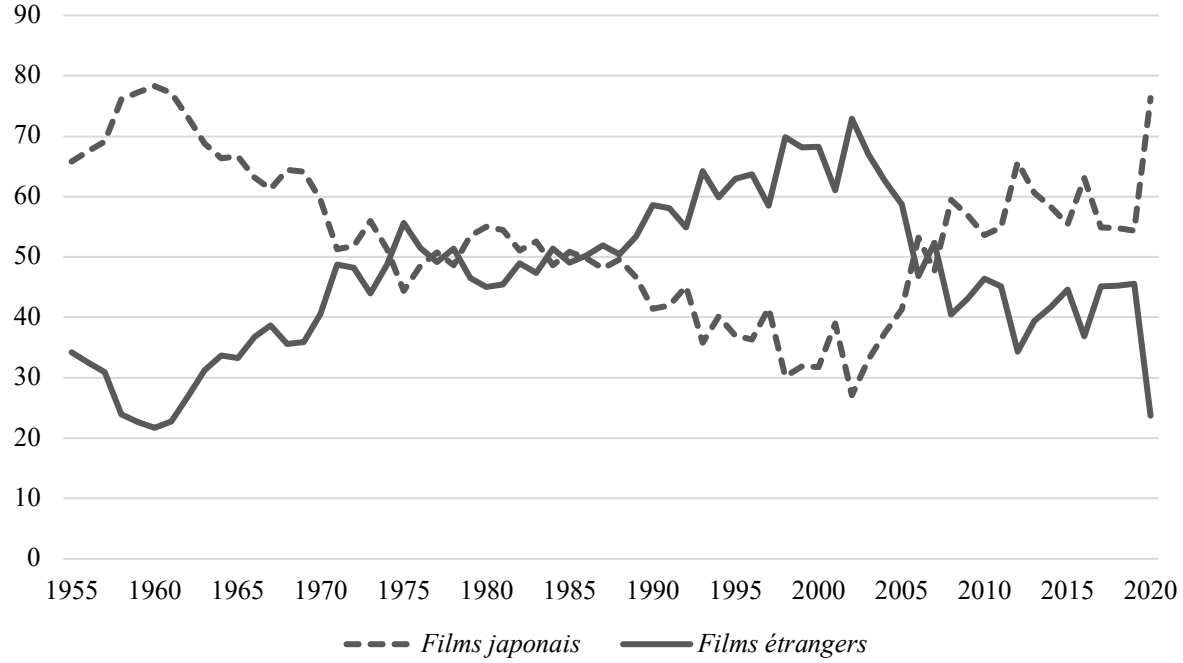
[666] Richie, Donald. *A Hundred Years of Japanese Film*. Tokyo : Kodansha International, 2005, p. 17
[667] Tessier, Max. *Le cinéma japonais*. Malakoff : Armand Colin, 2018, pp. 21-22
[668] Richie, Donald, op. cit., pp. 18-19
[669] Tessier, Max, op. cit., p. 45
[670] Howe, Desson. *The Three Kings* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/2002/08/16/the-three-kings/3e89db63-182d-4011-af0b-6f91eabac708/ (consulté le 17 octobre 2023)

La période d'expansion ne dura pas. Les cinéphiles étrangers se détournèrent progressivement des productions nippones, dont la qualité se dégradait. Tessier regrette ce développement : « Depuis les années 1970-1980, ce sont [...] les indépendants qui représentent le cinéma japonais à l'étranger. Et l'on peut dire que le cinéma classique, tel qu'on l'admire en France, est bien mort[671]. » L'auteur estime que les années 1980 représentèrent une véritable « crise artistique[672] » pour le cinéma nippon. Engluées dans des logiques commerciales et mises à mal par le triomphe de la télévision, les maisons de productions avaient entrepris plusieurs transformations qui s'étaient révélées préjudiciables à la qualité intrinsèque des films : les metteurs en scène, qui étaient jusqu'alors formés en tant qu'assistants auprès de « maîtres » reconnus, pouvaient dorénavant se contenter de suivre un apprentissage lacunaire et moins prestigieux, à la télévision ou dans la publicité. Par ailleurs, l'on se mit à délaisser les acteurs talentueux au profit de chanteurs, pop-stars et autres *tarento*, ces personnalités coutumières des plateaux télévisés ; ces jeunes recrues possédaient un beau visage et une allure svelte, ce qui leur assurait le socle nécessaire d'admirateurs, mais elles étaient pour la plupart dépourvues de réel don d'acteur. Ces développements contribuèrent au déclassement du cinéma nippon aux yeux des amateurs étrangers : Tessier parle d'un « système en panne » ayant abouti à la production d'œuvres « consternant[es] » ou « calamiteu[ses] »[673] ; Camille Gueymard déplore les « moroses "eighties" » et leurs films « mornes » se caractérisant par des thématiques « potentiellement riches, mais mal exploité[e]s », « des tournages réalisés en vitesse », un déluge de « formules, [...] carton-pâte, [et] personnages sans spontanéité », le tout agrémenté d'effets spéciaux « transpir[ant] le manque de moyens[674] ».

À partir des années 1960, le public japonais s'était peu à peu détourné des productions nationales en faveur des films hollywoodiens. La part de marché des films étrangers sur l'archipel avait connu une progression fulgurante dans les années 1960-1970, passant de 22 % en 1960 à 56 % en 1975 ; puis, après un léger recul entre 1975 et 1980 (45 %), elle s'était envolée pour atteindre 59 % en 1990 et même 68 % en 2000 (voir graphique 33). Cette poussée se réalisait au détriment des films japonais, dont la part de marché avait dégringolé de 78 % en 1960 à 32 % quarante ans plus tard.

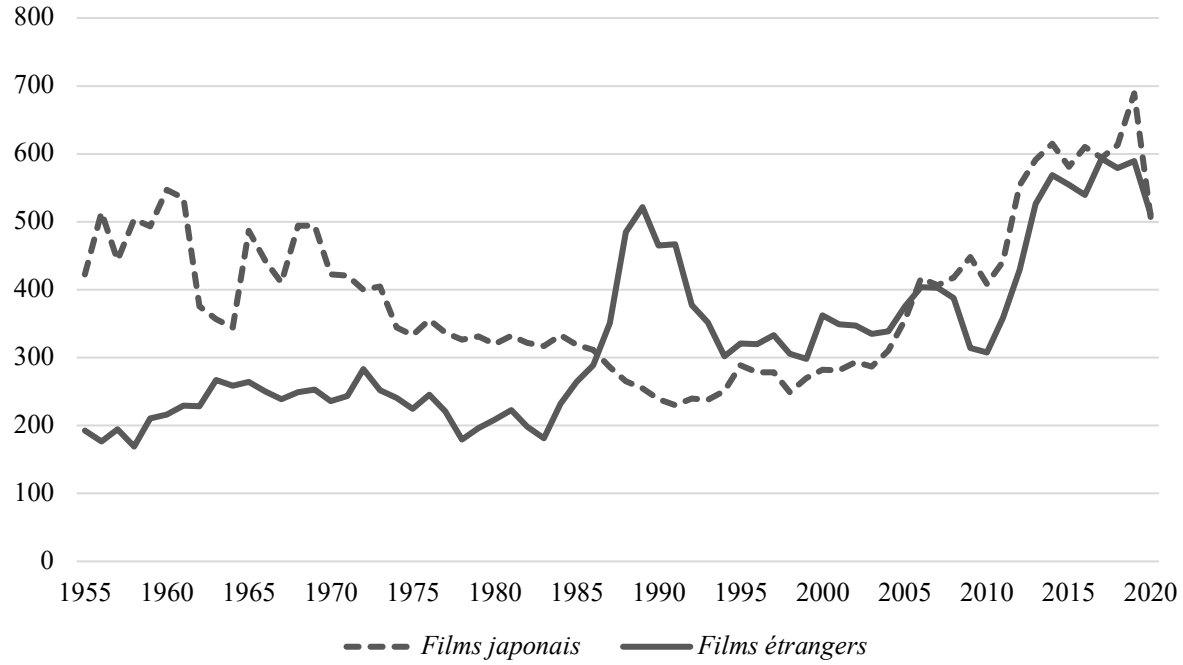
[671] Tessier, Max, op. cit., p. 18
[672] Ibid., p. 109
[673] Ibid.
[674] Gueymard, Camille. Où va le cinéma japonais ? In : *24 images*, 1987, vol. 36, p. 48

Graphique 33: Parts de marché (%), films japonais et étrangers



Source : Motion Picture Producers Association of Japan, Inc.

Graphique 34: Nombre de films sortis par année au Japon



Source : Motion Picture Producers Association of Japan, Inc.

Les chiffres concernant les nouvelles sorties témoignaient également de la crise que traversait le cinéma japonais : alors que les cinéastes nippons avaient produit jusqu'à 547 films en 1960, ce total ne s'élevait plus qu'à 423 en 1970, 320 en 1980 et 239 en 1990. Quant aux films étrangers distribués sur l'archipel, leur nombre avait explosé au cours des années 1980, passant de 181 nouvelles sorties en 1983 à 522 en 1989 (voir graphique 34).

En dépit du recul de la production domestique, certains longs-métrages parvinrent tout de même à attirer les foules. Ce fut notamment le cas d'*Antarctica* (1983), du remake de *La Harpe de Birmanie* (1985), des *Aventures de Chatran* (1986), de *Sur la route de la soie* (1988) et de *Ten to chi to* (1990). Les années 1980 correspondirent par ailleurs à l'émergence du Studio Ghibli, qui deviendrait bientôt le porte-drapeau de l'animation japonaise. Ses premiers films, désormais considérés comme des chefs-d'œuvre, ne furent pourtant pas, lors de leur sortie, les blockbusters que l'on pourrait s'imaginer : les recettes de *Nausicaä de la Vallée du Vent* (1984), du *Château dans le ciel* (1986), de *Mon voisin Totoro* (1988) et du *Tombeau des lucioles* (1988) s'élevèrent respectivement à 740 millions, 580 millions et 590 millions de yens (*Mon voisin Totoro* et *Le Tombeau des lucioles* réunis), bien en deçà des 5,4 milliards réalisés par exemple par *Les aventures de Chatran*[675]. Ce furent *Kiki la petite sorcière* (1989) et ses 2,17 milliards de recettes qui firent passer le studio dans une nouvelle dimension, annonçant les futurs triomphes planétaires de *Princesse Mononoké* (1997), du *Voyage de Chihiro* (2001) ou du *Château ambulant* (2004).

La période creuse du cinéma nippon des années 1980 coïncida avec l'engouement pour les productions américaines, lesquelles se démarquaient par leurs scénarios époustouflants et leurs effets spéciaux novateurs. Parmi les plus grands succès hollywoodiens devant lesquels les Japonais s'émerveillèrent, on citera *Les Dents de la mer* (1975), *Star Wars* (1977), *E.T., l'extraterrestre* (1982), *Indiana Jones et le Temple maudit* (1984), *Retour vers le futur* (1985), *Top Gun* (1986), *Terminator 2* (1991) ou encore *Jurassic Park* (1993). Il n'est pas étonnant que ces films mêlant action, suspense et fantastique aient énormément plu à un public transporté par l'insouciant dynamisme de son époque.

[675] Ōyama, Kumao. *Jiburi shokisaku wa amari urenakatta? "Majo no takkyūbin" kara No. 1 hitto shihajimeta riyū* [en ligne]. https://magmix.jp/post/171465 (consulté le 25 mars 2024)

VI. LE CLIMAT INTELLECTUEL ET SPIRITUEL DE LA BULLE

La prééminence des libéraux et l'internationalisation

Penchons-nous à présent sur le rôle joué par les intellectuels et autres philosophes durant l'époque de la Bulle. L'on conçoit d'instinct la diversité des réactions que cette période de bouleversements fut susceptible de provoquer : tandis que les tempéraments libéraux furent certainement ravis de l'abaissement des contraintes économiques et sociétales, les esprits marxistes d'une part et conservateurs de l'autre durent déplorer respectivement le débridement du capitalisme et le chambardement de l'ordre traditionnel. Mais au-delà de l'observation de ces prises de position somme toute prévisibles et triviales, il serait nécessaire de rendre compte de l'influence exercée alors par les divers camps idéologiques, à travers notamment l'examen de leur rayonnement culturel et médiatique. Il s'agira en fait de se replonger dans le climat intellectuel de la Bulle afin d'en dégager les lignes de force.

Les transformations que subissait la société nippone correspondaient à celles qui secouaient alors le monde anglo-américain : l'affaiblissement idéologique de la gauche communiste se conjuguait à l'avènement d'un libéralisme qui se voulait « nouveau ». Selon Narita Ryūichi, la publication en 1981 du roman *Nantonaku, kurisutaru* de Tanaka Yasuo annonça l'improbable basculement qui allait s'opérer au sein d'un monde intellectuel majoritairement acquis à la doctrine marxiste : à travers une énumération des bienfaits du modèle capitaliste, *Nantonaku, kurisutaru* ébranlerait l'ascendant moral dont bénéficiaient pour l'heure les critiques de gauche [676] . Habituellement sur la défensive, contraints jusqu'alors de justifier leur positionnement au nom d'impératifs pratiques, les défenseurs de l'économie libre allaient se défaire de leur embarras et mettre en avant, tel Mandeville et sa Fable des abeilles, les vertus de l'enrichissement personnel.

L'éminent intellectuel d'après-guerre Katō Shūichi critiquait, au fil d'une réflexion sur la liberté et l'égalité, les fondements antidémocratiques de la société japonaise ; celle-ci s'était certes « améliorée » aux lendemains de la défaite, mais elle était simplement passée d'une structure oppressive-inégalitaire à un système oppressif-égalitaire. Les transformations politiques ou institutionnelles, quand bien même eussent-elles résulté de conceptions libérales, ne s'attaquaient pas au problème essentiel, à savoir l'esprit du peuple nippon :

[676] Ōsawa, Masachi, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi. Katarogu, sayoku, miekōza. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 17

> Où se trouve la liberté des individus ? Elle se situe dans la Loi. Nous pouvons nous coiffer comme bon nous semble, la police n'interviendra pas. Mais si un membre de notre société arbore une coiffure inhabituelle, alors il ou elle devra en payer le prix cher – et souvent extrêmement cher. La plupart de ces discriminations n'existent pas dans la Loi. Ce ne sont pas les principes qui ségrèguent ; ce sont les coutumes qui discriminent la minorité et qui l'oppressent[677] [*traduction par l'auteur*].

Le politologue Takabatake Michitoshi affirmait que la société nippone se fondait sur une « culture de groupisme communautaire[678] » (*kyōdōtai-teki na shūdanshugi no karuchua*), ce qui expliquait « la faiblesse traditionnelle d'un libéralisme de type individualiste au Japon[679] » [*traductions par l'auteur*]. Le terme *shūdanshugi*, que l'on traduirait par « groupisme » – l'idéologie du groupe –, est communément employé en japonais comme antonyme d'individualisme – l'idéologie de l'individu. Takabatake reprenait à son compte un constat largement admis au sein de la population nippone, selon lequel le modèle japonais groupiste s'opposerait à l'organisation occidentale individualiste. Partisan d'une libéralisation graduelle de la société, le politologue proposait de réformer une à une les pratiques quotidiennes, par exemple le code vestimentaire sur le lieu de travail qu'il jugeait excessivement rigide.

Le sociologue Kurihara Akira estimait que la lutte contre la « société de contrôle » (*kanri shakai*) devait être menée sur deux fronts : il fallait, d'une part, prendre les dispositions légales permettant une plus grande protection de la vie privée et des données personnelles et, d'autre part, remanier la *conscience* des citoyens afin de la détacher d'un rôle social conventionnel[680]. Selon l'économiste Mito Tadashi, la « société de contrôle » nippone obéissait à des logiques de fonctionnement que l'on retrouvait dans le système à maison traditionnel dit *ie* :

> L'organisation du Japon, ou son mode de contrôle, possède une spécificité notable par rapport à celle de l'Occident. Alors qu'en temps normal une organisation ne devrait être qu'un moyen au service des hommes considérés en tant que personnages principaux, la spécificité japonaise consiste à élever l'organisation au rang de personnage principal et à abaisser l'homme en tant que moyen de l'organisation. L'organisation nippone est fortement teintée de ce caractère, renversant et aliénant, faisant du moyen le souverain de l'homme. En dépit du fait que l'organisation n'est qu'une fiction, qu'une association factice, celle-ci devient une réalité, un esprit, un objet pourvu d'une âme, tant et si bien qu'au Japon le corps organisationnel est une *maison*[681] [*traduction par l'auteur*].

---

[677] Katō, Shūichi. Jiyū to – mata wa – byōdō. In : *Sekai*, 1985, vol. 470, p. 35
[678] Kurihara, Akira & Takabatake, Michitoshi. Nihongata kanri-shakai no kōzō – ikanishite norikoerareruka. In : *Sekai*, 1985, vol. 470, p. 52
[679] Ibid., p. 53
[680] Ibid., pp. 55-56
[681] Mito, Tadashi. Kanri shakai to "ie" no ronri – keieigaku no shiten kara. In : *Sekai*, 1985, vol. 470, p. 161

La thématique de l'internationalisation, évoquée précédemment, ne se rapportait pas exclusivement à des processus politiques ou économiques ; elle s'adressait aux Japonais eux-mêmes, remettant en cause leurs coutumes et leur manière d'être. L'économiste Nakatani Iwao s'indignait du caractère prétendument ségrégatif de la société nippone : « Au fil du temps, le Japon a construit à son insu une société pour les Japonais[682] » [*traduction par l'auteur*]. Nakatani prenait comme exemples le fonctionnement des allocations familiales, la structure des emplois permanents ou encore la politique sociale pour dénoncer un système injustement hermétique :

> Le système japonais est abject : c'est un système « non-international » qui discrimine en fonction de la nationalité. [...] La réalité du *sakoku* continue d'exister. Si le Japon ambitionne de devenir un véritable « État international », il doit mettre fin à ce comportement de fermeture consistant à prendre des mesures tenant compte du fait d'être Japonais ou non[683] [*traduction par l'auteur*].

Les propos de Nakatani sont certes quelque peu absurdes : les discriminations systémiques contre lesquelles il s'insurge ne sont pas des pratiques typiquement japonaises, mais découlent du concept même de citoyenneté, laquelle permet de définir quels individus sont astreints aux droits et aux devoirs de la cité et lesquels ne le sont pas. Ce réquisitoire confus révèle néanmoins les sentiments *antinationaux* (réfutant le principe de l'État-nation) ou plutôt *postnationaux* (promouvant le dépassement de l'État-nation) alors en vogue au sein de l'intelligentsia.

L'homme d'affaire Hasegawa Norishige appelait à une « internationalisation des citoyens » [*traduction par l'auteur*] encouragée par le libre-échange et la mondialisation : « Il devient évidemment inconcevable de travailler uniquement à l'intérieur de ce pays étroit qu'est le Japon. [...] Je pense qu'il est impossible de se cloîtrer à l'intérieur de ses frontières[684] » [*traduction par l'auteur*]. Selon Hasegawa, la libéralisation économique, progrès admirable mais non suffisant, devait impérativement s'accompagner d'une rééducation de la population :

> Hormis sur le plan de l'économie, nous avons encore bien du retard. Je pense qu'il est désormais temps que les citoyens japonais deviennent de véritables ressortissants de pays développés. C'est pourquoi les citoyens doivent adopter une manière d'être que le reste du monde approuve. Je pense qu'eux-mêmes devront s'internationaliser et se rallier au sentiment selon lequel il s'agit de fraterniser et d'apporter sa contribution à la communauté internationale afin d'éviter que le Japon ne tente d'accaparer des bénéfices.

[682] Nakatani, Iwao. Shakai shisutemu no kokusai-ka e. In : *Chūōkōron*, 1990, vol. 105(2), p. 58
[683] Ibid., p. 59
[684] Hasegawa, Norishige. Ato wa kokumin no kokusaika da. In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(4), p. 109

> [...] Il faut d'abord nous débarrasser de nos spécificités, puis nous fondre dans autrui[685] [*traduction par l'auteur*].

Dans un article publié en 1986, l'écrivain et essayiste Yamazaki Masakazu exposait des arguments similaires en faveur d'une internationalisation vaste et profonde de la société japonaise. Sa réflexion s'amorçait à partir du constat selon lequel le processus de mondialisation alors à l'œuvre impliquait fatalement un large brassage des individus : « Aujourd'hui, l'internationalisation de la société ne se limite pas aux échanges de produits et de capitaux ; elle signifie, conformément au sens commun mondial, l'échange des êtres humains eux-mêmes[686] » [*traduction par l'auteur*]. Dès lors que cet environnement inédit ne pouvait s'organiser qu'autour de règles communes et de normes partagées, la singularité nippone constituait un élément perturbateur qu'il s'agissait de dénoncer : « La communauté internationale commence à critiquer la spécificité culturelle du Japon en elle-même et se met à réclamer des solutions concrètes[687] » [*traduction par l'auteur*]. Selon Yamazaki, ces « solutions concrètes » consistaient en « l'internationalisation de la culture japonaise », et la raison réclamait qu'elles fussent activement mises en œuvre :

> La réalité actuelle à laquelle on ne peut se soustraire est que le monde nous demande d'internationaliser la culture japonaise en elle-même. Si le Japon, estimant cette requête injustifiée, ne souhaite pas entreprendre une domination mondiale par la violence ou au contraire se résoudre à une vaste contraction économique, le chemin à suivre ne peut consister qu'en l'acceptation de cette demande[688] [*traduction par l'auteur*].

L'essayiste appelait en ce sens à des transformations intimes, notamment en ce qui concernait l'étiquette et l'organisation des rapport sociaux : « Ce que l'on nous demande avant tout est de corriger cette sensibilité japonaise se manifestant dans les relations humaines et d'adopter les logiques d'interaction que l'opinion mondiale estime "internationales"[689] » [*traduction par l'auteur*]. Il s'agissait donc de délaisser la culture nippone, bien trop exotique et excentrique, au profit d'une « culture internationale » plus accommodante, conçue en tant que continuation naturelle d'une culture occidentale décrite comme « unique culture

[685] Ibid., p. 111
[686] Yamazaki, Masakazu. Nihon-bunka no sekaishi-teki jikken – dai 2 no kaikoku wo mezashite. In : *Chūōkōron*, 1986, vol. 101(6), p. 67
[687] Ibid., p. 68
[688] Ibid.
[689] Ibid., p. 69

supranationale[690] ». Yamazaki encourageait ainsi une forme d'hybridation culturelle qui lui semblait, de toute manière, inéluctable ; il mettait dès lors en garde contre d'éventuels réflexes culturalistes qui risqueraient de surgir au sein de la population nippone :

> À l'avenir, la pire des choses serait que le Japon explique son expansion économique par des considérations ethniques, qu'il affirme que ses succès proviennent de la « spécificité japonaise » de sa société et qu'il sollicite l'approbation du reste du monde[691] [*traduction par l'auteur*].

Yamazaki concluait son argumentaire en condamnant par avance toute velléité identitaire, contraire aux bienfaits du métissage culturel :

> Quoi qu'il en soit, le plus urgent est de ne pas solidifier la représentation qu'ont les Japonais d'eux-mêmes, mais au contraire de les nettoyer dans les vagues de l'internationalisation afin qu'ils se retrouvent à travers le travail et la confrontation[692] [*traduction par l'auteur*].

Le même auteur, dans un article ultérieur, apportait des explications supplémentaires concernant le concept d'internationalisation culturelle et caractérisait la relation que devait entretenir le Japon avec l'Occident :

> La culture occidentale dont il est ici question n'est qu'une culture *originaire* de l'Occident : en tant que culture standard du monde, elle comprend de nombreux éléments non-occidentaux. [...] La question centrale consiste à savoir si le Japon est devenu un pays suffisamment « périphérique » vis-à-vis de la culture mondiale en cours de construction[693] [*traduction par l'auteur*].

Irie Akira, alors professeur d'histoire à l'université de Harvard, pestait lui aussi contre ce qu'il nommait « l'isolationnisme intellectuel [694] » (*chiteki sakoku-shugi*) des Japonais [*traduction par l'auteur*]. Selon Irie, leur méconnaissance de l'étranger – et surtout leur manque d'intérêt pour celui-ci – constituait la cause profonde des tensions interétatiques, notamment

[690] Ibid., p. 72
[691] Ibid., p. 78
[692] Ibid., p. 82
[693] Yamazaki, Masakazu. Bunka no kokusaika towa nani ka – bunka no taishitsu wo kangaenagara. In : *Chūōkōron*, 1986, vol. 101(13), pp. 119-120
[694] Irie, Akira. Imakoso shisō-teki tankan wo – shin-sōri e teigen suru. In : *Sekai*, 1987, vol. 508, p. 28

économiques ; il était donc inutile de traiter d'aspects diplomatiques ou techniques tant qu'une modification radicale des esprits ne fût envisagée :

> Ce n'est pas aux personnages politiques et à leur rhétorique que le reste du monde prête attention, c'est au Japon en soi : comment sa société et ses coutumes se transforment – si elles peuvent effectivement se transformer. Fondamentalement, tant qu'il n'y aura pas de changements dans le mode de vie des Japonais ou dans leurs relations humaines, les tensions avec les pays étrangers ne disparaîtront pas. [...] Tant que le Japon ne changera pas idéologiquement et socialement, on ne pourra pas se sortir de cette situation[695] [*traduction par l'auteur*].

L'historien reconnaissait que certaines évolutions bénéfiques avaient eu lieu, mais il les jugeait largement insuffisantes :

> Le sempiternel enfer des examens, le bizutage des cadets par leurs aînés, les mouvements ouvriers représentés par des figures en *hachimaki*[696], l'utilisation d'amulettes révélatrice d'une attitude superstitieuse, le secret entourant le personnel politique et administratif... Lorsque je vois tout cela, je m'interroge sur la profondeur des changements accomplis[697] [*traduction par l'auteur*].

Irie appelait explicitement à un bouleversement culturel, sans quoi l'archipel resterait désespérément à l'écart du monde développé : « L'on comprend que le problème se situe essentiellement au niveau de la culture, de la pensée et du comportement des Japonais. C'est la vision du monde des Japonais, c'est-à-dire leur âme au sens large, qui constitue le problème fondamental[698] » [*traduction par l'auteur*].

Ōnuma Yasuaki, professeur de droit international à l'Université de Tokyo, espérait dans la même lignée que le Japon rejetât le « mythe de l'homogénéité raciale » et qu'il se transformât en un pays à la fois multiculturel et multiethnique :

> Il y a un monde qui nous permet, à travers la coexistence avec d'autres peuples et d'autres cultures, de nous libérer de notre esprit de fermeture. Ce que l'on attend de nous, c'est que nous progressions dans cette direction en corrigeant nos défauts un à un, c'est-à-dire que nous ayons la volonté de nous métamorphoser en vue de cette

[695] Ibid.
[696] Le *hachimaki* est un bandeau que l'on porte autour de la tête pour afficher sa détermination.
[697] Irie, Akira, op. cit., p. 30
[698] Ibid., p. 36

> coexistence et que nous multipliions les mesures concrètes afin de nous rééduquer[699] [*traduction par l'auteur*].

Ōnuma assimilait cette conversion à une « libéralisation des individus », entreprise qu'il estimait à la fois plus vaste et plus estimable que la libéralisation économique :

> La libéralisation des individus, l'émancipation vis-à-vis du mythe de l'homogénéité ethnique, est un travail beaucoup plus compliqué que la libéralisation des biens ou l'ouverture des marchés. Mais c'est justement pourquoi cette entreprise est si précieuse et qu'elle vaut la peine d'être menée à bien. C'est avant tout « quelque chose que l'on doit faire » pour qu'à l'avenir le Japon demeure une nation marchande disposant d'un niveau éducatif, technologique et industriel élevé[700] [*traduction par l'auteur*].

Le thème de l'internationalisation, de par sa portée intrinsèque, se mêlait à d'autres problématiques sociales, notamment à celle de l'égalité hommes-femmes. L'avocate Satō Kinko, citée précédemment, considérait ainsi, au fil d'une réflexion que l'on jugerait, de nos jours, pour le moins discriminante, que le Japon ne parviendrait pas à s'internationaliser sans une élévation substantielle du statut des femmes :

> La société masculine que j'ai observée était homosexualisante. [...] Les hommes mangent et boivent entre eux, avant de jouer ensemble, au Mahjong jusqu'à tard dans la nuit puis au golf durant leurs congés. Ils appellent cela la « communication étroite », la « gestion à la japonaise » ou le « management familial ». Et si une femme s'introduit dans ce cercle, une faille apparaît au niveau « familial » et l'organisation se désagrège. Certains observateurs comparent même cette immixtion à l'introduction d'étrangers. Pourtant, le monde s'internationalise. En tant que grande puissance économique, nous serons obligés de traiter avec d'autres civilisations, d'autres cultures. Nous ne pouvons pas éternellement patauger dans les valeurs uniformes de notre nation racialement homogène. J'entends les comparaisons faites entre les femmes et les étrangers, mais dans ce cas l'introduction des femmes constitue, à travers la promotion de valeurs diverses, une chance inestimable. Je ne peux croire qu'une organisation refusant l'insertion des femmes japonaises puisse survivre à l'époque de l'internationalisation, dans une société aux valeurs plurielles[701] [*traduction par l'auteur*].

[699] Ōnuma, Yasuaki. "Gaikokujin-rōdōsha" dōnyū rongi ni kakeru mono – "taminzoku-shakai" nihon no yume to yūutsu. In : *Chūōkōron*, 1988, vol. 103(5), p. 162
[700] Ōnuma, Yasuaki. "Hitosashiyubi no jiyū" no tame ni – tagenteki kachi kara mita gaikokujin shimon ōnatsu-sei. In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(8), p. 63
[701] Satō, Kinko. Nihon ni josei jōi-shakai wa kuruka. In : *Bungeishunjū*, 1987, vol. 65(1), pp. 136-137

L'historien de l'Europe Kimura Shōsaburō, pressentant que les années 1990 correspondraient, en raison de l'accélération des flux migratoires, à une décennie « d'internationalisation des hommes[702] » (*hito no kokusaika*), se montrait inquiet et sceptique quant à la capacité d'adaptation de son pays – et surtout de ses habitants – vis-à-vis de telles mutations : « Il n'y a rien de plus difficile et de plus douloureux pour le Japon qu'une véritable internationalisation [703] » [*traduction par l'auteur*]. Kimura craignait que l'explosion de l'immigration ne menât à la disparition de l'homogénéité nippone, détruisant ainsi le socle de l'ordre public et de la solidarité nationale.

Le linguiste Suzuki Takao estimait que si le Japon s'était d'ores et déjà internationalisé avec succès en matière de biens, le projet d'internationalisation totale, comprenant le brassage des individus et le mélange des cultures, était irréalisable[704]. Le pays ayant été longtemps isolé du reste du monde, ses citoyens n'avaient aucune expérience des échanges interculturels ; dès lors, tout rapprochement pacifique ne s'accomplissait qu'à travers l'abandon de ses propres coutumes, là où les nations averties parvenaient à produire une nouvelle mosaïque constituée d'éléments internes et externes. Suzuki proposait alors la mise en œuvre d'une « internationalisation à structure duale[705] » [*traduction par l'auteur*] : tandis que la grande majorité des Japonais se consacreraient au réexamen de leurs traditions, une poignée d'experts s'occuperaient des modalités de l'internationalisation.

Kogawa Tetsuo faisait part de son scepticisme vis-à-vis de cette grande agitation entourant le concept d'internationalisation. Avant toute chose, cette notion même lui semblait fallacieuse : « "L'internationalisation" n'est qu'une américanisation de façade[706] » [*traduction par l'auteur*]. Surtout, il considérait que la société nippone s'excitait à propos de principes d'ores et déjà dépassés : « Tandis que le Japon clame en vain son slogan "d'internationalisation", la tendance mondiale est à la "transnationalisation"[707] » [*traduction par l'auteur*].

L'on chercha à réconcilier la notion d'individualisme avec le système de valeurs jusqu'alors en vigueur. Ce n'était pas une mince affaire, puisque la société nippone avait tendance à confondre « individualisme » et « égoïsme ». Le terme même d'individualisme, *kojinshugi*, avait ainsi une résonance négative – c'était d'ailleurs pour cela que les partisans de la réforme

[702] Kimura, Shōsaburō. 90 nendai nihon burakkuhōru-ron. In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(8), p. 67
[703] Ibid.
[704] Suzuki, Takao. Nihonjin wa kokusaika dekiruka. In : *Bungeishunjū*, 1987, vol. 65(1), pp. 105-108
[705] Ibid., p. 107
[706] Kogawa, Tetsuo, op. cit., p. 115
[707] Ibid., p. 135

de l'éducation employaient le vocable *koseishugi*, « l'idéologie de l'individualité ». Ce fut dans ce contexte que Yamazaki Masakazu, mentionné précédemment, s'interrogea sur l'élaboration d'un nouvel individualisme, qu'il nommerait « individualisme souple[708] » [*traduction par l'auteur*]. Selon Yamazaki, il ne faisait aucun doute que l'achèvement du processus de modernisation allait de pair avec l'effacement global de l'État-nation :

> Rétrospectivement, ce qui saute le plus aux yeux au sein de ces transformations complexes est probablement le déclin de la figure de la nation dans la conscience des citoyens. Bien entendu, la Diète n'a aucunement perdu son rôle dans le système politique actuel, mais, du point de vue des individus, le sentiment de sa présence a commencé à s'effondrer au cours des années 1970. [...] Il est possible qu'apparaissent même des logiques contestant l'indépendance nationale du Japon. Puisque la mise en valeur de la rationalité économique revient à promouvoir « l'économie sans frontière », il est certainement envisageable que les pays mis sous pression demandent au Japon d'abolir ses frontières politiques. Le Japon sera sommé de libéraliser de manière extensive l'immigration de travail ; et même si on lui enjoint d'acter la multinationalisation de « Japan Inc. », il lui sera difficile de rejeter logiquement cette demande[709] [*traduction par l'auteur*].

Ce recul de la nation, conjugué aux nombreux succès de l'industrialisation tels que la réduction des heures de travail, l'augmentation du temps consacré aux loisirs, l'allongement de la durée de vie ou encore le contrôle des épidémies, favorisait mécaniquement les aspirations individualistes. Dès lors que cette tendance était inéluctable, Yamazaki appelait à l'édification d'un nouvel individualisme, qui différerait de l'individualisme malsain né de la révolution industrielle :

> C'est, à la différence de l'individualisme d'une époque adolescente, un individualisme d'une époque mûre ; l'on peut présumer que celui-ci sera, par rapport à un individualisme doctrinaire indissociable de « l'objectif » et de la « compétition », l'individualisme d'intérêts esthétiques plus souples et d'une expression ouverte de soi[710] [*traduction par l'auteur*].

La valorisation de l'individu impliquait la remise en cause des identités collectives, à commencer par la nation. Dans un article consacré à la question des manuels scolaires, le

[708] Yamazaki, Masakazu. Atarashī kojin-shugi no yochō – aru dōjidaishi no kokoromi. In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(9), p. 62
[709] Ibid., pp. 66-68
[710] Ibid., p. 87

journaliste essayiste Murakami Hyōe critiquait la conception même d'une histoire japonaise édifiée selon les modalités classiques du roman national :

> Il y a, à la base, une ténacité insulaire dans le mauvais sens du terme, c'est-à-dire un regard historique limité et une vision étroite, lesquels découpent l'Histoire et les hommes à la manière de vulgaires bouts de papier. Ainsi, ce qui nous fait le plus défaut est la perspective d'une histoire du Japon comprise en tant que fragment de l'Histoire humaine, de même que la volonté de la décrire selon une telle conception[711] [*traduction par l'auteur*].

Les oppositions intellectuelles et politiques

L'époque de la Bulle fut dominée et façonnée par la droite libérale dont faisaient partie les « internationalistes », tandis que les mouvements révolutionnaires marxistes devenaient de plus en plus minoritaires. Quant au camp conservateur, il semblait idéologiquement désarmé, politiquement impuissant et condamné à être englouti par le progrès matériel conjugué à l'élévation continue de la position japonaise dans le monde. Contrairement aux sensibilités de gauche qui se trouvaient représentées dans le champ politique par des partis éminents et influents tels que le Parti socialiste japonais (*Shakaitō*), le Parti démocrate socialiste (*Minshatō*) ou le Parti communiste japonais (*Kyōsantō*), les idées conservatrices semblaient s'être évanouies dès lors que le PLD s'était converti au réformisme libéral. Marginalisé au sein de sa famille politique, trop faible pour envisager de s'en éloigner, le conservatisme ne pouvait que cultiver dans l'ombre les germes de son renouveau.

Alors qu'ils avaient bousculé la société japonaise durant les années 1960, les mouvements contestataires inspirés de la Nouvelle Gauche reculèrent à partir de la seconde moitié des années 1970. Le pays avait été particulièrement déstabilisé par les contestations étudiantes portées par les Zenkyōtō, les comités de lutte révolutionnaire, qui avaient culminé avec les affrontements de 1968-1969 : cent-soixante-cinq campus furent touchés par des heurts et soixante-dix furent barricadés contre l'intrusion des forces de l'ordre[712]. L'action la plus spectaculaire fut l'occupation pendant 249 jours de l'Auditorium Yasuda, situé sur le campus de l'université de Tokyo, par les militants des Zenkyōtō, qui ne furent expulsés par la police qu'à la suite d'un siège de 36 heures[713]. Quelques années plus tard, un nouvel incident choqua l'opinion publique

[711] Murakami, Hyōe. Gendai-nihon wo toinaosu. In : *Chūōkōron*, 1983, 98(1), p. 150
[712] Kapur, Nick. The Japanese Student Movement in the Cold War Crucible, 1945-1972. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2022, vol. 20(1), pp. 15-16
[713] Ibid., p. 16

japonaise. À la fin de l'an 1971, l'Armée rouge unifiée (Rengō Sekigun), groupe communiste révolutionnaire fondé à peine quelques mois auparavant, se retira dans les montagnes dans la préfecture de Gunma pour réaliser un camp d'entraînement militaire ainsi que pour mener une « séance d'autocritique » qui dégénéra : les membres jugés trop mous reçurent des châtiments corporels, et douze d'entre eux furent finalement torturés à mort[714]. À l'international, les révolutionnaires nippons commirent une série d'attentats dont le plus sanglant fut le massacre de l'aéroport de Lod à Tel Aviv : le 30 mai 1972, trois membres de l'Armée rouge japonaise (Nihon Sekigun) assassinèrent, au moyen de grenades et de fusils d'assaut, vingt-six civils et en blessèrent soixante-dix-neuf autres[715]. Les crimes commis par l'Armée rouge unifiée et l'Armée rouge japonaise choquèrent profondément la population japonaise qui se détourna dès lors de l'activisme de gauche. S'ouvrit alors ce que Carl Cassegård nomme « l'âge de glace[716] » [*traduction par l'auteur*] de la contestation, tandis que les derniers révolutionnaires, déjà marginalisés, s'entretuèrent au cours de luttes internes opposant durant la seconde moitié des années 1970 la Chūkaku-ha et la Kakumaru-ha, deux organisations trotskystes issues de la dislocation de la Ligue communiste révolutionnaire (*kakumeiteki kyōsanshugisha dōmei*)[717].

Les actions violentes ne disparurent toutefois pas entièrement. La Chūkaku-ha continua à organiser des attentats durant les années 1980, notamment dans le cadre de la lutte de Sanrizuka (mouvement d'opposition à la construction de l'aéroport de Narita) et du rejet des réformes néolibérales, mais leurs répercussions furent bien moindres. En 1984, des membres du groupe mirent ainsi le feu au siège du PLD pour protester contre la politique du gouvernement[718]. Le 20 octobre 1985, environ deux-mille manifestants armés de pierres et de cocktails Molotov affrontèrent la police près de Narita[719], puis, le 29 novembre de la même année, la Chūkaku-ha organisa une action de sabotage des réseaux ferroviaires en réponse au projet de l'administration Nakasone de privatiser la Japanese National Railways[720]. Ces initiatives constitueraient les dernières actions d'envergure menées sur l'archipel par les groupes

[714] Ibid., p. 18
[715] Ibid.
[716] Cassegård, Carl. The recovery of protest in Japan: from the 'ice age' to the post-2011 movements. In : *Social Movement Studies*, 2023, vol. 22(5-6), pp. 751-766
[717] Kapur, Nick, op. cit., pp. 18-19
[718] NHK Archives. *Jimintō honbu ga kagekiha ni hōka sareru* [en ligne]. https://www2.nhk.or.jp/archives/movies/?id=D0009030663_00000 (consulté le 9 novembre 2023)
[719] Snyder, Janet. *About 2,000 helmeted protesters hurled gasoline bombs and stones...* [en ligne]. https://www.upi.com/Archives/1985/10/20/About-2000-helmeted-protesters-hurled-gasoline-bombs-and-stones/5462498628800/ (consulté le 9 novembre 2023)
[720] NHK Archives. *Chūkakuha ga kokutetsu min'ei ka ni hantaishi tahatsu gerira* [en ligne]. https://www2.nhk.or.jp/archives/movies/?id=D0009030679_00000 (consulté le 9 novembre 2023)

communistes révolutionnaires, emportés par l'enrichissement des citoyens et par le « sens de l'histoire ».

À l'autre extrémité du champ politique, les esprits conservateurs se désolaient des évolutions auxquelles se livrait la société nippone. Dans un article dénonçant la « dépravation » de la langue japonaise ainsi que son recul dans l'espace public au bénéfice de l'anglais, l'économiste Yoshimori Masaru s'interrogeait avec amertume : « Serait-il exagéré de dire que le Japon est devenu, d'un point de vue psychologique, une colonie de l'Occident ?[721] » [*Traduction par l'auteur*] Yoshimori reprochait avant tout à ses concitoyens leur manque de patriotisme : « Que ce soit pour les individus ou pour la nation, l'amour et la fierté à l'égard de la patrie font office d'ultime pilier spirituel. Je ne peux m'empêcher de penser que les Japonais en sont démunis[722] » [*traduction par l'auteur*]. Au-delà de la question du langage, la transformation des mœurs ou du rapport à l'argent pouvait agacer les traditionalistes. Ces derniers n'ayant toutefois pas d'influence, leur point de vue était largement ignoré. Fukuda Kiko, la professeure de japonais citée précédemment, explique à ce sujet :

> Les années 1980 ont été une période frivole. Je me rappelle certaines voix qui critiquaient, déjà à l'époque, cette frivolité. Mais peu de gens y prêtaient attention. Quand j'entendais ce genre de critiques, je me disais simplement : « Qu'est-ce qu'il y a de mal à dépenser son argent ? »[723]

À la marge du champ démocratique subsistaient quelques groupuscules ultranationalistes dont l'aversion vis-à-vis de la société nippone d'après-guerre ne s'était pas estompée. Fondé en 1951 dès la fin de l'occupation par Akao Bin, membre de la Diète de 1942 à 1945 devenu farouche anti-communiste, le Parti patriotique du Grand Japon (*Dainippon aikokutō*) avait été compromis dans plusieurs affaires de violence politique. En 1960, un jeune activiste âgé de seulement 17 ans nommé Yamaguchi Otoya assassinait à l'aide d'un sabre japonais *wakizashi* le président du Parti socialiste japonais Asanuma Inejirō en plein débat télévisé ; ancien membre du Parti patriotique du Grand Japon, Yamaguchi avait présenté sa démission quelques mois avant son acte afin, selon ses dires, de ne pas porter préjudice au mouvement[724]. L'année suivante survenait un autre événement sanglant qui serait par la suite connu sous le nom « d'affaire Shimanaka » : après la parution dans le magazine *Chūōkōron* d'une nouvelle dans

[721] Yoshimori, Masaru. Nihonjin no kokusaisei. In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(10), p. 41
[722] Ibid., p. 42
[723] Entrevue réalisée le 31 janvier 2020.
[724] Schreiber, Mark. A Century of Japanese Assassination: Reflection and Commemoration. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2022, vol. 20(10), pp. 12-13

laquelle le narrateur rêve de la décapitation de la famille impériale, Komori Kazutaka, un militant au profil extrêmement similaire à celui de Yamaguchi – 17 ans lui aussi, ancien membre du Parti patriotique du Grand Japon –, s'introduisait au domicile de l'éditeur Shimanaka Hōji dans le but de l'assassiner ; ce dernier étant absent, Komori poignarda son épouse, laquelle fut grièvement blessée, ainsi qu'une employée de maison, qui expira tandis qu'on la transportait à l'hôpital[725]. Le jeune assassin n'ayant quitté le Parti que quelques heures avant son crime, le rôle éventuel joué par Akao Bin, président et tête pensante du mouvement, dans l'organisation de ce nouvel attentat meurtrier fut naturellement questionné ; arrêté pour instigation au crime et tentative d'assassinat, l'idéologue fut finalement acquitté faute de preuve. En dépit de sa réputation violente et intolérante, le Parti patriotique du Grand Japon put poursuivre son activité politique, laquelle consistait principalement en des campagnes de publicité menées à l'aide de *gaisensha*, ces camionnettes noires ornées du sceau impérial, parées de drapeaux nippons et munies de magnétophones parcourant les villes japonaises en diffusant continuellement des messages nationalistes. En 1975, le secrétaire en chef du Parti Fudeyasu Hiroyoshi frappa le premier ministre Miki Takeo au visage tandis que ce dernier venait assister aux funérailles de son prédécesseur Satō Eisaku[726] ; grand habitué des services de police, Fudeyasu réalisait alors l'un des derniers coups d'éclat d'un mouvement décalé, dont les sinistres et bruyantes *gaisensha* continueraient néanmoins à sillonner l'archipel.

Le positionnement pro-américain du Parti patriotique ne faisait toutefois pas l'unanimité au sein des ultranationalistes ; une partie d'entre eux, bien qu'ils fussent d'implacables anti-communistes, craignaient que l'âme japonaise ne soit corrompue par une occidentalisation incontrôlée. Leur haine des desseins révolutionnaires soviétiques s'accompagnait d'un mépris du monde américain, qu'ils jugeaient fruste, matérialiste et dénué de profondeur spirituelle. Ce mysticisme réactionnaire s'incarna en la personne de Mishima Yukio, l'une des figures de proue de la littérature japonaise du XXe siècle. En dépit de l'immense gloire que ses œuvres lui apportaient, l'auteur du *Pavillon d'or*, ne se satisfaisant plus d'une écriture qui lui semblait finalement superficielle et vaine, s'était peu à peu convaincu de la supériorité du corps et du geste artistique sur la plume. Célébrer la bravoure de jeunes soldats morts pour l'empereur comme il l'avait fait à travers ses écrits *Yūkoku* (1961), *Tōka no kiku* (1961) et *Eirei no koe* (1966) n'était plus suffisant : Mishima ressentait le besoin impérieux d'agir, et ce avec éclat et

[725] Treat, John Whittier. Beheaded Emperors and the Absent Figure in Contemporary Japanese Literature. In : *PMLA*, 1994, vol. 109(1), p. 100

[726] The New York Times. *Japanese Premier Is Punched By a Rightist at Sato Funeral* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1975/06/17/archives/japanese-premier-is-punched-by-a-rightist-at-sato-funeral.html (consulté le 11 janvier 2021)

panache. Ce fut ainsi qu'il décida en 1967 de suivre un entraînement de 46 jours au sein de la Force terrestre d'autodéfense japonaise, avant de constituer quelques mois plus tard la *Sokokubōeitai* (Brigade de défense nationale), renommée par la suite *Tatenokai* (Société du Bouclier), une milice dont la mission consisterait en la protection de la culture et des traditions nippones. Le 25 novembre 1970, Mishima se rendit, accompagné de quatre compagnons de la *Tatenokai*, au quartier général de l'armée orientale de la Force terrestre d'autodéfense, situé au centre de Tokyo dans le camp militaire d'Ichigaya, sous prétexte d'un entretien avec l'inspecteur général. Le motif véritable de leur visite était en fait tout autre : les cinq complices avaient préparé un coup d'État ! Ils prirent en otage l'inspecteur général avant que Mishima ne prononçât, depuis un balcon, un discours patriotique devant un parterre de soldats consternés. Constatant avec douleur que son appel à la réaction n'atteindrait pas le cœur des militaires, l'écrivain quitta la scène, s'excusa auprès de l'inspecteur général, puis se donna la mort par *seppuku*, à la manière de ses ancêtres samouraïs qu'il admirait tant. La *Tatenokai* fut dissoute à la suite de cet incident sanglant, mais les partisans de Mishima fondèrent en 1972 la société *Issuikai* afin de poursuivre, sur le plan des idées, leur lutte contre l'américanisation du Japon. En 1977, quatre traditionalistes – dont deux anciens affiliés de la *Tatenokai* – s'introduisirent dans le bâtiment du *Keidanren*, le syndicat patronal des entreprises du Japon, pour y prendre en otage des membres du personnel ; l'opération prit fin au bout d'une dizaine d'heures, sans qu'il n'y ait de blessé à déplorer.

Les groupuscules ultranationalistes réalisaient là leurs derniers actes de contestation ; de moins en moins en phase avec leur époque, perdant en outre l'une de leurs principales raisons d'être à mesure que s'estompait la menace d'une révolution communiste, les tenants du Japon impérial s'effaceraient, au cours des années 1970, du devant de la scène.

Le monde académique

Dans le monde académique, la suprématie de la pensée marxiste se fissurait au profit de théories innovantes importées des universités d'Occident, à savoir les paradigmes postmodernes et poststructuralistes portés par la *French Theory* des Deleuze, Foucault et Derrida. L'auteur qui introduisit ces concepts philosophiques novateurs au Japon fut Asada Akira : alors qu'il n'était encore qu'un jeune assistant de recherche de 26 ans, Asada publia en

1983 son ouvrage phare *Kōzō to chikara*, soit « structure et pouvoir », sur lequel se rua une gauche universitaire lassée d'un marxisme vieillissant[727].

La publication de *Kōzō to chikara* et celle, un an après, de *Chibetto no mōtsaruto* (« Le Mozart du Tibet ») par Nakazawa Shin'ichi marquèrent la naissance d'un nouveau courant intellectuel qui fut aussitôt nommé *nyū-akademizumu*, prononciation à la japonaise de *new academism*, soit le « nouvel académisme »[728]. Le mouvement *nyū-akademizumu*, souvent abrégé en *nyū-aka*, ne se rapportait pas à une philosophie bien précise ; il englobait schématiquement le structuralisme, le poststructuralisme, le postmodernisme... Le courant *nyū-aka* correspondait à un ensemble de nouvelles théories enthousiasmantes pour des intellectuels embarrassés par les contradictions de plus en plus manifestes entre la science marxiste, ses prévisions historiques et la réalité politique. Le spécialiste des médias Ōsawa Satoshi souligne ainsi le rapport du nouvel académisme au marxisme :

> Comment aller au-delà du marxisme ? De quelle manière l'altérer ? Entre ceux qui la réfutaient et les autres qui souhaitaient la renouveler, l'idéologie marxiste demeurait la théorie de base, le pivot autour duquel le débat s'articulait. C'est de ce terreau que s'est formé le nouvel académisme[729] [*traduction par l'auteur*].

Selon l'enseignant Seda Yoshiyuki, les principes marxistes ne convenaient tout simplement plus à la société japonaise de la Bulle, qui était à la recherche de nouvelles théories et de paradigmes innovants[730]. Asada s'exprime de la manière suivante sur ses motivations lorsqu'il publia ses deux best-seller *Kōzō to chikara* (1983) et *Tōsō-ron* (1984), « théorie de l'échappement » :

> Je voulais esquisser un plan pour échapper au capitalisme. C'est ce qui a mené à la rédaction de *Kōzō to chikara* et *Tōsō-ron*. Au lieu de critiquer le capitalisme comme le faisaient l'ancienne et la nouvelle gauches, je pensais qu'il était possible de mettre le cap sur un nouveau domaine en surfant sur la grande vague du capitalisme et en en modifiant légèrement la direction[731] [*traduction par l'auteur*].

[727] Ōsawa, Masachi, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 32
[728] Saitō, Tamaki, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 131-134
[729] Ōsawa, Satoshi. Hachijū-nendai nihon no shisō-chizu. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 161
[730] Seda, Yoshiyuki, op. cit., p. 413
[731] Asada, Akira & Chiba, Takuya. *"Doguma naki, neoribe zenkai no janguru wo ikiru tame no gandeishisō" Asada Akira x Chiba Takuya "shisōkai no 2 dai sutā" ga tettei tōron* [en ligne]. https://bunshun.jp/articles/-/56554?page=3 (consulté le 13 septembre 2023)

Ōsawa Satoshi observa, concomitamment à la progression du nouvel académisme, un déplacement du centre de gravité du débat intellectuel et politique, jusqu'alors porté par les journaux :

> Jusqu'au milieu des années 1980, on peut affirmer avec certitude que le lieu privilégié de la critique et de la pensée se situe au sein du journalisme. Cependant, à partir de la seconde moitié des années 1980, l'université et les universitaires s'emparent de cet apanage. On pourrait parler, de ce fait, d'une américanisation des modalités de la critique[732] [*traduction par l'auteur*].

D'un point de vue des idées, le mouvement *nyū-aka* ne fut finalement qu'un feu de paille car, en dépit de sa force critique, il n'était pas porteur de solutions concrètes. Sa philosophie ne se traduisit ainsi jamais directement en action politique. Le rôle historique du nouvel académisme aura été en définitive de permettre aux intellectuels déçus par les promesses non tenues par le marxisme de concevoir de nouveaux paradigmes. Formalisé par des penseurs de gauche, le mouvement *nyū-aka* en fut l'un des fossoyeurs. Asada le concède d'ailleurs à demi-mot :

> Le boom du nouvel académisme a commencé au début des années 1980 après la publication de mon livre et celui de Nakazawa Shin'ichi. Ce que je pensais à cette époque, c'était qu'une relecture libre de Marx et de la pensée de gauche était désormais devenue possible à travers l'évaluation des erreurs commises par l'ancienne gauche, notamment dans les pays socialistes s'inscrivant dans la lignée directe du stalinisme, et la nouvelle gauche, embourbée dans de stériles luttes sectaires. Mais dans les faits s'est imposée la vision selon laquelle la gauche est entièrement mauvaise et le capitalisme bon[733] [*traduction par l'auteur*].

Le Japon et le monde

Le psychologue et essayiste Kishida Shū publia en 1977 un livre qui connut un franc succès : *Monogusa seishin bunseki*, que l'on pourrait traduire par « psychanalyse paresseuse ». Le premier chapitre s'intitulait « *nihon kindai wo seishin bunseki suru* », soit « faire la psychanalyse de la modernité japonaise ». Selon l'auteur, le Japon était malade : il souffrait, depuis sa rencontre avec l'Occident, de schizophrénie[734]. L'arrivée des Américains en 1853

[732] Ōsawa, Satoshi, op. cit., p. 158
[733] Asada, Akira & Chiba, Takuya, op. cit.
[734] Saitō, Tamaki, Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., pp. 126-127

représentait un viol, et ce traumatisme avait donné naissance à une grave psychose nationale. Le pays, entremêlant deux mondes à travers la doctrine du *wakon yōsai* (« âme japonaise, talents occidentaux ») et jonglant entre deux personnalités distinctes en fonction de son interlocuteur japonais ou étranger, était devenu schizophrène.

Cette interprétation est révélatrice des interrogations des Japonais concernant leur identité, c'est-à-dire leur rapport à l'Autre. La thèse de Kishida s'inscrit dans le courant des *nihonjinron* – littéralement « théories sur les Japonais » –, ces écrits d'après-guerre consacrés aux spécificités du peuple nippon, de sa société et de sa culture. Ce genre littéraire a connu – et continue de connaître – un succès considérable au Japon : le sociologue Sugimoto Yoshio estime que plus d'un millier de livres *nihonjinron* furent publiés entre 1945 et 1999[735]. Parmi les ouvrages les plus célèbres, l'on citera *Le Chrysanthème et le sabre* (1946) de Ruth Benedict, *La Société japonaise* (1970) de Nakane Chie et *Le jeu de l'indulgence* (1971) de Doi Takeo. Le genre *nihonjinron* est souvent critiqué en raison de sa nature essentialiste : on lui reproche généralement de confondre nation, « race » et culture, de conceptualiser une « japonité » immémoriale et anhistorique, d'ignorer la diversité ethnique des Japonais et de conforter une vision du monde nationaliste[736]. Par ailleurs, ces essais semblent opposer de manière systématique Japon et Occident, tant et si bien que ces « théories sur les Japonais » portent en fait tout autant sur les Occidentaux, dont le caractère prétendument individualiste, rationaliste et hédoniste met en relief un peuple nippon communautaire, émotionnel et travailleur. Les *nihonjinron* se construisent à partir d'un Occident jouant le rôle de boussole ou d'étalon, ce qui n'est finalement pas si surprenant dès lors que toute identité se façonne relativement à ses concurrentes.

Ainsi, la relation à l'Occident hante les penseurs nippons. Les années 1980 et la Bulle ne modifièrent pas cette réalité. Durant cette période, la fascination des Japonais pour l'Europe et les États-Unis fut considérable. Le designer tokyoïte Kakitani Tetsuya, cité précédemment, évoque le prestige dont bénéficiait alors la culture occidentale : « On adorait tout ce qui venait de l'Ouest. Le style de vie, les vêtements, la musique, les voitures...[737] » Selon Kakitani, les États-Unis occupaient une place privilégiée dans le cœur de ses concitoyens : « Ce qu'on aimait dans l'Amérique était ce côté "*take it easy*". On la sentait libre, hors de la tradition[738]. » Au contraire, l'Asie et la Chine ne rentraient pas dans leur champ de vision :

[735] Sugimoto, Yoshio. Making Sense of Nihonjinron. In : *Thesis Eleven*, 1999, vol. 57(1), p. 82
[736] Ibid., pp. 82-83
[737] Entrevue réalisée le 9 octobre 2019.
[738] Ibid.

> Je pensais que tous les pays asiatiques étaient similaires. Je ne voyais pas vraiment de différence entre la Chine, le Vietnam, le Cambodge ou la Thaïlande. Le Japon ne faisait plus partie de cette catégorie de pays. La Chine m'apparaissait comme le Japon d'antan[739].

Ce constat est partagé par Ōtani Sachiko (nom d'emprunt), journaliste pour l'un des principaux quotidiens du pays :

> Quand j'étais jeune, je ne pensais rien de la Chine. Je savais juste que c'était un pays socialiste dirigé par Mao Zedong. Je n'y accordais pas d'intérêt. À l'université, quand on devait décider quelle deuxième langue étrangère étudier (la première étant l'anglais), la plupart des gens choisissaient d'apprendre le français ou l'allemand. Mais il y avait quelques élèves bizarres qui choisissaient le chinois ou le russe. Ça me semblait vraiment étrange[740].

Durant les années 1980, la population nippone était, dans son ensemble, solidement ancrée à l'Ouest. En tant que pays développé, le Japon semblait alors sorti des questionnements sur sa propre identité. Les choses n'étaient pourtant pas si simples. Kishida Shū n'était pas le seul à psychiatriser ou pathologiser le rapport complexe que le pays entretenait avec le reste du monde. L'écrivain anarchiste Ōsawa Masamichi critiquait l'attitude des Japonais vis-à-vis des Occidentaux, la jugeant obséquieuse et servile. Ōsawa comparait cet inaltérable complexe d'infériorité – ou complexe du colonisé à l'égard du colonisateur – à une maladie causée par des dysfonctionnements psychologiques et biologiques qu'il nommait avec sarcasme « l'occidentalite chronique des Japonais[741] » [*traduction par l'auteur*]. Les symptômes, apparus lors de la restauration Meiji, ne semblaient pas s'amenuiser, ce qui désolait l'écrivain : « Malheureusement, cette occidentalite fait rage encore aujourd'hui, quarante ans après la fin de l'occupation[742] » [*traduction par l'auteur*].

Certains observateurs s'agaçaient des exigences occidentales lorsque celles-ci se rapportaient à des normes culturelles. C'était le cas de l'économiste et anthropologue Kurimoto Shin'ichirō, lequel cherchait à comprendre pourquoi de nombreux militants américains réclamaient avec tant de passion l'arrêt immédiat de la chasse aux cétacés :

---

[739] Ibid.
[740] Entrevue réalisée le 21 octobre 2019.
[741] Ōsawa, Masamichi. Seiyō-byō wa kuni wo horobosu. In : *Chūōkōron*, 1990, vol. 105(7), p. 202
[742] Ibid.

> S'ils aiment les baleines, s'ils aiment les dauphins, c'est parce que les baleines et les dauphins possèdent une certaine gestuelle humaine. Ces histoires d'extinction ne sont qu'une justification donnée après coup. Les baleines et les dauphins sont bien plus « humains » que les calamars, les pieuvres ou les crevettes. C'est pourquoi les Américains s'en amourachent. [...] Par ailleurs, ils n'éprouvent pas de sentiment particulier à l'égard des bovins, mammifères au même titre que l'Homme. [...] Du fait de leurs fantasmes, les Américains, qui ne ressentent pas la moindre affection vis-à-vis des bœufs ou des cochons, se sentent liés d'amitié avec les orques, prototypes de l'*umibōzu*[743] sortant sa tête de l'eau. Ce phénomène se rapporte à des divergences culturelles, c'est-à-dire à une simple question de préférence. Ainsi, les campagnes d'opposition à la chasse à la baleine et au dauphin représentent un phénomène bas-de-plafond et absurde ; elles ne consistent absolument pas en un mouvement rationnel[744] [*traduction par l'auteur*].

La controverse entourant la chasse aux cétacés révèle les tensions que provoquait la survivance de spécificités culturelles au sein d'un pays se croyant désormais membre à part entière du « club occidental ». Les critiques et les éloges de l'étranger vis-à-vis de la société japonaise transparaissent bien entendu dans les médias, mais également dans les rapports ou documents officiels rédigés par les administrations et les organisations non gouvernementales. Le rapport de 1980 sur les pratiques en matière de droits de l'homme, publié par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail (Bureau of Democracy, Human Rights and Labor Affairs) du département d'État américain, présente le Japon sous une lumière positive :

> Les droits de l'homme, garantis par la Constitution, sont protégés par un système judiciaire juste et efficace impliquant un bureau des libertés civiles, au sein du ministère de la Justice, ainsi que 11 000 commissaires des libertés civiles, répartis dans l'ensemble du pays, chargés de promouvoir une plus large reconnaissance et un meilleur respect des droits de l'homme[745] [*traduction par l'auteur*]

Les rédacteurs relèvent quelques aspects insatisfaisants, notamment en matière d'inégalités hommes-femmes au travail et de discriminations contre les étrangers, mais ils préfèrent souligner les efforts consentis par l'administration nippone pour remédier à ces problèmes. Le rapport affirme ainsi : « Le gouvernement est conscient des problèmes auxquels font face les femmes au travail et a institué de nombreux programmes pour aider les femmes à obtenir une

[743] Les *umibōzu* sont des *yōkai* (monstres) marins appartenant au folklore japonais.
[744] Kurimoto, Shin'ichirō. Amerika wa kanarazu nihon wo mamoru, nazeka. In : *Bungeishunjū*, 1981, vol. 59(8), p. 96
[745] Department of State. *Country Reports on Human Rights Practices 1980*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1981, p. 615

plus grande égalité[746] » [*traduction par l'auteur*]. Concernant la question de l'intégration des immigrés, il est indiqué que « le gouvernement a récemment pris des mesures [...] pour satisfaire les requêtes des étrangers relatives à l'accès aux programmes d'aide économique[747] » [*traduction par l'auteur*]. D'une manière générale, le rapport de 1980 est très clément à l'égard du Japon.

L'on commence cependant à sentir un léger basculement dans le rapport de 1983. Il y est fait tout d'abord mention des *burakumin*, les descendants de minorités sociales discriminées en raison de leurs professions considérées comme « impures » ou « sales » (boucher, tanneur, croque-morts...)[748]. Sont ensuite soulignées les diverses discriminations rencontrées par les Coréens. Le rapport de 1983 en reste là, mais on sent que les rédacteurs font preuve de moins d'indulgence que quelques années auparavant. Dans le rapport de 1986, les Aïnous sont ajoutés à la liste des minorités discriminées[749]. Puis, l'année suivante, c'est au tour des habitants d'Okinawa de rejoindre la catégorie des peuples opprimés[750]. En sept ans, le Japon est passé, aux yeux du Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État américain, d'un pays presque exemplaire en matière de droits de l'homme à une société terriblement discriminante vis-à-vis des *burakumin*, des Coréens, des Aïnous et des Okinawaïens.

L'organisation non gouvernementale Freedom House, financée essentiellement par le gouvernement fédéral des États-Unis, est dédiée selon ses termes à la défense des droits de l'homme et à la promotion de la démocratie[751]. Elle publia à partir de la fin des années 1970 plusieurs rapports dans lesquels il était question du Japon. Dans le premier rapport annuel publié en 1978, le pays du Soleil-Levant est classé parmi les « États libres » aux côtés des autres pays occidentaux, mais il n'obtient pas la meilleure note en matière de droits politiques (2, sur une échelle décroissante allant de 1 à 7) car le PLD se maintient au pouvoir depuis plusieurs décennies sans qu'une opposition forte ne se soit formée. Le rapport explique les carences nippones par la survivance de la tradition et d'un certain collectivisme :

[746] Ibid., p. 619
[747] Ibid., 621
[748] Department of State. *Country Reports on Human Rights Practices 1983*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1984, pp. 789-793
[749] Department of State. *Country Reports on Human Rights Practices 1986*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1987, p. 729
[750] Department of State. *Country Reports on Human Rights Practices 1987*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1988, p. 716
[751] Freedom House. *Our Issues* [en ligne]. https://freedomhouse.org/issues (consulté le 16 octobre 2023)

> L'expression et les actions publiques sont plus restreintes que dans la plupart des démocraties modernes, en raison des contrôles traditionnels et du collectivisme de style nippon qui donne lieu à de fortes pressions sociales – surtout psychologique – au sein de nombreux cercles (organisations syndicales, corporations, groupes religieux tels que la Sōka Gakkai)[752] [*traduction par l'auteur*].

Dans le rapport de 1981, la note en matière de droits politiques est relevée de 2 à 1, sans que la raison en soit convaincante :

> Le parti au pouvoir n'a pas été remplacé, mais les tendances récentes vers une plus grande démocratisation au sein du parti conjuguées à une compétition totalement ouverte à l'intérieur et entre les différents partis indiquent que le Japon est désormais l'un des systèmes les plus libres du monde[753] [*traduction par l'auteur*].

Par ailleurs, les rédacteurs affirment que « les discriminations contre les Coréens et les autres minorités restent un problème[754] » [*traduction par l'auteur*], une analyse qui sera reprise quelques années plus tard par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail. L'organisation non gouvernementale Amnesty International, dédiée à la défense des droits fondamentaux, commença à s'intéresser au Japon durant les années 1980. Amnesty y entreprit une mission en 1983 au cours de laquelle l'organisation s'entretint avec des représentants du ministère de la Justice et de la Cour suprême, des parlementaires, des responsables de la fédération du barreau et des leaders religieux afin de s'enquérir au sujet de la peine de mort[755]. Au terme de la mission, Amnesty demanda au gouvernement nippon d'abolir la peine capitale, un positionnement que l'organisation continue de défendre aujourd'hui. En 1991, Amnesty publia un communiqué dénonçant les « mauvais traitements » dont serait coupable la police vis-à-vis des prévenus et appelant à un « réexamen des procédures de détention existantes[756] » [*traductions par l'auteur*].

Les différents rapports publiés par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail du département d'État américain, par Freedom House et par Amnesty International au

---

[752] Gastil, Raymond D. *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1978*. New York : Freedom House, 1978, pp. 269-270

[753] Gastil, Raymond D. *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1981*. Westport, Connecticut : Greenwood Press, 1981, p. 28

[754] Gastil, Raymond D. *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1984-1985*. Westport, Connecticut : Greenwood Press, 1985, p. 338

[755] Amnesty International. *The Death Penalty in Japan: Report of an Amnesty International Mission to Japan 21 February – 3 March 1983*. Nottingham : Russell Press, 1983, pp. 1-2

[756] Amnesty International. *AI News Release: Amnesty International calls for end to executions and safeguards against ill-treatment* [en ligne]. https://www.amnesty.org/en/documents/asa22/003/1991/en/ (consulté le 23 novembre 2021)

cours des années 1980 révèlent l'évolution de la manière dont était perçue en Occident la situation des droits de l'homme au Japon. Ces documents en disent probablement davantage sur leurs auteurs et sur l'expansion de la thématique des droits de l'homme que sur la société nippone en elle-même. L'idée générale qui ressort de ces rapports est que le Japon est une démocratie libérale *presque* parfaite qui, pour devenir irréprochable, doit encore modifier certaines de ses caractéristiques, notamment à travers la reconnaissance de ses minorités.

Conscient des dissensions que risquerait de provoquer la singularité nippone et décidé à favoriser la compréhension mutuelle, Tokyo souhaitait promouvoir de manière plus active la culture japonaise à travers le monde. Une « Table ronde pour les échanges culturels internationaux » (*Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai*) fut établie en 1988 pour réfléchir à un plan d'action. Les participants, qui annonçaient l'avènement de « l'ère de la culture » (*bunka no jidai*), affirmaient que « la culture japonaise n'appartenait plus seulement aux Japonais[757] » [*traduction par l'auteur*] et qu'il s'agissait donc de faciliter sa diffusion. Les débats se concentrèrent sur cinq thématiques majeures : l'expansion de la langue japonaise, le développement de la recherche (notamment universitaire) sur le Japon, la préservation du patrimoine culturel, l'investissement dans les médias télévisuels étrangers et l'ouverture de centres culturels à l'international[758]. Concernant la promotion du japonais, le gouvernement prévit d'augmenter drastiquement le nombre d'enseignants basés à l'étranger : alors qu'ils n'étaient que 7200 en 1988, l'objectif fut d'atteindre le nombre de 65 000 en 1994, soit une multiplication par neuf en six ans[759]. Un point qui mérite d'être souligné est que les avis divergèrent au sein de la Table ronde quant à l'importance à accorder à chaque région du monde : les uns défendaient l'option consistant à investir principalement aux États-Unis, tandis que les autres considéraient qu'il était plus intéressant de se concentrer sur l'Asie[760]. Contrairement à la majorité de la population nippone qui avait alors les yeux et l'esprit rivés sur l'Occident, les fonctionnaires n'oubliaient pas le poids stratégique des nations asiatiques.

[757] *Kokusai bunka kōryū kyōka no tame no kihon ninshiki (shian)*, 30 novembre 1988. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai, 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon
[758] *Kaku kaigō ni okeru tōgi no gaiyō*, non daté. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai, 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon
[759] *Kokusai bunka kōryū no jigyōbetsu gairyaku oyobi mondaiten*, 1 novembre 1988. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai, 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon
[760] *Kaku kaigō ni okeru tōgi no gaiyō*, non daté. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai, 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon

Les nouvelles nouvelles religions

Dans notre monde solidement désenchanté point invariablement le risque de borner son analyse à une description des transformations économiques, sociales et culturelles sans aborder les thématiques religieuses ou spirituelles, pourtant indispensables à une compréhension des soubassements sur lesquels repose toute société humaine. Le Japon ne déroge pas à la règle : sa trajectoire historique ne peut se comprendre qu'à la lumière des deux religions, le shintoïsme et le bouddhisme, ayant façonné un système spécifique de valeurs ainsi qu'une conception singulière de la vie. Si de nombreux auteurs se sont penchés sur l'originalité du syncrétisme shinto-bouddhiste, sur l'introduction pour le moins tumultueuse du christianisme au XVIe siècle par les jésuites ou sur la fonction du shintoïsme d'État au sein de la structure impériale moderne, les mutations du fait religieux dans le Japon d'après-guerre demeurent un chapitre relativement méconnu. Il est généralement admis que le processus de laïcisation mis en œuvre durant l'occupation américaine s'accompagna aussitôt d'une prolifération de sectes que l'on regroupa sous l'appellation vague de « nouvelles religions », parmi lesquelles on citera entre autres la Sōka Gakkai, le Reiyūkai ou encore Rishhō Kōsei Kai. L'interprétation des développements ultérieurs se révèle, toutefois, moins consensuelle : alors que l'expression on ne peut plus inélégante de « nouvelles nouvelles religions » se répandit pour décrire les mouvements religieux apparus à partir des années 1970, les observateurs se mirent à débattre de la pertinence d'une telle typologie[761]. Un changement fondamental s'était-il réellement produit au sein des communautés de croyants qui nécessitait l'emploi d'un dénominatif nouveau ? La différenciation entre les *shinshūkyō* – les « nouvelles religions » – et les *shinshinshūkyō* – les « nouvelles nouvelles religions » – ne s'apparentait-elle pas bonnement à une argutie de théoriciens ? Quoi qu'il en fût, il semble judicieux de considérer l'évolution des tendances religieuses au cours des années 1970-1980 afin de se représenter avec davantage de sagacité le terreau spirituel à partir duquel se constitua la génération de la Bulle.

Notons que le mot « secte » sera utilisé dans les paragraphes suivants sans connotation péjorative : l'auteur comprend ce terme comme désignant tout groupe religieux ne bénéficiant pas du statut de religion d'État ou de celui, plus ou moins arbitraire, de grande religion.

L'expression *shinshinshūkyō* fut utilisée pour la première fois en 1979 par Nishiyama Shigeru, professeur de sociologie à l'Université Tōyō, pour désigner les groupes religieux ayant connu un développement rapide au début des années 1970, tels que les sectes Agon Shu, Sûkyô

[761] Inoue, Nobutaka. Shinshinshūkyō gainen no gakujutsuteki yūkōsei ni tsuite. In : *Shūkyō to shakai*, 1997, vol. 3, pp. 3-4

Mahikari et GLA (God Light Association)[762]. Au-delà de leur jeunesse et de leur croissance rapide, Nishiyama attirait l'attention sur deux caractéristiques des *shinshinshūkyō* : premièrement, la plupart d'entre elles s'inscrivaient, à travers la pratique régulière de rituels surnaturels, dans ce que le sociologue appelait « une non-rationalité antimoderne » [*traduction par l'auteur*] ; deuxièmement, elles s'inspiraient de doctrines diverses, à la fois nippones et étrangères, qu'elles n'hésitaient pas à mélanger[763].

La « non-rationalité antimoderne » des *shinshinshūkyō* s'exprime pleinement à travers leur désir de communiquer avec l'invisible. Le groupe Shinnyo-en, affilié à la branche Daigo de l'école bouddhiste Shingon, pratique par exemple des rituels ésotériques appelés *sesshin*. Les adeptes de ce mouvement croient en l'existence d'un monde invisible avec lequel on peut entrer en contact par le biais d'un médium ; le *sesshin* consiste en une courte entrevue avec ce dernier d'environ trois minutes, au cours de laquelle le croyant recevrait les « secrets » et les conseils du bouddha sous forme d'incantations[764]. La secte Sûkyô Mahikari engage quant à elle ses membres à pratiquer le *tekazashi* : deux personnes s'asseyent face à face, puis l'une d'entre elles approche la paume de sa main en direction de l'autre – le récepteur – afin de lui transmettre « la Lumière de Dieu ». L'organisation explique :

> La Lumière de Dieu est une énergie spirituelle ou vibration de la sagesse, de l'amour et de la volonté de Dieu qui imprègne tout l'univers. [...] Par la pratique qui consiste à transmettre et à recevoir la Lumière, il est possible de faire l'expérience de l'existence réelle de Dieu et de sa puissance. On peut également prendre conscience de la grande influence du monde invisible sur le monde physique[765].

L'intérêt pour les pouvoirs paranormaux explosa au Japon à la suite d'une émission télévisée diffusée en 1974 mettant en scène le prestidigitateur israélien Uri Geller pliant une fourchette puis la brisant, soi-disant par la force de son esprit. De nombreux téléspectateurs, fascinés par ce spectacle, se prirent aussitôt de passion pour l'occultisme ; tandis que les

[762] Yokoyama, Michiyoshi & Nishiyama, Shigeru. Shinshinshūkyō būmu : sono shōtai. In : *Chūōkōron*, 1988, vol. 103(4), p. 128
[763] Ibid., p. 130
[764] Shiramizu, Hiroko. Organizational Mediums: A Case Study of Shinnyo-en. In : *Japanese Journal of Religious Studies*, 1979, vol. 6(3), pp. 425-426
[765] Sûkyô Mahikari. *L'art de Mahikari* [en ligne]. https://www.sukyomahikarieurope.org/pratique/ (consulté le 1 février 2023)

émissions consacrées aux pouvoirs surnaturels se multipliaient, la torsion de cuillère devenait un véritable phénomène de mode[766].

Les dogmes et les pratiques des *shinshinshūkyō* étaient issus d'un mélange de doctrines plus ou moins hétéroclites. La secte Agon Shu, qui prêche un retour au bouddhisme originel – c'est-à-dire antérieur à l'émergence du courant mahāyāna au Ier siècle –, offre un exemple de ce syncrétisme. L'un de ses enseignements (dharma), nommé *gumonjisōmei-hō*, est une pratique prônée initialement par l'école Shingon censée accroître les capacités intellectuelles du pratiquant ; les adeptes d'Agon Shu ont élaboré leur propre variante, qui incorpore une méthode de développement des chakras empruntée au kundalini yoga et des techniques de respiration provenant du taoïsme[767].

Établi en 1986, le groupe religieux Happy Science (Kōfuku no Kagaku) fonde ses dogmes à partir de théologies diverses. Les fidèles croient en l'existence d'un Dieu de la Terre nommé El Cantare, dont la conscience se matérialiserait à différentes époques sous la forme de figures mythiques telles qu'Élohim, Hermès et Bouddha. Le fondateur et dirigeant de Happy Science Ōkawa Ryūhō serait la dernière réincarnation d'El Cantare, dont la mission consisterait à créer une « nouvelle religion mondiale » permettant de réunir tous les peuples[768]. Les enseignements de Happy Science s'inspirent principalement du bouddhisme mais également passablement du christianisme ; l'on notera en outre que Bouddha, Jésus-Christ, Muhammad ou encore Confucius sont tous considérés comme des chefs spirituels majeurs[769].

Les *shinshinshūkyō* regorgent de mouvements difficiles à classer. La secte Worldmate (*wārudomeito*) en est un exemple particulièrement parlant. Fondé en 1984 sous le nom de Cosmocore (*kosumokoa*), Worldmate s'inscrit dans la tradition shinto. Ses fidèles croient donc en une multitude de dieux, mais ils accordent une importance particulière à la divinité Mioyamotosuōmikami, qu'ils nomment également dieu Su (*su no kami*). La secte s'adonne à des activités shintoïstes classiques telles que l'organisation de fêtes traditionnelles (*matsuri*), la coordination de rituels et la préparation de séminaires, mais elle propose également des services plus obscurs, notamment le *kyūrei*, dont la pratique consiste en un « sauvetage des fantômes » s'effectuant à travers une entrevue avec un exorciste. Néanmoins, la caractéristique la plus

[766] Takahashi, Naoko. *"1, 2, 3... magare!" Shakai genshō ni natta chōnōryoku būmu… ijō nan ekki wo umidashita TV kakkyoku no "okaruto rinrikan" wo furikaeru* [en ligne]. https://bunshun.jp/articles/-/47070 (consulté le 3 février 2023)
[767] Agon Shu. *About Agon Shu: Three Elements of Buddhist Religion – Buddha, Dharma and Sangha* [en ligne]. https://www.agon.org/en/about/page_a3.html (consulté le 2 février 2023)
[768] Happy Science. *Faith in Lord El Cantare* [en ligne]. https://happy-science.org/en/el-cantare/ (consulté le 2 février 2023)
[769] Happy Science. *Happy Science Teachings* [en ligne]. https://happy-science.org/en/ryuho-okawa/teachings/ (consulté le 2 février 2023)

frappante de Worldmate est sa communication comique et loufoque : son fondateur, Fukami Tōshū, raffole de calembours et aime se déguiser en des personnages burlesques, dont l'exemple le plus saisissant est une grenouille verte parée d'une culotte dorée et d'une cravate à pois. Fier de sa légèreté, Fukami se présente comme le « roi du gag de l'univers religieux[770] » [*traduction par l'auteur*].

À la fin des années 1970 se produisit un fait divers insolite surnommé l'affaire de l'Arche de Jésus (*iesu no hakobune jiken*), qui mit en lumière la méfiance et la mécompréhension de la société nippone à l'égard de ces nouvelles religions. L'Arche de Jésus était un petit groupe d'étude biblique réunissant une dizaine de fidèles – essentiellement des femmes – autour du pasteur Sengoku Takeyoshi ; alors que l'association, dont les activités semblaient plutôt banales et anodines, était restée discrète et inconnue du grand public jusqu'au milieu des années 1970, la publication dans le magazine féminin Fujin Kōron du témoignage d'une mère de famille s'inquiétant de la disparition de sa fille fit brusquement sortir l'Arche de Jésus de son anonymat[771]. L'article, intitulé « Oh Jésus Sengoku, rends-nous notre fille », révélait l'existence de cette secte douteuse coupable de l'enlèvement de plusieurs de ses membres, probablement envoûtées par leur chef charismatique. Les fidèles de l'Arche de Jésus, qui ne se réunissaient initialement qu'à l'occasion de leur séance de lecture biblique, avaient en effet commencé à faire toit commun et à voyager ensemble à travers l'archipel. Il semblait évident que le perfide Sengoku était parvenu à ensorceler ses disciples afin de s'entourer d'une nuée de concubines. Une campagne médiatique et politique acharnée s'engagea alors pour que l'on retrouve ces jeunes femmes séquestrées. Les journaux reçurent de nombreuses lettres signées par les adeptes de l'Arche de Jésus expliquant que leur retraite était volontaire et qu'elles ne subissaient aucun mauvais traitement, mais on supposa que ces messages leur avaient été dictés sous la contrainte. Voyant que la tempête ne faiblissait pas, Sengoku et ses disciples rentrèrent, en avion, à Tokyo ; alors qu'un mandat d'arrêt venait d'être émis contre le « gourou », les jeunes femmes se présentèrent devant les médias pour répondre aux innombrables questions que se posaient leurs concitoyens. À la surprise générale, les membres de l'Arche de Jésus s'avérèrent être des demoiselles tout à fait ordinaires et ne semblant absolument pas manipulées ; elles rejetèrent catégoriquement les accusations selon lesquelles elles auraient constitué une sorte de harem dont aurait profité le président ; ces jeunes femmes avaient simplement pris la décision de s'éloigner de leur ancienne communauté pour en former une

[770] Worldmate. *Fukami Tōshū* [en ligne]. https://www.worldmate.or.jp/profile/index.html (consulté le 6 février 2023)
[771] Serizawa, Shunsuke. *"Iesu no hakobune" ron*. Tokyo : Chikuma Shobō, 1995. 249 p.

nouvelle, centrée autour de la lecture de la Bible. Dès lors que la justice se rendit compte qu'aucune infraction ne pouvait être reprochée à Sengoku, le mandat d'arrêt à son encontre fut aussitôt retiré. Cet incident singulier, qui fut adapté à la télévision quelques années plus tard sous forme de *drama*[772], connut un dénouement saugrenu : profitant de sa soudaine notoriété, l'Arche de Jésus ouvrit un cabaret, baptisé La Fille de Sion (*shion no musume*), au sein duquel les hôtesses ne consommaient pas d'alcool et ne flirtaient pas avec les clients ; l'établissement attira de nombreux visiteurs, parmi lesquels certaines célébrités nationales, et s'imposa comme l'un des lieux branchés du quartier de Nakasu, à Fukuoka[773].

Au-delà du cas de l'Arche de Jésus, comment expliquer la rapide expansion des « nouvelles nouvelles religions » à partir des années 1970 ? Ces jeunes sectes semblaient en décalage total par rapport à l'évolution de la société nippone : les raisons de leur succès résident certainement dans cette dissonance. L'époque était à la promotion de l'individualisme – *koseishugi* – et de la richesse matérielle. Une part importante de la population souffrait de la détérioration des liens communautaires provoquée notamment par les transformations urbaines. Les divers mouvements religieux proposèrent des solutions à ces nouveaux maux. Les fidèles étaient à la recherche à la fois de sens à leur existence et d'une communauté à laquelle appartenir.

Le sociologue Nishiyama, cité précédemment, estimait que les adeptes des *shinshinshūkyō* étaient davantage intéressés par une quête spirituelle intérieure que par l'appartenance à une communauté de fidèles : il allait même jusqu'à affirmer que ces jeunes croyants étaient « des adeptes de mysticisme hostiles aux groupes religieux[774] » [*traduction par l'auteur*]. Cette thèse ne convainc guère, faute d'indices manifestes ; la nouvelle génération de croyants ne semble pas se démarquer par un refus particulièrement prononcé de la communion. Les raisons intimes motivant le ralliement à un mouvement spirituel demeurent difficiles à cerner, mais il paraît peu probable que les *shinshinshūkyō* soient dépourvues d'une fonction sociale et communautaire inhérente à tout groupe religieux.

La secte Moon

L'Église de l'unification, que l'on désigne souvent comme la secte Moon, connut un développement rapide au cours des années 1970-1980. Fondé en 1954 par un prêcheur coréen

[772] イエスの方舟：イエスと呼ばれた男と 19 人の女達 (*Iesu no hakobune: Iesu to yobareta otoko to 19 nin no onna-tachi*), 1985
[773] Izaki, Kei. *"Iesu no hakobune" no musume tachi wa ima nakasu no kurabu, 38 nen no kuraku norikoe maku* [en ligne]. https://www.nishinippon.co.jp/item/n/571308/ (consulté le 12 juillet 2021)
[774] Yokoyama, Michiyoshi & Nishiyama, Shigeru, op. cit., p. 139

du nom de Sun Myung Moon, le mouvement religieux commença à s'implanter au Japon dès la fin de la décennie.

Les enseignements de l'Église de l'unification reposent sur une exégèse singulière de la Genèse et plus précisément du récit d'Adam et Ève. Le chapitre de la chute de l'Homme raconte comment Ève, tentée par le Serpent, finit par manger le fruit défendu de l'arbre de la connaissance du bien et du mal avant de pousser Adam à en faire de même. Furieux de cette transgression, Dieu chasse Adam et Ève du jardin d'Éden ; rendus mortels et condamnés à la souffrance terrestre, les deux maudits s'accouplent et deviennent ainsi les premiers parents de l'humanité. La nature du fruit défendu et la signification exacte de la faute font l'objet d'interprétations diverses : le péché originel consiste-t-il en le désir d'acquérir une connaissance réservée à Dieu ? Le fruit symboliserait-t-il plutôt la conscience morale ? Pour l'Église de l'unification, la réponse est sans équivoque : Ève a commis l'adultère avec le Serpent, qui n'est autre que l'archange Lucifer[775]. Du fait de cette union, Ève a été imprégnée d'éléments sataniques qu'elle a ensuite transmis à Adam. Dès lors, nous serions tous les descendants de Satan, ce qui, cela s'entend, aggrave le cas de l'humanité.

Du fait de cette corruption physique intrinsèque et héréditaire, Jésus-Christ ne serait pas parvenu à nous sauver entièrement. Un nouveau prophète est donc nécessaire et attendu pour le salut de l'humanité. Il s'avère que ce second Christ doit voir le jour en Orient, et puisque le Japon – adorateur de la déesse du soleil Amaterasu – et la Chine – soumise à l'idéologie communiste – sont des pays de Satan, la nation élue ne peut être que la Corée[776]. Enfin, l'Église de l'unification proclame que le Messie est en fait déjà ressuscité et parmi nous : il s'agit de Sun Myung Moon, le fondateur de la secte. Le peuple coréen doit par conséquent être considéré comme le troisième Israël.

> La nation qualifiée pour devenir l'objet du cœur de Dieu doit être celle d'un peuple dévoué au bien. En plus de 4 000 ans d'histoire, le peuple coréen, ethnie homogène, n'a presque jamais envahi d'autres nations. Même durant les périodes des royaumes de Goguryeo et Silla, où il s'enorgueillissait d'une puissance militaire conséquente, il n'a usé de ses forces que pour repousser les envahisseurs. Si l'on considère qu'un trait essentiel du côté de Satan est d'agresser autrui, alors il est clair que le peuple coréen est qualifié pour être du côté de Dieu[777].

[775] DP Life. *The Divine Principle* [en ligne]. https://dplife.info/divineprinciple (consulté le 9 février 2023)
[776] Ibid.
[777] Moon, Sun Myung. *Présentation du Principe divin*. Paris : Éditions Culture & Paix, 2013, p. 501

Si elles mettent en avant la Corée, les croyances de la secte Moon semblent accorder peu d'estime à la nation japonaise. Le texte du *Principe divin*, présenté comme « l'enseignement fondamental » de Sun Myung Moon, comprend des passages particulièrement hostiles à l'égard du Japon.

> Le Japon annexa de force la Corée en 1910. Les Japonais firent subir des atrocités aux Coréens, emprisonnant et exécutant de nombreux patriotes, et privant la population de liberté. Quand un mouvement d'indépendance éclata le 1er mars 1919, les Japonais tuèrent des milliers de civils dans toute la péninsule. À l'époque du grand séisme de Kanto en 1923, les Japonais prirent des Coréens innocents habitant Tokyo comme boucs émissaires et en massacrèrent beaucoup. Cependant, de nombreux Coréens, qui ne pouvaient plus supporter l'oppression nipponne, quittèrent leur maison et fuirent pour chercher la liberté dans les régions désertiques de Mandchourie. Là ils subirent des difficultés indicibles et se donnèrent corps et âme à la lutte d'indépendance pour leur patrie. Les soldats japonais fouillèrent village après village pour trouver ces Coréens loyaux. Dans certains villages, ils entassaient indistinctement jeunes et vieux dans des bâtiments et y mettaient le feu, les brûlant vifs. La tyrannie du Japon se poursuivit jusqu'à sa défaite à la fin de la deuxième guerre mondiale, en 1945.
> Les Coréens tués lors du Mouvement d'indépendance du 1er mars ou dans le désert mandchou étaient en majorité des chrétiens. Vers la fin du régime colonial, le Japon mena une politique tristement célèbre pour écraser les chrétiens indépendantistes en Corée. Les chrétiens étaient contraints d'assister au culte shinto ; les insoumis étaient emprisonnés ou exécutés. Quand l'empereur Hirohito du Japon capitula à la fin de la deuxième guerre mondiale, le peuple coréen asservi recouvra finalement la liberté[778].

Au sujet de la Seconde Guerre mondiale, Moon explique que le monde était divisé en deux camps antagonistes : celui de Dieu, composé des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France, et celui de Satan, composé de l'Allemagne, du Japon et de l'Italie[779]. Par ailleurs, le Japon serait un pays de type féminin, c'est-à-dire symbolisant Ève, ce qui n'arrange pas sa situation. Le projet de la secte Moon comporte une dimension nationaliste et impériale qui se manifeste notamment à travers son souhait de voir le coréen devenir « la langue maternelle pour toute l'humanité[780] ». Le *Principe divin* explique : « Tous les peuples devraient finir par parler la langue des Vrais Parents, en tant que langue maternelle. Toute l'humanité deviendra un seul peuple et parlera une seule langue, établissant ainsi une nation universelle sous Dieu[781]. »

[778] Ibid., pp. 497-498
[779] DP Life, op. cit.
[780] Moon, Sun Myung, op. cit., p. 510
[781] Ibid.

Le succès de l'Église de l'unification à travers l'archipel est donc intrigant. Comment un mouvement se réclamant d'une religion marginale au sein de la société nippone – le christianisme – et professant des doctrines relativement hostiles à l'égard du Japon a-t-il pu y rencontrer un tel enthousiasme ? La réponse à cette interrogation se trouve dans le prosélytisme ingénieux de la secte, qui eut recours à des stratégies d'ajustement – ou de dissimulation – pour conquérir un public que l'on aurait imaginé a priori peu réceptif.

En 1968, Sun Myung Moon établissait, en Corée du Sud puis au Japon, la Fédération internationale pour la victoire sur le communisme (*Kokusai shōkyō-rengō*), qui constituerait pour ainsi dire le bras politique de la secte[782]. Ce positionnement anticommuniste facilita un rapprochement avec la droite japonaise, notamment avec le PLD. Le mouvement s'activait ainsi sur une multitude de fronts. Tandis que la maison-mère, l'Église de l'unification, faisait office de siège religieux, la *Kokusai shōkyō-rengō* constituait donc la branche politique. Les activités économiques et commerciales étaient prises en main par une pluralité d'entreprises : Dong Wha Titanium Industrial et Hankook Titanium Industrial étaient spécialisés dans les produits en titane ; Il Hwa Pharmaceuticals fabriquait des produits pharmaceutiques ; Il Shin Stoneworks vendait principalement des vases en marbre ; Tongil Industries et Tōitsu Sangyō produisaient des machines-outils ; le conglomérat Happy World commercialisait des produits divers et variés tels que des icônes religieuses, des chaussures, du matériel informatique, du thé, des poissons séchés ou encore des boissons énergétiques ; Song Wha Press était une maison d'édition ; et World Daily News (Sekai Nippō) était un journal publié à Tokyo[783]. Des activités éducatives, des conférences et des séminaires étaient organisés par divers groupes, tels que l'International Cultural Foundation, l'International Conferences on the Unity of Sciences, la Professors World Peace Academy et la Sun Myung Moon Foundation[784].

Le public japonais commença à s'inquiéter de ce mouvement à la suite de la publication de deux articles critiques, le premier dans le magazine *Bungeishunjū* en 1984 et le second dans le journal *Asahi* en 1986[785]. On y dénonçait notamment la vente d'objets spirituels (*reikan shōhō*) à des prix exorbitants. En 1987, *Asashi* avait calculé que, depuis 1980, environ quinze-mille plaintes avaient été déposées par des citoyens nippons contre l'Église de l'unification, accusée d'avoir extorqué un total de 317 milliards de yens[786]. Les inquiétudes se changèrent en

[782] McGill, Peter. The Dark Shadow Cast by Moon Sun Myung's Unification Church and Abe Shinzo. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2022, vol. 20(10), p. 11
[783] Bromley, David G. Financing the Millennium: The Economic Structure of the Unificationist Movement. In : *Journal for the Scientific Study of Religion*, 1985, vol. 24(3), p. 258
[784] Ibid., p. 266
[785] McGill, Peter, op. cit., p. 2
[786] Ibid.

condamnations lorsque les foyers nippons découvrirent sur leur écran les images des gigantesques mariages collectifs organisés par la secte, notamment celui du 25 août 1992 ayant eu lieu dans le stade olympique de Séoul et célébré l'union de trente-mille nouveaux couples[787]. Face à une opinion publique de plus en plus hostile, l'organisation décida de changer de nom. Depuis 1994, elle ne s'appelle plus l'Église de l'unification mais, officiellement, la Fédération des familles pour la paix mondiale et l'unification.

Le 8 juillet 2022, l'ancien premier ministre Abe Shinzō était assassiné par arme à feu à Nara, en plein discours de campagne électorale. Le meurtrier était un homme de 41 ans, Yamagami Tetsuya, ancien membre des Forces maritimes d'autodéfense (la marine nippone). Il s'avéra rapidement que ses motivations se rapportaient à la secte Moon : Yamagami maudissait l'Église de l'unification, car sa mère s'était ruinée à travers des dons excessifs, et il reprochait à Abe d'entretenir des liens trop étroits avec la secte[788]. Cet événement choqua profondément l'opinion publique japonaise, qui s'alarma de la dangereuse imbrication des mondes politique et religieux, en particulier concernant les élus du PLD. Le 13 octobre 2023, le gouvernement demanda au tribunal de Tokyo la dissolution de la branche nippone de l'Église de l'unification[789].

La secte Aum

Durant l'époque de la Bulle émergea puis se développa un mouvement religieux illuminé, conquérant et meurtrier dont les crimes monstrueux bouleverseraient l'archipel. La secte Aum (*ōmu shinrikyō*) fut fondée en 1984 par Asahara Shōkō, un praticien d'acupuncture et de médecine chinoise s'étant pris de passion pour l'ésotérisme. Asahara conçut initialement son association comme une école de yoga, laquelle attira rapidement un nombre important de disciples. Les promesses de méditations allaient pourtant se transformer en une projet terroriste délirant.

La secte commettait son premier assassinat en février 1989 : un jeune membre de 21 ans, qui avait fait part de son intention de quitter le groupe, se faisait étrangler avec une corde par

[787] Tada, Fumiaki. *1992 nen ni gōdō kekkonshiki ni sanka. Sokode nipponjin josei to hajimete deaimashita* [en ligne]. https://www.nikkan-gendai.com/articles/view/life/317410 (consulté le 13 octobre 2023)
[788] McCurry, Justin. *How Shinzo Abe's murder and his ties to Moonies blindsided Japanese politics* [en ligne]. https://www.theguardian.com/world/2023/jan/10/how-shinzo-abe-ties-to-moonies-unification-church-blindsided-japanese-politics (consulté le 13 octobre 2023)
[789] Mesmer, Philippe. *Le gouvernement japonais demande la dissolution de la branche nippone de la secte Moon* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/13/le-gouvernement-japonais-demande-la-dissolution-de-la-branche-nippone-de-la-secte-moon_6194194_3210.html (consulté le 14 octobre 2023)

un de ses confrères[790]. La fuite en avant meurtrière avait commencé : le guide spirituel avait théorisé le concept de l'homicide salutaire, le « *poa* », qui permettait de sauver les mécréants en leur ôtant, en même temps que la vie, la possibilité de vivre dans l'erreur, c'est-à-dire en opposition à la secte Aum. En novembre de la même année, Asahara ordonna la suppression de l'avocat Sakamoto Tsutsumi, de son épouse et de leur bébé d'un an, qui furent tous les trois assassinés par strangulation. En 1990, la secte utilisait des camions pour répandre des toxines botuliques qu'elle espérait mortelles aux alentours de deux bases navales américaines, de l'aéroport de Narita, du bâtiment de la Diète et du Palais impérial[791]. Cette première tentative d'utilisation d'arme biologique se solda par un échec – la substance utilisée n'était probablement pas létale –, mais Aum poursuivit ses projets en matière de bioterrorisme : tout en continuant à travailler sur les toxines botuliques, les savants fous se mirent à manipuler dès 1992 le bacille du charbon (*Bacillus anthracis*), organisme à l'origine de la maladie du charbon (*anthrax* en anglais)[792].

À la suite d'une série d'attentats ratés, Asahara se convainquit que la maîtrise des armes biologiques serait une tâche trop compliquée ; il encouragea une réorientation vers la production d'armes chimiques, notamment le sarin, que la secte se mit à synthétiser dès l'été 1993[793]. Parallèlement à cette « course à l'armement », la secte continuait à essayer d'assassiner ceux qu'elle percevait comme ses ennemis, avec des succès variés. Le 27 juin 1994, la secte Aum perpétrait un premier attentat au gaz sarin dans une zone résidentielle de la ville de Matsumoto, dans la préfecture de Nagano. L'attaque, qui consistait en un acte de vengeance vis-à-vis d'une association de quartier s'étant opposée à l'implantation de la secte, avait fait huit morts et environ 140 blessés[794]. La police n'était toujours pas parvenue à faire le lien entre ces différentes affaires : les desseins fous d'Asahara pouvaient se poursuivre.

Le 20 mars 1995, la secte Aum mettait à exécution l'attentat au gaz sarin dans le métro de Tokyo : aux alentours de 8 heures du matin, soit en pleine heure de pointe, cinq individus perçaient avec leur parapluie des sachets remplis de sarin dans les rames bondées des lignes

[790] ABC News. *Former Aum Cultist Sentenced* [en ligne]. https://abcnews.go.com/International/story?id=82186&page=1 (consulté le 6 février 2023)
[791] Danzig, Richard, Sageman, Marc, Leighton, Terrance, Hough, Lloyd, Yuki, Hidemi, Kotani, Rui & Hosford, Zachary M. *Aum Shinrikyo: Insights Into How Terrorists Develop Biological and Chemical Weapons*. Washington D.C. : Center for a New American Security, 2012, p. 19
[792] Ibid., p. 23
[793] Ibid., p. 29
[794] Public Security Intelligence Agency. *Chikatetsu sarin jiken kara 26 nen* [en ligne]. https://www.moj.go.jp/psia/aum-26nen.html (consulté le 6 février 2023)

Marunouchi, Hibiya et Chiyoda, provoquant la mort de 14 personnes et en blessant environ 6300 autres[795]. Une attaque terroriste de grande ampleur venait d'avoir lieu en pleine capitale.

Les Japonais apprirent après quelques jours l'existence de cette secte folle, qui s'avéra avoir commis dès la fin des années 1980 une kyrielle de crimes, assassinats et tentatives d'attentats en parvenant à passer sous les radars de la police. L'histoire tragique de la secte Aum révéla l'incompréhension de la société japonaise vis-à-vis des nouveaux mouvements religieux apparus au cours des années 1970-1980 : alors que l'affaire de l'Arche de Jésus avait occasionné un emballement médiatique démesuré au regard de la relative insignifiance de l'événement, les complots meurtriers de la secte Aum avaient pu s'accomplir sans que les autorités n'eussent enquêté sérieusement sur Asahara et ses acolytes.

Cette aventure sanguinaire entretient-elle un rapport avec la Bulle ? Le fait que la secte se soit développée durant la période de la Bulle est-il un hasard ? S'il est clair que la secte Aum ne s'inscrivait en rien dans le courant idéologique libéral qui caractérisa la Bulle, il est possible que ses croyances se soient constituées en réaction à une société devenue abruptement matérialiste. L'abandon brusque du champ religieux par l'État japonais après la guerre engendra un vide spirituel qui fut aussitôt comblé par l'émergence de nouveaux acteurs jouissant tout à coup d'une grande liberté. La disparition d'une autorité religieuse unique entraîna l'apparition d'une multitude de chapelles, parmi lesquelles des sectes plus ou moins douteuses. La secte Aum parvint à dissimuler durant de nombreuses années ses desseins meurtriers en se réfugiant derrière la liberté de culte, l'un des piliers du Japon démocratique.

[795] Saitō, Buntarō & Sasaki, Hiroshi. *Jiken ga wakaru : chikatetsu sarin jiken* [en ligne]. https://mainichi.jp/articles/20220418/osg/00m/040/004000d (consulté le 6 février 2023)

VII. L'HÉRITAGE DE LA BULLE

Le climat d'effervescence dans lequel baignait la société japonaise ne pouvait pas durer éternellement. Les bulles sont, par nature, vouées à éclater de manière imprévisible et brutale. Les prix et les indices boursiers se mettent à chuter, jusqu'à retrouver des niveaux plus cohérents : les illusions de croissance et de prospérité se dissipent, tandis que l'on prend soudain conscience des incohérences entourant cette parenthèse onirique. Le réveil se révèle généralement douloureux, d'autant que les conséquences d'un krach peuvent outrepasser la sphère économique et financière. À cet égard, l'expérience nippone suscite un intérêt particulier, puisque l'éclatement de la bulle a non seulement mis fin à une croissance économique que l'on croyait incoercible, mais il a également enrayé le mouvement de libéralisation qui traversait la société japonaise dans son ensemble. Avant de s'interroger sur les raisons de cette cassure, il conviendra de décrire la phase décisive que constitue le dégonflement de la bulle.

Le choc

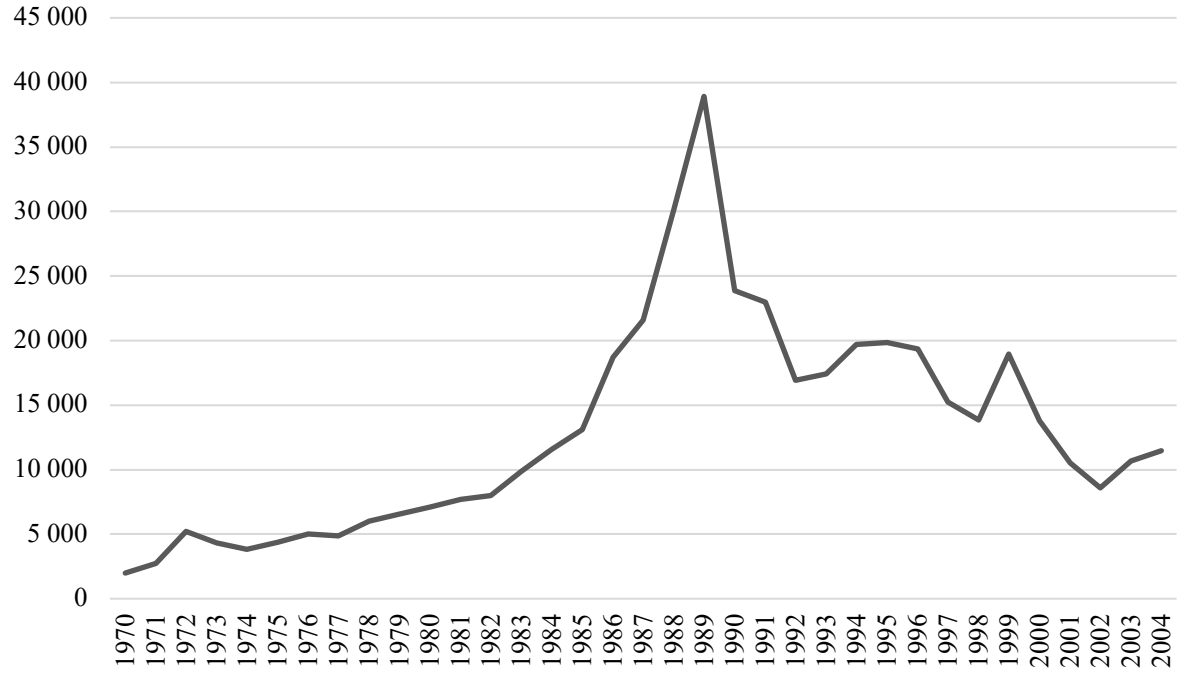
La fin de la période de prospérité fut un événement stupéfiant. La société nippone s'imaginait tout naturellement des lendemains heureux pour elle-même. Le contraire était alors difficilement concevable. En 1989, l'économiste Kanō Yoshikazu annonçait crânement l'avènement des « Golden 90s » :

> Jusqu'à quand continuera le cycle économique de haute croissance ? De nouveaux mécanismes de croissance étant à l'œuvre au sein de l'économie japonaise, les conditions inédites sont remplies pour que le cycle en cours surpasse le Boom Izanagi des années 1965-70. Je considère que l'économie japonaise se situe sur la rampe de lancement des années 1990, lesquelles constitueront une période de haute croissance que je nomme « Boom mammouth » ! [...] Pour l'économie mondiale, boostée entre autres par les effets de la détente et par le boom immobilier né de la privatisation du capital, les années 1990 seront sans aucun doute une période de haute croissance. L'économie japonaise, qui profitera en outre de sa position centrale vis-à-vis de l'Asie orientale devenue foyer du développement mondial, retrouvera des taux de croissance de 5-7 %. En l'an 2000, le PIB par habitant s'élèvera à 33 000 $ au Japon. Aux États-Unis, il ne sera que de 23 000 $. Le niveau de vie des Japonais sera presque 1,5 fois plus élevé que celui des Américains. [...] Notre économie est en situation de pleine floraison.

> [...] Je prédis que nous nous dirigeons vers un boom sans précédent, les « Golden 90s »[796] [*traduction par l'auteur*].

Les « Golden 90s » ne surviendraient donc pas. La bourse japonaise commença à dévisser au tournant des années 1990 (voir graphiques 35, 36 et 37). Inquiète de la flambée des cours, la banque centrale avait décidé depuis quelques mois de remonter ses taux directeurs : alors qu'il s'élevait depuis février 1987 à 2,5 %, le taux d'escompte fut rehaussé à 3,25 % le 31 mai 1989, à 3,75 % le 11 octobre, puis à 4,25 % le 25 décembre[797]. La Banque du Japon et le gouvernement dont elle dépendait encore – elle acquerrait son indépendance en 1998 – étaient déterminés à mettre un frein à la surchauffe de l'économie. Le 29 décembre 1989, le cours du Nikkei 225 atteignit 38 957,44 points au cours de la journée[798]. Dès le début de la nouvelle décennie, l'indice entama sa dégringolade. Une année plus tard, le 28 décembre 1990, le Nikkei 225 ne valait plus que 23 848,71 points à la fermeture ; il avait chuté de presque 40 %[799].

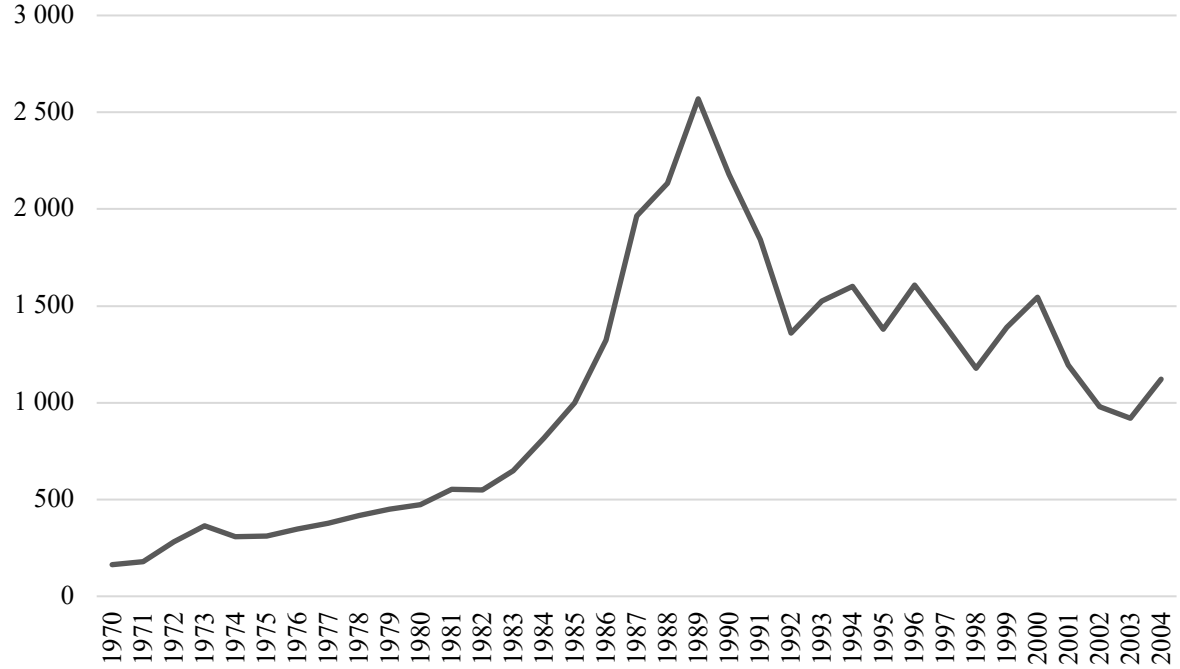
Graphique 35 : Cours du Nikkei 225



Source : Statistics Bureau of Japan

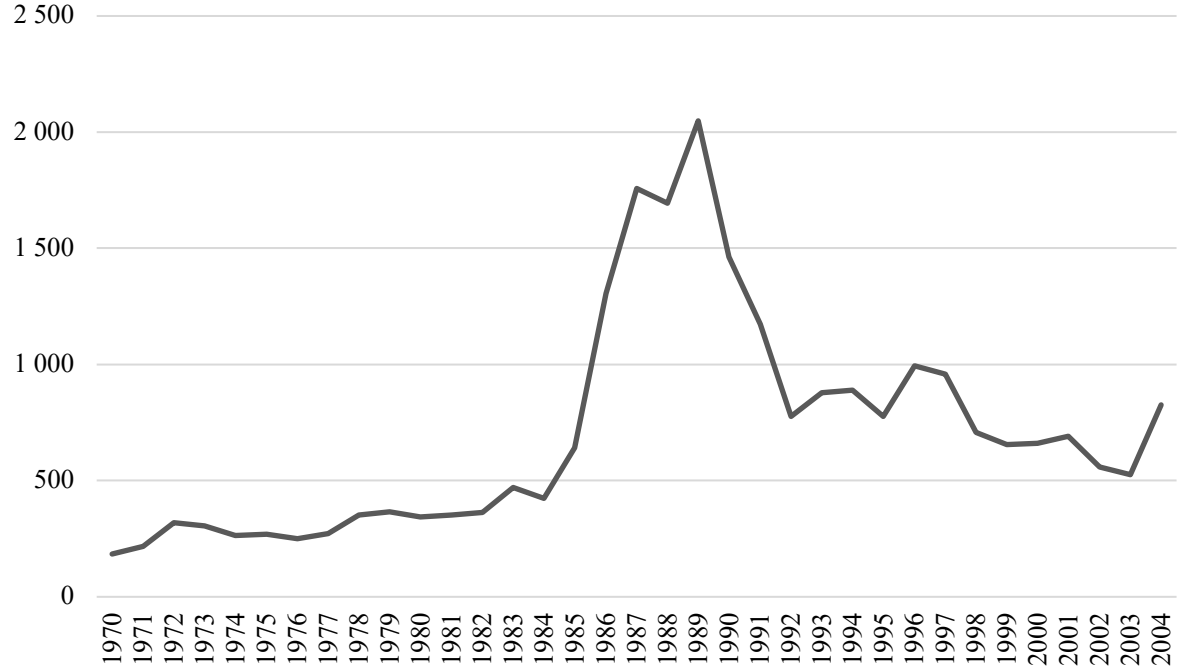
[796] Kanō, Yoshikazu. Ōgon no 90 nendai ni mukau nihon keizai – ōgata keiki kara kōdo seichō e. In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(4), pp. 160-165
[797] Bank of Japan. *The Basic Discount Rate and Basic Loan Rate (Previously Indicated as "Official Discount Rates")* [en ligne]. https://www.boj.or.jp/en/statistics/boj/other/discount/discount.htm (consulté le 9 novembre 2023)
[798] Nikkei Indexes. *Historical Data (Nikkei 225)* [en ligne]. https://indexes.nikkei.co.jp/en/nkave/archives/data (consulté le 4 novembre 2023)
[799] Ibid.

Graphique 36 : Cours du TOPIX



Source : Statistics Bureau of Japan

Graphique 37 : Cours du TOPIX (secteur de l'immobilier)



Source : Statistics Bureau of Japan

Le Topix atteignit quant à lui 2884,80 points le 18 décembre 1989[800]. Une année plus tard, le 28 décembre 1990, sa valeur ne s'élevait plus qu'à 1733,83 points, ce qui correspondait également à un recul de 40 %[801]. Le secteur de l'immobilier, qui avait porté la croissance nippone durant la seconde moitié des années 1980, chutait pareillement. La bulle financière et immobilière avait éclaté.

Quelques esprits prudents ou pessimistes comprirent, lorsque se manifestèrent les premiers signes de stagnation, que l'économie japonaise se trouvait potentiellement dans une situation grave. L'avocat Kawai Hiroyuki, célèbre pour avoir plaidé dans plusieurs affaires financières particulièrement médiatisées, raconte avoir senti le vent tourner :

> J'avais été, moi aussi, grisé par la bulle : je m'étais endetté pour acquérir des biens immobiliers d'une valeur de 2,5 milliards de yens, donc je ne peux certainement pas dire que j'analysais cette période avec sérénité. Seulement, avant que la bulle ne s'écroule, alors que la bourse stagnait et que le secteur immobilier ne se portait plus aussi bien, j'ai eu l'impression d'entendre au loin un bruit d'éboulement, comme si cette économie spéculative commençait à dégringoler. À ce moment-là, tandis que je risquais par ailleurs une sanction disciplinaire de l'ordre des avocats, j'ai eu l'intuition qu'il m'arriverait une catastrophe si je ne battais pas en retraite[802] [*traduction par l'auteur*].

Kawai parvint ainsi à se débarrasser de ses biens survalorisés avant que les prix ne s'effondrassent. D'autres n'eurent bien sûr pas cette chance. La journaliste Ōtani Sachiko, citée précédemment, se remémore les pertes monumentales subies à l'époque par son entourage :

> J'ai plusieurs amis et connaissances qui ont énormément perdu lors du dégonflement de la bulle financière. Autour de moi, beaucoup de gens avaient acheté des actions ou des biens immobiliers. La fin de la Bulle leur a fait perdre des sommes très importantes[803].

Même lorsqu'il apparut de plus en plus clairement que l'économie nippone avait été dans une situation de bulle, une grande partie des citoyens resta confiante en l'avenir, persuadée que cette « surchauffe » ne remettait absolument pas en cause l'élan inépuisable de croissance. Ōkubo Chika faisait partie de ces esprits optimistes :

---

[800] Japan Exchange Group. *Stock price index – historical (TOPIX) Monthly Chart* [en ligne]. https://quote.jpx.co.jp/jpx/template/quote.cgi?F=tmp/e_hist_index&basequote=151_1968&begin=1968/01/01&end=2019/01/28&mode=M&histtype=CSV&f1=1968&f2=01&f3=01&t1=2019&t2=01&t3=28&x1=2019&x2=01&x3=28&term=&type=1 (consulté le 4 novembre 2023)
[801] Ibid.
[802] Hasumi, Seiichi, op.cit., p. 22
[803] Entrevue réalisée le 21 octobre 2019.

> Je me rendais peut-être compte que l'on vivait dans une situation de bulle économique. Je trouvais fantastique ce monde rempli de lumières, de caviar et de champagne. Mais je pensais que cette bulle continuerait éternellement. Je pensais que c'était la nouvelle norme. Je ne pensais pas que cet état puisse se terminer. Je me disais : « Quel monde magnifique ! »[804]

L'atterrissage

Le monde s'avéra bientôt moins somptueux, plus « normal ». Il fallut pourtant du temps pour s'en rendre compte puis l'accepter. Les entreprises, d'abord persuadées que la baisse des courbes n'était qu'un phénomène passager, mirent quelques années à réagir. Le marché de l'emploi ne commença à se contracter qu'en 1993-1994. Tanaka Masaru, employé dans une société de télécommunication cité précédemment, fut l'une des victimes de ce changement de conjoncture :

> J'ai terminé ma licence en 1992. Le marché du travail était encore florissant. Personne n'imaginait avoir du mal à trouver un emploi. J'ai hésité à rejoindre une entreprise, mais j'ai finalement décidé de faire une maîtrise. J'ai donc reçu mon diplôme deux ans plus tard, en 1994. La situation sur le marché du travail était alors complètement différente : les employeurs s'étaient adaptés à la nouvelle réalité économique et il était devenu très difficile de se faire embaucher. Je n'aurais jamais imaginé que la situation puisse changer autant en deux ans[805].

Le dégonflement de la bulle ne fut pas un phénomène foudroyant : il fut un processus long, aux retombées directes s'étendant sur plusieurs années. Les secteurs immobilier, financier et de la construction furent les premiers à être affectés. La chute des prix de l'immobilier frappa de plein fouet les institutions financières, qui garantissaient en grande partie leurs crédits avec des biens immobiliers et qui se retrouvèrent dès lors encombrées de prêts non performants[806]. L'une des victimes de ces conjonctures fut la prestigieuse maison de courtage Yamaichi Securities, contrainte le 24 novembre 1997 au dépôt de bilan. Le Wall Street Journal présenta cet

[804] Entrevue réalisée le 1 novembre 2019.
[805] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[806] Tsuruta, Hiromi & Miyasaka, Jackie, op. cit., pp. 36-37

événement comme « la plus grande faillite de tous les temps au Japon[807] » [*traduction par l'auteur*], Le Monde comme un « séisme[808] ».

Nishikawa Daichi, employé dans une multinationale japonaise cité précédemment, se remémore cette lente détérioration du climat économique qui déboucha sur cette retentissante banqueroute :

> Le dégonflement de la bulle n'a pas été une chute brutale. Les choses se sont peu à peu dégradées. J'étais encore lycéen à l'époque, mais je me souviens que mon père se plaignait de la conjoncture économique. Sa boîte a traversé des moments difficiles. D'une manière générale, les entreprises ont mis du temps à réagir. Ce n'est qu'en 1993 ou 1994 que mon entreprise a décidé de diminuer le nombre d'embauches. Les grandes faillites, celles de Hokkaido Takushoku Ginko et de Yamaichi, sont survenues plusieurs années après, en 1997 pour être précis[809].

La banqueroute de Yamaichi constitua un immense choc pour le personnel, qui ne pouvait pas s'imaginer un tel dénouement. Un employé, à l'époque vice-directeur de succursale à Chiba, se remémore les jours ayant précédé la faillite :

> Alors que Yamaichi venait de publier de grosses pertes, mon chef m'a dit : « La boîte va s'en sortir à coup sûr. C'est impossible qu'on fasse faillite. » Ce n'était pas de la fanfaronnade, il croyait vraiment à ce qu'il disait. Pourtant, le vendredi 21 novembre, l'agence de notation Moody's a abaissé la note de Yamaichi Securities, qui a perdu son « triple B » pour un « double B »[810]. L'entreprise passait alors en catégorie spéculative, ce qui m'a fait penser que nos bureaux à l'étranger devraient éventuellement fermer. Mais je ne me faisais pas de souci à l'échelle nationale, d'autant qu'à Chiba nous générions du profit. Je me suis même dit que ce serait embêtant de subir d'éventuelles restrictions concernant les notes de frais, alors je suis allé boire plus qu'à l'accoutumée. [...] Le lendemain, quelques heures après que je suis rentré – il devait être six heures du matin – mon téléphone sonne. Encore ivre de la veille, je décroche. C'est un responsable du quartier général : « On dépose le bilan... » J'avais mal à la tête, et j'ai mis du temps à comprendre ce qu'il me racontait. J'ai allumé la télévision ; on était déjà en train de proclamer la faillite de Yamaichi. [...] C'est alors qu'une bouteille de Harper encore intacte est entrée dans mon champ de vision. Je m'en suis naturellement saisi, et elle

[807] Hamilton, David P. & Spindle, Bill. *Yamaichi Securities Shuts Down In Japan's Biggest-Ever Failure* [en ligne]. https://www.wsj.com/articles/SB880310313773643500 (consulté le 18 octobre 2023)
[808] Pons, Philippe. *Yamaichi, l'un des plus gros courtiers du Japon, pourrait mettre un terme à ses activités* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/archives/article/1997/11/23/yamaichi-l-un-des-plus-gros-courtiers-du-japon-pourrait-mettre-un-terme-a-ses-activites_3806054_1819218.html (consulté le 18 octobre 2023)
[809] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[810] Contrairement à ses concurrents Standard & Poor's et Fitch Ratings, Moody's utilise un système de notation ne comprenant pas de « triple B » et de « double B » ; en fait, la note de Yamaichi Securities fut abaissée ce jour-là de « Baa3 » à « Ba3 », ce qui correspond à la perte d'un « triple B ».

> s'est vidée sans que je m'en rende compte. [...] Comme je n'avais plus de whiskey, j'ai décidé de rentrer chez ma famille, à Koganei, mais j'avais bien trop bu. C'est une histoire embarrassante, mais une fois arrivé à la gare de Tokyo j'ai commencé à me sentir mal au point de vomir. Je ne me souviens plus de ce qui s'est passé ensuite[811] [*traduction par l'auteur*].

Toyohashi Akio (nom d'emprunt) a intégré Yamaichi Securities en 1983. Il a donc vécu de l'intérieur l'ébullition financière de la Bulle puis la faillite la plus spectaculaire de l'histoire contemporaine du Japon. Yamaichi était une société qui fonctionnait « à l'ancienne », avec un management rude reposant sur le strict respect des hiérarchies :

> Yamaichi avait une culture d'entreprise assez unique. Il y avait un vrai esprit de corps. Quand on allait au restaurant ou qu'on faisait une activité, les *senpai* – les aînés – payaient tout. Les cadets ne payaient pas un centime. On nous faisait bien comprendre que la boîte était une famille et qu'il n'y avait pas de place pour l'individu.
> En tant que membre du service commercial, je devais me rendre au travail à 7 h 30. Mon bureau était à Shibuya. Je devais arriver en ayant lu les journaux, notamment le *Nikkei*. Une réunion commençait à 7 h 30 et on nous demandait quels étaient les points importants parmi les nouvelles du jour, de quoi on allait parler avec nos clients, comment le marché avait évolué, quelles entreprises on allait mettre en avant... Il fallait vraiment être à jour, sinon on se faisait engueuler. Il y a un registre de toutes les entreprises japonaises cotées appelé le *Kaisha shikihō* : c'est un livre très épais et assez lourd. Eh bien, on nous le lançait dessus si on disait une bêtise ! J'avais donc très peur. Quand on avait trop bu la veille et qu'on n'avait pas réussi à lire le journal avant d'arriver à la réunion, on priait pour ne pas être désigné, comme des élèves face au professeur. C'était terrifiant[812].

Malgré ce quotidien impitoyable, Toyohashi et ses collègues profitaient de la frénésie financière. Les employés de Yamaichi recevaient ainsi régulièrement des présents de la part d'une clientèle ravie de voir ses affaires fleurir ou son patrimoine gonfler :

> Nos clients s'enrichissaient énormément et n'hésitaient pas à nous faire des cadeaux pour nous remercier. On m'a par exemple offert une magnifique montre. J'ai reçu également des costumes et un grand nombre de chemises. Un ami a même reçu une voiture en cadeau de la part d'un client ! Un jour, j'ai mis en contact deux connaissances pour la vente d'un bien immobilier. En tant que courtier, on recevait normalement 4 % du prix de la vente, mais cette fois-ci je m'étais simplement contenté de les mettre en relation, donc je n'avais demandé aucune rétribution financière. L'acheteur a insisté

[811] Hasumi, Seiichi, op. cit., pp. 34-36
[812] Entrevue réalisée le 29 octobre 2019.

> pour que je reçoive quelque chose, mais j'ai refusé. Alors il a décidé de m'offrir des bons cadeaux d'une valeur d'un million de yens (environ 7000 dollars au 1er janvier 1990). Comme je me sentais mal de recevoir tout cet argent, j'ai voulu partager ce cadeau avec mes collègues. J'ai commencé à distribuer ces bons cadeaux au bureau. C'est alors que le directeur de filiale est arrivé. Il a regardé la scène, les yeux ébahis, et s'est mis à crier : « Que fais-tu ? Pourquoi es-tu en train de distribuer de l'argent au bureau ? » Je me suis bien fait sermonner[813].

Cette ère d'abondance ne durerait pourtant pas. Toyohashi reconnaît que lui et ses collègues ne s'attendaient pas à une telle évolution, malgré l'existence de certains signes préoccupants. La culture d'entreprise excessivement hiérarchique ne favorisa pas la remise en question de la stratégie poursuivie par Yamaichi :

> Pendant longtemps, on ne s'est pas rendu compte qu'il y avait un problème avec la situation financière. On pouvait avoir de temps à autre des instants de doute, mais ils étaient étouffés par la hausse continue des indices financiers. Je me rappelle un jour où je travaillais sur un graphique. J'effectuais une analyse technique pour prévoir l'évolution du marché. C'est alors que je me suis dit qu'il y avait un problème : mes lignes indiquaient une longue chute. Si cette prévision était correcte, ça aurait été la panique générale. J'ai présenté mes analyses en interne. Je me suis fait engueuler. On m'a dit : « Tais-toi ! Ne raconte pas ce genre d'idiotie autour de toi ! » On avait peur que ces perspectives négatives détériorent la motivation des employés. Je crois aussi qu'on ne savait pas encore réagir à un marché baissier. On était encore en retard sur les produits dérivés[814].

Pour de nombreux citoyens restés à l'écart de la frénésie boursière, l'éclatement de la bulle correspondit néanmoins à un incident quelconque. Certains se réjouirent même de ce krach aux accents de châtiment divin. Ce fut notamment le cas de l'écrivain Moroi Kaoru, qui vit dans la débâcle la correction d'une insupportable injustice :

> Tandis que le monde les enviait en serinant « Ils sont riches ! Ils sont riches ! », les masses populaires, qui n'ont aucun lien avec le yen ou la bourse, se demandaient : « En quoi diable sommes-nous riches ? » ; mais les types qui étaient devenus nouveaux riches du jour au lendemain à la faveur de prix fonciers hystériques et qui avaient échappé ingénieusement à l'œil du fisc virent cet argent facilement gagné se changer, dans les airs de Kabutochō[815], en de vulgaires feuilles mortes : du point de vue des masses, ce spectacle était terriblement satisfaisant, et l'on entendit assurément des « C'est bien

[813] Ibid.
[814] Ibid.
[815] Kabutochō est le quartier où se situe la bourse de Tokyo.

> fait ! » clamés avec joie, tel un séisme émanant des profondeurs de la terre. Selon cette perspective, le bruit d'une bulle qui éclate n'est en rien désagréable[816] [*traduction par l'auteur*].

Cet éclatement serait néanmoins suivi d'un lent déclin économique dont le pays ne semble toujours pas sorti. Les victimes de cet évènement financier ne se bornèrent donc pas aux détenteurs de valeurs mobilières et immobilières. Toutefois, une partie des citoyens vécut de loin ce ralentissement de l'activité. La dirigeante d'une multinationale nippone Ōkubo Chika admet ne pas avoir été affectée outre mesure par la contraction de l'économie :

> Je ne me rappelle pas vraiment l'éclatement de la Bulle. Les changements les plus visibles ont été qu'il était devenu plus facile d'attraper un taxi et que les discothèques fermaient les unes après les autres. On lisait dans les journaux que telle ou telle entreprise avait mis la clef sous la porte. Mais je n'ai pas modifié mon mode de vie : ce n'est pas comme si mon employeur avait fait faillite ou que mon salaire avait baissé. Mon quotidien n'a donc pas changé. Seulement, l'époque scintillait de moins en moins. Les lumières se sont éteintes[817].

L'ambiance générale s'assombrit. Les Japonais arrêtèrent de danser. Comme le rappelle Ōkubo, les *disuko*, symboles de la fougue de la Bulle, fermèrent une à une : le King & Queen en 1992, le Shibaura GOLD en 1993, le Juliana's Tokyo en 1994, le Maharaja et l'Area en 1997, le Hibiya Radio City en 1998... La Bulle, ses paillettes et son rythme enivré appartenaient désormais au passé.

La recherche des coupables

En 2007 paraissait dans les salles de cinémas japonaises *Baburu e go !!*, traduit en anglais par *Bubble Fiction: Boom or Bust*, une comédie d'action mettant en scène l'aventure de Tanaka Mayumi, une jeune femme envoyée dans le passé afin d'empêcher l'éclatement de la bulle, considéré comme la cause du marasme dans lequel s'est depuis englué le Japon. C'est un bureaucrate travaillant au ministère des Finances, Shimokawaji Isao, qui impose cette délicate mission à Mayumi, lui indiquant qu'il lui faudra convaincre le directeur du Bureau bancaire du ministère, Serizawa Yoshimichi, de revenir sur sa décision de mars 1990 concernant la limitation des transactions immobilières, une mesure qui aurait causé l'effondrement de la

[816] Moroi, Kaoru. "Baburu" no jidai (shin-nyozegamon 6). In : *Shokun!*, 1990, vol. 22(6), p. 217
[817] Entrevue réalisée le 1 novembre 2019.

bourse. La jeune femme revient donc dix-sept ans en arrière grâce à une machine à remonter le temps et découvre avec émerveillement un Tokyo flamboyant et fastueux, bien différent de la mégalopole émoussée qu'elle connaît. Tout le monde est beau, énergique et prodigue ; l'heure est continuellement à la danse, à la musique américaine, aux boîtes de nuit, à la drague, au champagne. Voici donc l'époque de la Bulle ! La grande Fête ! Mayumi est enchantée par toute cette opulence, mais elle ne sombre tout de même pas dans la griserie ambiante : la jeune femme sait pertinemment que « cette période n'est qu'écume ». Au cours de sa mission, Mayumi rencontre le Shimokawaji de 1990, qui est complètement différent du Shimokawaji de 2007 : le premier est « léger et irresponsable », tandis que le second est « sombre, lourd et froid ». Bien entendu, ces descriptions se rapportent métaphoriquement, au-delà du personnage directement concerné, aux deux époques antinomiques que le film retrace. Après quelques péripéties, les deux protagonistes tentent de convaincre le directeur du Bureau bancaire Serizawa de revenir sur sa décision concernant la limitation des transactions immobilières, en lui révélant que ces mesures imprudentes vont provoquer une catastrophe. L'on apprend alors que Serizawa était, dès le début, entièrement conscient des effets désastreux qu'auraient ses annonces sur l'ensemble de l'économie nippone ; il cherchait en fait à ruiner les entreprises japonaises afin de satisfaire ses partenaires étrangers qui pourraient alors, tels de vils vautours, se les accaparer à bas prix. L'on retrouve dans cette trame une théorie selon laquelle l'éclatement de la bulle aurait été orchestré à dessein par des dirigeants corrompus désirant tirer un bénéfice personnel de l'appauvrissement de la nation. Serizawa incarne ainsi le politicien véreux, le parti de l'étranger, la finance internationale perfide et apatride. Mayumi et Shimokawaji parviennent finalement à déjouer les plans du traître et empêchent la mise en œuvre des mesures limitant les transactions immobilières. L'éclatement de la bulle n'aura pas lieu : tout est bien qui finit bien. Mayumi peut retourner dans un futur renouvelé, où la société japonaise semble miraculeusement guérie de ses maux économiques. Le film se termine avec une scène curieuse semblant suggérer l'existence d'un antagonisme fondamental entre, d'une part, l'époque de la Bulle et, d'autre part, l'harmonie familiale. Les derniers dialogues laissent entendre que la fougue de la Bulle aurait entraîné le triomphe d'un individualisme allant de pair avec l'éclatement de la famille.

En tant qu'œuvre cinématographique, *Baburu e go !!* est un long métrage certes divertissant mais au fond assez médiocre : le scénario demeure somme toute prévisible, les dialogues sont anodins et, par-dessus tout, le jeu de certains acteurs est franchement piteux, au point que le visionnage en devient parfois embarrassant. Pourtant, le film se révèle particulièrement intéressant en tant que document historique, et cela sur deux plans : non seulement l'œuvre

esquisse un tableau audiovisuel appréciable de l'époque de la Bulle, mais elle témoigne également de la manière dont a été perçue cette période ultérieurement, en l'occurrence durant les années 2000. Le réalisateur, Baba Yasuo, ne dépeint pas la Bulle comme un épisode tragique ou exécrable ; il la présente plutôt comme un grand moment d'ivresse collective, fabuleux mais éphémère, dont personne ne pouvait alors se douter de l'extrême fragilité. Les individus s'avèrent irresponsables et insouciants, vaguement décadents, mais pas immoraux ; la corruption qui les affecte est foncièrement puérile, en ce qu'elle a trait au jeu, à la récréation et à la frivolité. Le Japon de la Bulle est ainsi dépeint comme une sorte de gigantesque île aux Plaisirs à laquelle une génération entière de citoyens s'est retrouvée assujettie.

Le dégonflement de la Bulle correspondit à un réveil douloureux. L'on se mit immédiatement à rechercher les coupables de cette disgrâce. L'on pointa tout d'abord du doigt les institutions bancaires et financières, accusées de s'être livrées à des pratiques dangereuses et malhonnêtes. Un cadre d'une grande société de courtage dénonça l'instauration des *eigyō tokkin*, des fonds gérés directement par les maisons de courtage qui n'hésitaient pas à s'en servir pour manipuler les cours :

> Lorsque l'on a commencé à recourir aux fonds *eigyō tokkin*, j'ai tout de suite remarqué que les risques étaient élevés. Ça allait car les valeurs boursières étaient encore à la hausse, mais cette situation ne durerait pas éternellement. Il semblerait que tout le monde se le disait vaguement. Mais les marchés financiers étaient en plein essor et les affaires étaient lucratives. On ne pouvait pas dire stop. Survient alors le Black Monday. À ce moment-là, plus personne ne pouvait ignorer les risques que comportaient les fonds *eigyō tokkin*[818] [*traduction par l'auteur*].

Un cadre de la société de courtage Nomura Securities critiqua le « suprémacisme du profit » que son entreprise lui semblait promouvoir, au mépris des pratiques traditionnelles qui tenaient davantage compte du consensus et de l'harmonie au sein du groupe :

> Ce suprémacisme du profit s'est encore accéléré durant la Bulle. Puisque la grande majorité des négociants sont des jeunes ayant intégré l'entreprise durant la Bulle, ces valeurs sont prédominantes au sein des premières lignes de l'entreprise. On peut même dire que c'est la culture de Nomura[819] [*traduction par l'auteur*].

[818] Tateishi, Yasunori. Tokushū baburu no kessan. In : *Bungeishunjū*, 1991, vol. 69(10), p. 115
[819] Ibid., p. 117

Dès les premiers mois suivant l'éclatement de la bulle, certains observateurs soulignèrent une forme de corruption mentale s'apparentant à l'adoption de comportements frivoles présumés « américains ». Dans un article consacré aux causes de la bulle, l'économiste Iida Tsuneo déclarait ainsi :

> Le plus inquiétant est que les Japonais se sont imbibés de l'idée selon laquelle le travail sérieux serait désuet. Si ce diagnostic est exact, cela signifie que nous répétons l'erreur qu'ont commise les États-Unis. La disposition au travail assidu et sincère est un élément précieux pour le capitalisme[820] [*traduction par l'auteur*].

En 1993, le professeur Gotō Fumiyasu écrivait :

> La Bulle a été une période anormale, jusque dans le comportement des individus. Les journaux, en introduisant des sections consacrées à la bourse, sont coupables d'avoir promu le culte de l'argent. Comparée à cette époque, la période actuelle que l'on qualifie de récession est, aux yeux de nombreux citoyens, plus normale et plus calme[821] [*traduction par l'auteur*]

La recherche des mécanismes ayant mené à l'émergence de la bulle puis à son éclatement éclipsa quelque peu une question tout aussi importante : qui bénéficia de la Bulle ? Yokoo Nobumasa, ancien employé de Nomura Securities, considère que le boom économique ne concerna tout compte fait que les secteurs immobilier et financier :

> La grande majorité des citoyens n'ont pas bénéficié de la Bulle. Les seuls qui en ont profité sont les agents immobiliers, à qui on achetait des immeubles hors de prix. La Bulle de la consommation n'a pas été explosive, ce sont seulement les prix du foncier et des actions qui ont augmenté[822] [*traduction par l'auteur*].

Cette affirmation est exagérée et, de ce fait, inexacte. L'immobilier et la finance furent en effet les moteurs d'un emballement spéculatif qui se propagea aux autres secteurs d'activité. Les innombrables témoignages, écrits et oraux, révèlent une euphorie généralisée et un sentiment de prospérité largement partagé au sein de la population. Fukuda Kiko, la professeure de japonais citée précédemment qui était employée de banque entre 1983 et 1986, explique par

[820] Iida, Tsuneo. Kinyū fushōji no nani ga mondai nanoka – baburu no kakushin. In : *Bungeishunjū*, 1991, vol. 69(11), p. 162
[821] Gotō, Fumiyasu. Baburu ni odoru, fukyō ni sawagu. In : *Sekai*, 1993, vol. 580, p. 155
[822] Yokoo, Nobumasa & Sogame, Hiromitsu. Baburu ni odotta 4 dai shōken no tsumi to batsu. In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 37

exemple qu'il était alors normal pour les jeunes recrues de recevoir six mois de bonus en une année[823]. Tanaka Masaru, qui était encore universitaire durant la Bulle, fait part des avantages dont lui et ses camarades bénéficiaient en tant que futurs salariés :

> J'ai ressenti fortement la Bulle quand j'ai commencé à chercher un travail. En tant qu'universitaire, on était invité par différentes entreprises qui rivalisaient entre elles pour nous recruter. J'habitais à Tokyo, mais si une boîte basée à Osaka m'invitait pour une visite, elle payait forcément le voyage en train – en *shinkansen* – et la nuit à l'hôtel. C'était donc très coûteux pour les entreprises, mais elles devaient faire ça pour attirer les futurs diplômés. C'était incroyable. Certains de mes camarades utilisaient ce système pour se faire des sous : ils contactaient une entreprise, par exemple à Osaka, pour faire une visite ; puis, ils en contactaient plusieurs autres pour organiser d'autres visites le même jour ; ils se retrouvaient donc avec quatre ou cinq entreprises qui leur payaient le billet de train et l'hôtel ; comme les filous envoyaient les preuves d'achat à chacune des entreprises, ils se retrouvaient avec un gain d'environ 100 000 yens (environ 700 dollars au 1er janvier 1990) en un weekend ! Certains enchaînaient donc ce genre de petites escapades, une fois à Osaka, une fois dans le Tōhoku[824].

Tanaka poursuit :

> Il y avait aussi ce qu'on appelait les *OB hōmon*, ou « visites d'*alumni* », consistant en une présentation d'une entreprise par un employé ancien diplômé de l'université. L'usage voulait que ce dernier offre aux participants un petit cadeau, mais ce petit cadeau s'avérait parfois très grand ! Je me souviens par exemple d'une entreprise qui nous avait offert à chacun une montre. Elle devait certainement coûter moins de 10 000 yens (environ 70 dollars au 1er janvier 1990), mais quand même. Ce serait absolument impensable aujourd'hui[825].

Ces témoignages contredisent l'affirmation de Yokoo Nobumasa selon laquelle seuls les secteurs immobilier et financier auraient profité de la Bulle. En fait, l'économie dans son ensemble bénéficia de ce moment d'euphorie, au point que les nouvelles recrues et les universitaires obtinrent eux aussi leur part du gâteau.

[823] Entrevue réalisée le 31 janvier 2020.
[824] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[825] Ibid.

La réaction politique

Le gouvernement, bien que dépassé par les événements, s'activa pour tenter de remédier à la situation. L'une de ses réponses les plus marquantes à la bulle immobilière fut l'introduction d'un impôt sur la terre (*chika-zei*) en 1991. Cette décision était l'aboutissement de plusieurs années de réflexions et de mesures plus restreintes.

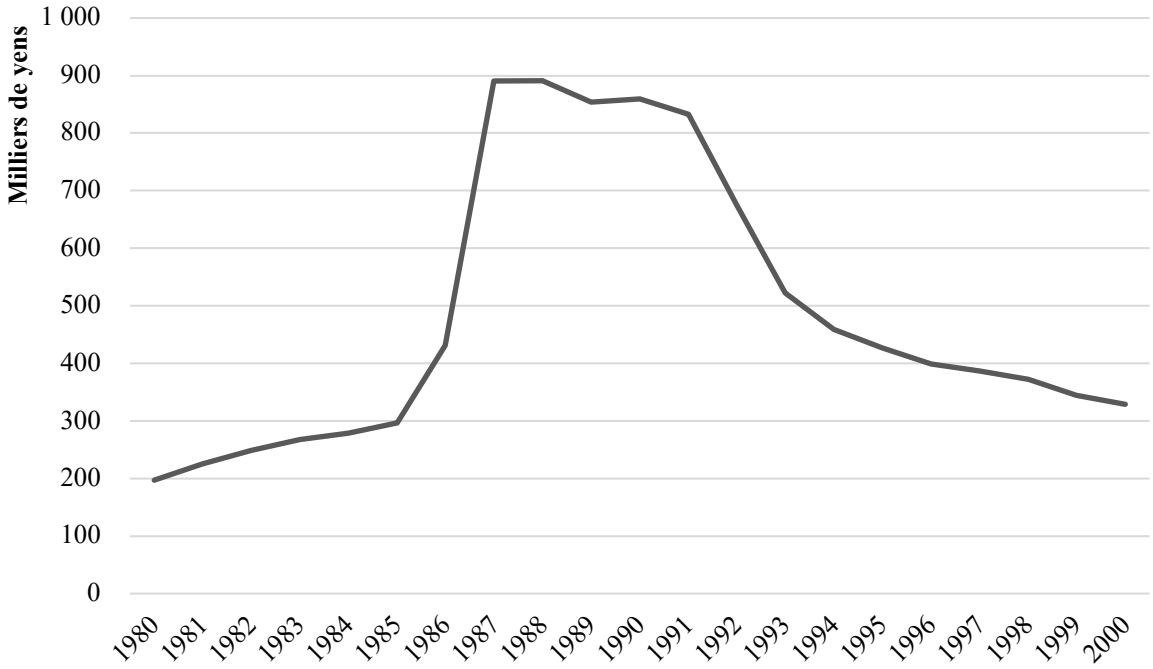
La hausse brutale des prix de l'immobilier avait commencé à alerter les autorités dès le milieu des années 1980, sans que l'on ne parlât encore de bulle à proprement parler : l'on pensait alors que le problème était la hausse en elle-même, et non pas le décalage entre les prix et la valeur « réelle » du foncier. Cette inquiétude apparaît dans les journaux de l'époque. Le 2 avril 1985, l'éditorial du quotidien Mainichi était consacré à la hausse des prix de la terre dans les zones urbaines[826]. Une année après, le 2 avril 1986, l'éditorial du journal Asahi intitulé « *Kimekomakai chika-taisaku wo isoge* » (« Hâtez-vous de concevoir un plan pour le prix de la terre ») en appelait au gouvernement pour qu'il prenne le sujet à cœur[827]. À la fin des années 1980, il devint impossible d'ignorer la situation, et de plus en plus de voix s'élevaient pour demander à l'administration d'intervenir. Le quotidien Yomiuri déclarait le 9 septembre 1989 qu'il fallait absolument « enrayer la diffusion de la hausse des prix de la terre[828] » [*traduction par l'auteur*]. Environ un mois plus tard, Hatori Shōhei écrivait dans le même journal un article dénonçant les effets néfastes de ce phénomène : « Des prix de la terre insensés poussent le peuple à renoncer à acquérir un bien immobilier, détruisent la culture et provoquent la désagrégation des communautés[829] » [*traduction par l'auteur*].

En fait, les autorités avaient identifié ce problème à un stade relativement précoce : dès avril 1986, l'Agence des terres nationales (*kokudochō*) et le gouvernement métropolitain de Tokyo avaient présenté un « Plan contre la hausse du prix du foncier dans le centre de Tokyo », puis, en décembre de la même année, un Comité ministériel pour le prix du foncier (*chika taisaku kakuryō kaigi*) avait été établi[830]. Les inquiétudes concernant l'explosion des prix de le terre et de l'immobilier allaient pourtant à l'encontre du mouvement de privatisations et de dérégulations institué par le gouvernement : il semblait inconcevable à ce dernier de se lancer

[826] Mainichi (éditorial non signé). « *Toshichika ga tomosu kikenshingō* », 2 avril 1985
[827] Asahi (éditorial non signé). « *Kimekomakai chika-taisaku wo isoge* », 2 avril 1986
[828] Yomiuri (éditorial non signé). « *Chika jōshō no kakusan ni hadome wo* », 9 septembre 1989
[829] Hatori, Shōhei. Yomiuri. « *Shomin no yume, bunka kudaku chika kōtō* », 12 novembre 1989
[830] Komine, Takao & Okada, Keiko. Baburu hōkai to furyō saiken taisaku (1990-96 nen wo chūshin ni). In : Komine, Takao. *Baburu/defure-ki no nihon keizai to keizai seisaku, dai 1 kan : Nihon keizai no kiroku – dai 2 ji sekiyu kiki e no taiō kara baburu hōkai made (1970 nendai – 1996 nen)*. Tokyo : Economic and Social Research Institute, 2011, p. 386

dans une politique de régulation des prix, antithèse de la doctrine néolibérale. Les premières mesures furent introduites en août et septembre 1987, quelques mois avant la fin du dernier mandat Nakasone, avec, d'une part, un léger élargissement du système d'inspection des transactions immobilières dans les zones les plus fortement touchées par la hausse des prix et, d'autre part, une augmentation de l'imposition sur la vente d'un bien immobilier acquis il y a moins de deux ans[831].

Graphique 38: Prix moyen du m² à usage résidentiel à Tokyo

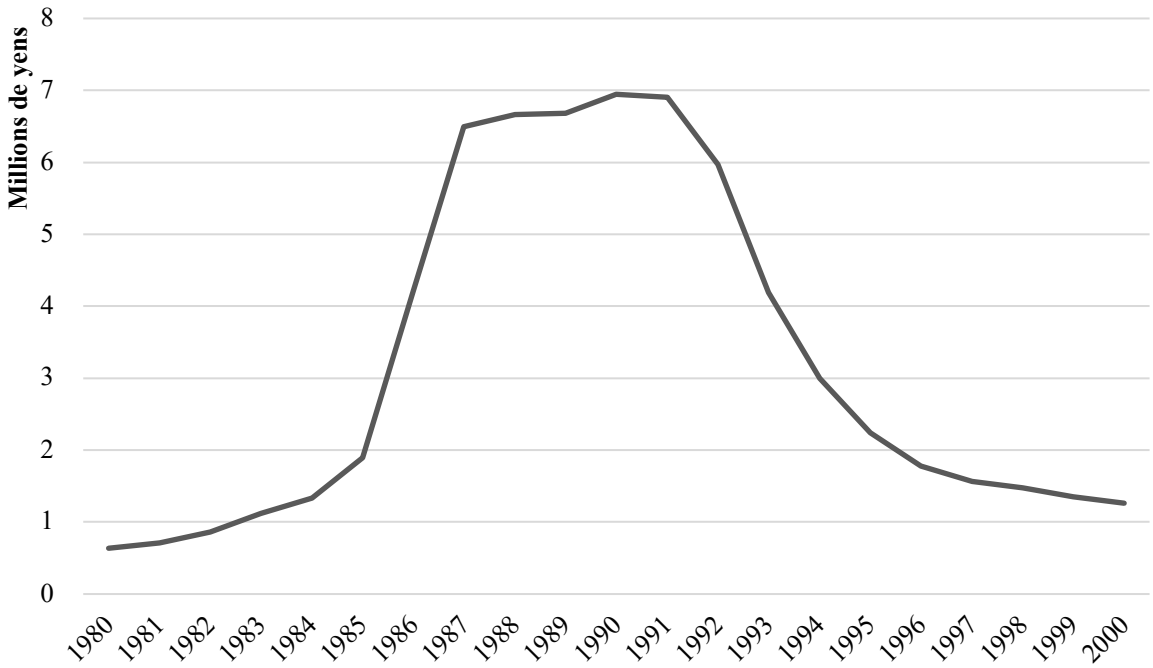


Source : Statistics Bureau of Japan

Les économistes Komine Takao et Okada Keiko affirment que ces mesures ne permirent pas d'enrayer la flambée des prix du foncier[832], mais cette assertion n'est pas tout à fait exacte. Lorsque l'on observe l'évolution de la valeur moyenne du mètre carré dans la capitale (voir graphiques 38, 39 et 40), on constate que l'explosion des prix eut lieu entre 1985 et 1987, puis qu'à partir de ce moment-là ils n'augmentèrent plus de manière significative mais se maintinrent à des niveaux élevés pendant encore quatre ou cinq ans.

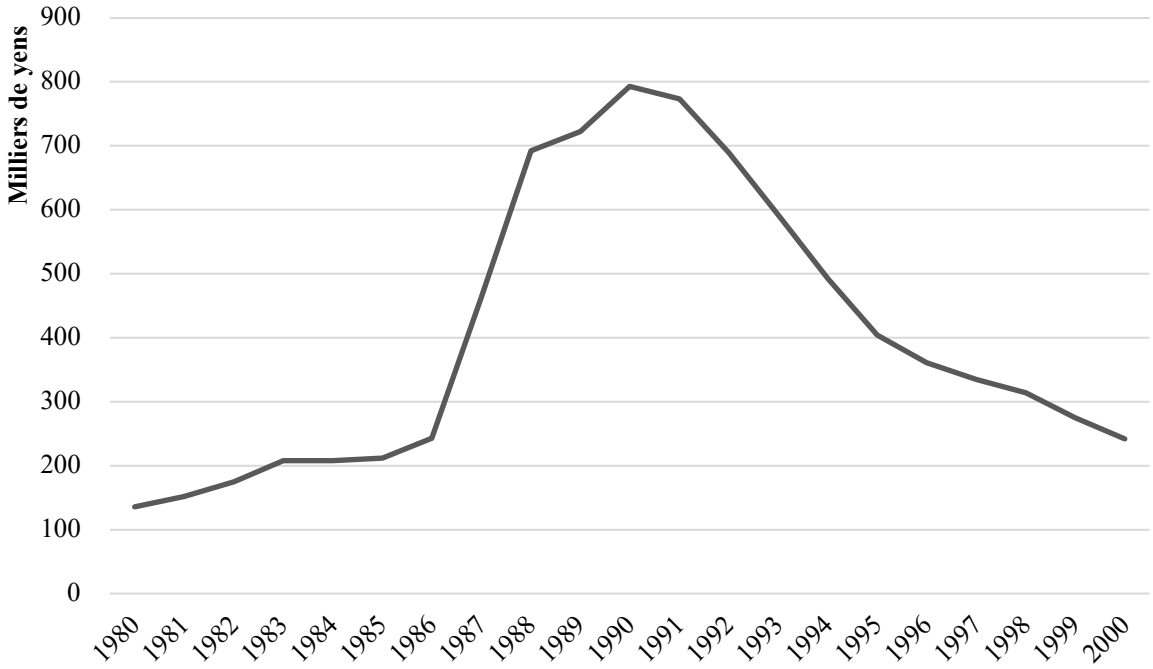
[831] Ibid., 379
[832] Ibid.

Graphique 39: Prix moyen du m² à usage commercial à Tokyo



Source : Statistics Bureau of Japan

Graphique 40: Prix moyen du m² à usage industriel à Tokyo



Source : Statistics Bureau of Japan

Les prix du foncier évoluèrent de façon légèrement différente en fonction de l'usage de la parcelle. Représentée sur le graphique 38, la valeur moyenne du mètre carré à usage résidentiel passa de 297 000 yens en 1985 à 431 000 yens en 1986 (croissance annuelle de 45 %), puis 890 000 yens en 1987 (croissance annuelle de 106 %) ; elle commença à décroître légèrement dès 1989, puis violemment à partir de 1992. Le prix du mètre carré à usage commercial passa quant à lui de 1,3 millions de yens en 1984 à 1,9 millions en 1985 (croissance annuelle de 42 %), 4,2 millions en 1986 (croissance annuelle de 122 %), puis 6,5 millions en 1987 (croissance annuelle de 54 %) ; ensuite, il continua à croître faiblement pendant quelques années avant de chuter dès 1992 (voir graphique 39). La valeur du mètre carré à usage industriel, représentée sur le graphique 40, s'envola avec un léger décalage : elle passa de 212 000 yens en 1985 à 243 000 yens en 1986 (croissance annuelle de 15 %), 462 000 yens en 1987 (croissance annuelle de 90 %), puis 692 000 yens en 1988 (croissance annuelle de 50 %).

La hausse des prix du foncier avait donc été freinée dès 1988, mais les efforts du gouvernement se poursuivirent néanmoins dans le but de ramener les prix à un niveau inférieur. En décembre 1989 entra en vigueur la loi fondamentale sur la terre (*tochi kihon-hō*), dont l'esprit désavouait les réformes libérales menées jusqu'alors : le texte érigeait « la primauté du bien-être public » concernant l'utilisation des terres, instituait « un usage approprié et planifiée » de cette ressource inextensible, prévoyait l'interdiction de la spéculation foncière et stipulait que « les bénéfices perçus par les propriétaires terriens à la suite d'une hausse de prix engendrée par des changements sociaux-économiques » devraient être contrebalancés par une « charge adéquate[833] », dont la nature exacte n'était pas précisée [*traductions par l'auteur*].

L'idée d'un impôt sur la terre commença à faire son chemin. Un Sous-comité sur l'impôt sur la terre (*tochizeisei shōiinkai*) fut établi au sein de la Commission de recherche sur le système fiscal (*zeisei chōsakai*) du Cabinet. Dans un rapport publié le 22 juin 1990, le Sous-comité déclarait que le pays devait lutter contre « l'accroissement des inégalités de capital dû à la hausse des prix des terres » ; dans cette optique, un impôt sur la terre permettrait d'établir un certain « équilibre avec la charge fiscale sur les revenus du travail[834] », de freiner la spéculation immobilière et d'encourager une utilisation productive des terres [*traductions par l'auteur*]. En résumé, l'idée du gouvernement était d'atténuer, au moyen d'une nouvelle taxe, les « avantages de la propriété terrienne[835] » [*traduction par l'auteur*].

---

[833] Ibid.

[834] Rapport du Sous-comité sur l'impôt sur la terre de la Commission de recherche sur le système fiscal (税制調査会土地税制小委員会) du 22 juin 1990, intitulé *Tochi-zeisei no minaoshi ni atatte – koremade no shingi no ronten-seiri* (土地税制の見直しに当たってーこれまでの審議の論点整理)

[835] Sakurai, Ryōji. Chika-zei no hōteki kitei to seisaku kōka. In : *Okidai Keizai Ronso*, 1991, vol. 15(2), p. 56

L'introduction d'un impôt sur la terre fut décidée en 1991. Alors qu'il était initialement question d'un taux atteignant 0,5 ou 1 %, l'impôt fut finalement fixé à 0,3 % de la valeur de la terre – ce taux serait même abaissé à 0,15 % en 1996. N'étaient pas concernés par cet impôt les terrains d'une valeur totale inférieure à un milliard de yens (1,5 milliard pour les propriétaires individuels ainsi que pour les PME) et les parcelles dont le prix du mètre carré ne dépassait pas 30 000 yens[836]. Les terrains d'habitation de moins de mille mètres carrés échappaient à cette taxe, de même que les surfaces dédiées à l'éducation, aux hôpitaux, aux services sociaux ou à d'autres établissements d'intérêt public. Tel qu'il fut finalement adopté par la Diète, le projet d'impôt sur la terre sembla donc avoir perdu de son ardeur originelle. Non seulement la taxe de 0,3 % était sensiblement inférieure aux taux avancés lors des débats, mais le seuil d'application de l'impôt fut également moins ambitieux que prévu – de 500 millions à un milliard de yens –, si bien que le nombre de personnes (physiques et morales) concernées par ce nouvel impôt ne s'éleva qu'à 50 000, soit seulement un quart des 200 000 initialement annoncés[837].

La création de ce nouvel impôt provoqua des réactions disparates. L'opposition de gauche le critiqua en soulignant sa modicité[838]. Le patronat était également mécontent, mais pour des raisons opposées. Le président du syndicat patronal *Keidanren* Saitō Eishirō dénonça une mesure inéquitable : « C'est une taxe déraisonnable et inacceptable s'apparentant à un second impôt sur les sociétés visant exclusivement les grandes entreprises[839] » [*traduction par l'auteur*]. Ishikawa Rokurō, président de la *Nisshō*, la Chambre de commerce et d'industrie du Japon, dénonça quant à lui « un nouvel impôt qui vient mutiler l'activité entrepreneuriale[840] » [*traduction par l'auteur*].

Au même titre que l'arrêt de la dérégulation foncière, une autre conséquence majeure de la fin de la Bulle fut la violente remise en cause du mouvement de libéralisation de l'éducation. Tsuji Sō en appelait dès 1992 au retour de « l'éducation de contrôle » pour lutter contre le délabrement du système scolaire. Selon Tsuji, il était urgent de combattre un esprit démocratique-égalitariste pernicieux ayant encouragé l'épanouissement d'une conscience victimaire : « Ce qui détruit l'éducation publique japonaise est l'opinion erronée, défendue par les médias, intellectuels et autres experts pédagogiques, consistant à faire de l'enfant une "malheureuse victime devant endurer un monde et une école étouffants"[841] » [*traduction par*

[836] Ibid., p. 33
[837] Ibid., p. 34
[838] Ibid., p. 58
[839] Ibid.
[840] Ibid.
[841] Tsuji, Sō. Ima koso kanri-kyōiku no fukken wo – jiyū hōnin wa ijime to kōnai bōryoku wo jochō suru nomi. In : *Bungeishunjū*, 1992, vol. 70(3), p. 217

l'auteur]. L'auteur soulevait ensuite le vaste « problème » de la liberté et de sa régulation : « L'école doit enseigner le fait que la liberté est limitée ; elle ne doit pas être un lieu où les enfants jouissent d'une égoïste liberté[842] » [*traduction par l'auteur*]. Mais le plus frappant dans le réquisitoire de Tsuji était le lien qu'il établissait entre la dégradation du système éducatif et le recul de la figure paternelle au sein des foyers japonais :

> J'aimerais mettre en avant l'éducation « paternaliste ». Le père ne doit pas se décharger sur la mère de l'éducation des enfants ; il doit au contraire s'investir davantage dans l'éducation, afin de transmettre ses propres valeurs et de faire comprendre à l'enfant que ce dernier existe à l'intérieur d'une certaine organisation sociale. [...] Le père ne doit pas être une simple vache à lait, il doit prendre le leadership en tant que chef de famille et utiliser de temps à autre son pouvoir de coercition. Il faut qu'il soit prêt à « construire » son enfant, à la différence de l'idée maternelle consistant à le « protéger »[843] [*traduction par l'auteur*].

Cette critique s'adressait à la fois au père et à la mère, coupables selon l'auteur d'avoir brisé, l'un par son absence, l'autre par sa présence excessive, l'équilibre permettant le développement sain de l'enfant. Il s'agissait désormais d'élaborer « une doctrine pédagogique "paternelle"[844] », laquelle permettrait le rétablissement d'une éducation harmonieuse.

L'écrivain Nagao Seio condamnait à son tour l'esprit des réformes mises en œuvre par le gouvernement : « "L'éducation respectant l'individualité" semble être dans un premier temps un système idéal qui prend soin des élèves, mais elle est en fait un énoncé hypocrite ne suscitant que confusion[845] » [*traduction par l'auteur*]. Nagao contestait les principes « individualistes » qui avaient été alors promus, soulignant le caractère naturellement mauvais de l'enfant non éduqué : « Habituellement, la grande majorité des élèves font preuve d'oisiveté, d'égocentrisme, d'irascibilité et de grossièreté, c'est-à-dire d'une individualité qu'il s'agit de corriger[846] » [*traduction par l'auteur*]. L'écrivain concluait avec fermeté : « Il est essentiel de restaurer l'ordre à l'école, de renouer avec une culture scolaire de la diligence et du sérieux, ainsi que d'enseigner aux enfants une éthique et une morale qui tendent à disparaître[847] » [*traduction par l'auteur*].

---

[842] Ibid., p. 219
[843] Ibid., p. 222
[844] Ibid.
[845] Nagao, Seio. Monbushō "yutori-kyōiku" ga kodomo wo dame ni suru. In : *Shokun!*, 1998, vol. 30(4), p. 205
[846] Ibid.
[847] Ibid., p. 209

En 1999, Kohata Hiroshi, un enseignant jusqu'alors adepte de l'éducation libérale, fit part de son immense désillusion à l'égard d'un système pédagogique qui lui semblait désormais pernicieux[848]. Kohata avait enseigné durant quatorze années à l'école Jiyū no Mori, la « forêt de la liberté », un institut qu'il avait cofondé en 1985 dans l'espoir d'en faire « le bastion de l'éducation libre » [*traduction par l'auteur*]. Adversaires acharnés de la traditionnelle « éducation de contrôle » et de son système de notation, Kohata et ses associés avaient décidé de créer ce nouvel établissement qui appliquerait à l'enseignement les principes du libéralisme. Dès sa fondation, l'école attira à travers tout le pays de nombreux élèves, dont les parents furent séduits par le caractère révolutionnaire du nouveau projet pédagogique. Kohata souligne à ce sujet que la majorité des inscrits étaient issus de familles au background éducatif élevé. Jiyū no Mori développa un système de notation inédit, consistant en quatre modes d'évaluation distincts : l'épreuve écrite, l'entretien oral, la dissertation et « l'œuvre d'expression », cette dernière pouvant s'agir d'une chanson, d'un dessin ou de toute autre production artistique. Il suffisait ensuite d'obtenir la moyenne dans un seul de ces quatre tests pour réussir son année et passer au degré supérieur. Concernant les questions de discipline, les professeurs ne devaient rien imposer aux élèves : ces derniers devaient discuter entre eux afin de créer des règles de vie commune et trouver des solutions à leurs problèmes éventuels. Hélas, les espoirs d'autodiscipline s'avérèrent rapidement illusoires : les élèves ne faisaient jamais leurs devoirs, ne venaient que rarement aux cours – les enseignants relevaient environ un tiers de présence – et fumaient en classe en dépit de leur jeune âge. Alors que l'une des particularités du système éducatif japonais consiste à faire participer les écoliers au nettoyage de leur bâtiment, les élèves de Jiyū no Mori refusaient de faire le ménage et voyaient leurs salles de classe s'encrasser. Kohata observa rapidement la formation spontanée d'un ordre hiérarchique au sein des élèves : ceux qui se présentaient comme les « *outlaws* » tyrannisaient en permanence les « *normies* », qu'ils volaient et violentaient sans que les professeurs n'osassent s'interposer, au risque de contrevenir aux principes de liberté et d'autogestion. En 1994 se produisit un incident qui choqua profondément Kohata et le convainquit définitivement de la nocivité d'un système éducatif dont il avait été jusqu'alors un ardent promoteur : alors qu'un élève avait été tabassé dans son dortoir par plusieurs de ses « camarades » (l'auteur parle même de « lynchage »), les bourreaux n'avaient pas été expulsés de l'établissement ; c'était au contraire la victime qui avait dû s'en aller, traumatisée par ce qu'elle avait subi. La « forêt de la liberté » s'était transformée en jungle. Kohata écrivait avec amertume : « À l'aune d'une

[848] Kohata, Hiroshi. Moto kōchō haiboku no ki : jiyū no mori gakuen wa bōryoku ni shihai sareta – jiyū-kyōiku no risō ni moeta gakkō wa, kakumo muzan ni yaburesatta. In : *Bungeishunjū*, 1999, vol. 77(8), pp. 276-284

réflexion sur moi-même, je conclus à l'échec de l'éducation libérale à la japonaise[849] » [*traduction par l'auteur*]. Le professeur insistait sur le fait qu'à son plus grand regret, ses compatriotes partageaient une conception de la liberté qu'il jugeait fallacieuse et pernicieuse : « Je suis las d'une liberté où tout est permis[850] » [*traduction par l'auteur*].

La réforme de l'éducation des années 1980, encouragée à la fois par la droite et par la gauche, connut donc un destin singulier. De nombreux progressistes, à l'image de Kohata, furent déçus des effets pervers engendrés par le recul de la discipline scolaire. Quant aux conservateurs, qui avaient voulu libéraliser l'éducation pour l'extraire du contrôle de la gauche, ils se rendirent vite compte que cette libéralisation avait mené à une baisse du niveau scolaire. Ironie de l'histoire, ils s'y opposèrent donc dès la seconde moitié des années 1990.

La légende noire de la Bulle et le portrait sombre de la génération de la Bulle

Lorsqu'on leur évoque la Bulle, les Japonais se représentent une époque d'excès et de débauche. L'une des images les plus emblématiques de cette période consiste en des jeunes gens sortant de discothèque et agitant des liasses de billets pour arrêter les taxis. Presque tous les Japonais connaissent cette scène, censée représenter l'indécence et la vulgarité d'une population ayant brusquement oublié sa modestie séculaire.

Tachikawa Yasuhiro (nom d'emprunt), qui est né après la Bulle, en a une image extrêmement négative, façonnée par des récits stupéfiants : « J'ai entendu des histoires hallucinantes à propos de cette période. Il y avait des gens qui prenaient des bains en remplissant leur baignoire de billets de banque. D'autres qui utilisaient des billets de banque à la place du papier toilette[851]. » Nakata Denji, cité précédemment, témoigne :

> J'associe la Bulle à la nuit. L'image de la nuit, du monde la nuit, est très forte dans mon esprit. Tout le monde se déplaçait en taxi. Les clients payaient avec des grosses coupures et disaient : « Gardez la monnaie ! » Alors que le système de pourboire n'existe pas au Japon ! Les Japonais voulaient se comporter comme les étrangers. Le monde était devenu fou[852].

Ces années furent également associées au crime et aux yakuzas, ce qui n'améliora évidemment pas l'image de la Bulle. Au terme d'une enquête au sujet des *jiageya*, le journaliste

[849] Ibid., p. 283
[850] Ibid., p. 284
[851] Entrevue réalisée le 14 octobre 2019.
[852] Entrevue réalisée le 23 octobre 2019.

Saitō Takao concluait amèrement : « La période de la Bulle fut l'époque de la folie. [...] Ce fut à cette époque que les Japonais se détraquèrent complètement[853] » [*traduction par l'auteur*].

Le souvenir de la Bulle suscite chez ceux qui ne l'ont pas vécue deux types de réaction : l'envie et le mépris. Les uns se disent qu'ils auraient aimé voir ce faste de leurs propres yeux ; les autres affirment être heureux de ne pas avoir vécu cette ère d'immoralité. Ces deux sentiments s'entremêlent certainement chez la majorité des jeunes citoyens. Nemoto Masayuki, employé dans une multinationale britannique cité précédemment, rapporte les divergences de vues qu'il a à ce sujet avec son épouse :

> Ma femme et moi, qui n'avons pas vécu la Bulle en tant qu'adultes, avons des sentiments différents par rapport à cette époque. Ma femme me dit qu'elle aurait bien aimé faire l'expérience une fois dans sa vie de ce genre de période faste. Mais moi, je me dis que c'était une époque détraquée, anormale. Même si j'ai dû chercher un emploi dans un contexte économique particulièrement dur, j'ai eu la chance d'être engagé. Au final, j'ai l'impression de n'avoir manqué de rien. Je ne me suis jamais senti opprimé. En fait, la Bulle me semble aberrante : je n'ai pas envie de voir ce monde aberrant et je n'ai aucune fascination pour celui-ci. Cette génération et cette période étaient bizarres. Je n'en ai pas du tout une bonne image. Je ne ressens donc aucune jalousie par rapport à ceux qui en ont profité, et je n'ai aucunement envie d'en faire l'expérience. Je ne vois pas ce qu'il y a de si extraordinaire à dépenser inutilement de l'argent et à faire la fête de manière insensée. Un tel mode de vie ne m'attire pas du tout[854].

Enviée par les uns et réprouvée par les autres, la génération de la Bulle intriguait de par sa singularité. Elle devint de ce fait un important objet d'étude dans les traités de marketing. Il fut admis que cette génération constituait un réservoir de consommateurs particulièrement actifs du fait de leur psychologie prodigue. Ce constat se rapportait surtout aux femmes, considérées comme des clientes éminemment dépensières. Kuga Naoko, experte en marketing, explique ainsi que « les entreprises perçoivent les femmes de la Bulle comme des consommatrices extrêmement attrayantes[855] » [*traduction par l'auteur*]. La journaliste Mochizuki Maki affirme de son côté que « la soif de consommation des femmes de la génération de la Bulle nées dans les années 1960 est intarissable[856] » [*traduction par l'auteur*]. Mochizuki souligne la dualité de leurs dépenses, due à leur double rôle d'individu et épouse : « Les femmes qui consomment

[853] Saitō, Takao, op. cit., p. 164
[854] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.
[855] Kuga, Naoko. Yōfuku, gaishoku kara sōshoku, ryokō, biyō e keiki no sokoage ni kōken mo. In : *Ekonomisuto*, 2012, vol. 90(30), p. 89
[856] Mochizuki, Maki. Baburu sedai no shōhiryoku ga ken'in : hirogaru josei shijō wo nerae. In : *Ekonomisuto*, 2012, vol. 90(30), p. 85

abondamment pour elles-mêmes ne sont pas rares. De plus, les femmes mariées gèrent le budget familial et consomment pour leur foyer[857] » [*traduction par l'auteur*]. Une étude réalisée par le Mitsubishi Research Institute en 2011 révèle en effet que les femmes possèdent un large pouvoir de décision en ce qui concerne les achats pour le foyer : ce sont elles qui choisissent les appareils électroménagers dans 90 % des cas, la voiture et l'ordinateur familial dans 60 % des cas ; les femmes gèreraient même les finances communes dans plus de 70 % des ménages[858]. La spécialiste de mode Ohara Naoka insiste également sur l'affermissement économique des femmes : « Bien qu'elles possèdent depuis longtemps le pouvoir décisionnel, le champ de leur autorité s'est encore élargi[859] » [*traduction par l'auteur*]. Ohara explique cette puissance consommatrice à travers des considérations psychologiques :

> La génération de la Bulle partage le sentiment d'être éternellement l'acteur principal. Chez les générations précédentes, lorsqu'une femme se mariait et devenait mère, son rôle de « mère » prenait le dessus sur le « moi » ; mais chez la génération de la Bulle, le « moi », façonné par les expériences de jeunesse, veut toujours avoir le rôle principal[860] [*traduction par l'auteur*].

Tameda Takashi, journaliste de mode, estime dans un esprit similaire que « les femmes dans leur quarantaine ont le sentiment de se situer au centre de la famille[861] » [*traduction par l'auteur*]. La génération de la Bulle est ainsi régulièrement dépeinte comme autocentrée et égocentrique.

Tout comme les spécialistes en marketing, les experts en ressources humaines s'intéressèrent vivement aux spécificités de la génération de la Bulle. Le magazine *Shūkan Tōyō Keizai* publiait en 2013 un entretien avec quatre directeurs des ressources humaines de grandes entreprises. L'article présentait la génération de la Bulle comme le « prochain fardeau[862] » [*traduction par l'auteur*] que les firmes devraient supporter. L'un des directeurs expliquait : « Dans notre service du personnel, nous les [les individus appartenant à la génération de la Bulle] appelons "nuage en champignon toxique", parce que l'histogramme relatif à la structure des employés est gonflé au milieu[863] » [*traduction par l'auteur*]. Ce qualificatif désobligeant

[857] Ibid.
[858] Ibid., p. 86
[859] Tameda, Takashi, Ohara, Naoka & Yokota Emi. Baburu sedai danjo 3 nin ga kataru "40 dai josei wa naze kau noka". In : *Ekonomisuto*, 2012, vol. 90(30), p. 91
[860] Ibid., p. 90
[861] Ibid., p. 91
[862] Nakausa, Yuri. Jinjibuchō fukumen zadankai konna shinia wa iranai tsugi no omoni wa baburu sedai. In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2013, vol. 6440, p. 42-43
[863] Ibid., p. 43

révèle de manière explicite les sentiments négatifs auxquels se trouve rattachée la génération de la Bulle. Le consultant en marketing Nishikawa Ryūjin allait même jusqu'à surnommer la génération de la Bulle « les mauvaises créances de l'entreprise[864] » [*traduction par l'auteur*].

Ueda Hisano, directrice du cabinet de conseil Que[865], publia une série d'articles consacrés à ce sujet. L'auteur déclarait en guise d'introduction : « L'expérience de la Bulle de leurs vingt ans, caractérisée par le tumulte de la fête, a hélas forgé une certaine vision de la vie au travail[866] » [*traduction par l'auteur*]. Une vision peu glorieuse qu'Ueda résumait en les termes suivants : « Éviter les difficultés, jouir avec optimisme de la vie[867] » [*traduction par l'auteur*]. L'analyse faisait ensuite une distinction au sein de la génération de la Bulle entre les femmes et les hommes. Ceux-ci se caractériseraient par un mode de vie centré sur la récréation – « Les jours de semaine, la communication alcoolisée ; le weekend, les golfs d'affaires[868] » [*traduction par l'auteur*] – qui leur ferait perdre toute aptitude à surmonter les difficultés : « Le risque numéro un est l'incapacité à gérer les crises et l'absence de sens du danger[869] » [*traduction par l'auteur*]. Celles-là auraient un caractère autoritaire voire tyrannique qui engendrerait d'importantes frictions dans le cadre du travail : « De nombreuses entreprises sont confrontées à des problèmes de harcèlement causés par des femmes de la Bulle devenues cadres[870] » [*traduction par l'auteur*]. Ueda explique cette agressivité relationnelle par leur incapacité à assumer leur rôle de mère :

> Malheureusement, il y a au sein de la génération de la Bulle des femmes dont l'instinct maternel ne s'est pas éveillé. Elles demeurent des filles égocentriques qui considèrent les jeunes femmes de 20-30 ans à l'avenir radieux comme des ennemies ; au lieu de leur servir d'exemples, elles s'enferment dans la rivalité féminine[871] [*traduction par l'auteur*].

L'auteur décrit ensuite la manière dont serait perçue la génération de la Bulle par leurs cadets. Ces derniers considéreraient les membres de cette génération comme des collègues

[864] Kayama, Rika. Nagata zen-giin ga meisō shita riyū: baburu sedai no "mujaki" wo bunseki suru (tokushū "jakugai" no kenkyū). In : *Chūōkōron*, 2006, vol. 121(5), pp. 85-86
[865] Le nom de la société se prononce *kyū*.
[866] Ueda, Hisano. Baburu sedai no kiki ! (Dai 1 kai) ki ga tsukeba 50 dai. Baburu taiken sedai ha, shakai no henka ni kizuke ! In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1183), p. 68
[867] Ibid.
[868] Ueda, Hisano. Baburu sedai no kiki ! (Dai 2 kai) kigyō senshi ni narisokonatta dansei tachi no kiki. In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1184), p. 65
[869] Ibid., p. 66
[870] Ueda, Hisano. Baburu sedai no kiki ! (Dai 3 kai) barikyari modoki no josei tachi no meisō no kiki. In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1185), p. 62
[871] Ibid., p. 63

encombrants, en raison de « leur conception excessivement hiérarchique de la société, [...] des comportements de harcèlement – notamment sexuel –, [...] de leur mauvais management et du manque de responsabilité dont font preuve les cadres, qui doivent leur promotion au système de séniorité et non à leurs aptitudes[872] » [*traduction par l'auteur*]. Le réquisitoire se poursuit : « Leur simple présence abaisse la motivation des employés de 20, 30, 40 ans, lesquels perdent toute envie de devenir cadre. Cela met en péril le futur de l'entreprise[873] » [*traduction par l'auteur*].

Okamoto Sōtarō (nom d'emprunt) intégra en 2009 une multinationale japonaise spécialisée dans les produits électroniques. Il fut immédiatement confronté à la génération de la Bulle, qui lui laisse des souvenirs amers :

> J'ai rejoint l'entreprise dans un contexte économique difficile, aux lendemains de la crise des *subprimes*. La boîte était dans une situation extrêmement délicate. Mes supérieurs étaient de la génération de la Bulle. Ils étaient complètement nuls. J'étais sidéré par leur incompétence : ils n'avaient pas de ligne directrice et faisaient preuve d'une grande négligence. Les jeunes étaient donc remontés contre leurs aînés. On se disait : « La génération de la Bulle est vraiment incapable. » Les jeunes s'ingéniaient à mettre en œuvre des stratégies marketing poussées, mais les supérieurs n'avaient aucune notion de marketing. La génération de la Bulle n'avait jusqu'alors pas eu à faire des efforts pour assurer les ventes, alors elle ne savait pas réagir à un environnement défavorable. Les jeunes avaient l'impression que les aînés ne se rendaient pas compte de la situation catastrophique dans laquelle était l'entreprise. C'était frustrant. On trouvait que la génération de la Bulle manquait de créativité, qu'elle communiquait mal, qu'elle était naïve, qu'elle péchait par excès d'optimisme et qu'elle manquait de sérieux au travail[874].

Nishikawa Daichi, employé dans une multinationale japonaise cité précédemment, ressent ces tensions intergénérationnelles au travail. Selon lui, leurs causes sont relativement aisées à identifier :

> Si la génération de la Bulle est parfois considérée comme incompétente au travail, c'est principalement pour deux raisons. La première raison est arithmétique. Comme l'économie se portait au mieux lorsque la génération de la Bulle a commencé à travailler, ses membres n'ont pas eu à faire de grands efforts pour être engagés : elle est donc surreprésentée dans de nombreuses entreprises. Au contraire, la génération suivante a

[872] Ueda, Hisano. Baburu sedai no kiki ! (Dai 4 kai) keieijin, 20 dai, 30 dai, 40 dai zenhan menbā no me ni utsuru baburu sedai. In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1186), p. 56
[873] Ibid.
[874] Entrevue réalisée le 25 mars 2020.

été confrontée à un environnement économique particulièrement difficile, ce qui fait que seuls les meilleurs ont trouvé du travail. Il y a donc un décalage dans le niveau de compétence moyen entre ces deux générations, et les jeunes doivent faire face à de nombreux supérieurs incapables. La seconde raison découle de la première : dès lors que les jeunes sont moins nombreux au sein des entreprises, ils se heurtent à des aînés moins compétents mais plus influents en raison de leur nombre. Cette situation génère des frustrations[875].

Bien entendu, ce constat ne fait pas l'unanimité. On imagine sans peine qu'au sein de la population active appartenant à la génération de la Bulle, de nombreux citoyens considèrent au contraire que le genre de dissentiments décrits précédemment résultent de la vulnérabilité de leurs cadets. C'est notamment le cas de la journaliste Ōtani Sachiko citée précédemment :

Je ne considère pas que la génération de la Bulle travaille particulièrement mal. Selon moi, le problème vient plutôt du fait que les jeunes sont devenus de plus en plus fragiles. Ils partent en dépression pour un rien. Ils font preuve de peu de persévérance. Dès qu'ils se heurtent à un obstacle au travail, ils se mettent en arrêt maladie. J'ai l'impression que les Japonais dans leur ensemble deviennent de plus en plus délicats[876].

Néanmoins, d'autres membres de la génération de la Bulle semblent avoir accepté l'image négative qui leur est associée quant à leur diligence au travail. Nakata Denji, cité précédemment, relate à ce propos :

J'ai des supérieurs qui m'ont dit quand ils n'arrivaient pas à faire quelque chose au travail : « Désolé, mais je suis de la génération de la Bulle ! » Ils disent ça sur le ton de la rigolade, mais c'est comme s'ils avaient intériorisé cette réalité. Ce n'est peut-être qu'une excuse[877].

D'une manière générale, les membres de la génération de la Bulle reconnaissent l'existence de spécificités liées à leurs expériences de jeunesse et au contexte économique favorable dans lequel ils ont intégré le monde du travail. Comme le suggèrent les témoignages d'Ōtani et de Nakata, la génération de la Bulle, comparée au reste de la population nippone, partage une vision plus nuancée d'elle-même : bien qu'elle semble avoir intériorisé en partie les stéréotypes la concernant, elle est davantage frappée par le manque d'énergie ou de vitalité des générations ultérieures. En tant que *senpai*, les membres de la *baburu sedai* sont souvent surpris de voir

[875] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[876] Entrevue réalisée le 21 octobre 2019.
[877] Entrevue réalisée le 23 octobre 2019.

leurs cadets décliner leurs invitations à aller boire un verre après le travail, chose qui ne se faisait pas jusqu'alors : lorsqu'un aîné proposait ce genre d'activités récréatives, on ne pouvait pas refuser ! Cette attitude introvertie et indépendante étonne la génération de la Bulle, qui se sent par comparaison active et extravertie. La mollesse des jeunes Japonais fait naître chez les membres de la génération de la Bulle une certaine déception, mais également un sentiment de culpabilité, point que l'on développera dans le sous-chapitre suivant.

Les souffrances de la génération de la Bulle

De nombreux individus appartenant à la génération de la Bulle firent part des lourdes difficultés auxquelles ils durent faire face aux lendemains de leur jeunesse, dans un environnement économique et mental transformé. Kawaguchi Noriko, femme au foyer, se remémorait ses vingt ans avec nostalgie : elle recevait un excellent salaire, sortait tous les weekends s'amuser en discothèque, se faisait payer ses additions par ses prétendants, enchaînait les voyages à l'étranger...[878] Noriko décida de se marier et de fonder un foyer, mais la période de haute croissance prit subitement fin et son train de vie dut s'adapter du tout au tout. Alors qu'elle se parait toujours de vêtements et d'accessoires de marque, la mère de famille achetait désormais tous ses habits au supermarché. Elle avait le sentiment que sa beauté, sa vitalité, son éclat et ses rêves s'étaient dissipés en même temps que son pays s'enfonçait dans le marasme. Noriko déplorait l'éclatement de la bulle et regrettait ses choix : « Si je pouvais revenir à cette époque étincelante et redevenir la femme scintillante que j'étais, je referais tout différemment[879] » [*traduction par l'auteur*].

Selon le journaliste économique Menzawa Jun'ichi, la génération de la Bulle, élevée dans l'abondance, a encore beaucoup de mal à s'adapter à la nouvelle donne économique :

> Même si elles s'imaginent faire des économies, de nombreuses familles demeurent imprégnées de la Bulle. Le symbole de cette imprégnation est le fait d'inscrire ses enfants dans des écoles privées, ce qui a des effets importants sur le mode de vie des parents. Ils ont tendance à penser que « posséder une voiture japonaise, c'est quand même la honte... ». Ils invitent souvent leurs subalternes et leurs cadets à manger, ce qui fait gonfler leurs « dépenses diverses ». À l'avenir, le meilleur remède consistera à

[878] Kawaguchi, Noriko. Dokusha taiken shuki : ā, baburu jidai wa haruka tōku... disuko asobi ni asshī-kun, zeitakuzanmai datta watashi ga imaya otto no herupā to ka shi. In : *Fujinkōron*, 2016, vol. 101(6), p. 42
[879] Ibid., p. 44

> prendre en considération l'éventualité d'une ruine inévitable et de faire éclater la Bulle qui subsiste dans les têtes[880] [*traduction par l'auteur*].

Un article du magazine Aera, consacré à la retraite et à l'angoisse qui y est associée, reprend cette idée selon laquelle la génération de la Bulle, n'ayant jamais dû apprendre à épargner, ne saurait pas surmonter les difficultés liées à l'âge : « Cette jeunesse mondaine n'est plus qu'un lointain souvenir. Sans que l'on ne s'en rende compte, la vie s'est enfoncée dans un hiver aux vents glacials. La perte d'emploi, la maladie... Les pires scénarios traversent les esprits[881] » [*traduction par l'auteur*]. L'article décrit les ennuis que doit traverser une femme de la Bulle – une éditrice freelance – du fait de ses habitudes de consommation typiques de sa génération : le récit laisse entendre que cette personne dépense trop, qu'elle est un peu irresponsable et qu'elle va, en toute logique, souffrir de son manque de prévoyance lorsqu'elle sera à la retraite.

Akimoto Mizuki, travailleuse intérimaire, admettait avoir de la peine à comprendre sa fille et son mode de vie particulièrement terne[882]. La mère, qui a grandi pendant la Bulle, considère qu'il est important de rayonner, de se vêtir avec des habits de luxe, d'être active et de participer à une multitude d'événements ; elle se désole donc de la discrétion et de la sobriété de son enfant. Lorsque Mizuki évoque avec enthousiasme ses jeunes années, elle perçoit que sa fille lui en veut silencieusement d'avoir eu une vie aussi facile : « J'ai parfois l'impression que ma jeunesse est rejetée[883] » [*traduction par l'auteur*]. La mère est triste de ne pas partager les mêmes valeurs que son enfant. Mizuki se sent profondément désolée pour sa fille et s'excuserait presque d'être née, elle, à la bonne époque :

> Pour moi qui suis de la génération de la Bulle, mes relations ne se fondaient que sur la complicité ou la bonne humeur, et le plus important était toujours la joie, le plaisir, c'est-à-dire l'instant présent. On ne s'en sortait qu'en s'accrochant à des sentiments éphémères. Si j'ai pu me débrouiller tant bien que mal, c'est parce que durant cette époque où la plupart des gens avaient accès au confort matériel et où tout était dynamique, on faisait preuve, comparé à aujourd'hui, d'une plus grande indulgence vis-à-vis de chaque individu. Une fois que la Bulle a éclaté, ma personnalité téméraire a entièrement disparu[884] [*traduction par l'auteur*].

---

[880] Menzawa, Jun'ichi. 40 dai baburu sedai – "chochiku zero" "totsuzen kubi" jinsei hatsu no kunan chokugeki (kanemochi kazoku, binbō kazoku ; "nendai & nenshū betsu" shiawase saifu VS buta saifu hikaku). In : *President*, 2009, vol. 47(14), p. 45

[881] Sakaguchi, Sayuri. Shinri yachin tsuki 10 man en haraenai kamo : rōgo hasan ni obieru baburu sedai ohitori sama. In : *Aera*, 2014, vol. 27(55), p. 17

[882] Akimoto, Mizuki. Narubeku medatazu ga mottō no jimi na mushoku no hitori musume. Sono sugata ga dōshitemo rikai dekizu. In : *Fujinkōron*, 2016, vol. 101(6), pp. 44-45

[883] Ibid., p. 45

[884] Ibid.

Le designer Kakitani Tetsuya, cité précédemment, évoque les sentiments ambivalents de la génération de la Bulle, à laquelle il dit appartenir, à l'égard de cette jeunesse moins favorisée : « J'ai l'impression que ma génération se dit qu'elle a réussi à passer entre les gouttes. Elle ne pense pas vraiment aux générations suivantes. Il y a peut-être un sentiment de culpabilité largement partagé par rapport à cela[885] » [*traduction par l'auteur*].

Ce sentiment de culpabilité est alimenté par les reproches formulés par les jeunes générations, qui considèrent que leurs aînés font preuve d'une injurieuse insouciance alors qu'ils portent une lourde responsabilité dans le dépérissement économique du Japon. Nemoto Masayuki, cité précédemment, exprime ainsi son agacement à l'égard d'une génération qu'il juge privilégiée :

> Il y a beaucoup d'injustice dans cette situation. Peut-être que la génération de la Bulle se dit qu'elle a eu de la chance et qu'elle s'en tirera sans s'acquitter de ses erreurs. Elle aura profité de la bulle économique, n'aura pas craint de se faire licencier et recevra une bonne retraite payée par les jeunes qui auront quant à eux cravaché toute leur vie dans un environnement rude. Si la génération de la Bulle se dit simplement qu'elle a tiré les marrons du feu, je me dis que c'est injuste. Les inégalités intergénérationnelles sont trop importantes[886].

Le caractère prétendument malsain de la génération de la Bulle fut invoqué de manière abusive pour expliquer toute sorte de conduites répréhensibles. La psychiatre Kayama Rika offre un bon exemple de ce type d'interprétation fallacieuse lorsqu'elle explique les bévues du politicien Nagata Hisayasu par sa simple appartenance à la génération de la Bulle[887]. Nagata, qui avait été élu à la Chambre des représentant en 2000 sous la bannière du Parti démocrate du Japon (PDJ), fut à l'origine d'un scandale politique lorsqu'en 2006 il accusa, preuve à l'appui, l'homme d'affaire Horie Takafumi d'avoir versé des pots-de-vin au secrétaire général du Parti libéral-démocrate Takebe Tsutomu. Il s'avéra assez vite que la « preuve » en question, qui consistait en un e-mail supposément envoyé par Horie, était en fait un faux, produit par un journaliste malintentionné. Suite à cette affaire, le président du PDJ Maehara Seiji et le secrétaire général Hatoyama Yukio durent démissionner, tandis que Nagata renonçait à son statut de parlementaire et se retrouvait exclu de son parti. L'épisode est certes insolite, mais il n'est pas non plus exceptionnel : les intrigues politiques sont une denrée abondante qui prospère

[885] Entrevue réalisée le 9 octobre 2019.
[886] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.
[887] Kayama, Rika, op. cit.

depuis la nuit des temps. Pourtant, Kayama explique que le « comportement irréfléchi[888] » de Nagata serait spécifique à sa génération : sa « croyance naïve selon laquelle les autres ne peuvent pas vouloir lui faire du mal[889] », sa foi en « un monde qui l'accueillera forcément chaleureusement[890] » et son arrivisme démesuré seraient des produits de la Bulle [*traductions par l'auteur*]. La psychiatre tente d'entrer dans la tête du politicien déchu : « Quand on lui a parlé de cette histoire d'e-mail, l'ambition a dû germer dans le cœur de Nagata qui s'est dit : "Avec cette affaire, je vais peut-être devenir la star de la Diète"[891] » [*traduction par l'auteur*]. Kayama résume sans ambages :

> Une confiance naïve dans le monde et dans la société. Dans le même temps, aucune considération pour cette société qui procure des bénéfices personnels ; au contraire, la volonté d'être toujours davantage au centre de l'attention. Cette affaire a mis en lumière tous les aspects les plus négatifs de la génération de la Bulle[892] [*traduction par l'auteur*].

La Bulle et l'identité japonaise

La dimension « américaine » de la Bulle commença à être régulièrement pointée du doigt voire mise en accusation. La sociologue Ueno Chizuko écrivait par exemple en 1997 : « La globalisation n'est en fait que l'autre nom donné à l'américanisation. [...] Que ce fût d'un point de vue politique, économique ou culturel, [les années 1980] consacrèrent la victoire des États-Unis[893] » [*traduction par l'auteur*]. Le Japon se serait ainsi « oublié » durant cette période. La journaliste Ōtani Sachiko, citée précédemment, souligne cette déviation identitaire :

> L'époque de la Bulle était peu conforme au caractère japonais. Le Japon avait toujours valorisé la morale, la prudence, le travail assidu, l'épargne... Tout à coup, la population s'est mise à festoyer avec la plus grande insouciance. C'était en ce sens une époque bizarre, peu « japonaise »[894].

[888] Ibid., p. 86
[889] Ibid.
[890] Ibid.
[891] Ibid.
[892] Ibid., p. 87
[893] Iwai, Katsuhito & Ueno, Chizuko. Yokubō to shōhi no yukue. In : Kawai, Hayao & Ueno, Chizuko. *Gendai nihon bunka ron 8: yokubō to shōhi*. Tokyo : Iwanami Shoten, 1997, p. 247
[894] Entrevue réalisée le 21 octobre 2019.

L'éthique nippone du travail et sa transformation durant la Bulle sont un aspect sur lequel insiste également Tanaka Masaru, l'employé dans une société de télécommunication cité précédemment :

> Selon moi, la période de la Bulle n'était pas adaptée à la psychologie des Japonais. Le peuple japonais valorise énormément le travail : plus on travaille, mieux c'est ! Mais la Bulle était l'époque du *furō shotoku*, c'est-à-dire du « revenu passif ». En achetant des produits financiers ou immobiliers comme l'ont fait les Japonais avec frénésie, l'idée était de gagner de l'argent sans travailler. Je vois là une tension importante[895].

L'on notera un point intéressant concernant l'interprétation des causes de la Bulle : tandis que l'on parle communément, au Japon, des excès « américains » de cette époque, les analyses occidentales se focalisent principalement sur sa dimension économique et financière pour expliquer que la bulle est née du manque de libéralisation, c'est-à-dire, en quelque sorte, du manque d'américanisation. Cette dichotomie n'est, bien entendu, pas catégorique. L'économiste japonais Noguchi Yukio expliquait ainsi en 2017 que la bulle avait été provoquée par la lenteur des réformes libérales ; selon lui, alors que l'étatisme nippon aurait été à blâmer, il continuait, à son grand regret, de prospérer :

> La pensée de type libéral est morte au Japon au moment de l'établissement du système des années 1940, et ce encore aujourd'hui, aux lendemains de la période de haute croissance et de la Bulle. Une pensée économique dirigiste de type centralisateur, qui considère que le pays doit guider l'économie, est même en train de se renforcer. Le Japon se soviétise[896] [*traduction par l'auteur*].

Nemoto Masayuki, cité précédemment, souligne quant à lui la dimension psychologique de cet épisode historique et la propension de la population japonaise à « l'emballement collectif » :

> Peut-être que l'emballement de la Bulle peut être comparé à l'aveuglement collectif des Japonais durant la guerre du Pacifique. Dans les deux cas, les Japonais ont vécu dans une illusion. Durant la guerre, ils croyaient sans cesse que leur armée était en train de gagner, car c'était ce que le gouvernement et les journaux leur disaient. Quand il est devenu évident que le pays était en train de perdre, on a compris que cette ferveur collective était née de mensonges. L'exaltation de la Bulle est en quelque sorte similaire : la croissance financière infinie était également un mensonge auquel tout le monde a cru. L'annonce d'une victoire sur le champ de bataille et l'annonce d'une

[895] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[896] Noguchi, Yukio. Kōzō tenkan no okure ga baburu wo maneita. In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 33

> hausse des indices boursiers provoquent et l'une et l'autre un éclat de joie. Il y a peut-être dans la mentalité japonaise une disposition à l'emballement collectif[897].

À la différence de la majorité des observateurs qui conçoivent la période de la Bulle comme une parenthèse étrange, le sociologue Yoshimi Shun'ya ne la considère nullement comme une anomalie historique ; au contraire, il la voit comme l'aboutissement d'un long processus à l'œuvre depuis la restauration de Meiji :

> La Bulle représente la dernière période durant laquelle le Japon s'est enivré de sa croissance économique. Ce n'est pas une période de frénésie momentanée, mais plutôt celle de la modernité à son paroxysme. Ainsi, ce qui est intéressant dans l'observation de la Bulle est de pouvoir contempler un Japon ayant atteint la limite et de se dire : « Voici jusqu'où on est allé », ou plutôt : « Ça s'est donc terminé ici »[898] [*traduction par l'auteur*].

Yoshimi estime en outre que « l'américanisation atteint sa limite en même temps que l'éclatement de la Bulle[899] » [*traduction par l'auteur*]. Le sociologue soulève un point fondamental. Dans le domaine culturel, les États-Unis ont clairement perdu de leur attrait au sein de la population nippone à partir des années 1990. Tanaka Masaru pense que cette évolution est notamment due au fait que les Japonais ont été confrontés au cours de leurs voyages à la face sombre d'une nation jusqu'alors idéalisée :

> Si la fascination des Japonais pour l'Amérique s'est estompée, c'est aussi parce que les voyages à l'étranger se sont démocratisés et que de plus en plus de Japonais ont pu voir de leurs propres yeux ce qu'étaient les États-Unis. Jusqu'aux années 1990, on voyageait en groupe et les agences de voyages s'occupaient de tout : on se rendait à l'aéroport de Narita, puis un agent s'occupait de l'enregistrement pour tout le groupe, emmenait tout le monde jusqu'à la porte d'embarquement et s'assurait que personne ne ratait l'avion ; une fois arrivé à destination, l'agent conduisait les voyageurs à l'hôtel, les emmenait dans des magasins, organisait les visites... Les Japonais se déplaçaient en groupes et suivaient un itinéraire planifié, évitant tout lieu sale ou dangereux. Ils revenaient toujours ravis de ces voyages, n'en gardaient que de bons souvenirs. Puis, au fil des ans, les coûts des voyages ont baissé et les Japonais ont commencé à voyager seuls. Ils ont donc découvert les aspects négatifs de la société américaine : la criminalité, les vols, les

[897] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.
[898] Yoshimi, Shun'ya [propos recueillis par Yamauchi, Tetsuo & Yamakawa, Kiyohiro]. Ukareteita saigo no jidai. In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 53
[899] Ibid.

> drogues... On entendait de plus en plus de gens se plaindre de leur expérience négative à l'étranger. Beaucoup de Japonais revenaient tristes ou choqués[900].

Nemoto Masayuki, cité précédemment, a senti son attrait pour le monde occidental s'estomper au fil des années, un sentiment qu'il partage avec son épouse :

> Quand j'étais jeune, je dois avouer que j'avais une fascination pour l'étranger. La première fois que je suis allé à l'étranger, j'étais en deuxième année du lycée. C'était un séjour chez l'habitant en Australie, près de Brisbane. Je suis resté un mois sur place. J'ai adoré cette expérience. Dans mon esprit, l'Australie et l'Amérique étaient la même chose. Ma femme avait quant à elle une fascination pour les États-Unis. Elle y a étudié une année quand elle était universitaire. Quand elle est revenue au Japon, elle pensait qu'elle retournerait un jour aux États-Unis. Maintenant, ni elle ni moi ne sommes attirés par ce pays. Il y a peut-être aussi le fait que j'ai vécu plusieurs années en Europe, dont la culture m'a impressionné. Les États-Unis me semblent désormais superficiels, manquant d'épaisseur. Il y a aussi le problème des armes à feu et de la criminalité. C'est un pays dangereux[901].

La professeure de japonais Fukuda Kiko, déjà citée à plusieurs reprises, n'était pas particulièrement fascinée par l'Occident, mais elle décida néanmoins d'aller en Angleterre en 1986, au moment où la société japonaise s'enivrait de la Bulle. Elle fut alors choquée par ce qu'elle perçut comme de la misère :

> J'ai découvert l'Europe quand je suis allée à Londres pour la première fois. Je me suis tout de suite dit : « Quel pays pauvre ! » L'économie se portait mal. C'était une ville sans énergie. Les gens portaient peu de vêtements de marques, et je voyais souvent des habits troués. Il y avait des brocantes dans la rue. Au Japon, il était à l'époque invraisemblable d'acheter des objets de seconde main : ça faisait miséreux[902].

L'impression que l'admiration du Japon pour l'Amérique et l'Occident s'est amenuisée est partagée par de nombreux citoyens nippons, qui ont observé leur pays se tourner, depuis une vingtaine d'années, vers sa propre tradition et culture. Okamoto Sōtarō, l'ancien employé d'une multinationale spécialisée dans les produits électroniques cité précédemment, ressent fortement ce changement qu'il ne voit pas forcément d'un bon œil :

[900] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[901] Entrevue réalisée le 28 octobre 2019.
[902] Entrevue réalisée le 31 janvier 2020.

> Aujourd'hui, la japonité est valorisée à travers tout le pays. Quand on allume la télévision, on tombe régulièrement sur des émissions faisant l'éloge de la culture japonaise. Le présentateur explique que le monde entier admire notre culture. Cette évolution s'observe dans l'aménagement des aéroports : Narita, qui a été mis en service à la fin des années 1970, ne comporte pas d'élément « japonais », au contraire de Haneda, dont le nouveau terminal international, ouvert en 2010, comprend une zone commerciale reproduisant l'urbanisme de l'époque Edo. Pour être honnête, je pense que cette tendance reflète une perte de confiance des Japonais, qui compensent leur déclin économique par une revalorisation de leur identité[903].

Le designer Kakitani Tetsuya, cité précédemment, observe avec étonnement ce retour éclatant de la japonité dans le graphisme et le stylisme :

> Le maillot de l'équipe nationale de rugby comporte des motifs japonais traditionnels. Cela aurait été impensable durant les années 1980 : l'esthétique *wa*, c'est-à-dire nippone, était complètement ringarde. Les jeunes designers n'hésitent pas à intégrer des formes et des couleurs *wa*. Je n'aurais jamais pu faire une telle chose. On voit même de nos jours des habits sur lesquels sont écrits des kanjis ! Ça me semble encore incroyable. À mon époque, il fallait absolument que les lettres soient en alphabet latin[904].

La fin de l'optimisme

Ceux qui vécurent la Bulle expriment d'ordinaire le point de vue suivant : ce fut une période extraordinaire et euphorique, mais elle était forcément vouée à disparaître dès lors qu'elle reposait sur une illusion. Ce grand mirage aura certainement comporté sa part de beauté et de vertu. Ainsi, le sociologue Kikkawa Tōru décrit la Bulle comme une époque d'une « innocente gaieté[905] » [*traduction par l'auteur*]. Toutefois, de nombreux citoyens considèrent dorénavant que ce furent justement cette innocence et cette gaieté qui menèrent au dérèglement de l'économie nippone. Ce qui fait dire au célèbre avocat Kawai Hiroyuki, mentionné précédemment, que l'intérêt historique de cette période singulière est clair : « Il faut s'en rappeler, dans un but pédagogique[906] » [*traduction par l'auteur*].

Le journaliste Ōmiya Tōyō décrit succinctement la Bulle comme « une époque où l'on a beaucoup travaillé et où l'on s'est beaucoup amusé[907] » [*traduction par l'auteur*]. Ōmiya

[903] Entrevue réalisée le 25 mars 2020.
[904] Entrevue réalisée le 9 octobre 2019.
[905] Kikkawa, Tōru. Ayafuya na 'sōchūryū' to yuruginai kindai no bekutoru. In : Saitō, Minako & Narita, Ryūichi, op. cit., p. 94
[906] Hasumi, Seiichi, op. cit., p. 28
[907] Ōmiya, Tōyō, op. cit., p. 47

reconnaît les nombreuses parts d'ombre que comportent ces années extravagantes, mais insiste également sur leur dimension positive : « Il est facile de pointer du doigt la déraison caractérisant cette période, mais il y a à apprendre de son entrain et de sa légèreté[908] » [*traduction par l'auteur*]. La journaliste Ōtani Sachiko souligne également cette ambivalence : « Avec le recul, je me dis qu'on se comportait de manière stupide. Mais c'était une période de joie. Tout le monde était optimiste. Je ne sais pas si c'était quelque chose de bien ou non, mais c'était une période de grand optimisme. C'est ainsi[909]. » Nishikawa Daichi, employé dans une multinationale japonaise cité à plusieurs reprises, reconnaît certes les vertus de cet optimisme, mais considère en définitive que ces années enfiévrées auront nuit gravement au pays :

> La Bulle a été un moment de grande santé et d'optimisme. Mais tout tournait autour de l'argent – un peu comme en Chine actuellement ou aux États-Unis. La société dans son ensemble baignait dans le culte de l'argent. On ne valorisait que l'individu et la réalité économique. Les choses ne sont bien sûr pas entièrement noires ou blanches ; il y a du bon et du mauvais dans tout. Mais la cicatrice laissée par la Bulle est immense. Les dommages causés par cet événement sont peut-être comparables à ceux engendrés par la défaite face aux États-Unis[910].

Cette affirmation peut sembler excessive, mais elle est révélatrice de l'image déplorable dont pâtit la Bulle au sein d'une partie importante de la population nippone, en particulier chez les jeunes générations. Les survivants de la guerre du Pacifique avaient dû se relever de leurs ruines, à la recherche d'un avenir qui ne pouvait être que meilleur. Les héritiers de la Bulle, rongés par le marasme et l'affaissement, ne semblent plus croire en une renaissance économique. Yamanaka Toshiyuki, ancien juge à la Cour suprême du Japon cité dans l'introduction de cette thèse, déplore les effets désastreux qu'a eu selon lui l'éclatement de la Bulle sur le comportement économique de ses concitoyens :

> Les Japonais ont fait l'expérience des dangers de l'argent. Depuis la fin de la Bulle, ils sont devenus parcimonieux. Ils sont désormais toujours à la recherche de ce qui est le moins cher. Cette attitude ne peut pas être bonne pour l'économie. Avec l'éclatement de la Bulle, les Japonais ont perdu confiance en eux. Ils ont désormais peur de l'argent. Ils ont peur de voir leur épargne s'envoler. Ils ne consomment plus. Ils ne rêvent plus de s'acheter une maison. Ils se disent que c'est perdu d'avance. En un sens, les Japonais ont « rétréci »[911].

[908] Ibid.
[909] Entrevue réalisée le 21 octobre 2019.
[910] Entrevue réalisée le 10 octobre 2019.
[911] Entrevue réalisée le 4 novembre 2019.

CONCLUSION

Plus de soixante-dix ans après l'instauration d'une démocratie parlementaire, le Japon demeure cet animal hybride dont l'observateur extérieur peine à cerner le caractère. Alors qu'il semblait se diriger à cœur ouvert vers l'Occident, l'éclatement de la bulle spéculative s'est accompagné du ralentissement, si ce n'est de l'interruption, de ce phénomène de convergence. La place du Japon dans le monde continue invariablement à diviser les historiens. Le fameux processus d'occidentalisation comporte plusieurs dimensions, dont celle ayant trait au développement de la pensée libérale. L'historiographie considérait jusqu'alors que le libéralisme et ses partisans s'étaient heurtés durant de longues années à un climat politique favorable au renforcement de l'État et à l'autoritarisme, avant de triompher définitivement durant l'occupation. De ce fait, aucun travail académique n'avait exploré l'évolution de la pensée libérale dans le Japon d'après-guerre, comme si ce dernier représentait la « fin de l'histoire » du processus de libéralisation. La présente recherche a cherché à combler cette lacune à travers l'étude de la génération de la Bulle, autre thème délaissé jusqu'alors par les historiens. Les travaux se rapportant au Japon des années 1970-1980 se focalisaient généralement sur les phénomènes économiques : sans en contester l'importance, il s'est agi d'adopter une approche moins unilatérale et davantage centrée sur les problématiques d'ordre social, culturel et intellectuel. La génération de la Bulle représente l'acmé d'un processus de libéralisation depuis lors enrayé. Il était donc nécessaire d'en saisir le caractère.

Revenons à la question directrice de cette thèse formulée dans l'introduction : Pourquoi et comment le processus de libéralisation consistant en la garantie puis en l'extension des libertés individuelles, à l'œuvre dans le Japon des années 1970-1980, a-t-il abouti à l'avènement de la génération de la Bulle, et quelles en ont été les conséquences ? Les analyses développées au cours de ce travail permettent de répondre à cette interrogation.

Le processus de libéralisation fut encouragé initialement par les États-Unis à partir de la fin des années 1970 dans le cadre des tensions commerciales qui les opposaient au Japon. Préoccupés par la persistance de leur déficit commercial, les Américains incitèrent leur allié nippon à libéraliser son économie à travers l'ouverture de ses marchés, la privatisation des entreprises publiques et l'augmentation des importations. Le gouvernement japonais et le Parti libéral-démocrate se convertirent dès le début des années 1980 à ce programme de libéralisation économique, qui fut mis en œuvre avec le plus d'entrain sous les mandats Nakasone (1982-1987). Les mesures les plus significatives furent les privatisations successives de Nippon Telegraph and Telephone Public Corporation, Japan Tobacco and Salt Public Corporation,

Japanese National Railways et Japan Airlines, la vaste réforme fiscale, l'incitation à la consommation au détriment de l'épargne et les politiques de déréglementation, notamment dans le secteur immobilier. Parallèlement à ces mutations économiques internes, le Japon accepta dans le cadre des accords du Plaza (1985) puis du Louvre (1987) une importante réévaluation du yen, qui s'apprécia fortement. Cette politique de taux de change accéléra la transformation de la structure économique du pays, dont le modèle basé sur les exportations était violemment remis en cause.

La libéralisation économique s'accompagna d'une libéralisation sociale, culturelle et intellectuelle. Tout d'abord, le rôle des femmes dans la société évolua du fait de leur avancée sur le marché du travail tandis que se développa un nouvel idéal féminin au cours des années 1980 : la femme nouvelle devait être active, sensuelle et souveraine. Elle était, d'un point de vue culturel, dans une position « dominante » par rapport à l'homme, auquel on s'intéressait moins. L'élévation du statut des femmes fut donc un phénomène économique et culturel, mais également politique, comme le montre l'émergence de figures telle que Doi Takako, et intellectuel, avec le développement des « études féminines ».

Ensuite, une profonde réforme de l'éducation fut mise en œuvre dans le but d'adoucir l'enseignement, de « l'internationaliser » et de mettre en valeur l'individualité des élèves. Ce mouvement de réforme s'inscrivit dans une plus large remise en question de la société japonaise, que de nombreux commentateurs estimaient étouffante et retardataire. Tandis que la pensée marxiste était à bout de souffle et que le conservatisme semblait dépassé par le mouvement de l'histoire, les libéraux profitèrent d'une position prépondérante : ils critiquaient le « groupisme » (*shūdanshugi*) nippon, la « société de contrôle » et « l'isolationnisme intellectuel » de leur pays. L'internationalisation promettait de « libérer » les citoyens de la nation japonaise et de ses insupportables carcans. Le désir d'ouverture se matérialisa entre autres par l'assouplissement de la politique migratoire et l'augmentation à partir de la fin des années 1980 du nombre de naturalisations, notamment des *nikkeijin*, les descendants de Japonais expatriés.

Enfin, les loisirs et la culture connurent des évolutions marquantes qui s'apparentent à une libéralisation-américanisation. Les discothèques furent prises d'assaut par une population nippone prise de passion pour la danse et pour la drague. À l'heure où le gouvernement promouvait la réduction du temps de travail au profit des loisirs, les Japonais s'enthousiasmaient pour le ski, le golf et le tennis. En matière de musique, un phénomène d'imitation-remplacement des artistes occidentaux se mit en œuvre et aboutit à l'apparition de la J-pop. Dans le domaine de la mode, les créateurs japonais émergèrent sur la scène

internationale à la faveur d'un style inédit. Quant au cinéma, les réalisateurs nippons traversèrent des années de crise qui coïncidèrent avec le succès des films hollywoodiens auprès du public japonais. Les habitudes culinaires évoluèrent, avec la diversification des mets et la démocratisation des restaurants français, italiens et « ethniques ».

Cette effervescence économique, sociale, culturelle et intellectuelle fut encore stimulée par les bouleversements relatifs à l'aménagement de l'archipel et de sa capitale. La dérégulation et les privatisations foncières et immobilières provoquèrent, outre une explosion des prix, l'apparition des *jiageya*, personnages à cheval entre les banques et les yakuzas. L'imbrication des mondes criminel et financier, conjuguée à l'expansion de la vie nocturne et à l'éclatement de scandales telle que l'affaire *Itoman*, participa de l'image pernicieuse dont souffrirait bientôt l'époque de la Bulle.

De ce Japon libéralisé émergea la génération de la Bulle, critiquée de nos jours pour son caractère prétendument frivole, superficiel et égoïste. Ses membres seraient par ailleurs inaptes au travail, en raison notamment de leur optimisme et de leur naïveté. Cette discordance par rapport aux générations précédentes et suivantes résulte du contexte historique exceptionnel dans lequel la génération de la Bulle s'est construite, un contexte, comme nous l'avons démontré, de libéralisation généralisée de la société. Les éléments qui eurent le plus d'influence sur le façonnement de ce Japonais nouveau furent la réforme de l'éducation qui mit en avant la liberté individuelle et le *koseishugi*, la valorisation de la consommation et des loisirs, le succès de la musique et des films américains dans lesquels rayonnait l'*American way of life* et, enfin, la fantastique conjoncture économique qui invita à la prodigalité.

Il s'avéra néanmoins que le pays se trouvait alors dans une situation de bulle immobilière et financière, qui avait été provoquée par la conjonction de plusieurs facteurs : premièrement, la brusque appréciation du yen suite aux accords du Plaza et du Louvre ; deuxièmement, la réaction du gouvernement qui, inquiet d'un potentiel ralentissement, avait décidé d'instaurer une politique budgétaire et monétaire expansionniste ; troisièmement, la baisse du prix du pétrole qui avait stimulé la demande intérieure ; et finalement, la libéralisation foncière et bancaire qui avait mené à un emballement des secteurs immobilier et financier. Le 31 mai 1989, la Banque du Japon annonça une hausse du taux d'escompte ; il serait même relevé à cinq reprises au cours des mois suivants, passant de 2,5 % à 6 % en un peu plus d'un an. Cette contraction de la politique monétaire précipita l'éclatement de la bulle.

Pendant quelques années, la Bulle (socioculturelle) survécut au dégonflement de la bulle (économique). La population nippone ne se rendit pas immédiatement compte du changement d'époque. L'on n'imaginait pas que la fin de la bulle correspondrait à l'arrêt de la croissance.

Peu à peu, la fièvre retomba. Symboles par excellence de la Bulle, les discothèques fermèrent les unes après les autres. La grande fête avait pris fin.

L'expression « génération de la Bulle » commença à être utilisée dans les médias au cours des années 2000. Les traités de marketing et les manuels de gestion des ressources humaines s'emparèrent aussitôt de ce concept pour tenter de dresser le profil type des individus appartenant à cette génération. Ces derniers souffraient d'une image particulièrement négative, engendrée principalement par des difficultés au travail. Au Japon, le lieu privilégié des échanges intergénérationnels se situe au sein des entreprises, qui continuent de respecter des hiérarchies fondées sur l'âge : il est donc compréhensible que les tensions professionnelles engendrent des frustrations à l'égard de telle ou telle « génération ». Indépendamment de ses caractéristiques propres, la génération de la Bulle est surreprésentée au sein des entreprises, ce qui lui confère une grande influence que ses cadets, souvent munis de meilleurs diplômes mais numériquement minoritaires, jugent injuste.

Une partie importante de la population se mit rapidement à condamner l'époque de la Bulle, que l'on associa à la débauche, à l'indécence, au culte de l'argent et au monde du crime. L'histoire de cette période s'apparenta à une fable : les Japonais se sont perdus dans le luxe et la récréation, ils doivent désormais le payer. Depuis le dégonflement de la Bulle, la société nippone s'est progressivement détournée de la libéralisation et de « l'individualité », ce qui ne signifie évidemment pas pour autant qu'elle s'achemine vers l'autoritarisme. Seulement, son élan libéral s'est apaisé. Le pays ne semble plus obsédé par le fait de ressembler aux nations occidentales. Les Japonais revalorisent leur culture et leurs traditions, sans que cela ne provoque un *rejet* de l'Occident. Disons simplement qu'ils s'y intéressent moins.

Jusqu'au début du XXIe siècle, la civilisation occidentale fut assimilée au progrès et à la richesse. Durant les années 1970-1980, le Japon se sentit appartenir à l'Occident dès lors qu'il faisait partie du club des nations développées. Les Japonais tenaient le raisonnement suivant : « L'Occident est riche et développé. L'Asie est pauvre et sous-développée. Nous sommes riches et développés. Nous sommes donc des Occidentaux. » La démonstration était simple. Mais le monde a depuis lors changé. La Chine s'est éveillée, les « tigres asiatiques » ont continué de croître, la Russie est redevenue une grande puissance, les monarchies pétrolières du Golfe ont connu un développement fulgurant, les États-Unis tentent de préserver une hégémonie de plus en plus contestée et l'Europe gère son déclin. La relation « Occident-richesse » s'est estompée, et il ne serait pas impensable qu'elle disparaisse dans les décennies à venir. Comment le Japon modifiera-t-il sa perception de lui-même à l'aune de ces évolutions ?

L'étude de la Bulle en tant que phénomène historique donne lieu à quelques réflexions générales supplémentaires. La première concerne le rôle des États-Unis dans le processus de libéralisation du Japon. Le gouvernement américain poussa son allié militaire et rival commercial à libéraliser son économie, arguant que les Japonais tiraient profit de façon inéquitable d'un système cloisonné. Washington expliqua que cette transition serait bénéfique pour les deux pays. Les autorités nippones se convainquirent de la pertinence de ces arguments et s'engagèrent dans un vaste mouvement de libéralisation, de dérégulation et de privatisations. Au-delà des pressions exercées par l'administration américaine, ce furent les économistes néolibéraux qui eurent une influence décisive sur les réformes entreprises par le gouvernement japonais. Dans le domaine socioculturel, les États-Unis jouèrent également un rôle clef en raison de la fascination pour l'*American way of life* et du prestige dont jouissaient sur l'archipel leurs artistes, musiciens, réalisateurs et producteurs. Néanmoins, Washington ne chercha pas à transformer activement le Japon « de l'intérieur » en l'incitant à prendre telle ou telle mesure spécifique : les développements en matière d'égalité hommes-femmes, d'éducation ou d'immigration découlèrent essentiellement d'évolutions internes à la société nippone.

Une seconde réflexion porte sur le repositionnement du Japon dans le monde qui s'opéra au cours des années 1980. La place de la puissance nippone au sein du système international représenta une problématique centrale pour les dirigeants japonais, qui avaient, depuis la fin de la guerre, concentré tous leurs efforts sur le développement économique du pays. À partir des années 1970, l'idée que le Japon ne jouait pas un rôle à la hauteur de son nouveau statut progressa. L'on critiqua le décalage entre son « rang » et son influence : le pays pouvait apparaître comme une sorte de passager clandestin, trop passif au niveau international. Ce fut dans ce contexte que le gouvernement nippon mit en œuvre sa politique d'internationalisation, censée conférer au Japon une fonction plus centrale dans le monde. Le caractère ambitieux de cet objectif affiché était pourtant réfuté par l'attitude des dirigeants japonais à l'égard des États-Unis dans le cadre des tensions commerciales qui opposaient les deux alliés. Face aux pressions américaines, Tokyo oscilla soigneusement entre conciliation et obéissance, voulant à tout prix éviter la voie de la confrontation. La relation de subordination du Japon vis-à-vis des États-Unis fut ainsi réaffirmée durant les années 1980. La relation militaire singulière entre les deux pays n'aurait sans doute pas permis une issue différente.

Une troisième réflexion concerne la question, soulevée par la période de la Bulle, de la lutte éternelle entre l'individu et le groupe. Pour l'individu, le groupe représente une protection et un carcan. Pour le groupe, l'individu constitue sa substance et le ferment de sa potentielle subversion. Le groupe offre à ses membres une sociabilité, un langage, une éducation, un abri,

une puissance ; il leur impose en contrepartie un code de conduite, des règles et des obligations devant assurer sa perpétuation. La relation entre le groupe et l'individu consiste en une négociation permanente dont les conditions ne cessent d'évoluer. Les individus réclament tantôt davantage de liberté, tantôt une discipline stricte censée sauvegarder la communauté. Chaque civilisation, chaque nation, chaque société trouve son équilibre propre, une conciliation particulière des intérêts publics et privés qui variera ensuite en fonction des circonstances (période de croissance ou de déclin, état de paix ou de guerre). Bien qu'il soit commun d'opposer le monde asiatique communautaire au modèle occidental individualiste, cet antagonisme n'est somme toute que relatif : aucune société ne s'incline entièrement devant les individus, faute de quoi elle perd toute raison d'être et disparaît, remplacée par une ou plusieurs nouvelles entités chargées d'ordre, c'est-à-dire de sens. L'individualisme n'est donc pas un état de fait, mais une inclination et un dessein : il désigne la croyance en la primauté de l'individu sur le groupe, croyance qui conduit naturellement à promouvoir l'affranchissement de celui-là par rapport à celui-ci.

Au fil d'une réflexion portant sur les différences essentielles entre les systèmes asiatiques et occidental, la philosophe Chantal Delsol semble à la fois insister sur la spécificité de l'esprit « communautaire » des sociétés orientales tout en soulignant par ailleurs la nature relative de cette prééminence du groupe sur l'individu :

> C'est par rapport à nous que les différentes cultures asiatiques paraissent homogènes : elles vivent, et prônent, des formes de holisme, bien différentes de notre individualisme. Elles n'ont pas connu la révolution moderne, et ne veulent pas la connaître. Elles n'ont pas connu cette révolution qui extrait – nous disons « qui libère » – les individus de leurs communautés, les rend indépendants de leurs hiérarchies et des autorités qui les contraignent. Les différentes cultures asiatiques ont tendance à penser que l'individu n'est rien sans ses communautés, qu'il ne se définit que par rapport à elles : avant d'être un individu autonome, je suis d'abord un père, un fils, un frère, un mari. En aucun cas je ne suis « indépendant », c'est-à-dire : dépendant de rien[912].

Lorsque la philosophe affirme que « toutes les sociétés se ressemblent, l'humanité étant partout semblable, et toutes les sociétés sont "holistes", c'est-à-dire qu'elles font passer le tout avant la partie, les communautés avant les individus, par simple réflexe de salubrité[913] », ses propos laisseraient à penser que les sociétés asiatiques étoufferaient l'individu, entièrement écrasé sous

[912] Delsol, Chantal. « En Asie, l'individu n'est rien sans ses communautés ». In : *Revue des deux Mondes*, novembre 2020, pp. 57-58
[913] Ibid., p. 58

le poids de l'intérêt commun. Une telle conception ne correspond pas à la réalité, qui est en fait bien moins catégorique ; dans les faits, la discordance entre l'Orient et l'Occident quant à la place qu'ils réservent chacun à l'individu correspond davantage à une différence de degré que de nature. Cela ne signifie pas pour autant que le concept d'individualisme ait perdu de sa pertinence ; comme expliqué précédemment, il se réfère à une conception particulière de l'Homme, à la volonté d'élever l'individu au-dessus du groupe. Selon Chantal Delsol, « seuls les Occidentaux ont inventé l'individualisme, à partir de la saison révolutionnaire[914]. »

Pourtant, l'Occident ne s'est pas contenté d'inventer l'individualisme : il a également créé le communisme et le totalitarisme. De la philosophie politique des Lumières auront ainsi émergé des idéaux de société parfaitement antagonistes, qui sanctifient l'individu ou au contraire le piétinent. Pierre Leroux, théoricien du socialisme, écrivait en 1833 à propos de cette opposition qu'il estimait pernicieuse :

> Liberté et société sont les deux pôles égaux de la science sociale. Ne dites pas que la société n'est que le résultat, l'ensemble, l'agrégation des individus : car vous arriveriez à ce que nous avons aujourd'hui, un épouvantable pêle-mêle avec la misère du plus grand nombre. Théoriquement vous auriez pis encore ; car, la société n'étant plus, l'individualité de chacun n'a pas de limite, la raison de chacun n'a pas de règle : vous arrivez en morale au scepticisme, au doute général, absolu, et en politique à l'exploitation des bons par les méchants, et du peuple par quelques fripons et quelques tyrans.
>
> Mais ne dites pas non plus que la société est tout et que l'individu n'est rien, ou que la société est avant les individus, ou que les citoyens ne sont pas autre chose que des sujets dévoués de la société, des fonctionnaires de la société qui doivent trouver, bon gré, mal gré, leur satisfaction dans tout ce qui concourt au but social ; n'allez pas faire de la société une espèce de grand animal dont nous serions les molécules, les parties, les membres, dont les uns seraient la tête, les autres l'estomac, les autres les pieds, les mains, les ongles ou les cheveux. Au lieu que la société soit le résultat de la vie libre et spontanée de tous ceux qui la composent, n'allez pas vouloir que la vie de chaque homme soit une fonction de la vie sociale que vous aurez imaginée : car vous n'arriveriez par cette voie qu'à l'abrutissement et au despotisme ; vous arrêteriez, vous immobiliseriez l'esprit humain, tout en prétendant le conduire. [...]
>
> Nous sommes pourtant aujourd'hui la proie de ces systèmes exclusifs de l'individualisme et du socialisme, repoussés que nous sommes de la liberté par celui qui prétend la faire régner, et de l'association par celui qui la prêche[915].

[914] Ibid.
[915] Leroux, Pierre. De l'individualisme et du socialisme. In : *Le Contrat social*, 1960, vol.4 (2), pp. 116-117

Le « haut fait » de la pensée politique occidentale aura été d'avoir arraché l'individu de son groupe, pour penser les deux éléments séparément et les faire ensuite s'affronter. Cette lutte s'est inscrite au cœur de la modernité. Elle a été la clef de voûte du conflit idéologique Est-Ouest. D'un côté, le Bloc soviétique glorifiait le collectif ; de l'autre, le Bloc occidental célébrait l'individu. Ce moment historique s'est soldé par la victoire de la démocratie libérale, qui se heurte désormais à des concurrents plus nuancés en matière de système politique.

Dans ce monde troublé, la place du Japon pourrait être moins assurée qu'il n'y paraît. Dans son livre *Mishima ou La vision du vide* publié en 1993, Marguerite Yourcenar écrivait à propos de la milice *Tatenokai* fondée par l'écrivain nippon :

> Cette poignée d'hommes embrigadés semblait aux contemporains insignifiante, sinon anodine, un rien ridicule, mais il n'est pas sûr que nous puissions encore en juger ainsi. Nous avons trop vu combien de pays crus occidentalisés, ou en passe de le devenir, et apparemment contents de l'être, nous réservent de surprises, et comment, dans chaque cas, les bouleversements sont le fait de petits groupes d'abord dédaignés ou traités par l'ironie. Si jamais une révolution nationale et réactionnaire triomphe, fût-ce brièvement, au Japon, comme elle le fait en ce moment dans certains pays d'Islam, le Bouclier aura été un précurseur[916].

Cette brève réflexion rappelle le caractère fatalement réversible de tout processus d'occidentalisation, aussi avancé soit-il. Néanmoins, il s'agit de rappeler que malgré les réformes et l'affaiblissement de son économie, le Japon d'après-guerre se caractérise par sa grande stabilité politique. Depuis l'épuisement de l'idéologie communiste, les velléités révolutionnaires ont disparu tandis que les débats se concentrent principalement sur la gestion du budget, l'utilisation ou non de l'énergie nucléaire et la défense vis-à-vis des menaces potentielles que représentent, dans l'esprit d'un grand nombre de Japonais, la Chine et la Corée du Nord. Dans ce contexte, un réveil national et réactionnaire ne semble pas envisageable dans le court ou moyen terme. La période de troubles ouverte par le retour de la guerre chaude en Europe pourrait toutefois avoir des effets imprévisibles sur la destinée du pays et de sa société.

Les années 1980 correspondirent donc à l'apogée du processus de libéralisation du Japon, tandis que le long mouvement de convergence avec l'Occident atteignait sa limite. L'époque de la Bulle consacra le triomphe de la liberté individuelle dans une société qui s'était montrée jusqu'alors prudente vis-à-vis de ce principe potentiellement subversif. L'ambivalence du concept de liberté dans le Japon contemporain s'observe à travers deux œuvres majeures de la

[916] Yourcenar, Marguerite. *Mishima ou La vision du vide*. Saint-Amand : Gallimard, 1993, pp. 100-101

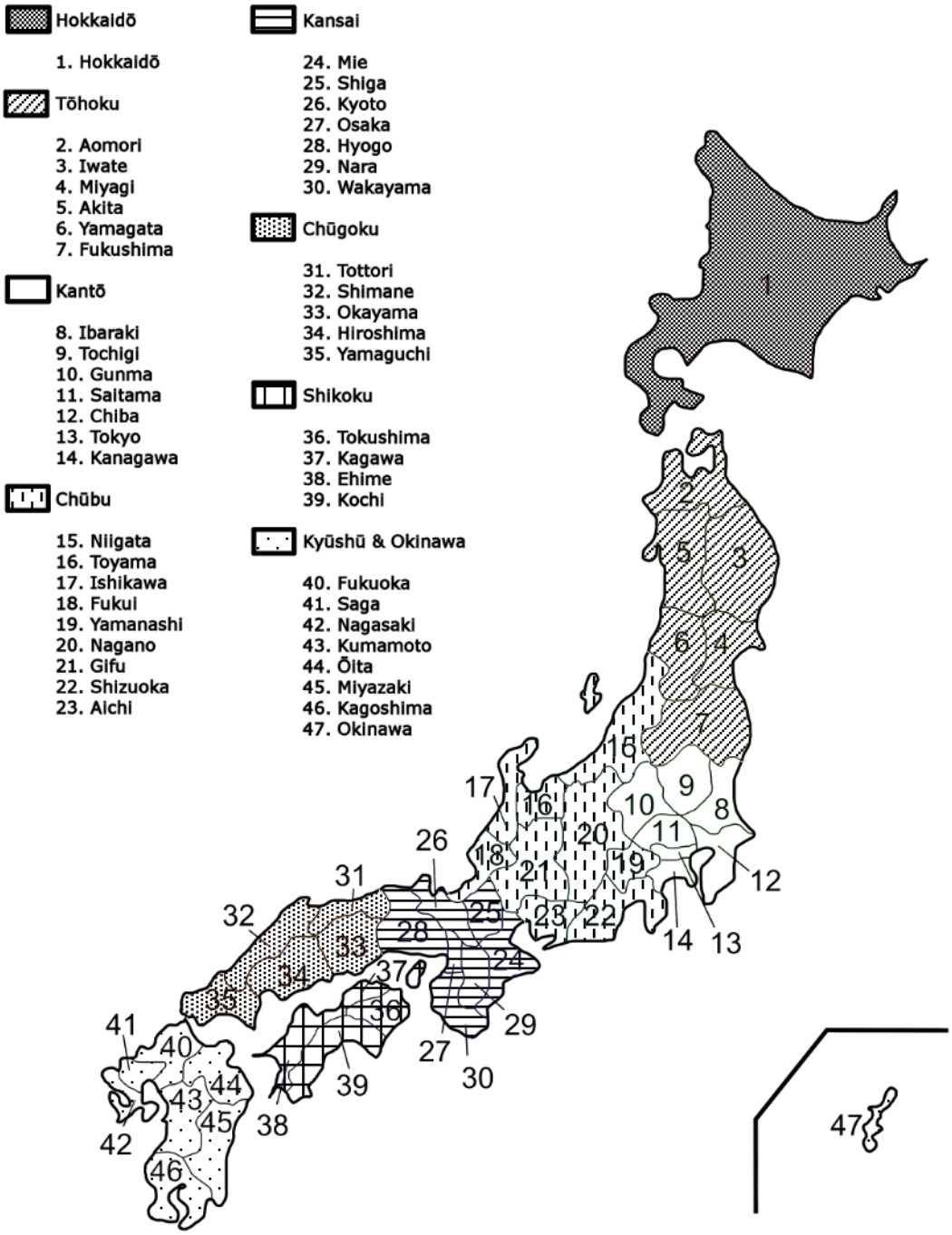
culture populaire nippone et même mondiale : *One Piece* (1997-) d'Oda Eiichirō et *L'Attaque des Titans* (2009-2021) d'Isayama Hajime. Tandis que les deux mangas connaissent un succès planétaire – le premier est la série illustrée la plus vendue au monde –, leur contenu et leur ambiance diffèrent du tout au tout. *One Piece* retrace l'aventure de Luffy, un jeune pirate à la recherche d'un trésor légendaire, le « One Piece » ; le héros, toujours jovial et rieur, voyage d'île en île et affronte, aux côtés de ses amis, des ennemis redoutables issus d'équipages de pirates rivaux, de la marine ou du « gouvernement mondial ». Malgré les épreuves parfois terribles auxquelles doivent faire face les protagonistes, l'œuvre baigne dans une atmosphère d'optimisme et d'allégresse. *L'Attaque des Titans* raconte une histoire bien plus sombre : l'humanité a dû se retrancher derrière d'immenses murailles pour éviter de se faire éradiquer par les titans, colosses dépourvus de raison se nourrissant de chair humaine. Le personnage principal, Eren Jäger, décide de consacrer sa vie à exterminer les titans après avoir assisté à la mort de sa mère, dévorée par un de ces gigantesques monstres. L'intrigue est chargée de cruauté, de trahisons et de déchirements. Les deux héros, Luffy et Eren, entretiennent une relation intime avec la liberté, thématique centrale des deux mangas. L'un et l'autre sont à la recherche de liberté, le premier chérissant l'immensité des océans, le second refusant de vivre cloisonné derrière des murs. Pourtant, les deux protagonistes s'engageront dans des quêtes absolument divergentes : tandis que Luffy terrasse les oppresseurs et se dresse en tant que guerrier libérateur, Eren choisit d'exterminer ses potentiels opposants afin de garantir sa liberté individuelle. Au terme d'une scène de *L'Attaque des Titans* particulièrement violente où Eren s'engage dans une entreprise génocidaire, le héros, devenu au cours de l'œuvre antihéros, s'exclame à la vue des cadavres de ses ennemis : « C'est ça, la liberté ! » Cette histoire tirée de la culture populaire est révélatrice des questionnements de la société nippone au sujet du concept de liberté.

Une dernière réflexion porte sur l'opinion partagée par la majorité des Japonais selon laquelle la bulle financière et son éclatement auraient provoqué les années de stagnation économique qui s'ensuivirent. Il est ainsi largement admis que les générations actuelles « paient » les excès de la Bulle, sans lesquels le pays aurait continué à se développer. Cette grille de lecture engendre un sentiment de culpabilité au sein de la génération de la Bulle ainsi que de la rancœur à l'égard de celle-ci, jugée coupable des problèmes rencontrés par leurs cadets. Pourtant, ce raisonnement est hautement discutable : d'une part, l'émergence d'une bulle financière ou immobilière ne condamne pas nécessairement l'ensemble de l'économie sur le long terme et, d'autre part, la génération de la Bulle ne porte pas une responsabilité particulière dans cet accident de parcours. La génération de la Bulle fut en effet le *produit* de son époque et non pas son instigatrice : elle qui venait de passer à l'âge adulte ne pouvait certainement pas

être tenue responsable des politiques qui avaient mené à cette situation. Le ressentiment des jeunes générations vis-à-vis de leurs aînés est donc en partie injustifié ; il procède avant tout d'une frustration née du fait que la génération de la Bulle, surprotégée au sein des entreprises, peine à concevoir les difficultés éprouvées par leurs cadets.

L'histoire du Japon moderne fut traversée par plusieurs périodes de libéralisation. La première fut portée par le Mouvement pour les libertés et les droits du peuple durant les années 1870-1880 ; la seconde correspondit à la Démocratie de Taishō dans les années 1910-1920 ; la troisième advint durant l'occupation américaine entre 1945 et 1952 ; enfin, la quatrième eut lieu durant les années 1970-1980, lesquelles culminèrent avec l'époque de la Bulle. La présente thèse s'est consacrée à apporter un éclairage sur ce quatrième moment libéral, dont les répercussions sur la trajectoire historique du pays furent – et demeurent – considérables. La Bulle, summum du faste et de la fête, aura laissé aux Japonais un souvenir amer : celui de l'oubli de soi et de la décadence morale.

CARTE DU JAPON



CHRONOLOGIE

27 juillet 1976 : Arrestation de Tanaka Kakuei dans le cadre de l'affaire Lockheed

12 août 1978 : Traité de paix et d'amitié signé entre la Chine et le Japon

1979 : Deuxième choc pétrolier

12 juin 1979 : Promulgation de la loi sur les ères impériales (元号法)

28-29 juin 1979 : Sommet du G7 à Tokyo

1980 : Rassemblements des *takenoko-zoku* à Harajuku (竹の子族)

19 mai 1980 : Dissolution de la Chambre des représentants (ハプニング解散)

12 juin 1980 : Décès du premier ministre Ōhira

23 juin 1982 : Mise en service de la ligne Shinkansen Tōhoku (東北新幹線)

15 novembre 1982 : Mise en service de la ligne Shinkansen Jōetsu (上越新幹線)

15 avril 1983 : Ouverture de Tokyo Disneyland

18 mars 1984 : Début de l'affaire Glico-Morinaga (グリコ・森永事件)

1 avril 1985 : Privatisations de Nippon Telegraph and Telephone Public Corporation et de Japan Tobacco and Salt Public Corporation, devenus respectivement Nippon Telegraph and Telephone Corporation et Japan Tobacco

22 septembre 1985 : Accords du Plaza

1 avril 1986 : Modification de la loi sur l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi (男女雇用機会均等法)

4-6 mai 1986 : Sommet du G7 à Tokyo

8 septembre 1986 : Doi Takako devient la première femme chef de parti (土井たか子)

22 février 1987 : Accords du Louvre

1 avril 1987 : Privatisation de la Japanese National Railways, devenue Japan Railways (国鉄分割民営化)

13 mars 1988 : Mise en service du tunnel du Seikan (青函トンネル)

10 avril 1988 : Mise en service du Grand pont de Seto (瀬戸大橋)

18 juin 1988 : Début de du scandale Recruit (リクルート事件)

7 janvier 1989 : Décès de l'Empereur Shōwa

1 avril 1989 : Introduction de la taxe à la consommation de 3%

31 mai 1989 : La Banque du Japon relève son taux d'escompte

2 juin 1989 : Abdication du gouvernement Takeshita

7 juillet 1989 : Horinouchi Hisao (堀之内久男) tient des propos controversés sur les femmes

23 juillet 1989 : Victoire des socialistes aux élections à la Chambre des conseillers

3 août 1989 : Les filles dépassent les garçons pour le pourcentage d'entrée à l'université

25 août 1989 : Première femme nommée Secrétaire général du Cabinet (森山眞弓)

29 décembre 1989 : Le cours Nikkei atteint son sommet

21 avril 1991 : Élection de la première maire femme (北村春江)

GLOSSAIRE

Aizubandaisan (会津磐梯山) – Chanson folklorique de la région d'Aizu, Fukushima

Akahon (赤本) – *Kusazōshi* destinés aux enfants

Anikibun (兄貴分) – Grand-frère dans le système *oyabun-kobun*

Aohon (青本) – *Kusazōshi* destinés aux adultes

Asshī-kun (アッシー君) – Sobriquet donné aux hommes conquis qui « font le taxi »

Baburu (バブル) – La Bulle

Baburu e go !! (バブルへ GO！！) – Film de Baba Yasuo paru en 2007

Baburu-jidai (バブル時代) – Époque de la Bulle

Baburu-sedai (バブル世代) – Génération de la Bulle

Banchō (番長) – Chef d'un groupe de délinquants juvéniles

Bansho shirabesho (蕃書調所) – Institut d'investigation des ouvrages barbares

Batsuzoku-daha, kensei-yōgo (閥族打破・憲政擁護) – « Détruire l'oligarchie, défendre le constitutionalisme »

Bodycon (ボディコン) – Robe moulante, abréviation de *body conscious*

Bokeiteki nōkō shakai (母系的農耕社会) – Matriarcat agricole

Bōsōzoku (暴走族) – Clan de motards juvéniles

Bundo (分度) – Concept de la pensée de Ninomiya Sontoku

Bunmei-kaika (文明開化) – Mouvement « d'ouverture à la civilisation » de l'ère Meiji

Buppin-zei (物品税) – Taxe d'accise

Chian iji-hō (治安維持法) – Loi de la préservation de la paix

Chika taisaku kakuryō kaigi (地価対策閣僚会議) – Comité ministériel pour le prix du foncier

Chika-zei (地価税) – Impôt sur la terre

Chinju no mori (鎮守の森) – « Forêts des divinités protectrices »

Chūgoku-jidōshadō (中国自動車道) – Autoroute Chūgoku

Chūkaku-ha (中核派) – Ligue communiste révolutionnaire, Comité national

Chūō-jidōshadō (中央自動車道) – Autoroute Chūō

Chūsenkyokusei (中選挙区制) – Scrutin à circonscriptions moyennes

Dainippon aikokutō (大日本愛国党) – Parti patriotique du Grand Japon

Daisenkyokusei (大選挙区制) – Scrutin à grandes circonscriptions

Daisenkyoku tanki-hiijōshiki tōhyō (大選挙区単記非移譲式投票) – Scrutin à grandes circonscriptions avec vote unique non transférable

Danjo koyō kikai kintō-hō (男女雇用機会均等法) – Loi sur l'égalité hommes-femmes en matière d'emploi

Dankai-no-sedai (団塊の世代) – Génération du nodule

Datsu-a nyū-ō (脱亜入欧) – « Sortir de l'Asie, rejoindre l'Europe »

Denki-zei (電気税) – Impôt sur l'électricité

Disuko (ディスコ) – Discothèque

Doi būmu (土井ブーム) – *Boom Doi*, formule désignant les succès du PSJ sous la présidence de Doi Takako

Doraibu (ドライブ) – Tour en voiture, prononciation japonaise de *drive*

Eirei no koe (英霊の聲) – Nouvelle de Mishima Yukio publiée en 1966

Emaki (絵巻) ou ***emakimono*** (絵巻物) – Rouleaux enluminés japonais

Esunikku ryōri (エスニック料理) – « Cuisine ethnique »

Feminizumu (フェミニズム) – Féminisme

Fujin-mondai (婦人問題) – Question des épouses

Fukeiteki shuryō shakai (父系的狩猟社会) – Patriarcat de la chasse

Fukutoshin (副都心) – Centre secondaire

Furō shotoku (不労所得) – Revenu passif

Furyō (不良) – Délinquant

Futsūsenkyo-hō (普通選挙法) – Loi sur les élections législatives

Gaikokujin tōroku-hō (外国人登録法) – Loi sur l'enregistrement des étrangers

Gaisensha (街宣車) – Camionnettes noires utilisées par les groupes nationalistes

Gakureki shakai (学歴社会) – « Société de diplômes »

Gasu-zei (ガス税) – Impôt sur le gaz

Genrō (元老) – Conseillers informels de l'empereur à partir de Meiji jusqu'au début de Shōwa

Ginkō-kyoku (銀行局) – Département bancaire du ministère des Finances, aboli en 1998

Gōkan (合巻) – Type de *kusazōshi*

Goken undō (護憲運動) – Mouvement pour la protection de la Constitution

Goraku-shisetsu riyō-zei (娯楽施設利用税) – Taxe sur les installations récréatives

Gorufu riyō-zei (ゴルフ利用税) – Taxe sur le golf

Gosōsendan-hōshiki (護送船団方式) – Système de convoi

Gumonjisōmei-hō (求聞持聡明法) – Dharma enseigné par le bouddhisme Shingon

Habatsu (派閥) – Faction

Hachimaki (鉢巻) – Bandeau que l'on porte autour de la tête

Haikyo (廃墟) – Ruine, ville fantôme

Haisokā (ハイソカー) – Voitures de luxe japonaises, abréviation de *high society car*

Hanninmae (半人前) – Individu n'ayant pas de poste de travail fixe

Heisei (平成) – Période historique du Japon (1989-2019)

Heiwasōgo ginkō (平和相互銀行) – Banque rachetée par la Sumitomo Bank en 1986

Hikikomori (引きこもり) – Individu solitaire restant enfermé dans sa chambre

Hitotsubu no okome niwa shichinin no kamisama ga iru (一粒のお米には七人の神様がいる) – « Il y a sept dieux dans un grain de riz »

Hokuriku-jidōshadō (北陸自動車道) – Autoroute Hokuriku

Honmyō (本名) – Nom officiel

Hyōgaki-sedai (氷河期世代) – Génération de la période glaciaire

Ie (家) – Maison

Iesu no hakobune jiken (イエスの方舟事件) – Affaire de l'Arche de Jésus

Issuikai (一水会) – Société nationaliste fondée en 1972

Ito de nawa wo kau (糸で縄を買う) – « Acheter de la corde avec des fils »

Itoman (イトマン) – Entreprise *sōgō shōsha* au cœur d'un scandale financier

Itto sanken (1 都 3 県) – « Une capitale et trois préfectures »

Izakaya (居酒屋) – Bistrot-restaurant japonais

Jendā-ron (ジェンダー論) – Théorie du genre

Jiageya (地上げ屋) – Agent spécialisé dans le rachat de terrain

Jiji shimpō (時事新報) – Journal fondé en 1882 par Fukuzawa Yukichi

Jinja-gōshi (神社合祀) – Regroupement des sanctuaires

Jinjiiinkai (人事委員会) – Comité du personnel

Jiyūka (自由化) – Libéralisation

Jiyū minken undō (自由民権運動) – Mouvement pour les libertés et les droits du peuple

Jiyūminshutō (自由民主党) ou ***Jimintō*** (自民党) – Parti libéral-démocrate

Jiyūshugi (自由主義) – Libéralisme

Jiyūtō (自由党) – Parti libéral

Joseigaku (女性学) – Études féminines

Josei-mondai (女性問題) – Question des femmes

Juken jigoku (受験地獄) – « Enfer des examens »

Kaisha shikihō (会社四季報) – Répertoire des entreprises japonaise cotées

Kakumeiteki kyōsanshugisha dōmei (革命的共産主義者同盟) – Ligue communiste révolutionnaire

Kamidana (神棚) – Petit sanctuaire shintoïste installé dans les maisons japonaises

Kan-etsu-jidōshadō (関越自動車道) – Autoroute Kan-etsu

Kara-e (唐絵) – Nom japonais donné au peintures chinoises Song et Yuan

Keidanren (経団連) – Fédération des organisations économiques japonaises

Keiretsu (系列) – Grands conglomérats d'après-guerre, successeurs des *zaibatsu*

Keiseikai (経世会) – Faction au sein du PLD

Kenchiku kijun-hō (建築基準法) – Loi sur les normes de construction

Kenpeitai (憲兵隊) – Police militaire de l'Armée impériale japonaise fondée en 1881

Kensatsuchō (検察庁) – Agence des procureurs publics

Kensetsushō (建設省) – Ministère de la Construction

Ketsukacchin (ケツカッチン) – Expression de la Bulle signifiant « être pressé par le rendez-vous suivant »

Kibyōshi (黄表紙) – *Kusazōshi* humoristiques pour adultes

Kinrōfujin fukushi-hō (勤労婦人福祉法) – Loi sur le bien-être des femmes ayant un emploi

Kinyūchō (金融庁) – Agence des services financiers

Kinyūkantoku-chō (金融監督庁) – Agence de supervision financière

Kinyūkikaku-kyoku (金融企画局) – Département de la planification financière du ministère des Finances, aboli en 2000

Kobun (子分) – Protégé, enfant dans le système *oyabun-kobun*

Kōgai taisaku kihon-hō (公害対策基本法) – Loi fondamentale de lutte contre la pollution

Kōha (硬派) – délinquants « durs »

Kojinshugi (個人主義) – Individualisme

Kokken (国権) – Droits étatiques, droits de l'État

Kokudochō (国土庁) – Agence des terres nationales

Kokusaika (国際化) – Internationalisation

Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai (国際文化交流に関する懇談会) – Table ronde pour les échanges culturels internationaux

Kokusai shōkyō-rengō (国際勝共連合) – Fédération internationale pour la victoire sur le communisme

Kokutai (国体) – Corps de la nation, essence nationale, souveraineté

Kōzō to chikara (構造と力) – Ouvrage d'Asada Akira publié en 1983

Kurohon (黒本) – *Kusazōshi* destinés aux adultes

Kusazōshi (草双紙) – Livres illustrés de la période Edo

Kyūrei (救霊) – Sauvetage des âmes, sauvetage des fantômes

Madonna būmu (マドンナブーム) – *Boom Madone*, formule désignant les succès du PSJ sous la présidence de Doi Takako

Maekawa ripōto (前川リポート) – Rapport Maekawa

Magobun (孫分) – Petit-fils dans le système *oyabun-kobun*

Makeinu (負け犬) – Perdant, loser

Manshon (マンション) – Type de complexe résidentiel, prononciation japonaise de *mansion*

Marumoji (丸文字) – Style calligraphique arrondi

Meiji (明治) – Période historique du Japon (1868-1912)

Messhī-kun (メッシー君) – Sobriquet donné aux hommes conquis qui paient au restaurant

Minken (民権) – Droits du peuple

Minponshugi (民本主義) – Gouvernement pour le peuple

Minshintō (民進党) – Parti démocrate progressiste

Minshushakaitō (民主社会党) ou ***Minshatō*** (民社党) – Parti démocrate socialiste

Minshushugi (民主主義) – Démocratie

Minzoku sabetsu to tatakau renraku kyōgikai (民族差別と闘う連絡協議会) ou ***Mintōren*** (民闘連) – Conseil de coordination pour la lutte contre les discriminations ethniques

Mitsugu-kun (ミツグ君) – Sobriquet donné aux hommes conquis qui offrent des cadeaux

Mokuzai hikitori-zei (木材引取税) – Taxe sur le bois

Mukokuseki ryōri (無国籍料理) – « Cuisine apatride »

Nagasaki kaigun denshūjo (長崎海軍伝習所) – Centre d'entraînement naval de Nagasaki

Nanpa (軟派) – délinquants « souples »

Nantonaku, kurisutaru (なんとなく、クリスタル) – Roman de Tanaka Yasuo publié en 1981

Necchū jidai - keiji-hen (熱中時代・刑事編) – Série policière diffusée en 1979

Nihonjinron (日本人論) – Théorie sur les Japonais

Nihon kyōsantō (日本共産党) – Parti communiste japonais

Nihon-rettō kaizō-ron (日本列島改造論) – De la restructuration de l'archipel nippon

Nihon shakaitō (日本社会党) – Parti socialiste japonais

Nihon wo mamoru kai (日本を守る会) – Assemblée pour défendre le Japon

Nihon wo mamoru kokumin-kaigi (日本を守る国民会議) – Conférence nationale pour défendre le Japon

Nikkyōso (日教組) – Japan Teachers' Union (Syndicat des enseignants du Japon)

Nippon kaigi (日本会議) – Conférence du Japon

Nisshō (日商) – Chambre de commerce et d'industrie du Japon

Nyū-akademizumu (ニューアカデミズム) ou ***Nyū-aka*** (ニューアカ) – Nouvel académisme

Nyūjō-zei (入場税) – Taxe d'entrée

Nyūrīdā (ニューリーダー) – « New leaders », formule désignant les trois politiciens Abe Shintarō, Takeshita Noboru et Miyazawa Kiichi

OB hōmon (OB 訪問) – Visite d'*alumni*

Ōkurashō (大蔵省) – Ministère du Trésor, renommé *Zaimushō* en 2001

Omote-banchō (表番長) – Chef « officiel » d'un groupe de délinquants juvéniles

Onna moji (女文字) ou ***Onna de*** (女手) – « Lettres féminines », hiragana

Ōoyabun (大親分) – Grand patron, grand-père dans le système *oyabun-kobun*

Otakasan būmu (おたかさんブーム) – *Boom O-Taka-san*, formule désignant les succès du PSJ sous la présidence de Doi Takako

Otōtobun (弟分) – Petit frère dans le système *oyabun-kobun*

Ottamage (おったまげ) – Locution de la Bulle exprimant la surprise

Oyabun (親分) – Patron, père dans le système *oyabun-kobun*

Oyabun-kobun (親分・子分) – Système de parenté rituelle

Pūtarō (プータロー) – Terme péjoratif pour désigner un chômeur

Reikan shōhō (霊感商法) – Vente d'objets religieux

Reiyūkai (霊友会) – Mouvement bouddhiste fondé en 1920

Riberarizumu (リベラリズム) – Libéralisme

Rikken kaishintō (立憲改進党) – Parti progressiste constitutionnel

Rinji kyōiku shingikai (臨時教育審議会) – Comité temporaire de l'éducation

Risshō Kōsei Kai (立正佼成会) – Mouvement bouddhiste fondé en 1938

Rizōto-hō (リゾート法) – Loi sur les *resorts*

Rōdōsōgi chōtei-hō (労働争議調停法) – Loi sur la médiation des conflits de travail

Ryōri inshoku tō shōhi-zei (料理飲食等消費税) – Taxe sur la restauration

Salaryman (サラリーマン) – Employé d'entreprise, et le style de vie qui y est rattaché

Sankakudaifukuchū (三角大福中) – Formule désignant les cinq politiciens Miki Takeo, Tanaka Kakuei, Ōhira Masayoshi, Fukuda Takeo et Nakasone Yasuhiro

Sankō (三高) – Trois hauts : haute éducation, haute stature, haut revenu

Satō shōhi-zei (砂糖消費税) – Impôt sur le sucre

Satori-sedai (さとり世代) – Génération de l'éveil

Sengo-seiji no sōkessan (戦後政治の総決算) – Règlement définitif de la politique d'après-guerre

Sesshin (接心) – Rituel ésotérique pratiqué par le groupe religieux Shinnyo-en

Sezon bunka (セゾン文化) – Culture Saison, en référence au conglomérat Saison Group

Shaku (尺) – Ancienne unité de mesure

Shīma genshō (シーマ現象) – « Phénomène Cima »

Shimoshimo (しもしも) – Expression de la Bulle signifiant « allô »

Shindafuri kaisan (死んだふり解散) – « Dissolution de la mort feinte », désigne la dissolution de la Chambre des représentants du 2 juin 1986

Shinjinrui (新人類) – Nouvelle humanité

Shinjiyū kurabu (新自由クラブ) – Club néolibéral

Shinjiyū-shugi (新自由主義) – Néolibéralisme

Shinkansen (新幹線) – Train à grande vitesse en service au Japon

Shinnyo-en (真如苑) – Groupe religieux affilié au bouddhisme Shingon

Shinōkōshō (士農工商) – Système hiérarchique de l'époque Edo

Shinshūkyō (新宗教) – Nouvelles religions

Shion no musume (シオンの娘) – Cabaret La Fille de Sion

Shirake-sedai (しらけ世代) – Génération blasée

Shizen kankyō hozen-hō (自然環境保全法) – Loi pour la protection de l'environnement naturel

Shōgai gakushū (生涯学習) – Apprentissage tout au long de la vie

Shōhi-zei (消費税) – Taxe sur la consommation

Shōken-kyoku (証券局) – Département des valeurs mobilières du ministère des Finances, aboli en 1998

Shōsenkyokusei (小選挙区制) – Scrutin à petites circonscriptions

Shōwa (昭和) – Période historique du Japon (1926-1989)

Shūdanshugi (集団主義) – groupisme, collectivisme

Shūshin koyō (終身雇用) – Système d'emploi à vie

Shutoken (首都圏) – Région capitale

Shutsunyūkoku kanri-rei (出入国管理令) – Ordonnance sur le contrôle des migrations

Shutsunyūkoku kanri oyobi nanmin nintei-hō (出入国管理及び難民認定法) – Loi sur le contrôle des migrations et la reconnaissance des réfugiés

Sobāju (ソバージュ) – Coiffure ondulée, prononciation japonaise de *sauvage*

Sōgō hoyō chiiki seibi-hō (総合保養地域整備法) – Loi sur la maintenance des aires de récréation

Sōgō keizai-taisaku (総合経済対策) – Programme de mesures économiques

Sōgō shōsha (総合商社) – Société commerciale spécialisée dans l'import-export

Sōka Gakkai (創価学会) – Mouvement bouddhiste fondé en 1930

Sokokubōeitai (祖国防衛隊) – « Brigade de défense nationale », ancien nom de la *Tatenokai*

Sonnō jōi (尊王攘夷 ou 尊皇攘夷) – « Révérer l'Empereur, expulser les Barbares »

Sōshi-kaimei (創氏改名) – Politique d'adoption de noms japonais

Sudare (すだれ ou 簾) – Store japonais, désigne également un type de frange (coiffure)

Suijō (推譲) – « Concession », concept de la pensée de Ninomiya Sontoku

Taishō (大正) – Période historique du Japon (1912-1926)

Taishō demokurashī (大正デモクラシー) – Démocratie Taishō

Takenokozoku (竹の子族) – Groupes de jeunes dansant à ciel ouvert

Tama-chiiki (多摩地域) ou ***Tama-chiku*** (多摩地区) – Région de Tama

Tama-shi (多摩市) – Ville de Tama

Tandai (短大) – « Université courte » dont le cursus dure deux ans

Tarento (タレント) – Personnalité de la télévision, prononciation japonaise de *talent*

Tatenokai (楯の会) – « Société du Bouclier », milice fondée par Mishima Yukio

Tekazashi (手かざし) – Rituel religieux pratiqué par la secte Sûkyô Mahikari

Tennō (天皇) – Empereur

Toba-e (鳥羽絵) – Caricatures de l'époque Edo

Tochi kihon-hō (土地基本法) – Loi fondamentale sur la terre

Tochizeisei shōiinkai (土地税制小委員会) – Sous-comité sur l'impôt sur la terre

Tōhoku-jidōshadō (東北自動車道) – Autoroute Tōhoku

Tōka no kiku (十日の菊) – Pièce de théâtre de Mishima Yukio publiée en 1961

Tōkōkyohi (登校拒否) – Situation où l'enfant refuse d'aller à l'école

Tokubetsu chihō shōhi-zei (特別地方消費税) – Impôt régional spécial sur la consommation

Tokubetsu eijūsha (特別永住者) – Résident permanent spécial

Tokubetsu kōtō keisatsu (特別高等警察) – Haute police spéciale

Tokubetsu-ku (特別区) – Arrondissements spéciaux

Tokubetsu sōsabu (特別捜査部) ou ***Tokusōbu*** (特捜部) – Bureau d'enquêtes spéciales

Toranpurui-zei (トランプ類税) – Taxe sur les cartes à jouer

Tosaka (トサカ) – Coiffure en crête

Toshikeikaku-hō (都市計画法) – Loi sur la planification urbaine

Tsūkō-zei (通行税) – Taxe de voyage

Tsūmei (通名) – Nom de la vie courante

Tsunagu-kun (ツナグ君) – Sobriquet donné aux hommes conquis qui réparent la télévision

Ura-banchō (裏番長) – Chef officieux d'un groupe de délinquants juvéniles

Uriage-zei (売上税) – Taxe sur la vente

Wa (和) – Japon, harmonie, paix

Wakizashi (脇差) – Sabre japonais mesurant entre 30 à 60 cm de longueur

Wakon yōsai (和魂洋才) – « Âme japonaise, talents occidentaux »

Yamaichi shōken (山一證券) – Yamaichi Securities

Yamato-e (大和絵) – Style de peinture développé à l'époque Heian

Yami no sekai no chokinbako (闇の世界の貯金箱) – « Tirelire du monde des ténèbres », surnom de la banque Heiwasōgo

Yami-shōgun (闇将軍) – « Shogun des ténèbres », surnom de Tanaka Kakuei

Yankee ou ***Yankī*** (ヤンキー) – Style de délinquant apparu à partir du milieu des années 1970

Yakeato-sedai (焼け跡世代) – Génération des ruines fumantes

Yondai kōgai-byō (四大公害病) – « Quatre grandes maladies liées à la pollution »

Yūkoku (憂国) – Nouvelle de Mishima Yukio publiée en 1961

Yutori kyōiku (ゆとり教育) – Éducation détendue

Yutori-sedai (ゆとり世代) – Génération détendue

Zaibatsu (財閥) – Grands conglomérats d'avant-guerre

Zaimushō (財務省) – Ministère des Finances, anciennement dénommé *Ōkurashō*

Zeisei chōsakai (税制調査会) – Commission de recherche sur le système fiscal

Zōsan manga (増産漫画) – « Manga pour augmenter la production »

LISTE DES PERSONNAGES

Abe Shintarō 安倍 晋太郎 (1924-1991) – Ministre des Affaires étrangères de 1982 à 1986

Abe Shinzō 安倍 晋三 (1954-2022) – Premier ministre de 2006 à 2007 puis de 2012 à 2020

Abe Zenta あべ 善太 (?) – Scénariste de mangas

Akao Bin 赤尾 敏 (1899-1990) – Fondateur du Parti patriotique du Grand Japon

Amaji Gumi 天道 グミ (?) – Dessinateur de mangas

Anri 杏里 (1961-) – Chanteuse

Asada Akira 浅田 彰 (1957-) – Professeur, auteur de *Kōzō to chikara*

Asanuma Inejirō 浅沼 稲次郎 (1898-1960) – Président du Parti socialiste japonais en 1960

Baba Yasuo 馬場 康夫 (1954-) – Réalisateur de films

Doi Takako 土井 たか子 (1928-2014) – Présidente du Parti socialiste japonais de 1986 à 1991

Doi Takeo 土居 健郎 (1920-2009) – Psychiatre, psychanalyste et essayiste

Ehara Yumiko 江原 由美子 (1952-) – Sociologue féministe

Fudeyasu Hiroyoshi 筆保 泰禎 (1940-2005) – Secrétaire en chef du Parti patriotique du Grand Japon

Fukami Tōshū 深見 東州 (1951-) – Fondateur de la secte Worldmate

Fukuda Takeo 福田 赳夫 (1905-1995) – Premier ministre de 1976 à 1978

Fukui Eiichi 福井 英一 (1921-1954) – Auteur de mangas

Gotōda Masaharu 後藤田 正晴 (1914-2005) – Vice-premier ministre d'avril à août 1993

Hamada Shōgo 浜田 省吾 (1952-) – Chanteur

Hanasaki Akira 花咲 アキラ (1956-) – Auteur de mangas

Hara Takashi 原 敬 (1856-1921) – Premier ministre de 1918 à 1921

Hasegawa Machiko 長谷川 町子 (1920-1992) – Auteure de mangas

Hashiguchi Takashi 橋口 たかし (1967-) – Auteur de mangas

Hatoyama Yukio 鳩山 由紀夫 (1947-) – Premier ministre de 2009 à 2010

Heo Yeongjung ou **Kyo Eichū** 許 永中 (1947-) – Homme d'affaires impliqué dans l'affaire Itoman

Hirano Keiichirō 平野 啓一郎 (1975-) – Écrivain

Horie Masaaki 堀江 正章 (1858-1932) – Peintre

Horinouchi Hisao 堀之内 久男 (1924-2010) – Membre de la Chambre des représentants

Ikeguchi Kotaro 池田 小太郎 (1935-2019) – Nom réel de l'écrivain Sakaiya Taichi

Inoue Teruko 井上 輝子 (1942-) – Sociologue féministe

Ishikawa Rokurō 石川 六郎 (1925-2005) – Entrepreneur, président de la *Nisshō* de 1987 à 1993

Isoda Ichirō 磯田 一郎 (1913-1993) – Président de la Sumitomo Bank de 1977 à 1990

Isozaki Arata 磯崎 新 (1931-2022) – Architecte

Isurugi Michiyuki 岩動 道行 (1913-1987) – Membre de la Chambre des représentants puis de la Chambre des conseillers

Itō Suemitsu 伊藤 寿永光 (1944-) – Dirigeant d'Itoman impliqué dans l'affaire Itoman

Kanemaru Shin 金丸 信 (1914-1996) – Vice-premier ministre de 1986 à 1987

Karatani Kōjin 柄谷 行人 (1941-) – Philosophe

Kariya Tetsu 雁屋 哲 (1941-) – Scénariste de mangas

Katō Kōichi 加藤 紘一 (1939-2016) – Secrétaire général du Cabinet de 1991 à 1992

Kawakubo Rei 川久保 玲 (1942-) – Créatrice de mode

Kawamura Yoshihiko 河村 良彦 (1924-2010) – Président d'Itoman de 1975 à 1991

Kikutake Kiyonori 菊竹 清訓 (1928-2011) – Architecte, figure du métabolisme

Kitazawa Rakuten 北沢 楽天 (1876-1955) – Dessinateur et illustrateur, « père du manga »

Kiuchi Kazuhiro 木内 一裕 (1960-) – Auteur de mangas

Komori Kazutaka 小森 一孝 (1943-1971) – Activiste nationaliste

Kondō Kōichiro 近藤 浩一路 (1884-1962) – Peintre, illustrateur et *mangaka*

Kōsaka Masataka 高坂 正堯 (1934-1996) – Politologue, conseiller du PLD

Kōyama Ken'ichi 香山 健一 (1933-1997) – Politologue, conseiller du PLD

Kumon Shunpei 公文 俊平 (1935-) – Sociologue, conseiller du PLD

Kurata Yoshimi 倉田 よしみ (1954-) – Auteur de mangas

Kurokawa Kishō 黒川 紀章 (1934-2007) – Architecte, figure du métabolisme

Maehara Seiji 前原 誠司 (1962-) – Président du PDJ de 2005 à 2006 puis du PDP en 2017

Matsuda Manabu 松田 学 (1957-) – Membre de la Chambre des représentants

Miki Takeo 三木 武夫 (1907-1988) – Premier ministre de 1974 à 1976

Minakata Kumagusu 南方 熊楠 (1867-1941) – Écrivain, biologiste et naturaliste

Mishima Yukio 三島 由紀夫 (1925-1970) – Écrivain

Miyake Issei 三宅 一生 (1938-2022) – Créateur de mode

Miyazawa Kiichi 宮澤 喜一 (1919-2007) – Premier ministre de 1991 à 1993

Mizutani Yutaka 水谷 豊 (1952-) – Acteur et chanteur

Mori Hanae 森 英恵 (1926-2022) – Créatrice de mode

Morita Masanori 森田 まさのり (1966-) – Auteur de mangas

Nagata Hisayasu 永田 寿康 (1969-2009) – Membre de la Chambre des représentants

Nakane Chie 中根 千枝 (1926-2021) – Anthropologue

Nakasone Yasuhiro 中曽根 康弘 (1918-2019) – Premier ministre de 1982 à 1987

Nakazawa Shin'ichi 中沢 新一 (1950-) – Historien des religions

Nikaidō Susumu 二階堂 進 (1909-2000) – Secrétaire général du Cabinet de 1972 à 1974

Ninomiya Kinjirō 二宮 金次郎 ou 金治郎 (1787-1856) – Philosophe et économiste

Ninomiya Sontoku 二宮 尊徳 (1787-1856) – Pseudonyme de Ninomiya Kinjirō

Nishimori Hiroyuki 西森 博之 (1963-) – Auteur de mangas

Nishimura Mitsuru 西村 ミツル (1962-) – Scénariste de mangas

Oda Tetsurō 織田 哲郎 (1958-) – Chanteur, compositeur

Ogawa Jin'ichi 小川 仁一 (1918-2002) – Membre de la Chambre des représentants puis de la Chambre des conseillers

Ōguro Maki 大黒 摩季 (1969-) – Chanteuse

Ōhira Masayoshi 大平 正芳 (1910-1980) – Premier ministre de 1978 à 1980

Okamoto Ippei 岡本 一平 (1886-1948) – Illustrateur et *mangaka*

Ōkawa Ryūhō 大川 隆法 (1956-2023) – Fondateur de la secte Happy Science

Ōtaki Eiichi 大瀧 詠一 (1948-2013) – Chanteur, compositeur

Ōtani Sachio 大谷 幸夫 (1924-2013) – Architecte

Saeki Shun 佐伯 俊 (?) – Auteur de mangas

Saitō Eishirō 斎藤 英四郎 (1911-2002) – Entrepreneur, président du *Keidanren* de 1986 à 1990

Saitō Jirō 斎藤 次郎 (1936-) – Vice-ministre des Finances de 1993 à 1995

Sakaiya Taichi 堺屋 太一 (1935-2019) – Nom de plume de l'écrivain Ikeguchi Kotaro

Satō Eisaku 佐藤 栄作 (1901-1975) – Premier ministre de 1964 à 1972

Satō Seizaburō 佐藤 誠三郎 (1932-1999) – Politologue, conseiller du PLD

Sengoku Takeyoshi 千石 剛賢 (1923-2001) – Fondateur de l'Arche de Jésus

Shimabukuro Mitsutoshi 島袋 光年 (1975-) – Auteur de mangas

Shimanaka Hōji 嶋中 鵬二 (1923-1997) – Éditeur du magazine *Chūōkōron*

Shinobu Seizaburō 信夫 清三郎 (1909-1992) – Historien et politologue

Sugi Masamichi 杉 真理 (1954-) – Chanteur et musicien

Sugiura Shigeru 杉浦 茂 (1908-2000) – Auteur de mangas

Suzuki Zenkō 鈴木 善幸 (1911-2004) – Premier ministre de 1980 à 1982

Takahashi Hiroshi 高橋 ヒロシ (1965-) – Auteur de mangas

Takebe Tsutomu 武部 勤 (1941-) – Secrétaire général du PLD de 2004 à 2006

Takeshita Noboru 竹下 登 (1924-2000) – Premier ministre de 1987 à 1989

Tanaka Kakuei 田中 角栄 (1918-1993) – Premier ministre de 1972 à 1974

Tanaka Yasuo 田中 康夫 (1956-) – Romancier et politicien

Tange Kenzō 丹下 健三 (1913-2005) – Architecte et urbaniste

Tezuka Osamu 手塚 治虫 (1928-1989) – Auteur de mangas

Toba Sōjō 鳥羽 僧正 (1053-1140) – Moine et artiste

Torigoe Shuntarō 鳥越 俊太郎 (1940-) – Journaliste

Tsukuda Yūto 附田 祐斗 (1986-) – Scénariste de mangas

Ueno Chizuko 上野 千鶴子 (1948-) – Sociologue féministe

Ueyama Tochi うえやま とち (1954-) – Auteur de mangas

Uno Sōsuke 宇野 宗佑 (1922-1998) – Premier ministre de juin à août 1989

Yamaguchi Otoya 山口 二矢 (1943-1960) – Activiste nationaliste, meurtrier d'Asanuma

Yamamoto Kansai 山本 寛斎 (1944-2020) – Créateur de mode

Yamamoto Yōji 山本 耀司 (1943-) – Créateur de mode

Yamashita Tatsurō 山下 達郎 (1953-) – Chanteur, compositeur

Yoshida Shigeru 吉田 茂 (1878-1967) – Premier ministre de 1946 à 1947 puis de 1948 à 1954

Yūryaku Tennō 雄略 天皇 (418-479) – Empereur Yūryaku

BIBLIOGRAPHIE

ABC NEWS. *Former Aum Cultist Sentenced* [en ligne]. https://abcnews.go.com/International/story?id=82186&page=1 (consulté le 6 février 2023)

ACO, Mari (阿古 真理). *Ryōri bangumi no rekishi wa, ryōri bunkashi sonomonoda* (料理番組の歴史は､料理文化史そのものだ) [en ligne]. https://toyokeizai.net/articles/-/183208?page=3 (consulté le 13 octobre 2023)

AGON SHU. *About Agon Shu: Three Elements of Buddhist Religion – Buddha, Dharma and Sangha* [en ligne]. https://www.agon.org/en/about/page_a3.html (consulté le 2 février 2023)

AKAMI, Tomoko. Nation, state, empire and war: Problems of liberalism in modern Japanese history and beyond. In : *Japanese Studies*, 2005, vol. 25(2), pp. 119-140

AKIMOTO, Mizuki (秋本 みずき). Narubeku medatazu ga mottō no jimi na mushoku no hitori musume. Sono sugata ga dōshitemo rikai dekizu (なるべく目立たずがモットーの地味な無職の一人娘。その姿がどうしても理解できず). In : *Fujinkōron*, 2016, vol. 101(6), pp. 44-45

AMNESTY INTERNATIONAL. *AI News Release: Amnesty International calls for end to executions and safeguards against ill-treatment* [en ligne]. https://www.amnesty.org/en/documents/asa22/003/1991/en/ (consulté le 23 novembre 2021)

AMNESTY INTERNATIONAL. *The Death Penalty in Japan: Report of an Amnesty International Mission to Japan 21 February – 3 March 1983*. Nottingham : Russell Press, 1983. 31 p.

ARON, Raymond. *Essai sur les libertés*. Paris : Calmann-Lévy, 1976. 251 p. (Collection Pluriel)

ASADA, Akira (浅田彰) & CHIBA, Takuya (千葉 雅也). *"Doguma naki, neoribe zenkai no janguru wo ikiru tame no gandeishisō" Asada Akira x Chiba Takuya "shisōkai no 2 dai sutā" ga tettei tōron* (《ドグマなき、ネオリベ全開のジャングルを生きるための現代思想》浅田彰×千葉雅也 "思想界の 2 大スター"が徹底討論) [en ligne]. https://bunshun.jp/articles/-/56554?page=3 (consulté le 13 septembre 2023)

AUDARD, Catherine. *Qu'est-ce que le libéralisme ? Éthique, politique, société*. Paris : Gallimard, 2009. 843 p. (Folio essais)

BAIJAL, Pradip. From Nationalisation to Privatisation: UK and Japan. In : *Economic and Political Weekly*, 2000, vol. 35(13), pp. 1101-1106

BANK OF JAPAN. *The Basic Discount Rate and Basic Loan Rate (Previously Indicated as "Official Discount Rates")* [en ligne]. https://www.boj.or.jp/en/statistics/boj/other/discount/discount.htm (consulté le 9 novembre 2023)

BICHLER, Regina M. Harm and Harmony—Concepts of Nature and Environmental Practice in Japan. In : *Histories*, 2023, vol. 3, pp. 62-75

BRAUDEL, Fernand. *Grammaire des civilisations*. Paris : Flammarion, 2013. 752 p. (Champs Histoire)

BROCHIER, Hubert. *Le miracle économique japonais : 1950-1970*. Paris : Calmann-Lévy, 1970. 342 p. (Perspectives de l'économique : économie contemporaine)

BROMLEY, David G. Financing the Millennium: The Economic Structure of the Unificationist Movement. In : *Journal for the Scientific Study of Religion*, 1985, vol. 24(3), pp. 253-274

BOWEN, Roger W. *Rebellion and Democracy in Meiji Japan: A Study of Commoners in the Popular Rights Movement*. Berkeley & Los Angeles : University of California Press, 1980. 367 p.

BOYD, Gerald M. *President Imposes Tariff on Imports Against Japanese* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1987/04/18/business/president-imposes-tariff-on-imports-against-japanese.html (consulté le 2 mars 2022)

BURGESS, John. *Nakasone Suggests Minorities Put U.S. Society Behind Japan's* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1986/09/24/nakasone-suggests-minorities-put-us-society-behind-japans/aa67c979-4dff-42e7-9a13-ba93f4a07c1f/ (consulté le 27 septembre 2023)

CABINET OFFICE. *Dai 1 bu : shōshika taisaku no genjō (dai 1 shō 3)* (第 1 部 少子化対策の現状（第 1 章 3）) [en ligne]. https://www8.cao.go.jp/shoushi/shoushika/whitepaper/measures/w-2021/r03webhonpen/html/b1_s1-1-3.html (consulté le 11 septembre 2023)

CASSEGÅRD, Carl. The recovery of protest in Japan: from the 'ice age' to the post-2011 movements. In : *Social Movement Studies*, 2023, vol. 22(5-6), pp. 751-766

CAVE, Peter. Educational Reform in Japan in the 1990s: 'Individuality' and other uncertainties. In : *Comparative Education*, 2001, vol. 37(2), pp. 173-191

CHANDLER, Clay. *Thugs Run the Real Estate 'Closings' in Some of Japan's Boom Towns* [en ligne]. https://www.chicagotribune.com/news/ct-xpm-1990-06-24-9002210664-story.html (consulté le 20 mai 2021)

CHATANI, Sayaka. Revisiting Korean Slums in Postwar Japan: Tongne and Hakkyo in the Zainichi Memoryscape. In : *The Journal of Asian Studies*, 2021, vol. 80(3), pp. 587-610

CHENG, Tzu-Chen. The Failure to Introduce the Consumption Tax in the Nakasone Cabinet. In : *Kokusai kōkyō seisaku kenkyū*, 2009, vol. 14(1), pp. 191-205

CHERNOMAS, Robert & HUDSON, Ian. *The Profit Doctrine: Economists of the Neoliberal Era*. Londres : Pluto Press, 2017. 225 p.

CHESTERTON, Gilbert K. *Orthodoxy*. New York : Dodd, Mead & Co., 1908. 299 p.

CHŌ, Hidetoshi (張 英壽). *"Marumoji" wa kieta noka : kōkan nikki de shiyō no 40 dai josei mo kakezu… LINE "emoji" ni ikiru "kawaii" seishin* (「丸文字」は消えたのか 交換日記で使用の 40 代女性も書けず…ＬＩＮＥ「絵文字」に生きる「かわいい」精神) [en ligne].

https://www.sankei.com/article/20160113-M7R74IXTQ5KM3AEPJQOQOEYBKQ/ (consulté le 4 novembre 2023)

CHOATE, Pat. *Japan and the Big Squeeze* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/opinions/1990/09/30/japan-and-the-big-squeeze/0fb1617e-8756-4390-a776-f1619d59869a/ (consulté le 15 septembre 2023)

CHUNG, Erin Aeran. *Immigration and Citizenship in Japan*. New York : Cambridge University Press, 2010. 205 p.

CHUNG, Erin Aeran & KIM, Daisy. Citizenship and Marriage in a Globalizing World: Multicultural Families and Monocultural Nationality Laws in Korea and Japan. In : *Indiana Journal of Global Legal Studies*, 2012, vol. 19(1), pp. 195-219

CLOUSCARD, Michel. *Critique du libéralisme libertaire : Généalogie de la contre-révolution, de la Révolution française aux Trente Honteuses*. Paris : Éditions Delga, 2005. 377 p.

COHEN, Stephen D. *The Route to Japan's Voluntary Export Restraints on Automobiles: An Analysis of the U.S. Government's Decision-Making Process in 1981* [en ligne]. https://nsarchive2.gwu.edu/japan/scohenwp.htm (consulté le 14 septembre 2023)

COLE, Robert J. *Politics and Jobs: Chrysler Corporation's $1.5 Billion Bailout* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1979/11/04/archives/politics-and-jobs-chrysler-corporations-15-billion-bailout.html (consulté le 15 septembre 2023)

CORM, Georges. *Orient-Occident, la fracture imaginaire*. Paris : La Découverte, 2002. 186 p. (Cahiers libres)

DANZIG, Richard, SAGEMAN, Marc, LEIGHTON, Terrance, HOUGH, Lloyd, YUKI, Hidemi, KOTANI, Rui & HOSFORD, Zachary M. *Aum Shinrikyo: Insights Into How Terrorists Develop Biological and Chemical Weapons*, 2nd edition. Washington DC : Center for a New American Security, 2012. 65 p.

DE BENOIST, Alain. *Contre le libéralisme : La société n'est pas un marché*. Monaco : Éditions du Rocher, 2019. 344 p.

DEBRAY, Régis. *Civilisation : comment nous sommes devenus Américains*. Paris : Gallimard, 2017. 245 p. (Folio essais)

DELSOL, Chantal. « En Asie, l'individu n'est rien sans ses communautés ». In : *Revue des deux Mondes*, novembre 2020, pp. 55-61

DEPARTMENT OF STATE. *Country Reports on Human Rights Practices 1980*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1981. 1140 p.

DEPARTMENT OF STATE. *Country Reports on Human Rights Practices 1983*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1984. 1485 p.

DEPARTMENT OF STATE. *Country Reports on Human Rights Practices 1986*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1987. 1356 p.

DEPARTMENT OF STATE. *Country Reports on Human Rights Practices 1987*. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1988. 1358 p.

DOI, Takako (土井 たか子). *Doi Takako : mai wei* (土井たか子：マイウェイ). Tokyo : Shuppan shinsha, 1987. 238 p.

DOWER, John W. Peace and Democracy in Two Systems: External Policy and Internal Conflict. In : GORDON, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, pp. 3-33

DOWER, John W. *Japan in War and Peace: essays on history, culture and race*. London : Fontana Press, 1996. 368 p.

DOWER, John W. *Embracing defeat: Japan in the wake of World War II*. New York : W.W. Norton & Company/The New Press, 1999. 676 p.

DP LIFE. *The Divine Principle* [en ligne]. https://dplife.info/divineprinciple (consulté le 9 février 2023)

EHARA, Yumiko, YANAGIDA, Eino & LONG, Paula. Japanese Feminism in the 1970s and 1980s. In : *U.S.-Japan Women's Journal. English Supplement*, 1993, vol. 4, pp. 49-69

ENAMI, Noriyuki (榎並 紀行). *"Itameshi" "tiramisu būmu" towa nandatta noka? Baburu jidai ni bakuhatsuteki na ryūkō wo makiokoshita butaiura* (「イタめし」「ティラミスブーム」とは何だったのか？バブル時代に爆発的な流行を巻き起こした舞台裏) [en ligne]. https://r.gnavi.co.jp/g-interview/entry/yajirobe/4558 (consulté le 4 septembre 2023)

ENOKIDA, Yūichi (榎田 裕一). *Sengo no kurushī jidai to amerika-bunka no ryūnyū* (戦後の 苦しい時代とアメリカ文化の流入) [en ligne].
http://www.seinan-gu.ac.jp/pub/100aniv/kiyo/08/08_45-50.pdf (consulté le 27 novembre 2018)

ENOMOTO, Satoru & MATSUDA, Shuji. The Development of Advertising Industry and Advertising Agency. In : *Kokusaigaku kenkyū*, 2012, vol. 1, pp. 21-38

EUROSTAT. *Marriage and divorce statistics* [en ligne].
https://ec.europa.eu/eurostat/statistics-explained/index.php?title=Marriage_and_divorce_statistics#Fewer_marriages.2C_fewer_divorces (consulté le 11 septembre 2023)

EXPORT AND INTERNATIONAL AFFAIRS BUREAU, MINISTRY OF AGRICULTURE, FORESTRY AND FISHERIES. *Kaigai ni okeru nihonshoku resutoran no kazu* (海外における日本食レストランの数) [en ligne].
https://www.maff.go.jp/j/shokusan/eat/attach/pdf/160328_shokub-13.pdf (consulté le 3 septembre 2023)

FARNSWORTH, Clyde H. *Reagan Trade Panel Accuses Japan and Taiwan* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1985/11/14/business/reagan-trade-panel-accuses-japan-and-taiwan.html (consulté le 19 septembre 2023)

FASHIONSNAP. *Tōkyō korekushon wa dono yō ni shite hajimatta no ka? Rekishi to henkaku* [en ligne]. https://www.fashionsnap.com/article/tokyo-collection-history/ (consulté le 16 octobre 2023)

FEENSTRA, Robert C. Voluntary Export Restraint in U.S. Autos, 1980-81: Quality, Employment, and Welfare Effects. In : BALDWIN, Robert E. and KRUEGER, Anne O. *The Structure and Evolution of Recent U.S. Trade Policy*. Chicago : University of Chicago Press, 1984, pp. 35-66

FOUCAULT, Michel. *L'archéologie du savoir*. Paris : Gallimard, 1969. 275 p. (Bibliothèque des sciences humaines)

FRANKEL, Susannah. *Perpetual Revolution: The Paradox of Yohji Yamamoto* [en ligne]. https://www.anothermag.com/fashion-beauty/11129/perpetual-revolution-the-paradox-of-yohji-yamamoto (consulté le 24 février 2021)

FREEDOM HOUSE. *Our Issues* [en ligne]. https://freedomhouse.org/issues (consulté le 16 octobre 2023)

FRIEDMANN, John & WOLFF, Goetz. World city formation: an agenda for research and action. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 1982, vol. 6(3), pp. 309-344

FUJITA, Hidenori. Education Reform and Education Politics in Japan. In : *The American Sociologist*, 2000, vol. 31(3), pp. 42-57

FUJITANI, Atsuko (冨士谷 あつ子). Koteiteki seibetsu bungyō koso bunka no seitaikei wo hakai suru – seitaikei wa koteiteki na mono dewa naku kahenteki na mono nanoda (固定的性別分業こそ文化の生態系を破壊する–生態系は固定的なものではなく可変的なものなのだ). In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(11), pp. 122-130

FUKUMOTO, Michiyo (福本 みちよ). Rinji kyōiku shingikai-go no kyōikuseido kaikaku ni kansuru ichikōsatsu : shōwa 50 nendai ikō no tokubetsu katsudō-ron no bunseki wo fumaete (臨時教育審議会後の教育制度改革に関する一考察：昭和50年代以降の特別活動論の分析に踏まえて). In : *Kyōikuseido-gaku kenkyū*, 1995, vol. 2, pp. 211-226

FUKUSHIMA, Hiroki (福島 宏希). *Seiken to ittaika suru nihon-saidaikyū no hoshu-dantai "nippon kaigi" to wa nani ka?* (政権と一体化する日本最大級の保守団体「日本会議」とは何か?) [en ligne]. https://blogos.com/article/159736/ (consulté le 5 janvier 2020)

FUKUZAWA, Yukichi (福澤 諭吉). *Nikushoku no setsu* (肉食之説) [en ligne]. https://www.aozora.gr.jp/cards/000296/files/47343_42900.html (consulté le 3 août 2023)

FUNCK, Carolin. When the Bubble Burst: Planning and Reality in Japan's Resort Industry. In : *Current Issues in Tourism*, 1999, vol. 2(4), pp. 333-353

FURUKAWA, Satoshi (古川 智史). Nihon kokunai ni okeru ōte kōkoku gaisha no jigyōsho haichi to sono saihen (日本国内における大手広告会社の事業所配置とその再編). In : *Keizai chirigaku nenpō*, 2018, vol. 64, p. 77

GAIMUSHŌ (外務省). *Gaikō seisho : waga gaikō no kinkyō, 1984 nenban (dai 28 gō)* (外交青書：わが外交の近況、1984 年版（第 28 号）) [en ligne]. https://www.mofa.go.jp/mofaj/gaiko/bluebook/1984/s59-contents.htm (consulté le 17 janvier 2021)

GALBRAITH, Patrick W. Lolicon: The Reality of 'Virtual Child Pornography' in Japan. In : *Image & Narrative*, 2011, vol. 12(1), pp. 83-114

GASTIL, Raymond D. *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1978*. New York : Freedom House, 1978. 335 p.

GASTIL, Raymond D. *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1981*. Westport, Connecticut : Greenwood Press, 1981. 434 p.

GASTIL, Raymond D. *Freedom in the World: Political Rights and Civil Liberties 1984-1985*. Westport, Connecticut : Greenwood Press, 1985. 438 p.

GARSIDE, William Redvers. *Japan's great stagnation: forging ahead, falling behind*. Northampton, Massachussetts : Edward Elgar Publishing, 2012. 219 p.

GENDER EQUALITY BUREAU CABINET OFFICE. *Shōgai mikekkon ritsu no suii (danjo betsu)* (生涯未婚率の推移（男女別）) [en ligne]. https://www.gender.go.jp/about_danjo/whitepaper/h25/zentai/html/zuhyo/zuhyo01-00-20.html (consulté le 11 septembre 2023)

GÓMEZ Lobo, Noemí, YOSHIHARU, Tsukamoto, & MARTÍN SÁNCHEZ, Diego. Jiyūgaoka as Women's Realm: A Case Study on Tokyo Genderfication. In : *The Plan Journal*, 2019, vol. 4(2), pp. 403-427

GORDON, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993. 496 p.

GOTŌ, Fumiyasu (後藤 文康). Baburu ni odoru, fukyō ni sawagu (バブルに踊る、不況に騒ぐ). In : *Sekai*, 1993, vol. 580, pp. 154-155

GREENFIELD. *Nihon no sukī bunka to baburuki no daimeishi "sukī būmu" no jidai kōshō kara manabu mono to wa!?* (日本のスキー文化とバブル期の代名詞「スキーブーム」の時代考証から学ぶものとは！？) [en ligne]. https://greenfield.style/article/5005/ (consulté le 6 novembre 2023)

GUEYMARD, Camille. Où va le cinéma japonais ? In : *24 images*, 1987, vol. 36, pp. 47-49

GUILLUY, Christophe. *La France périphérique : comment on a sacrifié les classes populaires*. Paris : Flammarion, 2014. 184 p.

GUSHIKEN, Yuji & HIRATA, Tatiane. Processes of Cultural and Media Consumption: The Image of 'Otaku', from Japan to the World. In : *Intercom-RBCC*, 2014, vol. 37(2), pp. 133-150

HABERMAN, Clyde. *Downfall of Nakasone? It Could Be a Tax Plan* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1987/04/04/world/downfall-of-nakasone-it-could-be-a-tax-plan.html (consulté le 25 septembre 2023)

HABERMAS, Jürgen. Traduit de l'allemand par Rainer Rochlitz et Christian Bouchindhomme. *Droit et démocratie : entre faits et normes*. Paris : Gallimard, 1997. 551 p. (NRF essais)

HAMADA, Kōichi. *Japan's bubble, deflation, and long-term stagnation*. Cambridge, Massachussetts : MIT Press, 2011. 420 p.

HAMILTON, David P. & SPINDLE, Bill. *Yamaichi Securities Shuts Down In Japan's Biggest-Ever Failure* [en ligne]. https://www.wsj.com/articles/SB880310313773643500 (consulté le 18 octobre 2023)

HAN, Jung-Sun N. Envisioning a Liberal Empire in East Asia: Yoshino Sakuzō in Taisho Japan. In : *The Journal of Japanese Studies*, 2007, vol. 33(2), pp. 357-382

HANNEMAN, Mary Louise. *Hasegawa Nyozekan and liberalism in Modern Japan*. Folkestone : Global Oriental, 2007. 139 p.

HAPPY SCIENCE. *Faith in Lord El Cantare* [en ligne]. https://happy-science.org/en/el-cantare/ (consulté le 2 février 2023)

HAPPY SCIENCE. *Happy Science Teachings* [en ligne]. https://happy-science.org/en/ryuho-okawa/teachings/ (consulté le 2 février 2023)

HARADA, Masazumi. Minamata Disease: Methylmercury Poisoning in Japan Caused by Environmental Pollution. In : *Critical Reviews in Toxicology*, 1995, vol. 25(1), pp. 1-24

HARADA, Munehiko. Changing Relationship Between Work and Leisure after the "Bubble Economy" in Japan. In : *Society and Leisure*, 1998, vol. 21(1), pp. 194-212

HARADA, Nobuo (原田 信男). *Nihon shoku no rekishi* (日本食の歴史) [en ligne]. https://www.maff.go.jp/j/keikaku/syokubunka/culture/pdf/02_rekishi.pdf (consulté le 28 juillet 2023)

HAYASHI, Tetsuya (林 哲矢). *Kasumigaseki erīto kanryō no kakoku de mukuwarenai sekai* (霞が関エリート官僚の過酷で報われない世界) [en ligne]. https://toyokeizai.net/articles/-/225470?page=3 (consulté le 2 octobre 2023)

HERSHEY, Robert D. Jr. *Reagan Selects Trade 'Strike Force'* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1985/10/03/business/reagan-selects-trade-strike-force.html (consulté le 19 septembre 2023)

HASEGAWA, Jun'ichi. Drafting of the 1968 Japanese City Planning Law. In : *Planning Perspectives*, 2014, vol. 29(2), pp. 231-238

HASEGAWA, Michiko (長谷川 三千子). “Danjo koyō byōdō-hō” wa bunka no seitaikei wo hakai suru (「男女雇用平等法」は文化の生態系を破壊する). In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(5), pp. 78-87

HASEGAWA, Norishige (長谷川 周重). Ato wa kokumin no kokusaika da (あとは国民の国際化だ). In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(4), pp. 109-111

HASUMI, Seiichi (蓮見 清一). *Shōgen baburu densetsu* (証言バブル伝説). Tokyo : Takarajimasha, 2018. 237 p. (Bessatsu Takarajima)

HATANAKA, Mioko (畑中 三応子). Gurume-ka, mukokuseki-ka, soshite herushī-ka (グルメ化、無国籍化、そしてヘルシー化). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 71-76

HAYAKAWA, Kazuo & HIRAYAMA, Yōsuke. The impact of the *minkatsu* policy on Japanese housing and land use. In : *Environment and Planning D: Society and Space*, 1991, vol. 9(2), pp. 151-164

HAYEK, Friedrich A. *La route de la servitude*. Paris : Presses Universitaires de France, 1985. 176 p. (Quadrige)

HENNING, C. Randall & DESTLER, I. M. From Neglect to Activism: American Politics and the 1985 Plaza Accord. In : *Journal of Public Policy*, 1988, vol. 8(3/4), pp. 317-333

HIATT, Fred. *Sex Scandal Hits New Leader* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/1989/06/07/sex-scandal-hits-new-leader/ad08285a-d0d5-4263-91be-20f8f3b241ae/ (consulté le 17 septembre 2020)

HIRANO, Keiichirō (平野 啓一郎), SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). Chihō, feiku, herumesu (地方・フェイク・へるめす). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 204-237

HIRUMA, Takashi (昼間 たかし). *Kyoku erabi wa denwachō no yō na “buatsui hon” mukashi natsukashi karaoke bokkusu no rekishi wo furikaeru* (曲選びは電話帳のような「分厚い本」昔懐かしカラオケボックスの歴史を振り返る) [en ligne]. https://urbanlife.tokyo/post/32681/2/ (consulté le 9 juin 2021)

HOMMA, Masaaki. Tax Reform in Japan. In : ITO, Takatoshi & KRUEGER, Anne O. *The Political Economy of Tax Reform*. Chicago : University of Chicago Press, 1992, pp. 69-95

HONMA, Yoshihito (本間 義人). *Doboku kokka no shisō: Toshiron no keifu* (土木国家の思想―都市論の系譜). Tokyo : Nihon keizai hyoronsha, 1996. 376 p.

HOOK, Glenn D. & WEINER, Michael A. *The internationalization of Japan*. London : Routledge, 2001. 325 p. (Sheffield Centre for Japanese Studies/Routledge series)

HORIOKA, Charles Yuji. Consuming and Saving. In : GORDON, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, pp. 259-292

HOSAKA, Nobuto (保坂 展人). Chissoku suru kyōshitsu no jiyū – “kōnai bōryoku” kara “ijime” e (窒息する教室の自由–「校内暴力」から「いじめ」へ). In : *Sekai*, 1985, vol. 470, pp. 81-90

HOUSE OF REPRESENTATIVES, JAPAN. *Nihonkoku-kenpō* (日本国憲法) [en ligne]. http://www.shugiin.go.jp/internet/itdb_annai.nsf/html/statics/shiryo/dl-constitution.htm (consulté le 10 février 2020)

HOVEY, Graham. *U.S. and Japan Sign Pact On Cut for Color TV Sets* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1977/05/21/archives/us-and-japan-sign-pact-on-cut-for-color-tv-sets-protectionist.html (consulté le 15 septembre 2023)

HOWE, Desson. *The Three Kings* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/lifestyle/2002/08/16/the-three-kings/3e89db63-182d-4011-af0b-6f91eabac708/ (consulté le 17 octobre 2023)

HUNTINGTON, Samuel P. Traduit de l’anglais par Jean-Luc Fidel. *Le choc des civilisations*. Paris : Odile Jacob, 1997. 547 p.

HYZAGI, Jacques. *Rei Kawakubo’s redical chic* [en ligne]. https://www.theguardian.com/fashion/2015/sep/20/rei-kawakubo-radical-chic (consulté le 23 février 2021)

IGARASHI, Akio. *“Americanization”: An East Asian Perspective* [en ligne]. http://conconflicts.ssrc.org/USA/igarashi/ (consulté le 12 novembre 2017)

IIDA, Tsuneo (飯田 経夫). “Amerika no jubaku” kara no dakkyaku (「アメリカの呪縛」からの脱却). In : *Bungeishunjū*, 1989, vol. 67(13), pp. 106-111

IIDA, Tsuneo (飯田 経夫). Kinyū fushōji no nani ga mondai nanoka – baburu no kakushin (金融不祥事の何が問題なのか –「バブル」の核心). In : *Bungeishunjū*, 1991, vol. 69(11), pp. 152-162

IMAHORI, Morimichi (今堀 守通). *“Yūjō” no kage de shinkeisen tanaka kakuei moto shushō e no tegami nakasone yasuhiro shi “yami shōgun” ni katezu* (「友情」の陰で神経戦 田中角栄元首相への手紙 中曽根康弘氏「闇将軍」に勝てず) [en ligne]. https://www.sankei.com/article/20180528-QZPSYDXU3ZLPDDTRRDLFTQPFEA/ (consulté le 7 mars 2023)

INOUE, Nobutaka (井上 順孝). Shinshinshūkyō gainen no gakujutsuteki yūkōsei ni tsuite (新新宗教概念の学術的有効性について). In : *Shūkyō to shakai* (宗教と社会), 1997, vol. 3, pp. 3-24

IRIE, Akira (入江 昭). Imakoso shisō-teki tankan wo – shin-sōri e teigen suru (いまこそ思想的転換を–新総理へ提言する). In : *Sekai*, 1987, vol. 508, pp. 28-37

IRWIN, Douglas A. The U.S.-Japan Semiconductor Trade Conflict. In : KRUEGER, Anne O. *The Political Economy of Trade Protection*. Chicago : University of Chicago Press, 1996, pp. 5-14

ISE SHIMBUN (伊勢新聞). *2019 nen 8 gatsu 12 nichi (getsu)* (2019 年 8 月 12 日（月）) [en ligne]. https://www.isenp.co.jp/2019/08/12/35167/ (consulté le 6 novembre 2023)

ISHI, Hiromitsu. Historical Background of the Japanese Tax System. In : *Hitotsubashi Journal of Economics*, 1988, vol. 29(1), pp. 1-20

ISHI, Hiromitsu. Japan's VAT and Its Aftermath. In : *Hitotsubashi Journal of Economics*, 1992, vol. 33(1), pp. 19-48

ISHIDA, Kanta. *Georges Bigot: A Parisian artist in Meiji Japan* [en ligne]. https://japannews.yomiuri.co.jp/culture/art/20210610-54133/ (consulté le 24 juillet 2023)

ISHIHARA, Shintarō (石原 慎太郎). Yoka-jidai no akumu : raiseiki no yoin (6) – "rejua-jidai" to iu kakegoe no shita ni hisomu gyōsei no fusakui ga hōchi suru kiken na wana (余暇時代の悪夢<来世紀の余韻(六)> – "レジュア時代" という掛け声の下に潜む行政の不作為が放置する危険な罠). In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(12), pp. 184-195

ISHIKAWA, Masumi (石川 真澄). Nihon shakaitō : saigo no kōbō to suimetsu (日本社会党 : 最後の光芒と衰滅). In : *Bulletin of Niigata University of International and Information Studies, Department of Information Culture*, 1999, vol. 3, p. 39-49

ISHIKAWA, Yasuhiro (石川 康宏). Nichibei bōeki masatsu to amerika tekkō hogo bōeki seisaku no tenkai – 1969-1992 nen (日米貿易摩擦とアメリカ鉄鋼保護貿易政策の展開―1969-1992 年―). In : *Keizai ronsō* (經濟論叢), 1995, vol. 155(4), pp. 18-34

ISHINO, Iwao. The Oyabun-Kobun: A Japanese Ritual Kinship Institution. In : *American Anthropologist*, 1953, vol. 55(5), pp. 695-707

ISOYAMA, Tomoyuki (磯山 友幸). *"23 nen mae yori akiraka ni shobun ga karui" kōkyū kanryō no "chōzetsu settai" wa madamada owaranai* (「23 年前より明らかに処分が軽い」高級官僚の"超絶接待"はまだまだ終わらない) [en ligne]. https://president.jp/articles/-/43880?page=1 (consulté le 3 octobre 2023)

ITŌ, Hirotoshi (伊藤 博敏). Sengo saidai no keizai jiken "itoman jiken" ga shōsha shita baburu jidai no imi to honshitsu (戦後最大の経済事件「イトマン事件」が照射したバブル時代の意味と本質). In : HASUMI, Seiichi (蓮見 清一). *Shōgen baburu densetsu* (証言バブル伝説). Tokyo : Takarajimasha, 2018, pp. 107-124

ITO, Kinko. A History of *Manga* in the Context of Japanese Culture and Society. In : *The Journal of Popular Culture*, 2005, vol. 38(3), pp. 456-475

ITO, Masami. *Many angles to acquiring Japanese citizenship* [en ligne]. https://www.japantimes.co.jp/news/2011/12/27/reference/many-angles-to-acquiring-japanese-citizenship/#.XoVUytNKh-U (consulté le 23 octobre 2023)

ITŌ, Osamu (伊藤 修). Kin'yū gyōsei (金融行政). In : Zaimushō zaimu sōgō seisaku kenkyūjo zaiseishishitsu (財務省 財務総合政策研究所 財政史室). *Heisei zaiseishi : Heisei moto 12 nendo. dai 6 kan, kin'yū* (平成財政史 : 平成元～12 年度. 第 6 巻, 金融). Tokyo : Hakuhōsha, 2019, pp. 103-177

IVY, Marilyn. Formations of Mass Culture. In : GORDON, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, pp. 239-258

IWAI, Katsuhito (岩井 克人) & UENO, Chizuko (上野 千鶴子). Yokubō to shōhi no yukue (欲望と消費のゆくえ). In : KAWAI, Hayao (河合 隼雄) & UENO, Chizuko (上野 千鶴子). *Gendai nihon bunka ron 8 : yokubō to shōhi* (現代日本文化論８：欲望と消費). Tokyo : Iwanami Shoten, 1997, pp. 245-276

IWAMOTO, Misako (岩本 美砂子). Josei wo meguru seijiteki gensetsu (女性をめぐる政治的言説). In : *Nenpō seijigaku* (年報政治学), 2003, vol. 54, p. 31

IWAMOTO, Misako (岩本 美砂子). *"Kamisama, futsu sama, takako sama" to netsuretsu ni shiji saretaga… "shushō ni mottomo chikakatta onna" doi takako no henkaku wa naze shippai shiteshimatta no ka* (「神様、仏様、たか子様」と熱烈に支持されたが…"首相に最も近かった女" 土井たか子の変革はなぜ失敗してしまったのか) [en ligne]. https://bunshun.jp/articles/-/48114 (consulté le 7 novembre 2023)

IWAMOTO, Shigeki (岩本 茂樹). Sengo nihon ni okeru amerikanizēshon : JACK AND BETTY wo tōshite (戦後日本におけるアメリカニゼーション : JACK AND BETTY を通 して). In : *Kansai gakuin daigaku shakai gakubu kiyō* (関西学院大学社会学部紀要), 1999, vol. 83, pp. 99-111

IWAO, Seiichi, IYANAGA, Teizō, ISHII, Susumu, YOSHIDA, Shōichirō, FUJIMURA, Jun'ichirō, FUJIMURA, Michio, YOSHIKAWA, Itsuji, AKIYAMA, Terukazu, IYANAGA, Shōkichi, MATSUBARA, Hideichi. 45. Yamato-e. In : *Dictionnaire historique du Japon*, volume 20, 1995, pp. 79-80

IZAKI, Kei (井崎 圭). *"Iesu no hakobune" no musume tachi wa ima nakasu no kurabu, 38 nen no kuraku norikoe maku* (「イエスの方舟」の娘達は今中洲のクラブ、３８年の苦楽乗り越え幕) [en ligne]. https://www.nishinippon.co.jp/item/n/571308/ (consulté le 12 juillet 2021)

JAMESON, Sam. *Leading Bank Caught Up in Newest Scandal: Japan: Six people with ties to a trading company backed by Sumitomo Bank were charged with illegal stock transactions and fraudulent art deals* [en ligne]. https://www.latimes.com/archives/la-xpm-1991-07-24-fi-281-story.html (consulté le 19 mai 2021)

JAPAN EXCHANGE GROUP. *Stock price index – historical (TOPIX) Monthly Chart* [en ligne]. https://quote.jpx.co.jp/jpx/template/quote.cgi?F=tmp/e_hist_index&basequote=151_1968&begin=1968/01/01&end=2019/01/28&mode=M&histtype=CSV&f1=1968&f2=01&f3=01&t1=2019&t2=01&t3=28&x1=2019&x2=01&x3=28&term=&type=1 (consulté le 4 novembre 2023)

JOFFRIN, Laurent. *Le populisme contre le peuple* [en ligne]. https://www.liberation.fr/debats/2019/10/08/le-populisme-contre-le-peuple_1756297 (consulté le 22 janvier 2020)

JORDAN, Mary. *Japan Cracks Down on Bribery as Financial Scandal Broadens* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1998/01/30/japan-cracks-down-on-bribery-as-financial-scandal-broadens/a9a137e1-eb3c-4c3f-baf6-481186a4aacb/ (consulté le 12 février 2020)

KAKINOKI, Hazumu (柿木 弾). *Daininki anime "oishinbo" kōshiki YouTube channeru kaisetsu. Zen 121 episōdo ga kikangentei de muryōhaishin kettei! Gensakusha Kariya Tetsu shi*

ga komento (大人気アニメ「美味しんぼ」公式 YouTube チャンネル開設 全 121 エピソードが期間限定で無料配信決定！原作者・雁屋哲氏がコメント) [en ligne].
https://prtimes.jp/main/html/rd/p/000000042.000036036.html (consulté le 5 septembre 2023)

KANBE, Yūdō (神戸 雄堂). *Tabako-zei wa sara ni hikiageru beki ka : tabako shōhi yokusei no kanten kara* (たばこ税はさらに引上げるべきか～たばこ消費抑制の観点から～) [en ligne].
https://www.nli-research.co.jp/report/detail/id=61677?pno=2&site=nli (consulté le 28 septembre 2023)

KANŌ, Yoshikazu (叶 芳和). Mineika kiseidanwa wa sekai no chōryū – atarashī shidōgenri wo motomete (民営化・規制緩和は世界の潮流–新しい指導原理を求めて). In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(1), pp. 212-221

KANŌ, Yoshikazu (叶 芳和). Ōgon no 90 nendai ni mukau nihon keizai – ōgata keiki kara kōdo seichō e (黄金の９０年代に向かう日本経済–大型景気から高度成長へ). In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(4), pp. 160-169

KANT, Emmanuel. Traduit de l'allemand par Jules Barni. *Éléments métaphysiques de la doctrine du droit (première partie de la Métaphysique des meurs), suivis d'un Essai philosophique sur la paix perpétuelle et d'autres petits écrits relatifs au droit naturel*. Paris : Auguste Durand, 1853. 392 p.

KAPUR, Nick. The Japanese Student Movement in the Cold War Crucible, 1945-1972. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2022, vol. 20(1), pp. 1-25

KASHIMA, Takashi (加島 卓). Daremo ga kōkoku wo kataru shakai (誰もが広告を語る社会). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 290-304

KATAYOSE, Makiko (片寄 眞木子). Nanban ryōri no rūtsu wo motomete : ajia kakuchi ni ikizuku miwaku no yūgō-ryōri (南蛮料理のルーツを求めて：アジア各地に息づく魅惑の融合料理). In : *Food Culture*, 2013, vol. 23, pp. 11-14

KATO, Sadamichi. The Three Ecologies in Minakata Kumagusu's Environmental Movement. In : *Organization & Environment*, 1999, vol. 12(1), pp. 85-98

KATŌ, Shūichi (加藤 周一). Jiyū to – mata wa – byōdō (自由と・または・平等). In : *Sekai*, 1985, vol. 470, pp. 31-38

KATZ, Stephen. Generation X: A Critical Sociological Perspective. In : *Generations: Journal of the American Society on Aging*, 2017, vol. 41(3), pp. 12-19

KAWAGUCHI, Noriko (川口 紀子). Dokusha taiken shuki : ā, baburu jidai wa haruka tōku... disuko asobi ni asshī-kun, zeitakuzanmai datta watashi ga imaya otto no herupā to ka shi (読者体験手記：あぁ、バブル時代ははるか遠く…ディスコ遊びにアッシー君、贅沢三昧だった私がいまや夫のヘルパーと化し). In : *Fujinkōron*, 2016, vol. 101(6), pp. 42-44

KAWAI, Kaoru (河合 薫). *"Nō-pan shabu-shabu" to "mune sawatte ii?" wo yurusu zannen na soshiki* (「ノーパンしゃぶしゃぶ」と「胸さわっていい？」を許す残念な組織) [en ligne].

https://news.yahoo.co.jp/expert/articles/eecf78d422feeb3bdfd975e985368826842f3d00 (consulté le 3 octobre 2023)

KAWAMOTO, Keiko (川本 恵子). 80 nendai bijo no jōken (八〇年代美女の条件). In : *Chūōkōron*, 1982, vol. 97(6), pp. 50-51

KAWAMURA, Yuniya. The Japanese Revolution in Paris Fashion. In : *Fashion Theory*, 2004, vol. 8(2), p. 195-223

KAWASHIMA, Shiro. A Survey of Environmental Law and Policy in Japan. In : *North Carolina Journal of International Law*, 1995, vol. 20(2), pp. 231-272

KAWATO, Sadafumi (川人 貞史). Chūsenkyokusei-kenkyū to shinseido-ron (中選挙区制研究と新制度論). In : *Senkyo kenkyū* (選挙研究), 2000, vol. 15, pp. 5-16

KAWATO, Sadafumi (川人 貞史). *Giin-naikakusei* (議院内閣制). Tokyo : University of Tokyo Press, 2015. 222 p. (Shirīzu nihon no seiji)

KAYAMA, Rika (香山 リカ). Nagata zen-giin ga meisō shita riyū : baburu sedai no “mujaki” wo bunseki suru (tokushū “jakugai” no kenkyū) (永田前議員が迷走した理由：バブル世代の“無邪気”を分析する (特集 「若害」の研究)). In : *Chūōkōron*, 2006, vol. 121(5), pp. 83-91

KAZUSAKA, Takashi (数阪 孝志). Kin’yū bigguban to kin’yū kaikaku no shikaku (金融ビッグバンと金融改革の視角). In : *Kikan keizai kenkyu*, 1999, vol. 22(1), pp. 31-48

KIKKAWA, Tōru (吉川 徹). Ayafuya na ‘sōchūryū’ to yuruginai kindai no bekutoru (あやふやな「総中流」とゆるぎない近代のベクトル). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 83-94

KIMURA, Shōsaburō (木村 尚三郎). 90 nendai nihon burakkuhōru-ron (九〇年代日本ブラックホール論). In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(8), pp. 64-73

KINSLEY, Michael. *The electoral college is not democratic* [en ligne]. https://www.vanityfair.com/news/2016/12/the-electoral-college-is-not-democratic (consulté le 6 janvier 2020)

KITANISHI, Kōichi (北西 厚一). *‘Cima genshō’ ga maneita nissan no keieikiki* (「シーマ現象」が招いた日産の経営危機) [en ligne]. https://business.nikkei.com/atcl/gen/19/00029/032600002/ (consulté le 13 juillet 2020)

KIYOMIYA, Shin’ichi (清宮 真一). *Kokkai bōtō kaisan wa kako 3 rei – izure mo jimintō ga shōri* (国会冒頭解散は過去３例–いずれも自民党が勝利) [en ligne]. https://www.sankei.com/article/20170924-PK3F46PLAJJ6HOSGOQRA5L34EY/ (consulté le 20 juin 2021)

KOBAYASHI, Yusuke (小林 祐介) & ŌTSUKI, Akira (大槻 明). Wakamono no kome banare no gen’in wo akiraka ni suru tame no chōsa bunseki (若者のコメ離れの原因を明らかにするための調査分析). In : *Jōhōchishikigakkaishi* (情報知識学会誌), 2018, vol. 28(2), pp. 186-193

KOGAWA, Tetsuo (粉川 哲夫). *Kokusaika no yuragi no naka de* (国際化のゆらぎのなかで). Tokyo : Iwanami Shoten, 1991. 216 p.

KOHATA, Hiroshi (木幡 寛). Moto kōchō haiboku no ki : jiyū no mori gakuen wa bōryoku ni shihai sareta – jiyū-kyōiku no risō ni moeta gakkō wa, kakumo muzan ni yaburesatta (元校長敗北の記 自由の森学園は暴力に支配された–自由教育の理想に燃えた学校は、かくも無残に敗れ去った). In : *Bungeishunjū*, 1999, vol. 77(8), pp. 276-284

KOHNO, Masaru. Rational Foundations for the Organization of the Liberal Democratic Party in Japan. In : *World Politics*, 1992, vol. 44(3), pp. 369-397

KOKUBU, Mari (國分麻里). Gakkō hyaku nenshi kara miru chōsenjin jidō no hajime shi kaimei (学校百年史から見る朝鮮人児童の創氏改名). In : *Researches of Educational History in Asia*, 2020, vol. 28-29, pp. 43-60

KOKUDO SHINGIKAI SEISAKU BUKAI CHŌKI TENBŌ IINKAI (国土審議会政策部会長期展望委員会). *"Kokudo no chōki tenbō" chūkan torimatome gaiyō* (「国土の長期展望」中間とりまとめ 概要) [en ligne]. https://www.mlit.go.jp/common/000135837.pdf (consulté le 8 septembre 2023)

KOKUSAI KYŌCHŌ NO TAME NO KEIZAI KŌZŌ CHŌSEI KENKYŪKAI (国際協調のための経済構造調整研究会). *Hōkokusho* (報告書) [en ligne]. https://www.komazawa-u.ac.jp/~kobamasa/lecture/japaneco/maekawarep.htm (consulté le 6 septembre 2023)

KOMAI, Hiroshi. Immigrants in Japan. In : *Asian and Pacific Migration Journal*, 2000, vol. 9(3), pp. 311-326

KOMINE, Takao (小峰 隆夫). *Baburu/defure-ki no nihon keizai to keizai seisaku, dai 1 kan : Nihon keizai no kiroku – dai 2 ji sekiyu kiki e no taiō kara baburu hōkai made (1970 nendai – 1996 nen)* (バブル/デフレ期の日本経済と経済政策・第１巻：日本経済の記録 – 第２次石油危機への対応からバブル崩壊まで（1970 年代～1996 年）). Tokyo : Economic and Social Research Institute, 2011. 566 p.

KOMINE, Takao (小峰 隆夫) & OKADA, Keiko (岡田 恵子). Baburu hōkai to furyō saiken taisaku (1990-96 nen wo chūshin ni) (バブル崩壊と不良債権対策（1990～96 年を中心に）). In : KOMINE, Takao (小峰 隆夫). *Baburu/defure-ki no nihon keizai to keizai seisaku, dai 1 kan : Nihon keizai no kiroku – dai 2 ji sekiyu kiki e no taiō kara baburu hōkai made (1970 nendai – 1996 nen)* (バブル/デフレ期の日本経済と経済政策・第１巻：日本経済の記録 – 第２次石油危機への対応からバブル崩壊まで（1970 年代～1996 年）). Tokyo : Economic and Social Research Institute, 2011, pp. 371-559

KONDO, Atsushi. Development of Immigration Policy in Japan. In : *Asia and Pacific Migration Journal*, 2002, vol. 11(4), pp. 415-436

KONDŌ, Makoto (近藤 誠). Gyōsei-kaikaku to "minkatsu" (行政改革と「民活」). In : KOMINE, Takao (小峰 隆夫). *Baburu/defure-ki no nihon keizai to keizai seisaku, dai 1 kan : Nihon keizai no kiroku – dai 2 ji sekiyu kiki e no taiō kara baburu hōkai made (1970 nendai – 1996 nen)* (バブル/デフレ期の日本経済と経済政策・第１巻：日本経済の記録 – 第２次石油危機への対応からバブ

ル崩壊まで（1970 年代～1996 年）). Tokyo : Economic and Social Research Institute, 2011, pp. 101-127

KŌYAMA, Ken'ichi (香山 健一). Monbushō kaitai ron – kokuei, haikyū-sei kyōiku no shūen (文部省解体論–国営・配給制教育の終焉). In : *Bungeishunjū*, 1985, vol. 63(4), pp. 170-182

KRUEGER, Anne O. *The Political Economy of Trade Protection*. Chicago : University of Chicago Press, 1996. 112 p.

KUBOTA, Yoko. *Japan fingerprints foreigners as anti-terror move* [en ligne]. https://www.reuters.com/article/us-japan-fingerprinting-idUST23858020071120 (consulté le 10 octobre 2023)

KUGA, Naoko (久我 尚子). Yōfuku, gaishoku kara sōshoku, ryokō, biyō e keiki no sokoage ni kōken mo (洋服・外食から装飾・旅行・美容へ景気の底上げに貢献も). In : *Ekonomisuto*, 2012, vol. 90(30), pp. 88-89

KUMAKURA, Isao (熊倉 功夫). *Nihon no dentōteki shokubunka to shite no washoku* (日本の伝統的食文化としての和食) [en ligne]. https://www.maff.go.jp/j/keikaku/syokubunka/culture/pdf/01_washoku.pdf (consulté le 3 septembre 2023)

KURIHARA, Akira (栗原 彬) & TAKABATAKE, Michitoshi (高畠 通敏). Nihongata kanri-shakai no kōzō – ikanishite norikoerareruka (日本型管理社会の構造–いかにして乗り超えられるか). In : *Sekai*, 1985, vol. 470, pp. 39-58

KURIMOTO, Shin'ichirō (栗本 慎一郎). Amerika wa kanarazu nihon wo mamoru, nazeka (アメリカは必ず日本を守る、なぜか). In : *Bungeishunjū*, 1981, vol. 59(8), p. 96

KUROTANI, Sawa. Working Women of the Bubble Generation. In : KAWANO, Satsuki, ROBERTS, Glenda S. & LONG, Susan Orpett. *Capturing Contemporary Japan: Differentiation and Uncertainty*. Honolulu : University of Hawaii Press, 2014, pp. 83-104

LANGLOIS, Richard & STEINMUELLER, W. Edward. Strategy And Circumstance: The Response Of American Firms To Japanese Competition In Semiconductors, 1980-1995. In : *Strategic Management Journal*, 2000, vol. 21(10-11), pp. 1163-1173

LANGUILLON-AUSSEL, Raphaël. *La Bulle spéculative des années 1985-1991 au Japon, à l'origine des formes urbaines actuelles ?* [en ligne]. http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/japon/corpus-documentaires/bulle-speculative (consulté le 10 décembre 2021)

LE MONDE. *Une série d'intimidations et d'assassinats de dirigeants Le Japon découvre le "terrorisme d'entreprise"* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/archives/article/1994/09/17/une-serie-d-intimidations-et-d-assassinats-de-dirigeants-le-japon-decouvre-le-terrorisme-d-entreprise_3847744_1819218.html (consulté le 4 octobre 2023)

LEROUX, Pierre. De l'individualisme et du socialisme. In : *Le Contrat social*, 1960, vol.4 (2), pp. 116-118

LEWIS, Michael. Kitazawa Rakuten as Popular Culture Provocateur: Modern Manga Images and Riotous Democracy in Early Twentieth-Century Japan. In : OTMAZGIN, Nissim & SUTER, Rebecca. *Rewriting History in Manga: Stories for the Nation*. New York : Palgrave Macmillan, 2016, pp. 29-55

LUTHER, Catherine A. & BOYD, Douglas A. American occupation control over broadcasting in Japan, 1945-1952. In : *Journal of Communication*, 1997, vol. 47(2), pp. 39-59

MACARTHUR, Douglas. *Dans la guerre du Pacifique – Et autres histoires de ma vie*. Paris : Nouveau Monde éditions, 2020. 324 p.

MACHIMURA, Takashi. The Urban Restructuring Process in Tokyo in the 1980s: Transforming Tokyo into a World City. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 1992, vol. 16(1), pp. 114-128

MACHIMURA, Takashi. Symbolic Use of Globalization in Urban Politics in Tokyo. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 1998, vol. 22(2), pp. 183-194

MAEDA, Hiroshi (前田 寛). Teisū zesei to senkyo seido (定数是正と選挙制度). In : *The Review of Tokuyama University*, 1986, vol. 25, pp. 83-97

MAJIMA, Ayu (真嶋 亜有). Nikushoku to iu kindai : meijiki nihon ni okeru shokuniku gunji juyō to nikushokukan no tokuchō (肉食という近代–明治期日本における食肉軍事需要と肉食観の特徴). In : *Asian cultural studies (Special issue)*, 2002, vol. 11, pp. 213-230

MANENT, Pierre. *Histoire intellectuelle du libéralisme*. Paris : Pluriel, 2012. 250 p. (Collection Pluriel)

MARTIN, Edwin M. *The allied occupation of Japan*. Stanford : Stanford University Press, 1948. 155 p.

MASATAKA, Kin (キンマサタカ, 編集長). *Hontō wa kowai baburu-jidai : kyōran to konton no ijigen e GO* (本当は怖いバブル時代 : 狂乱と混沌の異次元へ GO). Tokyo : Tetsujinsya, 2013. 225 p.

MASUDA, Reiko (増田 れい子). Josei wa hataraki yasuku naruka – danjo koyō kintō-hō shikō wo mae ni (女性は働きやすくなるか–男女雇用均等法施行を前に). In : *Sekai*, 1986, vol. 486, pp. 15-18

MATSUDA, Manabu (松田 学). *"Zaimushō" de ushinawareta "ōkurashō" to iu na no kokkaishiki to zaimushō kaitai-ron* (「財務省」で失われた「大蔵省」という名の国家意識と財務省解体論) [en ligne]. https://ameblo.jp/matsuda-manabu/entry-12377478082.html (consulté le 16 février 2021)

MATSUDA, Taku (松田 拓). Nihon ni mo yattekita "kajino shakai" (日本にもやってきた "カジノ社会"). In : *Chūōkōron*, 1986, vol. 101(8), pp. 98-107

MATSUI, Saburō (松井 三郎). Kankyō gaikō koso nihon no kirifuda (環境外交こそ日本の切札). In : *Chūōkōron*, 1989, vol. 104(9), pp. 194-201

McCARTHY, Terry. *Japan's Crime Incorporated: The years of the bubble economy lured Japan's yakuza gangs to muscle into big business. Terry McCarthy in Tokyo explores their corporate web* [en ligne]. https://www.independent.co.uk/news/business/japan-s-crime-incorporated-the-years-of-the-bubble-economy-lured-japan-s-yakuza-gangs-to-muscle-into-big-business-terry-mccarthy-in-tokyo-explores-their-corporate-web-1479105.html (consulté le 4 octobre 2023)

McCURRY, Justin. *Gourmet manga stirs up storm after linking Fukushima to nosebleeds* [en ligne]. https://www.theguardian.com/world/2014/may/22/gourmet-oishinbo-manga-link-fukushima-radiation-nosebleeds (consulté le 5 septembre 2023)

McCURRY, Justin. *How Shinzo Abe's murder and his ties to Moonies blindsided Japanese politics* [en ligne]. https://www.theguardian.com/world/2023/jan/10/how-shinzo-abe-ties-to-moonies-unification-church-blindsided-japanese-politics (consulté le 13 octobre 2023)

McGILL, Peter. The Dark Shadow Cast by Moon Sun Myung's Unification Church and Abe Shinzo. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2022, vol. 20(10), pp. 1-23

McMULLIN, Evan. *Trump's Rise Proves How Dangerous Populism Is for Democracy* [en ligne]. https://www.nbcnews.com/think/opinion/trump-s-rise-proves-populism-democracy-s-greatest-threat-ncna809521 (consulté le 6 janvier 2020)

McNELLY, Theodore H. "Induced Revolution": The Policy and Process of Constitutional Reform in Occupied Japan. In : WARD, Robert E. & SAKAMOTO, Yoshikazu. *Democratizing Japan: The Allied Occupation*. Honolulu : University of Hawaii Press, 1987, pp. 79-110

MENZAWA, Jun'ichi (面澤 淳市). 40 dai baburu sedai – "chochiku zero" "totsuzen kubi" jinsei hatsu no kunan chokugeki (kanemochi kazoku, binbō kazoku ; "nendai & nenshū betsu" shiawase saifu VS buta saifu hikaku) (40 代バブル世代–「貯蓄ゼロ」「突然クビ」人生初の苦難直撃 (金持ち家族、貧乏家族;「年代&年収別」幸せ財布 VS ブタ財布比較)). In : *President*, 2009, vol. 47(14), pp. 45-47

MESMER, Philippe. *Le redoutable bureau d'enquêtes spéciales aux trousses de Carlos Ghosn* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2018/11/30/le-redoutable-bureau-d-enquetes-speciales-aux-trousses-de-carlos-ghosn_5390846_4500055.html (consulté le 3 octobre 2023)

MESMER, Philippe. *Le gouvernement japonais demande la dissolution de la branche nippone de la secte Moon* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/international/article/2023/10/13/le-gouvernement-japonais-demande-la-dissolution-de-la-branche-nippone-de-la-secte-moon_6194194_3210.html (consulté le 14 octobre 2023)

MICHÉA, Jean-Claude. *L'empire du moindre mal : essai sur la civilisation libérale*. Paris : Flammarion, 2010. 205 p. (Champs essais)

MIGRATION NEWS. *Japan: End to Fingerprinting?* [en ligne]. https://migration.ucdavis.edu/mn/more.php?id=1784 (consulté le 10 octobre 2023)

MIHUT, Marius Ioan. Plazza Acord and the "Explosion" of the Japanese FDI. In : *Procedia Economics and Finance*, 2014, vol. 15, pp. 721-729

MILL, John Stuart. Traduit de l'anglais par Laurence Lenglet. *De la liberté*. Paris : Gallimard, 1990. 242 p. (Folio essais)
MINAMI, Naoto (南 直人). Nihon ni okeru seiyō no shokubunka dōnyū no rekishi (日本における西洋の食文化導入の歴史). In : *Kokusai kenkyū ronsō* (国際研究論叢), 2004, vol. 18(1), pp. 89-100

MINISTRY OF EDUCATION, CULTURE, SPORTS, SCIENCE AND TECHNOLOGY. *Rinji kyōiku shingikai no tōshin* (臨時教育審議会の答申) [en ligne]. https://www.mext.go.jp/b_menu/hakusho/html/others/detail/1318297.htm (consulté le 2 octobre 2023)

MINISTRY OF EDUCATION, CULTURE, SPORTS, SCIENCE AND TECHNOLOGY. *Rinji kyōiku shingikai tōshin no jisshi jōkyō* (臨時教育審議会答申の実施状況) [en ligne]. https://www.mext.go.jp/b_menu/hakusho/html/others/detail/1318298.htm (consulté le 2 octobre 2023)

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF JAPAN. *Refugees* [en ligne]. https://www.mofa.go.jp/policy/refugee/japan.html (consulté le 10 octobre 2023)

MINISTRY OF JUSTICE. *Nationality Q&A* [en ligne]. https://www.moj.go.jp/EN/MINJI/minji78.html#a08 (consulté le 5 octobre 2023)

MITO, Tadashi (三戸 公). Kanri shakai to "ie" no ronri – keieigaku no shiten kara (管理社会と「家」の論理–経営学の視点から). In : *Sekai*, 1985, vol. 470, pp. 152-163

MIYAMOTO, Ken'ichi (宮本 憲一). 4 zensō "4 zensō" to "shin-jiyūshugi" no hasan (4 全総「4 全総」と「新自由主義」の破産). In : *Sekai*, 1987, vol. 500, pp. 46-53

MIYAOKA, Isao. Japan's Global Environmental Policy in the late 1980s and early 1990s: Changing from an Eco-Outlaw to a Green Contributor. In : *Social Science Japan*, 1999, vol. 16, pp. 7-10

MIYASHITA, Rieko (宮下 理恵子). Kōtōgakkō-kateika no danjo-kyōshū-jitsugen made no giron (高等学校の男女共修実現までの議論). In : *Journal of the Japan Association of Home Economics Education*, 2010, vol. 53(3), pp. 185-193

MOCHIZUKI, Maki (望月 麻紀). Baburu sedai no shōhiryoku ga ken'in : hirogaru josei shijō wo nerae (バブル世代の消費力が牽引：広がる女性市場を狙え). In : *Ekonomisuto*, 2012, vol. 90(30), pp. 85-87

MOON, Sun Myung. *Présentation du Principe divin*. Paris : Éditions Culture & Paix, 2013. 544 p.

MORITA, Akira (森田 明). Nihon no shoku no henka no sengoshi (日本の食の変化の戦後史). In : *Nōgyō kenkyū* (農業研究), 2021, vol. 34, pp. 273-288

MOROI, Kaoru (諸井 薫). "Baburu" no jidai [shin-nyozegamon 6] ("泡[バブル]"の時代[新・如是我聞-6-]). In : *Shokun!*, 1990, vol. 22(6), pp. 216-219

MORRIS, Bernadine. *Japan Goes Own Way in Paris* [en ligne].

https://www.nytimes.com/1983/10/15/style/japan-goes-own-way-in-paris.html (consulté le 16 octobre 2023)

MORRIS-SUZUKI, Tessa. *Borderline Japan: Foreigners and Frontier Controls in the Postwar Era*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010. 272 p.

MOTOKI, Masahiko (元木 昌彦). *Heisei banka – ichi zasshi henshūsha no zangeroku* (平成挽歌－いち雑誌編集者の懺悔録) [en ligne]. https://www.data-max.co.jp/article/29685 (consulté le 17 septembre 2020)

MURAKAMI, Hyōe (村上 兵衛). Gendai-nihon wo toinaosu (現代日本を問い直す). In : *Chūōkōron*, 1983, 98(1), pp. 146-172

NAGAMINE, Masaki (長嶺 超輝). *San'in-sen chokuzen! Arigata meiwaku na "ōenenzetsu" okotoba shū* (参院選直前！ありがた迷惑な「応援演説」お言葉集) [en ligne]. https://nikkan-spa.jp/1150195 (consulté le 25 août 2020)

NAGANO, Kenji (永野 健二). *Baburu : nihon meisō no genten* (バブル：日本迷走の原点). Tokyo : Shinchōsha, 2016. 287 p.

NAGAO, Seio (長尾 誠夫). Monbushō "yutori-kyōiku" ga kodomo wo dame ni suru (文部省「ゆとり教育」が子供をダメにする). In : *Shokun!*, 1998, vol. 30(4), pp. 202-209

NAKAGAWA, Dō (中川 剛). Kōkyōsei naki kokumin-shuken no kiketsu – chika tōki no bunka kōzō (公共性なき国民主権の帰結–地価騰貴の文化構造). In : *Chūōkōron*, 1987, vol. 102(13), pp. 150-161

NAKATANI, Iwao (中谷 巌). Shakai shisutemu no kokusai-ka e (社会システムの国際化へ). In : *Chūōkōron*, 1990, vol. 105(2), pp. 58-59

NAKAUSA, Yuri (仲宇佐 ゆり). Jinjibuchō fukumen zadankai : konna shinia wa iranai, tsugi no omoni wa baburu sedai (人事部長覆面座談会：こんなシニアはいらない、次の重荷はバブル世代). In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2013, vol. 6440, pp. 42-43

NAMIMATSU, Nobuhisa (並松 信久). Dentōshoku "sushi" no henbō to gurōbaruka (伝統食「すし」の変貌とグローバル化). In : *Kyōto sangyō daigaku nihon bunka kenkyūjo kiyō* (京都産業大学日本文化研究所紀要), 2019, vol. 24, pp. 37-78

NANTA, Arnaud. Physical Anthropology and the Reconstruction of Japanese Identity in Postcolonial Japan. In : *Social Science Japan Journal*, 2008, vol. 11(1), pp. 29-47

NATIONS UNIES. *La démocratie* [en ligne]. https://www.un.org/fr/sections/issues-depth/democracy/index.html (consulté le 26 novembre 2019)

NARAOKA, Sochi. The background of the introduction of the medium-sized constituency system in 1925. In : *The Annuals of Japanese Political Science Association*, 2009, vol. 60(1), pp. 40-61

NARZARY, Dharitri Chakravartty. The Myths of Japanese 'Homogeneity'. In : *China Report*, 2004, vol. 40(3), pp. 311-319

NEMO, Philippe. *Qu'est-ce que l'Occident ?* Paris : Presses universitaires de France, 2013. 158 p. (Quadrige - Essais, débats)

NHK ARCHIVES. *Chūkakuha ga kokutetsu min'ei ka ni hantaishi tahatsu gerira* (中核派が国鉄民営化に反対し多発ゲリラ) [en ligne]. https://www2.nhk.or.jp/archives/movies/?id=D0009030679_00000 (consulté le 9 novembre 2023)

NHK ARCHIVES. *Jimintō honbu ga kagekiha ni hōka sareru* (自民党本部が過激派に放火される) [en ligne]. https://www2.nhk.or.jp/archives/movies/?id=D0009030663_00000 (consulté le 9 novembre 2023)

NHK ARCHIVES. *"Sengo seiji no sōkessan" nakasone shushō taijin* (「戦後政治の総決算」中曽根首相退陣) [en ligne]. https://www2.nhk.or.jp/archives/movies/?id=D0009030698_00000 (consulté le 6 novembre 2023)

NISHIO, Kanji (西尾 幹二). Naze rinkyōshin tōshin wa munaiyō ni owattaka – kyōiku kaikaku no genten ni kaere (なぜ臨教審答申は無内容に終ったか–教育改革の原点に還れ). In : *Chūōkōron*, 1985, vol. 100(8), pp. 144-150

NOGUCHI, Yukio. The Changing Japanese Economy and the Need for a Fundamental Shift in the Tax System. In : *The American Economic Review*, 1992, vol. 82(2), pp. 226-230

NOGUCHI, Yukio (野口 悠紀雄). *Sengo keizai-shi : watashitachi wa doko de machigaeta noka* (戦後経済史：私たちはどこで間違えたのか). Tokyo : Tōyōkeizai, 2015. 324 p.

NOGUCHI, Yukio (野口 悠紀雄). Kōzō tenkan no okure ga baburu wo maneita (構造転換の遅れがバブルを招いた). In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, pp. 32-33

NOLTE, Sharon Hamilton. Individualism in Taishō Japan. In : *The Journal of Asian Studies*, 1984, vol. 43(4), pp. 667-684

NOSCO, Peter. *Individuality in early modern Japan: thinking for oneself*. New York : Routledge, 2018. 188 p. (Routledge research in early modern history)

O'DONNELL, Guillermo. Why the Rule of Law Matters. In : DIAMOND, Larry & MORLINO, Leonardo. *Assessing the Quality of Democracy*. Baltimore : The Johns Hopkins University Press, 2005. 284 p.

OBERDORFER, Don. *Nakasone Asks Reagan to Lift Trade Sanctions Against Japan* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/05/01/nakasone-asks-reagan-to-lift-trade-sanctions-against-japan/0a532d78-6357-48ca-a450-1c797a8d108a/ (consulté le 17 septembre 2023)

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1984*. Paris : Éditions OCDE, 1984. 109 p.

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1985*. Paris : Éditions OCDE, 1985. 132 p.

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1987*. Paris : Éditions OCDE, 1986. 148 p.

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1988*. Paris : Éditions OCDE, 1988. 168 p.

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1989*. Paris : Éditions OCDE, 1989. 172 p.

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1990*. Paris : Éditions OCDE, 1990. 157 p.

OCDE. *Études économiques de l'OCDE : Japon 1991*. Paris : Éditions OCDE, 1991. 205 p.

ODA, Susumu (小田 晋). Ijime jidai no renkan kōzō – shakai byōri 1985 (<いじめ>時代の連環構造–社会病理 1985). In : *Chūōkōron*, 1985, vol. 100(8), pp. 80-89

OECD. *Balancing paid work, unpaid work and leisure* [en ligne]. https://www.oecd.org/gender/balancing-paid-work-unpaid-work-and-leisure.htm (consulté le 11 septembre 2023)

OKANO-HEIJMANS, Maaike. Japan's "green" economic diplomacy: environmental and energy technology and foreign relations. In : *The Pacific Review*, 2012, vol. 25(3), pp. 339-364

ŌMIYA, Tōyō (大宮 冬洋). Sugosugiru baburu settai densetsu (すごすぎるバブル接待伝説). In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 46

O'NEILL, Daniel I. Burke on Democracy as the Death of Western Civilization. In : *Polity*, 2004, vol. 36(2), pp. 201-225

ŌNUMA, Yasuaki (大沼 保昭). "Hitosashiyubi no jiyū" no tame ni – tagenteki kachi kara mita gaikokujin shimon ōnatsu-sei (「ひとさし指の自由」のために–多元的価値から見た外国人指紋押捺制). In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(8), pp. 46-63

ŌNUMA, Yasuaki (大沼 保昭). "Gaikokujin-rōdōsha" dōnyū rongi ni kakeru mono – "taminzoku-shakai" nihon no yume to yūutsu (「外国人労働者」導入論議に欠けるもの– "多民族社会" 日本の夢と憂鬱). In : *Chūōkōron*, 1988, vol. 103(5), pp. 148-162

ORIS, Michel. Le baby-boom et les baby-boomers : Explorer l'entrelacement des temps historiques, familiaux et individuels. In : BONVALET, Catherine, OLAZABAL, Ignace & ORIS, Michel. *Les baby-boomers, une histoire de familles. Une comparaison Québec-France*. Montréal : Presses Universitaires du Québec, 2015, pp. 1-16

ŌSAWA, Akihiko (大澤 昭彦). Shigaichi kenchikubutsu-hō ni okeru zettai takasa seigen no seiritsu to hensen ni kansuru kōsatsu : yōto-chiiki no 100 shaku (31 m) kisei no settei konkyo ni tsuite (市街地建築物法における絶対高さ制限の成立と変遷に関する考察－用途地域の１００尺（３１m）規制の設定根拠について). In : *The Journal of the Land Institute*, 2008, vol. 16(1), pp. 51-61

ŌSAWA, Masachi (大澤 真幸), SAITO, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). Katarogu, sayoku, miekōza (カタログ・サヨク・見栄講座). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 16-44

ŌSAWA, Masamichi (大沢 正道). Seiyō-byō wa kuni wo horobosu (西洋病は国を滅ぼす). In : *Chūōkōron*, 1990, vol. 105(7), pp. 200-209

ŌSAWA, Satoshi (大澤 聡). Hachijū-nendai nihon no shisō-chizu (八〇年代日本の思想地図). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 151-164

OSHIO, Takashi (小塩 節). "Nichiō masatsu" wo ika ni ikiruka (「日欧摩擦」をいかに生きるか). In : *Chūōkōron*, 1982, vol. 97(5), pp. 103-112

ŌYAMA, Kumao (大山 くまお). *Jiburi shokisaku wa amari urenakatta? "Majo no takkyūbin" kara No. 1 hitto shihajimeta riyū* (ジブリ初期作はあまり売れなかった？「魔女の宅急便」から No.1 ヒットし始めた理由) [en ligne]. https://magmix.jp/post/171465 (consulté le 25 mars 2024)

PARK, Cheol Hee. Factional Dynamics in Japan's LDP since Political Reform: Continuity and Change. In : *Asian Survey*, 2001, vol. 41(3), pp. 428-461

PARK, Sungbin (朴 盛彬). Nihon no kin'yū shisutemu ni okeru amakudari to ginkōkan kyōsō (日本の金融システムにおける天下りと銀行間競争). In : *Kōkyō seisaku kenkyū*, 2004, vol. 4, pp. 95-107

PELLETIER, Philippe. *L'Empire des Yakuza : Pègre et nationalisme au Japon*. Paris : Le Cavalier Bleu, 2021. 291 p.

PONS, Philippe. *Yamaichi, l'un des plus gros courtiers du Japon, pourrait mettre un terme à ses activités* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/archives/article/1997/11/23/yamaichi-l-un-des-plus-gros-courtiers-du-japon-pourrait-mettre-un-terme-a-ses-activites_3806054_1819218.html (consulté le 18 octobre 2023)

PONS, Philippe. *Yasuhiro Nakasone, ancien premier ministre du Japon, est mort* [en ligne]. https://www.lemonde.fr/disparitions/article/2019/11/29/yasuhiro-nakasone-ancien-premier-ministre-du-japon-est-mort_6020987_3382.html (consulté le 27 septembre 2023)

PRIDEAUX, Eric. *Chizuko Ueno: Speaking up for her sex* [en ligne]. https://www.japantimes.co.jp/life/2006/03/05/people/chizuko-ueno/ (consulté le 4 octobre 2023)

PUBLIC SECURITY INTELLIGENCE AGENCY. *Chikatetsu sarin jiken kara 26 nen* (地下鉄サリン事件から２６年) [en ligne]. https://www.moj.go.jp/psia/aum-26nen.html (consulté le 6 février 2023)

PULVERS, Roger. Japan's Wild Scientific Genius: Minakata Kumagusu. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2008, vol. 6(1), pp. 1-7

QUINAULT-MAUPOIL, Tristan. *Cohn-Bendit : « Il faut arrêter de dire que le peuple a toujours raison »* [en ligne]. http://www.lefigaro.fr/politique/le-scan/citations/2016/07/05/25002-20160705ARTFIG00106-cohn-bendit-il-faut-arreter-de-dire-que-le-peuple-a-toujours-raison.php (consulté le 16 mai 2019)

RHEE, Song-nai, AIKENS, C. Melvin & BARNES, Gina L. *Archaeology and History of Toraijin: Human, Technological, and Cultural Flow from the Korean Peninsula to the Japanese Archipelago c. 800 BC–AD 600*. Oxford : Archaeopress, 2021. 242 p.

RICHARDSON, Bradley M. & FLANAGAN, Scott C. *Politics in Japan*. Boston : Little, Brown and Company, 1984. 459 p.

RICHIE, Donald. *A Hundred Years of Japanese Film*. Tokyo : Kodansha International, 2005. 318 p.

ROGOFF, Kenneth. *Brexit is an example of democratic failure* [en ligne]. https://www.weforum.org/agenda/2016/07/kenneth-rogoff-brexit-is-an-example-of-democratic-failure/ (consulté le 6 janvier 2020)

ROSE, Richard. Democratic and Undemocratic States. In : HAERPFER, Christian W., BARNHAGEN, Patrick, WELZEL, Christian & INGLEHART, Ronald F. *Democratization*. Oxford : Oxford University Press, 2019. 488 p.

ROZMAN, Gilbert. Narrowing the Gap between China and Japan: Three Dimensions of National Identity and the Korean Factor. In : *Japanese Journal of Political Science*, 2013, vol. 14(1), pp. 31-49

SAITAMA-SHI. *Nihon kindai manga no senkusha : Kitazawa Rakuten ryakunenpu* [en ligne]. https://www.city.saitama.jp/004/005/002/003/001/002/p002472.html (consulté le 24 juillet 2023)

SAITO, Asato & THORNLEY, Andy. Shifts in Tokyo's World City Status and the Urban Planning Response. In : *Urban Studies*, 2003, vol. 40(4), pp. 665-685

SAITŌ, Buntarō (斎藤 文太郎) & SASAKI, Hiroshi (佐々木 洋). *Jiken ga wakaru : chikatetsu sarin jiken* (事件がわかる：地下鉄サリン事件) [en ligne]. https://mainichi.jp/articles/20220418/osg/00m/040/004000d (consulté le 6 février 2023)

SAITO, Jun. *Historical Background of the Japanese Restrictive Immigration Policy* [en ligne]. https://www.jcer.or.jp/english/historical-background-of-the-japanese-restrictive-immigration-policy (consulté le 10 octobre 2023)

SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016. 397 p. (Kawade Books)

SAITŌ, Takao (斎藤 貴男). Seishin no gareki nippon baburu no tsumeato (1) jiage sōdō no atosaki (精神の瓦礫 ニッポン・バブルの爪痕(1)地上げ騒動のあとさき). In : *Sekai*, 1998, vol. 648, pp. 160-171

SAITŌ, Tamaki (斎藤 環), SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). Nyūaka, otaku, yankī (ニューアカ・オタク・ヤンキー). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 126-150

SAKAGUCHI, Sayuri (坂口 さゆり). Shinri yachin tsuki 10 man en haraenai kamo : rōgo hasan ni obieru baburu sedai ohitori sama (心理 家賃月 10 万円払えないかも：老後破産に怯えるバブル世代おひとり様). In : *Aera*, 2014, vol. 27(55), pp. 17-19

SAKAMOTO, Setsuo (坂本 節郎) & HARADA, Yōhei (原田 曜平). *Nihon-hatsu! Tatta issatsu de dareto demo umaku tsukiaeru sedairon no kyōkasho* (日本初！たった１冊で誰とでもうまく付き合える世代論の教科書). Tokyo : Toyo Keizai, 2015. 271 p.

SAKANO, Junji (坂野 潤治). *Meiji demokurashī* (明治デモクラシー). Tokyo : Iwanami Shoten, 2005. 228 p. (Iwanami shinsho)

SAKURA, Tomomi (佐倉 智美). Otaku-karuchā no genryū to tayō na sei (オタクカルチャーの源流と多様な性). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 305-311

SAKURAI, Ryōji (桜井 良治). Chika-zei no hōteki kitei to seisaku kōka (地価税の法的規定と政策効果). In : *Okidai Keizai Ronso*, 1991, vol. 15(2), pp. 33-103

SATAKA, Makoto (佐高 信). *"Yakuza-ka shita ginkō" no tenkei – sumitomo ginkō. Isoda-kin mamire no jinzai ga kyakkō abiru jidai* (「ヤクザ化」した銀行の典型＝住友銀行。イソダ菌まみれの人材が脚光あびる時代) [en ligne]. https://magazine.logi-biz.com/pdf-read.php?id=1451 (consulté le 1 juin 2021)

SATŌ, Kinko (佐藤 欣子). Onna ga shokugyō wo mottemo nihon-bunka wa kowarenai (女が職業をもっても日本文化は壊れない). In : *Chūōkōron*, 1984, vol. 99(8), pp. 162-170

SATŌ, Kinko (佐藤 欣子). Nihon ni josei jōi-shakai wa kuruka (日本に女性上位社会は来るか). In : *Bungeishunjū*, 1987, vol. 65(1), pp. 135-137

SANCHEZ, Chris. *'UNDEMOCRATIC': Harry Reid goes in on the Electoral College* [en ligne]. https://www.businessinsider.fr/us/electoral-college-undemocratic-harry-reid-trump-hillary-clinton-2016-12 (consulté le 6 janvier 2020)

SANSOM, George. Liberalism in Japan. In : *Foreign Affairs*, 1941, vol. 19(3), pp. 551-560

SASSEN, Saskia. *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton : Princeton University Press, 1991. 480 p.

SAVELLS, Jerry. Juvenile Delinquency in Japan. In : *International Journal of Adolescence and Youth*, 1991, vol. 3(1-2), pp. 129-135

SAWA, Takamitsu (佐和 隆光). Futatsu no "jiyūka" – kyōiku to keizai arui wa ōbei to nihon (二つの「自由化」–教育と経済あるいは欧米と日本). In : *Chūōkōron*, 1985, vol. 100(10), pp. 54-67

SCHALLER, Michael. *The American Occupation of Japan: The Origins of the Cold War in Asia*. New York : Oxford University Press, 1985. 351 p.

SCHILLING, Antigone. *Avec le temps, la mode japonaise est devenue une quasi-norme* [en ligne].
http://www.slate.fr/story/169782/mode-japon-haute-couture-revolution-noir-destructure-vetements-defiles-annees-1980 (consulté le 22 février 2021)

SCHOPENHAUER, Arthur. Traduit de l'allemand par Auguste Burdeau. *Le monde comme volonté et comme représentation*. Paris : Presses universitaires de France, 1998. 1434 p.

SCHREIBER, Mark. A Century of Japanese Assassination: Reflection and Commemoration. In : *The Asia-Pacific Journal*, 2022, vol. 20(10), pp. 1-14

SECHIYAMA, Kaku (瀬地山 角). « Joseimondai » no hachijū-nendai (「女性問題」の八〇年代). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 165-176

SEDA, Yoshiyuki (稲田 義行). *Shinwa kara gendai made ikki ni tadoru nihon shisō* (神話から現代まで一気にたどる日本思想). Tokyo : Nippon Jitsugyō Publishing, 2017. 413 p.

SEJIMO, Hideo (瀬下 英雄). *"Tennō" to yobareta bankā Isoda Ichirō shi wo otta 2 nen* ("天皇"と呼ばれたバンカー　磯田一郎氏を追った 2 年) [en ligne].
https://www.jnpc.or.jp/journal/interviews/34839 (consulté le 4 octobre 2023)

SELECT COMMITTEE ON NUTRITION AND HUMAN NEEDS UNITED STATES SENATE. *Dietary Goals for the United States*, 2nd edition. Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 1977. 83 p.

SERIZAWA, Shunsuke (芹沢 俊介). *"Iesu no hakobune" ron* (「イエスの方舟」論). Tokyo : Chikuma Shobō, 1995. 249 p.

SHAPIRO, Margaret. *Japanese Campaign Opens Quietly* [en ligne].
https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/10/09/japanese-campaign-opens-quietly/9ac63328-2016-4be9-b5f8-280165df6543/ (consulté le 27 septembre 2023)

SHAPIRO, Margaret. *New Leader of Japan Elected by Parliament* [en ligne].
https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1987/11/07/new-leader-of-japan-elected-by-parliament/417b6112-5f1b-4cea-8ed6-a8e4e4587337/ (consulté le 27 septembre 2023)

SHIMIZU, Yuichirō (清水 唯一朗). Nihon no senkyoku wa dō tsukuraretaka : kūkanteki seiji seido no shiten wo kangaeru (日本の選挙区はどう作られたのか―空間的政治制度の始点を考える). In : *Nenpō seijigaku*, 2016, vol. 67(2), pp. 13-36

SHIN, Akiko (シン アキコ). *90 nendai J-pop hitto kyoku nyūmon* (90 年台 J-pop ヒット曲入門) [en ligne]. https://like-start.com/archives/30916 (consulté le 8 juin 2021)

SHĪNE, Yamato (椎根 和). "Hanako" to 80 nendai towa nandatta noka (「Hanako」と 80 年代とは何だったのか). In : KAWAI, Hayao (河合 隼雄) & UENO, Chizuko (上野 千鶴子). *Gendai nihon bunka ron 8 : yokubō to shōhi* (現代日本文化論８：欲望と消費). Tokyo : Iwanami Shoten, 1997, pp. 77-100

SHIRAI, Kazu (白井 和), NAKAYA, Yumi (中谷 友美), NAGAMURA, Shōta (長村 祥太), NISHIDA, Takuma (西田 拓馬), HOSOGOE, Yūto (細越 雄人) & YODO, Naho (淀 南歩). *Nihonjin wa naze kome wo tabenakunatta noka? Kome shōhi genshō no yōin bunseki* (日本人はなぜコメを食べなくなったのか？コメ消費減少の要因分析) [en ligne].
https://www.kwansei.ac.jp/cms/kwansei/pdf/department/economics/0000108555.pdf (consulté le 4 août 2023)

SHIRAI, Satoshi (白井 聡). Taibei-jūzoku dai-ni-sedai to shite no nakasone-seiken (対米従属第二世代としての中曽根政権). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 58-70

SHIRAMIZU, Hiroko. Organizational Mediums: A Case Study of Shinnyo-en. In : *Japanese Journal of Religious Studies*, 1979, vol. 6(3), pp. 413-444

SHOUP, Carl S. *The Tax Mission to Japan, 1949-1950* [en ligne]. https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PNABP721.pdf (consulté le 19 septembre 2023)

SIMON, Pascale. Chronologie : Les premières années du cinéma au Japon (1896-1920). In : *Ebisu*, 2001, vol. 26, pp. 93-101

SLATER, Dan & WAY, Lucan Ahmad. *Was the 2016 U.S. election democratic? Here are 7 serious shortfalls* [en ligne]. https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2017/01/12/was-the-2016-u-s-election-democratic-we-see-7-serious-shortfalls/ (consulté le 6 janvier 2020)

SMITH, Colin S. The precarious and the transitional: labor casualization and youth in post-bubble Japan. In : *Children's Geographies*, 2018, vol. 16(1), pp. 80-91

SNYDER, Janet. *About 2,000 helmeted protesters hurled gasoline bombs and stones...* [en ligne]. https://www.upi.com/Archives/1985/10/20/About-2000-helmeted-protesters-hurled-gasoline-bombs-and-stones/5462498628800/ (consulté le 9 novembre 2023)

SORENSEN, André. Uneven Processes of Institutional Change: Path Dependence, Scale and the Contested Regulation of Urban Development in Japan. In : *International Journal of Urban and Regional Research*, 2011, vol. 35(4), pp. 712-734

SOUYRI, Pierre-François. *Nouvelle histoire du Japon*. Paris : Perrin, 2010. 627 p.

SOUYRI, Pierre-François. *Moderne sans être occidental : aux origines du Japon d'aujourd'hui*. Paris : Gallimard, 2016. 490 p. (Bibliothèque des histoires)

SPENCER, Herbert. *The man versus the state*. London : Watts, 1909, pp. 66-88

STARR, Paul. *Why Liberalism Works* [en ligne]. https://prospect.org/features/liberalism-works/ (consulté le 21 janvier 2020)

STONE, Geoffrey R. *What Is a Liberal?* [en ligne]. https://www.huffpost.com/entry/what-is-a-liberal_b_2545206 (consulté le 21 janvier 2020)

STRAUSZ, Michael. Minorities and Protest in Japan: The Politics of the Fingerprinting Refusal Movement. In : *Pacific Affairs*, 2006/2007, vol. 79(4), pp. 641-656

SUGIMOTO, Yoshio. Making Sense of Nihonjinron. In : *Thesis Eleven*, 1999, vol. 57(1), pp. 81-96

SUGITA, Hideki (杉田 英輝). *Kaigai no ryūkō kzūshū shi nezuku: ongaku bijinesu kara miru J-POP to nihon shakai* (海外の流行吸収し根付く-音楽ビジネスから見る J-POP と日本社会) [en ligne]. https://www.todaishimbun.org/j-popjapansociety20200804/ (consulté le 4 juin 2021)

SÛKYÔ MAHIKARI. *L'art de Mahikari* [en ligne]. https://www.sukyomahikarieurope.org/pratique/ (consulté le 1 février 2023)

SUMIKURA, Ichiro. A Brief History of Japanese Environmental Administration: A Qualified Success Story? In : *Journal of Environmental Law*, 1998, vol. 10(2), pp. 241-256

SUZUKI, Emi & KASHIWASE, Haruna. *The curse of the Fire-Horse: How superstition impacted fertility rates in Japan* [en ligne]. https://blogs.worldbank.org/opendata/curse-fire-horse-how-superstition-impacted-fertility-rates-japan (consulté le 7 septembre 2023)

SUZUKI, Takao (鈴木 孝夫). Nihonjin wa kokusaika dekiruka (日本人は国際化できるか). In : *Bungeishunjū*, 1987, vol. 65(1), pp. 105-108

TADA, Fumiaki (多田 文明). *1992 nen ni gōdō kekkonshiki ni sanka. Sokode nipponjin josei to hajimete deaimashita* (1992 年に合同結婚式に参加。そこで日本人女性とはじめて出会いました) [en ligne]. https://www.nikkan-gendai.com/articles/view/life/317410 (consulté le 13 octobre 2023)

TAIRA, Koji. Dialectics of Economic Growth, National Power, and Distributive Struggles. In : GORDON, Andrew. *Postwar Japan as history*. Berkeley : University of California Press, 1993, pp. 167-186

TAKAHASHI, Naoko (高橋 直子). *"1, 2, 3... magare!" Shakai genshō ni natta chōnōryoku būmu… ijō nan ekki wo umidashita TV kakkyoku no "okaruto rinrikan" wo furikaeru* (「1、2、3…曲がれ！」社会現象になった超能力ブーム…異常な熱気を生み出した TV 各局の"オカルト倫理観"を振り返る) [en ligne]. https://bunshun.jp/articles/-/47070 (consulté le 3 février 2023)

TAKAO, Yasuo. Foreigners' Rights in Japan: Beneficiaries to Participants. In : *Asian Survey*, 2003, vol. 43(3), pp. 527-552

TAKAYOSHI, Matsuo. The Development of Democracy in Japan: Taishō Democracy: Its Flowering and Breakdown. In : *Developing Economies*, 1966, vol. 4(4), pp. 612-632

TAKEDA, Takeshi (武田 猛). *Kenkō shokuhin heisei monogatari : kenkō shokuhin shijō 30 nen no furikaeri* (健康食品平成物語～健康食品市場 30 年の振り返り～) [en ligne]. https://global-nutrition.co.jp/blog/heiseistory201907/ (consulté le 13 octobre 2023)

TAKEMAE, Eiji. Traduit du japonais par Robert Ricketts et Sebastian Swann. *Inside GHQ: the Allied occupation of Japan and its legacy*. New York : Continuum, 2002. 751 p.

TAKEUCHI, Cory Lyn. Regulating lolicon: toward Japanese compliance with its international legal obligations to ban virtual child pornography. In : *Georgia Journal of International & Comparative Law*, 2015, vol. 44, pp. 195-236

TAMEDA, Takashi (為田 敬), OHARA, Naoka (小原 直花) & YOKOTA Emi (横田 恵美). Baburu sedai danjo 3 nin ga kataru "40 dai josei wa naze kau noka" (バブル世代男女３人が語る「４０代女性はなぜ買うのか」). In : *Ekonomisuto*, 2012, vol. 90(30), pp. 90-92

TANAKA, Atsushi (田中 厚史). Kūzen no baburu-jidai wo umidashita “ōkurashō shihai” to sono shūen (空前のバブル時代を生み出した「大蔵省支配」とその終焉). In : HASUMI, Seiichi (蓮見 清一). *Shōgen baburu densetsu* (証言バブル伝説). Tokyo : Takarajimasha, 2018, pp. 157-182

TANAKA, Hiroshi. The development of liberalism in modern Japan: continuity of an idea – from Taguchi and Kuga to Hasegawa. In : *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, 1989, vol. 21(1), pp. 259-268

TANAKA, Hiroshi. Modern Japan and Western democracy: the conflict between liberalism and nationalism. In : *Hitotsubashi Journal of Social Studies*, 1994, vol. 26(2), pp. 55-61

TANAKA, Hiroshi. The internationalization of political thought: liberal democracy in Japan. In : HOOK, Glenn D. & WEINER, Michael A. *The internationalization of Japan*. London : Routledge, 2001, pp. 104-116

TANIGAWA, Naoko (谷川 直子). Arayuru aitemu ga detsukushita shifuku no jidai (あらゆるアイテムが出尽くした至福の時代). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 196-202

TATEISHI, Yasunori (立石 泰則). Tokushū baburu no kessan (特集バブルの決算). In : *Bungeishunjū*, 1991, vol. 69(10), pp. 112-134

TAUB, Amanda & FISHER, Max. *Why Referendums Aren’t as Democratic as They Seem* [en ligne]. https://www.nytimes.com/2016/10/05/world/americas/colombia-brexit-referendum-farc-cameron-santos.html (consulté le 6 janvier 2020)

TERAMURA, Sōji (寺村 荘治). Gomakashi wa mō kikanai shijōkaihō (ゴマカシはもうきかない市場開放). In : *Chūōkōron*, 1982, vol. 97(5), pp. 94-101

TESSIER, Max. Actualisation de Frédéric Monvoisin. *Le cinéma japonais*, 3e édition actualisée et augmentée. Malakoff : Armand Colin, 2018. 175 p. (Focus Cinéma)

THARP, Mike. *U.S. and Japan Agree on Ceilings for Car Shipments Through 1983* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1981/05/01/business/us-and-japan-agree-on-ceilings-for-car-shipments-through-1983.html (consulté le 14 septembre 2023)

THE NEW YORK TIMES. *Japanese Premier Is Punched By a Rightist at Sato Funeral* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1975/06/17/archives/japanese-premier-is-punched-by-a-rightist-at-sato-funeral.html (consulté le 11 janvier 2021)

THE TALKS. *Yohji Yamamoto: “People Have Started Wasting Fashion”* [en ligne]. https://the-talks.com/interview/yohji-yamamoto/ (consulté le 24 février 2021)

THE WORLD BANK. *Fertility rate, total (births per woman)* [en ligne]. https://data.worldbank.org/indicator/SP.DYN.TFRT.IN?most_recent_value_desc=false (consulté le 12 septembre 2023)

TODD, Emmanuel. *Où en sommes-nous ? : une esquisse de l’histoire humaine*. Paris : Éditions du Seuil, 2017. 606 p. (Points essais)

TŌKYŌ-TO TOSHISEIBI-KYOKU TOSHIZUKURI SEISAKU-BU KŌIKI CHŌSEI-KA (東京都都市整備局都市づくり政策部広域調整課). *Tōkyō no toshizukuri no ayumi* (東京の都市づくりのあゆみ). Tokyo : Shinkosha Printing, 2019. 127 p.

TOYAMA, Yoshihiro. Privatization of public enterprises and its problems in Japan. In : *International Journal of Social Economics*, 1998, vol. 25(2/3/4), pp. 388-398

TREAT, John Whittier. Beheaded Emperors and the Absent Figure in Contemporary Japanese Literature. In : *PMLA*, 1994, vol. 109(1), pp. 100-115

TSUJI, Sō (辻 創). Ima koso kanri-kyōiku no fukken wo – jiyū hōnin wa ijime to kōnai bōryoku wo jochō suru nomi (今こそ管理教育の復権を–自由放任はイジメと校内暴力を助長するのみ). In : *Bungeishunjū*, 1992, vol. 70(3), pp. 214-222

TSURUTA, Hiromi & MIYASAKA, Jackie. The Bubble Economy and Financial Crisis in Japan: Financial Deregulation, Globalization, and Financial Administration. In : *International Journal of Political Economy*, 1999, vol. 29(1), pp. 26-48

TSUTSUI, William B. Nerd Nation Otaku and Youth Subcultures in Contemporary Japan. In : *Education About Asia*, 2008, vol. 13(3), pp. 12-18

TSUYA, Noriko O. Below-Replacement Fertility in Japan: Patterns, Factors, and Policy Implications. In : RINDFUSS, Ronald R. & CHOE, Minja Kim. *Low and Lower Fertility: Variations across Developed Countries*. Cham : Springer, 2015, pp. 87-106

UCHIDA, Kenzō (内田 健三). Kaizu naki funade – shin saishō no kyozō to jitsuzō (海図なき船出–新宰相の虚像と実像). In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(1), p. 98

UCHINO, Tatsurō. Traduit du japonais par Mark A. Harbinson. *Japan's postwar economy: an insider's view of its history and its future*. Tokyo : Kodansha International, 1983. 286 p.

UEDA, Hisano (植田 寿乃). Baburu sedai no kiki ! (Dai 1 kai) ki ga tsukeba 50 dai. Baburu taiken sedai ha, shakai no henka ni kizuke ! (バブル世代の危機！（第 1 回）気がつけば 50 代。バブル体験世代は、社会の変化に気づけ！) In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1183), pp. 68-70

UEDA, Hisano (植田 寿乃). Baburu sedai no kiki ! (Dai 2 kai) kigyō senshi ni narisokonatta dansei tachi no kiki (バブル世代の危機！（第 2 回）企業戦士になりそこなった男性たちの危機). In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1184), pp. 64-66

UEDA, Hisano (植田 寿乃). Baburu sedai no kiki ! (Dai 3 kai) barikyari modoki no josei tachi no meisō no kiki (バブル世代の危機！（第 3 回）バリキャリもどきの女性たちの迷走の危機). In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1185), pp. 60-63

UEDA, Hisano (植田 寿乃). Baburu sedai no kiki ! (Dai 4 kai) keieijin, 20 dai, 30 dai, 40 dai zenhan menbā no me ni utsuru baburu sedai (バブル世代の危機！（第 4 回）経営陣、20 代、30 代、40 代前半メンバーの目に映るバブル世代). In : *Jinjijitsumu*, 2018, vol. 55(1186), pp. 56-58

UEMURA, Toshiyuki (上村 敏之). Kakei no kansetsu-zei futan to shōhi-zei no kongo : buppin-zei jidai kara shōhi-zei jidai no jikkō zeiritsu no suii (家計の間接税負担と消費税の今後－物品税時代から消費税時代の実効税率の推移－) [en ligne].

https://www.jbaudit.go.jp/koryu/study/mag/pdf/j33d02.pdf (consulté le 28 septembre 2023)

UENO, Chizuko. Feminisms in Japan since the second wave to the present. In : LIU, Jieyu & YAMASHITA, Junko. *Routledge Handbook of East Asian Gender Studies*. London : Routledge, 2019, pp. 75-94

UENO, Junko. The Impact of Deregulation and Urban Development. In : *The Annals of Japan Association for Urban Sociology*, 2008, vol. 26, pp. 101-115

UKITA, Asuku (宇喜田 あすく). *"Ryōri – gurume manga" rankingu, ichii wa "oishinbo"! "Sanpiryōron attemo yappari ninki"* (「料理・グルメマンガ」ランキング、1 位は『美味しんぼ』！「賛否両論あってもやっぱり人気」) [en ligne]. https://woman.mynavi.jp/article/140507-56/ (consulté le 5 septembre 2023)

UMEZAWA, Masakuni (梅沢 正邦). Konzen ittai datta "omote" to "ura" no shakai (渾然一体だった「表」と「裏」の社会). In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, pp. 42-45

UNITED STATES GENERAL ACCOUNTING OFFICE. *U.S.-Japan Trade: Evaluation of the Market-Oriented Sector-Selective Talks* [en ligne]. https://www.gao.gov/products/nsiad-88-205 (consulté le 23 février 2022)

URATA, Shujiro. US-Japan Trade Frictions: The Past, the Present, and Implications for the US-China Trade War. In : *Asian Economic Policy Review*, 2020, vol. 15(1), pp. 141-159

VALERY, Paul. *Regards sur le monde actuel et autres essais*. Paris : Gallimard, 1945. 305 p. (Folio essais)

VILLACORTA, Wilfrido V. Japan's Asian Identity: Concerns for ASEAN-Japan Relations. In : *ASEAN Economic Bulletin*, 1994, vol. 11(1), pp. 79-92

VOGEL, Harold L. *Financial market bubbles and crashes: features, causes, and effects*. Cham, Switzerland : Palgrave Macmillan, 2018. 477 p.

WAKABAYASHI, Mikio (若林 幹夫). Nameraka de kinshitsu na kūkan ga kenzaika shihajimeta jidai (なめらかで均質な空間が顕在化し始めた時代). In : SAITŌ, Minako (斎藤 美奈子) & NARITA, Ryūichi (成田 龍一). *1980 nendai* (1980 年代). Tokyo : Kawade Shobo Shinsha, 2016, pp. 277-289

WAN, Ming. *Japan between Asia and the West: economic power and strategic balance*. Armonk, N.Y. : M.E. Sharpe, 2001. 225 p. (An East gate book)

WANG, Tian. *A Brief History of Metabolism in Architecture* [en ligne]. https://architizer.com/blog/inspiration/stories/history-of-metabolism/ (consulté le 12 octobre 2023)

WARD, Robert E. Presurrender Planning: Treatment of the Emperor and Constitutional Changes. In : WARD, Robert E. & SAKAMOTO, Yoshikazu. *Democratizing Japan: The Allied Occupation*. Honolulu : University of Hawaii Press, 1987, pp. 1-45

WATANABE, Kazuko. Japanese Women's Studies. In : *Women's Studies Quarterly*, 1994, vol. 22(3/4), pp. 73-88

WATANABE, Yusuke & OHASHI, Jun. Modern Japanese ancestry-derived variants reveal the formation process of the current Japanese regional gradations. In : *iScience*, 2023, vol. 26(3), pp. 1-21

WEISMAN, Steven R. *Ex-Geisha Accuses Uno Of a Dangerous Liaison* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1989/06/10/world/ex-geisha-accuses-uno-of-a-dangerous-liaison.html (consulté le 26 août 2020)

WIRTH, Christian. Securing Japan in the 'West': The US-Japan Alliance and Identity Politics in the Asian Century. In : *Geopolitics*, 2015, vol. 20(2), pp. 287-307

WORLDMATE. *Fukami Tōshū* (深見東州) [en ligne]. https://www.worldmate.or.jp/profile/index.html (consulté le 6 février 2023)

WUDUNN, Sheryl. *Scandal Erodes the Power of Japan's Bastion of Fiscal Austerity* [en ligne]. https://www.nytimes.com/1998/03/17/business/international-business-scandal-erodes-power-japan-s-bastion-fiscal-austerity.html (consulté le 5 février 2021)

YAMAGUCHI, Yukiko (ヤマグチ ユキコ). *Kazukazu no suītsu būmu wo tsukutta zasshi "Hanako" no sugosa* (数々のスイーツブームを作った雑誌「Hanako」のスゴさ) [en ligne]. https://www.excite.co.jp/news/article/E1450071598013/ (consulté le 4 septembre 2023)

YAMAKI, Hiroyuki (八牧 浩行). Danjo koyō-hō ga kaeru nihon-teki keiei (男女雇用法が変える日本的経営). In : *Bungeishunjū*, 1985, vol. 63(12), pp. 270-276

YAMAMIYA, Yuko. Juvenile Delinquency in Japan. In : *Journal of Prevention & Intervention in the Community*, 2003, vol. 25(2), pp. 27-46

YAMAZAKI, Masakazu (山崎 正和). Atarashī kojin-shugi no yochō – aru dōjidaishi no kokoromi (新しい個人主義の予兆–ある同時代史の試み). In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(9), pp. 62-88

YAMAZAKI, Masakazu (山崎 正和). Nihon-bunka no sekaishi-teki jikken – dai 2 no kaikoku wo mezashite (日本文化の世界史的実験–第 2 の開国をめざして). In : *Chūōkōron*, 1986, vol. 101(6), pp. 66-82

YAMAZAKI, Masakazu (山崎 正和). Bunka no kokusaika towa nani ka – bunka no taishitsu wo kangaenagara (文化の国際化とは何か–文化の本質を考へながら). In : *Chūōkōro*n, 1986, vol. 101(13), pp. 119-120

YANAI, Michio (柳井 道夫) & TANIFUJI, Etsushi (谷藤 悦史). *Dai jūgo kai sangiin tsūjōsenkyo no tokushitsu to ichizuke* (第十五回参議院通常選挙の特質と位置づけ) [en ligne]. https://www.jstage.jst.go.jp/article/jaes1986/5/0/5_0_51/_article/-char/ja/ (consulté le 28 août 2020)

YANG, Zizhen. From “Empire Subjects” to “Overseas Chinese in Japan”: The Shibuya Incident and the Legal Status of Taiwanese in Early Postwar Japan. In : *Nihon Taiwan gakkai-hō*, 2012, vol. 14, pp. 70-88

YAYAMA, Tarō (屋山 太郎). Kyōiku no hōkai (教育の崩壊). In : *Shokun!*, 1981, vol. 13(1), pp. 190-209

YAYAMA, Tarō (屋山 太郎). “Danjo koyō byōdō-hō” wa nihon wo tsubusu (「男女雇用平等法」は日本を潰す). In : *Shokun!*, 1984, vol. 16(5), pp. 240-253

YAYAMA, Tarō (屋山 太郎) & KATŌ, Kan (加藤 寛). “Kyōiku no jiyūka” no doko ga warui (「教育の自由化」のどこが悪い). In : *Shokun!*, 1985, vol. 17(4), pp. 126-135

YIM, Young Cheol. A Sociolinguistic Study on the Use of Names of Korean Residents in Japan. In : *Kokugogaku*, 1994, vol. 179, pp. 40-42

YOKOO, Nobumasa (横尾 宣政) & SOGAME, Hiromitsu (十亀 博光). Baburu ni odotta 4 dai shōken no tsumi to batsu (バブルに踊った４大証券の罪と罰). In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 37

YOKOTE, Shinji (横手 慎二). *Nichiro sensō-shi* (日露戦争史). Tokyo : Chuōkōron-Shinsha, 2005. 212 p. (Chūkō-shinsho)

YOKOYAMA, Michiyoshi (横山 真佳) & NISHIYAMA, Shigeru (西山 茂). Shinshinshūkyō būmu : sono shōtai (新・新宗教ブ-ム：その正体). In : *Chūōkōron*, 1988, vol. 103(4), p. 128

YOSHIDA, Itsuki. Relations between Urban Structure and Transport Planning in the Tokyo Metropolitan Area. In : *Chigaku Zasshi*, 2014, vol. 123(2), pp. 233-248

YOSHIKAWA, Kei (吉川 慧). *“Furin giwaku” ga hōjirareta seijika wa? Yamao Shiori shi e no “bunshunhō” de furikaeru* (「不倫疑惑」が報じられた政治家は？山尾志桜里氏への「文春砲」で振り返る) [en ligne]. https://www.huffingtonpost.jp/2017/09/07/immoral_a_23199757/ (consulté le 15 septembre 2020)

YOSHIMATSU, Hidetaka. Agreement, Guidance and Preferences: The U.S.-Japan Semiconductor Dispute Revisited. In : *Asian Perspective*, 1998, vol. 22(2), pp. 219-241

YOSHIMATSU, Hidetaka. Japan’s policy on steel trade disputes with the United States: a comparative analysis. In : *The Pacific Review*, 2007, vol. 20(3), pp. 273-300

YOSHIMI, Shun’ya (吉見 俊哉) [propos recueillis par Yamauchi, Tetsuo (山内 哲夫) & Yamakawa, Kiyohiro (山川 清弘)]. Ukareteita saigo no jidai (浮かれていた最後の時代). In : *Shūkan Tōyō Keizai*, 2017, vol. 6725, p. 53

YOSHIMORI, Masaru (吉森 賢). Nihonjin no kokusaisei (日本人の国際性). In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(10), p. 41

YOSHITOMI, Masaru (吉富 勝). Shin-jiyūshugi no rekishi-teki yakuwari – Murakami Yasusuke shi “shin-jiyūshugi keizai-seisaku hihan” ni kotaeru (新自由主義の歴史的役割 – 村上泰亮氏「新自由主義経済政策批判」に応える). In : *Chūōkōron*, 1983, vol. 98(2), pp. 116-127

YOURCENAR, Marguerite. *Mishima ou La vision du vide*. Saint-Amand : Gallimard, 1993. 121 p. (Folio)

ZENG, Ka. *Trade Threats, Trade Wars: Bargaining, Retaliation, and American Coercive Diplomacy*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2004. 312 p.

Articles de journaux

Asahi (éditorial non signé). « *Kimekomakai chika-taisaku wo isoge* » (きめこまかい地価対策を急げ), 2 avril 1986

Asahi (éditorial non signé). « *Kirawareru gorufujō dewa komaru* » (嫌われるゴルフ場では困る), 2 juin 1989

Asahi (éditorial non signé). « *Rizōto rankaihatsu wa gomenda* » (リゾート乱開発はごめんだ), 16 août 1989

Asahi (article non signé). « *Tomin gorufujō dannen – nagano ken no kisei de tokettei* » (都民ゴルフ場断念–長野県の規制で都決定), 13 avril 1990

Asahi (article non signé). « *Gorufujō keikaku wo dannen : karuizawa machi – jūminra no hantai tsuyoku* » (ゴルフ場計画を断念：軽井沢町–住民らの反対強く), 15 avril 1990

Mainichi (éditorial non signé). « *Toshichika ga tomosu kikenshingō* » (都市地価がともす危険信号), 2 avril 1985

Yomiuri (éditorial non signé). « *Rizōto kichi wo kankatsu ni suruna* » (リゾート基地を官活にするな), 13 décembre 1986

Yomiuri (éditorial non signé). « *Muchitsujo na rizōto kaikaku wa komaru* » (無秩序なリゾート開発は困る), 22 août 1989

Yomiuri (éditorial non signé). « *Chika jōshō no kakusan ni hadome wo* » (地価上昇の拡散に歯止めを), 9 septembre 1989

HATORI, Shōhei (羽鳥 昇兵). Yomiuri. « *Shomin no yume, bunka kudaku chika kōtō* » (庶民の夢・文化砕く地価高騰), 12 novembre 1989

ARCHIVES

Archives nationales du Japon

Dai 29 kai sōkai (kugatsu ichi hachi nichi) niokeru "kokusai ka e no taiō" nitsuite no omona iken (yōshi) (第 29 回総会（９月１８日）における「国際化への対応」についての主な意見（要旨）), 19 septembre 1985. Rinji kyōiku shingikai kokusai ka nikansuru iinkai, gaiyō (sono 3), dai ni ji kotae kabuto soan (臨時教育審議会・国際化に関する委員会、概要（その３）、第二次答甲素案), shō 62 monbu 20447100 (昭 62 文部 20447100), Archives nationales du Japon, Tokyo, Japon

Kokusaika ni kansuru iinkai hōkoku (shian) (国際化に関する委員会報告（私案）), 27 novembre 1985. Rinji kyōiku shingikai kokusai ka nikansuru iinkai, gaiyō (sono 3), dai ni ji kotae kabuto soan (臨時教育審議会・国際化に関する委員会、概要（その３）、第二次答甲素案), shō 62 monbu 20447100 (昭 62 文部 20447100), Archives nationales du Japon, Tokyo, Japon

Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs

Kokusai bunka kōryū no jigyōbetsu gairyaku oyobi mondaiten (国際文化交流の事業別概略及び問題点), 1 novembre 1988. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai (国際文化交流に関する懇談会), 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon

Kokusai bunka kōryū kyōka no tame no kihon ninshiki (shian) (国際文化交流強化の為の基本認識（試案）), 30 novembre 1988. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai (国際文化交流に関する懇談会), 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon

Kaku kaigō ni okeru tōgi no gaiyō (各会合における討議の概要), non daté. Kokusai bunka kōryū ni kansuru kondankai (国際文化交流に関する懇談会), 2020-0954, Diplomatic Record Office of the Ministry of Foreign Affairs, Tokyo, Japon

Ronald Reagan Presidential Library

Lettre de Nakasone Yasuhiro à Ronald Reagan, 6 novembre 1987. WHORM Subject File, CO078 Japan, 578000-584999, Box 113, Ronald Reagan Library, Simi Valley, États-Unis

U.S. Trade Policy and Strategy Towards Japan, 12 février 1988. Crippen, Dan L.: Files, 1987-1988, Office of the Chief of Staff, Series I: Subject File, H – L (Legislative Strategy), Box 7, Ronald Reagan Library, Simi Valley, États-Unis

Archives en ligne

National Diet Library. *United States Initial Post-Surrender Policy for Japan (SWNCC150/4)*. https://www.ndl.go.jp/constitution/shiryo/01/022/022tx.html (consulté le 5 février 2020)

National Diet Library. *SCAPIN-411: Rural Land Reform 1945/12/09*. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885478 (consulté le 17 février 2020)

National Diet Library. *SCAPIN-448: Abolition of Governmental Sponsorship, Support, Perpetuation, Control and Dissemination of State Shinto (Kokka Shinto, Jinja Shinto) 1945/12/15*. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885515 (consulté le 18 février 2020)

National Diet Library. S*CAPIN-287: Elimination of Undemocratic Motion Pictures 1945/11/16*. https://dl.ndl.go.jp/info:ndljp/pid/9885351 (consulté le 18 février 2020)